

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

**THÈSE PRÉSENTÉE À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES**

**COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES**

**PAR
RENÉ VERRETTE**

**« LES IDÉOLOGIES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.
LE CAS DE LA MAURICIE 1850-1950 »**

Mars 1998

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

REMERCIEMENTS

Je remercie très vivement les professeurs René Hardy et Normand Séguin, respectivement directeur et codirecteur de thèse, de leur disponibilité exceptionnelle et de leur exigence de rigueur et de dépassement. Qu'ils reçoivent ici l'expression de ma profonde gratitude. J'exprime également ma gratitude envers les autres membres du jury, messieurs Serge Courville, Chad Gaffield et Pierre Lanthier qui ont contribué, par leurs remarques constructives, à pousser plus loin ma réflexion sur des sujets particuliers.

Je remercie également madame Manon Brunet et monsieur Roger Levasseur, du Comité d'études avancées en études québécoises, et monsieur Normand Séguin, directeur du Centre d'études québécoises, pour l'appui manifesté à maintes occasions, de même que madame Angèle Montour et monsieur François Guérard, tous deux du Centre interuniversitaire d'études québécoises, pour le soin minutieux que la première a apporté au traitement du texte, et le second pour la confection des cartes réalisée avec grand art. Leurs conseils m'ont été d'un précieux secours pour la présentation matérielle de la thèse. Je n'oublie pas l'aide précieuse du personnel du service de la microthèque et du Centre de documentation Desjardins en études québécoises de la bibliothèque de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Enfin, j'adresse des remerciements à Jocelyn Morneau et à Paule Giasson pour les chaleureux échanges ainsi qu'au Père Rodrigue LaRue, o.f.m. Cette recherche a été généreusement subventionnée par mon employeur, l'Université du Québec à Trois-Rivières. Que soient également remerciées les Éditions Fides pour l'autorisation de reproduire les photos des œuvres d'Ozias Leduc dans l'ouvrage de Lévis Martin.

*Cet ouvrage est dédié à ma mère
Ursule Charbonneau-Verrette
dont le courage exemplaire m'a
soutenu tout le long de ce
patient travail.*

TABLE DES MATIÈRES

	Page
REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES FIGURES	x
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	xi
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1. Présentation du sujet	2
2. Revue historiographique et perspectives d'analyse	5
3. Problématique, sources et méthodes	12
4. Élaboration conceptuelle	15
5. Plan de l'étude	21
6. Espace et société en Mauricie (1850-1950)	23
CHAPITRE I - LA PROMOTION DES RESSOURCES : ESPOIRS ET DÉCEPTIONS	36
1. Le fléau de l'émigration et de l'exode vers la ville	38
2. Les promesses de la colonisation	46
3. Le retour à la terre	52
4. Le coopératisme agricole	59

5. Les projets agro-industriels	67
6. L'exploitation forestière	76
7. L'activité sidérurgique	86
8. L'exploitation du gaz naturel	93
9. Le commerce des fourrures	94
 CHAPITRE II - DES RÊVES AMÉNAGISTES FABULEUX : LES VOIES DE COMMUNICATION	100
1. La navigation fluviale	102
2. Le réseau routier	117
3. Les chemins de fer	128
 CHAPITRE III - LES PROPOS RELATIFS À L'INDUSTRIALISA- TION ET À L'URBANISATION	159
1. 1850-1907 : Trois-Rivières s'affirme comme nœud régional	161
1.1 Le Conseil municipal et l'aménagement urbain	163
1.2 Les projets industriels	165
1.3 Les banques trifluviennes	171
1.4 La Chambre de commerce	174
1.5 L'Église et le progrès matériel	176
1.6 La perception des fluctuations de l'économie	179
1.7 L'affermissement d'une identité régionale	181
2. La Mauricie, région industrielle et urbaine	182
2.1 Laurentide Pulp Co. et l'essor de Grand-Mère	184
2.2 L'épopée de Shawinigan	189
2.3 Le discours de Shawinigan Water & Power	196
2.4 Le développement de Shawinigan	205
2.5 Récits mythiques des grands commencements	212
2.6 Brown Corp. et La Tuque	215
2.7 Les aléas de la croissance	219
 CHAPITRE IV - LE DISCOURS D'INTÉGRATION RÉGIONALE EN RAPPORT AVEC L'INDUSTRIALISATION ET L'URBANISATION	223
1. L'émergence de la grande entreprise	225
2. Le discours relié au progrès trifluvien	235

3. Symboliques de la modernité	244
4. Les espoirs d'un développement illimité	253
5. Le feu de 1908, une renaissance symbolique	255
6. L'attitude du clergé en rapport avec le progrès	257
7. La fin d'un rêve : la Grande Dépression	261
8. Les soubresauts de l'administration municipale	264
9. Un auxiliaire du développement, le mouvement associatif	268
10. Nouveaux espoirs de développement	274
11. L'intégration régionale	278
 CHAPITRE V - DISCOURS ET PRATIQUES SYMBOLIQUES EN RAPPORT AVEC LE DISCOURS DE DÉVELOPPEMENT	 290
1. La centralité trifluvienne et l'identité régionale	291
2. Le régionalisme et l'affirmation mauricienne	302
3. L'appropriation symbolique de l'espace : nommer les rues, la ville, la région	310
4. Le regard de l'autre comme fondement identitaire	314
5. Le nationalisme et le Progrès	321
6. L'attachement à l'Empire britannique des milieux anglophones	328
7. Une francité nostalgique	330
8. L'américanité refoulée	339
9. Un discours politique indifférencié	347
10. L'éducation et le développement économique	349
 CONCLUSION GÉNÉRALE : UNE PRATIQUE DISCURSIVE PLURIELLE	 354
1. Typologie des discours de développement	356
2. Les discours de développement et leur environnement idéologique	357

3. Entre progressisme et conservatisme	358
4. Une élite locale écartée du développement régional	363
5. L'aménagement des espaces matériels et symboliques ..	368
6. Le régionalisme, l'aménagement du passé et l'identité collective	371
7. Un parcours diachronique	374
8. Questions laissées en suspens	377
9. Perspectives de recherche	379
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	382
I - LES SOURCES	384
1. Les journaux et les périodiques	384
1.1 Les journaux	384
1.2 Les périodiques	384
2. Autres sources	385
II - LES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE	388
1. Les bibliographies et les inventaires	388
2. Les dictionnaires, les atlas et les autres ouvrages de référence	389
3. Les cartes	391
III - LES ÉTUDES	392
1. Concepts, méthodes et cadre d'analyse	392
2. Les études sur les États-Unis	395
3. Les études sur le Québec et le Canada	395
3.1 Les études générales	395
3.2 Les études spéciales	395
4. Les études sur la Mauricie	401
INDEX GÉNÉRAL	409

ANNEXES

Annexe I :	Les maires de Trois-Rivières (1845-1953)	427
Annexe II :	1. Index des noms des sociétés ferroviaires en rapport avec les projets mauriciens	429
	2. Fiches des projets de chemins de fer (Mauricie)	432
Annexe III :	La fréquence des éléments du corpus tirés des journaux et des périodiques (1845-1950) par périodes de cinq ans	456
Annexe IV :	La typologie des discours de développement	458
Annexe V :	Documents	465

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : La population des comtés municipaux de la Mauricie (1851-1951)	26
Tableau 2 : La population mauriciennë d'origine britannique en 1901 et 1911 . .	28
Tableau 3 : La population des centres urbains de la Mauricie (1901-1951)	30
Tableau 4 : La population des agglomérations urbaines de la Mauricie (1921-1951)	31
Tableau 5 : L'évolution de la population de Trois-Rivières de 1901 à 1931 . . .	232
Tableau 6 : Nombre et valeur des permis de construction à Trois-Rivières de 1909 à 1931	233

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : La Mauricie/Bois-Francis	4
Figure 2 : Les comtés municipaux de la Mauricie/Bois-Francis	34
Figure 3 : Le creusement du chenal du Saint-Laurent entre Québec et Montréal (1854-1992)	107
Figure 4 : Le réseau routier de la Mauricie/Bois-Francis vers 1930	123
Figure 5 : Le réseau ferroviaire entre Montréal et Québec en 1867	131
Figure 6 : Le réseau ferroviaire entre Montréal et Québec en 1905	132
Figure 7 : Le réseau ferroviaire entre Montréal et Québec en 1929	133
Figure 8 : La typologie des projets de chemins de fer mauriciens	156
Figure 9 : Ozias Leduc, La vision du Père Buteux	247
Figure 10 : Ozias Leduc, Le bûcheron	248
Figure 11 : Ozias Leduc, Le chargeur de meules	249
Figure 12 : Ozias Leduc, Les fondeurs de métal	250
Figure 13 : La Mauricie 1663-1990 : Régionymie et axiologie du développement	315

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A.C.J.C. Association catholique de la jeunesse canadienne-française

BRH *Bulletin des recherches historiques*

DBC *Dictionnaire biographique du Canada*

DOLQ *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*

DS *Documents de la session*

JALPC *Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada*

RHAF *Revue d'histoire de l'Amérique française*

RS *Recherches sociographiques*

UCC *Union catholique des cultivateurs*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. Présentation du sujet

La question régionale constitue depuis plusieurs années au Québec un sujet qui préoccupe les dirigeants politiques. Elle forme aussi un objet de recherche pour un certain nombre de chercheurs de disciplines universitaires et un aspect particulier des travaux des chercheurs est l'analyse des discours de développement énoncés par les élites. La présente étude a précisément pour visée de mettre au jour et d'explicitier le discours de développement régional en Mauricie entre 1850 et 1950. Nous établirons de quelle manière les représentations employées dans les stratégies d'argumentation ont contribué à structurer l'identité mauricienne par le recours à l'espace et au temps. La démarche proposée se situe dans une perspective phénoménologique centrée sur les acteurs individuels et collectifs afin d'atteindre, dans la mesure du possible, leur expérience subjective par l'analyse de leurs intentions¹.

Pour l'essentiel, l'enquête consistera à retracer dans la presse régionale l'expression de quatre dimensions majeures de l'activité économique, soit l'exploitation des ressources, l'aménagement des voies de communication, l'industrialisation et l'urbanisation. Non seulement les journaux seront-ils mis à profit, mais également les périodiques, les documents gouvernementaux et divers autres documents dont la nature sera exposée plus loin. Le choix de la période étudiée tient compte de deux dates charnières dans l'histoire de la Mauricie. D'une part, les années 1850 voient le premier décollage industriel; celui-ci découle principalement de l'aménagement par les pouvoirs publics de la rivière Saint-Maurice pour le flottage du bois. L'essor de l'exploitation forestière entraîne une prise de conscience par le milieu local des possibilités économiques d'un vaste espace régional. Cette prise de conscience s'exprime dans la

¹ Voir notamment Chantal Deschamps, *L'approche phénoménologique en recherche*, Montréal, Éditions Guérin, 1993, surtout p. 25-40, et Paul Ricoeur, *Les métamorphoses de la raison herméneutique*, Paris, Éditions du Cerf, 1991, 413 p.

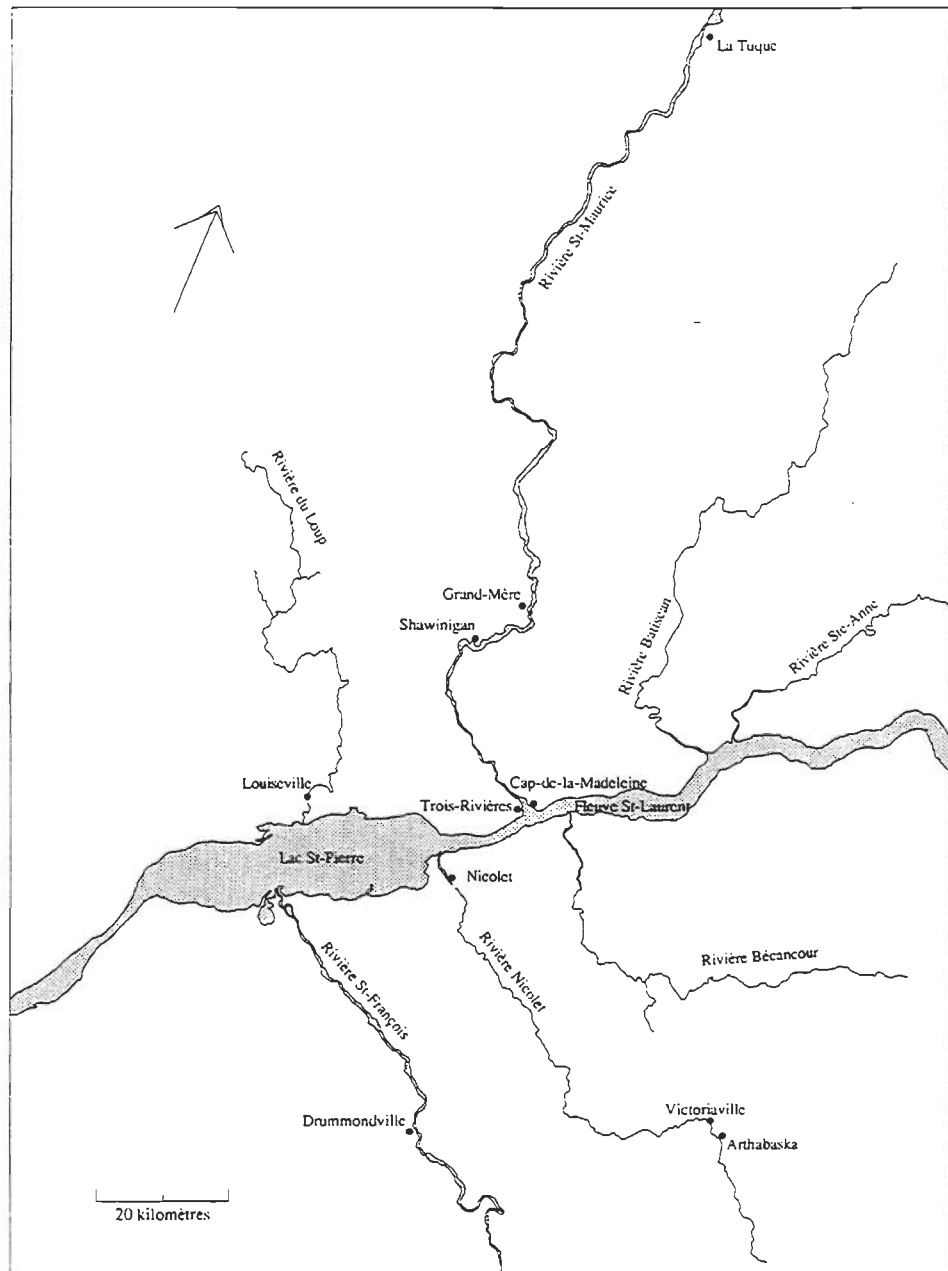
presse trifluvienne qui est présente sans interruption à partir de 1847. De plus, les journaux locaux traitent des projets industriels, ferroviaires et autres, permettant à la population régionale et, au premier chef, au milieu économique de saisir la réalité de la croissance de la collectivité.

D'autre part, les années 1945-1950 qui suivent le second conflit mondial marquent en Mauricie la fin de la phase accélérée des processus d'industrialisation et d'urbanisation en cours depuis la dernière décennie du XIX^e siècle. De plus, cette période coïncide avec une intégration plus poussée des composantes humaines et symboliques mises en place depuis la création des centres urbains à proximité des nouveaux complexes industriels. Conséquemment, nous avons choisi la période 1850-1950 pour la présente étude vu l'expression féconde des élites comme témoins ou acteurs d'une croissance ayant inscrit profondément la Mauricie dans l'économie-monde nord-américaine.

Le territoire sur lequel notre étude porte — et que nous désignons par commodité sous le nom de Mauricie — correspond en première approximation à l'espace dans lequel rayonne Trois-Rivières comme pôle principal. Ce territoire comprend les comtés municipaux de Maskinongé, de Saint-Maurice (avec la ville de Trois-Rivières) et de Champlain sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent auxquels s'ajoute le comté de Nicolet sur la rive sud. Les limites de ces cinq comtés n'ont guère varié durant la période 1850-1950² (voir figure 1). Notons d'entrée de jeu que ce

² Le comté de Maskinongé a été détaché du comté de Saint-Maurice en 1853.

FIGURE 1 : LA MAURICIE / BOIS-FRANCS



Source: fonds de cartes du Centre interuniversitaire d'études québécoises

territoire correspond en gros à l'aire couverte par les journaux trifluviens, ce qui suggère assez bien l'étendue de la zone d'influence du pôle urbain régional³.

2. Revue historiographique et perspectives d'analyse

Les travaux sur le développement économique de la Mauricie sont nombreux et diversifiés. Après les études pionnières de Benoît Brouillette et de Raymond Tanghe⁴, l'abbé Albert Tessier porte intérêt à l'égard de l'industrialisation de la Mauricie dans son *Trois-Rivières 1535-1935*⁵. Pour leur part, Claude Charbonneau, Philip Ernest Uren et Yvon Thériault⁶ ajoutent des matériaux à l'histoire économique de Trois-Rivières et de la Mauricie. Uren souligne notamment l'importance des facteurs provenant de la géographie physique.

Plus près de nous, René Hardy et Normand Séguin indiquent, dans *Forêt et société en Mauricie*, une piste de recherche féconde pour l'analyse du discours de développement dans leur étude de l'exploitation forestière en Mauricie, laquelle est appréhendée comme « une dimension essentielle de l'expérience historique de toute

³ Mentionnons seulement que, dans son plus récent ouvrage, Louis-Edmond Hamelin considérant la région trifluvienne comme « transfluviale », propose « Aire sud » comme régionyme pour désigner la partie de la Mauricie/Bois-Francs située au sud du fleuve et regroupant en gros les anciens comtés municipaux de Nicolet, Yamaska, Drummond et Arthabaska, *Écho des pays froids*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 149-151.

⁴ Benoît Brouillette, *Le développement industriel de la vallée du Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1932, 52 p.; Raymond Tanghe, *Au pays de l'énergie*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1932, 46 p.

⁵ Albert Tessier, *Trois-Rivières 1535-1935. Quatre siècles d'histoire*, Trois-Rivières, Éditions Le Nouvelliste, 1935, 199 p.

⁶ Claude Charbonneau, « Trois-Rivières industriel », thèse de maîtrise (administration et commerce), Québec, Université Laval, 1942, iii-56 p.; Philip Ernest Uren, *The Historical Geography of the St. Maurice Valley, with Special Reference to Urban Occupancy*, thèse de maîtrise (géographie), Montréal, Université McGill, 1949, 133 p.; Yvon Thériault, *Trois-Rivières incorporée 1857-1957*, Trois-Rivières, [s.é.], 1958, 87 p. À ces études il faudrait ajouter des articles de périodiques dont une liste partielle est donnée dans la thèse de Charbonneau.

une population⁷. » Dans leur perspective, « l'histoire sociale de la forêt mauricienne est d'abord celle d'activités structurantes qui ont tissé la trame d'un nouvel espace régional⁸. » L'angle d'étude ainsi proposé peut s'élargir à l'ensemble des secteurs de l'activité économique sur lesquels se fonde l'objet du discours développementiste et c'est ce à quoi nous nous attachons ici.

Dans un récent ouvrage, René Hardy envisage la région, « non pas comme une entité autonome, [...] mais comme une partie indissociable du tout, ne pouvant s'expliquer et se comprendre que dans son rapport à l'ensemble auquel elle appartient⁹ ». Par ailleurs, le discours de développement est influencé par le contexte économique régional; il témoigne de ses soubresauts et les caractéristiques du discours sont sensibles au climat général d'euphorie ou de découragement le cas échéant. Du reste, Michel Aglietta, dans son étude sur les États-Unis, rappelle que les crises économiques et les périodes de croissance accélérée sont accompagnées le plus souvent d'intenses bouillonnements de création sociale qui laissent des traces visibles dans le discours des élites¹⁰.

Sur le plan régional, les crises de croissance, en particulier, forment une matrice de représentations du devenir de la région et éclairent le rôle que ses élites peuvent jouer. La pertinence de l'analyse des processus de construction d'un imaginaire régionaliste est mise en relief par Jocelyn Létourneau et Laurier Turgeon¹¹. Les deux

⁷ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières 1830-1930*, Montréal et Ottawa, Éditions Boréal Express et Musée national de l'Homme, 1984, p. 5.

⁸ *Ibid.*, p. 203.

⁹ René Hardy, *La sidérurgie dans le monde rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 6.

¹⁰ Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 1982, (1^{re} édition 1976), 334 p.

¹¹ Jocelyn Létourneau et Laurier Turgeon, « Formation historique et mouvance contemporaine des espaces identitaires. Aperçu de la problématique scientifique du CÉLAT », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n° 4, été 1995, p. 121-136.

chercheurs, dans leur étude sur l'histoire économique, considèrent les réseaux de sociabilité qui permettent la progression de l'économie régionale et la valorisation de l'image de la région « en tant que matrice de recentrement sur Soi et d'affirmation du Nous/Ici par rapport à l'Autre/Extérieur ». Létourneau et Turgeon insistent également sur l'importance de la compréhension de la dynamique d'intégration et d'articulation des influences extérieures à l'imaginaire régionaliste¹².

Le chercheur peut compter sur quelques bons travaux sur les discours de développement au Québec. Il y a plusieurs années, Yves Roby avait indiqué une piste de recherche en dépouillant les journaux pour cerner la question relative aux investissements américains entre 1918 et 1929¹³. Son analyse fait ressortir la richesse heuristique de la documentation disponible. De son côté, Fernande Roy, examinant l'idéologie des milieux d'affaires francophones montréalais entre 1881 et 1914 à partir de la presse¹⁴, a récusé de façon probante l'idée reçue de la faiblesse présumée du libéralisme économique dans la pensée canadienne-française. Elle a démontré que les idées de progrès, d'harmonie et de liberté pouvaient être celles des milieux francophones proches du monde des affaires. L'étude de Fernande Roy incite les chercheurs à vérifier si, ailleurs au Canada français et notamment dans les régions nouvellement industrialisées et urbanisées, des propos de même teneur ont eu cours au sein des élites économiques.

Le discours économique progressiste favorisant l'industrie, la technologie, le développement des richesses naturelles est-il antinomique avec l'autre discours social,

¹² *Ibid.*, p. 129.

¹³ Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1976, 250 p. Roby a notamment dépouillé *Le Nouvelliste* pour la période de 1920 à 1929.

¹⁴ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Éditions Boréal, 1988, 301 p.

celui-ci fondé sur l'appui à la classe agricole, le maintien de la langue et de la foi, la primauté de la famille et l'assentiment au leadership clérical ? Après avoir analysé les discours du budget des ministres des finances de l'ère duplessiste, Gilles Bourque et Jules Duchastel¹⁵ arrivent à la conclusion qu'une vision traditionnelle et conservatrice de la société n'écartait nullement une forte sensibilité au progrès économique et à la promotion de l'industrialisation. Cette coexistence idéologique aurait-elle été présente en région, là où des démarrages industriels sont apparus au sein de sociétés dont l'économie reposait jusque-là principalement sur l'agriculture et la petite entreprise ?

S'agissant du développement régional, Gérard Bouchard a abordé les rapports entre le clergé et l'industrialisation au Saguenay¹⁶; la recherche, ici encore, s'appuie principalement sur le dépouillement de journaux et de périodiques religieux. Bouchard conclut que « le clergé a puissamment contribué à l'implantation du capitalisme industriel [...] au gré d'alliances et d'engagements¹⁷. » En Mauricie, le rôle exercé par le clergé dans le développement a été étudié par William Ryan¹⁸ qui a scruté *Le Bien Public* pour les années 1909-1914. Les travaux cités précédemment et quelques autres¹⁹ soulignent le caractère capital du discours des groupes d'intérêt dans la

¹⁵ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1988, 400 p.

¹⁶ Gérard Bouchard, « Les prêtres, les capitalistes et les ouvriers à Chicoutimi, 1896-1930 », *Le mouvement social*, n° 112, juillet-septembre 1980, p. 5-23.

¹⁷ Il faudrait signaler les travaux de Jean-Pierre Kesteman, de John Irvine Little et de Ronald Rudin sur les Cantons de l'Est qui peuvent inspirer l'analyse que nous effectuons en Mauricie : du premier, « Une bourgeoisie et son espace : industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec) », thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1985 et *Le Progrès (1874-1878) : étude d'un journal de Sherbrooke*, Sherbrooke, Groupe de recherche en histoire régionale, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1979; du second, *Nationalism, Capitalism and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, et du troisième, « Naissance et déclin d'une élite locale : la Banque des Cantons de l'Est, 1859-1912 », *RHAF*, vol. 38, n° 2, 1984, p. 165-179.

¹⁸ William F. Ryan, *The Clergy and Economic Growth in Quebec, 1896-1914*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1966, 348 p.

¹⁹ Par exemple, Louis-J. Boucher, « Idéologies de développement chez une élite régionale : le cas du projet de chemin de fer Montréal Occidental 1867-1897 », mémoire de maîtrise (géographie), Québec, Université Laval, 1985, 139 p., qui considère l'articulation de la bourgeoisie locale avec

dynamique du développement, y compris les prolongements de ce discours dans l'ordre symbolique. Ainsi, la diversité et la fécondité des travaux touchant la question qui nous intéresse fournit une base sérieuse à l'examen du discours développementiste en Mauricie.

En outre, il paraissait indispensable, afin de mener à bien notre étude, de pouvoir compter sur un bon référentiel du développement économique lui-même, quitte à combler les lacunes essentielles. En Mauricie, les études sur l'histoire de l'économie régionale sont riches et variées. La thèse de Normand Brouillette s'est penchée sur le développement industriel de 1900 à 1975; quant à elles, les recherches de Jacques Belleau sur l'industrialisation de Trois-Rivières de 1905 à 1925 et d'Alain Dion sur le secteur des pâtes et papiers ont apporté un éclairage significatif. À ces travaux, il faut ajouter le précieux *Forêt et société en Mauricie*, de René Hardy et Normand Séguin, de même que le très utile dossier statistique et chronologique, de Pierre Lanthier et Alain Gamelin, pour la période 1870-1975²⁰. De son côté, Claude Bellavance a étudié le groupe industriel qui s'est constitué autour de Shawinigan Water & Power²¹ et

le capitalisme dans une perspective d'analyse selon la grille marxiste; Gary Caldwell, « Les industriels francophones : Victoriaville au début du siècle », *Recherches sociographiques*, vol. XXIV, n° 1, janvier-avril 1983, p. 9-31 qui observe la transformation de la petite bourgeoisie marchande en bourgeoisie industrielle en considérant les carrières des hommes d'affaires; et, surtout, Paul-André Linteau, *Maisonnette ou comment des promoteurs fabriquent une ville; 1883-1918*, Montréal, Boréal Express, 1981, 280 p., où les représentations en rapport avec le progrès sont analysées.

²⁰ Normand Brouillette, « Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois : la Mauricie, 1900-1975 », thèse de doctorat (géographie), Montréal, Université McGill, 1983, xviii-381 p.; Jacques Belleau, « L'industrialisation de Trois-Rivières, 1905-1925 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1979, xii-99 p.; Alain Dion, « L'industrie des pâtes et papiers en Mauricie, 1887-1929 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, 205 p.; Pierre Lanthier et Alain Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie. Dossier statistique et chronologique, 1870-1975*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, 1981, ix-489 p. L'interprétation des résultats du dossier est présentée dans Pierre Lanthier, « Stratégie industrielle et développement régional : le cas de la Mauricie au XX^e siècle », *RHAF*, vol. 37, n° 1, 1983, p. 3-19.

²¹ Claude Bellavance, *Shawinigan Water and Power, 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1994, 448 p.

René Hardy s'est penché sur le secteur sidérurgique²². Il faut tenir compte aussi de la thèse inédite de Gaétan Gervais²³ sur l'implantation du réseau ferroviaire québécois. Elle offre des informations sur la Mauricie qui doivent être complétées afin d'en dresser un tableau significatif pour la compréhension du discours associé. Enfin, l'étude sur le chef-lieu régional, *Trois-Rivières illustrée*²⁴, donne une vue d'ensemble des dynamiques sociales et économiques à l'œuvre au chef-lieu régional et aussi en Mauricie.

Sur les approches de la territorialité et des stratégies identitaires, notions capitales pour notre ouvrage, les travaux ont proliféré depuis une vingtaine d'années. Le travail pionnier de Claude Raffestin à propos de la notion de territorialité²⁵ demeure essentiel et l'importance qu'accorde la récente *Encyclopédie de géographie*²⁶ à ce sujet atteste sa fécondité. Au Québec, le géographe français Raoul Blanchard a publié des travaux préparés au cours des années 1930 et 1940 dans lesquels le souci des rapports au territoire est nettement marqué²⁷. Mais la territorialité en tant que telle, le mot comme la chose, n'a véritablement surgi, dans le champ des sciences humaines au Québec, qu'à une époque relativement récente; Serge Courville en a défini le caractère opératoire dans le contexte historique québécois pour l'analyse du changement culturel dans une

²² René Hardy, *La sidérurgie dans le monde rural...*

²³ Gaétan Gervais, « L'expansion du réseau ferroviaire québécois, 1875-1895 », thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1978, 2 vol.

²⁴ Alain Gamelin, René Hardy, Jean Roy, Normand Séguin et Guy Toupin, *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 1984, 227 p.

²⁵ Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, 1980, Librairies techniques, x-249 p., particulièrement le Chapitre I : « Qu'est-ce que le territoire ? », p. 110-147.

²⁶ Voir le chapitre intitulé « Territoires » rédigé par Maryvonne Le Berre, p. 617-638, Antoine Bailly, Robert Forras et Denise Pumain, dir., *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 1992, 1132 p.

²⁷ Au sujet de l'apport de Blanchard à la notion de territorialité, voir notamment Serge Courville et Normand Séguin, « Spatialité et temporalité chez Blanchard : propos d'heuristique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 30, n° 80, 1986, p. 293-298; Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, dir., *Atlas historique du Québec. Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 1-2.

étude sur la Nouvelle-France²⁸. Nous proposons pour notre part d'étendre le champ d'application du concept de territorialité à l'analyse du discours de développement²⁹.

La notion de territorialité renvoie aux rapports d'altérité et à l'identité collective sur lesquels des travaux récents se sont penchés³⁰. Les idées qui sous-tendent ces notions, même de façon implicite, sont présentes dans le discours de développement comme l'indique un relevé préliminaire et il nous paraît crucial de les prendre en considération. Enfin, plusieurs auteurs ont prouvé la valeur de l'étude du corpus littéraire sous le rapport de l'expression d'une territorialité ou d'un projet de développement de la société : voir principalement Bernard Proulx et Robert Major pour une lecture renouvelée du roman de la terre et en particulier de *Jean Rivard*³¹. Dans une perspective plus resserrée, Harry Bernard, dès les années 1940, avait montré les liens entre le régionalisme littéraire et le développement économique aux États-Unis, ouvrant ainsi une avenue de recherche prometteuse au sujet du milieu canadien-français³². Enfin, la recherche de Jean de Bonville sur la presse québécoise entre 1884 et 1914 met

²⁸ Serge Courville, « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France : une vision géographique », *RHAF*, vol. 37, n° 3, 1983, p. 417-429 et « Une territorialité oubliée », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 73-74, 1984, p. 5-7. Courville pouvait s'appuyer sur les travaux de Marcel Bélanger, « L'urbanité de Québec », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 25 n° 64, 1981, p. 11-16 et de Paul Villeneuve, « Un paradigme pour l'étude de l'organisation spatiale des sociétés », *Cahiers de géographie du Québec*, 1972, vol. 16, n° 38, p. 199-211. L'étude originale de Bélanger sur le rôle joué par les réseaux de proximité parentale dans la formation d'un espace québécois (« Le réseau de Léa », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n°s 73-74, 1984, p. 289-302) illustre le parti qu'on peut tirer de la perception spatiale d'un fait ethnographique. Voir également Normand Séguin, « Quelques considérations pour l'étude du changement culturel dans la société québécoise », Gérard Bouchard, dir., *La construction d'une culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 215-219 et Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *op. cit.*, p. 1-2.

²⁹ Selon une perspective inspirée de Serge Courville, « Une territorialité... », p. 6, où il énumère des champs constitutifs de la relation homme-espace-temps-société pouvant être abordés, notamment, par le biais de la toponymie ou de l'analyse iconologique

³⁰ Pour l'altérité, voir Séguin, « Quelques considérations... ».

³¹ Bernard Proulx, *Le roman du territoire*, Montréal, Les cahiers du département d'études littéraires-8, Université du Québec à Montréal, 1987, 327 p.; Robert Major, *Jean Rivard ou l'art de réussir. Idéologies et utopies dans l'œuvre d'Antoine Gérin-Lajoie*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 338 p.

³² Harry Bernard, *Le roman régionaliste aux États-Unis (1913-1940)*, Montréal, Fides, 1949, 370 p. Voir surtout p. 337 et 347.

en relief l'importance des journaux comme moyen d'expression et de diffusion du discours de développement de la société et sur l'influence que ces médias ont pu exercer sur le développement lui-même³³.

3. Problématique, sources et méthodes

Notre analyse de contenu du discours de développement permet d'identifier les personnages qui l'émettent et de saisir la portée des projets promus. Elle permet aussi d'appréhender les représentations élaborées dans la rhétorique de persuasion, ce qui nous donne une meilleure prise pour observer deux aspects particuliers. Dans un premier temps, nous cherchons à comprendre de quelle façon les énonciateurs du discours de développement se sont affirmés comme élites et comme artisans du devenir de la région, tant aux yeux de la population régionale qu'à ceux de personnes de l'extérieur qu'ils jugeaient importantes. Nous examinons comment les divers éléments composant ces élites — élus locaux, dirigeants d'entreprises, responsables d'organismes comme les chambres de commerce ou les associations de citoyens, membres du clergé, éditorialistes, littéraires, historiens et géographes — se sont partagé les tâches symboliques du développement de la Mauricie en tenant des propos de nature affirmationniste ou de l'ordre de la légitimation.

Toutefois, nous ne voulons pas nous arrêter simplement au dévoilement des appétits et des intérêts de l'*homo æconomicus* ou encore aux jeux de reconnaissance qu'entraîne tout discours social relatif à une collectivité. En effet, il nous paraît possible de rejoindre un niveau plus profond du registre des significations. Aussi, nous

³³ Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1988, xi-416 p.

procéderons à un travail herméneutique dans le but de porter à la lumière un faisceau de représentations constitutives de l'identité collective sur le plan régional.

Un regard porté sur les stratégies argumentaires développées dans la promotion des divers projets met au jour un certain nombre de référents présents durant la période à l'étude. Ces référents peuvent se regrouper en trois axes majeurs. Ils sont d'abord d'ordre spatial, puisqu'il est question fréquemment d'aménagement du territoire. Ils sont aussi d'ordre temporel, se nourrissant d'un avenir construit dans le registre de l'imaginaire utopique et soutenu par le mythe du progrès. Enfin, ils puisent dans le réservoir de la mémoire collective et des textes fondateurs par le remaniement du passé et l'héroïsation des pionniers.

La référence à l'altérité s'exprimant soit par le regard de l'autre, soit par l'affirmation de la différence ou soit par le recours à des stratégies discursives construisant l'image du soi collectif que l'ont veut projeter, complète l'entreprise de la construction régionale par le discours. Ainsi peuvent être dégagés les contours de l'expression de l'identité régionale à partir du discours de développement. Afin d'appréhender cette construction identitaire, nous ne nous privons pas, en complément, d'utiliser les symboliques présentes dans le champ littéraire, historique, géographique et sociologique — ou encore exprimées dans les arts plastiques — en tant qu'elles recèlent des représentations relatives au développement de la région.

La constitution et la délimitation du corpus de référence se fondent sur la recherche de l'éventail le plus complet de textes susceptibles d'éclairer la teneur du discours de développement régional en Mauricie. La source principale de l'information est formée d'une série de textes — articles ou comptes rendus d'allocutions produits principalement dans la région durant la période 1850-1950. Le corpus rassemble pour

l'essentiel des éditoriaux et des articles (y compris les entrefilets) parus dans les journaux et les périodiques mauriciens. S'y ajoutent d'autres textes parus dans les journaux, comme des textes promotionnels publiés par des entreprises et des municipalités, des documents gouvernementaux, des documents épiscopaux et des homélies, des allocutions de maires et de députés, des programmes et des discours électoraux, des rapports d'organismes comme les chambres de commerce, de même que des ouvrages à caractère historique, géographique ou sociographique ainsi que des textes littéraires, sans oublier des éléments de correspondances publiées. Un complément non négligeable est apporté par l'examen de films, de peintures et de sculptures.

Le dépouillement exhaustif de tous les journaux et périodiques parus en Mauricie de 1850 à 1950 a été effectué. Cette ambitieuse entreprise était en grande partie facilitée par le fait que la majorité des journaux est reproduite sur microfilms et que les éléments manquants étaient présents, pour la plupart, aux archives du Centre de documentation Desjardins en études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières, aux archives du Séminaire de Trois-Rivières, aux archives du Séminaire de Nicolet et à celles de la Bibliothèque Gatién-Lapointe de la ville de Trois-Rivières. L'essentiel du travail a donc consisté en l'examen des journaux sur microfilm en dépôt à la division de la microthèque de la bibliothèque de l'Université du Québec à Trois-Rivières, tâche à laquelle deux années complètes ont été consacrées. À une exception près, nous avons parcouru chacun des numéros au complet, en étant attentif aux indices, même les plus ténus, qui concernaient la recherche, y compris les « notes locales » et faits divers souvent riches d'information. Le volume considérable d'informations que fournit le quotidien *Le Nouvelliste* depuis sa fondation en 1920 a nécessité un traitement particulier. N'ont été considérés que les éditoriaux et les

nouvelles locales, habituellement présentés à la page trois, en utilisant les répertoires de sources journalistiques établis par Réjean Hould³⁴.

Les autres éléments du corpus, recensés dans les mêmes dépôts d'archives, ont été considérés en entier; pour cela, les bibliographies régionales ont été d'un grand secours³⁵. Le nombre de textes considérés est de 2 067 pour les journaux et les périodiques auxquels s'ajoutent une centaine de documents d'autre nature; les articles les plus longs, soit environ 450, ont été photocopiés. La fréquence la plus forte des documents journalistiques se situe entre 1890 et 1925³⁶.

Par ailleurs, certaines activités économiques sont traitées plus spécialement car elles n'ont fait l'objet d'aucune étude particulière jusqu'à présent; ces activités ont trait aux abattoirs nationaux, aux chantiers maritimes et aux projets ferroviaires.

4. Élaboration conceptuelle

Il importe de préciser l'acception des mots clés employés dans l'analyse des idéologies de développement régional afin d'en saisir la portée exacte. Les notions d'idéologie, de développement, de région, de territorialité et d'altérité sont abordées sous l'angle qui nous semble le plus fructueux. La conception d'idéologie envisagée ici

³⁴ Réjean Hould, *Faits saillants en Mauricie (1920-1940). Répertoire des sources journalistiques*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1978, 680 p.; *Faits saillants en Mauricie (1941-1959)*. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, 465 p.

³⁵ René Hardy, Guy Trépanier et Jacques Belleau, *La Mauricie et les Bois-Francs : inventaire bibliographique 1760-1975*, Montréal, Éditions Boréal Express, 1977, 389 p.; René Hardy et Guy Trépanier, *Bibliographie de la Mauricie*, Québec, IQRC, 1991, coll. « Documents de recherche » n° 27, 294 p.; Yves Beauregard, *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, coll. « Documents de recherche », n° 9, 495 p.

³⁶ Voir l'Annexe III présentant la fréquence des éléments du corpus tirés des journaux et des périodiques par périodes de cinq ans.

exclut d'emblée toute connotation péjorative³⁷. Dans notre perspective, l'idéologie renvoie à un ensemble de représentations, d'idées, de valeurs, lesquelles, comme le note Fernande Roy, « légitiment une situation donnée ou [...] présentent un nouveau projet de société³⁸ ». Considéré sous cet aspect, le discours idéologique est celui qui exprime les objectifs et le sens du développement social.

La société n'étant pas une simple imbrication de matériaux économiques, politiques ou sociaux, elle fait appel à des représentations et des rêves collectifs qui lui confèrent un sens. En outre, les collectivités développent leur identité partiellement en opposition à des groupes linguistiques, économiques ou géographiques qu'elles désignent comme repoussoirs. Vue sous cet aspect, l'idéologie se conçoit également, dans la vision de Stanislas Breton qui sera la nôtre ici, comme étant « une disposition d'idées, qui reflètent moins l'ordre du monde que l'objectivation d'une puissance et d'une conscience de soi, par laquelle une société (ou une communauté) affirme, face à un autre groupe dont elle se différencie et se divise, l'autonomie de son existence et de son agir³⁹. » Spécifions de plus que le discours de développement est énoncé par un groupe social que nous désignerons indifféremment comme élite, notabilité ou petite bourgeoisie sans nous attarder aux nuances notionnelles; qu'il suffise de préciser que ce groupe énonciateur se compose surtout de professions libérales, de journalistes, de membres du clergé, de fonctionnaires et de dirigeants d'entreprises⁴⁰.

³⁷ Connotation perceptible dans la perspective marxienne de l'idéologie. De plus, le développement de l'idéologie, selon Marx, (Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1966, p. 36-37), est envisagé comme étant en « fonction du développement de la production matérielle et des rapports sociaux qui y correspondent » sans expliciter l'importance du rôle joué par l'élaboration symbolique dont témoignent les représentations à l'œuvre dans le discours de développement.

³⁸ Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Éditions Boréal, 1993, p. 9.

³⁹ Stanislas Breton, *Théorie des idéologies*, Paris, Éditions Desclée, coll. « Théorème », 1976, p. 15.

⁴⁰ En distinguant, au besoin, entre élites économiques et élites intellectuelles.

Les représentations, dans notre horizon, constituent des créations sociales ou individuelles de schémas du réel au sens où l'entend J.-P. Guérin dans un ouvrage consacré aux liens noués entre la géographie économique et les représentations⁴¹. Le même auteur ajoute que, « par leur caractère de logiques mentales préétablies, les représentations jouent un rôle très important dans le monde de l'économie⁴². » Les représentations sont sous-jacentes aux stratégies d'argumentation employées dans le discours de développement, le terme « stratégies » étant entendu comme des plans élaborés afin d'assurer la réussite d'une action et fondée sur la rationalité et l'interdépendance des démarches des parties en présence⁴³. Les stratégies d'argumentation s'expriment de façon discursive au moyen de comparaisons, de métaphores et d'autres artifices du langage que l'on peut assimiler à la rhétorique. Dans cette étude, nous surveillerons étroitement les référents au temps et à l'espace employés dans la rhétorique du discours de développement et les stratégies d'argumentation, car le développement d'une région s'inscrit de toute évidence dans la spatialité et son discours renvoie à l'épaisseur historique de la collectivité.

L'idée de développement abordée dans la présente étude renvoie de façon générale à un « processus de valorisation humaine des personnes et des sociétés qui, à travers l'amélioration des conditions matérielles d'existence, permet un épanouissement de l'être individuel et collectif⁴⁴. » Dans une approche dynamique, le développement peut être envisagé plus explicitement comme formant « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître,

⁴¹ Cham's, *Géographie économique et représentations*, Paris et Montpellier, Éditions GIP Reclus, 1992, p. 13.

⁴² *Ibid.*, p. 15.

⁴³ Définition traduite librement du *Oxford English Dictionary*, vol. XVI, p. 852 dans l'édition de 1989.

⁴⁴ Alain Banere, « Tiers-monde et développement », *Recherches sociales*, n° 7, septembre-octobre 1966, cité par Jean-Louis Martel et Delmas Lévesque, *L'évolution du mouvement coopératif québécois, 1920-1940*, Montréal, Hautes études commerciales, Cahier de recherche n° 91-4, août 1991, p. 52.

cumulativement et durablement, son produit réel global⁴⁵ ». Cet angle de vision est employé, dans le présent travail, à la sphère culturelle autant qu'à la sphère économique⁴⁶.

La région, définie très généralement par un récent dictionnaire de géographie⁴⁷ comme désignant une portion de l'étendue, constitue, selon Roger Brunet, « l'un des mots les plus répandus, les plus vagues et les plus polysémiques de la géographie⁴⁸ ». Effectivement, la région représente tout à la fois une échelle d'analyse, un lieu de pratiques, un construit culturel et un phénomène identitaire. Dans notre perspective, la région participe à la fois de la dynamique socioéconomique et des représentations collectives énoncées par les élites appartenant à cette même région.

Nous avons entrepris, dans un travail précédent⁴⁹, de conceptualiser formellement la notion de région mais nous avons rapidement compris qu'il valait mieux utiliser ce terme de façon purement opératoire, ne considérant que sa valeur heuristique pour le cadre de la présente étude⁵⁰. Nous tenons pour acquis également que le générique « région » a été toujours utilisé en Mauricie à partir de 1900 environ, à l'exclusion de toute autre désignation. Cette manière d'opérer évite de faux

⁴⁵ François Perroux, « La notion du développement », *L'Économie du XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 191-207, cité par Martel et Delmas, *ibid*.

⁴⁶ Il faut mentionner un maître mot associé très souvent à l'idée de développement, il s'agit du Progrès, considéré comme un absolu qui engendra au XIX^e une véritable religion séculière. Voir Bernard Valade, « Idée de progrès », *Encyclopaedia Universalis*, tome 15, p. 207-211 dans l'édition de 1985. Alexis de Tocqueville le perçoit déjà dans la première moitié du XIX^e siècle (*De la démocratie en Amérique*, Paris, Union générale d'Éditions, 1963, 378 p.)

⁴⁷ Roger Brunet, Robert Ferras et Hervé Théry, dir., *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Montpellier, Éditions Reclus et La documentation française, 3^e édition 1993, p. 421.

⁴⁸ *Id.*

⁴⁹ René Verrette, « Pour une conceptualisation de la région : le cas de la Mauricie », Fernand Harvey, dir., *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture et CEFAN, Université Laval, 1994, p. 83-95.

⁵⁰ Pierre Bourdieu a mis en garde les chercheurs engagés dans la réflexion sur la région contre les pièges tendus par un sujet chargé d'enjeux symboliques intenses et propice à la dérive épistémologique, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Archives de la recherche en sciences sociales*, n° 35, novembre 1980, p. 63-72.

débats sur le nom qui n'aident en rien la compréhension de la chose. Précisons néanmoins que, sous l'angle où nous la considérons, la région ne se révèle que dans une dynamique et que saisir le phénomène régional consiste essentiellement à appréhender les discours et les pratiques qui témoignent de cette dynamique. En définitive, notre interrogation s'articule dans une approche phénoménologique centrée sur les acteurs individuels et collectifs engagés dans la construction régionale.

Pour sa part, Fernand Dumont a insisté sur la dimension historique que doit comporter toute saisie du phénomène régional de la façon suivante :

La région est un prétexte pour des intentions, des mouvements sociaux les plus divers; la région est aussi, par contre, le poids d'une histoire, une sorte de sédimentation historique. Les références invoquées dans les représentations des régions sont des symboles, d'où leur polyvalence; mais ils sont aussi l'expression de liens sociaux formés dans l'histoire⁵¹.

D'où également l'importance de considérer les événements et les discours en rapport avec la région dans leur épaisseur historique et dans leur contexte d'énonciation. C'est à cette condition que les modalités de l'identité régionale⁵² peuvent être dégagées.

Elles peuvent l'être aussi par le concept de territorialité qui s'avère précieux dans l'intelligibilité des processus régionaux, qu'ils soient d'ordre économique ou symbolique. Dans notre perspective, la territorialité renvoie, de façon très générale, à la somme des relations entretenues par les groupes et les individus avec leur

⁵¹ Fernand Dumont, « Mouvements nationaux et régionaux d'aujourd'hui », *Cahiers internationaux de sociologie*, LXVI, 1979, p. 5-17.

⁵² Michel Bassand définit l'identité régionale comme étant « l'image spécifique (assortie de normes, de modèles, de représentations, de valeurs, etc.) que les acteurs d'une région se sont forgés d'eux-mêmes [...] mais autant déterminée de l'extérieur qu'élaborée intérieurement ». « L'identité régionale, un concept carrefour », *L'identité régionale*, Programme national de recherche 5 : « Problèmes régionaux » du Fonds national suisse. Georgi, Saint-Saphorin, 1981, p. 14.

environnement, comme l'indique Claude Raffestin. Celui-ci décrit plus spécifiquement la territorialité comme formant « un ensemble de relations prenant naissance dans un système tridimensionnel société-espace-temps en vue d'atteindre la plus grande autonomie possible compatible avec les ressources du système⁵³ ». Cet ensemble de relations renvoie « aux rapports que les individus entretiennent dans l'espace et à travers la médiation de l'espace » affirme Normand Séguin en 1993⁵⁴. Conséquemment, celui-ci définit la territorialité en tant que « la somme des relations qui assurent l'équilibre interne d'une collectivité ou d'une société au sens large⁵⁵. » Les relations en question donnent lieu à une expression discursive qui est présente dans tout discours de développement collectif, étant donné que ce discours se rapporte aux réalités d'ordre spatial que sont les divers projets aménagistes de la collectivité.

Dans le même ordre d'idées, Normand Séguin ajoute que le concept de territorialité incite à examiner de près les rapports à l'autre, ce qu'il appelle « les rapports d'altérité ». « Comment, ajoute le même auteur, au sein de la collectivité intime et de la société élargie les groupes perçoivent-ils leurs différences ? [...] Quel sens prennent leurs échanges à l'intérieur du groupe ou de la collectivité et avec le monde extérieur⁵⁶ ? ». Des réponses pertinentes à ces questions se trouvent, par exemple, dans les discours de développement quand les élites régionales s'affirment collectivement face aux discours issus des collectivités qui englobent la région ou s'opposent à elle.

⁵³ Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 1980, p. 145. Voir aussi Robert David Sack, (*Human Territoriality. Its Theory and History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986), pour qui la territorialité constitue « the attempt by an individual or group to affect, influence, or control people, phenomena, and relationships, by delimiting and asserting control over a geographic area » (p. 19).

⁵⁴ Normand Séguin, « Quelques considérations... », p. 217. Voir aussi Serge Courville, *Introduction à la géographie historique*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, x-225 p.

⁵⁵ *Id.*

⁵⁶ *Id.*

Par ailleurs, sur le plan individuel, tout humain se construit dans le rapport à l'autre, que celui-ci soit un modèle, un soutien, un adversaire ou un bouc émissaire, ou simplement un miroir qui renvoie son image. Le regard de l'Autre devient véritablement constitutif de l'identité, ce « tu » prononcé par l'Autre qui me permet de dire « je⁵⁷ ». De façon analogique, l'identité collective⁵⁸ s'édifie dans la reconnaissance de l'autre, double mouvement qui consiste à reconnaître l'autre et être reconnu par lui. Cette opération constitutive s'inscrit dans un dialogue⁵⁹ entre nous et l'autre qui peut être positif ou négatif dans son appréciation. Dans les deux cas, le regard posé contribue à la consolidation de l'identité. La transposition de cette réalité existentielle pour le sujet individuel sur le plan de la collectivité nous paraît en mesure d'éclairer les processus identitaires à l'œuvre dans le discours de développement.

5. Plan de l'étude

Nous présentons, dans le premier chapitre, les pratiques et les discours associés aux diverses facettes de l'exploitation des ressources agricoles, forestières et minières et plus spécifiquement les propos relatifs aux projets de colonisation et de coopératisme agricole, au développement de la sidérurgie et des secteurs de transformation agro-alimentaire. Le discours de résistance à l'émigration est également pris en

⁵⁷ Emmanuel Lévinas, *Entre nous. Essais sur le penser-à-l'autre*, Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 1991, p. 17, 20-22, 111-112, 118 et surtout 165-184.

⁵⁸ Pierre Tap, dir., *Identités collectives et changements sociaux*, Paris, Éditions Privat, 1980, surtout les pages 148 à 194 consacrées à l'identité régionale.

⁵⁹ Et même dans la perspective élargie de ce que Charles Taylor, à la suite de Mikhael Bakhtine, appelle le dialogisme. Aucune forme de langage n'est alors exclue : au discours proprement dit s'ajoutent la peinture, la sculpture, l'architecture, la musique, etc. Voir Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Aubier, 1994, p. 50. Taylor ajoute : « Nous définissons toujours [notre identité] au cours d'un dialogue avec — parfois lors d'une lutte contre — les choses que nos 'donneurs de sens' veulent voir en nous, le 'donneur de sens' étant cet Autre qui est important à mes yeux, et dont le regard posé sur moi me confirme comme personne valable ou non. »

considération. Nous illustrerons alors de quelle manière l'abondance et la diversité (supposées ou réelles) des ressources ont nourri des espoirs de développement et jusqu'à quel point le discours qui les a soutenus traduisait des enjeux symboliques perçus comme vitaux.

Les propos reliés à l'aménagement des voies de communication, que ce soit le réseau de navigation, le réseau routier ou le réseau ferroviaire, font l'objet du chapitre suivant. Nous ferons ressortir, surtout en ce qui a trait à la construction des chemins de fer, dans quelle mesure les élites régionales ont investi matériellement et symboliquement ces projets, afin de s'affirmer comme acteurs de développement et de promouvoir Trois-Rivières comme centre économique régional et même provincial.

Le chapitre III se rapporte aux discours liés aux processus d'urbanisation et d'industrialisation présents à Trois-Rivières de 1850 jusqu'en 1907 au moment où s'amorce la seconde phase d'industrialisation du chef-lieu régional. Nous mettons ces propos en regard de ceux qui sont associés à la naissance et à la croissance rapide des trois centres urbains de l'arrière-pays trifluvien, Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque. On verra comment les énonciateurs du discours de développement ont perçu ces phénomènes et comment ils s'y sont identifiés au moyen de symboliques riches de signification.

Dans le chapitre suivant, le discours associé au développement du pôle trifluvien à partir de 1908 est détaillé grâce à une richesse documentaire exceptionnelle. On y verra une notabilité locale, confrontée à l'émergence de la grande entreprise et à une croissance urbaine rapide, qui élabore un discours sur le progrès et la modernité, souscrivant à l'idée d'un développement quasi illimité. On considérera de plus les

modalités de l'intégration régionale perceptibles principalement à partir des années 1930.

Finalement, un chapitre embrasse l'ensemble de représentations relatives à l'identité collective présentes dans les stratégies d'argumentation employées dans les discours de développement, notamment dans la promotion des projets économiques. Les référents identitaires relatifs à l'espace, au temps et à l'autre sont passés en revue à partir des représentations élaborées dans les propos des élites. Toutefois, avant d'entrer dans le vif du sujet, un bref détour paraît nécessaire afin de présenter les caractéristiques essentielles de la région étudiée.

6. Espace et société en Mauricie (1850-1950)⁶⁰

Le milieu naturel avec sa diversité et ses contraintes; les étapes du peuplement avec les héritages amérindiens, français et anglais; la trame sociale, économique et culturelle de même que l'organisation du territoire sont présentés à la suite dans ce court éclairage sur la Mauricie.

Les paysages mauriciens se partagent entre la plaine alluviale du fleuve Saint-Laurent et les collines laurentiennes (voir figure 1, page 4). Le façonnement de ces paysages est à la fois très ancien et très récent à l'échelle géologique. Effectivement, l'arrière-pays repose sur un substrat rocheux remontant au Précambrien dont les formations granitiques et gneissiques donnent un sol acide et pierreux peu propice à l'agriculture. De leur côté, les glaciations quaternaires ont parachevé un très long travail

⁶⁰ La description de la Mauricie et de son peuplement repose pour l'essentiel sur des textes de Serge Courville, John Dickinson et Guy Dagnault, Serge Courville, dir., *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1996, p. 5-28.

d'abrasion et d'adoucissement des reliefs. Les vallées ont été surcreusées par le passage du glacier et les débris rocheux que celui-ci arrachait aux collines se sont déposés en moraines dont certaines ont donné naissance à des lacs dans les cuvettes ainsi constituées.

La rivière Saint-Maurice, qui s'est taillée un lit à travers le réseau des failles, arrose le plateau laurentien en compagnie de ses nombreux affluents. La rivière dévale les Laurentides par une série de chutes imposantes propices à l'aménagement de sites de production électrique. Le Saint-Maurice se jette dans le fleuve Saint-Laurent par une triple embouchure qui constitue le dernier avatar des paléodeltas qu'il a édifiés l'un à la suite de l'autre à mesure que la mer de Champlain se retirait. Ces formations sableuses qui constituent les arrières de l'agglomération trifluvienne ne permettent que des cultures spécialisées, comme le maïs et le tabac, établies au XX^e siècle; effectivement, les sols pauvres de ce secteur sont demeurés généralement boisés jusqu'à l'étalement urbain.

La plaine s'étend de part et d'autre du fleuve. Elle est constituée de terrasses emboîtées ponctuant le retrait progressif de la mer de Champlain qui avait succédé au glacier il y a 12 000 ans environ. Les dépôts postglaciaires, très épais par endroits, recouvrent toute la plaine sauf en quelques points où émerge un socle rocheux datant de l'Ordovicien. Le terroir de la plaine laurentienne se partage entre des sols lourds, argileux, difficiles à défoncer (les « terres fortes »), des sols légers, d'une fertilité proverbiale (les « terres franches »), des sols sableux ou morainiques (les « terres de roche »), peu cultivables, et des zones marécageuses, vestiges d'anciens bras du fleuve et du Saint-Maurice ou encore témoins d'anciens lacs comblés.

Une vaste forêt recouvrait la Mauricie au moment de l'arrivée de l'homme. Elle est dominée par les feuillus dans la plaine et par des peuplements mixtes de feuillus et de résineux sur les collines laurentidiennes, le pourcentage de feuillus décroissant vers le nord. L'espace forestier mauricien offre de grandes possibilités d'exploitation pour le bois d'œuvre, le bois de chauffage et le bois de pâte à papier. En outre, le minerai de fer est disséminé dans la plaine mêlé aux dépôts quaternaires de surface; d'autres minéraux sont présents mais pas en concentration suffisante pour permettre l'exploitation minière à grande échelle.

Les premiers groupes humains sont apparus en Mauricie après le recul du front glaciaire et la disparition de la mer de Champlain. Leur présence est attestée depuis plusieurs millénaires sur le bord des lacs, sur les rives du Saint-Maurice et à proximité du Saint-Laurent. Les Amérindiens étaient des nomades qui vivaient de chasse, de pêche et de cueillette jusqu'à l'arrivée des Blancs, au XVII^e siècle, alors que la pratique de l'agriculture débutait dans la plaine sur quelques sites de la préhistoire récente⁶¹. Cartier plante une croix à l'embouchure du Saint-Maurice en 1535 et, en 1603, Champlain songe un instant à faire du site trifluvien son port d'attache, mais ce n'est pas avant 1634 qu'un poste permanent est établi. Les débuts sont difficiles et il faut attendre les années 1660 pour que la population s'étale hors du fort des Trois-Rivières.

La marche du peuplement s'effectue lentement. Au moment de la Conquête, les rives du fleuve sont colonisées. Trois-Rivières demeure un centre modeste, avec moins d'un millier d'habitants. L'expansion de l'écoumène s'effectue de façon centrifuge par rapport à l'axe laurentien; ainsi, de nouvelles paroisses sont créées derrière les centres riverains à partir de 1830 environ. Le peuplement se heurte au talus des Laurentides à la

⁶¹ Norman Clermont, Claude Chapdelaine et René Ribes, « Regard sur la préhistoire trifluvienne : le site Bourassa », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XVI, n^{os} 2-3, p. 5-55.

fin du XIX^e siècle bien que plusieurs localités parviennent à se développer dans les vallées des basses Laurentides. On peut considérer que la saturation du terroir exploitable survient au début du présent siècle. Depuis 1900, la croissance démographique est sensible surtout dans les nouveaux centres urbains qui sont créés autour des complexes industriels comme Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque; de son côté, l'agglomération trifluvienne passe de 10 000 à 60 000 habitants entre 1901 et 1951 (voir les tableaux 1 à 4).

TABLEAU 1 La population des comtés municipaux de la Mauricie (1851-1951)⁶²						
Année	Cham-plain	Saint-Maurice	Maski-nongé	TOTAL	Nicolet	TOTAL
1851	13 896	27 562	(Saint-Maurice)	41 458	19 657	62 115
1861	20 008	11 100	14 790	45 898	21 563	67 461
1871	21 492	19 870	15 079	56 441	23 262	79 703
1881	25 550	23 550	17 093	66 193	26 874	93 067
1891	27 335	23 033	17 266	67 634	28 735	96 369
1901	32 015	29 311	15 083	76 409	27 209	103 618
1911	43 866	35 045	15 775	94 686	30 055	124 741
1921	54 034	50 845	16 253	121 132	29 695	150 827
1931	59 862	69 065	16 039	144 966	28 673	173 639
1941	68 057	80 352	18 206	166 615	30 085	196 700
1951	85 745	93 855	19 478	199 078	30 335	229 413

⁶² D'après les *Recensements des Canadas*, 1851 et 1861, et les *Recensements du Canada*, 1871 à 1951.

La population de la région trifluvienne est constituée en forte majorité de descendants des colons d'origine française arrivés avant 1760 auxquels se sont joints, entre 1758 et 1767, des Acadiens, eux-mêmes issus d'une émigration française. Les déportés acadiens se sont installés principalement à Saint-Grégoire; on les retrouve aussi à Bécancour, Nicolet, Yamachiche, Champlain, etc.⁶³. La Mauricie compte également une minorité anglophone qui est d'abord apparue au moment de la Conquête à Trois-Rivières même. La grande industrialisation a amené des contingents de cadres et de techniciens anglophones à Trois-Rivières et dans les nouveaux centres urbains où se retrouvent soit un quartier, soit une « Rue des Anglais⁶⁴ ». Ce groupe linguistique a exercé une influence importante dans la socioéconomie régionale sur laquelle nous reviendrons plus loin. Les recensements répartissent les Britanniques en Anglais, Irlandais, Écossais et Autres. La croissance entre 1901 et 1911 est remarquable dans les comtés où se trouvent les agglomérations industrielles mais la proportion demeure très faible par rapport à la population totale, soit 1,9 % pour le comté de Champlain et 2,7 % pour Trois-Rivières et le comté de Champlain⁶⁵ :

⁶³ M^{gr} Louis Richard, *Les Acadiens des régions de Trois-Rivières et de Nicolet*, publié par le Chanoine Wilfrid Bergeron. (Réédition) : Trois-Rivières, Société de généalogie de la Mauricie et des Bois-Francis, 1990, 347 p. Voir Bona Arsenault, *Histoire et généalogie des Acadiens. I, Histoire des Acadiens*, Montréal, Éditions Leméac, 1978, p. 227-239 qui donne la liste nominative des déportés et Pierre-Maurice Hébert, *Saint-Grégoire. Ville de Bécancour. Édition augmentée*, Montréal, Éditions de l'Écho, 1991, p. 9-25.

⁶⁴ Lise Cyr et Marie-Thérèse Bournival, *Vie d'quartier et compagnies : La Tuque, Grand'Mère, Shawinigan*, Montréal, Cinémanima, 1986, 333 p.

⁶⁵ Estimé d'après l'*Annuaire statistique de la Province de Québec*, 2^e année, 1915, p. 166-167.

TABLEAU 2
La population mauricienne d'origine britannique en 1901 et 1911⁶⁶

Comté	1901	1911
Champlain	592	827
Maskinongé	217	109
Nicolet	393	278
Saint-Maurice (avec Trois-Rivières)	600	954

La population « française » forme au moins 90 % du total partout en Mauricie durant la période considérée⁶⁷. Quelques familles juives sont présentes à Trois-Rivières depuis le siècle dernier les descendants d'Aaron Hart étant les plus connus : plusieurs d'entre eux, qui ont fait souche, sont devenus catholiques et francophones. Les autres nationalités d'origine sont très faiblement représentées sauf dans les villes⁶⁸. En outre, il existe des populations amérindiennes⁶⁹ regroupées pour la plupart dans les réserves

⁶⁶ *Recensements du Canada*, 1901 et 1911.

⁶⁷ À Shawinigan, où se trouve un noyau anglophone, la proportion de la population « française » est de 94,4 % et celle de la population « anglaise » de 4,5 % au recensement de 1951.

⁶⁸ Il y a des Libanais (Syriens) surtout à Trois-Rivières où ils jouent un rôle économique appréciable. En 1933 La Tuque regrouperait, selon Lucien Desbiens (*Au cœur de la Mauricie. La Tuque*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, p. 60), environ un millier de Juifs, de Norvégiens, de Suédois, de Russes et de Polonais sans compter les Italiens (*Le Devoir*, 3 juillet 1993) et les Libanais. À Shawinigan, on retrouve, outre un noyau de Belges, des Italiens qui ont fait souche (Fabien LaRochelle, *Histoires de Shawinigan*, Shawinigan, [s.é.], 1988, p. 237-244). À Trois-Rivières, des Scandinaves sont arrivés avec les grandes papetières (*Le Nouvelliste*, 29 novembre 1980, p. 28).

⁶⁹ Sur les Amérindiens de la période historique, voir les travaux de Norman Clermont dont « Qui étaient les Attikamègues ? », *Anthropologica*, XVI, 1974, Ottawa, Université Saint-Paul, 1974, p. 59-74 et *Ma femme, ma hache, mon couteau croche. Deux siècles d'histoire à Weymontachie*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1977, 144 p. et le témoignage capital que constitue l'ouvrage de Serge Bouchard, *Mémoires d'un simple missionnaire. Le père Joseph-Étienne Guinard, o.m.i., 1864-1965*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1980, 229 p.

de Weymontachingue, Obedjiwan, Manouane, et Wôlinak à Bécancour⁷⁰. Sauf la dernière, qui est peuplée d'Abénakis, elles appartiennent à la nation Attikamek.

Le développement économique de la Mauricie comporte deux phases majeures d'industrialisation. On ne peut guère parler d'entreprises industrielles dans la région trifluvienne avant 1850 mises à part les Forges de Saint-Maurice⁷¹. L'ouverture en 1854 d'une grande scierie à Trois-Rivières, consécutive à l'aménagement du Saint-Maurice pour le flottage du bois, donne le coup d'envoi à une première phase d'industrialisation⁷². La transformation du bois se développe rapidement et le port trifluvien exporte des quantités importantes de matière ligneuse. Les secteurs du cuir, du textile du meuble et des métaux procurent également de l'emploi à Trois-Rivières même. Ailleurs qu'à Trois-Rivières, le secteur industriel est représenté principalement par quelques entreprises sidérurgiques de modeste envergure sauf les Forges Radnor. Les cycles de l'économie de marché (notamment les fluctuations des prix du bois) amènent des alternances de prospérité et de chômage; la période 1875-1890 est particulièrement critique et se traduit par un net ralentissement de la croissance démographique.

À partir de 1897, des changements majeurs s'opèrent dans la structure industrielle de la Mauricie. L'agrandissement de la modeste usine de pâte à papier de Grand-Mère, qui devient une grande papetière moderne pour l'époque, marque le départ d'une deuxième phase d'industrialisation. Celle-ci se poursuit de manière intense jusqu'à la Crise des années 1930⁷³. Les pâtes et papiers, l'électrochimie,

⁷⁰ À proximité de la région considérée ici, à Pierreville, se trouve la réserve des Abénakis d'Odanak.

⁷¹ D'après le recensement de 1851 on retrouve principalement des scieries lesquelles sont présentes dans presque toutes les localités, des moulins à carder, des potasseries, quelques fonderies et brasseries ainsi que des tanneries, presque toutes de modestes exploitations. On cultive surtout l'avoine, le blé, le sarrasin et les pois.

⁷² Voir Hardy et Séguin, *Forêt et société...*, p. 180-201.

⁷³ Normand Brouillette, *Le développement industriel...*

l'électrométallurgie et le textile forment l'essentiel du tissu industriel; ces secteurs avaient été attirés principalement par le coût avantageux de l'énergie électrique. Des noyaux urbains se créent au voisinage des nouvelles usines à Shawinigan puis à La Tuque; Grand-Mère continue de croître rapidement.

Quant à lui, le vieux centre trifluvien se renouvelle avec l'arrivée de grandes entreprises des secteurs des pâtes et papiers, du textile, de la sidérurgie et, pour une brève période, de la construction navale. En outre, la municipalité rurale de Cap-de-la-Madeleine participe à l'industrialisation de l'agglomération trifluvienne et se métamorphose rapidement.

TABLEAU 3 La population des centres urbains de la Mauricie (1901-1951)									
	TR ⁷⁴	CM	SHA	SHS	GM	LT	NI	LSV	
1901	10 000		2 800		2 500		2 200	1 600	1901
1911	13 700		4 300		4 800	2 900	2 600	1 700	1911
1921	22 300	6 700	10 600		7 600	5 600	2 300	1 800	1921
1931	35 500	8 700	15 300		6 500	7 900	2 900	2 400	1931
1941	42 000	12 000	20 300	2 300	8 600	7 900	3 800	3 500	1941
1951	46 100	18 700	26 900	6 600	11 100	9 500	4 100	4 100	1951

⁷⁴ Sigles : TR : Trois-Rivières; CM : Cap-de-la-Madeleine; SHA : Shawinigan; SHS : Shawinigan-Sud; GM : Grand-Mère; LT : La Tuque; NI : Nicolet; LSV : Louiseville.

TABLEAU 4
La population des agglomérations urbaines de la Mauricie⁷⁵
(1921-1951)

	Trois-Rivières	Shawinigan/Grand-Mère
1921	29 000	18 200
1931	44 200	21 800
1941	54 000	31 200
1951	64 800	44 600

Dans ce contexte, le nombre d'emplois manufacturiers effectue des bonds appréciables : pour les centres urbains principaux que sont Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque⁷⁶, il passe de 2 159 (1901) à 5 115 (1911), 8 710 (1921), 10 430 (1931), 17 429 (1941) et 19 215 (1951). La difficile période des années trente marque un repli significatif de la croissance économique; la situation s'améliore généralement durant la Guerre 1939-1945. Après une brève pause, l'économie mauricienne repart en 1947 et suscite de grands espoirs de développement.

Sur le plan culturel, l'éducation effectue de lents progrès à partir du début du XVIII^e siècle jusque vers 1850⁷⁷; à partir de ce moment, l'alphabétisation se répand

⁷⁵ Pour Trois-Rivières : somme des populations de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine; pour Shawinigan/Grand-Mère : somme des populations de Shawinigan, Shawinigan-Sud et Grand-Mère.

⁷⁶ À partir des données regroupées de Lanthier et Gamelin, *op. cit.* Les données pour La Tuque sont absentes pour 1941 et 1951. Nous proposons, selon les indications de Lanthier et Gamelin, les chiffres approximatifs de 1 200 et 1 000. Les deux auteurs avaient donné une approximation de 350 pour La Tuque en 1911.

⁷⁷ Arrivées en 1697, les Ursulines fondent un couvent pour l'éducation des filles. Le Séminaire de Nicolet ouvre ses portes en 1803. À Trois-Rivières, la Société d'éducation met sur pied une école

progressivement et, vers 1920, elle est pratiquement complétée⁷⁸. Apparus en 1817 à Trois-Rivières, les journaux sont présents de façon définitive après 1846. Très rapidement, les lecteurs disposent de deux feuilles, l'une conservatrice et l'autre libérale, qui défendent des visions de la société somme toute peu diversifiées mise à part l'allégeance politique⁷⁹. La presse anglophone, qui fait son apparition à Trois-Rivières en 1854, se maintient de façon définitive à partir de 1918 seulement.

Les nouveaux centres urbains de la Mauricie sont pourvus d'une presse locale bien vivante; Shawinigan possède un journal anglophone à partir de 1918. *Le Nouvelliste* est le premier quotidien régional qui dure; fondé en 1920, il introduit d'une manière définitive à Trois-Rivières la presse d'information de type nord-américain⁸⁰. La pénétration de la presse, associée à l'achèvement de l'alphabétisation, a rendu possible une diffusion rapide et générale de l'information relative au développement économique de la Mauricie et surtout du discours s'y rapportant.

pour les garçons en 1827. L'institution est dirigée par les Frères des Écoles chrétiennes à partir de 1844; elle deviendra au début du présent siècle l'Académie De-La-Salle. L'évêque fonde en 1860 le Collège des Trois-Rivières qui devient séminaire diocésain (le Séminaire Saint-Joseph) en 1874. Les Franciscains ouvrent le Séminaire Saint-Antoine en 1918 également à Trois-Rivières.

⁷⁸ En 1840, l'alphabétisation atteint 23,3 % de la population rurale de la région trifluvienne et 29,5 % de la population trifluvienne, Allan Greer, « L'alphabétisation et son histoire au Québec. État de la question », Yvan Lamonde, dir., *L'imprimé au Québec/Aspects historiques (18^e-20^e siècles)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, tableau 3. Le pourcentage de Trifliviens pouvant signer les actes de mariage grimpe progressivement à 42 (1860-1869), 47 (1870-1879), 53 (1880-1889), 68 (1890-1899), 72 (1900-1909), 88 (1910-1919) et 95 (1920-1929), René Verrette, « Le libéralisme en région : le cas de Trois-Rivières (1850-1929) », Yvan Lamonde, dir., *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, 1995, p. 187, note 9. Pour les municipalités rurales du XIX^e siècle, les chiffres sont comparables, Michel Verrette, « L'alphabétisation au Québec 1660-1900 », thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 1989, p. 297-366. Par contre, à Nicolet, le pourcentage dépasse 86 dès la décennie 1900-1909, Claude Lessard, « L'alphabétisation dans le comté de Nicolet depuis le XVII^e siècle », *Cahiers nicolétains*, vol. 10, n° 1, 1988, p. 3-31.

⁷⁹ René Verrette, « Le libéralisme en région... » et « Le mouvement associatif comme élément de la stratégie culturelle : le cas de Trois-Rivières (Québec) 1840-1890 », Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir., *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 155-172.

⁸⁰ Trois périodiques paraissent à Trois-Rivières à partir de 1918 soit *L'Éveil*, *Le Flambeau* et *Le Mauricien*. Ils jouent un rôle de premier plan dans la diffusion de la pensée régionaliste, René Verrette, « Les intellectuels trifliviens (1900-1950) et la fascination française », Pierre Lanthier et Manon Brunet, dir., actes du colloque : *L'inscription sociale des intellectuels*, à paraître en 1998.

Les divisions administratives ont été relativement stables durant la période à l'étude. En 1850, la région trifluvienne est partagée entre les comtés de Champlain, de Nicolet et de Saint-Maurice, incluant la ville de Trois-Rivières, qui a son propre représentant à l'Assemblée législative du Canada. Trois ans plus tard, le comté de Maskinongé est créé à partir de la section ouest du comté de Saint-Maurice (voir figure 2⁸¹). À partir de ce moment, les comtés municipaux⁸² de la Mauricie ne subissent aucun changement de quelque importance dans leurs délimitations. Les circonscriptions électorales provinciales et fédérales épousent les contours des comtés municipaux jusqu'en 1923, année où les circonscriptions de Maskinongé et de Berthier sont réunies pour former la circonscription fédérale de Berthier-Maskinongé. La circonscription électorale provinciale de Laviolette est créée en 1931; elle comprend la partie du comté de Champlain située au nord de Saint-Stanislas. De son côté, la circonscription électorale fédérale de Saint-Maurice-Laflèche, constituée en 1935, regroupe Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque et les localités rurales avoisinantes. Enfin, le comté de Nicolet est réuni à celui de Yamaska afin de former une circonscription fédérale unique à partir de 1935. En outre, des collèges électoraux communément appelés « divisions » sont créés en 1856 lorsque le Conseil législatif devient électif. Les comtés de Champlain, Saint-Maurice et une partie du comté de Maskinongé forment la division Shawenegan; les comtés de Nicolet et de Yamaska celle de Lavallière⁸³. Ces circonscriptions subsistent lorsque le caractère électif du Conseil législatif disparaît en 1867. Le Sénat canadien adopte le même découpage lequel se maintient jusqu'à aujourd'hui, chaque sénateur représentant une division⁸⁴.

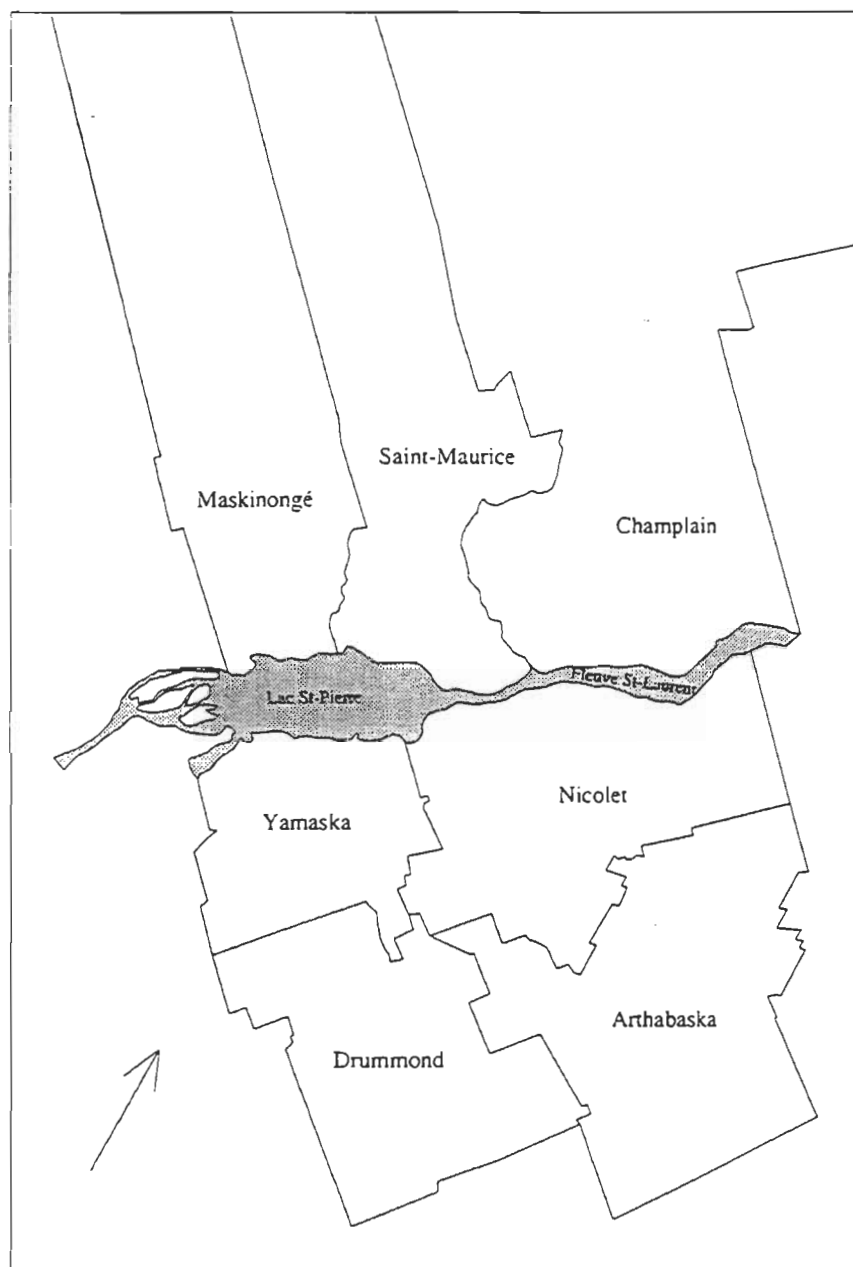
⁸¹ *Statuts de la Province du Canada, 1853*, chapitre 152, p. 611.

⁸² Les comtés municipaux correspondent aux regroupements de municipalités rurales représentées par un Conseil de comté que dirige un préfet choisi parmi les maires composant le Conseil. Il importe de noter que, de façon courante, on ne distinguait pas les comtés municipaux des circonscriptions électorales dont les contours coïncidaient toujours ou presque, surtout avant 1920. Dans un cas comme dans l'autre, on utilisait tout simplement le mot « comté ».

⁸³ Le reste du comté de Maskinongé est rattaché à la division Lanaudière.

⁸⁴ Article 22 de la Loi constitutionnelle de 1867.

**FIGURE 2: LES COMTÉS MUNICIPAUX
DE LA MAURICIE / BOIS-FRANCS**



Centre interuniversitaire d'études québécoises

Source: Canada, Department of the Interior, J. E. Chalifour, Chief Geographer,
Quebec, Montreal and Quebec Sheet, 1917, 1:500 000.

Sur le plan judiciaire, le district de Trois-Rivières établi en 1790⁸⁵ regroupe, en 1857, les comtés de Champlain, de Saint-Maurice (avec Trois-Rivières), de Maskinongé et de Nicolet. Cette délimitation se maintient presque exactement jusqu'en 1912 alors que le district judiciaire de Nicolet apparaît, regroupant la quasi totalité du comté du même nom⁸⁶. Enfin, sur le plan religieux, la région trifluvienne relève de l'archidiocèse de Québec jusqu'en 1852, année de la fondation du diocèse de Trois-Rivières. Des paroisses lui sont soustraites en 1874 lors de la fondation du diocèse de Sherbrooke. Le nord du diocèse, dans la Haute-Mauricie, passe au vicariat apostolique de Pontiac en 1882; toutefois, la principale modification survient en 1885 lorsque le diocèse de Nicolet est créé en regroupant toute la partie du diocèse trifluvien située sur la rive sud⁸⁷. Par après, le seul changement d'importance consiste au retour de la ville de La Tuque et du nord de la Mauricie au diocèse de Trois-Rivières en 1939⁸⁸.

*
* *

Voilà esquissées à grands traits les caractéristiques essentielles de la Mauricie. Maintenant que le décor est planté, les acteurs du développement peuvent entrer en scène. Tournons-nous d'abord vers les espoirs et les déceptions qui ont accompagné la promotion des ressources agricoles, forestières et minières.

⁸⁵ Ordonnance du gouverneur Dorchester, 12 avril 1790. Le District des Trois-Rivières retrouvait les dimensions du Gouvernement des Trois-Rivières aboli par l'ordonnance du 17 septembre 1764. Le Gouvernement, créé en 1663 et délimité par l'arrêt du 3 mars 1722, s'étendait de Maskinongé à Sainte-Anne-de-la-Pérade et de Yamaska à Saint-Pierre-les-Becquets et, en profondeur, jusqu'à la Nouvelle-Angleterre et le domaine de la baie d'Hudson. Il n'est pas inutile de rappeler que, au niveau du fleuve, les limites du territoire construit n'ont pas varié jusqu'à aujourd'hui.

⁸⁶ En 1925, le district judiciaire de Trois-Rivières regroupe la ville de Trois-Rivières, le comté de Saint-Maurice sauf le canton Dandurand, le comté de Champlain sauf les cantons du nord y compris La Tuque, le comté de Maskinongé sauf Saint-Didace et deux cantons. Le district judiciaire de Nicolet, quant à lui, comprend le comté de Nicolet sauf la partie de Notre-Dame-du-Bon-Conseil située dans le canton de Wendover. *Statuts refondus de la Province de Québec*, 1925, vol. 1, p. 151.

⁸⁷ Ce qui revient à dire les comtés de Nicolet, Yamaska, Drummond et Arthabaska à peu de chose près.

⁸⁸ *Le Canada ecclésiastique*, Montréal, Beauchemin, 1940, p. 31. Cinq ans plus tard, la localité de Parent est rattachée au diocèse d'Amos, *Le Nouvelliste*, 7 août 1945, p. 3.

CHAPITRE I

LA PROMOTION DES RESSOURCES : ESPOIRS ET DÉCEPTIONS

La Mauricie est une région de ressources. La vaste forêt de l'arrière-pays, les sols arables au pourtour du lac Saint-Pierre et en bordure du fleuve de même que les zones riches en minerai de fer contribuent à façonner sa physionomie et ont orienté son économie depuis plusieurs siècles. L'espace livré à la culture s'agrandit plus rapidement à partir des années 1800 et rejoint les contreforts des Laurentides à la fin du siècle. Enfin, la rivière Saint-Maurice procure une voie de pénétration jusqu'à la ligne de partage des bassins hydrographiques du Saint-Laurent et de la baie James. Les élites de la région s'expriment avec vigueur quand il s'agit d'agriculture et de colonisation; leurs propos s'inscrivent largement dans le courant canadien-français de promotion des valeurs rurales.

Une vaste entreprise de colonisation de l'arrière des seigneuries reçoit le soutien constant du clergé, des fonctionnaires de l'État et des notables locaux. Les éléments de cette élite en formation durant la première moitié du XIX^e siècle véhiculent des idées renouvelées selon les circonstances. Le problème de l'émigration vers les États-Unis leur fournit une occasion de s'exprimer au nom des valeurs les plus hautes de la morale et de l'attachement au sol. De plus, ils ne négligent pas de signaler les possibilités offertes au commerce du bois dans leur discours de développement de même que les ressources du sous-sol dont ils perçoivent les possibilités très tôt.

*
* *

Nous aborderons successivement les pratiques et les discours associés à l'émigration et l'exode vers la ville, à la colonisation, au retour à la terre, au coopératisme agricole, à divers projets tels ceux des abattoirs, des raffineries de sucre et

des fromageries, à l'exploitation forestière, à l'activité sidérurgique, à l'exploitation du gaz naturel et au commerce des fourrures.

Comment l'élite régionale réagit-elle afin de contrer l'exode vers les villes et l'étranger ? Quelles furent ses stratégies discursives et aménagistes face à ce problème préoccupant ? Une évolution de ces stratégies est-elle perceptible ? De quelle façon ces discours et ces pratiques ont-ils contribué à renforcer l'encadrement de la société régionale par l'élite, à servir ses intérêts économiques et assurer sa reproduction sociale ? Quel jugement nous est-il possible de porter sur le rôle joué par la presse, les publications et les documents officiels dans l'orientation des projets de développement des ressources ? L'interprétation donnée par les historiens actuels du rôle des secteurs forestiers et sidérurgiques dans l'affirmation identitaire collective fut-elle présente dans les discours de l'époque sur le développement ? Comment, enfin, les stratégies développées ont-elles servi à l'affermissement d'une territorialité régionale et d'une centralité trifluvienne ? L'examen par secteurs de développement et thèmes du discours permet de jeter de la lumière sur les mobiles qui ont animé les développeurs et les porte-parole de la société mauricienne.

1. Le fléau de l'émigration et de l'exode vers la ville

L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis prend de l'ampleur à partir des années 1840. Le gouvernement se ressaisit face aux statistiques alarmantes provenant de partout au Bas-Canada en créant un comité spécial afin d'évaluer l'ampleur du phénomène migratoire vers l'extérieur et d'en trouver les causes. Les réponses au questionnaire formulé par le comité en 1849 sont d'une grande richesse; leur ton est souvent alarmant, des remèdes sont préconisés. Le résumé des lettres des

missionnaires, curés et vicaires du diocèse de Québec, auquel appartient encore le district trifluvien, donne un portrait très sombre de l'émigrant. Le profil type présente un agriculteur, d'origine française, « dans l'état de moralité et de pauvreté le plus alarmant » et employé « aux occupations les plus viles, et dans le dernier état de dégradation¹ ».

Quatre lettres proviennent de la région. J.-B.-A. Ferland, supérieur du Séminaire de Nicolet, Calixte Marquis, vicaire à Saint-Grégoire, P.-J. Bédard, missionnaire à Kingsey et B. Maurault, notaire à Gentilly, fournissent des renseignements détaillés et proposent des solutions. Le tableau qu'ils tracent est inquiétant. Les deux causes mises en évidence sont la crise économique de 1847, qui a engendré l'endettement, et le monopole exercé par les grands propriétaires dans les townships. On constate par ailleurs que plusieurs émigrants reviennent des États-Unis pauvres, épuisés et ébranlés moralement. Plusieurs des répondants évaluent les pertes dans leurs paroisses respectives². On propose généralement d'améliorer le système d'allocation des terres et d'aménager des voies d'accès aux nouveaux établissements. Pour leur part, les journaux locaux se font l'écho de ces préoccupations : « Où sont maintenant ces Canadiens qui vinrent par centaines en 1848 et 49 visiter ces terres [des townships], les mépriser et détourner leurs concitoyens de s'y établir ? Ils végètent misérablement aux États-Unis, ou dans quelque obscur coin de nos faubourgs...³ ».

¹ *Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les États-Unis*, Montréal, Louis Perrault, 1849, p. 44-45.

² Yolande Lavoie a estimé le nombre des départs d'après les données de l'enquête : 100 à Gentilly et 8 à Sainte-Geneviève-de-Batiscan; 12, 130 et 40 par an à Baie-du-Febvre, Saint-Grégoire et Bécancour respectivement, de 1844 à 1849. Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, p. 15. Elle déduit en outre que, pour l'ensemble du Bas-Canada durant la même période, il y a eu 1 émigrant pour 27 habitants. *Ibid.*, p. 14. Un mouvement existe également vers l'Australie. *Le Journal des Trois-Rivières* (11 septembre 1852, p. 3) indique qu'il « part tous les jours une foule de jeunes gens pour aller tenter fortune dans ce pays lointain » et annexe une liste de 14 noms de Sainte-Anne-de-la-Pérade, 2 de Sainte-Geneviève et 1 de Saint-Prosper.

³ *Le Journal des Trois-Rivières*, 9 novembre 1850, p. 2.

En 1850, la lettre circulaire des évêques ajoute l'ivrognerie aux deux causes précitées et exhorte les curés à fonder des sociétés de colonisation⁴. L'année suivante, 12 missionnaires des Cantons de l'Est dénoncent les abus qui ont mené à l'exode vers les États-Unis. Ils expliquent que « ce n'est pas aux émigrants qu'il faut faire un reproche de quitter leur pays » et proposent l'imposition d'une taxe sur les terres « incultes », c'est-à-dire non cultivées, l'établissement d'un bon système de voirie et l'ouverture de voies de communications⁵.

La situation ne s'améliore pas durant les années 1850 et il faudra le début de la guerre de Sécession pour que le flux migratoire diminue temporairement. Le phénomène des migrations saisonnières s'amplifie sur la rive sud et gagne d'autres paroisses de la rive nord comme à Yamachiche⁶. L'Assemblée législative met alors sur pied un second comité qui recueille les avis des curés et des notables⁷. Dix personnes de la région trifluvienne retournent le questionnaire complété; le plus élaboré est celui de Calixte Marquis, devenu curé de Saint-Célestin et héraut de la colonisation⁸. Marquis s'étend longuement sur les misères subies par les émigrants et déplore avec éloquence leur dégradation morale; il ajoute aux causes énumérées dans son rapport de 1849 l'effet des mauvaises récoltes⁹. Comme le curé de Saint-Célestin, les autres répondants

⁴ *Lettre circulaire des Évêques de la province ecclésiastique de Québec, au clergé de la dite Province*, Montréal, 11 mai 1850, p. 4-5 au sujet de la colonisation des townships.

⁵ *Le Canadien émigrant ou pourquoi le Canadien-français quitte-t-il le Bas-Canada ?* Le texte est daté du 31 mars 1851 et porte la signature, entre autres, des missionnaires de Drummondville et Arthabaska. Il a été reproduit dans *JALPC* 1851, Appendice (V.).

⁶ Yolande Lavoie, *op. cit.*, p. 21 et 29.

⁷ *Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada aux États-Unis d'Amérique ou d'ailleurs, pour 1857*, *JALPC*, 1857, Appendice (n° 47).

⁸ Outre Marquis, on retrouve Joseph Lemay (Saint-Sévère), Modeste Richer (Saint-Maurice), D.-M. Sirois (Saint-Barnabé), Robert Trudel (Sainte-Geneviève-de-Batiscan), J. Jutras (Bécancour). Quatre notables de Yamachiche, le D^r Beauchemin, F.-E. Milot, D.-S.-B. Bellefeuille et D. Grant, ont également apporté leur concours.

⁹ Il sera question plus loin de sa dénonciation du mauvais état des chemins ainsi que du plan de colonisation qu'il propose comme remède à l'émigration.

font une évaluation du nombre des départs¹⁰ et énumèrent les causes qui les provoquent. Ils signalent le manque de terres disponibles dans les vieilles paroisses et la difficulté de s'en procurer sur les terres de la Couronne à cause de leur cherté, l'insuffisance des connaissances agricoles et l'épuisement des sols, l'absence d'enregistrement des titres dans les townships et la publicité habile organisée par des compagnies américaines. On propose la nomination d'agents honnêtes et compétents, l'amélioration des chemins et la création de manufactures afin d'endiguer le flot des migrations.

Le public est rendu sensible à la question par la lecture de ces rapports et de divers articles des journaux. Ainsi, *L'Écho du Saint-Maurice* prédit que si le gouvernement ne vend pas les terres de la seigneurie de Cap-de-la-Madeleine, « nous aurons le triste spectacle de voir notre jeunesse [...] se diriger du côté des États-Unis¹¹ ». À Trois-Rivières, l'orateur le plus éloquent contre le fléau de l'émigration est le grand vicaire Laflèche qui est en fonction depuis 1861. Il s'était rendu dans les communautés canadiennes-françaises des États-Unis à son retour de l'Ouest en 1854¹², et il se sent bien placé pour rédiger la lettre circulaire contre l'émigration signée par M^{gr} Cooke. Il y critique vertement les « émissaires canadiens » qui recrutent des travailleurs pour les États-Unis. Il reprend le refrain des curés et des missionnaires au sujet du délabrement spirituel des émigrants lesquels, selon lui, tombent « dans cette stupide indifférence » ou même abandonnent le giron de l'Église pour « quelques-unes

¹⁰ Pour la période de 1852 à 1857, l'émigration calculée est du 1/8^e de la population à Saint-Célestin, 48 à Sainte-Geneviève et 10 par année à Saint-Sévère; de ce nombre, 70 à 80 % reviennent. Les estimés varient de « peu » à 30 et 50 par année à Yamachiche. La divergence observée selon les répondants doit amener les chercheurs à la prudence dans l'interprétation des données. Le Haut-Canada est mentionné comme destination dans les réponses données pour Saint-Sévère.

¹¹ *L'Écho du Saint-Maurice*, 16 avril 1858, p. 2 et aussi *Le Journal des Trois-Rivières*, 15 décembre 1865, p. 2.

¹² René Hardy, « L'ultramontanisme de Laflèche : genèse et postulats d'une idéologie », *Recherches sociographiques*, vol. X, n^{os} 2-3, 1969, p. 200.

des innombrables sectes qui pullulent en ce pays de l'infidélité¹³ ». Dans ce même texte, le grand vicaire ajoute à ce leitmotiv l'ingrédient du nationalisme : « Vous perdrez infailliblement votre nationalité, c'est-à-dire votre belle langue française, ces mœurs douces et cette politesse proverbiale de vos ancêtres. » Il développe plus abondamment ces deux idées dans la série d'articles qu'il fait paraître dans *Le Journal des Trois-Rivières* en 1865-1866, articles rassemblés dans un ouvrage qui aura un retentissement considérable, *Quelques considérations sur les rapports de la société civile avec la religion et la famille*¹⁴. Il revient sur ces idées dans le discours prononcé à Ottawa la même année lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste¹⁵.

En bref, de 1845 à 1870, les élites, assistant impuissantes au va-et-vient ou au départ définitif d'une partie de la jeunesse, imaginent des solutions dans le cadre d'un développement rural et de l'aménagement du territoire qui le faciliterait. Le clergé, pour sa part, s'inquiète de la perte des âmes; quant à lui, le clérico-nationalisme émergent, sous la plume du prélat trifluvien, défend la langue et la tradition françaises menacées de disparaître en sol étranger. Des changements surviennent ensuite dans les modalités de l'émigration et les propos qui surgissent chez l'élite. La crise économique de 1873 se résorbe aux États-Unis en 1879; l'émigration atteint un taux record de 11,3 % de la population provinciale entre 1880 et 1890¹⁶ et la région trifluvienne

¹³ *Lettre circulaire* du 22 janvier 1864, p. 3. La lettre paraît dans *L'Ère nouvelle*, 8 février 1864, p. 2.

¹⁴ Publié en 1866 à Montréal chez Eusèbe Sénécal. Voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 22 mai 1866, p. 2. Les idées de Laflèche sur le nationalisme sont exposées aux pages 32 à 37.

¹⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 juillet 1866, p. 3. Laflèche exploite la fibre patriotique et religieuse : « combien de patriotes aux États-Unis qui, après deux ou trois générations, auront perdu leur langue, peut-être leur foi » et « perdent si facilement leur caractère national ». Dans la même veine, Laflèche insiste sur le « triste sort » des émigrants à l'occasion d'allocutions prononcées dans les Cantons de l'Est en 1867, s'opposant ainsi aux journaux libéraux et à Jean-Baptiste-Eric Dorion qui vantent leurs réussites (Nive Voisine, *Louis-François Laflèche. Deuxième évêque de Trois-Rivières*, tome I, Saint-Hyacinthe, Edisem, 1980, 1, p. 116).

¹⁶ Yolande Lavoie, *op. cit.*, tableau 7, p. 53.

n'échappe pas à cette tendance. La décennie est difficile du point de vue économique et la population du chef-lieu décroît de 4 %.

La presse fait état d'un marasme profond. *Le Clairon* de 1884 écrit : « hélas ! à Yamachiche un nombre assez considérable de nos Canadiens montent à bord du train. Ils se rendent à Manchester travailler dans les manufactures¹⁷ ». Son rédacteur, désabusé, décide de partir lui-même¹⁸. Dans son enquête à Saint-Justin en 1886, Léon Gérin note que la plupart des familles fournissent un contingent à l'émigration et que très peu d'hommes d'âge mûr n'ont pas séjourné quelque temps aux États-Unis; la situation est plus grave à Saint-Didace, paroisse pauvre, et moins inquiétante à Maskinongé¹⁹. Gérin ajoute que ceux qui reviennent introduisent un esprit nouveau, « moins d'attachement pour les anciennes pratiques traditionnelles, de solidarité familiale ou paroissiale, et parfois plus d'initiative personnelle ». Le père de la sociologie québécoise est le premier, dans la région, à ne pas voir que de mauvais côtés à un séjour outre-frontière.

Par ailleurs, les jeunes agriculteurs qui veulent s'établir et les autres qui veulent tenter leur chance peuvent désormais choisir une nouvelle destination. L'Ouest du

¹⁷ *Le Clairon*, 26 avril 1884, p. 2.

¹⁸ « Je pars, j'émigre, je suis le courant trifluvien [...]. Je le répète, notre ville n'est qu'un berceau et on n'en fera jamais un grand lit. Dans 50 ans d'ici, Trois-Rivières sera ce qu'elle est aujourd'hui et ce qu'elle était il y a 50 ans : une petite ville. Pourquoi ? Parce qu'elle [...] n'a jamais pu, ne peut et ne pourra jamais garder ses enfants [...]. C'est dur de quitter sa ville natale. » *Le Clairon*, 28 avril 1884, p. 2.

¹⁹ Jean-Charles Falardeau et Philippe Garigue, *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968, p. 83-85. Gérin observe ailleurs (*Le type économique et social des Canadiens*, Montréal, Bibliothèque économique et sociale, 1948, p. 111) que le milieu de l'Ouest américain ou canadien, de caractère agricole ou minier est beaucoup moins « déracinant » pour eux que les manufactures de l'Est. Au même moment, Edouard-Zotique Massicotte dresse la liste pour le comté de Champlain de ceux qui sont partis, ceux qui sont revenus et l'endroit de leur séjour. Sa liste, confectionnée de 1880 à 1892, est reproduite dans le *Bulletin des recherches historiques*, vol. XXXIX et XL, de janvier 1933 à février 1934 et synthétisée par Yolande Lavoie, *op. cit.*, p. 41-44. Celle-ci calcule que le taux annuel d'émigration est de 0,75 % à Champlain et le double à Sainte-Geneviève où le relevé est plus complet.

nouvel ensemble canadien, rejoint par le chemin de fer, peut accueillir des millions d'immigrants dans ses plaines fertiles. Le père Lacombe tente de persuader les gens de Sainte-Geneviève-de-Batiscan que le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest offrent des avantages supérieurs aux États-Unis²⁰.

Même si M^{gr} Laflèche se durcit dans sa vision du problème²¹, le clergé local adopte de nouvelles stratégies afin de contrer l'exode. Il prône maintenant l'installation d'industries rurales, favorise la venue du chemin de fer; plusieurs curés s'engagent eux-mêmes dans la promotion industrielle²². Par ailleurs, l'urbanisation, corollaire de l'industrialisation, prend de l'ampleur au même moment²³; il en résulte l'apparition d'un nouveau thème dominant dans le discours des élites, celui de la désertion des campagnes vers la ville.

« Comme nous plaignons ceux qui abandonnent leurs fermes pour aller se faire esclaves dans les centres industriels », lit-on à Trois-Rivières en 1902²⁴. L'abbé Joseph-G. Gélinas, professeur au séminaire, déplore que l'éducation donnée dans les

²⁰ *Le Journal des Trois-Rivières*, 1^{er} avril 1880, p. 2. « Il y a un courant, une fièvre pour le Manitoba comme nous n'en avons pas encore vue » écrit le curé Charles Bellemare de Saint-Boniface dans sa lettre du 3 avril 1892 à un collègue français reproduite dans Nadine-Josette Chaline, René Hardy et Jean Roy, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal et Rouen, Boréal et Université de Rouen, n° 120, 1987, p. 157.

²¹ À Saint-Paulin en 1888, il affirme que le luxe et l'ivrognerie sont les causes de l'émigration et déplore que le gouvernement dépense beaucoup pour attirer des immigrants européens. *Le Journal des Trois-Rivières*, 19 juillet 1888, p. 2. L'évêque réitère ses inquiétudes devant un cercle agricole à la Banlieue sept ans plus tard. *Le Trifluvien*, 9 août 1895, p. 3. Laflèche répétait textuellement les termes de la *Lettre pastorale des Pères du cinquième Concile de Québec*, Québec, 22 mai 1873, p. 18-20.

²² Comme à Saint-Boniface où le curé Bellemare avait fait partie, en 1890, d'une délégation à Ottawa pour « développer l'industrie et opérer par là le rapatriement de nombreux enfants du sol émigrés », *Le Journal des Trois-Rivières*, 17 mars 1890, p. 2.

²³ Elle atteint 36,1 % au recensement de 1901 et 44,5 % dix ans plus tard. La société québécoise devient majoritairement urbaine vers 1915. Cf. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I, p. 410. Pour sa part, la Mauricie s'urbanise à un rythme accéléré à partir de 1898.

²⁴ *Le Trifluvien*, 28 novembre 1902, p. 4. Voir également l'éditorial du 30 janvier 1913 dans *Le Bien Public*, p. 1, sur la désertion des campagnes.

collèges commerciaux poussent les jeunes vers les villes²⁵ et que, pour eux, de plus en plus, c'est « monter de plusieurs degrés dans l'échelle sociale²⁶ ». Le jeune conférencier du cercle Lavérendrye de l'A.C.J.C. voit dans « la soif de l'argent et l'attrait des plaisirs » les sources principales de l'exode vers les villes et dénonce les appâts factices et la servitude du travail en usine²⁷. De façon générale, on propose de rendre la vie en milieu rural plus attrayante mais, en dépit des remèdes préconisés²⁸, l'hémorragie continue durant les années vingt²⁹.

Des romanciers canadiens-français s'emparent de la thématique reliée à la déchéance de ceux qui s'expatrient. Deux œuvres parmi les plus connues font de la région trifluvienne le lieu de départ du personnage principal. Dans *La campagne canadienne*³⁰ du père Adélard Dugré, s.j., François Barré quitte Pointe-du-Lac pour l'Ouest des États-Unis et contracte un mariage néfaste avec une Américaine. L'intention de l'auteur, lui-même né à Pointe-du-Lac, est transparente : il cherche à détourner ses lecteurs des mirages étatsuniens. En revanche, dans *Trente arpents*³¹, le cas d'Euchariste Moisan exilé en Nouvelle-Angleterre est plus complexe. Ringuet a plutôt inscrit le déracinement et la décrépitude de son héros dans la conséquence tragique d'un

²⁵ Effectivement, à Saint-Justin, sur 54 anciens de l'école commerciale locale, 25 ont trouvé de l'emploi à Montréal, 7 dans les centres urbains de la région et 2 aux États-Unis. *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} août 1922, p. 12.

²⁶ *Le Bien Public*, 26 février 1914, p. 2.

²⁷ *Le Bien Public*, 11 février 1915, p. 2.

²⁸ Par exemple, on suggère la création de bibliothèques afin de donner confiance à l'homme rural « en lui faisant apercevoir la noblesse et l'importance de son rôle », *Le Nouvelliste*, 5 mars 1923, p. 4.

²⁹ Selon *Le Nouvelliste*, 5 avril 1923, p. 4, 177 familles auraient quitté le diocèse de Nicolet en 1922; le phénomène s'étendait à la ville : un chantier maritime cesse ses activités en 1923 et 40 familles seraient parties du quartier Notre-Dame en direction des États-Unis durant l'année. *Le Nouvelliste*, 2 mai 1923, p. 5.

³⁰ Adélard Dugré, *La campagne canadienne. Croquis et leçons*, Montréal, Imprimerie du « Messager », 1925, 235 p. *Le Bien Public* (7 mai 1925, p. 1) reproduit le compte rendu du P. Charbonnier paru dans *L'Action française* du mois d'avril. L'auteur expliquait d'ailleurs dans sa préface (p. 7) qu'il y aurait « un plaidoyer à faire pour déterminer nos gens à rester chez eux ».

³¹ Ringuet, *Trente arpents*, Paris, Flammarion, 1938, 292 p.

rejet par ses proches. La perspective du romancier est, de cette façon, dégagée du ruralisme qui régnait encore dans les lettres québécoises.

Il ressort de cette vue d'ensemble que les propos rattachés à l'exode rural ont pris divers aspects selon le contexte. On a presque unanimement condamné le départ temporaire ou définitif outre-quarante-cinquième et la « désertion » des campagnes vers les centres urbains durant la totalité de l'époque étudiée. Les membres du clergé voient le régime de chrétienté qu'ils ont réussi à implanter menacé dans son intégrité et les intellectuels nationalistes — qui se confondent assez souvent avec les précédents — se rendent compte de l'effritement des positions de la langue française et des traditions ancestrales. La solution proposée constamment, et sous les plumes les plus diverses, est la colonisation des terres cultivables.

2. Les promesses de la colonisation

La fertilité de la région trifluvienne est une idée qui n'est pas neuve. Dans sa description du Bas-Canada, Joseph Bouchette allègue en 1831 que « The prosperity of Three Rivers must materially depend upon the settlement of the extensive tracts of waste land in its vicinity³². » L'arpenteur général exprime une idée qui fera florès par la suite. La vocation agricole de la région s'inscrit dans la thématique plus vaste de la promotion de la colonisation³³ qui se propage dans le discours des élites surtout à partir de 1850 en Mauricie.

³² Joseph Bouchette, *The British Dominions in North America or a Topographical and Statistical Description of the Provinces of Lower and Upper Canada...*, Londres, Longman, Rees, Orme, Brown and Green, 1831, vol. 1, p. 209.

³³ « La colonisation apparaît [...] essentiellement comme le début de l'agriculture et c'est comme tel qu'elle est conçue, organisée et traitée. Le colon est un organisateur en puissance », a écrit Esdras Minville, cité par Linteau, Durocher et Robert, *op. cit.*, tome 1, p. 137.

Demandant la poursuite des travaux d'aménagement dans les townships, *Le Journal des Trois-Rivières* proclame que « le salut du pays est dans la colonisation³⁴ ». De son côté, *L'Ère Nouvelle* promeut l'exploration du Saint-Maurice afin de découvrir des endroits propices; la même feuille favorise la mise sur pied de banques agricoles³⁵. Le rédacteur se réjouit des progrès de la colonisation : « les forêts disparaissent sous la hache de courageux colons et font face à de grandes et belles paroisses³⁶ ». Effectivement, la création de nouveaux établissements prend un essor indéniable en Mauricie à ce moment³⁷. Les notables de la région et les fonctionnaires de l'État y ont contribué par l'effort concerté de leurs requêtes et de leurs propositions.

Ainsi, Edouard-Louis Pacaud, candidat réformiste à l'élection de 1851 dans Nicolet, prône la colonisation des Cantons de l'Est³⁸. Alphonse Dubord, agent des terres à Trois-Rivières, affirme pour sa part que « le meilleur moyen, ou plutôt l'unique moyen d'arrêter l'émigration canadienne est, sans nul doute, d'offrir à la jeunesse de ce pays des terres cultivables et les chemins pour y parvenir³⁹ ». On ne s'arrête pas aux simples vœux ou aux déclarations de principes : de véritables plans de colonisation sont élaborés.

³⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 19 octobre 1850, p. 3.

³⁵ *L'Ère Nouvelle*, 18 octobre 1855, p. 2; 24 février 1862, p. 2.

³⁶ *L'Ère Nouvelle*, 18 janvier 1864, p. 2.

³⁷ Quatorze nouvelles paroisses sont créées sur la rive nord seulement entre 1850 et 1875. (Hardy et Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 138-139) et 25 dans l'ensemble formé par les comtés de Nicolet, Yamaska, Drummond et Arthabaska durant la même période, selon la carte 3 dans Yves Beauregard, *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*, Québec, IQRC, 1986.

³⁸ Pierre Dufour et Gérard Goyer, « Pacaud, Edouard-Louis », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1982, p. 728.

³⁹ Dans le *Rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la colonisation des terres incultes du Bas-Canada*, Québec, Joseph Lemieux, 1862, p. 40. Dubord revient sur le sujet et propose la fondation d'une société de colonisation à l'occasion d'une conférence qu'il présente à l'Institut littéraire des Trois-Rivières, *Le Journal des Trois-Rivières*, 26 décembre 1865, p. 2.

Stanislas Drapeau expose le sien dans une brochure parue en 1858. Son plan de défrichement des cantons exige l'octroi de £ 100 000 annuellement pendant dix ans et l'embauche d'un « intendant de la colonisation » qui dirigerait l'ensemble du projet⁴⁰. Au même moment, le curé de Saint-Célestin détaille longuement son projet dans sa réponse au questionnaire sur l'émigration⁴¹. L'abbé Marquis confierait son plan à la responsabilité d'un « chef de colonisation⁴² », prêtre de préférence, qui « s'identifierait à son œuvre ». À la suite des travaux préliminaires d'arpentage et d'ouverture des chemins de front, le chef de colonisation ferait ériger une chapelle et un presbytère; en outre, « dès la première année », un moulin à scie serait construit, puis un moulin à farine; suivraient des moulins à carder et à fouler. La somme nécessaire à cette réalisation, estimée à £ 1 000, serait puisée dans le fonds municipal d'emprunts du Bas-Canada. Le remboursement de la « machine coloniale » proviendrait d'une taxe annuelle imposée sur les terres non mises en culture.

Marquis reprend son plan dix ans plus tard dans un mémoire où il s'adresse aux autorités gouvernementales⁴³. Il écrit, débordant d'enthousiasme, que son ambitieux projet « produirait dans peu d'années, un immense résultat, cent nouvelles paroisses dans le Bas-Canada tous les dix ans !⁴⁴ ». Le projet ne s'est jamais réalisé tel quel mais on reconnaît à Marquis la création d'une douzaine de paroisses dans les townships entre Saint-Célestin et Garthby⁴⁵.

⁴⁰ Stanislas Drapeau, *Appel aux municipalités du Bas-Canada. La colonisation du Canada envisagée au point de vue national*, Québec, Pierre Lamoureux, 1858, 16 p.

⁴¹ JALPC, 1857, Appendice (n° 47). Le projet a été analysé par Michel Morin, « La pensée colonisatrice de Calixte Marquis », *Cahiers nicolétains*, vol. 3, n° 3, septembre 1981, p. 78-105.

⁴² Assisté de quatre personnes constituant un « bureau de direction de la colonie », sorte de conseil municipal provisoire.

⁴³ Voir Michel Morin, *loc. cit.*, p. 94-95. Dans son *Mémoire sur la colonisation des terres incultes du Bas-Canada*, 1867, le curé-colonisateur fait appel au clergé auquel incomberait une partie des coûts et des responsabilités; son plan a pris une envergure nationale.

⁴⁴ Calixte Marquis, *Mémoire sur la colonisation...*, p. 7.

⁴⁵ Michel Morin, « Calixte Marquis 1821-1904 », *Cahiers nicolétains*, vol. 3, n° 1, mars 1981, p. 14. Le projet avait pourtant suscité les éloges du ministre fédéral de l'agriculture, J.-C. Chapais (cf. Michel Morin, « La pensée colonisatrice... », p. 98); Stanislas Drapeau, dans ses *Études sur les*

Drapeau et Marquis visent en premier lieu la rive sud comme champ d'application de leurs plans. La rive nord de la région, quant à elle, n'apparaît comme lieu fertile à mettre en valeur que pour une zone bien étroite. À partir des années 1860, l'établissement de centres de colonisation le long du Saint-Maurice en amont des Piles jusqu'au nord de La Tuque et sur la rivière Croche est proposé. Les promoteurs de cette mince bande alluviale puisent leurs arguments dans des documents officiels. On constate, à la lecture des rapports de colonisation de 1862 et 1864, que le potentiel agricole de plusieurs zones des Laurentides mauriciennes est vanté avec emphase⁴⁶. Ce jugement est corroboré par deux auteurs trifluviens qui ont exploré l'arrière-pays. À titre d'exemple, Elzéar Gérin écrit en 1871 :

Il y a d'ailleurs dans cette partie, de bonnes terres, d'excellentes terres pour la culture. Si le gouvernement avait déployé un peu plus d'énergie et d'activité, les défrichements seraient rendus jusqu'à la Matawin. Il y aurait tout le long de la rivière [Saint-Maurice] des paroisses comme celles de Shawenigan et de Ste-Flore⁴⁷.

développements de la colonisation..., p. 240, avait souligné les mérites de Marquis. Par contre, le statut clérical du chef de colonisation posait problème, Marquis admettant lui-même dans son projet de 1857 (*JALPC*, 1857, Appendice n° 47, p. 7) qu'il faudrait suspendre une disposition du droit canonique afin de permettre à un prêtre d'occuper de telles fonctions. De plus, Marquis s'opposait à M^{gr} Laflèche, son supérieur, en proposant la fondation d'un évêché dans les Cantons de l'Est. Voir Michel Morin, « La pensée colonisatrice... », p. 99-105.

⁴⁶ *Rapport sur la colonisation dans le Bas-Canada pour l'année 1862*, Québec, Joseph-Norbert Duquet, 1863 : « Une des places intérieures de colonisation qui peut compter sur le plus bel avenir est La Tuque. » *Coup d'œil sur la colonisation. Terres à coloniser; moyens de hâter la colonisation*, Montréal, Imprimerie de La Minerve, 1864, p. 11-12 : « C'est à peine si on pourrait trouver un sol plus fertile et plus productif. [...] Les cantons de Peterborough et de Chaouinigan sont surtout remarquables, tant par la fertilité du sol que par la qualité du bois. » Quelques années plus tôt, *L'Ère Nouvelle* (8 août 1857, p. 2) avait expliqué : « Derrière la seigneurie de Ste-Anne commence un large ruban de bonne terre qui se déroule au bord de la vallée du Saint-Maurice, sur une largeur commune de cinq milles, jusqu'à la rivière du Bastonais [sic]. Sous tous les rapports, le sol en est très-propre à la colonisation. »

⁴⁷ Elzéar Gérin, *Le Saint-Maurice. Notes de voyage*, Trois-Rivières, [s.é.], 1871, p. 9-10. Elzéar Gérin (1843-1887) dirige *Le Constitutionnel* à partir de 1868; il y promeut la colonisation. Élu député de Saint-Maurice à Québec trois ans plus tard, il sensibilise l'Assemblée législative sur l'importance du commerce de bois comme source de revenus et sur l'intérêt qu'il y a à construire des chemins de fer régionaux. Philippe Sylvain, *Dictionnaire biographique du Canada*, tome XI (1881-1890) p. 371-374.

Gérin ajoute qu'il y a de l'espace pour fonder plusieurs paroisses sur la rivière Matawin. Les propos de l'abbé Napoléon Caron dans son ouvrage de 1887 vont dans la même direction. Il élabore ce que devrait être le programme électoral d'un député du « Haut Saint-Maurice⁴⁸ ». L'ecclésiastique trifluvien s'oppose à la loi des réserves forestières qui entrave la colonisation; il avance l'idée d'une ligne de navigation pour accommoder les colons et demande d'abolir les privilèges des clubs de pêche qui privent le colon d'un revenu appréciable; finalement, il suggère que l'on calcule le prix de vente d'un lot à partir de sa superficie cultivable seulement.

Un courant d'enthousiasme en faveur de l'occupation du sol se dessine alors dans la région et la presse trifluvienne emboîte le pas. Après avoir souligné les progrès de la rive sud en termes vibrants⁴⁹, le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières* estime que « la colonisation de la vallée du Saint-Maurice doit être la principale préoccupation des députés⁵⁰ ». Effectivement, Sévère Dumoulin, candidat à l'élection partielle de 1868, proclame que l'avenir de Trois-Rivières « repose dans le défrichement et la colonisation de la vallée du Saint-Maurice⁵¹ ». Le mythe de la fertilité de l'arrière-pays s'exprime également dans le discours officiel. Le maire Normand, s'adressant au gouverneur général en visite à Trois-Rivières, affirme que : « En arrière de notre ville, votre Excellence trouvera la vallée du St. Maurice qui, par l'immensité de son territoire

⁴⁸ Abbé Napoléon Caron, *Deux voyages sur le Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Librairie du Sacré-Cœur, P.V. Ayotte, 1887, p. 93-100. L'abbé Caron, qui accompagnait M^{gr} Laflèche dans sa visite pastorale, mentionne que l'évêque trifluvien a observé un champ près de La Tuque où l'avoine mesure jusqu'à 5 1/2 pieds (p. 88).

⁴⁹ « Grâce à cette fermeté inébranlable que le colon de cœur [*sic*] a su déployer pour lutter contre les privations de toute espèce, celui qui visite les Cantons de l'Est voit de belles plaines livrées à la culture. » *Le Journal des Trois-Rivières*, 20 mars 1868, p. 2.

⁵⁰ *Le Journal des Trois-Rivières*, 24 novembre 1868, p. 2.

⁵¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 9 octobre 1868, p. 3.

et la fertilité de son sol, suffirait à fonder la richesse et la puissance d'un grand empire⁵². »

Les journaux trifluviens suivent le progrès de la colonisation de la rive est du Saint-Maurice en haut des Piles⁵³ et saluent le projet d'usine de pâte à Sainte-Flore comme constituant un soutien à la colonisation laquelle « bénéficiera du commerce et de la consommation créés par cette nouvelle industrie⁵⁴ ». À cette époque, la rive nord de la région trifluvienne offre peu d'endroits à coloniser. En revanche, se trouve la Mattawinie, à proximité ouest de la région, où une tentative de colonisation remporte un certain succès dont la presse trifluvienne se fait l'écho⁵⁵.

La colonisation du Haut-Saint-Maurice ne fait plus parler d'elle sauf quand un candidat à l'élection fédérale de 1935 propose de diriger vers les terres de La Croche, au nord de La Tuque, les colons qui se sentent exilés au Témiscamingue⁵⁶. Raoul Blanchard a recherché les causes qui ont empêché l'occupation agricole de la rive du Saint-Maurice⁵⁷; il a pointé du doigt les compagnies forestières. Plus vraisemblablement, l'éloignement des marchés et la dispersion de l'habitat en sont

⁵² *Le Journal des Trois-Rivières*, 23 juillet 1874, p. 2. Le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières* écrivait quatre ans plus tôt : « nous aurons enfin un *back country*, défriché, développé, couvert de champs de blés, d'avoine... » (5 septembre 1870, p. 2).

⁵³ Par exemple, *Le Journal des Trois-Rivières*, 15 février 1886, p. 2, 19 décembre 1887, p. 2.

⁵⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 juillet 1882, p. 2.

⁵⁵ Le défrichement du secteur de Saint-Michel-des-Saints et de Saint-Zénon débute en 1863; les deux localités comptent 1 500 habitants en 1908. Voir Alfred Pelland, *La Mattawinie, ses ressources, ses progrès et son avenir*, Québec, Ministère de la Colonisation, 1908, 64 p. Voir aussi *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 et 16 novembre 1882, p. 2 et la lettre d'un colon publiée dans *Le Bien Public*, 25 juin 1909, p. 2. Sur la Mattawinie, Christian Morissonneau, « Le rêve mattawinien de l'abbé Prévost », *Société canadienne pour l'histoire de l'Église catholique*, 54, 1987, p. 55-67.

⁵⁶ Il s'agit de Louis-D. Durand, candidat de la Restauration pour le comté de Trois-Rivières.

⁵⁷ Dans *Le Centre du Canada français*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1947, p. 449-451. Il avance que le secteur pourrait faire vivre 20 000 âmes au lieu de 1 000 comme au moment où il fit sa recherche. Blanchard reprend ces propos lors d'une conférence à Trois-Rivières en 1946 (*Le Bien Public*, 24 octobre 1946, p. 1).

responsables⁵⁸. Raoul Blanchard avait l'habitude des terroirs pleins dans des zones françaises où la moindre parcelle cultivable est exploitée.

L'occupation du sol est presque achevée sur la rive sud au début du présent siècle. On remarque seulement l'essai de colonisation à Manseau et à Lemieux à partir de 1935. Une cinquantaine de chômeurs de Montréal et de Trois-Rivières tentent de cultiver des sols pauvres et mouillés à longueur d'année. L'agronome Firmin Létourneau constate que la plupart négligent leur lot et vivent d'expédients⁵⁹. Cette entreprise discutable s'insérait dans le plan Vautrin qui tentait de concrétiser l'idéologie du « retour à la terre ».

3. Le retour à la terre

Le thème du retour à la terre fait l'objet de nombreux textes, conférences et homélies à partir des années vingt. Des hommes politiques, des journalistes, des auteurs et des membres du clergé profitent de toutes les tribunes qui leur sont offertes afin d'exposer le remède qu'ils proposent aux problèmes urbains et à la désertion des campagnes. La presse des villes en fait état autant que celle des campagnes.

À Trois-Rivières, Joseph Barnard se fait le chantre d'une « croisade organisée en vue de la colonisation » contre « l'exode » vers les villes et vers les États-Unis⁶⁰.

⁵⁸ L'examen d'une carte topographique montre que la zone cultivable le long du Saint-Maurice et de ses tributaires n'excède jamais un kilomètre et est discontinue.

⁵⁹ Firmin Létourneau, *Le comté de Nicolet. Enquête économique et sociale*, Montréal, Fides, 1946, p. 144-145.

⁶⁰ *Le Bien Public*, 10 avril 1923, p. 1. Barnard appuie la Ligne nationale de colonisation pour la création de paroisses de colonisation et fustige l'intrusion de la politique et du patronage. Joseph Barnard (1872-1939), né à Trois-Rivières, est le fils de l'arpenteur James Barnard. Reçu avocat en 1897, il devient rédacteur au *Trifluvien* en 1902 et éditorialiste au *Bien Public* de 1909 à 1933; il est le codirecteur du *Mauricien* de 1936 à 1937, Duplessis le nomme archiviste au palais de justice

Le rédacteur du *Bien Public* aborde directement le thème du retour à la terre dans une page couverture consacrée à la foire (l'exposition) agricole de 1923.

On s'inquiète de la désertion de nos campagnes et l'on prêche avec raison le retour à la terre. On ne saurait en effet trop déplorer cet abandon de notre bonne terre nourricière par d'excellentes gens qui feraient sûrement mieux de persister à y vivre plutôt que de prendre le chemin de la ville ou celui des usines américaines. Cette désertion en masse de la campagne atteint les proportions d'un fléau. [...] Pour le maintien de notre nationalité dans la pureté de ses mœurs de ses coutumes et de sa foi, nous avons moins besoin de la grande industrie, turbulente et précaire que de la richesse plus calme et plus sûre de nos vastes terres du Québec cultivées par des mains canadiennes-françaises⁶¹.

Cette profession de foi ruraliste est héritée du discours des ultramontains nationalistes; M^{gr} Laflèche l'eût applaudi avec chaleur. L'éditorial de Barnard survient au moment où l'expansion industrielle trifluvienne connaît ses premiers ratés avec la fermeture des deux chantiers maritimes; la province sort à peine de la sévère récession qui accompagne la transition vers l'économie de paix.

L'idéalisation de la vie agricole apparaît comme le corollaire de cette vision. Barnard écrit, dans le même article,

quels que soient ses revenus, c'est encore le cultivateur qui possède la plénitude de ce qui fait la joie de vivre : la liberté de ses mouvements, et le non asservissement à quiconque [...]. L'agriculteur ne s'abaisse pas en exécutant l'ordre de la nature généreuse; et son obéissance reste empreinte de noblesse.

D'autres journaux mauriciens abordent la même thématique. Ainsi, *Le Nouvelliste* fait paraître en 1922 une série d'articles signés Armand de Val-Joli qui sont repris dans *L'Écho de Saint-Justin*⁶². Par exemple, l'auteur fait état de la nécessité

en 1938. *Almanach Trifluvien*, 1932, p. 225; *Le Bien Public*, 3 novembre 1938, p. 5 et 2 mars 1939, p. 1.

⁶¹ « Le retour à la terre », *Le Bien Public*, 14 août 1923, p. 1.

⁶² La série paraît avec des titres comme « les jeunes gens comme les vieux s'intéressent à la colonisation », « la paroisse est une force », « l'agriculture comme solution économique ».

d'établir des bibliothèques scolaires afin d'instruire et de « retenir » les cultivateurs⁶³. Le journal fondé par M^{gr} Denis Gérin se constitue le porte-parole du discours agrarien en multipliant les articles et les chroniques en faveur du retour à la terre et contre la désertion des campagnes. On publie la photographie de « Canadiens qui reviennent des États-Unis⁶⁴ » et l'on vante la vie de colon en Abitibi⁶⁵; les jeunes filles, et particulièrement les institutrices, sont mises en garde contre la tentation de partir à la ville⁶⁶. Une série d'articles de J.-E. Laforce, du Service de colonisation du Canadien National, paraît en 1930⁶⁷ quand éclate la crise. Pour sa part, l'abbé Jean-Baptiste Beaupré préconise le retour à la terre comme remède au chômage⁶⁸.

Aussi, *L'Écho de Saint-Justin* ouvre ses colonnes au clergé et fait son éloge pour son rôle dans la solution de ce « problème national⁶⁹ ». La conférence de Léon Gérin à l'Institut pédagogique de Montréal, prononcée en 1933 et traitant de la famille à Saint-Justin, est reproduite en entier⁷⁰, et le roman d'Harry Bernard, *La Ferme des pins*, est présenté sous forme de bandes dessinées⁷¹. D'autres représentants de la

⁶³ *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} juillet 1923, p. 7. Le deuxième numéro du même mensuel avait publié un texte insistant sur le rôle de l'instituteur dans l'inculcation des notions sur « la sécurité du rivage natal et le danger des mirages lointains » et pour « poétiser le travail manuel, goûter la patrie », *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} décembre 1921, p. 1.

⁶⁴ *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} avril 1925, p. 8.

⁶⁵ « L'aisance à Saint-Marc de Figuiery », *L'Écho de Saint-Justin*, 15 juin 1928, p. 4.

⁶⁶ Ginevra (pseudonyme de mademoiselle Georgiana Lefaiivre, qui écrit dans *Le Soleil* depuis 1905) « Restez chez vous », *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} septembre 1931, p. 7.

⁶⁷ Laforce écrit par exemple (mars 1931) qu'il faudra fonder dix paroisses de plus car la frontière américaine est fermée et les terres de l'Ouest « barrées » à cause des étrangers qui s'établissent « de façon préférentielle ». Alors, il vante les possibilités agricoles de l'Abitibi desservie par une ligne du Canadien National (voir 1^{er} avril 1930, p. 10 et 1^{er} mai 1930, p. 10).

⁶⁸ *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} mars 1931, p. 10, sous le pseudonyme Lambert Closse.

⁶⁹ Par exemple, Frère Gilles (pseudonyme du franciscain Noël Gosselin), « L'amour de la terre », 2 novembre 1923, p. 9 et « La désertion des campagnes », 2 janvier 1924, p. 7; abbé Eugène-C. Laflamme, « La noble profession de l'agriculteur », 1^{er} mars 1927, p. 9; Hormisdas Magnan, 4 janvier 1934, p. 7.

⁷⁰ Gérin expose le fruit de son enquête sociologique de 1886 qui donnera *L'habitant de Saint-Justin*. Treize articles paraîtront en première page entre le 24 janvier 1935 et le 25 avril 1935. L'enquête de 1886 avait déjà été signalée dans *Le Trifluvien* (2 mai 1899, p. 2).

⁷¹ En 14 livraisons du 3 décembre 1936 au 11 mars 1937. Le roman avait paru en 1930 à Montréal (Librairie de l'Action canadienne-française, 206 p.). Voir Jean-Paul Lamy, « La terre vivante », *DOLQ*, vol. 2, 1900-1939, p. 1069-1070.

presse rurale, comme *Le Nicolétain* et *Les Annales de la Tour des Martyrs*, abondent dans le même sens. Pour ne mentionner qu'un exemple, Camille Duguay s'écrie, dans un élan poétique, que : « sur les conquêtes pacifiques de la charrue se lève l'or générateur des moissons, germe le pain de l'autel et de la famille, s'établit en permanence la véritable et durable prospérité des nations⁷² ».

La presse des milieux urbains déplore elle aussi la désertion rurale et prône le retour à la terre. *Le Nouvelliste* reproduit des conférences de propagandistes et des missionnaires-colonisateurs⁷³. Profitant de la célébration du centenaire de la naissance du curé Labelle, *Le Bien Public* écrit : « Si l'on a péché par omission en ne dirigeant pas le trop plein des vieilles paroisses, si l'on expie [*sic*] maintenant dans les secours directs cette négligence d'il y a 60 ans, réparons l'erreur d'hier, préparons la conquête de demain dans un efficace et généreux Retour à la Terre⁷⁴. »

De son côté, Elzéar Dallaire, dans *L'Écho du Saint-Maurice*, envisage un plan concerté de « conscription du travail au profit de l'agriculture » afin d'attirer les chômeurs dans des paroisses de colonisation⁷⁵. Le magazine *Le Mauricien* publie des textes à la gloire de la vie agricole comme celui de Georges Bouchard intitulé : « Nous sommes avant tout une race paysanne⁷⁶. »

⁷² À l'occasion d'une allocution radiophonique prononcée le 12 mai 1934 et reproduite dans *Le Nicolétain*, 23 mai 1934, p. 1. Dans la même veine, voir les articles de Magister (un prêtre du séminaire de Nicolet) dans *Les Annales de la Tour des Martyrs*, mai 1938, p. 182-183 et juin 1938, p. 225-228. *Le Bien Public* a fait paraître un éloge posthume de M^{gr} Antonio Camirand qui avait rédigé des textes ruralistes dans *Les Annales de la Tour des Martyrs* (7 octobre 1943, p. 3).

⁷³ Par exemple, la conférence de Léon Trépanier au club Rotary (23 mai 1934, p. 3) et celle de l'abbé Bergeron, missionnaire-colonisateur (1^{er} septembre 1932, p. 3).

⁷⁴ *Le Bien Public*, 19 octobre 1933, p. 11.

⁷⁵ *L'Écho du Saint-Maurice*, 2 juillet 1931, p. 1.

⁷⁶ *Le Mauricien*, décembre 1938, p. 10, 30.

Les élites laïques et cléricales cherchaient ainsi, par le biais d'un discours persuasif et souvent lyrique, à conjurer une situation qui leur semblait autant une menace à l'ordre établi qu'un problème de démographie ou d'aménagement régional. Ils pouvaient difficilement promouvoir la colonisation de la région, vu que le terroir exploitable était pratiquement saturé. Devant cette contrainte, ils vont annexer symboliquement des territoires extérieurs à la Mauricie afin de trouver une destination concrète au retour à la terre.

En 1909, *Le Nouveau Trois-Rivières* coiffe un article sur les possibilités de l'Abitibi du titre : « Richissime découverte. L'équivalent d'une nouvelle province agricole⁷⁷. » À ce moment, dix jeunes Mauriciens commençaient à se diriger vers les terres neuves du Témiscamingue et de l'Abitibi et la presse mauricienne ne se prive pas de donner de leurs nouvelles. Des noms de localités du nord-ouest québécois sont disséminés entre ceux des paroisses de la région dans la page consacrée aux informations « du district ». Ainsi, dans *Le Bien Public* des années dix et vingt, on peut voir les noms de Notre-Dame-des-Quinze, Lorrainville, Saint-Louis-de-Nédelec, Saint-Bruno-de-Guigues, Saint-Joseph-du-Nord voisinant avec ceux de Saint-Barnabé, Gentilly, Saint-Séverin, etc.

Durant les années trente, les journaux mentionnent les départs vers l'Abitibi en prenant soin de présenter la situation des nouveaux colons sous l'angle le plus favorable, comme en font foi certains titres : « Les colons de Montbeillard sont contents de leur sort », « Je n'ai pas eu un moment de découragement en sept ans⁷⁸. » Le début de la guerre met une sourdine à ce genre de promotion. Quand

⁷⁷ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 22 avril 1909, p. 1.

⁷⁸ *Le Nouvelliste*, 26 juillet 1937, p. 3 et 29 août 1939, p. 3. Ce journal et *Le Bien Public* précisent fréquemment les listes de noms des partants et donnent les statistiques. Voir *Le Nouvelliste*, 11 janvier 1936, p. 3 et 8 juillet 1936, p. 3; *Le Bien Public*, 22 septembre 1938, p. 9.

l'imminence de la victoire des Alliés se dessine à partir de 1943, on commence à songer au retour à l'économie de paix⁷⁹. Une série d'éditoriaux du *Nouvelliste* traite de l'établissement des fils de cultivateurs et du retour à la vie civile des militaires en préconisant une réactivation du mouvement de colonisation⁸⁰.

Le discours politique récupère cette revendication. Ainsi, le premier ministre Duplessis déclare en 1946 que « pour vivre, le Québec doit conserver son caractère agricole⁸¹ ». Le haut clergé mauricien a fermement appuyé le mouvement de promotion rurale. À Trois-Rivières, l'évêque, M^{gr} Cloutier, a réitéré son appui au retour à la terre et à la glorification de la vie agricole dans des homélies et des documents officiels. Dans sa lettre pastorale du 1^{er} janvier 1914 sur l'action catholique, il écrit que c'est « au sein de la classe agricole que se trouve le plus puissant facteur de la richesse nationale, en même temps que le plus ferme soutien de nos précieuses traditions⁸² ». À Nicolet, M^{gr} Antonio Camirand, vicaire général du diocèse, prône avec insistance les valeurs traditionnelles et rurales, notamment dans *Les Annales de la Tour des Martyrs*. En 1942, à Sainte-Monique, il rappelle la *Lettre collective* du 23 mai 1923 où les évêques de la province affirmaient avec vigueur : « Restez attachés à la terre qui a fait jusqu'ici notre force et qui demeure notre grand espoir. [...] Nous ne survivrons que par la terre. Restons-lui fidèles. Ne l'abandonnons pas pour aller grossir les villes⁸³. »

Les défenseurs de ces propos n'hésitent pas à légitimer la promotion de la vie rurale en s'appuyant sur des œuvres littéraires. *Jean Rivard*, d'Antoine Gérin-Lajoie,

⁷⁹ *Le Nouvelliste*, 29 mars 1943, p. 2 et 14 juin 1944, p. 2.

⁸⁰ Vingt-sept éditoriaux du 14 juillet 1944 au 11 mars 1946. Le maire de Trois-Rivières visite les colons de Montbeillard. *Le Nouvelliste*, (19 mai 1945, p. 2) donne un compte rendu avec six photographies. Voir également « Pour raviver l'œuvre de la colonisation », *Le Nouvelliste*, 14 novembre 1946, p. 2.

⁸¹ *Le Nouvelliste*, 22 août 1946, p. 3.

⁸² *Mandements, lettres pastorales et circulaires de M^{gr} F.-X. Cloutier*, vol. III, p. 566.

⁸³ Cité par Denis Fréchette, *Le diocèse de Nicolet 1885-1985*, Nicolet, [s.é.], 1985, p. 218.

représente aux yeux de ces gens le roman par excellence qui glorifie le type de société qu'ils veulent maintenir. Les célébrations du centenaire de la naissance de Gérin-Lajoie, en 1924, servent de prétexte à l'élaboration d'une véritable apologie. « *Jean Rivard* est un appel frémissant de la terre qu'abandonnent ses fils ingrats », lit-on dans *Le Bien Public*⁸⁴; Joseph Barnard, de son côté, oppose *Jean Rivard* au caractère négateur de *Maria Chapdelaine*⁸⁵. Les discours et les poèmes des rhétoriciens du séminaire de Nicolet et du séminaire de Trois-Rivières paraissent dans les journaux⁸⁶. L'inauguration de la statue de Jean Rivard à Plessisville le 13 août 1935 fournit une occasion où le ruralisme peut s'exprimer. « La doctrine de Jean Rivard seule nous sauverait », avance le maire Grégoire de Québec⁸⁷. Par ailleurs, *L'Écho de Saint-Justin* fait paraître *Jean Rivard* en bandes dessinées⁸⁸. De son côté, l'abbé Albert Tessier, préfet des études au séminaire trifluvien, défend les valeurs paysannes dans plusieurs des films qu'il a produits. Dans le *Credo du paysan*, il a tourné les gestes traditionnels des semailles et de la récolte. Les intertitres du document ethnographique sont vibrants de lyrisme :

Mon dur labeur fait sortir de la terre
De quoi nourrir ma femme et mes enfants...

Mieux qu'un palais, j'adore ma chaumière
À ses splendeurs je préfère mes champs...

Entre mes fils et ma femme et ma fille
Le cœur content j'espère en l'avenir...⁸⁹

⁸⁴ *Le Bien Public*, 6 mai 1924, p. 3. Les fêtes se déroulent en septembre à Yamachiche où Gérin-Lajoie est né. Voir *Le Bien Public*, 11 septembre 1924, p. 5, 16 septembre 1924, p. 1; *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} octobre 1924, p. 8-9.

⁸⁵ *Le Bien Public*, 15 juillet 1924, p. 3.

⁸⁶ *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} juin 1924, p. 7, 1^{er} juillet 1924, p. 1 et 10-12. Le discours du chanoine Antonio Camirand de Nicolet est publié dans *Le Bien Public*, 16 septembre 1924, p. 1.

⁸⁷ *Le Nicolétain*, 16 août 1935, p. 1. Raymond Douville, dans *Le Bien Public*, approuve « les leçons d'un patriotisme bien compris » où un héros légendaire est honoré (*Le Bien Public*, 18 juillet 1935, p. 9). Le même journal montre la photographie de la statue (12 mars 1936, p. 11).

⁸⁸ En onze livraisons du 27 août au 12 novembre 1936. Une suite à *Jean Rivard* fut donnée à Trois-Rivières par Claude Dupont sous le titre de *Un petit-fils de Pierre Gagnon*, drame social en deux actes. (Pierre Gagnon était le serviteur de Jean Rivard.)

⁸⁹ René Bouchard, *Filmographie d'Albert Tessier*, Montréal, Boréal Express, 1973, p. 66.

Dans *Hommage à notre paysannerie*, Tessier capte les images rappelant les conditions matérielles de la vie rurale : les habitations, les bâtiments agricoles, les instruments aratoires et aussi la sociabilité et la solidarité des milieux ruraux. Le cinéaste mauricien précise dans les intertitres :

À toutes les époques le prêtre a prêché les saintes croisades de la Terre...

Car le seul au monde, l'habitant privilégié peut trouver chez lui l'essentiel de la vie : la nourriture, le vêtement, le logement...

Et que [Dieu] garde au cœur des hommes, l'amour du labeur afin que se déroule sans défaillance [...] le cycle harmonieux des travaux des champs...

Pour que, aussi, les femmes de chez nous continuent d'aimer la glèbe et ne dédaignent pas les travaux au grand air...⁹⁰

Tout à fait traditionnel dans son contenu, le discours de Tessier est véhiculé par un média d'avant-garde à l'époque, le cinéma. L'amour de terre qu'exprime le prêtre trifluvien est profondément ressenti, il fait vibrer en lui la poésie et le sentiment religieux : « les sapins verts dont la montagne est pleine sont ton ouvrage ô divin Seigneur ». Moins crispée peut-être que chez d'autres, la pensée ruraliste d'Albert Tessier participe néanmoins du même courant idéaliste, compensateur et décroché de la réalité vécue dans la Mauricie urbaine des années 1930-1950.

4. Le coopératisme agricole

Les élites régionales préoccupées par la question rurale étaient loin d'être fermées aux innovations dans l'agriculture et l'élevage. Effectivement, les milieux laïcs et cléricaux ont encouragé toute initiative visant à améliorer la formation des cultivateurs, le rendement des sols et la mise en marché des produits de la ferme. Dans

⁹⁰ *Ibid.*, p. 77-78.

cette perspective, le discours et la pratique ont été novateurs; toutefois, leur objectif était d'assurer la pérennité de la vocation agricole du territoire et, sans l'exprimer ouvertement, de consolider les positions de cette élite dans la société régionale.

Cette volonté d'action est devenue tangible par l'appui au mouvement associatif agricole et la promotion de projets aménagistes, comme la création d'une foire agricole annuelle à Trois-Rivières, l'expansion de l'industrie laitière et la mise sur pied d'une halle au beurre et fromage, d'abattoirs d'envergure provinciale et d'une raffinerie de betterave à sucre.

Il faut remonter à 1818 pour trouver le premier article dans un journal trifluvien en faveur de la création de sociétés d'agriculture⁹¹. En 1847, au moins deux sociétés d'agriculture existent dans la région⁹². *L'Ère Nouvelle*, dix-neuf ans plus tard, avance que l'agriculture « a fait d'immenses progrès depuis l'établissement des sociétés d'agriculture⁹³ ». Par ailleurs, une société de colonisation est fondée en décembre 1865 à Trois-Rivières et en août 1869 à Bécancour pour le comté de Nicolet⁹⁴. Les sociétés d'agriculture sont avant tout des organisations de vulgarisation agricole subventionnées par le gouvernement. Elles tiennent des concours et des expositions annuelles d'animaux de race dont le compte rendu est rapporté fidèlement par les

⁹¹ *Gazette des Trois-Rivières*, 3 février 1818, p. 1-2, « Réflexions sur les Sociétés d'agriculture comme seul et unique moyen de perfectionner l'agriculture en Canada » par « Un Agronome de la Baye du Febvre ». Ce dernier préconise la fondation de sociétés d'agriculture placées sous la responsabilité d'une « Société centrale ». Peu après, la Chambre d'assemblée vote une loi autorisant la formation de la Société d'agriculture et £ 400 sont accordés. Cf. Firmin Létourneau, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, Imprimerie populaire, 2^e éd. 1952, p. 100.

⁹² Une société existe pour le comté de Yamaska (*Le Journal des Trois-Rivières*, 28 août 1847, p. 4) et une autre pour le comté de Nicolet (*Le Journal des Trois-Rivières*, 18 septembre 1847, p. 1). Depuis 1834, un nouveau cadre juridique permettait aux agriculteurs de fonder eux-mêmes leur société et d'obtenir une subvention de l'État égale au double du montant total des cotisations versées. Voir Gaston Deschênes, « Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle », *RHAF*, vol. 29, n° 4, mars 1976, p. 541.

⁹³ *L'Ère Nouvelle*, 18 août 1856, p. 2.

⁹⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 9 janvier 1866, p. 2. À Trois-Rivières le maire Dumoulin est élu président et le député Boucher de Niverville, vice-président. Pour le comté de Nicolet, voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 10 août 1869, p. 2.

journaux⁹⁵. Toutefois, les sociétés d'agriculture possèdent un côté élitiste car les membres honoraires — curés, maires, députés — ont droit de vote aux assemblées et les gros agriculteurs, qui raflent presque tous les prix, dominent l'organisation.

C'est alors qu'apparaît Edouard Barnard⁹⁶, propagandiste agricole trifluvien, qui s'insurge contre ce système coûteux à l'État et peu efficace pour le progrès agricole de la province. Afin de pallier cette lacune, il encourage la création de cercles agricoles œuvrant à l'échelon paroissial. Barnard organise en 1887 le congrès des cercles agricoles à Trois-Rivières. Le président d'honneur, M^{gr} Laflèche, exprime le vœu que l'on donne une éducation théorique et pratique aux enfants pauvres du milieu rural. *Le Journal des Trois-Rivières* présente le résumé schématique de son allocution :

L'homme qui ne travaille pas doit mourir de faim; la famille qui ne développe pas dans son sein l'industrie domestique se démembre; [les nations] qui se livrent à un excès d'industrie [sic] tombent dans l'injustice. Si ces trois principes sont mis en oubli, les cataclysmes sociaux se produisent et les révolutions éclatent⁹⁷.

Le mouvement connaît un essor considérable et 400 cercles existent au Québec en 1894; la même année, la législature provinciale encadre juridiquement les cercles et leur accorde des subventions. On a considéré que les cercles agricoles ont constitué le fer de lance de la modernisation de l'agriculture québécoise en engendrant le

⁹⁵ Jean-Louis Martel et Delmas Lévesque, *L'évolution du mouvement coopératif, 1920-1940*, Montréal, Hautes Études commerciales, 1991, p. 10 qui citent la thèse de Benoît Tremblay, « Analyse socio-économique de la formation des organisations coopératives : le cas du Québec (1850-1914) », Paris, École des Hautes Études en Sciences sociales, 1982.

⁹⁶ Edouard Barnard (1835-1898) naît à Trois-Rivières; il est reçu au barreau en 1867 et veille à l'exploitation agricole que son père, protonotaire, ancien député et patriote, avait établie. Après son épisode chez les zouaves, il reprend ses expériences en agriculture et devient correspondant de *La Semaine agricole* en 1869. Barnard s'installe à Varennes et commence à prononcer des causeries agricoles. Il joue un rôle de premier plan dans la promotion de l'industrie laitière, de la culture de la betterave à sucre, des fermes expérimentales et de l'œuvre des missionnaires agricoles. En 1878, il fait un « Éloge de l'agriculture » qui est publié, et rédige, en 1893, un *Manuel d'agriculture*.

⁹⁷ *Le Journal des Trois-Rivières*, 27 et 31 janvier 1887, p. 2. Le texte est repris dans *Le Journal d'Agriculture*, mars 1887.

mouvement coopératif agricole⁹⁸. Ils ont reçu un appui manifeste de l'épiscopat; M^{gr} Laflèche les recommande hautement à ses diocésains en 1896 et cherche à les faire encadrer par le clergé : « [...] j'y attache une grande importance au point de vue de la prospérité de nos cultivateurs. En effet, ces associations [...] rendent partout de grands services à la classe agricole, et en conséquence [...] il est convenable que le curé n'y reste pas étranger⁹⁹ ».

M^{gr} Laflèche encourage les écoles d'agriculture dans le même texte. Les journaux trifluviens avaient signalé un projet d'école d'agriculture à Saint-Tite en 1890¹⁰⁰. On inaugura une école à Trois-Rivières quatre ans plus tard, mais il ne semble pas qu'elle soit demeurée ouverte bien longtemps. On lit, dans *Le Trifluvien*, que les finissants « s'étendront [*sic*] dans toute la province et y jetteront la semence du progrès et le bonheur dans toutes les familles¹⁰¹ ».

Au début du présent siècle naît le coopératisme agricole à proprement parler. La loi des sociétés coopératives agricoles est votée par l'Assemblée législative en 1908 et une première coopérative voit le jour dès l'année suivante dans le diocèse de Trois-Rivières. Le nombre passe de 3 à 16 de 1912 à 1913 et plafonne à 28 à partir de 1921.

⁹⁸ Bruno Jean, « Barnard, Edouard-André », *Dictionnaire biographique du Canada*, t. XII, 1891-1900, p. 63-64. Voir également Gaston Deschênes, *loc. cit.*, p. 542. Barnard est à l'origine également du Syndicat des cultivateurs fondé à Québec en 1892; l'entreprise n'eut pas de suite à cause principalement de l'opposition du sénateur Beaubien. Martel et Lévesque, *op. cit.*, p. 12.

⁹⁹ *Mandements, lettres pastorales et circulaires de M^{gr} L.-F. Laflèche*, vol. 5, 1894-1898, circulaire au clergé n° 211, 23 décembre 1896, p. 320-321. Léon Gérin signale que le premier cercle agricole de la région de Trois-Rivières fut le fruit de l'initiative du curé de Saint-Justin. *Le type économique et social des Canadiens*, Montréal, Fides, 1948, p. 104.

¹⁰⁰ *Le Journal des Trois-Rivières*, 6 mars 1890, p. 2 qui cite *Le Trifluvien*. Mis en branle par le curé Grenier de Saint-Tite, le projet avait reçu l'approbation de l'évêque et devait être réalisé par les Frères de la Doctrine chrétienne. Aucune suite semble n'avoir été donnée à l'entreprise. Le curé de Saint-Tite avait tenté un an auparavant de fonder une ferme expérimentale en demandant 25 000 \$ au gouvernement (*Le Journal des Trois-Rivières*, 3 juillet 1889, p. 2).

¹⁰¹ *Le Trifluvien*, 15 juin 1894, p. 2. L'école est sous la direction de C. Eon qui fait paraître des articles sur les techniques horticoles, elle est située à la ferme de William Hart sur le coteau Saint-Louis (*Le Trifluvien*, 15 mai 1894, p. 3).

Une coopérative apparaît dans le diocèse de Nicolet en 1912 qui en comptera une trentaine à partir des années vingt¹⁰². Les coopératives étaient fermement appuyées par *Le Bien Public* et M^{gr} Cloutier¹⁰³. Dans sa lettre pastorale du 1^{er} janvier 1914, l'évêque trifluvien fait la promotion des syndicats agricoles, des laiteries et des boulangeries coopératives; il précise que de semblables entreprises ont permis à la Belgique « d'échapper à la révolution sociale » et de rester catholique¹⁰⁴. Un missionnaire agricole visite le Cercle des fermières de Champlain et prononce une allocution sur les cercles de fermières de la Belgique¹⁰⁵. Le clergé de la région s'engage concrètement dans tout ce qui peut contribuer à améliorer le sort des cultivateurs : témoin ce curé de Saint-Étienne qui met au point un insecticide pour venir à bout des sauterelles¹⁰⁶.

Un tournant majeur est pris après la guerre de 1914-1918 lorsque l'agriculture est gravement touchée par la récession. Beaucoup de cultivateurs s'étaient endettés pour acheter de la terre ou de la machinerie. L'effondrement des prix vers 1920 incite alors la classe agricole à renforcer ses associations professionnelles. Par ailleurs, le vide politique créé par l'impopularité du parti conservateur canadien impliqué dans la conscription favorise la création d'un parti qui pourrait attirer le vote en prenant la défense des intérêts des ruraux. C'est dans ce contexte que naissent l'Union catholique des cultivateurs (l'UCC) en 1924 et que les Fermiers-Unis prennent part à l'élection fédérale de 1921¹⁰⁷.

¹⁰² Claude Beauchamp, « Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricole, 1900-1930 : quelques éléments de la pratique », *Recherches sociographiques*, vol. XX, n° 3, 1979, tableaux p. 342-343.

¹⁰³ « Une réponse à Jean Rivard », *Le Bien Public*, 31 décembre 1912, p. 1; *Mandements, lettres pastorales et circulaires de M^{gr} F.-X. Cloutier*, vol. 3, 1909-1914, circulaire au clergé n° 113, p. 449-450.

¹⁰⁴ *Mandements, lettres pastorales et circulaires...*, p. 565-566.

¹⁰⁵ *Le Bien Public*, 15 juillet 1915, p. 6.

¹⁰⁶ Le curé Irénée Trudel reçoit une subvention du Ministère de l'Agriculture afin de « perfectionner » sa fameuse mixture. La « mort-aux-sauterelles » remporte un grand succès dont se fait l'écho *Le Bien Public* (« le fléau des sauterelles conjuré à St-Étienne », 15 juillet 1915, p. 1). Voir aussi 29 juillet 1915, p. 1 et 5.

¹⁰⁷ Martel et Lévesque, *op. cit.*, p. 13-20.

S'inspirant du mouvement des Grangers américains et d'un groupe similaire en Ontario, des agriculteurs de la région de Hull fondent les « Fermiers-Unis de Québec » en 1918 afin de défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et de diffuser de l'information agricole. Cinq ans plus tard, les diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet comprennent respectivement 12 et 23 « succursales », elles comptent moins de 30 membres en moyenne¹⁰⁸. Trois candidats fermiers-progressistes se présentent à l'élection de décembre 1921 dans la région; un quatrième se désiste quelques jours avant le scrutin¹⁰⁹. Auguste Trudel recueille 2 090 votes sur 16 982 dans Champlain; Fortunat Proulx, 2 271 sur 10 632 dans Nicolet et Rémi Plante, 2 462 sur 6 638, soit, au total, 28,1 % du vote exprimé dans les trois circonscriptions. Auguste Trudel, qui se considère un « candidat agraire », prône le programme des Fermiers-progressistes dans sa publicité électorale. Il préconise notamment l'imposition d'une taxe sur les terres et autres ressources naturelles non exploitées, le développement « dans toute la mesure du possible », de l'agriculture et des ressources naturelles et le rappel de la loi de la conscription¹¹⁰. Le mouvement des Fermiers-Unis s'essouffle en 1924 et tourne court. Par ailleurs, un congrès est convoqué à Québec afin d'étudier la situation générale de l'agriculture dans la province. Les 2 400 agriculteurs réunis créent, en octobre 1924, l'UCC afin de fonder des cercles paroissiaux, de vulgariser la science agricole, de favoriser la mise sur pied de coopératives et de « travailler à maintenir vivantes au sein de la population rurale les traditions canadiennes-françaises et catholiques » en adhérant aux directives de l'Église¹¹¹.

¹⁰⁸ Beauchamp, *loc. cit.*, p. 373-375.

¹⁰⁹ Arthur Bettez annonce qu'il se présente comme ouvrier-fermier (*Le Nouvelliste*, 12 novembre 1921, p. 1) mais retire sa candidature trois semaines plus tard en faveur du conservateur Normand (*Le Nouvelliste*, 5 décembre 1921, p. 1). Le détail du vote est tiré de Pierre Drouilly, *Statistiques électorales fédérales du Québec 1867-1985*, Montréal, VLB Éditeur, 1986, xiv-696 p.

¹¹⁰ *Le Bien Public*, 24 novembre 1921, p. 3 et 1^{er} décembre 1921, p. 5.

¹¹¹ Beauchamp, *loc. cit.*, p. 376.

Pareil programme ne pouvait que susciter l'accord de la presse mauricienne. Par exemple, Joseph Barnard écrit, dans *Le Bien Public*, que « la nouvelle association sera aussi précieuse que celle de nos syndicats catholiques nationaux pour notre classe ouvrière¹¹² ». Un rédacteur de *L'Écho de Saint-Justin* s'enflamme : « Il faut que vous fassiez de cette union une forteresse. [...] Gardez-vous donc de laisser passer cette occasion de faire cette union nécessaire¹¹³. » Le clergé pose des gestes tangibles : l'évêque de Nicolet affecte l'abbé Edgar Laforest aux cercles de l'UCC, le curé de Saint-Narcisse donne 25 \$ pour financer la moitié de la cotisation des cent premiers membres et les évêques Cloutier et Brunault appuient les statuts de l'UCC dans leur diocèse respectif en 1925¹¹⁴.

Les cercles de Yamachiche et de Saint-Sévère fondent le premier syndicat coopératif agricole de l'UCC en avril 1929. Les unions diocésaines de Trois-Rivières et de Nicolet sont organisées l'année suivante¹¹⁵. *L'Écho de Saint-Justin* se fait le propagandiste du mouvement coopératif et de l'UCC. Son rédacteur loue « la sagesse et le sentiment de solidarité de ceux qui s'unissent ainsi » et proclame que « le char économique marche sur deux roues, l'industrie et l'agriculture¹¹⁶ ». Le même périodique fait passer les publicités de l'UCC exposant ses principes et ses moyens d'action : « Nos principes sont ceux du syndicalisme catholique : respect de Dieu, de la Famille et de la Propriété. Nous voulons la paix, la liberté, le progrès et la justice. [...] L'UCC constitue un lien, un foyer d'où rayonnent la lumière et la prospérité et un moyen de propagande pour la diffusion des bons principes et de saines

¹¹² *Le Bien Public*, 25 septembre 1924, p. 3. Barnard y consacre un autre éditorial le 7 octobre 1924, p. 3.

¹¹³ *L'Écho de Saint-Justin*, 3 novembre 1924, p. 5.

¹¹⁴ Jean-Pierre Kesteman, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 62-63, 85.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 80, 117. Le pourcentage d'exploitants agricoles membres de l'UCC passe, pour le diocèse de Trois-Rivières, de 12 (1931) à 13 (1941) et à 43 (1951); pour le diocèse de Nicolet, de 23 à 28 et à 41 pour les années correspondantes. *Ibid.*, p. 115.

¹¹⁶ *L'Écho de Saint-Justin*, septembre 1930, p. 10; octobre 1930, p. 10.

techniques¹¹⁷. » Toujours en 1930, 600 cultivateurs assistent aux cours d'agriculture organisés à Louiseville dont le sommaire est présenté dans *L'Écho de Saint-Justin*; les activités de la Société d'agriculture du comté de Maskinongé font également l'objet de comptes rendus détaillés de même que la fondation d'un cercle de jeunes agriculteurs à Saint-Barthélemi créé « afin que notre jeunesse devienne l'avant-garde de nos succès agricoles¹¹⁸ ». À Trois-Rivières, M^{gr} Alfred-Odilon Comtois renouvelle l'appui de son prédécesseur à l'UCC et *Le Bien Public* signale la signature d'un « pacte d'accord entre l'UCC et les agronomes du district des Trois-Rivières » visant un programme d'actions concertées comme la tenue de cours post-scolaires par les agronomes¹¹⁹.

Il paraît évident, au terme de ce bref tour d'horizon, que les élites, et le clergé particulièrement, ont vigoureusement soutenu le mouvement associatif agricole. Elles l'ont fait non seulement parce que le mouvement adhérait étroitement aux valeurs qu'elles promouvaient, mais parce que ses efforts en vue de la modernisation agricole permettaient de retenir les ruraux sur la terre. Le clergé a joué un rôle important par l'encadrement qu'il a assuré aux divers types d'associations en fournissant des aumôniers et des missionnaires agricoles; l'épiscopat, par ses documents officiels, a fait du développement rural un précepte moral. Il en résulte que ce contexte idéologique a été favorable à divers projets de développement agro-industriel dans la région.

¹¹⁷ *L'Écho de Saint-Justin*, septembre 1931, p. 6 et 13.

¹¹⁸ *L'Écho de Saint-Justin*, février 1930, p. 8; mars 1930, p. 11; août 1933, p. 3.

¹¹⁹ *Mandements, lettres pastorales et circulaires* de M^{gr} A.-O. Comtois 1935-1940, circulaire du 6 août 1935, p. 39-40; *Le Bien Public*, 7 décembre 1938, p. 2.

5. Les projets agro-industriels

Les activités laitières commencent à susciter de l'intérêt dès 1850 dans le Bas-Canada. L'abrogation du Traité de Réciprocité, en 1866, favorise les fromageries en refoulant les produits américains; la forte demande venant de la Grande-Bretagne, à partir de 1870, permet l'ouverture de nouveaux marchés¹²⁰. Edouard Barnard voit dans ces marchés un facteur puissant d'expansion de l'industrie laitière dont il se fait le promoteur assidu. Il explique que la production du lait exige moins de main-d'œuvre que les autres productions; il avance de plus que les intempéries l'affectent moins¹²¹. À Trois-Rivières, *La Concorde* se prononce en faveur de l'établissement de fromageries en 1882 et signale qu'il y a des paroisses où l'on en compte jusqu'à trois¹²²; le mouvement prend de l'ampleur, le nombre total de beurreries et de fromageries passant de 162 en 1881 à 730 dix ans plus tard pour l'ensemble de la province¹²³. La presse trifluvienne reflète l'opinion générale; elle porte un témoignage d'admiration envers les citoyens de Baie-du-Febvre qui exploitent sept fromageries : « Puisse cet exemple [...] servir de modèle et d'encouragement aux autres paroisses. C'est l'avenir prospère pour elles, c'est la richesse, c'est le bien-être¹²⁴. » Les agriculteurs de Baie-du-Febvre avaient mis sur pied la première société de fabrication de beurre et de fromage huit ans

¹²⁰ Normand Perron, « Genèse des activités laitières 1850-1960 », Normand Séguin, dir., *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 115-116. L'équipement se perfectionne : la baratte Blanchard se substitue à la baratte à piston et au vieux moulin à beurre à partir de 1860; l'écumeuse centrifuge fait son apparition en 1882. Létourneau, *Histoire de l'Agriculture...*, p. 197-199.

¹²¹ Cité par Normand Perron, *loc. cit.*, p. 116. Perron met en doute les affirmations de Barnard au sujet de la main-d'œuvre et des intempéries. L'appui à l'industrie laitière se manifeste dans la presse trifluvienne. *Le Trifluvien*, 11 mai 1906, p. 4. Par exemple, en compagnie de Siméon Lesage, sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation, Barnard fonde la Société d'industrie laitière de la province de Québec en 1882. Létourneau, *op. cit.*, p. 199.

¹²² *La Concorde*, 6 septembre 1882, p. 2.

¹²³ Perron, *loc. cit.*, p. 119.

¹²⁴ *Le Trifluvien*, 26 décembre 1891, p. 2. Il est beaucoup question des nouvelles fromageries dans les journaux durant la décennie 1890-1900, surtout en 1894-1895; une page de chaque livraison du *Trifluvien* est consacrée aux innovations dans l'industrie laitière et l'agriculture en général.

plus tôt¹²⁵. Le clergé se fait le promoteur de ces initiatives progressistes et n'y voit pas que des avantages matériels : « Nous avons commencé nos catéchismes [...] et nous sommes à organiser une compagnie pour faire du fromage : choses assez disparates. Ici, tout marche ensemble, le spirituel et le temporel; avec celui-ci on atteint celui-là, en avant [...] », écrit le curé de Saint-Boniface en 1888¹²⁶. Quatre ans plus tard, l'abbé Bellemare note avec satisfaction que :

notre but était d'aider à l'amélioration de la culture [...] et c'est par la fromagerie que nous avons réussi [...] Le fromage payant bien, l'habitant élèvera des animaux; ces animaux pour donner du profit seront bien nourris [...] ils donneront une grande quantité qui, répandus sur les terres en doubleront la valeur en dix ans¹²⁷.

Il juge cette industrie si importante qu'il compte sur elle pour enrayer l'émigration vers les États-Unis¹²⁸. Pour sa part, Léon Gérin attire l'attention sur le rôle du mouvement des coopératives de beurre et de fromage dans l'adoption de méthodes de cultures rationnelles et l'élévation du niveau d'instruction des agriculteurs à cause des « habitudes de précision et [des] calculs qui en sont inséparables¹²⁹ ».

Par ailleurs, le coopératisme dans le secteur de la production laitière a facilité un regroupement en Mauricie dont la promotion s'est appuyée sur un discours identitaire régional. Le député de Trois-Rivières et celui de Champlain, des échevins, des gérants de banques et des marchands fondent en décembre 1904 l'Association de la halle au beurre et fromage des Trois-Rivières « dans le but d'établir un marché de beurre et de

¹²⁵ Deschênes, *loc. cit.*, p. 543. Le curé Charles Bellemare, de Saint-Boniface, écrit à son correspondant français en 1892 que le Syndicat de la Baie-du-Febvre a vendu et exporté du 15 avril au 15 novembre de la même année plus de 2 000 000 de livres de fromage d'une valeur dépassant 250 000 \$. Le Syndicat regroupait alors une quarantaine de fromageries. Nadine-Josette Chaline, René Hardy et Jean Roy, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal et Rouen, Boréal et Publications de l'Université de Rouen, 1987, p. 163.

¹²⁶ Lettre du 27 mai 1888 à Vital Bellemare reproduite dans Chaline, Hardy et Roy, *op. cit.*, p. 106.

¹²⁷ Lettre du 12 août 1892 à Vital Bellemare, *ibid.*, p. 161.

¹²⁸ Lettre du 9 décembre 1892 à Vital Bellemare, *ibid.*, p. 163.

¹²⁹ Léon Gérin, *Le type économique et social...*, p. 100.

fromage¹³⁰ ». Un éditorial du *Trifluvien* énumère les avantages de la halle en soulignant qu'il existe plus de 250 fabriques dans le district. Le système existe déjà à Sherbrooke et Saint-Hyacinthe et dorénavant, il ne sera plus besoin d'aller à Montréal, « les intérêts de notre région et son progrès étant ainsi mieux servis¹³¹ ». Cette entreprise « a été reçue favorablement par tous ceux qui ont à cœur l'avenir de notre ville et son développement comme centre d'affaires de tout le district », avance-t-on dans l'éditorial du 19 décembre 1905¹³². La halle semble connaître beaucoup de succès en 1906 et en 1907; ses dirigeants sont reçus à un banquet où l'on discute de la nécessité d'une chambre froide¹³³. La halle ferme ses portes peu après, probablement en 1908¹³⁴, pour des raisons qui demeurent obscures, peut-être à cause d'un volume insuffisant de transactions. Le choix de Nicolet comme emplacement résulte sans aucun doute de la plus forte concentration des producteurs sur la rive sud; il paraissait plus pratique de faire construire un entrepôt frigorifique à cet endroit¹³⁵. La fondation en 1910 de la Coopérative des fromages qui répondait mieux aux transformations du marché a probablement joué car les halles au beurre et fromage ne font plus parler d'elles après cette année¹³⁶.

¹³⁰ *Le Trifluvien*, 23 décembre 1904, p. 6. L'assemblée du 4 avril suivant est consacrée à la classification des fromages. P.-A. Gouin, vice-président, dirige le débat. (*Le Trifluvien*, 7 avril 1905, p. 5.)

¹³¹ *Le Trifluvien*, 2 mai 1905, p. 4. Huit acheteurs se présentent lors de la première transaction; les ventes augmentent considérablement en juillet et on souhaite l'agrandissement du port et la construction d'entrepôts frigorifiques afin d'aider l'exportation. *Le Trifluvien*, 23 mai 1905, p. 1, 1^{er} août 1905, p. 4, 19 décembre 1905, p. 1. En décembre, les opérations totalisent une valeur de 124 828 \$.

¹³² *Le Trifluvien*, 19 décembre 1905, p. 4.

¹³³ *Le Trifluvien*, 20 novembre 1906, p. 1. Le rapport annuel de la Chambre de commerce pour 1905-1906 détaille les statistiques des transactions : 231 000 livres de beurre offertes en vente et 167 446 vendues pour 48 419 \$; 700 000 livres de fromage offertes en vente et 536 650 vendues pour 59 251 \$. (*Le Trifluvien*, 5 avril 1907, p. 4.)

¹³⁴ *Le Nouveau Trois-Rivières* annonce l'ouverture d'une halle au beurre et fromage à Nicolet avec le commentaire suivant : « Trois-Rivières avait déjà ce marché. Pourquoi n'a-t-on pas réussi à le garder ? », (15 avril 1909, p. 4).

¹³⁵ En 1921, la Coopérative des fromages ne regroupe qu'une coopérative et 631 membres sur la rive nord alors que 24 coopératives et associations regroupant 1 598 membres existent dans le diocèse de Nicolet. Beauchamp, *loc. cit.*, p. 352-353.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 349. La qualité des produits laitiers laissait à désirer et, dès 1897, Edouard Barnard jugeait qu'il devrait y avoir un tiers de moins de fromageries et de beurreries (Perron, *loc. cit.*,

L'ouverture en 1896 de la première foire agricole annuelle à Trois-Rivières est l'occasion, elle aussi, de l'expression vigoureuse d'une territorialité fondée sur la centralité trifluvienne. Le milieu d'affaires trifluvien a vu dans « l'exposition de la Vallée du Saint-Laurent » un facteur de la croissance économique régionale et l'expansion de la zone d'influence de Trois-Rivières. Les discussions ayant précédé l'inauguration de la première foire sont éloquentes à cet égard. Selon le vœu exprimé lors d'assemblées publiques tenues à la fin de 1895, un comité spécial est créé afin d'implanter une association agricole du district de Trois-Rivières dont le mandat sera d'organiser une « exposition » régionale¹³⁷.

À l'occasion de l'assemblée de décembre 1895, le maire Panneton affirme nettement le caractère de Trois-Rivières comme pôle régional :

Nous devrions avoir une exposition ici quand ce ne serait que pour montrer les ressources et l'influence de Trois-Rivières et de la région environnante et y attirer les étrangers. Berthier veut se rapprocher de nous pour marcher ensemble dans la voie du progrès. Nos communications sans pareilles s'y prêtent admirablement. Au nord, au sud, vers l'est et vers l'ouest, nous avons des chemins de fer et des communications fluviales¹³⁸.

D'autres assemblées se tiennent à Nicolet, Champlain et Sainte-Geneviève; *Le Trifluvien* appuie le mouvement sans réserves¹³⁹. L'« exposition » accueille ses premiers visiteurs le 16 septembre 1896 sur le coteau Saint-Louis. Aux dires des

p. 124). La croissance rapide de la production du beurre allait de pair, à partir de 1905, avec la décroissance de celle du fromage (*ibid.*, p. 123).

¹³⁷ Mille personnes se présentent à l'assemblée du 24 novembre convoquée par le maire Philippe-Elisée Panneton. Le maire, les échevins et les principaux marchands, comme le président de l'Association des bouchers, Napoléon Charbonneau, font partie du comité spécial. L'assemblée du 20 décembre regroupe 1 500 personnes venues de divers coins de la région comme Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé et Saint-Grégoire. M^{gr} Gravel et M^{gr} Laflèche appuient officiellement le projet. On notera que les gens d'Arthabaska et de Victoriaville qui avaient été invités ne se sont pas présentés. *Le Trifluvien*, 26 et 29 novembre 1895, p. 2; 24 décembre 1895, p. 2.

¹³⁸ *Le Trifluvien*, 24 décembre 1895, p. 2.

¹³⁹ On y discute et on finit pas adopter le principe que les comtés de Nicolet et de Champlain se joindront à la foire trifluvienne. *Le Trifluvien*, 4 février 1896, p. 3; 25 février 1896, p. 3; 13 mars 1896, p. 3; 17 mars 1896, p. 2.

médias, le succès est instantané, les foules accourent et l'enthousiasme est général. L.-U.-A. Genest, greffier au palais de justice, écrit une longue lettre au *Trifluvien* exprimant sa chaleureuse approbation. Il constate que : « dans la ville des Trois-Rivières, et dans tout notre district, nous avons des industriels, des hommes et des femmes de génie [*sic*] et d'entreprise qui luttent avec avantage [...] avec les autres parties de la puissance du Canada¹⁴⁰ ».

Les articles du *Trifluvien* reprennent en substance le même genre de propos¹⁴¹. L'expérience est renouvelée l'année suivante et le journal local reproduit avec fierté l'article d'Ulric Barthe dans *La Semaine commerciale*¹⁴². On dénombre 600 exposants, soit presque le double de 1896. Lors de l'inauguration, Panneton explique que les buts visés sont de concentrer les forces agricoles et commerciales de la vallée du Saint-Laurent à Trois-Rivières et de faire connaître la ville à l'étranger; « elle peut progresser même si elle se situe entre Montréal et Québec », ajoute Panneton¹⁴³. En 1898, on caresse le rêve de faire de la foire annuelle une exposition d'envergure provinciale¹⁴⁴,

¹⁴⁰ Genest décrit en détail les stands et les produits agricoles exposés (*Le Trifluvien*, 25 septembre 1896, p. 3). Laurent-Ubalde-Archibald Genest (1828-1907) est greffier de la paix de 1856 à son décès; il était le frère de Charles-Borromée Genest, député, et le grand-père paternel de Maurice Duplessis. Criminaliste éminent, il était l'ami intime de Louis-Hyppolyte La Fontaine et faisait partie de sociétés littéraires et historiques. Il aimait diffuser ses idées souvent originales dans les journaux. Sur Genest, voir également René Hardy, « Le greffier de la paix et le curé : à propos de l'influence du clergé paroissial en Mauricie », dans Collectif, « Les dynamismes culturels en France et au Québec », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 95, 1988, n° 4, p. 447-463. Voir aussi *Le Trifluvien*, 17 septembre 1907, p. 1; *Le Nouvelliste*, 7 février 1976, p. 13.

¹⁴¹ Notamment le 22 septembre 1896, p. 2 où il reproduit la lettre d'un « visiteur » : « Les Trifluviens ont montré dans cette affaire une vigueur d'initiative, une intelligence d'organisation, un tact et une délicatesse qui ont assuré à la manifestation [un] brillant succès. »

¹⁴² *Le Trifluvien*, 31 août 1897, p. 2. Il existe même un *Journal de l'exposition* publié par J.-B. Meilleur-Barthe paraissant tous les jours où l'exposition est ouverte aux visiteurs.

¹⁴³ Philippe-Elisée Panneton n'est plus maire de la ville mais il demeure le président de l'Association agricole. Le maire Richard-Stanislas Cooke répond que l'avenir de Trois-Rivières réside également dans le tout nouvel essor industriel à Shawinigan et à Grand-Mère. *Le Trifluvien*, 7 septembre 1897, p. 5. L.-U.-A. Genest écrit encore une lettre au président de la « Grande Exposition canadienne de la Vallée du Saint-Laurent » dans laquelle il décrit les éléments exposés comme il l'avait fait un an plus tôt et rapporte les propos d'un agriculteur de Champlain qui avait visité l'Europe et affirmait que « nous surpassons de beaucoup les vieux pays ». *Le Trifluvien*, 21 septembre 1897, p. 3.

¹⁴⁴ Lors de l'assemblée de février tenue à l'hôtel de ville trifluvien et rassemblant les députés et les présidents d'associations agricoles des comtés de la région. *Le Trifluvien*, 11 février 1898, p. 3.

mais ce souhait ne deviendra jamais réalité. À la longue, on cherchera à lui conférer un « cachet bien mauricien », comme l'écrit *Le Bien Public* en 1949¹⁴⁵.

Cette foire agricole a constitué un facteur important de la prise de conscience régionale et a renforcé Trois-Rivières comme pôle économique entre les deux grands centres de la province. Les ambitions visaient plus loin que la région, tout comme un autre projet qui a mobilisé le milieu d'affaires local, celui des abattoirs nationaux.

On donne le coup d'envoi en 1889 quand Eugène Prosper Bender propose au conseil municipal trifluvien de construire de grands abattoirs d'une valeur d'au moins 100 000 \$ et s'engage à créer 300 à 400 emplois moyennant l'aide de la ville¹⁴⁶. Le promoteur prévoit que le bétail venant de l'Ouest canadien et américain à destination de l'Europe sera parqué à proximité de deux abattoirs; la viande serait acheminée vers l'Angleterre par le port local. Des journaux anglophones critiquent le choix de Trois-Rivières et mettent en doute le sérieux du projet Bender¹⁴⁷; la feuille libérale locale, *La Paix*, émet des réticences à son tour¹⁴⁸. Néanmoins, *Le Journal des Trois-Rivières*, le Conseil municipal, la Chambre de commerce et les deux députés, le fédéral et le

¹⁴⁵ 25 août 1949, p. 1.

¹⁴⁶ Le promoteur demande 100 acres près de la Commune et une subvention de 18 000 \$. *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 mai 1889, p. 3. Quelques mois plus tard il télégraphie de Londres qu'il ne manque que la certitude d'avoir une exemption de taxes pour la réalisation de son projet. *Le Journal des Trois-Rivières*, 12 août 1889, p. 2. Le conseil municipal reçoit « des communications de capitalistes anglais au sujet de l'entreprise ». *Le Journal des Trois-Rivières*, 23 septembre 1889, p. 2. Le projet reçoit l'appui de la Chambre de commerce par la voix de son secrétaire Georges Balcer. Ce dernier avait proposé l'expédition de bétail vivant vers l'Angleterre en tirant profit de la proximité du port, du chemin de fer et des champs de foin et d'avoine de la Commune et de la Banlieue; voir Georges Balcer, *The City of Three Rivers as a Sea-Port and her Net-Work of Railroads*, Trois-Rivières, Imprimerie du Journal des Trois-Rivières, 1880, p. 64-66.

¹⁴⁷ *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 janvier 1890, p. 2; *Le Trifluvien*, 15 janvier 1890, p. 3, 2 avril 1890, p. 3. *La Gazette* et le *Star* sont les journaux mentionnés par la presse locale.

¹⁴⁸ *La Paix* écrit que le prospectus de la compagnie est remis en question par des actionnaires anglais (7 mars 1890, p. 2). *La Paix* avait trouvé en Téléphore-Eusèbe Normand, député conservateur de Trois-Rivières à la législative provinciale, sa tête de Turc favorite et lui reprochait de ne pas avoir réalisé sa promesse d'abattoirs. (Voir notamment 9 août 1890, p. 2 et 30 septembre 1890, p. 3.) Sur le prospectus et l'appui de la Chambre de commerce, voir 14 mars 1890, p. 2.

provincial, appuient la construction des abattoirs; pour sa part, Bender rencontre MacDonald¹⁴⁹. De son côté, *La Paix* exige une enquête à cause de malversations présumées et, de surcroît, des difficultés surgissent à propos de l'approvisionnement en bétail¹⁵⁰.

Le maire Télesphore-Eusèbe Normand écrit au ministre fédéral de l'agriculture qu'il appuie le projet car « c'est simplement une question pour nous de prendre une part du trafic immense qui, jusqu'à ce jour, a été complètement et exclusivement pratiqué pour le bénéfice des États-Unis¹⁵¹ ». Des rumeurs de liquidation circulent mais le conseil de ville renouvelle la résolution accordant de l'aide au projet en janvier 1891; deux échevins s'y opposent¹⁵². Sir Hector-Louis Langevin proclame le mois suivant que le projet « ne fait plus de doute » même si le président de l'Association des exportateurs canadiens est contre¹⁵³.

Le projet d'abattoirs de Bender ne fait plus parler de lui par après, mais *Le Trifluvien* fait état d'un second projet à partir de septembre 1891. Son rédacteur précise que l'agriculture, et principalement l'élevage, bénéficiera du projet de l'International

¹⁴⁹ Le conseil adopte le 3 janvier 1890 un règlement accordant au promoteur 100 acres de terrain et une exemption de taxes de 99 ans à condition que 100 emplois soient créés et que les abattoirs soient reconstruits dans les deux ans si un incendie les détruisait. *Le Journal des Trois-Rivières*, 18 janvier 1890, p. 3, 10 février 1890, p. 2. P.-B. Vanasse, président de la Chambre de commerce, signe une lettre datée du 20 février contre la campagne s'opposant à la construction. (*Le Journal des Trois-Rivières*, 3 mars 1890, p. 2; 13 mars 1890, p. 2.)

¹⁵⁰ *La Paix* signale le fait que les directeurs auraient distrait 200 000 \$ du capital payé de 750 000 \$. (Cf. *Le Journal des Trois-Rivières*, 10 mars 1890, p. 2.) Ottawa refuse d'accorder la permission d'importer du bétail américain (*Le Journal des Trois-Rivières*, 14 avril 1890, p. 2; 17 avril 1890, p. 2) malgré la requête exprimée par la délégation trifluvienne envoyée à Ottawa en mars (*Le Journal des Trois-Rivières*, 24 mars 1890, p. 2). Le maire, les échevins et le secrétaire de la Chambre de commerce composaient la délégation.

¹⁵¹ Lettre du 27 mars 1890 à l'honorable John Carling reproduite dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 17 avril 1890, p. 2.

¹⁵² *Le Trifluvien*, 4 mai 1890, p. 3, 14 janvier 1891, p. 2, 12 septembre 1891, p. 2, 3.

¹⁵³ *Le Trifluvien*, 26 février 1891, p. 2; *Le Journal des Trois-Rivières*, 15 janvier 1891, p. 1 et 26 janvier 1891, p. 1.

Abattoir Co. et entraînera l'ouverture de plusieurs manufactures¹⁵⁴. Il n'est pas donné suite à l'entreprise mais un troisième projet fait surface en mars 1895. Une résolution du conseil municipal accordant 200 acres dans la Commune et une exemption de taxes de 35 ans est approuvée par les contribuables; les travaux prévus ne sont pas exécutés et l'entreprise échoue elle aussi¹⁵⁵. Des abattoirs sont finalement construits en 1900 mais leur envergure est d'ordre régional¹⁵⁶.

Les proportions des projets de 1890, 1891 et 1895 démontrent l'ampleur de vision des notables trifluviens du Conseil municipal et de la Chambre de commerce. Ils accordent aux projets d'abattoirs un appui qui se base sur la conviction que Trois-Rivières doit et est en mesure de se tailler une place dans l'économie nord-américaine en devenant un nœud de transit et de transformation. Concurrencée par Montréal et Toronto, elle ne fait pas le poids malgré le support que recueillent les promoteurs auprès de quelques politiciens ou de certains milieux de Londres. C'est une entreprise aux visées plus réalistes qui voit finalement le jour dans une perspective de centralisation régionale. Le développement du secteur agricole mauricien constituait l'un

¹⁵⁴ *Le Trifluvien*, 16 septembre 1891, p. 2. Les détails du projet sont présentés dans l'article : aménagement d'enclos et de hangars; construction d'abattoirs, de chambres froides, d'une conserverie et de manufactures de produits dérivés (saucisson, colle, huile, boutons et peignes en corne), suif, savon et engrais. La capacité quotidienne des abattoirs serait de 700 à 1 200 bestiaux (y compris les veaux), 1 000 à 2 000 moutons et 1 000 à 2 000 cochons. T.-E. Normand est l'un des requérants pour les lettres patentes dans *La Gazette du Canada. Le Trifluvien*, 30 septembre 1891, p. 2.

¹⁵⁵ Le maire use de son vote prépondérant au Conseil municipal et le règlement est adopté par 339 voix contre 73 lors du référendum tenu à cet effet. Le cercle agricole de Saint-Grégoire et *L'Écho des Bois-Francs* donnent leur appui. *Le Trifluvien*, 22 mars 1895, p. 3; 29 mars 1895, p. 2; 5 avril 1895, p. 2; 12 avril 1895, p. 3; 19 avril 1895, p. 2; 3 mai 1895, p. 2; 10 mai 1895, p. 2; 19 novembre 1895, p. 2; 26 novembre 1895, p. 3.

¹⁵⁶ Napoléon Charbonneau, président de l'Association des bouchers, son frère Albert et Isaïe Dufresne font une demande au conseil municipal en décembre 1898 et nient qu'ils veulent empêcher les cultivateurs de venir vendre leur viande au marché (*Le Trifluvien*, 30 décembre 1898, p. 3, 31 janvier 1899, p. 3, 28 février 1899, p. 2). Une résolution du conseil municipal leur accorde un terrain dans la commune pour 99 ans et une exemption de taxes de 10 ans (*Le Trifluvien*, 5 janvier 1900, p. 3). La Compagnie des abattoirs des Trois-Rivières cesse son exploitation en 1906 (*Le Trifluvien*, 14 septembre 1906, p. 4).

des arguments majeurs de ces propositions comme il le sera pour le projet d'une raffinerie de betterave à sucre en 1916.

Edouard Barnard était revenu d'Europe en 1873 avec l'idée d'implanter la culture de la betterave à sucre dans la province. Son rapport intitulé « Du sucre de betterave et de sa production économique dans la province de Québec » fut publié dans les journaux trifluviens¹⁵⁷. Une des raffineries ouvertes en 1880 est localisée à Berthier¹⁵⁸; elle cesse sa production en 1889 après plusieurs déboires et les reprend quatre ans plus tard sous une nouvelle direction; *Le Trifluvien* signale en 1895 que des cultivateurs de Pointe-du-Lac cultivent la betterave pour l'usine de Berthier¹⁵⁹. Une vaste entreprise de raffinerie de betterave à sucre est promue par le commissaire industriel de Trois-Rivières durant la Première Guerre mondiale dans les journaux trifluviens¹⁶⁰. On prévoit que l'usine de la Dominion Sugar, dont le coût de construction est évalué à 1 200 000 \$, traitera 1 500 tonnes de betterave par jour. Dans son éditorial, Joseph Barnard souligne que le raffinage du sucre constitue l'une des industries « les plus rémunératrices et les plus stables »; il avance que la betterave est plus riche en sucre sous un climat froid comme au Québec. Barnard ajoute enfin que

¹⁵⁷ Le document publié dans les *Documents de la session* (1877) n° 4, Appendice 2, p. 67-78, paraît dans *Le Constitutionnel* du 2 au 6 septembre 1877 et dans *Le Journal des Trois-Rivières* du 9 au 19 septembre de la même année. Barnard avait visité la France, la Belgique et l'Allemagne afin d'examiner les possibilités de cette culture pour le Québec. Voir Marc A. Perron, *Un grand éducateur agricole : Edouard-A. Barnard 1835-1898*, p. 110-116. Barnard avait précisé que des sous-produits peuvent enrichir le sol et qu'un revenu intéressant est prévisible pour les cultivateurs.

¹⁵⁸ Elle est exploitée par l'Union sucrière du Canada dont 90 % du capital est souscrit en France. Magella Quinn, « Les capitaux français et le Québec, 1855-1900 », *RHAF*, vol. 24, n° 4, 1971, p. 557-560.

¹⁵⁹ 26 mars 1895, p. 3 (voir la lettre d'un « cultivateur », 22 mars 1895, p. 3). Deux ans plus tôt, soit en 1893, près de 10 000 tonnes de betteraves sont transformées à Berthier, la plus grande partie des récoltes provenant de plusieurs paroisses localisées au pourtour du lac Saint-Pierre, surtout sur la rive nord. Pour sa part, le gouvernement cesse son aide en 1895 et la culture de la betterave décline rapidement à partir de ce moment. Jocelyn Morneau, communication personnelle.

¹⁶⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 21 et 28 juillet 1916, p. 1; *Le Bien Public*, 20, 27 juillet et 3 août 1916, p. 1; *Le Courrier*, 21 et 28 juillet 1916, p. 1; 11 août 1916, p. 1.

la perspective pour les cultivateurs de réaliser un profit de 60 \$ l'acre et de fertiliser leur sol leur commande d'appuyer le projet¹⁶¹.

L'usine ne sera jamais construite mais nous croyons que le vif intérêt porté à ce secteur agro-industriel ne s'est pas limité à vouloir faire de Trois-Rivières un pôle économique régional ou provincial. Il semble qu'on ait recherché une forme d'intégration entre l'agriculture et l'industrie en moussant des initiatives permettant à la fois d'accroître la production agricole et de créer des emplois industriels en attirant des entreprises de transformation. L'idée d'une structure économique « équilibrée » entre la ferme et l'usine, entre ville et campagne, se serait ainsi traduite dans la réalité.

6. L'exploitation forestière

La forêt est l'objet d'une exploitation constante depuis le Régime français en Mauricie. Toutefois, ce n'est qu'à partir de 1825 environ qu'elle s'ouvre à une exploitation intensive sous la poussée de la demande du marché britannique¹⁶²; des activités de sciage se développent notamment à proximité de la rivière du Loup et de la rivière Batiscan. La pénétration de la zone du Saint-Maurice devient possible à grande échelle quand l'obstacle constitué par le monopole des Forges de Saint-Maurice est levé sous les pressions locales et la détermination du gouvernement.

Les travaux d'exploration et d'arpentage révèlent l'abondance des essences commerciales; le rapport de John Bignell, qui avait exploré la Haute-Mauricie, est

¹⁶¹ *Le Bien Public*, 31 août 1916, p. 1. Barnard propose même d'importer de la canne à sucre afin d'approvisionner l'usine trifluvienne. Le commissaire Shea rédige lui aussi des textes favorables à cette implantation.

¹⁶² René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie...*, p. 23-31.

publié en 1850 et donne l'impulsion au mouvement qui mène à l'aménagement du Saint-Maurice pour le flottage du bois¹⁶³. La presse locale attire l'attention sur l'importance des travaux de Bignell pour le progrès du district et réclame la construction de glissoires et d'estacades afin de hâter l'expansion du commerce du bois; des assemblées publiques se tiennent, un comité est formé et une requête est envoyée à la législature demandant l'aide gouvernementale. *Le Journal des Trois-Rivières* écrit le 1^{er} mars 1851 que « si le Saint-Maurice se déchargeait à Montréal ou à Québec, ce serait fait depuis longtemps »; toutefois, déplore-t-on également, cette rivière « a le désavantage de borner d'un côté l'une des plus anciennes mais aussi la plus apathique des villes du Canada ». Peut-être fouettés par cette réprimande, les Trifluviens exercent des pressions et le gouvernement s'exécute¹⁶⁴. Les travaux débutent l'année suivante à la satisfaction générale. À partir de ce moment, l'aménagement de la rivière, l'ouverture de chemins, le commerce du bois, l'agriculture et l'exploitation touristique des chutes Shawinigan forment l'assise d'une nouvelle prospérité régionale, comme le note un rédacteur local à la fin 1852, et « le tout sera d'un avantage inappréciable à la ville des Trois-Rivières si longtemps demeurée dans un état de stagnation complet [*sic*]¹⁶⁵ ».

La contribution que peut apporter l'exploitation des ressources ligneuses à la colonisation est un thème présent dans plusieurs documents officiels. « The lumberman is the best pioneer of the settler : the supplies which the requirements of the one demand are the most potent agency in drawing the other after him », affirme

¹⁶³ JALPC 1850, Appendice n° 2 (WW). Voir *ibid.*, p. 14-15.

¹⁶⁴ *La Gazette des Trois-Rivières*, 3 juillet 1847, p. 2; *Le Journal des Trois-Rivières*, 1, 15 et 22 mars, 12 et 19 avril, 3, 10 et 31 mai 1851. « Ces slides peuvent être considérées comme une amélioration provinciale plutôt que locale », lit-on le 31 août 1850, p. 2. Dans sa lettre du 12 août 1852, Oliver Wells, arpenteur, évalue à £ 8 000 le revenu annuel que le gouvernement pourrait retirer de l'exploitation du bois du district de Saint-Maurice. JALPC 1852-1853, Appendice 7 (JJJ) p. [7]. La teneur de son rapport de même que le fait que J.-Edouard Turcotte, maire de Trois-Rivières, était député de Saint-Maurice ont probablement contribué à la rapidité avec laquelle le gouvernement s'est engagé.

¹⁶⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 11 décembre 1852, p. 2.

Thomas Boutillier dans son rapport de 1857¹⁶⁶. A. J. Russell va plus loin en écrivant que :

le rétablissement du commerce du bois sur le St. Maurice est essentiel non seulement au progrès de la colonisation, à la prospérité de Trois-Rivières et de la contrée avoisinante qui en profiteront par la demande des produits agricoles qu'il créera et par l'argent qu'il répandra mais il contribuera aussi à consolider la colonisation du Bas-Canada, sur le côté nord du St. Laurent¹⁶⁷.

De son côté, le milieu d'affaires trifluvien est très conscient des avantages procurés par le commerce du bois. Dans une lettre signée par « the more influential portion of our community » et parue dans *Le Journal des Trois-Rivières*, on peut lire que : « settlement would advance into the interior, and the crowded population along the shores of the St. Lawrence, from Berthier to Quebec, would find ready and remunerative employment. [...] Behind us lies a region [...] covered with almost boundless forests of the finest timber¹⁶⁸ ».

À l'Assemblée législative, J.-Edouard Turcotte, député de Maskinongé depuis 1854, demande l'aide de l'État pour un chemin de fer afin de soutenir le commerce de bois « dont les proportions sont incalculables¹⁶⁹ ». L'appui local est très fort, néanmoins la presse locale s'oppose au privilège demandé par les concessionnaires forestiers pour une réduction du droit de coupe¹⁷⁰. Par ailleurs, l'expansion du commerce du bois est prônée contre la crise économique qui sévit en 1856 et un

¹⁶⁶ JALPC 1857, Appendice 25.

¹⁶⁷ Lettre de A. J. Russell au commissaire des Terres de la Couronne, mars 1859, dans JALPC 1863, Appendice 8. Russell faisait allusion à la crise de 1857 qui avait affecté le commerce du bois.

¹⁶⁸ *Le Journal des Trois-Rivières*, 26 mars 1853, p. 1-2.

¹⁶⁹ Allocution prononcée le 28 février et rapportée par *L'Ère Nouvelle*, 5 mars 1855, p. 2.

¹⁷⁰ *L'Ère Nouvelle*, 13 septembre 1855, p. 2. « Ce serait du favoritisme et un monopole dangereux, le retour où Trois-Rivières a été si longtemps agonisant [*sic*] dans le bras de l'inertie. » Voir René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 33-37 sur les problèmes amenés par le mode des concessions forestières de même que *L'Ère Nouvelle*, 5 septembre 1859, p. 2.

candidat à l'élection de 1857 promet l'ouverture de chemins afin de la favoriser¹⁷¹. On craint un moment que la construction d'un chemin de fer des Piles vers Québec n'enlève le commerce de bois à Trois-Rivières¹⁷². Une controverse naît en 1860 dans *l'Inquirer* à propos du « monopole » exercé par les grands entrepreneurs forestiers. Un lecteur qui signe « Lumberman » répond à l'article du 18 juillet où l'on déplore que la région « has been kept locked up [...] merely for the purpose of allowing a few individuals to enrich themselves from its forests and, at the same time, ruin the land by rendering it permanently unfit for cultivation¹⁷³ ». L'auteur de la lettre affirme au contraire que « no sooner does the lumber trade commence, than settlement follows in its wake »; il cite la phrase du rapport de Boutillier rapportée précédemment « the lumberman is the best pioneer », etc. Le rédacteur de la feuille anglophone de Trois-Rivières réplique à son tour que l'arpentage et le lotissement des cantons, l'aménagement de voies carrossables convergeant vers le Saint-Maurice et la construction du chemin de fer des Piles seraient en mesure de stimuler la colonisation aussi bien que l'exploitation forestière¹⁷⁴. Malgré les divergences suscitées par cette polémique, on peut affirmer que la presse trifluvienne est consciente de l'importance du commerce du bois dans l'économie du district. Ainsi, pour *La Concorde*, le commerce du bois constitue « l'industrie-mère du district¹⁷⁵ ».

¹⁷¹ *L'Ère Nouvelle*, 3 avril 1856, p. 2; 14 décembre 1857, p. 3.

¹⁷² *L'Écho du Saint-Maurice*, 5 novembre 1858, p. 2.

¹⁷³ *The Inquirer*, 8 août 1860, p. 2. George Baptist pourrait bien en être l'auteur : il était alors le plus puissant des « Barons du Saint-Maurice » et la lettre défend exactement ses intérêts. George Baptist (1808-1875), né en Angleterre, arrive au Bas-Canada en 1832 et à Trois-Rivières en 1846 lorsqu'il acquiert la scierie de la rivière Cachée; il fait construire le moulin à scie des Grès l'année suivante et se fait concéder de vastes territoires pour l'exploitation forestière; l'expansion rapide de son commerce de bois le conduit à ouvrir une autre scierie à l'Île de la Poterie dans l'embouchure du Saint-Maurice. Il jouit de beaucoup de considération comme en témoigne sa nécrologie dans *Le Constitutionnel* (19 mai 1875, p. 2). Voir aussi Georges Massey, « Baptist, George », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. X, 1870-1879, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972, p. 34-36. Il avait été néanmoins facilement défait lors de l'élection de 1862 pour la division Shawenegan du Conseil législatif.

¹⁷⁴ *The Inquirer*, 11 août 1860, p. 2.

¹⁷⁵ 30 août 1882, p. 2. S'exprimant au sujet du progrès de Sainte-Flore, *Le Journal des Trois-Rivières* se réjouit que ses habitants, l'hiver venu, « réalisent de jolis profits avec la coupe des billots » (7 décembre 1869, p. 2). *L'Ère Nouvelle*, *Le Journal des Trois-Rivières*, *l'Inquirer* et *La*

La crise économique de 1873 porte un rude coup au secteur forestier; les prix du bois coupé s'effondrent et l'exploitation de la forêt s'engage dans une série d'années difficiles jusqu'en 1890. L'économie de la Mauricie s'en ressent beaucoup; la presse locale souhaite un redressement. Ainsi, *La Paix* écrit dans le prospectus de son premier numéro :

Le commerce de bois était, autrefois, une source considérable de revenus pour la ville de Trois-Rivières. *La Paix* travaillera de toutes ses forces pour faire renaître cette prospérité des anciens jours. En conciliant l'intérêt des marchands de bois et celui du colon, l'exploitation de nos forêts recevra une solution favorable¹⁷⁶.

L'année 1890 constitue une date-charnière de l'économie forestière régionale. La nouvelle demande provenant du secteur des pâtes et papiers fait de l'épinette l'essence la plus prisée. Or, la forêt mauricienne est en mesure de s'adapter au nouveau débouché¹⁷⁷; de plus, la mise en exploitation d'usines de pâtes et papiers dans la région fournit un marché proche. Le milieu trifluvien n'est pas indifférent à cette prospérité renouvelée. Jacques Bureau, candidat libéral à l'élection provinciale de 1904, en fait un élément de sa propagande¹⁷⁸. « Le développement de la région du Saint-Maurice, celui de l'industrie forestière et l'ère de prospérité dont jouit notre ville ont été les principaux facteurs de progrès », écrit *Le Trifluvien* l'année suivante¹⁷⁹.

Concorde insistent à plusieurs reprises sur le rôle crucial de l'exploitation forestière. Par exemple, *L'Ère Nouvelle*, 7 décembre 1863, p. 2 : « la grande majorité des familles qui composent la population trifluvienne [...] tirent leur subsistance de là ».

¹⁷⁶ *La Paix*, 10 novembre 1887, p. 2. *Le Trifluvien* (6 novembre 1889, p. 3) reprend ces propos et déplore que « des étendues énormes de forêt magnifique restent inexploitées ou à peu près ». Six ans plus tard, le même journal évoque les « forêts inépuisables », 22 octobre 1895, p. 2.

¹⁷⁷ Hardy et Séguin, *op. cit.*, p. 75-77.

¹⁷⁸ Il affirme que, sous les conservateurs (c'est-à-dire avant 1897), un million de billots descendaient le Saint-Maurice et que maintenant il y en a cinq millions. *Le Trifluvien*, qui est un journal conservateur, écrit que Bureau est donc un bon bûcheron et que les électeurs devraient lui laisser le loisir d'en bûcher plus. (25 octobre 1904, p. 1.)

¹⁷⁹ *Le Trifluvien*, 13 janvier 1905, p. 4.

Le cycle favorable dans le domaine du bois se maintient jusque vers 1920; la récession qui suit la guerre atteint l'exploitation forestière moins brutalement en Mauricie qu'ailleurs, mais la crise de 1929 enclenche un autre déclin¹⁸⁰. Un tournant majeur s'effectue dans l'appréciation de l'abondance forestière en Mauricie au moment où les processus de l'industrialisation et de l'urbanisation sont les plus intenses, soit dans la décennie 1910-1920. Les journaux s'attachent à la croissance accélérée et à la prospérité soudaine que vit la région. Désormais, on retrouve les représentations associées au thème de la forêt autant, sinon plus, dans la littérature régionaliste qui promeut la nature inviolée et l'endurance des forestiers que dans le discours de développement régional énoncé par les milieux économiques.

À partir de ce moment, le discours développementiste délaisse les grands projets aménagistes pour se concentrer vers la sauvegarde de la forêt mauricienne menacée par les incendies et le déboisement excessif. En fait, la préoccupation vis-à-vis de l'exploitation abusive du couvert forestier avait débuté dès les années 1860 lorsque le pin blanc devient rare en basse Mauricie et sur les contreforts laurentiens. Les rapports des arpenteurs déplorent les ravages causés par les coupes à blanc et les feux dévastateurs¹⁸¹. La lutte contre le feu s'organise dans la région lorsque les entrepreneurs forestiers forment la St. Maurice Forest Protective Association Ltd. en 1912¹⁸². Les dangers qui menacent la forêt sont l'objet de l'attention de l'abbé Albert Tessier qui écrit en 1934 :

On ne peut se défendre d'une certaine pitié à l'égard de notre forêt. Résistera-t-elle à pareil massacre ? [...] Il faut se soumettre à un certain rythme, maintenir en tout un équilibre sage.

¹⁸⁰ *Idem*, p. 76-78.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 79-85. Voir également René Hardy, « Exploitation forestière et environnement au Québec, 1850-1920 », *Zeitschrift für Kanada-Studien. Umwelt : Perzeption und Realität in Kanada*, 15. Jahrgang Nr. 1 Band 27, 1995, p. 63-79. La bibliographie présente la liste des rapports, p. 216-217. Voir également *Le Nouveau Trois-Rivières*, 17 juin 1909, p. 3.

¹⁸² Un bref historique en est présenté dans *Le Nouvelliste*, 9 décembre 1950, p. 26.

Autrement, nous aurons peut-être à déplorer avant peu d'années la disparition prématurée d'une de nos plus riches et de nos plus abondantes richesses naturelles !¹⁸³

À partir des années trente, l'évocation de la forêt et du mode de vie des chantiers devient un élément de la culture symbolique. Le cinéma, la photographie et la littérature en Mauricie en font l'un des thèmes majeurs de leur production. L'abbé Albert Tessier chante la nature sauvage et vante les vertus de la vie paysanne dans des films documentaires dont la production s'étale principalement durant les années 1930 et 1940. Des intertitres séparent les séquences et témoignent de l'émotion ressentie et du message à transmettre :

La forêt [...], sa rude hostilité aux hommes...
 La forêt qu'il faut conquérir à coups de muscles,
 comme les découvreurs primitifs...

La forêt qui nous réapprend les secrets de la vie simple,
 dépouillée de son automatisme...

Et l'on oublie les agitations dérisoires de la ville...

Les surcivilisés [*sic*] doivent se remettre à l'école
 de la débrouillardise [...] fourbus et heureux,
 vous goûtez l'apaisement total, loin des journaux,
 des téléphones, des haut-parleurs...

[...] il faut protéger la forêt animée, la forêt bienfaisante
 [...] Le spectacle des arbres assassinés par l'incendie étreint le cœur...

La forêt qu'on veut toujours revoir,
 même si elle nous a meurtris ou blessés...¹⁸⁴

Le prêtre-cinéaste trifluvien tourne « La forêt bienfaisante » en 1942-1943. Les intertitres sont éloquents :

¹⁸³ *Le Bien Public*, 31 mai 1934, p. 5. Tessier prononce une conférence sur le même sujet huit ans plus tard. « Abbé Tessier asks public to help save invaluable forest heritage », *St. Maurice Valley Chronicle*, 15 juillet 1943, p. 1.

¹⁸⁴ René Bouchard, *Filmographie d'Albert Tessier*, p. 31-32.

Nous devons aimer la forêt parce qu'elle
évoque le visage primitif de la Patrie...

Elle maintient vivantes et fortes les rivières
qui font tourner les turbines électriques...

La forêt est une richesse vivante qui se
renouvelle sans cesse...¹⁸⁵.

« La grande vie tonifiante de la forêt » est de la même époque :

Il fait bon, de temps à autre, tourner le dos à la
civilisation pour se rapprocher de la nature...

La forêt fraternelle invite à la détente...¹⁸⁶.

En 1938, l'abbé Tessier commence à présenter dans *Le Mauricien* les photos qu'il prend en compagnie du Dr J.-Avila Denoncourt¹⁸⁷. Les albums TAVI paraissent à un rythme serré durant une décennie. Les images de la forêt, des champs en culture et de scènes de la vie rurale sont accompagnées de commentaires lyriques de la même encre que les intertitres des films ou reprennent des textes de divers auteurs.

Ainsi, la forêt mauricienne, assise importante de l'économie régionale, constitue également un réservoir de représentations dans lequel le régionalisme promu par l'abbé Tessier et la littérature locale puisent à pleines mains. Évocation de la nature primitive et inviolée, lieu du courage et de l'endurance des pionniers, rempart contre les bruits modernes, la forêt devient aussi le décor lumineux, calme et coloré d'une paix retrouvée dans les œuvres d'Auguste Panneton, qui choisit le pseudonyme approprié de

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 47.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 49.

¹⁸⁷ Voir par exemple, *Le Mauricien*, dans son numéro de juillet 1937, p. 4-7. À partir de ce moment, des photos TAVI paraissent presque chaque mois et se poursuivent quand *Horizons* prend le relais du *Mauricien* en 1939. Voir également, Albert Tessier, *Souvenirs en vrac*, Sillery, Boréal Express, 1975, p. 195-197. Après *Ouvre tes yeux et regarde* (1938) et *Ton univers* (1941), paraît la série des « Beaux albums Tavi » : I : *Femmes de maison dépareillées* (1942); II : *Notre mère la terre* (1942); III : *La Patrie c'est ça* (1942); IV : *C'est l'aviron qui nous mène* (1945); V : *Fleurs vivantes* (1945); VI et VII : *Pleine floraison* (1946) (textes de Jeanne L'Archevêque-Duguay) et *L'Hymne au travail* (1948) publiée aux Éditions trifluviennes.

Sylvain¹⁸⁸. On retrouve ses descriptions vivantes et lyriques, émaillées d'anecdotes souriantes dans *En flânant dans les portages*, *Mon petit pays* et *Dans le bois*.

La vie des chantiers et le métier de forestier font l'objet d'une série de 17 articles dans *Le Bien Public* de 1926. L'auteur est l'abbé Téléphore Giroux, professeur au séminaire trifluvien, qui use du pseudonyme Pierre Dupin¹⁸⁹. Il rassemble ses textes et les fait paraître dans la collection *Pages trifluviennes* en 1935; le recueil est réédité en 1953¹⁹⁰. L'abbé Giroux porte un jugement d'ensemble sur les « hommes de chantiers » :

L'imprévoyance, c'était bien là la caractéristique de ces grands enfants qui ne songeaient pas à mettre un sou de côté pour les jours mauvais. [...] Avec cela, fiers et enjoués, courageux à la tâche, durs à la peine, hardis dans les dangers, fidèles à leurs « bourgeois », ils formaient un curieux mélange de défauts et de qualités de race où le bon l'emportait de beaucoup sur le mauvais¹⁹¹.

De son côté, Sylvain jette un regard aigu sur les bûcherons dans *Horizons mauriciens* où il s'étend sur leur penchant pour l'alcool et le blasphème; leurs « jurements » font l'objet d'une douce ironie : « ils étaient si imprégnés de catholicisme que les noms des objets du culte leur montaient naturellement du cœur à la

¹⁸⁸ Le Dr Auguste Panneton (1888-1966) est le frère de l'écrivain Ringuet. Il a publié neuf ouvrages aux Éditions du Bien Public, de 1932 à 1965 : *En flânant dans les portages*, *Mon petit pays*, *Dans le bois*, *Le long de la route*, *Au fil de l'eau*, *Horizons mauriciens*, *Pochades*, *La vie médicale au vieux Trois-Rivières* et *Par les chemins qui marchent*; il a rédigé des articles pour *Le Ralliement*, *Le Bien Public* et *Le Mauricien médical*. Voir le numéro du *Mauricien médical* qui lui est consacré (janvier-février-mars 1967).

¹⁸⁹ L'abbé Téléphore Giroux (1872-1939) avait été directeur du *Bien Public* de 1916 à 1918, responsable de la bibliothèque du séminaire de 1920 à 1936 et supérieur du séminaire de 1931 à 1934; il fut créé chanoine en 1933. *Le Bien Public* et *Le Nouvelliste*, 26 janvier 1939.

¹⁹⁰ Le premier article paraît le 14 janvier 1926, p. 5 sous le titre « Le moulin des Américains ». Les 16 autres, signés du pseudonyme Pierre Dupin, s'échelonnent du 18 février au 24 juin et ont pour titre : « Les chantiers du Saint-Maurice vers 1880 ». *Anciens chantiers du Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1935, 131 p.; Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1953, 223 p. avec des textes complémentaires du XIX^e siècle.

¹⁹¹ Page 163 dans l'édition de 1953.

bouche¹⁹² ». Le point de vue de Thomas Boucher, dans *Mauricie d'autrefois*, est exposé avec netteté :

[...] de quoi faut-il le plus s'étonner pendant cette période relativement reculée de l'histoire mauricienne ? Est-ce de la capacité des marchands de bois qui ont exploité nos forêts et nos populations ou de la soumission patiente et du peu d'exigences de notre population ?¹⁹³

Boucher déplore les bas salaires après avoir décrit les divers métiers de la forêt avec minutie. « Les hommes étaient contents et satisfaits de leur sort », avance-t-il néanmoins¹⁹⁴. La conclusion de son chapitre sur les chantiers de la Mauricie se veut conciliante :

Ce sont donc des hommes éclairés, des hommes de progrès qui ont ouvert la Mauricie et qui l'ont exploitée à leur profit. Nous avons fourni les bras; eux, l'intelligence. Ne les boudons pas parce que nous n'avons reçu qu'une part infime du profit. [...] Si la Mauricie est ce qu'elle est devenue aujourd'hui, nous le devons en grande partie à ces pionniers¹⁹⁵.

Ainsi s'est-il constitué un imaginaire de la forêt, non seulement au sein de l'élite locale, mais également dans les couches de la population ayant pris une part directe ou indirecte à ce secteur crucial de l'économie mauricienne. Comme le notent René Hardy et Normand Séguin, l'activité forestière a contribué à la structuration d'un nouvel espace régional. Les entrepreneurs forestiers, les sous-traitants et les exploitants de scieries s'abreuyaient à l'imaginaire de la forêt; de leur côté les travailleurs qui montaient aux chantiers ou s'adonnaient aux tâches saisonnières reliées à ce secteur d'activités peuplaient leurs souvenirs de représentations issues de l'horizon forestier.

¹⁹² *Horizons mauriciens*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1962, p. 125.

¹⁹³ *Mauricie d'autrefois*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1952, p. 66. L'auteur, âgé de 77 ans, a rassemblé ses souvenirs à la requête de l'abbé Tessier. Son père et son oncle avaient travaillé dans les chantiers.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 80.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 81.

7. L'activité sidérurgique

Le secteur de l'extraction et de la transformation du minerai de fer a été présent dans la région de 1733 à 1910. Durant près de deux siècles, la sidérurgie a joué un rôle dans la croissance économique mauricienne dont l'intensité et les modalités ont fluctué avec l'expansion ou la contraction des marchés. Le corpus étudié ici témoigne à sa façon des rêves et des espoirs qui ont suscité des représentations chez les élites. Une brève présentation des entreprises est nécessaire à la compréhension des textes.

Dès le XVII^e siècle, les gisements de fer des marais localisés près de Trois-Rivières sont repérés et analysés¹⁹⁶. Diverses difficultés tels le manque de capitaux, l'absence de main-d'œuvre qualifiée et la politique mercantiliste de la métropole retardent leur exploitation jusqu'en 1734, année de la première coulée aux Forges du Saint-Maurice. Les installations étaient situées à dix kilomètres au nord de Trois-Rivières sur la rive droite du Saint-Maurice. Les Forges sont rattachées au Domaine royal en 1743 après maints déboires dans leur financement et la production de la fonte. À la Conquête, elles passent à l'administration britannique qui en confie la gestion à des entrepreneurs locataires dont le plus fameux a été Matthew Bell. Ce dernier dirige les Forges d'abord en association, puis seul; son règne s'étend au total de 1793 à 1846. L'administration Bell constitue la période faste de l'exploitation des Forges, la demande s'amplifiant depuis le début du siècle¹⁹⁷.

¹⁹⁶ En 1670, l'intendant Talon envoie des échantillons de minerai en France afin de procéder à des essais de fondage. René Hardy, *La sidérurgie dans le monde rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 46.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 46-55. Des forges sont en exploitation à Sainte-Geneviève-de-Batiscan de 1798 à 1814. Des difficultés de tout ordre, incendie, inondations, malversations et manque de capitaux ont raison de l'entreprise. Les Forges de Batiscan ne réussirent jamais à concurrencer celles du Saint-Maurice.

Nous avons évoqué précédemment les efforts du milieu trifluvien qui amenèrent la perte du monopole qu'exerçait Bell sur de vastes terrains. Les Forges changèrent de mains à plusieurs reprises après la privatisation de 1846. Cette époque coïncide avec le développement de nouveaux débouchés pour la sidérurgie notamment dans le secteur de la construction ferroviaire.

La production de roues de wagons débute durant les années 1850¹⁹⁸, mais le poêle demeure la principale production jusqu'à la fermeture provoquée par la récession de 1858. En outre, les Forges subissaient la concurrence de deux établissements de la région fondés depuis peu. Trois entrepreneurs mauriciens s'étaient associés en 1853 afin d'ouvrir les forges Radnor dans la paroisse de Saint-Maurice¹⁹⁹; quatre autres entrepreneurs, des francophones de Trois-Rivières, mettent en marche les forges de l'Islet, trois ans plus tard, à proximité des forges du Saint-Maurice de l'autre côté de la rivière²⁰⁰.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 83. Pour sa part, Balcer note avec fierté que les roues de wagon manufacturées à Trois-Rivières ont remporté un premier prix à l'exposition internationale de Londres en 1851 (*Three Rivers as a Sea-Port...*, p. 40).

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 89-95. Auguste Larue, Joseph-Edouard Turcotte et George Benson Hall, ce dernier exploitant forestier, sont les partenaires de départ des forges Radnor. Larue, resté seul propriétaire, démarre une manufacture de roues de wagon à Trois-Rivières en 1865. Quant aux forges du Saint-Maurice, elles furent relancées en 1863 et orientées vers la production de fonte en gueuse destinée à la fabrication de roues de wagon. La fabrication des fameux poêles est abandonnée en 1873 et celle des haches l'année suivante; la production est orientée désormais à la fonte en gueuse. La crise économique provoque la cessation de l'exploitation en 1877. La relance de 1880 aboutit à la fermeture définitive trois ans plus tard à cause de difficultés financières et de l'absence d'un accès ferroviaire qui faisait des Forges une entreprise non compétitive (René Hardy, *op. cit.*, p. 83-88). On n'a pas donné suite à une proposition de B. Robert concernant la réouverture des forges du Saint-Maurice. Il proposait de ressusciter les forges par l'emploi d'un procédé électrolytique de réduction du minerai des Forges. (*Actualité économique*, décembre 1939, cité par Claude Charbonneau, « Trois-Rivières industriel », thèse de licence en sciences commerciales, Québec, Université Laval, 1942, p. 34.)

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 95-99. Louis et Eugène Dupuis, André et Pierre-Noël Robichon furent les premiers exploitants. Les Forges l'Islet produisaient de la gueuse de fonte principalement pour la fonderie de Louis Dupont et la manufacture de moulins à battre des frères Robichon qui étaient localisées à Trois-Rivières.

Ces deux entreprises s'attirent l'intérêt des journaux locaux. *L'Ère Nouvelle* ne tarit pas d'éloges à l'endroit des forges Radnor et en fait le moteur du développement commercial et agricole de la région²⁰¹. Pour sa part, *l'Inquirer* se penche sur l'importance des ressources en minerais ferreux et non ferreux et soulève la question de la main-d'œuvre et du financement dans un article capital de 1861. Le rédacteur avance que le minerai de fer est d'aussi bonne qualité que celui de Suède ou de Russie et se trouve en quantité quasi inépuisable. Il ajoute que les collines de Shawinigan abondent en graphite; des traces de nickel et de cuivre ont été décelées et de l'or a été trouvé à la rivière Yamachiche. Le rédacteur vante ensuite la population ouvrière ingénieuse, patiente, sobre et industrielle²⁰². Il souligne toutefois « que les intérêts sur les prêts sont ruineux et découragent la création d'entreprises car les banques de Montréal et de Québec ne veulent pas consentir de taux préférentiels. Créer une banque à Trois-Rivières ? Plus facile à dire qu'à faire », conclut le rédacteur de *l'Inquirer*²⁰³.

Des hommes d'affaires trifluviens échafaudent des projets sidérurgiques qui connaissent des fortunes diverses; certains avortent, les autres ont une existence plus ou moins éphémère. En 1867, *Le Journal des Trois-Rivières*²⁰⁴ parle d'un vent de prospérité qui souffle sur la région; il signale que les forges de l'Islet sont en « pleine

²⁰¹ *L'Ère Nouvelle*, 11 octobre 1854, p. 2; 18 octobre 1854, p. 2; 1^{er} septembre 1856, p. 2 où le rédacteur écrit qu'« on est forcé d'admirer l'œuvre de la colonisation et du progrès qui en cette paroisse [Saint-Maurice] a marché à pas de géant ».

²⁰² « They are satisfied with low wages, are respectful for their employers, do not grumble and strike for higher wages. » *The Inquirer*, 19 janvier 1861, p. 2.

²⁰³ Il précise que les taux de 8 % n'attirent pas les investisseurs qui préfèrent spéculer à risque avec des rendements pouvant atteindre 25 %. L'intérêt pour la prospection géologique n'était pas nouveau car *L'Ère Nouvelle* du 10 mars 1856, p. 2 y faisait référence en ces termes : « Les citoyens qui ont à cœur le développement des Trois-Rivières doivent s'empresse de signer [la] requête. » La requête en question portait sur l'exploration géologique du Saint-Maurice.

²⁰⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 25 janvier 1867, p. 2. Quatre ans plus tôt, Auguste Larue et Joseph-Edouard Turcotte s'étaient fait octroyer des droits miniers à Sainte-Geneviève-de-Batiscan afin d'aménager un haut fourneau mais ils ne donnèrent pas suite à leur projet. René Hardy, *op. cit.*, p. 78. L'idée selon laquelle le fer constituerait une ressource de la région est lancée à ce moment dans *La province de Québec et l'immigration européenne* (Québec, Imprimerie de *L'Événement*, 1870, p. 21) : « Le commerce de bois et les inépuisables mines de fer qui avoisinent le St. Maurice fournissent aux colons pauvres les moyens de pourvoir à leur subsistance pendant les premières années de leur établissement. »

opération » et que celles de Radnor manquent de main-d'œuvre. Dans ce contexte, Georges-Alexandre Gouin, entrepreneur forestier de Trois-Rivières, demande des terres au commissaire du gouvernement afin de construire un haut fourneau près du lac à la Tortue. Toutefois, le choix du commissaire favorise Auguste Larue qui avait réclamé les mêmes terrains²⁰⁵.

Que peut-on lire dans *Le Journal des Trois-Rivières* en 1874 ? « Si la colonisation s'étend dans ces régions [la haute vallée du Saint-Maurice], l'exploitation des mines de fer qui y abondent donneront naissance à une multitude d'industries. » Au même moment, le propriétaire des Forges Radnor, G. B. Hall, projette d'ériger un haut fourneau à Gentilly, sur la rive sud, et se propose de fondre le minerai contenu sur les berges du fleuve à Champlain et à Batiscan. Son ambitieux projet ne voit pas le jour²⁰⁶. En revanche, Hyacinthe Grondin réussit à faire construire un haut fourneau à Saint-Boniface en 1878. Toutefois, le titane contenu dans le minerai obstrue le haut fourneau et l'entreprise échoue lamentablement après 18 mois d'activités. René Hardy a relaté comment les ouvriers-actionnaires s'étaient laissé gagner par l'enthousiasme de Grondin qui « avait réussi à faire partager à la population locale son rêve de richesse et de prospérité²⁰⁷ ».

L'« ingénieur des mines » embauché par Grondin afin d'analyser le minerai, ayant parlé d'un gisement « d'une grande pureté et d'une grande richesse », donna naissance à un mythe tenace qui sera développé par la presse trifluvienne : « immense bloc solide de minerai de fer qui s'élève comme une petite montagne. [...] À l'état brut,

²⁰⁵ Larue s'associe ensuite à Charles Bouthillier et le haut fourneau qu'il fait construire non loin du lac à la Truite à Saint-Tite commence à produire en 1870. Deux incendies précipitent la faillite qui survient deux ans plus tard mettant un terme à l'épisode des Forges de Saint-Tite (René Hardy, *op. cit.*, p. 99-103).

²⁰⁶ René Hardy, *op. cit.*, p. 78-79.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 108.

ce minerai donne 75 % de fonte²⁰⁸ ». L'abbé Napoléon Caron diffuse la légende en signalant qu'à « la montagne de l'Oiseau, vous trouverez le minerai [*sic*] de fer en quantité immense [et] de qualité supérieure²⁰⁹ ». Simultanément, un rédacteur du ministère fédéral de l'Agriculture en rajoute dans *La vallée du St-Maurice et les avantages qu'elle offre à l'industrie, au commerce et à la colonisation* :

Shawenegan [Saint-Boniface] possède [...] une curiosité : c'est une montagne de fer compacte, assez haute et volumineuse pour fournir la matière première à tous les fourneaux du Dominion [...] Espérons que l'on trouvera le secret de maîtriser cet opiniâtre et colossal bloc de fer et alors Shawenegan concentrera dans ses beaux vallons tous les hauts fourneaux du Canada²¹⁰.

De la légende, on était passé au délire et comme on pouvait s'y attendre, les journaux s'en font l'écho. Ainsi, *Le Trifluvien* annonce que des fourneaux [*sic*] considérables seront établis à Trois-Rivières pour le minerai de fer et qu'une société belge manufacturant des ponts en fer se propose d'établir une usine qui créerait 400 emplois directs et 400 emplois indirects (boulonnage, etc.)²¹¹. Au mirage sidérurgique s'additionne celui de l'électricité : « le fer titanique n'a pas encore été exploité parce

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 110; *Le Journal des Trois-Rivières*, 1^{er} août 1878, p. 2. *Le Bien Public* annonce 32 ans plus tard qu'une société s'est constituée afin d'exploiter un gisement le long du Saint-Maurice qui contiendrait 80 % de fer. « Il est connu depuis quelque temps », précise l'article (*Le Bien Public*, 12 août 1910, p. 6). En 1949, on lit dans un éditorial intitulé « La découverte de fer à St-Boniface influera sur l'industrie mauricienne » que la compagnie Chavigny Gold Mines extraira 2 millions de tonnes de minerai en 35 ans et que la production de fer, de titane et de vanadium « compensera une certaine diminution de la production du papier et un certain épuisement des forêts du St-Maurice », *Le Nouvelliste*, 12 décembre 1949, p. 2. Chavigny Gold Mines effectue des sondages de surface près de l'ancienne excavation de la Mine Grondin mais les résultats ne donnent pas les résultats espérés et on abandonne les recherches. Jacques Béland, *Région de Shawinigan*, rapport géologique n° 97, Ministère des Richesses naturelles (Québec), 1961, p. 43.

²⁰⁹ Napoléon Caron, *Deux voyages sur le Saint-Maurice*, Trois-Rivières, P.V. Ayotte, [1888], p. 82. Déjà en 1880 Balcer écrivait que « this industry of ours is yet in its infancy, when we consider the immense development of which it is capable » (*Three Rivers as a Sea-port...*, p. 39). Il vante la qualité des haches et des poêles qui sortent des forges du Saint-Maurice, affirme que les forges Radnor sont les plus vastes du district et fabriquent les meilleures roues de wagon qui soient. « The St. Maurice iron is in demand all over the country and, with a renewal of commercial prosperity, we cannot fail to see our iron trade very materially developed », écrit-il en conclusion (*ibid.*, p. 41).

²¹⁰ Gouvernement du Canada, *La vallée du St-Maurice et les avantages qu'elle offre à l'industrie, au commerce et à la colonisation*, Ottawa, département de l'Agriculture, 1887, p. 6.

²¹¹ *Le Trifluvien*, 6 novembre 1889, p. 3. L'ambitieux projet se réduisit à celui de la Cie des conduites d'eau dont il sera question plus loin.

qu'on n'avait pas pu trouvé [*sic*] le secret de le fondre. Mais aujourd'hui l'électricité est venue apporter le secret. » L'auteur de l'article conclut de la façon suivante : « Nous avons ce qu'il nous faut pour faire de Trois-Rivières la ville du fer, comme Sheffield, en Angleterre, est la ville de l'acier, et Waterbury, aux États-Unis, la ville du cuivre²¹². » Notons enfin que l'opinion selon laquelle le fer mauricien est supérieur à tout ce qu'on peut trouver ailleurs dans le monde est soutenu avec vigueur²¹³.

Semblablement, le succès des Forges Radnor, réel celui-là, suscite une admiration parfois outrée. Il y avait un fondement à la fascination nouvelle car des progrès spectaculaires avaient été réalisés. En effet, trois hommes d'affaires de Montréal, Buffalo et Sheffield s'associent sous le nom de Canada Iron Furnace afin d'acquérir les Forges Radnor en 1889²¹⁴. Les nouveaux propriétaires voient grand : ils font de Grandes-Piles un centre de fabrication de charbon de bois, diversifient leurs approvisionnements en minerais et, surtout, modernisent les équipements de production. Un nouveau haut fourneau est inauguré en 1892; sa technologie lui permet de produire une fonte de haute qualité. Ainsi, la croissance des Forges Radnor paraissait assurée.

Jointe à l'expansion de l'usine de pâte de Sainte-Flore, elle était, selon *Le Trifluvien*, en mesure de donner des « avantages immenses » au comté de Champlain. « Il faut en profiter pour y prendre des terres [car], avec l'industrie comme aide, les jeunes colons deviendront bientôt des habitants capables de faire honneur au pays²¹⁵. » Radnor poursuit sa lancée bon an mal an, mais en 1908, la fin approche;

²¹² *Le Trifluvien*, 8 janvier 1890, p. 2.

²¹³ Notamment dans *La Concorde* (4 septembre 1882, p. 2) et *Le Trifluvien*, 8 janvier 1890, p. 2 où on le juge meilleur que les minerais suédois, norvégiens et écossais.

²¹⁴ Nous résumons ici l'exposé de René Hardy, *op. cit.*, p. 129-141. L'achat de 1889 englobait également le village industriel de Fermont, la Fonderie de Trois-Rivières et le quai attenant, de même que la voie de desserte qui reliait Radnor à l'« embranchement » des Piles.

²¹⁵ *Le Trifluvien*, 23 mars 1892, p. 2. Le journal reproduit une lettre intitulée « visite aux Forges Radnor » signée Viator et datée du 10 mars.

après quelques hésitations et espoirs vains, elle ferme définitivement trois ans plus tard. René Hardy explique que Canada Iron Furnace, devenu entre temps Canada Iron Corporation, « avait décidé d'éteindre le haut fourneau n'étant peut-être plus rentable dans la perspective de la restructuration d'une entreprise d'envergure pancanadienne²¹⁶ ». Ainsi se terminait en 1911 l'aventure de la sidérurgie primaire en Mauricie après presque deux siècles de réussites et d'échecs qui ont marqué la société régionale dans sa socioéconomie.

On trouvera ailleurs qu'ici ce qui se rapporte au riche légendaire associé aux Forges du Saint-Maurice car il s'est développé avant la période à l'étude. Notons cependant qu'il est entré dans la littérature écrite au moyen de recueils de contes et légendes dont le genre narratif se situait entre la transcription aussi fidèle que possible et la recreation à partir d'éléments oraux ou purement fictionnels. Ceux de l'abbé Napoléon Caron, de Benjamin Sulte et de Louis Fréchette, parus en 1872, 1890 et 1904 respectivement²¹⁷, font office de pionniers. Leur apparition et leur popularité dénotent que la vie traditionnelle des ouvriers spécialisés autour de la forge était devenue chose du passé. René Hardy note qu'à partir de 1860 l'évolution technologique et l'abandon du secteur de la fonderie a contribué à remplacer cette main-d'œuvre spécialisée par des hommes à tout faire dont la mobilité était plus grande que

²¹⁶ Canada Iron Corporation exploitait désormais cinq mines et cinq hauts fourneaux et fonderies répartis dans sept villes et trois provinces; Radnor et la Fonderie de Drummondville, qui cessa ses activités au même moment, comptaient pour moins de 3 % de la production de la nouvelle société. René Hardy, *op. cit.*, p. 140. La compagnie a réaménagé la Fonderie de Trois-Rivières pour la production de tuyaux de fonte laquelle s'est poursuivie jusqu'en 1982. *Le Nouvelliste*, 13 novembre 1984, p. 3 et 14 novembre 1984, p. 16. Nous reviendrons au chapitre IV sur le rôle joué par Canada Iron Foundry qui avait succédé à Canada Iron Corporation en 1915.

²¹⁷ Minié et Meinier (pseudonymes de Napoléon Caron) dans *L'Opinion publique*, avril et mai 1872; Louis Fréchette dans l'*Almanach du peuple* en 1904. Les deux textes et celui de Sulte ont été rassemblés dans *Contes et légendes des Vieilles Forges*, Trois-Rivières, Éd. du Bien Public, 1954, (coll. « L'Histoire régionale », n° 16). S'y ajoutent des légendes recueillies par Thomas Boucher, un conte de Monique Valois intitulé « Les sabots d'or » et diverses légendes recueillies par Dollard Dubé.

les générations de fondeurs qui se succédaient aux Forges de Saint-Maurice. Ainsi, ajoute-t-il,

il se peut donc que ces journaliers, locataires au village de la compagnie [tel Fermont à Radnor], n'y soit pas demeuré assez longtemps pour créer des traditions familiales et communautaires de travail et ainsi tisser plus solidement avec leur environnement les liens qui auraient été nécessaires pour que se constitue un imaginaire régional du fer et du charbon comme il y en a un de la forêt²¹⁸.

Le monde des forges glisse progressivement dans le passé à partir de 1883, année de la fermeture des Forges de Saint-Maurice, jusqu'en 1911 quand s'éteint pour toujours le haut fourneau de Radnor. Le discours savant s'organise à partir des travaux de Benjamin Sulte, d'Albert Tessier, de Dollard Dubé et de la génération contemporaine des chercheurs de Parcs Canada et des historiens de l'Université du Québec à Trois-Rivières²¹⁹. Les forges mauriciennes sont désormais objets d'étude ou lieux de destination touristique; quant au mythe de la montagne de fer de Shawinigan, il ne fait plus rêver les investisseurs.

8. L'exploitation du gaz naturel

D'autres ressources du sous-sol mauricien ont fait l'objet d'espoirs et de convoitises. Le gaz naturel enfoui sous les basses terres du Saint-Laurent est la principale d'entre elles. Des puits sont forés à Saint-Grégoire en 1885; ils alimentent

²¹⁸ René Hardy, *op. cit.*, p. 242.

²¹⁹ Voir René Hardy et Guy Trépanier, *Bibliographie de la Mauricie*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p. 102-109 et Louise Trottier, *Les forges : historiographie des Forges du Saint-Maurice*, Montréal, Boréal Express et Parcs Canada, 1980, 170 p. Dans les journaux, *Le Bien Public* reproduit du *Droit* d'Ottawa la conférence de Louis-D. Durand à propos des forges du Saint-Maurice sous la domination française prononcée au club littéraire d'Ottawa (4 mars 1926, p. 1, 3). *L'Écho de Saint-Justin* publie une série d'articles en 1933 signés Narrator sur les forges de Batiscan, l'Islet, Drummondville, et *Le Bien Public* consacre un numéro spécial à l'occasion du bicentenaire des Forges du Saint-Maurice le 18 août 1938.

huit maisons la même année. Un article du *Journal des Trois-Rivières* reproduit le rapport d'un ingénieur français qui propose de faire arriver le gaz à Nicolet. Une requête est adressée par la Cie de Pétrole de Saint-Grégoire afin d'acheter un appareil de forage; on fore sans succès en 1889 un puits de faible profondeur au même endroit. À Louiseville, la compagnie de gaz combustible fore quatre puits; on utilise le quatrième pour les bouilloires de la compagnie de l'aqueduc²²⁰. La découverte d'un autre puits à Saint-Grégoire fait dire au rédacteur du *Trifluvien* « que les habitants [...] des environs [le] regardent comme une mine d'or²²¹ ». Les propos relatifs à cette ressource minérale se rattachent à des projets très limités et ne les envisagent jamais dans un contexte global de développement régional.

9. Le commerce des fourrures

Georges Balcer place le commerce des fourrures immédiatement après l'exploitation forestière et l'activité sidérurgique en ordre d'importance. Il en constate néanmoins le déclin qu'il attribue à l'extinction graduelle de la population amérindienne²²², à l'avancée des opérations forestières vers le nord et à la non-observance des lois. Malgré cela, ajoute-t-il, une part importante de la fourrure est

²²⁰ *Le Journal des Trois-Rivières*, 22 avril 1886, p. 2; 17 mai 1886, p. 2; 28 novembre 1887, p. 3; T. H. Clark et Yvon Globensky, *Région de Bécancour et partie nord-est de la région d'Aston*, Rapport géologique n° 165, Québec, ministère des Richesses naturelles, 1976, p. 56 et *Région de Trois-Rivières*, Rapport géologique n° 164, Québec, ministère des Richesses naturelles, 1976, p. 73-74; T. H. Clark, *Région de Yamaska-Aston*, Rapport géologique n° 102, Québec, ministère des Richesses naturelles, 1964, p. 90.

²²¹ *Le Trifluvien*, 4 novembre 1898, p. 3. Canadian Gas & Oil Co., formée en 1905, installe un gazoduc de Louiseville à Trois-Rivières en 1907; l'approvisionnement fit défaut lorsqu'on voulut l'utiliser dans les usines. (Clark et Globensky, *Région de Trois-Rivières...*, p. 74.)

²²² « The gradual extinction of the Indian population », *Three Rivers as a Sea-Port...*, p. 43.

encore exportée aux États-Unis et en Europe par l'entremise de la maison Henri-Mathias Balcer²²³.

Pour ce qui est des Amérindiens, Norman Clermont a traité du phénomène d'acculturation provoqué par la convoitise des Blancs associée aux richesses fauniques et forestières. Il explique que l'aménagement de chemins forestiers, la construction du Transcontinental (1906-1910), le commerce de l'alcool et l'arrivée du tourisme ont fait en sorte que les Amérindiens ont trappé de moins en moins. La présence d'un poste de traite à Weymontachie de 1820 à 1939 a bouleversé le mode de vie traditionnel; le rôle acculturateur des commis-en-chef est d'ailleurs souligné par Clermont. L'aménagement de barrages pour la production hydroélectrique a également perturbé les territoires de chasse²²⁴.

En fin de course, signalons, pour mémoire, les activités rattachées à la pêche commerciale exercée dans le lac Saint-Pierre et le fleuve, notamment en face de Trois-Rivières à Sainte-Angèle. Son rôle marginal explique sans doute le mutisme des énonciateurs du discours de développement à son sujet²²⁵.

*
* *

²²³ Suivent les statistiques de 1870 à 1880 pour les animaux abattus : 247 000 rats musqués, 13 680 martres, 12 800 castors, 12 650 renards roux, 12 400 visons, etc. d'une valeur totale estimée à 300 000 \$. *Ibid.*, p. 44. Les propos et les données de Balcer sont repris à peu près textuellement dans *La vallée du Saint-Maurice et les avantages...*, p. 23. Henri-Mathias Balcer était le frère de Georges.

²²⁴ Norman Clermont, *Ma femme, ma hache et mon couteau croche. Deux siècles d'histoire à Weymontachie*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1977, p. 81-97. L'auteur donne, p. 84, la somme annuelle des prix payés en marchandise à Weymontachie pour la période 1873-1876. Elle traduit éloquemment jusqu'à quel point les Amérindiens étaient exploités.

²²⁵ Pourtant, une étude sur le village des pêcheurs de Sainte-Angèle-de-Laval (Marcel Leclerc, « Un village caractérisé : le Village d'En-Bas », *Le Mauricien médical*, jan.-fév.-mars 1969, p. 51-63, avril-mai-juin 1969, p. 33-48) illustre avec brio l'importance de l'activité pour la communauté locale. L'existence d'un folklore d'une grande richesse qui s'y rattache prouve la solidité de l'enracinement de la vie de pêcheur commercial sur les rives du fleuve.

Ce tour d'horizon des pratiques et des discours en rapport avec les ressources agricoles, sylvicoles et minières met en relief divers aspects des enjeux auxquels les élites étaient confrontées. De plus, il met au jour les stratégies développées et les représentations dans lesquelles les acteurs du développement ont puisé afin de légitimer discours et action. L'épineux problème de l'exode rural a engendré une réaction orientée vers la promotion de la colonisation et la modernisation de l'agriculture. Les élites et particulièrement le clergé ont consolidé leur encadrement de la société régionale en s'engageant fermement dans le développement du coopératisme agricole. Des projets de développement tels les beurreries, les fromageries, la halle au beurre et fromage, les raffineries de betterave et les abattoirs, s'ils n'ont pas remporté tout le succès souhaité, ont néanmoins permis l'expansion d'une conscience collective au plan régional et de désigner avec éclat la cité trifluvienne comme pôle économique et social de la Mauricie. Cette centralité sera confirmée dans le secteur des voies de communications qui est l'objet du prochain chapitre mais déjà, avec les projets développementistes fondés sur les ressources, nous pouvons témoigner de l'expansion de Trois-Rivières, à partir du milieu du XIX^e siècle, en tant que centre intermédiaire entre Montréal et Québec dans l'axe laurentien.

Plusieurs membres du clergé et des professions libérales ont mis à contribution les discours de développement dans leurs stratégies argumentaires en faveur de conservation de la langue, de la foi et des valeurs traditionnelles. Pour sa part, l'idéologie clérico-nationaliste pouvait revêtir des allures progressistes, notamment au sujet de la modernisation de l'agriculture, mais ce faisant, elle contribuait au maintien d'un ordre social qui assurait la reproduction de ses ténors et favorisait leur ascendant sur les collectivités régionales notamment. La variante mauricienne du discours clérico-nationaliste ne nous paraît pas originale par rapport à ce qui s'est produit ailleurs dans la province sauf la référence à des œuvres littéraires ou historiques du cru trifluvien. Ce

genre de recours au discours familial et proche ne constitue qu'une stratégie opportune et très pertinente élaborée par des élites qui demeuraient lucides en agissant de la sorte.

Les propos des élites opposant « la noble profession » de l'agriculteur à la vie misérable et avilissante de l'ouvrier en ville s'appuyaient sur des statistiques alarmantes de la mortalité et de la morbidité en milieu urbain. Toutefois, tout en recherchant de meilleures conditions pour les travailleurs, ils ont prôné un retour en arrière dans la nostalgie d'un état de société très idéalisé, convaincus qu'ils étaient de leur impuissance.

Dans cet ordre d'idées, la conclusion de l'étude sociographique de Firmin Létourneau sur le comté de Nicolet résume toute une vision des choses, avec l'assaisonnement de la fierté locale :

La foi de nos pères nous enveloppe tout entiers. [...] Nos institutions, nos fermes et nos industries rayonnent autour de l'église. [...] Le sol, c'est la patrie ! [...] La terre ne crée pas des fortunes étonnantes. On dirait que son principal rôle consiste à façonner des caractères robustes et des esprits de bon sens. [...] Nous voulons conserver notre foi religieuse, notre culture française, nos traditions et nos lois. [...] Nous sommes Nicolétains qui ne renions rien du passé et qui poursuivons [...] la fin spirituelle et temporelle que le Créateur nous a assignée²²⁶.

Létourneau insiste au même endroit sur la nécessité de moderniser l'agriculture, favorise très fortement le mouvement coopératif et conclut en écrivant que l'agriculture et l'industrie s'aident mutuellement : « tandis que la première fournit des bras à la seconde, la seconde procure des marchés à la première²²⁷ ».

²²⁶ Firmin Létourneau, *Le comté de Nicolet. Enquête économique et sociale*, Montréal, Fides, 1946, p. 189-196.

²²⁷ *Ibid.*, p. 195-196.

À mesure que l'économie se structurait et se diversifiait, à mesure que les échanges entre la ville et les paroisses rurales se densifiaient, l'idée voulant que Trois-Rivières soit le pôle unificateur de la région prenait corps, nourrissait le discours de développement et finissait par être perçue comme une évidence à laquelle tous les émetteurs de discours souscrivaient sans hésitation. Cette évolution est perceptible surtout à la fin du siècle dernier quand la croissance des marchés internes et externes a contribué à la multiplication des projets agro-industriels.

Déjà vers 1850, lorsque le potentiel forestier et sidérurgique avait attiré l'attention des milieux d'affaires, la presse locale a épaulé avec vigueur la croissance économique de la région et a puisé dans les représentations relatives au progrès, à la fierté locale et à l'esprit d'entreprise qui faisait défaut jusque-là. Les développeurs pouvaient s'appuyer sur les documents gouvernementaux qui détaillaient, souvent avec un excès d'optimisme, les possibilités de développement de la région; leur caractère officiel et leur prétention à la scientificité leur conférant un caractère indiscutable. L'enthousiasme de ces propos s'insérait tout naturellement dans les discours euphoriques ayant trait au développement perçu comme illimité de tout le continent nord-américain. Annonçait-on la présence d'un gisement de fer intéressant ? Il devenait aussitôt une promesse d'Eldorado pour des décennies à venir malgré le démenti de la rationalité.

En outre, nous déduisons des travaux de René Hardy et Normand Séguin sur l'activité forestière que l'exportation du bois vers l'ancien monde a joué un rôle apparenté au *staple* (produit générateur) dans la structuration économique et symbolique de la région. Le commerce des pelleteries y avait contribué dans une moindre mesure, surtout au XVII^e siècle, mais la première place doit être accordée, sous ce rapport, à l'exploitation de la forêt mauricienne.

Dernier point majeur à signaler, le rôle exercé par les activités forestières et sidérurgiques dans l'affirmation identitaire régionale est déjà souligné par les contemporains, principalement dans les journaux. Lorsqu'on peut lire que le commerce du bois est l'industrie-mère du district trifluvien, il n'est plus permis de douter que le milieu d'affaires trifluvien des années 1880 avait su poser un regard lucide sur la collectivité qu'elle animait.

CHAPITRE II

DES RÊVES AMÉNAGISTES FABULEUX : LES VOIES DE COMMUNICATION

Le discours de développement s'est appliqué avec le plus de constance et de vigueur aux voies de communication. Des représentations de tous genres ont alimenté le discours des hommes politiques, dirigeants d'entreprises et éditorialistes durant la totalité de l'époque à l'étude. Dès 1847, on propose l'aménagement du fleuve pour la navigation et la construction de chemins de fer pour la colonisation. Un siècle plus tard, il sera abondamment question de modernisation du port et du réseau routier. L'ampleur de certains projets ferroviaires ou portuaires peuvent faire sourire aujourd'hui : on a voulu, un certain moment, faire de Trois-Rivières le lieu de transit chemin de fer — port maritime entre l'Ouest canadien et l'Europe atlantique. Il s'y trouvait certes des espoirs chimériques, mais surtout la volonté manifeste de tirer le maximum des spécificités spatiales de la Mauricie.

L'importance exceptionnelle accordée à ces entreprises illustre le fait que les promoteurs régionaux avaient saisi le rôle capital des réseaux de transport fluviaux, routiers et ferroviaires adéquats dans la réalisation de l'intégration interne et externe de l'économie mauricienne. C'est ainsi que, Elzéar Gérin¹, un Trifluvien qui, avec Georges Balcer, remonte le Saint-Maurice jusqu'en haut de La Tuque en 1871, plaide l'aménagement de la rivière pour la navigation et la construction de routes de qualité afin que des villes industrielles et des villages agricoles puissent naître. Pareillement, un notable des Piles, s'adressant au député de Trois-Rivières Hector-Louis Langevin, ministre des travaux publics à Ottawa, déclare en 1881 que « mettre la Vallée du Saint-Maurice en rapport facile et peu dispendieux avec les grands marchés du monde a été le rêve des meilleurs patriotes de ce district² ».

¹ Elzéar Gérin, *Le Saint-Maurice. Notes de voyage*, Trois-Rivières, [s.é.], septembre 1871, 25 p.

² *Le Journal des Trois-Rivières*, 19 septembre 1881, p. 2.

Le maire des Piles traduisait l'état d'esprit des promoteurs trifluviens en matière de voies de communications; par conséquent, son intervention nous suggère une piste de questionnement. Sur quel type de représentations les discours de promotion relatifs aux voies de communication s'appuyaient-ils ? Quelle fut la place des référents identitaires et spatiaux dans l'argumentation de ces discours ? Pour sa part, l'examen des documents révèle l'échec de la majorité des projets ferroviaires. Quelles en sont les causes ? Quel fut le rôle du milieu d'affaires régional et dans quelle mesure son influence s'est-elle exercée ? Et quelle fut l'attitude du clergé ? Afin d'éclairer ces questions, nous nous penchons en premier lieu sur les propos reliés à la navigation fluviale; le traitement du discours relatif au réseau routier mauricien et celui se rapportant au réseau ferroviaire viennent par la suite³. Une courte mise en perspective précède l'analyse des discours et des pratiques dans chacune des trois sections.

1. La navigation fluviale

Deux artères fluviales majeures traversent la région et lui ont donné sa physionomie propre, son nom et celui de son chef-lieu. La rivière Saint-Maurice prend sa source à la ligne de partage des eaux entre la baie James et le fleuve Saint-Laurent. Un parcours de 650 kilomètres l'amène à sa triple embouchure dans le fleuve après avoir dévalé 400 mètres par une quinzaine de chutes et de rapides. Voie de contact entre l'arrière-pays et la plaine laurentienne, le Saint-Maurice a joué un rôle économique de premier plan depuis le XVII^e siècle avec le commerce des pelleteries jusqu'à nos jours

³ Mentionnons pour mémoire qu'un aéroport a été réclamé pour Trois-Rivières à partir de 1937, par exemple : *St. Maurice Valley Chronicle*, 22 octobre 1936, p. 3. Dans cet article, la création d'un service aérien transcanadien est souhaitée, le rédacteur précisant que Trois-Rivières doit être desservie à cause de son importance économique.

grâce à un aménagement hydroélectrique qui a attiré les usines et provoqué un croît démographique important durant la première moitié du présent siècle.

De son côté, le Saint-Laurent joue un rôle majeur pour le nord-est de l'Amérique du Nord, à la fois comme voie de pénétration au cœur du continent et comme ouverture sur l'espace nord-atlantique. La Mauricie bénéficie depuis la préhistoire de la proximité du fleuve et des avantages qu'il procure pour le transport par eau. Néanmoins, ce privilège de l'espace eut son revers car le Saint-Laurent a constitué une entrave à la circulation entre les deux rives jusqu'à l'ouverture du pont Lavolette en 1967⁴.

La présente section décortique le discours et les pratiques associées successivement à l'aménagement du Saint-Maurice et du fleuve, ainsi qu'à l'expansion du port trifluvien. Les caractères physiques du Saint-Maurice ont déterminé les modalités de sa navigabilité et de son aménagement. La navigation sur le Saint-Maurice est malaisée à cause des obstacles naturels. La présence de trois chutes et de deux rapides situées en aval des Piles rend difficile tout déplacement de moindre envergure entre cette localité et Trois-Rivières. En revanche, il est possible de descendre la rivière sans trop d'encombres de La Tuque aux Piles, mis à part quelques courants forts comme le rapide Manigance. Le long de cette section, le moyen de transport traditionnel est le canot ou le rabaska. Le chaland tiré à la cordelle ou la barge à fond plat succèdent au canot à partir du milieu du XIX^e siècle. L'idée de transporter les hommes, les bêtes et les marchandises par bateau à vapeur ne fut pas très heureuse. Plusieurs tentatives échouèrent car seules les embarcations à faible tirant d'eau peuvent passer les hauts-

⁴ Le pont de glace saisonnier a pallié cette lacune, de façon aléatoire et dangereuse parfois, jusqu'à la mise en service des brise-glaces vers 1910.

fonds et les courants rocheux⁵. Ce problème est résolu en 1925 lorsqu'une route carrossable est aménagée sur la rive est du Saint-Maurice. À ce sujet, les journaux trifluviens avaient proposé la voie de terre dès les années 1850⁶, les échecs de la navigation amenant des arguments de poids.

Si la région s'ouvre sur son arrière-pays par le Saint-Maurice, le fleuve Saint-Laurent constitue la voie d'eau facilitant les échanges avec l'axe laurentien et donnant accès à la haute mer. Avant l'aménagement du fleuve, un chenal naturel permettait aux navires à fort tirant de monter jusqu'à la décharge du lac Saint-Pierre où des hauts-fonds redoutables leur barraient la route. En amont, le chenal se perdait dans les bancs de sable et nulle embarcation de plus de trois mètres de tirant d'eau ne pouvait s'y aventurer à l'étiage. Par contre, le site de Trois-Rivières forme un port naturel attrayant : en effet, le chenal du fleuve se divise en deux à la hauteur de la ville; sa branche nord longe la rive à partir de l'embouchure du Saint-Maurice jusqu'à trois kilomètres en amont⁷.

*
* *

⁵ Ainsi, le navire *La Galissonnière*, construit à grands frais et lancé en grande pompe, accroche le fond sitôt lancé et termine sa brève carrière après qu'on l'eut laissé dériver vers les rapides en 1879. Voir Faucher de Saint-Maurice, *L'Opinion publique*, 21 août 1878 et Auguste Panneton, « La navigation sur le Saint-Maurice », *Le Mauricien médical*, octobre 1962, p. 52-60 pour l'historique et la description des types d'embarcations utilisées au XIX^e siècle. Des entrepreneurs forestiers tels Norcross, W. Ritchie et, plus récemment, Jean-J. Crête utilisèrent périodiquement des bateaux de plus faibles dimensions.

⁶ Par exemple dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 11 décembre 1852, p. 2, où le rédacteur cherche une façon d'attirer les colons, les entrepreneurs forestiers, et aussi les touristes, aux chutes Shawinigan qu'il n'hésite pas à comparer aux chutes Niagara.

⁷ Le voyageur John Lambert note en 1810 : « The shore [...] slopes off abruptly into eighteen or twenty feet wharf capable of admitting large vessels to lay down along side. [...] This natural wharf is very convenient, and occasions little or no expense to the merchants. » *Travels through Lower Canada and the United States of America in Years 1806, 1807 and 1808*, vol. II, Londres, 1810, p. 15.

Le milieu d'affaires local a saisi rapidement l'importance primordiale du fleuve. L'aménagement de celui-ci soulève des préoccupations multiples dont la presse et les documents officiels font écho. En 1845, les députés Grieve (Trois-Rivières) et Méthot (Nicolet) obtiennent de l'Assemblée législative que le Bureau des travaux publics examine la possibilité d'installer des piliers dans le fleuve afin de constituer des ponts de glace favorisant la circulation entre les rives⁸. Le projet est mis de côté à cause du double danger d'un retard de la débâcle et d'entrave à la navigation. Néanmoins, une assemblée publique est tenue en décembre 1848 demandant une subvention au gouvernement afin d'ériger les piliers pour que cessent les inondations printanières; une pétition à cet effet est adressée au gouverneur général. La question tombe dans l'oubli après 1853⁹.

L'idée de l'avantage que procure au port local la nature supposément infranchissable des hauts-fonds saint-pierrais a, par contre, perduré presque un siècle au sein du milieu d'affaires trifluvien. L'argument est le suivant : les paquebots ne pourront jamais se rendre jusqu'à Montréal, alors Trois-Rivières sera la tête de la navigation océanique sur le fleuve. En effet, Montréal a l'inconvénient d'être difficilement accessible et le quayage à Québec est trop onéreux à cause de la marée et de la cherté de la main-d'œuvre. Par conséquent, l'avenir appartient au havre trifluvien.

Pour ambitieux qu'il paraisse, cet énoncé tient compte d'une certaine réalité. Le dragage du lac Saint-Pierre, initialement, avait été un échec coûteux¹⁰, et l'opinion

⁸ A.P. Méthot, *Aux électeurs du comté de Nicolet*, brochure du 31 mars 1845 reproduite dans Jos-Elzéar Bellemare, *Histoire de Nicolet 1669-1924*, vol. 1, p. 305-307.

⁹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 30 décembre 1848, p. 2-3. La demande est répétée trois ans plus tard dans la liste des résolutions de l'assemblée du 1^{er} mai (*Le Journal des Trois-Rivières*, 3 mai 1851, p. 3); un éditorial y est consacré une semaine plus tard (*Le Journal des Trois-Rivières*, 10 mai 1851, p. 2); on revient à la charge deux ans plus tard, *Le Journal des Trois-Rivières*, 29 janvier 1853, p. 2.

¹⁰ On avait d'abord tracé un chenal droit, le plus court possible entre Pointe-du-Lac et les îles de Sorel, sans tenir compte de la direction des courants. Ce chenal artificiel fut aussitôt ensablé et il

publique accréditait fermement l'idée qu'il serait trop cher de creuser le lac Saint-Pierre et que celui-ci constituait un obstacle incontournable au passage des gros navires¹¹.

De son côté, l'examen des journaux n'a pas révélé l'existence de requêtes en faveur du creusement du fleuve¹² et pour cause : le Saint-Laurent était suffisamment profond à Trois-Rivières et nul ne tenait à ce qu'il le devienne trop en amont. Néanmoins, l'amélioration du chenal entre Québec et Montréal s'est poursuivie de 1854 à 1952, sa profondeur passant de 16 à 35 pieds. La figure 3¹³ montre qu'à partir de 1888 les vaisseaux de fort tonnage pouvaient emprunter le chenal artificiel sans danger. L'argumentation des Trifluviens se fondait par conséquent sur une illusion tenace et, pourtant, on la rencontre épisodiquement jusqu'en 1935 dans le discours politique.

Cet avantage prétendu du site fluvial trifluvien est indissociable du discours de développement du port. Pourtant, malgré ses facilités d'accès naturel, celui-ci n'offre que peu d'attraits aux navigateurs et aux armateurs vers 1830. Seuls quelques quais en bois construits par les soins des commerçants locaux s'avancent à partir de la grève. Puis les plus importants hommes d'affaires trifluviens, Matthew Bell, des Forges de

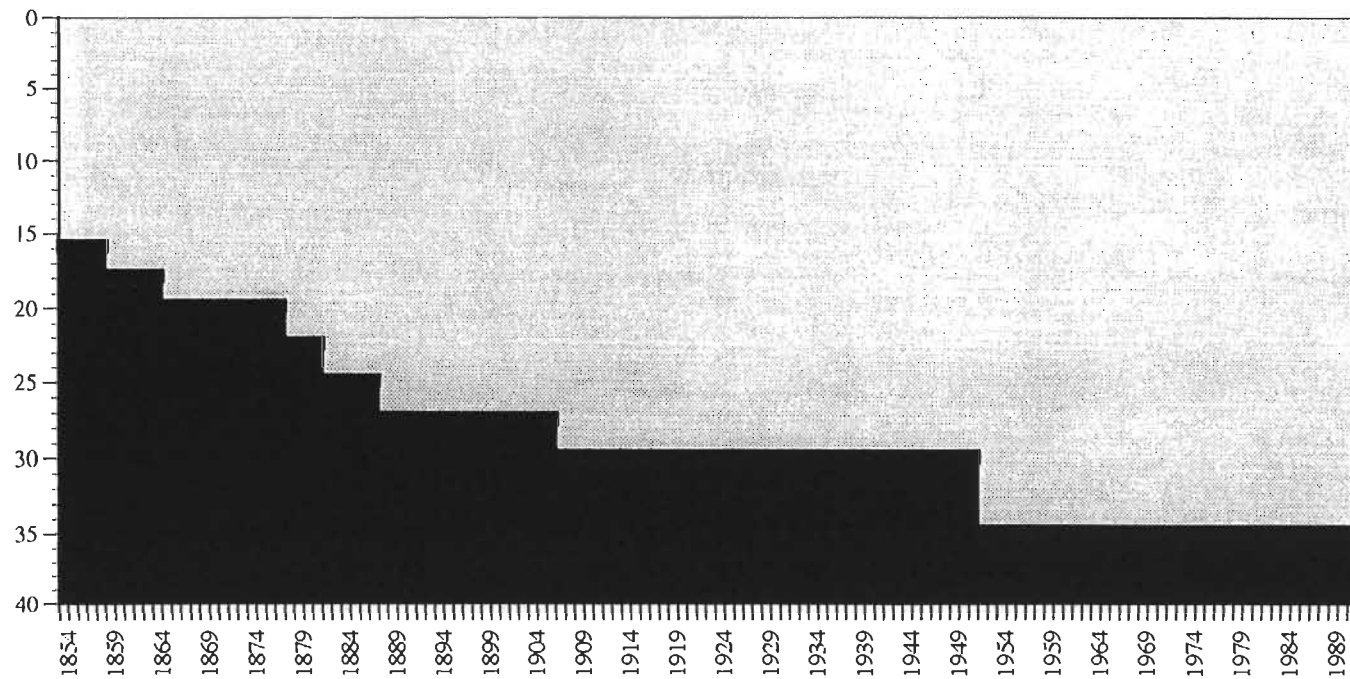
fallut tout recommencer en suivant les méandres de l'écoulement des eaux. En 1856, l'entreprise avait coûté la somme considérable de 350 700 \$. (Stanislas Drapeau, *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans 1851 à 1861*, etc., Québec, Typographie de Léger Brousseau, 1863, p. 12.) Pour les difficultés liées au lac Saint-Pierre, cf. Nora Corley, « The St. Lawrence Ship Channel, 1805-1865 », *Cahiers de géographie de Québec*, 11, 23 septembre 1967, p. 245-302.

¹¹ Voir, par exemple, la lettre du 30 novembre 1848 parue dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 4 décembre 1847, p. 3, et intitulée : « Lake St. Peter Railroad between Quebec and Montreal ».

¹² L'unique exception survient en 1949 à l'occasion d'une conférence donnée devant des ingénieurs. J.-Lucien Dansereau affirme alors que Trois-Rivières profiterait de la canalisation du Saint-Laurent (*Le Nouvelliste*, 11 mars 1949, p. 3). *Le Journal des Trois-Rivières* de 1852 (15 mars 1949, p. 2) avait approuvé le creusage de l'entrée de la rivière du Loup afin d'accueillir les scieries de Kimpton et Parker à Hunterstown.

¹³ La profondeur minimale du chenal fut portée successivement à 16 pieds en 1854, à 18 pieds en 1859, à 20 pieds en 1865, à 22 pieds 6 pouces en 1878, à 25 pieds en 1882, à 27 pieds 6 pouces en 1888, à 30 pieds en 1930 et à 35 pieds en 1952. Ernest Labelle, « Histoire du port de Montréal », en coll., *Montréal portuaire et ferroviaire*, Actes du cinquième congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, Montréal, 8 et 9 mai 1992, 1993, p. 8.

**FIGURE 3 : LE CREUSEMENT DU CHENAL DU SAINT-LAURENT
ENTRE QUÉBEC ET MONTRÉAL, 1854-1992**
(profondeurs minimales en pieds)



Source : Ernest Labelle, « Histoire du port de Montréal », En coll., *Montréal portuaire et ferroviaire*, Actes du cinquième congrès de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, Montréal, 8 et 9 mai 1992, novembre 1993, p. 8.

Centre interuniversitaire d'études québécoises

Saint-Maurice, et Moses Hart font aménager des quais plus vastes afin d'écouler leurs productions vers Québec¹⁴. Une impulsion soutenue est donnée à partir de 1858 quand le maire Joseph-Edouard Turcotte construit à ses frais le quai du Grand Tronc. L'ère des chemins de fer est née et l'ouverture de la ligne d'Arthabaska en 1864 consolide la fonction du port comme lieu de transbordement vers la rive sud. Aussi, le volume d'exportation du bois coupé dans l'arrière-pays et scié à Trois-Rivières fait un bond à partir de 1852 à la suite de l'aménagement du Saint-Maurice et de l'installation de grandes scieries. La nouvelle activité fait naître alors de grands espoirs et c'est à ce moment précis que la presse locale commence véritablement à s'intéresser aux possibilités portuaires de Trois-Rivières.

Un éditorial de l'*Inquirer* donne le coup d'envoi. On y lit que Trois-Rivières ne profite pas assez du commerce de bois car celui-ci est acheminé à Québec pour être expédié outre-atlantique. L'article de 1860 ajoute que le port local est préférable à celui de Québec¹⁵ et propose que soient établis des contacts commerciaux avec les négociants en bois (*timber dealers*) de Troy, Portland et Boston aux États-Unis. Après un net ralentissement de 1858 à 1864, les exportations reprennent et *Le Journal des Trois-Rivières* incite les francophones à tirer profit de l'essor portuaire. Il détaille les statistiques et souligne la diversité des destinations (Pérou, Argentine, Cuba,

¹⁴ D'autres commerçants de Trois-Rivières font ériger des quais avant 1850 comme Duval, Fortier, Hugues McNair et Stobbs. Edouard Normand construit le sien en 1849 afin d'accommoder le service de traversier qu'il a mis en exploitation deux ans plus tôt. Vers 1840, John Molson de Montréal acquiert des quais afin de permettre à sa liaison de vapeurs Montréal-Québec d'effectuer un arrêt local. Les données relatives à l'aménagement du port du XVII^e siècle à 1970 sont exposées dans Guy Trépanier, *Arrondissement historique et vieux port de Trois-Rivières : étude historique et de potentiel archéologique*, Trois-Rivières, Service des Affaires culturelles de la Ville de Trois-Rivières, 1988, p. 215-279.

¹⁵ Il est question, comme il le sera souvent par la suite, de l'insignifiance de la marée et des taux modérés de quaiage. *The Inquirer*, 14 novembre 1860, p. 2.

Angleterre, États-Unis) de même que les dimensions imposantes des navires. Les horaires des lignes de navigation sont publiés fréquemment¹⁶.

La crise économique des années 1870 se solde par un déclin de l'activité portuaire vers la fin de la décennie. De plus, l'assemblage disjoint de petits quais formant le port devient moins en mesure de répondre aux besoins croissants du transport fluvial. Le milieu local réagit enfin en 1879. Sensible à l'expansion des réseaux ferroviaires et maritimes et soucieux de s'assurer une part des marchés nouveaux, il élabore sous la plume de Georges Balcer un plan d'aménagement intégrant le transport fluvial au transport ferroviaire et à l'économie agricole et industrielle. Une série de six articles paraissent en 1879 dans *La Concorde*¹⁷; ils sont repris dans la brochure que Balcer fait paraître l'année suivante¹⁸ où il vante les avantages que Trois-Rivières offre au commerce océanique. Il oppose aux divers inconvénients rencontrés à Montréal et à Québec¹⁹ les avantages offerts par le port trifluvien : existence d'un

¹⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 juin 1865, p. 2; 12 décembre 1865, p. 2; 18 décembre 1866, p. 2; 4 septembre 1868, p. 2; aussi, cf. *Le Constitutionnel*, 6 septembre 1869, p. 2; 17 décembre 1869, p. 2. On ne retrouve pas de références explicites aux sociétés de navigation mises sur pied par des Trifluviens ou aux compagnies de Montréal ou de Québec qui succédèrent à Molson; seuls les publicités et les horaires fournissent des indications à ce sujet. La Cie de navigation de Trois-Rivières fait la liaison Batiscan-Montréal en 1858; un groupe d'actionnaires est propriétaire du Cultivateur qui transporte les gens entre Trois-Rivières et Montréal. (Trépanier, *op. cit.*, p. 229. *Le Constitutionnel*, 30 juillet 1877, p. 3.) Les journaux fournissent la fréquence des liaisons vers Québec et Montréal. Le Castor, qui avait remplacé le Mouche-à-Feu en 1853, relie Trois-Rivières à Montréal deux fois par semaine et effectue des arrêts à Port-Saint-François, Nicolet, Yamachiche, Rivière-du-Loup, Maskinongé et Sorel (*L'Ère Nouvelle*, 17 mai 1853, p. 3). Les vapeurs Napoléon et Victoria de la Compagnie du Richelieu font la navette entre Montréal et Québec avec arrêts à Sorel, Trois-Rivières et Batiscan les lundis, mercredis et vendredis dans un sens, et les mardis, jeudis et samedis dans l'autre sens. Le vapeur Lady Elgin laisse Port-Saint-François pour Québec les lundis et vendredis et fait le trajet inverse les mardis et les samedis avec arrêts à Trois-Rivières, Champlain, Batiscan, Deschaillons, Lotbinière, Portneuf et Pointe-Platon. *The Inquirer*, 12 décembre 1857, p. 3. En 1881, il existe des lignes bihebdomadaires Québec-Sainte-Anne-de-la-Pérade et Montréal-Rivière-du-Loup-Yamachiche-Port-Saint-François-Trois-Rivières. La Compagnie du Richelieu assure un lien quotidien entre Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Batiscan et Québec. (*Lovell's Gazetteer of British North American*, Montreal, John Lovell & Sons, 1881, p. 28.)

¹⁷ 11, 13, 15, 18, 20 et 22 août 1879, p. 2.

¹⁸ Georges Balcer, « The city of Three Rivers as a Sea-port and her Net-work of Rail-roads », Trois-Rivières, *Le Journal des Trois-Rivières*, 1880.

¹⁹ Les frais d'arrimage trop élevés à Montréal et les conflits syndicaux qui perturbent le havre de Québec. Balcer, *op. cit.*, p. 47-50.

chenal naturel libre d'obstacles et présence d'une main-d'œuvre bon marché et compétente, absence de marées gênantes et de syndicats revendicateurs. Toutefois, c'est un argument de nature économique qui est présenté avec le plus de force. Balcer estime que les frais totaux de chargement d'un navire de 700 tonneaux s'élèvent à 1 246,25 \$ à Montréal, 544 \$ à Québec et seulement 386 \$ à Trois-Rivières²⁰. Tous ces avantages seront décuplés, avance le promoteur trifluvien, quand le port sera articulé à un réseau ferroviaire adéquat. Nous reviendrons plus loin sur les projets de voies ferrées promus dans ce contexte particulier de développement²¹. Balcer termine son argumentation de la façon suivante :

We do not aspire to become a second Liverpool or New York, but we claim that our position, natural advantages and facilities are such as will command our fair share of the shipping trade of Canada. Certainly no more favorable point of shipment for, at least, a portion of the immense and constantly increasing trade of the Great West can be found in the Dominion [of Canada]²².

Sa vision embrasse le développement national dans son ensemble et considère le progrès du port trifluvien comme étant un facteur significatif de sa prospérité.

La presse locale souscrit au contenu de l'opuscule²³. La brochure de Balcer a sûrement contribué à la mise sur pied, deux ans plus tard, d'un organisme officiel régissant les activités du port et son aménagement. La Corporation des commissaires du havre de Trois-Rivières est créée par une loi fédérale à la requête d'hommes d'affaires

²⁰ Le détail des calculs est présenté p. 52-54. Une analyse approfondie est faite de la circulation maritime (tableaux, p. 60-62).

²¹ Mentionnons que Balcer fut le premier à suggérer le transport de wagons par bacs entre les deux rives. L'idée reviendra périodiquement jusqu'aux années 1930.

²² *La Liberté*, 21 octobre 1884, p. 2.

²³ L'opuscule reçoit l'appui entier du *Journal des Trois-Rivières* qui l'avait édité. (« Trois-Rivières comme port de mer », 26 août 1880, p. 2.) Le rédacteur avance que « notre ville peut doubler en importance par le développement d'un commerce dont elle a été presque totalement privée jusqu'à aujourd'hui », *La Liberté* réitère l'appui du milieu local quatre ans plus tard (4 octobre 1884, p. 2) en reprenant les arguments de Balcer.

locaux²⁴. Sa charte lui permet d'acheter et de construire des quais; elle a le pouvoir d'émettre des obligations afin de financer ses entreprises²⁵. La Commission du havre élabore aussitôt un projet d'aménagement global du port afin d'en faire un pôle actif de l'économie régionale. Le projet comporte quatre phases. Il est prévu la construction d'un quai en eau profonde jusqu'à l'embouchure du Saint-Maurice pour le commerce océanique, le rachat et l'amélioration des quais existants et la construction de deux autres quais, le premier, à proximité de la Commune, afin de desservir des abattoirs projetés et le second, en amont, pour le commerce du bois. Des travaux de dragage dans le fleuve et à l'embouchure de la rivière sont également envisagés. Les travaux sont entrepris rapidement et *La Liberté* exprime la satisfaction générale en ces termes : « [...] Rien n'a été épargné pour doter Trois-Rivières au plus tôt d'un havre qui inévitablement l'an prochain commencera à amener le progrès, la vitalité, l'abondance et la prospérité en notre ville si avantageusement située sur le rapport d'un havre et refuge²⁶. »

Malgré ces grands espoirs, il n'y a pas de véritable décollage du trafic portuaire avant les années 1890. Il s'accroît rapidement à partir de 1896 à cause d'une progression notable de la production forestière, et des sommets sont atteints en 1899 et

²⁴ Hector-Louis Langevin, député de Trois-Rivières et ministre des travaux publics présente le projet de loi qui est sanctionné le 17 mai 1882 (Canada, 45 Vict. c. 52). Voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 4 mai 1882, p. 2. Le maire et le président de la Chambre de commerce en font partie d'office, le gouvernement fédéral nomme les trois autres membres. Les commissaires élisent un président et procèdent à l'embauche d'un secrétaire-trésorier.

²⁵ La charte est modifiée en 1923 à la suite de requêtes exprimées à partir de 1914. La Commission du havre est désormais dirigée par trois commissaires choisis par Ottawa, (Trépanier, *op. cit.*, p. 272). Elle est dissoute 13 ans plus tard, ses responsabilités et ses biens sont transférés à la nouvelle Commission des ports nationaux; le port de Trois-Rivières est sous la direction immédiate d'un gérant nommé par elle. Les trois derniers commissaires furent Victor Abran, président, J.-B. Loranger et John Tebbutt, (*Le Nouvelliste*, 2 novembre 1935, p. 1).

²⁶ *La Liberté*, 21 octobre 1884, p. 2.

en 1903²⁷. Au bois scié s'ajoute maintenant le bois à pâte²⁸; l'activité se maintient de façon soutenue sauf en 1907. Les journaux transcrivent les rapports annuels de la Commission du havre en 1909, 1910 et 1913 avec le commentaire que Trois-Rivières devrait constituer le port d'exportation vers l'Ouest²⁹. Les commissaires procèdent à l'agrandissement des quais entre 1900 et 1920 en y consacrant des sommes considérables³⁰, la décennie 1920 est plus tranquille même si les journaux de 1923 font état de grands projets³¹. Le transport des passagers régresse mais les journaux de 1907-1908 entretiennent l'espoir que Trois-Rivières devienne le terminus des paquebots (les « Empress ») du Canadien Pacifique. Cette rumeur s'avère sans fondement au grand dépit du milieu d'affaires local, car les possibilités du port leur semblent presque illimitées³².

²⁷ « Jamais il n'y a eu tant de commerce dans le port. Aujourd'hui nous avons cinq gros steamers », écrit *Le Trifluvien*, 4 août 1899, p. 3.

²⁸ « Jamais une si grande activité n'a régné dans notre port. [...] Quatre "barges de canal" partent tous les jours avec des chargements de bois de pulpe. » *Le Trifluvien*, 24 juillet 1906, p. 8.

²⁹ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 26 novembre 1909, p. 4. Voir aussi *Le Nouveau Trois-Rivières*, 28 octobre 1910, p. 1; 6 septembre 1911, p. 3; 31 janvier 1913, p. 6; *Le Bien Public*, 23 décembre 1910, p. 3. Reprenant la teneur du rapport de 1912, *Le Bien Public* (14 mars 1918, p. 8) souligne que, malgré le fait que Montréal devient de plus en plus le port d'exportation du pays, le trafic local a été maintenu grâce aux produits de l'industrie régionale. « Le développement intense de nos industries locales sera toujours le meilleur soutien de notre port », précise-t-il, le rapport mentionnant l'activité croissante de Laurentide Paper, Wayagamack Pulp & Paper et Shawinigan Water & Power, (les rapports annuels de la Commission étaient publiés régulièrement dans les *Documents de la Session* du Canada). La baisse de l'année 1907 est attribuée à la chute des prix du bois en Angleterre et aux hautes eaux, les navires ayant continué à Montréal. Il aurait peut-être fallu préciser que la profondeur du chenal avait été portée à 30 pieds, voir la figure 3.

³⁰ Voir Trépanier, *op. cit.*, p. 261-265 et *Le Trifluvien*, 16 avril 1920, p. 1.

³¹ Il est question d'élévateurs (silos) à grain et de transport des wagons (*Le Nouvelliste*, 17 avril 1923, p. 1; 26 septembre 1923, p. 5). Le blé de l'Ouest amené par chemin de fer transiterait dans les silos avant d'être embarqué pour l'Europe. L'article de septembre 1923 est intitulé : « Notre port aura l'importance de Montréal. » Il semble que la récente nationalisation des chemins de fer ait suscité des attentes considérables.

³² Le Canadien Pacifique avait loué 1 000 pieds de quai à Trois-Rivières au moment où les dockers de Québec refusaient une diminution de salaire (à cause du déclin du trafic) et menaçaient de faire la grève. Sir Thomas Shaughnessy, président de la puissante compagnie, aurait déclaré que les hommes des chantiers mauriciens feraient d'excellents débardeurs en été. (*Le Trifluvien*, 26 juillet 1907, p. 8; 24 février 1908, p. 1; 25 février 1908, p. 1; 20 mars 1908, p. 1, auxquels il faut ajouter quatre articles d'avril 1908 faisant état de polémiques avec les syndicats de débardeurs.) Finalement, le Canadien Pacifique décide de faire de Montréal le terminus de ses bateaux de passagers. *Le Trifluvien* (5 mai 1908, p. 1) souligne qu'il s'est agi d'une « comédie de mauvais goût » qui « n'est pas loin de manquer de dignité ». Malgré cet échec *Le Nouveau Trois-Rivières* revient à la charge quand la Compagnie Cunard cherche un terminus pour ses navires (31 décembre 1908, p. 1); le journal affirme alors que le port local est « ouvert aux plus gros steamers du monde, avec une rade capable de loger les flottes de toutes les nations ».

Une nouvelle expansion des installations portuaires de Trois-Rivières survient durant la décennie de la Crise. Les commissaires du havre sont autorisés par législation fédérale³³ à emprunter plusieurs millions de dollars afin de prolonger les quais et d'ajouter des hangars. Les travaux sont menés de 1930 à 1935 et les silos à grain promis depuis longtemps deviennent réalité en 1936³⁴. *Le Nouvelliste* de 1935 reprend les arguments de 1880 sur l'absence de marée et la profondeur du fleuve pour affirmer que « notre port a des avantages uniques qu'on demanderait vainement de tout autre port du St-Laurent³⁵ ». Le second conflit mondial porte un coup dur au port en 1940 car la plupart des entreprises fonctionnent au ralenti³⁶; cependant, la fin des hostilités fait naître de grandes espérances. On prévoit la construction de bassins et de quais vers Pointe-du-Lac; de nouveaux hangars sont réclamés³⁷. Ces améliorations n'ont pas vu le jour dans la vingtaine d'années qui a suivi; en revanche les possibilités d'entreposage ont connu un essor considérable³⁸. L'erreur de perspective tient peut-être du fait qu'on avait toujours jusqu'alors parlé de développement en termes de prolongement des quais.

Le discours relatif au développement portuaire s'est fixé sur les projets d'envergure en négligeant la petite navigation. Pourtant, le cabotage et l'activité des sociétés de navigation ont joué un rôle important dans l'économie riveraine au

³³ Canada, 19-20 Geo. V c. 59 et Canada, 21-22 Geo. V c. 56 sanctionnées le 14 juin 1929 et le 3 août 1931, respectivement.

³⁴ Trépanier, *op. cit.*, p. 273.

³⁵ *Le Nouvelliste*, 2 novembre 1935, p. 2.

³⁶ « Three Rivers harbour report reflects new war conditions. » *St. Maurice Valley Chronicle*, 6 juin 1940, p. 1. Les années 1926-1930 et 1936-1940 avaient connu des périodes de forte croissance.

³⁷ « Des millions seront dépensés ici pour agrandir le port. » *Le Nouvelliste*, 23 août 1944, p. 3 et « Le port des Trois-Rivières entre dans une ère nouvelle. », *Le Nouvelliste*, 3 juillet 1945, p. 3.

³⁸ Aucun bassin ne s'est ajouté de 1949 à 1969 et la longueur des quais n'a augmenté que de 498 pieds pour passer à 9 188 pieds. En revanche, la capacité des silos a triplé durant la même période et la superficie des hangars est passée de 192 000 à 482 000 pieds carrés. Jean Cermakian, « L'infrastructure et le trafic du port de Trois-Rivières », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 17, n° 40, 1973, p. 173.

XIX^e siècle³⁹. Pas moins de sept sociétés de navigation ont vu le jour entre 1846 et 1863 dans la région et plusieurs parmi elles comptaient des hommes d'affaires trifluviens comme actionnaires ou copropriétaires⁴⁰. La raison est peut-être que ce secteur du transport fluvial a connu peu de développements spectaculaires ayant une influence décisive sur l'économie de la région.

Par contre, la « traverse » de Trois-Rivières a fourni un sujet de choix pour les éditorialistes et les hommes politiques. Le pont de glace a également retenu l'attention des Trifluviens car il constituait un lien, quoique temporaire et parfois dangereux, d'une importance capitale pour le commerce local avec la rive sud⁴¹. La traversée du fleuve par bac a constitué le moyen de transport entre les deux rives de façon permanente de 1854 environ à 1967 lorsque le pont Laviolette a été livré à la circulation. Quatre points d'embarquement ont été utilisés sur la rive sud. Le plus constant est celui en face de Trois-Rivières où un premier quai a été construit en 1859 (appelé par la suite le quai de Sainte-Angèle). Un autre était situé à l'embouchure de la rivière Godefroy à quelques kilomètres en amont du précédent; on y embarqua pour Trois-Rivières de 1850 jusqu'au début de notre siècle de façon intermittente. Un quai à Port-Saint-François,

³⁹ Pour le comté de Portneuf, voir Trépanier, *op. cit.*, p. 225; pour Trois-Rivières, *ibid.*, p. 229-230, 242-246, 259-260; Jocelyn Morneau, « Le rôle du fleuve dans l'économie du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle », Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, dir., *Le pays laurentien au XIX^e siècle*, cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, 1992, tableau p. 52; pour le pays saint-pierrais, Morneau, *loc. cit.*, p. 37-58 et Raoul Blanchard, *Le centre du Canada français*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1947, p. 92-93.

⁴⁰ Voir Morneau, *loc. cit.*, p. 42. Le tableau I mentionne la Société de navigation du lac Saint-Pierre, la Cie du bateau à vapeur des Trois-Rivières et de Nicolet, la Cie de navigation de la rive nord du Saint-Laurent, la Cie du bateau à vapeur Maskinongé. The Nicolet Steamboat Co. et la Cie de navigation de Trois-Rivières. Cette dernière était la propriété de Louis-Adélard Sénécal, de Edouard-Louis Pacaud et de Sévère Dumoulin qui était un important homme d'affaires trifluvien. (Jocelyn Morneau, *DBC*, XIII (1901-1910), Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 333-339.)

⁴¹ Le régionalisme « traverse » a été employé comme synonyme de passage ou traversée durant toute la durée de son existence. On parlait du « quai de la traverse », qui « la traverse coûtait cher », etc. les bateaux-passeurs portaient le nom de « traversiers ». L'historique de la traverse a été exposé dans des articles du *Nouvelliste* (16 septembre 1932, p. 3; 2 novembre 1932, p. 3; 26 décembre 1932, p. 3; 5 septembre 1964, p. 18) où nous avons puisé l'essentiel de nos informations et dans le dossier de Réjean Hould intitulé « *La traverse* » d'une rive à l'autre, Trois-Rivières, [s.é.], 1978, 119 p. qui a facilité le repérage.

quelques kilomètres plus haut, fut employé pour la navette entre la rive sud et Trois-Rivières de même que celui de Nicolet à quelques reprises⁴². L'arrivée des trains à Nicolet durant la décennie 1890 et la construction du pont reliant Sainte-Angèle à Port-Saint-François sonnent le glas des points d'embarquement à l'exception de celui de Sainte-Angèle qui devient le seul utilisé. Les marchands trifluviens se plaignent alors de la perte des marchés de la rive sud et les journaux réagissent vigoureusement à partir de 1909. Le 26 mars de la même année, les commerçants de la ville signent une pétition demandant le retour du trajet de la rivière Godefroy, alléguant que « le commerce du sud qui s'alimente dans la cité des Trois-Rivières vient surtout de la partie nord du comté de Nicolet⁴³ ». Les aléas du pont de glace sont également préoccupants. Lorsqu'il se forme tôt et persiste à la faveur d'un hiver rigoureux, chacun s'en félicite. « La ville s'agrandit à cause du pont de glace », lit-on en 1909⁴⁴. Par contre, la mise en service des brise-glace Montcalm et Lady Gray la même année contrarie les commerçants et *Le Bien Public* parle en 1911 du danger de « perdre la rive sud à cause du travail des brise-glace⁴⁵ ». Cependant, il arrivera certaines années qu'un pont de glace se forme malgré tout; les journaux saluent alors l'événement avec joie⁴⁶.

L'idée d'un lien permanent entre les deux rives prend de l'importance au début du XX^e siècle. Il n'est pas sérieusement question d'un pont ou d'un tunnel avant les

⁴² *Le Trifluvien*, 23 mai 1905, p. 1; *Le Nouvelliste*, 12 septembre 1964, p. 5.

⁴³ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 1^{er} avril 1909, p. 2. *Le Bien Public* du 29 avril 1910, p. 1 déplore que l'on détourne ainsi les gens du comté de Nicolet qui viennent à Trois-Rivières. Un candidat à un poste de conseiller municipal écrit dans son bulletin de présentation « notre marché périclité, nous ne voyons plus ces nombreux cultivateurs des campagnes environnantes venir s'alimenter dans nos magasins ». Il propose de diminuer ou même d'abolir les taux de la traverse. *Le Nouveau Trois-Rivières*, 7 juillet 1911, p. 6.

⁴⁴ *Le Bien Public*, 15 juin 1909, p. 1. « Les marchands de la rue du Platon jubilent », écrivait déjà *Le Clairon*, (29 janvier 1884, p. 3).

⁴⁵ *Le Bien Public*, 28 mars 1911, p. 1. Sur le pont de glace trifluvien, voir *Le Nouvelliste*, 8 août 1964, p. 5.

⁴⁶ Comme en 1914, 1922, 1923 et en 1934 à la suite d'un hiver extrêmement froid. Le *St. Maurice Valley Chronicle* (17 février 1922, p. 1) signale que les produits agricoles et la corde de bois sont moins chers à cause de la présence des fermiers du sud. Le même journal explique (18 janvier 1934, p. 1) que les « farmers on the south shore are taking advantage » de cette situation.

années trente (nous y reviendrons plus loin) mais l'importance du transport entre Trois-Rivières et Sainte-Angèle comme facteur d'intégration de l'économie régionale et de la polarisation trifluvienne devient une question primordiale. Un éditorial du *Trifluvien* résume l'opinion des dirigeants locaux en avançant que le service de la traverse est vital pour Trois-Rivières : « Il s'agit pour notre cité de se protéger contre l'envahissement des étrangers. Situés entre Montréal et Québec, nous avons eu énormément à souffrir de ce voisinage d'accapareur qui ont [...] enlevé à leur profit un trafic qui aurait dû nous rester. » Le journaliste fait allusion aux nouveaux chemins de fer et conclut : « Quelles conséquences désastreuses pour le commerce que d'enrayer l'affluence [...] des paroisses du sud de notre cité ?⁴⁷ ». L'importance accordée au lien fluvial se traduit par l'ampleur prise par le projet d'un nouveau traversier en 1914. *Le Nouveau Trois-Rivières* et *Le Courrier* poléminent au sujet des frais encourus par la ville qui finance la construction mais tous se réjouissent quand le Progrès établit la navette entre les deux rives à partir de septembre de la même année⁴⁸.

Ainsi, les préoccupations en rapport avec l'amélioration du transport par eau s'inscrivent dans une prise de conscience qui s'affermissait à mesure que l'économie mauricienne se structurait. À travers les visées économiques des gens d'affaires locaux, un enjeu spatial de premier ordre s'exprimait et constituait un facteur d'identité et d'intégration territoriales pour la région. Le discours de développement des voies terrestres a joué un rôle comparable.

⁴⁷ *Le Trifluvien*, 14 janvier 1908, p. 4. Le même journal reproduit un article de *La Patrie* qui faisait écho aux préoccupations exprimées dans l'article du 14 (17 janvier 1908, p. 1). Le quotidien montréalais écrit que « les paroisses de Nicolet et Yamaska auront alors tout profit à se tourner vers Montréal, surtout après l'établissement du chemin de fer de la rive sud ».

⁴⁸ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 14 août 1914, p. 8; 9 octobre 1914, p. 4; *Le Bien Public*, 17 septembre 1914, p. 8. Le Progrès peut embarquer 600 passagers et 25 voitures. Il est muni d'une structure en fer et d'un éclairage électrique; la solidité de sa coque lui permet de traverser en hiver. Les journaux font l'éloge de ce bateau-passeur qui remplira son rôle durant 40 ans. Il sera rebaptisé le Lavérendrye en 1930.

2. Le réseau routier

Le Chemin du Roy reliant Québec à Montréal par la rive nord constitue la plus ancienne route terrestre de quelque importance dans la région. Complété en 1738, il est néanmoins entravé par des rivières qu'il faut traverser par bac. Par ailleurs, une voie parallèle longe la rive sud avant 1815⁴⁹ et la pénétration routière dans les Cantons de l'Est s'effectue au même moment. Le Chemin Craig ouvre de nouveaux espaces à la colonisation au pied des Appalaches à partir de 1809, de même que la route qui mène de Baie-du-Febvre à Richmond. Un chemin est ouvert avant 1815 de Port-Saint-François, entre Nicolet et Saint-Grégoire, à Sherbrooke par Saint-Zéphirin et Drummondville afin d'amener les colons anglais dans les Cantons et d'ouvrir des débouchés vers les États-Unis. Finalement, un maillage routier est amorcé sur la rive sud avec l'ouverture du chemin menant de Gentilly à Stanford et celui menant de Kingsey à Inverness avant 1850. Les déplacements deviennent moins longs et moins aventureux sur le Chemin du Roy grâce à la construction de ponts sur les rivières Saint-Maurice, Batiscan et Sainte-Anne durant les années 1838-1843⁵⁰.

Les aménagements sur la rive nord sont un peu plus tardifs, coïncidant le plus souvent avec la pénétration dans la forêt laurentienne pour le commerce du bois. Un chemin est tracé vers la scierie d'Hunterstown avant 1831. La route qui mène de Trois-Rivières aux Forges de Saint-Maurice est rectifiée et prolongée jusqu'aux Grès en 1846 et jusqu'à Shawinigan six ans plus tard; Saint-Jean-des-Piles est rejoint à partir de Sainte-Flore en 1856. D'autres routes sont aménagées en direction des missions de

⁴⁹ Voir les cartes de Bouchette, (éditions de 1815 et de 1831). Aussi, Jean Hamelin et Yves Roby, « Histoire économique du Québec 1851-1896 », p. 141-157 et Jules Martel, « Histoire du système routier des Cantons de l'Est avant 1855 », mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1960, vi-263 p.; Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec : le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 42-43.

⁵⁰ JALPC, Appendice (Q), 1843.

colonisation comme Saint-Stanislas et Saint-Tite (1860)⁵¹. Une voie carrossable suivant le Saint-Maurice est aménagée jusqu'à La Tuque en 1925 mais la route menant au lac Saint-Jean ne devient réalité qu'en 1960.

Les revendications développementales concernant le réseau routier se répartissent en deux temps distincts. Avant 1870, on réclame des chemins de colonisation pour les Cantons; après 1900, on souhaite la mise en place d'un réseau routier moderne adapté au transport automobile.

*
* *

De nombreux rapports gouvernementaux, requêtes et pétitions locales réclament à cor et à cri l'aménagement de chemins carrossables été comme hiver afin de peupler les zones fertiles des Bois-Francis, dissuadant ainsi les fils de cultivateur d'émigrer vers des contrées anglophones et protestantes. Toutefois, les grandes tourbières de cette région (les « savanes » ou les « plées » comme les appellent les colons) constituent un obstacle de taille.

On souhaite l'ouverture de chemins de colonisation depuis les premières décennies du XIX^e siècle. La saturation progressive du terroir de l'aire seigneuriale consécutif à l'expansion démographique de même que, à partir de 1792, la création, l'arpentage et le lotissement de cantons à l'arrière des seigneuries amènent un flux de colons et la fondation d'établissements agricoles. Conséquemment, il faut des voies de communications directes et sûres en toutes saisons, sinon l'entreprise de colonisation échouera de toute évidence. En 1821, le comité de la Chambre d'assemblée du Bas-

⁵¹ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 51-55.

Canada sur les terres incultes de la Couronne expédie un questionnaire aux curés au sujet de la colonisation. Les curés de Cap-de-la-Madeleine, Maskinongé, Saint-Léon, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Yamaska, Nicolet, Gentilly et Bécancour y répondent en signalant l'absence ou l'insuffisance de chemins⁵².

Le problème devient de plus en plus aigu durant les années 1850 et 1860. Les curés, les maires, les députés et d'autres notables locaux profitent de l'occasion fournie par des enquêtes gouvernementales afin d'exposer leurs griefs⁵³. Ainsi, le comité de 1857 sur les causes de l'immigration⁵⁴ prépare un questionnaire auquel répondent des représentants de la majorité des municipalités. Le curé Marquis de Saint-Célestin considère le manque de chemins parmi les causes principales de l'exode des jeunes vers l'étranger : « Sans chemins, point de colonisation possible », conclut-il sans hésitation⁵⁵. Stanislas Drapeau, quant à lui, aborde longuement le problème du manque de chemins. Il condamne, dans la section VII de son *Appel aux municipalités* de 1858, ce qu'il nomme « le mauvais système de voirie [*sic*]⁵⁶ ». En revanche, dans son étude sur le développement de la colonisation parue cinq ans plus tard, il fait ressortir que le gouvernement canadien a dépensé 372 000 \$ entre 1854 et 1861 pour la construction de 1 634 milles de chemins dans le Bas-Canada seulement⁵⁷. Il détaille également les avantages que procurent la présence de bons chemins en divers coins de

⁵² *Lettres des curés des paroisses respectives du Bas-Canada dont il est fait mention dans le cinquième rapport du comité spécial sur les terres incultes de la Couronne...* [1821], p. 106-123.

⁵³ De leur côté, les évêques appuient le gouvernement qui, selon eux, « travaille si sincèrement à faciliter l'accès aux terres des townships ». *Lettre circulaire des évêques de la Province ecclésiastique de Québec, au clergé de la dite Province*, 11 mai 1850, p. 4.

⁵⁴ Cf. *infra*, chapitre II, p. 2.

⁵⁵ Joseph Lemay, de Saint-Sévère, H. Beauchemin, D.-S.-B. Bellefeuille et F.-E. Milot, de Yamachiche, formulent la même doléance.

⁵⁶ Stanislas Drapeau, *Appel aux municipalités du Bas-Canada. La colonisation du Canada envisagée au point de vue national*, Québec, Typographie de Pierre Lamoureux, 1858, [n.p.].

⁵⁷ Stanislas Drapeau, *Études sur le développement de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851-1861)*, Québec, Léger Brousseau, 1863, p. 13.

la région du Saint-Maurice⁵⁸. Toutefois, il convient de préciser que son travail de 1863 constitue une entreprise de promotion gouvernementale « constatant les progrès [...] de l'ouverture des chemins de colonisation et du développement de la population canadienne-française⁵⁹ ». D'autres documents, exactement contemporains, abordent le même problème. Par exemple, au questionnaire envoyé par le comité de 1862 sur la colonisation, Alphonse Dubord, agent des terres à Trois-Rivières, répond que « les chemins de colonisation sont si importants pour promouvoir l'établissement des terres que, généralement, il n'y a pas de colonisation possible sans cela⁶⁰ ». Pour sa part, A. J. Russell déplore en 1859 le mauvais état du chemin de Trois-Rivières vers Saint-Étienne⁶¹. L'accent sur l'importance de chemins sûrs et carrossables ressort également de la lecture de plusieurs pétitions, suppliques et requêtes de paroissiens qui désirent la création d'une nouvelle paroisse ou l'annexion d'une portion de territoire à une autre paroisse⁶². L'abbé Napoléon Caron, quant à lui, écrit en 1887 : « Donnez-nous donc des communications faciles, et demain l'industrie fera peut-être surgir au pied des montagnes [du Saint-Maurice] des villages florissants⁶³. » On peut déceler, dans ce dernier cas, l'intérêt porté au réseau routier comme facteur de l'industrialisation.

⁵⁸ Comme dans le canton de Hunterstown (p. 445) et à Saint-Didace (p. 447). Le témoignage du marchand Richard Lanigan est également cité (p. 452).

⁵⁹ Extrait du sous-titre de son texte de 1863.

⁶⁰ *JALPC*, Appendice (n° 1), « Rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la colonisation des terres incultes dans le Bas-Canada », 1862, p. 18.

⁶¹ *JALPC*, Appendice (n° 8), « Rapport du comité spécial chargé de s'enquérir de la condition du commerce du bois ... », 1863, p. [1]. Thomas Boutillier réclame un chemin carrossable des deux côtés du Saint-Maurice afin de favoriser la colonisation, *JALPC*, Appendice (n° 25), « Report of the Commissioners of Crown Lands of Canada for the Year 1856 », 1857, p. [9]. Dans les journaux locaux, voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 22 mai 1852, p. 2 et *L'Ère Nouvelle*, 29 août 1861, p. 2.

⁶² Par exemple, des habitants de Saint-Narcisse formulent une requête à M^{gr} Laflèche demandant l'annexion de leur rang à Saint-Luc-de-Vincennes parce que les chemins sont meilleurs dans cette direction. Lettre du 14 août 1869 reproduite dans : Fabien Boisvert, *Saint-Luc-de-Vincennes 1864-1989*, Saint-Luc-de-Vincennes, Société d'histoire de Saint-Luc-de-Vincennes, 1989, p. 29. Le problème des chemins impraticables au dégel et celui de l'éloignement reviennent comme à La Visitation, (requête de 1898 reproduite dans : Denis Fréchette, *Le diocèse de Nicolet 1885-1985*, p. 78) et à Sainte-Cécile-de-Lévrard (*ibid.*, p. 199).

⁶³ Napoléon Caron, *Deux voyages sur le Saint-Maurice*, Trois-Rivières, P.V. Ayotte, 1889, p. 82. Plus loin, Caron demande au député de Champlain l'établissement d'un chemin entre Saint-Tite et Saint-Joseph-de-Mékinac afin de mettre cette nouvelle colonie en communication avec les « centres commerciaux », p. 89.

Cette préoccupation associée à la montée de l'industrie est neuve en Mauricie; Caron en avait un exemple sous les yeux à Sainte-Flore. Vers 1900, l'attention se déplace vers l'amélioration des axes routiers de la région. Il découle de l'arrivée de l'automobile et du camion⁶⁴ la nécessité de routes plus larges, plus droites et pourvues d'un revêtement bitumineux. En outre, on veut attirer le tourisme venant des voisins du Sud⁶⁵. Le nombre de véhicules et le volume de circulation augmentent rapidement⁶⁶; de plus, les lignes de transport par autobus concurrencent sérieusement les trains à partir de 1925 environ⁶⁷. Par voie de conséquence, les revendications en faveur de meilleures routes se multiplient⁶⁸. La plus ancienne mention dans les journaux a trait à la route Montréal-Trois-Rivières-Québec. On annonce la tenue d'une série de conférences dans chaque municipalité concernée par des fonctionnaires des ministères de l'Agriculture et de la Voirie au sujet d'un projet de route nationale⁶⁹. Les journaux signalent le progrès des travaux de pavage et de redressement qui se poursuivent jusqu'en 1914.

⁶⁴ Une automobile est présentée sur un « char allégorique » lors du défilé de la Saint-Jean-Baptiste à Trois-Rivières en 1901, (*Le Trifluvien*, 25 juin 1901, p. 2). Ringuet a relaté l'émoi que causèrent les premières autos dans *Confidences*, Montréal, Fides, 1965, p. 45-50; voir aussi *Le Trifluvien*, 1^{er} septembre 1905, p. 8. Le passage dans les rues de la ville des 315 automobilistes américains au concours Glidden soulève un grand intérêt en 1906, *Le Trifluvien*, 20 juillet 1906, p. 8. *Le Bien Public* donne la traduction française du vocabulaire de l'automobile, (19 mars 1914, p. 3).

⁶⁵ On projette en 1916 la construction d'un « Grand Hôtel » pour les automobilistes à Batiscan ou à Trois-Rivières, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 29 septembre 1916, p. 1.

⁶⁶ *Le Nouvelliste* note avec fierté que 300 Américains, la plupart automobilistes provenant des états de New York et du Massachusetts, ont été enregistrés dans les hôtels depuis un mois, (21 juillet 1921, p. 8).

⁶⁷ Les représentants du Canadien National s'en plaignent lors des audiences de la Commission fédérale des chemins de fer à Trois-Rivières en 1928 et demandent en conséquence que le nombre de trains de passagers soit diminué sur la ligne d'Arthabaska, (*Le Nouvelliste*, 9 janvier 1928, p.1). Les autobus assuraient un des services deux fois par jour de Trois-Rivières à Louiseville, Batiscan et Shawinigan en 1922, (*Le Nouvelliste*, 12 mai 1922, p. 8) et des services quotidiens de Drummondville, Nicolet, Manseau et Deschaillons à Sainte-Angèle-de-Laval en 1925, (*Le Nouvelliste*, 15 septembre 1925, p. 7). La ligne Louiseville-Trois-Rivières existait depuis 1917, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 27 avril 1917, p. 4. Il semble qu'on n'ait pas donné suite à un projet de ligne « d'automobiles omnibus » entre Trois-Rivières et Shawinigan en 1905 à cause de l'ouverture l'année suivante du chemin de fer entre les deux villes, cf. *Le Trifluvien*, 11 juillet 1905, p. 8.

⁶⁸ Le monde rural emboîte le pas. Par exemple, à Saint-Justin on note en 1922 un grand mouvement pour l'amélioration des chemins : « tous veulent arrondir [*sic*] et graveler le leur », écrit *L'Écho de Saint-Justin*, (1^{er} mai 1922, p. 2).

⁶⁹ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 8 novembre 1912, p. 8. La première conférence, donnée à Trois-Rivières, attire peu de gens mais le Conseil municipal adopte le 2 décembre une résolution

L'aménagement de la route reliant Trois-Rivières à Grand-Mère par Shawinigan est celui qui fait l'objet des requêtes les plus soutenues car, conjointement avec le lien ferroviaire, la voie reliant les centres urbains de la région est au cœur de l'intégration de la nouvelle vallée industrielle. Une délégation constituée de représentants des usines de Grand-Mère et de Shawinigan et du maire de cette ville demande au premier ministre de la province la construction d'une route carrossable en 1915⁷⁰. Napoléon Désaulniers, maire de Shawinigan, écrit en 1920 que le parachèvement de la route « sera l'un des principaux facteurs de notre progrès futur en complétant un excellent réseau de voies de transport aux grands centres de la Province⁷¹ ». Il semble que les travaux étaient inachevés car on demande encore des améliorations en 1922⁷². Deux ans plus tard, il restait à compléter le tronçon Shawinigan-Grand-Mère et une imposante délégation se rend à Québec en décembre 1924 à ce sujet⁷³. Jamais les milieux politiques et le monde des affaires ne se sont mobilisés avec autant de vigueur pour ce genre de revendications; il y transparaît un enjeu perçu comme vital.

Plusieurs autres axes routiers font l'objet de requêtes⁷⁴. Une route entre Sainte-Angèle et Victoriaville est réclamée en 1917 par les paroisses de la rive sud auprès de

accordant 1 000 \$ par mille de chemin construit. *Le Nouveau Trois-Rivières* énumère les avantages financiers, (6 décembre 1912, p. 7).

⁷⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 15 octobre 1915, p. 1. Le Conseil municipal trifluvien adopte le 2 octobre 1916 un règlement autorisant le paiement d'un huitième du coût de construction, (*Le Nouveau Trois-Rivières*, 6 octobre 1916, p. 1).

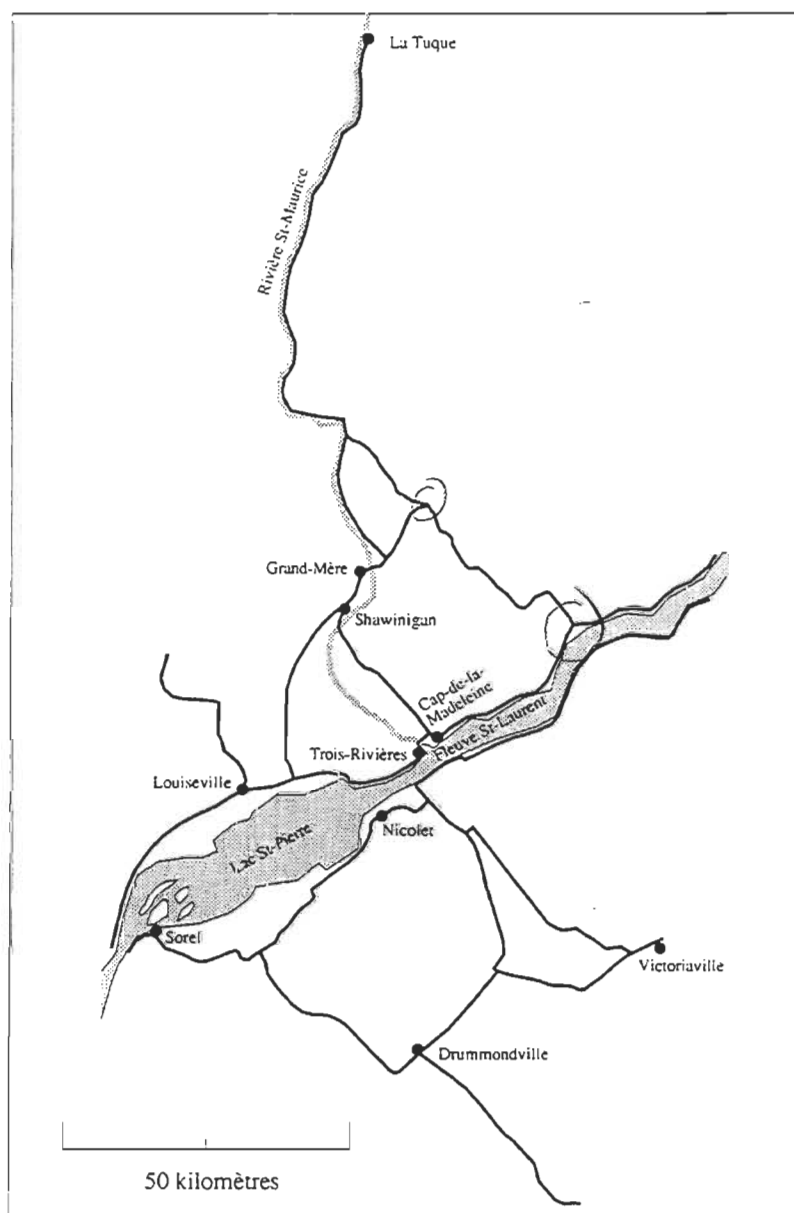
⁷¹ *Shawinigan après vingt ans*, Shawinigan, [s.é.], 1920, p. 7.

⁷² Une délégation formée de représentants des villes concernées et des délégués de Shawinigan Water & Power et de Belgian Industrial se rendent à Québec pour un octroi, (*Le Nouvelliste*, 2 février 1922, p. 5). Le ministre Perron promet que la route sera complétée dans un an, (*Le Nouvelliste*, 11 octobre 1922, p. 1 et 3); la promesse est rappelée au gouvernement Taschereau quelques mois plus tard, (*Le Nouvelliste*, 10 février 1923, p. 4).

⁷³ La délégation comprend notamment les députés de Saint-Maurice, de Champlain et de Trois-Rivières, les maires de Shawinigan et de Grand-Mère, des dirigeants de Belgo, Laurentide et de Shawinigan Water & Power. Les deux villes et les trois sociétés sont prêtes à verser des montants.

⁷⁴ La figure 4 présente le réseau routier de la Mauricie/Bois-Francs vers 1930. Seules les « routes nationales » sont montrées. Mises à part les autoroutes récentes, le réseau de routes principales n'a pas varié depuis 1930.

FIGURE 4 : LE RÉSEAU ROUTIER
DE LA MAURICIE / BOIS-FRANCS VERS 1930



Centre interuniversitaire d'études québécoises

Source : Carte routière du Québec 1990-1991, Les publications du Québec, 1:500 000

J.-A. Tessier, député-maire de Trois-Rivières et ministre de la Voirie⁷⁵. De plus, on demande depuis 1918 un lien entre Trois-Rivières, Drummondville, Sherbrooke et éventuellement la Nouvelle-Angleterre⁷⁶. Tessier fait la première inspection de la route Trois-Rivières-Woburn (à la frontière) en 1921; il affirme à cette occasion que ce lien routier amènera des touristes américains. Un autre projet de route Trois-Rivières-Sherbrooke est promu par des municipalités de la rive sud qui proposent d'assumer une partie des coûts⁷⁷.

Le plus ancien document où une route vers la Haute-Mauricie est exigée remonte à 1852. Oliver Wells y affirme qu'elle doit partir de Québec car elle serait plus courte de 15 à 20 milles⁷⁸. A. J. Russell souhaite l'établissement d'un lien par route entre Trois-Rivières et le lac Saint-Jean sept ans après, de même que Stanislas Drapeau

⁷⁵ *Le Bien Public*, 29 mars 1917, p. 3. Par la loi dite « des bonnes routes », le gouvernement provincial accorde des sommes dépassant le million aux comtés de la Mauricie : 480 000 \$ (Champlain), 62 000 \$ (Maskinongé), 228 000 \$ (Nicolet) et 247 000 \$ (Saint-Maurice) de 1913 à 1922. *Le Nouvelliste*, 11 octobre 1922, p. 3). Le fait que le député de Trois-Rivières était ministre de la Voirie n'a certes pu nuire. Le réseau routier localisé en tout ou en partie en Mauricie est constitué en 1923 des routes suivantes :

	A	B
Montréal-Québec	157,3	157,3
Lévis-Saint-Lambert	177,0	73,9
Trois-Rivières-Grand-Mère	27,5	27,5
Drummondville-Annaville*	27,0	15,7
Victoriaville-Sainte-Angèle	35,0	6,5

A : longueur totale en milles

B : longueur « améliorée » en milles

* : Saint-Célestin

Le Nouvelliste, 15 juin 1923, p. 1.

⁷⁶ Les Chambres de commerce de Trois-Rivières et des Cantons de l'Est se réunissent à Drummondville afin d'étudier la question. *Le Trifluvien*, 13 juillet 1918, p. 3.

⁷⁷ Les maires avancent que le tracé est plus court et qu'il permettra d'attirer les touristes vers les chutes de Maddington. *Le Nouvelliste*, 11 juin 1923, p. 1. Le ministre Perron, de son côté, avait promis une communication directe avec Portland (Maine) et une route reliant Lévis à Saint-Lambert par Sorel. *Le Nouvelliste*, 11 octobre 1922, p. 1. Les journaux de l'époque obtiennent l'abolition des barrières de péage sur le pont Saint-Maurice à Trois-Rivières, le pont de Batiscan et celui de Sainte-Anne-de-la-Pérade afin de favoriser le commerce et le tourisme. Voir notamment, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 2 juillet 1915, p. 1 et *St. Maurice Valley Chronicle*, 24 février 1922, p. 2.

⁷⁸ Lettre de Wells au Commissaire des terres de la Couronne, 12 août 1852, reproduite dans *JALPC*, Appendice JJJ, session 1852-1853, p. 8. La même proposition est faite dans le *Rapport sur la colonisation dans le Bas-Canada pour l'année 1862*, Québec, Joseph-Norbert Duquet, 1863.

en 1863⁷⁹. Leurs propositions faisaient allusion à des chemins forestiers ou de colonisation mais le besoin d'une véritable route se fait sentir à partir de 1906 lorsqu'une agglomération industrielle naît à La Tuque. Jos. Barnard écrit dans *Le Bien Public* que la grande route lac Saint-Jean-La Tuque-Trois-Rivières sera utile à la colonisation et au tourisme. Le maire Wenceslas Plante de La Tuque en fait la demande formelle au premier ministre Taschereau en 1924 et le tronçon jusqu'à La Tuque est ouvert en 1925⁸⁰. *Le Bien Public* affirme en 1939 que « toute la Mauricie désire l'ouverture de la route La Tuque-Roberval⁸¹ ». Le lien tant souhaité ne sera complété qu'en 1960⁸².

L'ardeur et la constance déployées afin d'obtenir une communication directe avec le Saguenay-Lac-Saint-Jean reflètent les ambitions spatiales des élites de la région. Elles sont conscientes de l'avantage d'être situées au cœur de la partie habitée de la province. Le retour à l'économie de paix après la Deuxième Guerre mondiale soulève des espoirs de développement sans précédent. Les maires et les échevins des villes de la Mauricie se réunissent en 1949 afin de discuter de problèmes communs et d'unir les efforts pour un plan global de développement des communications. Le maire J.-Alfred Mongrain de Trois-Rivières, qui est l'instigateur de cette conférence des maires, affirme

⁷⁹ Lettre de A.J. Russell au Commissaire des terres de la Couronne, mars 1859, reproduite dans JALPC, Appendice (n° 8), session 1863, p. [3], Stanislas Drapeau, *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851 à 1861)*, Québec, Léger Brousseau, p. 457-458.

⁸⁰ *Le Bien Public*, 16 août 1923, p. 3; Lucien Filion, *Histoire de La Tuque à travers ses maires (1911-1977)*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1977, p. 17-18. *Le Nouvelliste* demande à nouveau le prolongement jusqu'à Roberval en 1926, (21 août 1926, p. 20). Un autre maire de La Tuque, Omer Journeault, fait de même en 1937, (*Le Mauricien*, vol. 1, n° 3, janvier 1937, p. 32).

⁸¹ *L'Écho du Saint-Maurice* avait multiplié les éditoriaux à ce sujet. Par exemple, 14 novembre 1929, p. 1; 12 articles en 1933 et 6 en 1936. *Le Bien Public* avait appuyé la campagne de 1933 (27 juillet 1933, p. 1). On y accusait les gens de la ville de Québec d'obstruction. *Le Bien Public*, 16 février 1939, p. 13. L'article signale de plus que les chambres de commerce de Shawinigan et de Grand-Mère se sont réunies afin de promouvoir le projet.

⁸² Filion, *op. cit.*, p. 91-92. Après la guerre, la demande avait été renouvelée par les autorités municipales de La Tuque, (*ibid.*) en 1946 et promue dans *La Mauricie. Future Ruhr du Canada*, Montréal, Société historique industrielle inc., 1956, p. 4.

que « le chauvinisme disparaît de plus en plus [...] la Mauricie forme un tout au point de vue géographique et il n'est pas de raison pour laquelle cette unité ne serait pas consacrée par les humains⁸³ ». Il ajoute que « penser en fonction d'une région est mieux que penser en fonction d'une municipalité⁸⁴ ». La réunion se déroule à l'hôtel de ville de Trois-Rivières le 26 novembre 1949. Les projets suivants font l'objet de résolutions :

- construction de la route La Tuque-Roberval,
- parachèvement des routes Grand-Mère-La Tuque et Trois-Rivières-Lac-Mégantic,
- construction d'un pont sur le fleuve,
- prolongement des quais à Trois-Rivières.

Le Nouvelliste suggère que la Transcanadienne passe à Trois-Rivières plutôt qu'à Drummondville et exprime un vigoureux appui au projet de route vers les États-Unis⁸⁵.

Pour la première fois en Mauricie, à l'aube des années 1950, une concertation des milieux francophones donne le coup d'envoi à un projet aménagiste global de la région dans le domaine des communications. La concertation relative à la voie de communication entre Trois-Rivières et le centre de la Mauricie, une génération plus tôt, provenait en partie des dirigeants industriels de Shawinigan et de Grand-Mère. Ici, le régionalisme économique découle d'une prise de conscience et s'exprime d'une manière

⁸³ *Le Nouvelliste*, 11 novembre 1949, p. 2. Mongrain est un homme d'affaires de 41 ans qui vient d'être élu. Disciple et admirateur de l'abbé Albert Tessier, il cherche à concrétiser le régionalisme en termes d'économie.

⁸⁴ *Le Bien Public*, 1^{er} décembre 1949. Au même moment, le D^r Conrad Godin, devant des ingénieurs, présente un exposé sur « le passé, le présent et l'avenir » de la vallée du Saint-Maurice. Il favorise la route vers Portland, l'aménagement du Haut-Saint-Maurice et la construction du pont. *Le Nouvelliste*, 30 novembre 1949, p. 3.

⁸⁵ *Le Nouvelliste*, 3 novembre 1949, p. 2; 14 novembre 1949, p. 2; 28 novembre 1949, p. 3.

conquérante. Effectivement, le projet du pont sur le fleuve à Trois-Rivières apparaît comme le reflet le plus éclatant de cet esprit nouveau.

Déjà entrevu au siècle dernier⁸⁶, le projet prend corps à la fin de la Première Guerre mondiale et le maire Arthur Bettez en fait un point de son programme. Le Conseil municipal trifluvien adopte une résolution le 29 octobre 1945 demandant aux gouvernements d'étudier la faisabilité du projet. Il est imité par le Conseil municipal de Louiseville un mois plus tard et ceux de Baie-du-Febvre, Sainte-Angèle-de-Laval et Saint-Zéphirin au mois de février suivant⁸⁷; les journaux appuient l'initiative avec ferveur⁸⁸. Le pont est finalement ouvert en 1967⁸⁹. Sa mise en service a concrétisé un rêve séculaire; elle a permis de renouer des liens entre les deux parties de la région trifluvienne situées de part et d'autre du Saint-Laurent.

⁸⁶ M^{gr} Signay, évêque de Québec, réclame un pont sur le fleuve pour accommoder les citoyens de Nicolet, dans la lettre qu'il adresse le 14 mai 1839 à l'abbé Jean Raimbault, supérieur du séminaire et curé de Nicolet. Cf. *Le Bien Public*, 28 novembre 1958, p. 1. De son côté, Louis-D. Durand, candidat de la Restauration à l'élection fédérale de 1935, fait confectionner des plans pour un tunnel sous le fleuve qui sont présentés dans l'*Almanach trifluvien*, vol. 4, 1935, p. 120. Ils prévoient deux voies pour les véhicules et une pour les trains. L'Association des marchands-détaillants appuie ce projet l'année suivante; les députés Dubois (Nicolet) et Gariépy (Trois-Rivières) présentent le projet d'un pont au Parlement canadien (*L'Écho du Saint-Maurice*, 6 février 1936, p. 1 et 12 mars 1936, p. 1). De son côté, l'éditorialiste du *St. Maurice Valley Chronicle* (5 mars 1936, p. 1), soupèse les projets de tunnel, de pont et de transport de wagons par bac (car-ferry) et écrit que « *Three Rivers is the natural centre of an area which includes almost one-third the total of population of Quebec province* ». Le projet de Durand revit brièvement en 1959, (*Le Bien Public*, 11 décembre 1959, p. 1) alors qu'une lettre est envoyée au ministre des Travaux publics par un comité de citoyens.

⁸⁷ *Le Nouvelliste*, 30 octobre 1945, p. 3; *Le Bien Public*, 6 décembre 1945, p. 8; *Le Nouvelliste*, 7 mars 1946, p. 3 et 9 mars 1946, p. 3. Au mois de juin, au-delà de 500 résolutions sont passées par les conseils municipaux et d'autres organismes des municipalités de la rive sud. *Le Nouvelliste*, 8 juin 1946.

⁸⁸ Par exemple, *Le Bien Public*, 11 avril 1946, p. 1; *Le Nouvelliste*, 7 mai 1946, p. 1.

⁸⁹ La Chambre de commerce trifluvienne forme un comité en 1953 ayant comme mandat de présenter un projet. Elle organise une campagne de souscription l'année suivante et un projet évalué à 12,5 millions est élaboré. La Corporation du pont de Trois-Rivières est constituée en 1956; le gouvernement Lesage sanctionne une loi lui garantissant un emprunt de 30 millions en 1962. Les travaux débutent deux ans après et le gouvernement Johnson doit avancer 20 millions supplémentaires en 1966; le projet de péage est écarté et la Corporation dissoute en novembre 1967. Le pont est inauguré le mois suivant. *Le Nouvelliste*, 21 décembre 1967, p. 1.

Les projets aménagistes se rattachant au réseau routier et les requêtes pour l'améliorer forment un élément essentiel du discours de développement régional. Les fonctionnaires, les maires, les députés et les chefs d'entreprises, dans la perspective de leurs intérêts propres, cherchent à doter la Mauricie de voies carrossables afin de faciliter l'expansion du territoire occupé, surtout avant 1900, puis la croissance industrielle et le tourisme à partir de 1900. La constitution d'un réseau ferroviaire dense et articulé relève, en partie, du même genre de préoccupations.

3. Les chemins de fer

Des liens étroits existent entre les représentations associées aux projets de chemin de fer touchant la région trifluvienne et l'émergence d'une identité régionale. En effet, l'analyse du discours de développement fait ressortir l'importance de la mise en place du réseau ferroviaire dans la construction de l'espace régional. Les projets ferroviaires ont été associés à des rhétoriques touchant la fièvre des chemins de fer, à l'*electricity mania*, aux mythes du Nord et de l'Ouest, mais surtout à la définition d'un territoire bien découpé et centré sur Trois-Rivières. Du reste, l'influence du chemin de fer dans la formation de pôles régionaux a été soulignée il y a une vingtaine d'années par Albert Faucher⁹⁰. Il a notamment mis en relief que l'expansion ferroviaire avait constitué « un excellent moyen de promotion régionale » pour le Canada-Ouest (Haut-Canada) durant les années 1850 mais que Montréal était restée en marge de ce développement à la même époque⁹¹. L'extension rapide du réseau à l'est de Montréal dans les décennies subséquentes palliera cette faiblesse; Québec constituera un nœud ferroviaire secondaire à la suite de revendications énergiques de sa classe d'affaires. On

⁹⁰ Albert Faucher, *Québec en Amérique au XIX^e siècle. Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*, Fides, Montréal, 1973.

⁹¹ *Ibid.*, p. 62.

peut dire la même chose du pôle trifluvien à une échelle plus réduite et c'est à la suite de démarches intensives que Trois-Rivières accédera au statut de pôle ferroviaire régional.

Les rapports entre la promotion des chemins de fer et le discours de développement en Mauricie n'a jamais été traité de façon soutenue, sauf dans l'étude de William Ryan⁹². Celui-ci, qui poursuivait un objectif autre, n'a dépouillé que *Le Bien Public* pour les années 1909 à 1914; en revanche, notre recherche s'appuie sur le dépouillement de tous les journaux trifluviens disponibles. Des documents gouvernementaux tels les *Appendices des Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada* et de prospectus provenant de diverses collections d'archives à Trois-Rivières et à Nicolet⁹³. Le détail des événements rattachés à chacun des projets ayant eu un rapport avec la Mauricie est présenté sur des fiches individuelles à l'Annexe II.

*
* *

Attentifs à l'intégration des économies locales à l'espace nord-américain, excités par la fièvre des chemins de fer, des entrepreneurs élaborent des projets pour des lignes

⁹² Ryan, *op. cit.*, p. 51-115.

⁹³ Notamment la collection Louis-Edouard Bois de brochures du XIX^e siècle conservée aux Archives du Séminaire de Nicolet. Des études ont été mises à profit, notamment la thèse inédite de Gaétan Gervais sur le réseau ferroviaire québécois (« L'expansion du réseau ferroviaire québécois 1875-1895 », thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1978), de même que les compilations de Robert Dorman rassemblant les lois constitutives fédérales ou provinciales des sociétés ferroviaires (*A Statutory History of the Steam and Electric Railway of Canada 1835-1937*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1938, 765 p.) et de M. L. Bladen (« Constructions of railways in Canada, Part I : To the year of 1885; Part II : From 1885 to 1931 », *Contributions to Canadian Economics*, Toronto, University of Toronto, vol. V, 1932, p. 43-59 et vol. VII, 1934, p. 61-107). Les travaux de G.R. Stevens sur le réseau qui donnera la naissance du Canadien National (*Canadian National Railways*, Toronto, Clarke Irwin & Co. Ltd., 1962, 2 vol.) et de Brian Young sur le chemin de fer de la rive nord (*Promoters and Politicians. The North Shore Railways in the History of Quebec, 1854-1885*, Toronto, University of Toronto Press, 1978, xviii, 193 p.) ont apporté une aide précieuse. La thèse de Ronald Rudin apporte un complément intéressant (« The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914 », p. 30-32, 69-71 et 78-79).

dans la plaine du Saint-Laurent entre Montréal et Québec. De 1850 à 1915, une trentaine de projets parviennent à l'étape de l'octroi d'une charte fédérale ou provinciale; sur ce nombre, la moitié devient réalité, en totalité ou en partie. Avant de rendre compte du discours associé à ces entreprises, nous esquissons la mise en place du réseau pour la zone considérée⁹⁴.

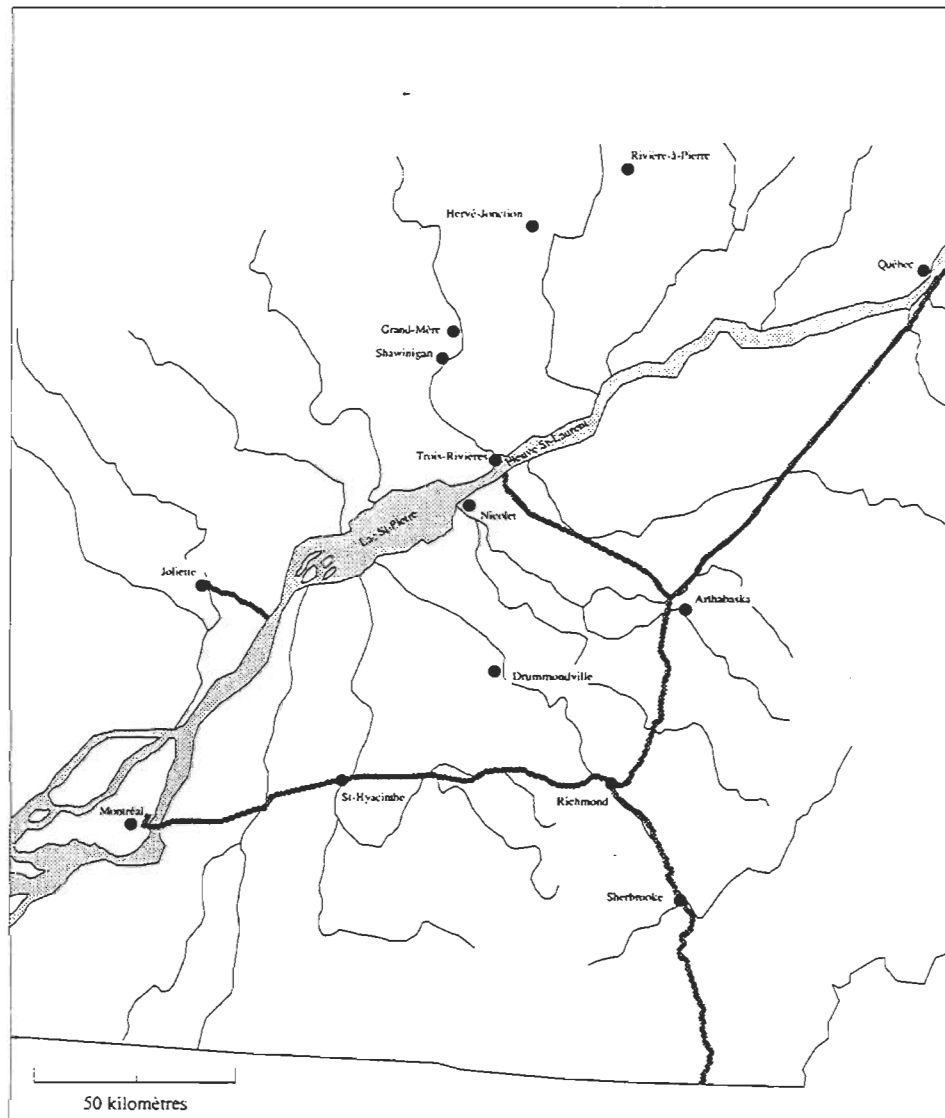
La plus ancienne ligne existant à proximité du district trifluvien est celle qui joint Montréal au littoral atlantique. Le premier tronçon entre Longueuil (vis-à-vis de Montréal) et Saint-Hyacinthe est ouvert en 1848, celui de Saint-Hyacinthe-Richmond trois ans plus tard; Portland, le terminus américain, voit arriver les premiers trains en 1853. En 1855, la voie ferrée reliant Richmond à Lévis en face de Québec est mise en exploitation. Le Grand Tronc, qui intègre peu après ces deux chemins de fer à son réseau, aménage une voie secondaire d'Arthabaska à Doucet's Landing devant Trois-Rivières en 1864. La ville se trouve désormais à quelques heures de Montréal et de Québec. Les projets de construction se multiplient. Des hommes d'affaires de Québec mettent sur pied en 1853 une société afin d'établir un lien ferroviaire avec Montréal passant par la rive nord, donc par Trois-Rivières. Toutefois, le projet piétine durant un quart de siècle et ne devient réalité qu'après de multiples déboires et tergiversations.

Un chemin de fer joignant Sorel, Drummondville et la ligne du Grand Tronc à Acton promu par Louis-Adélard Sénécal voit le jour en 1875⁹⁵. La réalisation suivante

⁹⁴ Nous présentons le réseau ferroviaire entre Montréal et Québec tel qu'il existait en 1867 (Figure 5), en 1905 (Figure 6) et en 1929 (Figure 7). Les documents ayant servi pour l'établissement des cartes présentées aux figures 5 à 7 sont les cartes topographiques au 1 : 250 000 suivantes : *Montréal 31 H*, *Québec 21 L*, *Sherbrooke 21 E*, *Trois-Rivières 31 I*, *La Tuque 31 P*. Certains tracés ont été précisés avec la carte topographique *Shawinigan 31 I/10* au 1 : 63 360 et la carte de 1880 du Post Office Dept. d'Ottawa. Les tracés ont été reportés par un procédé informatique sur un fond de carte de la collection du Centre interuniversitaire d'études québécoises.

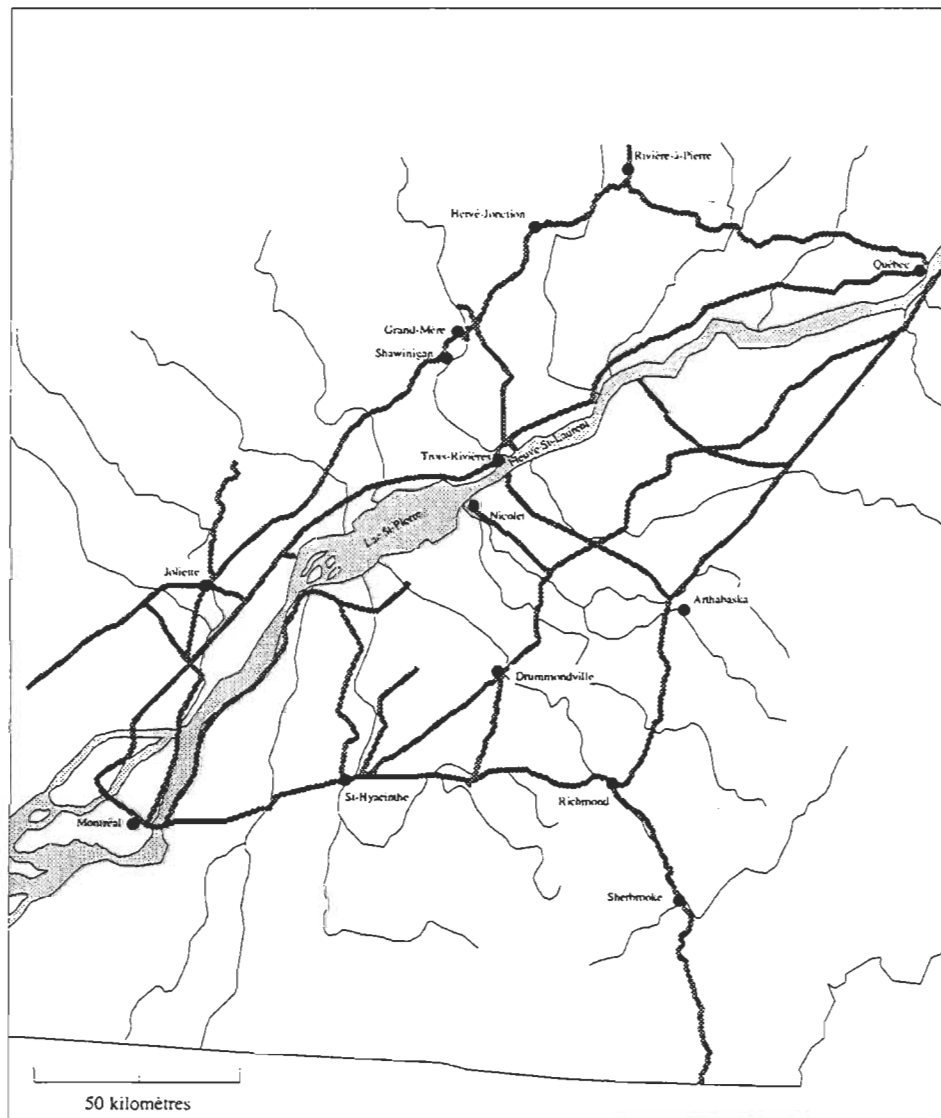
⁹⁵ Gervais, *op. cit.*, p. 449-450.

FIGURE 5 : LE RÉSEAU FERROVIAIRE
ENTRE MONTRÉAL ET QUÉBEC EN 1867



Centre interuniversitaire d'études québécoises

FIGURE 6 : LE RÉSEAU FERROVIAIRE
ENTRE MONTRÉAL ET QUÉBEC EN 1905



Centre interuniversitaire d'études québécoises

FIGURE 7 : LE RÉSEAU FERROVIAIRE
ENTRE MONTRÉAL ET QUÉBEC EN 1929



Centre interuniversitaire d'études québécoises

est celle du Drummond County Ry. qui relie Saint-Hyacinthe à Drummondville en 1887 et rejoint Nicolet trois ans après. Le tronçon d'Aston à Lévis sera construit par l'Intercolonial au début du siècle⁹⁶. Par ailleurs, on envisage à partir de 1884 une liaison ferroviaire entre Montréal et Québec longeant le fleuve par le sud. À la ligne Montréal-Sorel, on ajoute celle de Sorel-Nicolet mise en service après plusieurs retards et déboires financiers; les constructeurs s'arrêtent à 70 kilomètres de Lévis en 1895⁹⁷, cette liaison ne sera donc jamais complétée.

De son côté, la rive nord dans le district trifluvien, avec son ouverture sur l'immensité du Bouclier canadien, a suscité plusieurs rêves de constructions. Toutefois, ce n'est qu'en 1879 que les trains en provenance de Montréal et de Québec entrent en gare de Trois-Rivières. Des fluctuations de l'économie, des spéculations, des interventions politiques et aussi l'obstruction du Grand Tronc en avaient retardé la construction⁹⁸. Au même moment, s'ouvre la ligne donnant accès à partir de Trois-Rivières à la zone d'exploitation forestière, épine dorsale de l'économie régionale. Cette ligne des Piles avait donné lieu à la création d'une première société en 1857, laquelle avait été fusionnée presque aussitôt avec le chemin de fer de la rive nord avant d'être entraînée dans son naufrage⁹⁹. De 1854 à 1877, les journaux de Trois-Rivières consacrent de nombreux articles au sujet de « l'embranchement des Piles ». À certains moments, on favorise un tracé à l'ouest de la rivière Saint-Maurice par Shawinigan afin de maintenir la suprématie trifluvienne, mais toujours on insiste sur l'importance du

⁹⁶ *Ibid.*, p. 320-321.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 323. Voir aussi Rosaire Lemay, *Trois siècles sont appris. Baie-du-Febvre 1683-1983*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1983, p. 305-307.

⁹⁸ Cf. Young, *op. cit.* La construction de la « Loop Line » qui relie le port à la voie principale du côté du Saint-Maurice et du côté de la commune fait l'objet d'un scandale relié à la spéculation. Les journaux trifluviens en font leur pâture en 1879, notamment *La Concorde* (une vingtaine d'articles). Une feuille locale éphémère et une taverne porteront même le nom de *Loop Line*.

⁹⁹ Il s'agissait de la St. Maurice Railway & Steam Navigation Co. qui avait l'intention d'exploiter une ligne de navigation sur le Saint-Maurice entre Les Piles et La Tuque en plus de construire le chemin de fer de Trois-Rivières aux Piles qui pourrait contourner les chutes de Shawinigan et de Grand-Mère. Dorman, *op. cit.*, p. 45 et 437.

chemin de fer pour l'économie locale ou régionale. Le chemin de fer des Piles devient le sujet de conversation et deux témoignages des années 1868-1869 subsistent à ce propos. Ainsi le jeune Benjamin Sulte, futur historien, écrit, le 16 octobre 1868 : « enfin, l'indispensable et désiré chemin de fer des Piles sans lequel nous n'irons jamais bien loin sur la voie du progrès¹⁰⁰ ». De son côté, le zouave Louis Garceau écrit de Rome le 19 février 1869 au sujet du même chemin de fer :

Les journaux du Canada ne nous parlent que de chemins de fer [...] Bravo ! Les gens des Trois-Rivières sortent furieusement de leur apathie [...] bien décidés à tout fendre [*sic*] plutôt que de céder. Je reconnais bien là l'ancienne valeur trifluvienne ! Mais qu'ils prennent garde, on dit que [les] messieurs de Québec veulent leur jouer un tour de Gascon...¹⁰¹.

Des lecteurs envoient des lettres dans le même sens aux journaux trifluviens.

Sitôt la voie Montréal-Trois-Rivières-Québec mise en service, la fièvre des chemins de fer s'empare des hommes d'affaires locaux. En 1878, la Société St. Laurence, Lower Laurentian & Saguenay obtient la permission de construire une voie entre Trois-Rivières et le Saguenay-Lac-Saint-Jean par Saint-Tite¹⁰². En 1882, Three Rivers & North Western, promue comme la précédente par des Trifluviens, entrevoit la construction d'un chemin de fer vers la Mattawinie au nord de Joliette, puis elle vise l'Outaouais et, finalement, la baie Géorgienne¹⁰³. 1886 : Maskinongé & Nipissing vise à relier Louiseville à la baie Géorgienne¹⁰⁴. 1889 : Three Rivers &

¹⁰⁰ Benjamin Sulte, « Les marchés des Trois-Rivières », dans Gérard Malchelosse, *Mélanges historiques*, vol. 3, Montréal, G. Ducharme, 1919, p. 112.

¹⁰¹ Adélaré Dugré, s.j., « Le R.P. Garceau, jésuite », *Le Ralliement*, vol. I, n° 17, 29 juin 1929, p. 236.

¹⁰² Dorman, *op. cit.*, p. 340; Gervais, *op. cit.*, p. 241-242.

¹⁰³ Gervais, *op. cit.*, p. 246.

¹⁰⁴ Dorman, *op. cit.*, p. 356; séries d'articles dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 1886-1888 et *Le Trifluvien*, 1890. Un premier projet n'avait pas réussi à atteindre l'étape de la loi constitutive en 1881. Voir *Le Courrier de Maskinongé*.

Western se propose de joindre la Baie James¹⁰⁵. Cependant, comme on pouvait s'y attendre, les quatre projets font long feu.

En revanche, Charles Newhouse Armstrong de Montréal, fort de son expérience dans la promotion, le financement et la construction des chemins de fer, obtient de la Législature en 1883 une loi constitutive (charte) lui permettant de construire une voie de St. Andrew's sur l'Outaouais jusqu'au Saint-Maurice au pied des contreforts laurentiens¹⁰⁶; la compagnie d'Armstrong complète la voie entre Joliette et Grand-Mère en 1898 avec le concours de multiples et généreuses subventions gouvernementales¹⁰⁷. Le Saint-Maurice est franchi peu après, ce qui rend possible l'intégration avec le chemin de fer des Basses-Laurentides des entrepreneurs trifluviens¹⁰⁸. À la fin de 1903, les trains circulent de Joliette à partir du Great Northern jusqu'à Montréal sur la voie de Châteauguay & Northern¹⁰⁹; en 1909 est ouvert un tronçon de Garneau Jct. à Donnacona par Saint-Stanislas. Cette voie constitue la seule partie d'un vaste projet proposant de joindre les Maritimes au Canadian Northern qui ait été construite¹¹⁰.

Les derniers éléments du réseau sont mis en place durant la dizaine d'années qui suivent : voie reliant la ville naissante de La Tuque au chemin de fer du Lac Saint-Jean construite par la papetière Brown en 1907¹¹¹; mise en service très attendue de la ligne Trois-Rivières-Shawinigan en 1906 qui est complétée jusqu'à Grand-Mère trois ans

¹⁰⁵ Dorman, p. 585.

¹⁰⁶ Stevens, *op. cit.*, p. 335.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 340-341.

¹⁰⁸ Gervais, *op. cit.*, p. 241-251.

¹⁰⁹ Gervais, *op. cit.*, p. 224-225; Stevens, *op. cit.*, p. 346-347.

¹¹⁰ Il s'agit de Quebec, New Brunswick & Nova Scotia Ry. Co. Cf. Dorman, *op. cit.*, p. 513; Gervais, *op. cit.*, p. 224. *Le Nouveau Trois-Rivières*, 10 décembre 1909, p. 5.

¹¹¹ Stevens, *op. cit.*, p. 338; Thomas Boucher, « Mauricie d'autrefois », Trois-Rivières, *Le Bien public*, 1952, p. 106. Cette ligne est abandonnée lorsque le Transcontinental joint La Tuque à Québec.

après¹¹² et, touche finale, construction d'un tronçon du Transcontinental entre Québec, Hervey Jct., La Tuque et l'Abitibi entre 1908 et 1911. Enfin, s'ajoute au réseau de chemin de fer à vapeur classique la ligne électrifiée entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine inaugurée en 1916¹¹³. Aucun élément majeur ne viendra s'ajouter au réseau ferroviaire mauricien par après¹¹⁴.

Ainsi, en un demi-siècle, la Mauricie a vu se constituer un réseau ferroviaire dense et articulé, tout à la fois centré sur le pôle trifluvien et mis en rapport avec le réseau nord-américain. Les élites régionales — hommes d'affaires, dirigeants municipaux, journalistes et membres du clergé — se sont engagées concrètement, fondant même des sociétés ferroviaires dans certains cas. Ils ont cherché en maintes occasions à défendre leurs projets en puisant dans le discours de territorialité ou l'affirmation identitaire.

Il n'est guère surprenant de voir un thème comme le progrès ou la prospérité revenir comme un leitmotiv dans la promotion ferroviaire. Il s'exprime avec le plus de vigueur durant les années 1850¹¹⁵ au moment où l'on souhaite rattacher le district aux voies nationales : « espérances d'agrandissement et de prospérité extraordinaires¹¹⁶

¹¹² Le St. Maurice Valley Ry. Co. est incorporé en 1904 (Dorman, *op. cit.*, p. 517) et cédé au Canadien Pacifique en 1911. La loi constitutive autorisait la compagnie à prolonger sa ligne jusqu'au futur transcontinental.

¹¹³ Le tronçon Hervey Jct.-Weymontachingue est ouvert en 1909, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 3 décembre 1909, p. 4. Three Rivers Traction Co. reçoit une charte provinciale en 1914 avec l'autorisation de joindre Trois-Rivières et Louiseville. Les tramways circulent dans les rues jusqu'en 1933, (Dorman, *op. cit.*, p. 586).

¹¹⁴ La voie du Canadien National entre Saint-Boniface et Grand-Mère est relocalisée en 1927 afin de mieux desservir les usines de Shawinigan. De nos jours, le réseau a été abandonné en partie. En 1991, il ne subsistait que les lignes Montréal-Trois-Rivières-Québec et Trois-Rivières-Grand-Mère pour le Canadien Pacifique; Montréal-Saint-Hyacinthe-Aston-Québec; Aston-Saint-Grégoire-Bécancour; Montréal-Joliette-Shawinigan-Rivière-à-Pierre-Roberval; Québec-Hervey Jct.-La Tuque-Abitibi pour le Canadien National. Cf. *Atlas. Chemins de fer canadiens*, Montréal, Association des chemins de fer canadiens, 1991, p. 23 et 29.

¹¹⁵ Dès 1847. *Le Journal des Trois-Rivières*, 4 décembre 1847, p. 3.

¹¹⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 21 février 1852, p. 2.

[...] question de vie ou de mort¹¹⁷ [...] amènera la richesse et le bonheur¹¹⁸ ». Dans les éditoriaux revient l'idée que les ressources industrielles, agricoles, forestières ainsi que les mines tireront profit de la présence d'un chemin de fer. Bref, comme écrit *L'Ère Nouvelle* en 1858¹¹⁹, une époque s'ouvrira qui, « en deux ou trois ans, fera prospérer la cité de Trois-Rivières plus qu'elle ne l'a fait depuis un siècle ». À quelques reprises, la presse de Montréal avait raillé l'inertie des Trifluviens comme *La Gazette* en 1847 et le *Herald* en 1852¹²⁰. Les éditorialistes de Trois-Rivières rétorquent que l'appui unanime du projet ferroviaire illustre un esprit d'initiative nouveau qui permettra à leur ville de sortir de sa paralysie et d'échapper au reproche de toujours tirer de l'arrière¹²¹.

Mais l'idée qui ressort le plus souvent est celle de l'intégration spatiale de la Mauricie. « Ouvrir le territoire du Saint-Maurice¹²² », c'est-à-dire le bassin du Saint-Maurice livré à l'exploitation forestière, « donner accès au *back country* de Trois-Rivières¹²³ », voilà sur quoi l'on insiste quand il s'agit de promouvoir le chemin de fer des Piles. À partir de 1886, quand naissent divers projets relatifs au piémont laurentien ou à la rive sud, les collectivités locales se mobilisent. Des assemblées politiques se déroulent à Saint-Boniface, Saint-Tite et Nicolet¹²⁴. On signe des pétitions à l'appui de constructions de lignes et de l'amélioration de celles déjà existantes afin de favoriser l'écoulement des produits agricoles vers les marchés de Trois-Rivières et de Nicolet¹²⁵. Cette volonté manifestée clairement d'articuler un réseau régional est accompagnée d'une préoccupation, de plus en plus insistante avec les ans, de faire du pôle trifluvien

¹¹⁷ *Ibid.*, 3 juillet 1852, p. 2.

¹¹⁸ *L'Ère Nouvelle*, 10 septembre 1855, p. 2; 31 janvier 1856, p. 2 et 8 août 1857, p. 2.

¹¹⁹ *Ibid.*, 30 août 1858, p. 2.

¹²⁰ Cf. *Le Journal des Trois-Rivières*, 8 mai 1852, p. 2.

¹²¹ *Loc. cit.*

¹²² *L'Ère Nouvelle*, 19 novembre 1857, p. 2; 14 décembre 1857, p. 3; *Le Journal des Trois-Rivières*, 8 février 1870, p. 3.

¹²³ *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 septembre 1870, p. 2.

¹²⁴ *Ibid.*, 5 janvier 1887, p. 2; 31 octobre 1889, p. 2; *Le Trifluvien*, 17 novembre 1893, p. 2.

¹²⁵ Des municipalités des deux rives revendiquent un chemin de fer local notamment au moyen de résolutions votées par leur conseil municipal, comme à Saint-Tite en 1879.

le centre économique régional, Trois-Rivières devenant ainsi un nœud ferroviaire adéquatement relié au réseau national. Les hommes d'affaires trifluviens énoncent ce discours à partir du moment où, au début du présent siècle, Grand-Mère, Shawinigan et La Tuque prennent un essor rapide. L'éditorialiste du *Trifluvien* écrit en 1902 :

Quant à l'importance pour notre ville d'être reliée directement à ses deux voisins du nord, personne n'en doute et il me semble que tout Trifluvien devrait sentir le rouge lui monter quand il entend, comme cela m'est arrivé dernièrement, les Québécois [*sic*] appeler *notre* région du St-Maurice leur *back country*¹²⁶.

Il rapplique trois ans plus tard en écrivant que la solution au problème du développement de la région dépend « de l'étendue du territoire qui a toujours formé le district des Trois-Rivières¹²⁷ ». En 1906, à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer de La Tuque, il note, non sans amertume, que la Compagnie de Québec et Lac Saint-Jean a lieu d'être fière de ce que, après avoir rendu tributaires de Québec le Saguenay et le Lac Saint-Jean, elle assure également pour Québec le territoire boisé du Saint-Maurice¹²⁸. Autre constatation inquiète du *Trifluvien* : « il en coûte plus cher pour un habitant de Saint-Tite d'envoyer quelque chose à Trois-Rivières en passant par Shawinigan que par Québec¹²⁹ ». Les propos du *Trifluvien* sont sans équivoque : « Situés, comme nous le sommes entre Montréal et Québec, nous avons eu énormément à souffrir de ce voisinage d'accapareurs qui, au détriment de notre ville ont enlevé à leur profit un trafic qui aurait dû nous rester [...]»¹³⁰.

Le chemin de fer Trois-Rivières-Shawinigan, lisons-nous par ailleurs, « contribuera à faire de Trois-Rivières le chef-lieu de cette région¹³¹ ». Il nous paraît

¹²⁶ *Le Trifluvien*, 25 novembre 1902, p. 2.

¹²⁷ *Ibid.*, 18 août 1905, p. 5.

¹²⁸ *Ibid.*, 9 janvier 1906, p. 3.

¹²⁹ *Ibid.*, 5 juin 1906, p. 4.

¹³⁰ *Ibid.*, 7 mai 1908, p. 1.

¹³¹ *Loc. cit.*

significatif que la fréquence de ces articles voués à l'intégration et à la polarisation mauricienne diminue lorsque le réseau de chemins de fer mauricien est parachevé vers 1915¹³². Le réseau ferré maillant la Mauricie a déterminé un nouveau rapport à l'espace dans les populations urbaines et rurales. Ainsi, les ouvriers sans travail et les fils de cultivateurs qui ne pouvaient acquérir de la terre ne sont plus qu'à quelques heures des destinations d'émigration vers la Nouvelle-Angleterre et l'Ouest. Les jeunes des paroisses rurales constituant un excédent de main-d'œuvre trouvent de nouveaux débouchés comme travailleurs saisonniers. Certains reviennent une fois leur pécule amassé; d'autres, la majorité peut-être, se fixent à l'étranger. Le phénomène a été étudié dans le comté de Maskinongé par Léon Gérin et dans le comté de Champlain par E.-Z. Massicotte¹³³. L'arrivée du chemin de fer en Haute-Mauricie vers 1910 a provoqué des perturbations dans le mode de vie des Amérindiens sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Jusqu'ici, il a été fait mention de préoccupations centrées sur le territoire régional. Mais la Mauricie d'alors n'a pas échappé aux effets du continentalisme et ses élites économiques ont emboîté le pas aux grands projets de chemins de fer nationaux¹³⁴. Des liens avec le puissant voisin du Sud ont été évoqués dès les années 1850. Ainsi, en 1853, il est question d'attirer les touristes américains aux chutes *Shawenegan* par la construction d'un hôtel et d'une voie ferrée¹³⁵. Certains articles de

¹³² Les chemins de fer constituent néanmoins un enjeu électoral à l'élection de 1921, (*Le Bien Public*, 8 novembre 1921, p. 8), mais il n'est question que de relier Trois-Rivières au réseau du Canadien National.

¹³³ Léon-Gérin, *L'habitant de Saint-Justin...*, p. 87-88 et *Le type économique et social...*, p. 99-100. Aussi, les travaux d'E.-Z. Massicotte sur l'émigration dans le comté de Champlain parus en 1933 et en 1934 dans *Bulletin des recherches historiques*.

¹³⁴ Le progrès fulgurant du transport ferroviaire américain est souligné dans les journaux. Les États-Unis comptent 5 300 km de voies en 1840, 49 000 en 1860, 150 000 en 1880 et 310 000 en 1900. La première ligne transcontinentale est achevée en 1869 et quatre autres lignes sont réalisées au cours des décennies suivantes. (François Weil, *Naissance de l'Amérique urbaine 1820-1920*, p. 50.)

¹³⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 8 janvier 1853, p. 2; aussi, *The Inquirer*, 10 novembre 1860, p. 2.

la même époque accordent leur préférence au chemin de fer d'Arthabaska plutôt qu'à celui de la rive nord; il leur importe plus d'avoir accès à la richesse du sud et de la Nouvelle-Angleterre. Une assemblée publique, tenue à Drummondville le 22 juillet 1853, propose la construction d'un chemin de fer à partir d'un point en face de Trois-Rivières jusqu'à Acton qui permettrait, selon les résolutions adoptées, d'ouvrir Trois-Rivières et les environs « aux principaux marchés maritimes des États-Unis » reliés au commerce du bois¹³⁶. De son côté, Georges Balcer s'enthousiasme en 1880 pour un projet, qu'il appelle *The Foster Line*, devant relier le lac Champlain à un point en face de Trois-Rivières; cette ligne créant une communication directe avec le Maine, le Vermont et l'état de New York¹³⁷.

Par ailleurs, le mythe de l'Ouest et, accessoirement, le mythe du Nord¹³⁸ séduisent les entrepreneurs locaux au moment où la voie transcontinentale du Pacifique Canadien est projetée¹³⁹; l'élite échafaude de vastes projets. On peut lire dans le prospectus de Maskinongé & Nipissing que son chemin de fer sera « le plus important du Dominion après le Pacifique Canadien et le Grand Tronc¹⁴⁰ ». Plus loin, il est écrit :

ce chemin sera [...] à la rive nord ce que le Grand-Tronc a été à la rive sud; d'une immense solitude il fera surgir, comme par enchantement, des établissements agricoles vastes et prospères, des villes et des villages où fleurissent la richesse et l'industrie. [...] Nous avons à

¹³⁶ *Ibid.*, 6 août 1853, p. 1. Voir la lettre de G.-A. Bourgeois à J.-É. Turcotte, (1^{er} mai 1854), *L'Ère nouvelle*, 21 juin 1854, p. 1.

¹³⁷ Georges Balcer, *The City of Three Rivers as a Sea-Port and her Net-Work of Rail-roads [sic]*, Trois-Rivières, Imprimerie du Journal des Trois-Rivières, 1880, p. 57.

¹³⁸ Au sens où l'entend Christian Morissonneau, *La terre promise. Le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

¹³⁹ En avril 1880, 100 travailleurs partent de Trois-Rivières pour le chantier du Pacifique au Manitoba, (*Le Journal des Trois-Rivières*, 5 avril 1880, p. 2); quatre mois plus tard, 200 journaliers iront les rejoindre, (*Le Journal des Trois-Rivières*, 5 août 1880, p. 3). Presque dans chaque numéro, les journaux parlent de projets de chemins de fer, de la progression des travaux en cours mais aussi des accidents ferroviaires.

¹⁴⁰ L'affirmation est présente dans le titre de la brochure *Le chemin de fer Maskinongé et Nipissing. Le chemin le plus important du Dominion après le Pacifique Canadien et le Grand-Tronc*, [s.l.s.é.], [1886], 21 p.

Trois-Rivières un des meilleurs postes, sinon le meilleur, pour l'embarquement des bestiaux de l'Ouest à destination de l'Europe et des Antilles¹⁴¹.

Ce dernier argument s'inspire du mémoire de Georges Balcer, secrétaire de la Commission du Havre, mentionné précédemment¹⁴².

Si l'Ouest fait naître des convoitises, il en va de même pour le Nord lequel, pour les Mauriciens, correspond au Saguenay-Lac Saint-Jean, à l'arrière-pays de La Tuque et à la Baie James. Même si seulement 50 kilomètres de voies sont posées dans le secteur de Saint-Tite¹⁴³, *Le Journal des Trois-Rivières* écrit que « dans un avenir prochain, nous aurons vers le nord une des artères commerciales les plus importantes du pays¹⁴⁴ ». Une requête des municipalités concernées voit dans sa réalisation « la possibilité d'exploiter les immenses ressources minières, forestières et agricoles enfouies dans cette vaste région du nord¹⁴⁵ ». En 1910, la Chambre de commerce trifluvienne et les deux députés locaux accordent leur appui à un projet vers la Baie James¹⁴⁶. Deux ans plus tard, *Le Bien Public* propose que Trois-Rivières devienne le débouché d'un projet semblable¹⁴⁷. De plus, il est question d'un projet entre Roberval et le Saint-Maurice en 1915¹⁴⁸. Aucune de ces vastes entreprises ne verra le jour mais on peut retenir que l'élite locale n'avait pas échappé aux rêves d'expansion de son

¹⁴¹ *Le chemin de fer Maskinongé...*, p. 13 et 14. Voir aussi : Hélène Deschesnes, *Souvenances de notre coin de pays. Ste-Ursule 1836-1986*, [Ste-Ursule], [s.é.], 1987, p. 248-249.

¹⁴² Georges Balcer, *op. cit.*, p. 47-52.

¹⁴³ Stevens, *op. cit.*, p. 346.

¹⁴⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 20 juin 1887, p. 2. Pour l'historique du chemin de fer des Basses-Laurentides, voir *ibid.*, 20 octobre 1887, p. 2.

¹⁴⁵ *Ibid.*, 9 janvier 1890, p. 2.

¹⁴⁶ « Trois-Rivières et la baie James », *Le Nouveau Trois-Rivières*, 8 juillet 1910, p. 4.

¹⁴⁷ « De Tadoussac à la baie James », *Le Bien Public*, 12 septembre 1912, p. 8.

¹⁴⁸ « Voie ferrée du Saguenay au St-Maurice », *Le Nouveau Trois-Rivières*, 10 décembre 1915, p. 4.

temps et qu'elle en avait échafaudé dans un contexte d'affirmation territoriale et de progrès économique régional¹⁴⁹.

Le clergé a-t-il développé une attitude spéciale relativement au réseau ferroviaire ? S'il y eut d'abord réticence par crainte de l'exode rural, on peut néanmoins avancer que, de façon générale, le clergé ne s'est pas opposé aux projets de chemins de fer car, dans plusieurs cas, il a épaulé divers projets. L'attitude du clergé est soulignée brièvement par Ryan¹⁵⁰ mais, pour la Mauricie, la seule mention est celle de Young. Celui-ci affirme que la délimitation des nouvelles paroisses et celle du diocèse est effectuée en tenant compte des flux de circulation sur les chemins de fer¹⁵¹. M^{gr} Taschereau, archevêque de Québec, aurait demandé à M^{gr} Laflèche d'incorporer la région du Haut-Saint-Maurice dans son diocèse¹⁵². Young signale l'opposition du curé de Cap-de-la-Madeleine, Luc Désilets, et le refus du comté de Champlain de 1871. En fait, le curé Marquis de Saint-Célestin, en réponse au questionnaire de 1857¹⁵³, craint la fuite des fils de cultivateurs par le chemin du Grand Tronc. Puis, le curé Désilets s'oppose avec vigueur en 1872 au chemin de la rive nord car il y voit une dépense exorbitante qui retardera, selon lui, la construction de plusieurs églises et rendra plus aisé le départ des jeunes vers l'Ouest¹⁵⁴. Cette dernière prise de position doit

¹⁴⁹ Ces projets grandioses ne sont pas l'apanage de la Mauricie. L'expansion territoriale de la Province vers le nord (1898 : baie James; 1912 : Ungava) et la construction du Transcontinental par La Tuque et l'Abitibi (1908-1911) font naître une quinzaine de projets assez sérieux pour obtenir une loi constitutive, (cf. Dorman, *op. cit.*) : vers la baie James, quatre projets de Montréal entre 1898 et 1912, un de Roberval en 1910 et trois de Québec entre 1883 et 1924; vers le Labrador, un de Québec par Chicoutimi (1925); vers l'Ungava, huit d'Ottawa (1910-1912) et un du lac Saint-Jean en 1919; vers le Transcontinental, un de Joliette, un de Témiscaming et un de Montréal entre 1906 et 1924. Les journaux trifluviens font écho à ces rêves, par exemple, voir *Le Nouvelliste*, 12 octobre 1922, p. 1.

¹⁵⁰ Ryan, *op. cit.*, p. 47.

¹⁵¹ Young, *op. cit.*, p. 36.

¹⁵² Young, *op. cit.*, p. 62-63.

¹⁵³ *Appendice 47 des Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, 20, Victoria 1857.

¹⁵⁴ En janvier 1872, *Le Journal de Québec* accuse certains curés de la région de Trois-Rivières de s'opposer au projet de la rive nord.

néanmoins s'interpréter dans le cadre de la lutte entre ultramontains et libéraux¹⁵⁵; elle n'a pas été suivie, semble-t-il, par l'ensemble du clergé. Il faut considérer à part le document de 1884 où le projet de division du diocèse de Trois-Rivières est vigoureusement combattu¹⁵⁶. On y prétend que les voies ferrées au nord du fleuve sont devenues une ruine pour la région et la province, les spéculations entourant la cession de Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental à la province sont pointées du doigt¹⁵⁷. Toutefois, ces propos doivent être replacés dans leur contexte car ils ne constituent qu'un élément de l'argumentation visant à démontrer que le diocèse trifluvien est loin d'être aussi prospère que ne le prétendent ceux voulant la création d'un évêché à Nicolet. Et lorsque Léon Gérin, dans *Le type économique et social des Canadiens*, décrit ce curé « souvent préoccupé de progrès industriel ou commercial, ou même de constructions de voies ferrées¹⁵⁸ », il peut citer en exemple plusieurs cas mauriciens. Par exemple, dans le procès-verbal d'une assemblée des actionnaires de Maskinongé & Nipissing en 1885, on lit les noms du curé de Sainte-Ursule et de son prédécesseur¹⁵⁹; trois ans plus tard, ces mêmes noms apparaissent dans la liste des notables envoyés à Ottawa appuyer le même projet¹⁶⁰. En 1886, une assemblée de notables se tient au

¹⁵⁵ Désilets fut un ultramontain encore plus intransigeant que M^{gr} Laflèche dont il était le disciple inconditionnel et maladroit. Voir Nive Voisine, « Luc Désilets », *Dictionnaire biographique du Canada*, t. XI, p. 278, et Albert Tessier, « Luc Désilets, un des 'fanaux de tôle' de M^{gr} Laflèche », *Cahiers des Dix*, n° 19, 1954, p. 161-186. Copropriétaire avec ses trois frères du *Journal des Trois-Rivières*, Désilets s'opposait plus spécifiquement à l'emprunt sollicité par le chemin de fer de la rive nord auprès du comté de Champlain. Les articles parurent peu après le rejet par les contribuables du projet de voter 100 000 \$ pour le chemin de fer, (*Le Journal des Trois-Rivières*, treize articles parus entre le 22 février 1872 et le 16 mai 1872). Voir également la lettre de Désilets à Laflèche du 12 janvier 1872. Dans cette missive de dix pages, Désilets qualifie la façon de financer l'entreprise de « communiste ».

¹⁵⁶ *Extrait de l'exposé sommaire de la question de la division du diocèse des Trois-Rivières fait en 1884*, [s.l.s.é.], [1884], 25 p.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 16-17.

¹⁵⁸ Léon Gérin, *Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de tradition française*, Montréal, Fides, 1948, 2^e éd., p. 105. William Ryan, (*The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, 348 p.) ne souffle mot de ce rôle du clergé par rapport au chemin de fer. La raison est que les mentions citées ici sont antérieures à sa période; comme lui, j'ai dépouillé *Le Trifluvien* et *Le Bien Public* pour la période s'étendant entre 1896 et 1914 et il n'est jamais fait mention d'initiatives semblables.

¹⁵⁹ Cf. Hélène Deschesnes, *op. cit.*, p. 248.

¹⁶⁰ *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 mai 1888, p. 2.

presbytère de Saint-Boniface où le curé Bellemare énumère les avantages d'un chemin de fer en faveur de la colonisation, de l'exploitation forestière et minière et aux pouvoirs d'eau¹⁶¹.

Sur la rive sud, c'est l'évêque qui s'anime dans la promotion du chemin de fer de Nicolet. M^{gr} Gravel se rend à Ottawa en mai 1887 rencontrer Sir Hector-Louis Langevin, député de Trois-Rivières et ministre des Travaux publics¹⁶². En septembre 1888, le prélat demande à Langevin une voie ferrée pour les paroisses de l'intérieur, mais il revendique surtout une voie reliant Nicolet à Sorel et Montréal afin de placer Nicolet « sur la grande chaîne reliant Halifax et Victoria¹⁶³ ». M^{gr} Gravel revient à la charge un an plus tard écrivant aux organisateurs d'une assemblée que le projet servira contre l'émigration¹⁶⁴. Enfin, en 1894, il se rend à Ottawa en compagnie d'une délégation, toujours pour ce projet de la rive sud¹⁶⁵.

Au nord, cinq curés accompagnent les maires, députés et propriétaires de journaux partis à Ottawa rencontrer Langevin en 1890¹⁶⁶. Le curé Grenier de Saint-Tite voit à nouveau Langevin un mois après et, chiffres à l'appui, explique que bon nombre de ses paroissiens sont partis vers les États-Unis¹⁶⁷. En 1893, il fait partie de la délégation envoyée à Québec afin d'appuyer le projet de la baie Géorgienne¹⁶⁸.

¹⁶¹ *Ibid.*, 5 janvier 1887, p. 2. L'assemblée avait eu lieu le 26 décembre 1886.

¹⁶² *La Sentinelle*, 21 mai 1887, p. 2.

¹⁶³ Lettre de M^{gr} Gravel à Langevin, 6 septembre 1888 reproduite dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 10 septembre 1888, p. 2.

¹⁶⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 31 octobre 1889, p. 2.

¹⁶⁵ *Le Trifluvien*, 6 avril 1894, p. 3.

¹⁶⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 18 janvier 1890, p. 2.

¹⁶⁷ *Ibid.*, 3 mars 1890, p. 2.

¹⁶⁸ *Le Trifluvien*, 5 décembre 1893, p. 3. Le projet en question est celui de Quebec & Parry Sound. Le même journal avait reproduit le 19 octobre 1892 (p. 2) un article de *L'Événement* où il était précisé que cette ligne passerait à quelques milles de Trois-Rivières.

En somme, les attitudes du clergé traduisent la vision ruraliste et nationaliste qu'il pose sur le progrès économique. Le clergé est souvent méfiant lorsque le nouveau moyen de communication, qui abolit les distances, risque de favoriser l'émigration. Par contre, il appuie, dans la majorité des cas, l'expansion du réseau local et national, y voyant le fer de lance de la colonisation et de l'amélioration des revenus des cultivateurs, ce qui représente à leurs yeux un nouveau moyen de contrer l'exode rural vers la ville ou l'étranger.

Le fort courant identitaire que connaît la région aux alentours de 1900 atteint son apogée lorsque plusieurs projets de chemins de fer électriques sont échafaudés. *Le Trifluvien* consacre 30 articles ou éditoriaux à ce sujet qui s'inscrit également dans ce qu'on peut appeler « la fièvre de l'électricité », de 1897 à 1905. On inaugure la centrale hydroélectrique de Saint-Narcisse en 1897 et l'épopée de Shawinigan Water & Power prend naissance l'année suivante avec l'aménagement de la rivière Saint-Maurice. En 1897 également, une ligne ferroviaire électrifiée est projetée au sud de Montréal vers les Cantons de l'Est¹⁶⁹. Toujours au même moment, Philippe-Élisée Panneton propose l'aménagement d'un chemin de fer électrique entre Trois-Rivières et Shawinigan¹⁷⁰ et un an après, Three Rivers Water Power Electric projette d'étendre la ligne jusqu'à Montréal par la route nationale¹⁷¹. Les promoteurs obtiennent un appui de taille lorsque le maire Olivier fait campagne en faveur du projet¹⁷². Cependant, les dirigeants de Shawinigan Water & Power font savoir que le projet n'est pas viable à cause des coûts de construction¹⁷³. En dépit de cet avertissement, le nouveau maire

¹⁶⁹ Stevens, *op. cit.*, p. 358-359. Le Montreal & Southern Counties Ry. sera en opération de 1909 à 1956. Quatre compagnies de chemins de fer électriques sont incorporées pour la région de Québec entre 1895 et 1904 mais aucune ne réalise les voies projetées, (*cf.* Dorman, *op. cit.*).

¹⁷⁰ « Le progrès des Trois-Rivières », *Le Trifluvien*, 12 novembre 1897, p. 3. L'article reproduit l'entrevue de Panneton accordée au *Montreal Gazette*.

¹⁷¹ *Le Trifluvien*, 7 juin 1898, p. 3.

¹⁷² *Ibid.*, 1^{er} septembre 1899, p. 3.

¹⁷³ *Ibid.*, 23 janvier 1900, p. 3.

Paquin et P.-É. Panneton rêvent maintenant de relier tous les villages de la rive nord¹⁷⁴.

En 1901, le tracé du tronçon Trois-Rivières-Shawinigan est arrêté et des relevés sont effectués jusque dans les rues trifluviennes¹⁷⁵. Le temps presse car on prête à Canadien Pacifique l'intention de construire une voie classique de Shawinigan à Yamachiche¹⁷⁶. Le projet trifluvien tombe, mais en 1903 Rural Light, Heat & Power projette à son tour de relier Trois-Rivières à Montréal et de fournir l'électricité pour les usines et les silos¹⁷⁷. Des maires, des députés et des sénateurs de la région s'engagent à fond dans l'aventure¹⁷⁸. En 1905, un dernier projet, la Compagnie de chemin de fer électrique de Trois-Rivières, Saint-Maurice et Maskinongé, dirigée par les Bureau, Normand et Panneton, fait long feu comme les précédents¹⁷⁹.

Finalement, ce sera le projet d'hommes d'affaires anglophones, Vivian Burrill et Julian C. Smith, associés au développement de Shawinigan, qui deviendra réalité en 1906¹⁸⁰. Non un chemin de fer électrique, mais une voie classique qui sera intégrée par la suite au réseau de Canadien Pacifique. Tous les projets électrifiés avaient en commun deux objectifs précis. Premièrement, celui de « souder » Trois-Rivières à son *back country* et, deuxièmement, de centraliser à Trois-Rivières l'activité économique mieux que ne le faisaient Canadien Pacifique et le Grand Tronc dont les horaires favorisaient plutôt le raccord des trains régionaux avec les convois transcontinentaux.

¹⁷⁴ *Ibid.*, 17 juillet 1901, p. 2.

¹⁷⁵ *Ibid.*, 12 juillet 1901, p. 3.

¹⁷⁶ *Ibid.*, 24 septembre 1901, p. 3; 22 novembre 1901, p. 8.

¹⁷⁷ *Ibid.*, 24 mars 1903, p. 4.

¹⁷⁸ Le bureau « provisoire » se compose de Jacques Bureau (député fédéral), Hector Caron (député), J.H. Legris (sénateur), R.S. Cooke (député provincial), Ball (député) et des maires de Sorel et de L'Assomption.

¹⁷⁹ *Ibid.*, 10 février 1905, p. 8. *L'Écho du Saint-Maurice* (28 février 1918, p. 1) mentionne un projet de tramway entre Shawinigan et Grand-Mère lequel ne fait plus parler de lui par après.

¹⁸⁰ *Ibid.*, 11 août 1905, p. 5 et 8; 15 août 1905, p. 1; 5 juillet 1907, p. 1.

Ainsi, à partir de ce moment, le chef-lieu régional est mieux intégré au réseau mauricien. Une difficulté subsiste néanmoins car Canadien Pacifique demeure l'unique société ferroviaire desservant directement Trois-Rivières. Il y a bien la ligne du Grand Tronc (l'« embranchement d'Arthabaska ») qui aboutit au quai de Sainte-Angèle face à la ville, mais le fleuve constitue un obstacle, surtout en hiver. Les notables trifluviens avancent diverses solutions par la voix de la Chambre de commerce et des journaux locaux. On propose notamment de relier Trois-Rivières au terminus du Grand Tronc par un système de bacs transporteurs de wagons¹⁸¹ ou par un tunnel ferroviaire sous le fleuve¹⁸². La première suggestion est peu commode et la seconde très coûteuse; comme alternative, on propose la construction d'un lien ferroviaire avec la voie de Canadian Northern à Charette dont le réseau s'étend jusqu'à l'Ouest canadien¹⁸³ ou avec un point sur le Transcontinental à Saint-Stanislas¹⁸⁴. Après le regroupement de 1923 ayant constitué Canadien National, les Trifluviens réclament à plusieurs reprises la construction d'une ligne Trois-Rivières-Shawinigan par les chemins de fer nationaux¹⁸⁵.

*
* *

¹⁸¹ *Le Nouvelliste*, 3 août 1921, p. 4; *Le Bien Public*, 13 juin 1922, p. 1.

¹⁸² Le projet fait partie du programme électoral de Louis-D. Durand vers 1930-1940. Voir Verrette, « Le régionalisme... », p. 38-39.

¹⁸³ Voir *Le Nouveau Trois-Rivières*, 11 février 1910, p. 1 où la Chambre de commerce trifluviennne appuie la requête des citoyens de Saint-Barnabé; *Le Bien Public*, 16 décembre 1910, p. 4; 31 mars 1911, p. 1. Le projet refait surface en 1926, mais Three Rivers & Central Ry. mise sur pied par J.-A. Tessier et Edmond Bourassa n'obtient pas sa loi constitutive de la Législature provinciale. *Le Nouvelliste*, 8 mars 1926, p. 1.

¹⁸⁴ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 30 décembre 1910, p. 1; *Le Courrier*, 18 mars 1913, p. 3 prête l'intention au Canadian Northern de construire une ligne de Saint-Casimir à Cap-de-la-Madeleine; voir aussi *Le Bien Public*, 24 avril 1913, p. 8; *Le Trifluvien*, 15 août 1919, p. 1.

¹⁸⁵ Voir Benoît Brouillette, *op. cit.*, p. 23; *Le Nouvelliste*, 10 juin 1922, p. 1, 7; *Le Bien Public*, 13 juin 1922, p. 1; *Le Nouvelliste*, 14 novembre 1922, p. 1, 25 septembre 1923, p. 5; *Le Bien Public*, neuf articles en 1924; *Le Nouvelliste*, 9 janvier 1928, p. 1, 2 mai 1949, p. 2.

Il ressort nettement de cet aperçu sur les projets de voies de communications que les élites trifluviennes se sont engagées très sérieusement et avec conviction. Dans certains cas, les notables ont agi à titre individuel, dans les autres, ils apparaissent en tant que porte-parole de la Chambre de commerce et du Conseil municipal. Comment les promoteurs de voies de communications de la région peuvent-ils être caractérisés¹⁸⁶ ? Neuf personnages ont joué un rôle de premier plan¹⁸⁷ : Napoléon Bureau, Téléphore-Eusèbe Normand, Philippe-Élisée Panneton, Antoine Polette, Joseph-Edouard Turcotte, Arthur Turcotte, Vivian Burrill, J.-A. Tessier et J.-A. Mongrain.

Joseph-Napoléon Bureau (1827-1897), fils d'un maître-sellier qui fut conseiller municipal en 1847, est admis au Barreau en 1851. Maire de Trois-Rivières de 1872 à 1873 et de 1877 à 1879, il est défait aux élections fédérales de 1874. Bureau est libéral en politique et fonde avec Abraham Désaulniers l'Institut canadien des Trois-Rivières dont il préside les destinées en 1851-1852 et en 1857. Rédacteur de *La Concorde* (1881-1884), il tente de faire revivre *L'Ère Nouvelle* avec Georges-Isidore Barthe en 1884. Bureau est également président de la Société Saint-Jean-Baptiste de 1871 à 1874 et en 1876¹⁸⁸.

¹⁸⁶ Mis à part Armstrong, qui ne peut être considéré comme un entrepreneur mauricien quoique né dans la région, les promoteurs sont des notables canadiens-français adonnés aux professions libérales; ils représentent Trois-Rivières soit comme députés ou comme maires dans plusieurs cas. Seul fait exception Burrill dont il sera question plus loin. Charles Newhouse Armstrong, né en 1850 au manoir de Maskinongé d'un magistrat des Indes Occidentales et d'une Canadienne française, est d'abord commis chez Ohio & Mississippi Ry. aux États-Unis. Il épouse la fille d'un médecin de Sorel et fonde le Montreal & Sorel Ry. en 1881. Il est décédé en 1932. *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} août 1932, p. 5.

¹⁸⁷ Mentionnons également l'avocat Ezekiel Moses Hart (1816-1888), fils de Moses Hart, qui épouse une canadienne-française après s'être fait catholique. Il est l'un des fondateurs de *La Concorde* et est le beau-père du registraire Robert Kiernan, lui aussi associé aux projets de chemin de fer, comme son fils Henry Ezekiel Hart.

¹⁸⁸ Les notices présentées ici résument les articles du *Dictionnaire biographique du Canada* et du *Dictionnaire du parlementaire du Québec (1792-1992)* complétés par notre fichier sur les hommes d'affaires trifluviens constitué à partir du dépouillement des journaux et des almanachs.

Deux des entrepreneurs en question, Téléphore-Eusèbe Normand et Philippe-Élisée Panneton, ont abandonné la pratique de leur profession afin de se consacrer aux affaires. T.-E. Normand (1832-1918), arrivé à Trois-Rivières à l'âge de 19 ans, est reçu notaire en 1858. Maire de la ville de 1873 à 1876 et de 1889 à 1894, il s'affiche d'abord comme libéral (candidat défait dans Champlain en 1867 et en 1871), puis devient conservateur par après; défait à l'élection provinciale de 1876, il est finalement élu à la Législature provinciale de 1892 à 1900. En outre, Normand avait été président de la Société Saint-Jean-Baptiste de 1891 à 1892. De son côté, Philippe-Élisée Panneton (1840-1919) devient avocat en 1863 et épouse l'année suivante la nièce de Joseph-Edouard Turcotte¹⁸⁹. Protonotaire au Palais de justice à partir de 1869, Panneton bifurque vers le monde des affaires en devenant directeur de la succursale locale de la Banque d'Hochelaga en 1880. Il fonde son propre comptoir de dépôt et de prêt, la « Banque Panneton », en 1895. Il est maire de la ville durant deux ans à partir de 1894 et effectue des voyages aux États-Unis, en France et en Belgique dans le but de financer ses projets de chemin de fer électrifié et de faire la promotion de la ville. Panneton menait un grand train de vie avec domestiques et équipage de deux chevaux noirs; le visage orné d'une moustache et d'une impériale, il paraissait d'une fierté un peu hautaine aux dires de ses contemporains; néanmoins, il jouissait de l'estime générale. Il était un grand admirateur de la France.

Antoine Polette (1807-1887) a joué un rôle de premier plan dans les démarches pour la ligne d'Arthabaska concurremment à Joseph-Edouard Turcotte. Né à Neuville, Polette est admis au Barreau en 1828 et s'installe à Trois-Rivières la même année. Membre de la Commission pour la construction d'un pont sur le Saint-Maurice en

¹⁸⁹ La sœur de P.-É. Panneton avait épousé le frère de T.-E. Normand. Cette notice a tiré profit d'un manuscrit du chanoine Georges Panneton : *Biographie de Monsieur le Chanoine Georges-Élisée Panneton (1866-1950)*, 237 p. déposé à la bibliothèque municipale de Trois-Rivières, coll. « Trifluviana ».

1834, il est nommé préfet du district trifluvien huit ans plus tard. Polette est maire (1846-1853) et député (1848-1857) de Trois-Rivières. On le retrouve également au comité sur la colonisation des Cantons de l'Est en 1851. Antoine Polette devient juge résidant à Trois-Rivières pour la cour supérieure de 1860 à 1880. Pierre-Georges Roy¹⁹⁰ a fait de Polette un artisan majeur du développement trifluvien. Ce fut lui, notamment, qui suggéra au gouvernement de l'époque de faire arpenter les concessions forestières.

Joseph-Edouard Turcotte (1810-1864) est le Trifluvien qui s'affaira le plus dans la promotion ferroviaire au siècle dernier en défendant éloquemment, mais sans succès, ses projets de lignes en direction d'Arthabaska et des Piles durant les douze dernières années de sa vie. Il devient avocat en 1836 après un essai de vie ecclésiastique. Procureur des Patriotes, Turcotte est élu député anti-unioniste en 1841 pour la circonscription de Saint-Maurice mais, de réformiste qu'il était, il devient tory. Il consacre ses énergies et ses capitaux au développement régional à partir de 1847. Turcotte est le directeur et rédacteur du *Journal des Trois-Rivières* (1847-1853); il est maire de la ville (1857-1863). Promoteur infatigable, il s'occupe des forges Radnor à partir de 1854, bâtit un hôtel à Shawinigan en 1858 croyant attirer le tourisme américain par un chemin de fer, et fonde le Collège des Trois-Rivières avec M^{gr} Cooke en 1860.

Cet homme dynamique et quelque peu remuant illustre le type de l'entrepreneur régional tourné vers l'avenir, sensible au contexte nord-américain, mais dépourvu de liens d'affaires avec les détenteurs anglo-montréalais du grand capital. Son fils Arthur (1845-1905) a eu également son mot à dire dans le développement ferroviaire comme député provincial. Arthur Turcotte est éduqué chez les Jésuites et en Angleterre. Reçu

¹⁹⁰ Cité dans Francis-J. Audet, *Les députés de la région de Trois-Rivières 1841-1867*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1934, p. 20.

au Barreau en 1867, il devient maire de la ville (1876-1877) à 31 ans. Esprit libéral opposé à M^{gr} Laflèche, il fonde *La Concorde* en 1879, et *La Sentinelle* cinq ans plus tard. Député à la législature locale (1876-1881), il en devient l'orateur (président) en 1878. Il revient en 1884 et fait partie du Cabinet Mercier en 1887; Turcotte est premier ministre par intérim la même année. M^{gr} Laflèche contribue à sa défaite à l'élection de 1890; Turcotte part de Trois-Rivières la même année pour Montréal où il prend la charge de protonotaire de la cour supérieure jusqu'à son décès.

Le cas de Vivian Burrill (1853-1937), né en Angleterre et arrivé dans les Cantons de l'Est en 1871, démontre combien il est bénéfique, pour un entrepreneur ferroviaire, d'être en contact avec les milieux d'affaires les plus influents. Sitôt installé au Canada, Burrill ouvre avec son frère Charles une scierie à Upton. Il est conquis par l'idée que le chemin de fer est essentiel à l'expansion des marchés et à l'écoulement des produits. Il projette en 1892 une voie entre Sainte-Eulalie et Saint-Pierre-les-Becquets. L'entreprise tourne court mais Burrill, conscient des horizons prometteurs du Saint-Maurice, met en exploitation une nouvelle scierie à Sainte-Flore en 1898. Il s'occupe aussitôt de promouvoir le chemin de fer reliant Montréal à Shawinigan et se met en relations avec les plus gros entrepreneurs du secteur ferroviaire. Le développement de Shawinigan tient à cœur Burrill qui devient le premier maire (1901-1902) de la nouvelle ville; par la suite, il occupe le poste de conseiller municipal (1902-1908) et retourne à la mairie (1908-1913). Il s'associe aux dirigeants de Shawinigan Water & Power pour la construction de la voie ferrée entre Trois-Rivières et Shawinigan. Burrill déménage à Trois-Rivières en 1914 où il exploite une autre scierie depuis 1902 et dont il s'occupe jusqu'en 1932¹⁹¹.

¹⁹¹ Deux de ses filles ont épousé des notables trifluviens, Frank Farmer et John Bourgeois.

Si Burrill a réussi là où les Turcotte, Bureau et Normand avaient échoué, c'est qu'il a su recueillir, à partir de 1898, les appuis nécessaires au financement de ses entreprises en s'alliant aux personnages qui comptaient dans le monde des affaires canadiens. Il avait compris la nécessité d'appuis solides à la suite de l'échec du projet de 1892 sur la rive sud.

Joseph-Adolphe Tessier (1861-1928), né à Sainte-Anne-de-la-Pérade, est admis au Barreau en 1885. Procureur de la ville de Trois-Rivières de 1896 à 1904; il est élu sans opposition député libéral provincial en 1904. Tessier devient ministre de la Voirie et responsable du patronage de 1914 à 1921 dans le cabinet Gouin. Il démissionne comme député en 1921 lorsqu'il est nommé président de la Commission des eaux courantes de la province de Québec. Il joue un rôle dans la venue des grandes usines et obtient de fréquentes subventions du gouvernement provincial¹⁹².

Joseph-Alfred Mongrain (1908-1970), né à Saint-Tite, est maire de Trois-Rivières de 1949 à 1953 et de 1960 à 1963. Il consacre ses énergies à l'expansion économique locale et régionale en attirant de nouvelles entreprises tout en manifestant son opposition à Maurice Duplessis. Politicien haut en couleurs, il est candidat libéral contre le chef de l'Union nationale en 1952 et réussit à recueillir 39 % des suffrages exprimés. Il perd à nouveau dans Nicolet à l'élection provinciale de 1956. À l'élection provinciale de 1960, il est battu de justesse (147 voix) contre Maurice Bellemare. Mongrain est finalement élu comme député fédéral de Trois-Rivières en 1965 comme indépendant; il joint les libéraux de P.-E. Trudeau à l'élection de 1968 et est facilement

¹⁹² Voir notre chapitre « Le libéralisme en région : le cas de Trois-Rivières (1850-1929) », Yvan Lamonde, dir., *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, 1995, p. 185-212. Tessier a été un politicien roublard dont la carrière est soulignée dans François Roy, « J.-Adolphe Tessier, ministre 'régional' », *Cahiers nicolétains*, vol. 10, n° 4, 1988, p. 153-158.

réélu. Il est défait à la mairie de Trois-Rivières contre Gilles Beaudoin quelques mois avant son décès¹⁹³.

Pour leur part, le Conseil municipal trifluvien et la Chambre de commerce ont appuyé les projets de voies de communications dans la mesure de leurs moyens. Bénéficiant de l'« Acte de garantie » et du Fonds municipal d'emprunt, le Conseil de ville s'est employé à la promotion des chemins de fer en offrant ou en accordant effectivement des avantages aux sociétés ferroviaires sous forme d'achats d'actions, de subventions directes (bonus), d'octrois de terrains ou de congés fiscaux¹⁹⁴. De son côté, la Chambre de commerce locale dirige ses efforts vers trois directions principales. Les projets électrifiés sont promus mais surtout la voie Trois-Rivières-Shawinigan dont la réalisation est jugée essentielle à la prospérité de la ville.

La Chambre de commerce réclame à partir de 1920 un accès direct pour Trois-Rivières au réseau des chemins de fer gouvernemental qui devient le Canadien National en 1923. Un choix est proposé : soit construire une voie de Trois-Rivières vers la ligne Montréal-Shawinigan-Lac Saint-Jean ou vers le Transcontinental, soit acquérir un bateau-passeur de wagons qui prendrait le train arrivant à Sainte-Angele et le mènerait à un terminus situé près du port. Aucune suite n'est donnée à ces propositions; l'insistance de la Chambre de commerce montre jusqu'à quel point elle était avertie de l'importance de la question.

¹⁹³ *Le Nouvelliste*, 24 décembre 1970, p. 3.

¹⁹⁴ À la North Shore Ry. en 1853, 1856, 1871 et 1878; à l'« embranchement des Piles » spécifiquement en 1859; à la Three Rivers North Western Ry. en 1887; à la St. Maurice Valley Ry. en 1905; à la Three Rivers Tramway en 1911 et 1913 et à la Three Rivers Traction en 1914, soit par règlement municipal ou par simple voie de résolution, (Archives municipales de Trois-Rivières).

Le problème de la qualité du service ferroviaire existant fait également l'objet d'une attention soutenue par la Chambre. Elle réclame des horaires plus pratiques pour les cultivateurs des paroisses environnantes et les commerçants trifluviens. On exige un service en français, plus courtois, de la ponctualité et des wagons plus confortables. Il semble par ailleurs, à la lecture de leurs propos, que les sociétés de chemins de fer aient été plus sensibles à la question de la qualité du service que des horaires. La Chambre de commerce de Trois-Rivières a joué malgré tout un rôle de premier plan dans la promotion des voies de communication.

*
* *

Il nous est possible de suggérer une typologie à l'issue de la présentation du discours et des pratiques associées aux chemins de fer. Nous partageons les projets en quatre séquences qui s'ordonnent selon les finalités du discours qui les accompagne (voir figure 8). Les projets se chevauchent partiellement dans le temps. La première séquence, qui s'étale de 1852 à 1880, correspond à une prise de conscience initiale fondée sur l'intention d'asseoir une entité territoriale et, simultanément, la séquence suivante, 1853-1926, emprunte ses représentations à celles des mythes du Nord et de l'Ouest sans adhérer toutefois à l'utopie d'un empire francophone et catholique dans l'arrière-pays comme dans les projets promus par l'Outaouais, le nord de Montréal et le Saguenay-Lac Saint-Jean¹⁹⁵. De 1878 à 1912, la croissance économique et

¹⁹⁵ Cette vision est perceptible dans d'autres projets contemporains. Pour les projets de chemin de fer du curé Labelle et son discours de développement, voir Arthur Buies, *L'Outaouais supérieur*, Québec, C. Darveau, 1889, p. 36-41, 232-233; Buies ajoute ses propres visions, p. 296-306. Voir également Gérard Bouchard, « Une Nouvelle-France entre le Saguenay et la Baie James : un essai de recommencement national au XIX^e siècle », *Canadian Historical Review*, vol. LXX, n° 4, 1989, p. 485, qui souligne la fascination exercée par les projets malgré leur extravagance. Christian Morissonneau (*op. cit.*, p. 178-183) a souligné, après avoir traité du projet du curé Labelle, que le chemin de fer était considéré comme une panacée dans le monde occidental au XIX^e siècle; dans la province, ajoute-t-il, le gouvernement Mercier consacre jusqu'à 39 % du budget à l'aide aux chemins de fer.

Figure 8 : La typologie des projets de chemins de fer mauriciens

Séquence 1 (1852-1880) Relier Trois-Rivières au réseau ferroviaire naissant.

- « Trois-Rivières-Acton »
- North Shore Ry. Co.
- Three Rivers & Arthabaska Branch Ry. Co.
- « **Embranchement d'Arthabaska** »
- Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. Co.

Séquence 2 (1853-1926) Faire de Trois-Rivières un nœud ferroviaire régional.

- « Embranchement des Piles »
- St. Maurice Ry. & Steam Navigation Co.
- « Trois-Rivières-Sainte-Flore »
- **Lower Laurentian Ry. Co.**¹
- **Cap-de-la-Madeleine Ry. Co.**
- St. Lawrence & Northern Ry. Co.
- **St. Maurice Valley Ry. Co.**
- St. Leon Ry. Co.
- Three Rivers & Central Ry. Co.

Séquence 3 (1878-1911) Faire de Trois-Rivières un centre de transbordement entre l'Ouest et l'Europe.

- St. Lawrence, Lower Laurentian & Saguenay Ry. Co.
- « Embranchement de Hunterstown² »
- « Chemin de fer du Saint-Maurice et du Lac Saint-Jean »
- Three Rivers & North Western Ry. Co.
- Maskinongé & Nipissing Ry. Co.
- St. Lawrence & North Western Ry. Co.
- Three Rivers & Western Ry. Co.
- Great Canadian Northern Ry. Co.
- Roberval & Saguenay Ry. Co.

Séquence 4 (1898-1915) Constituer un réseau régional tirant profit de l'énergie hydroélectrique.

- Three Rivers & North Shore Electric Ry. Co.
- **Shawinigan Falls Terminal Ry. Co.**²
- Rural, Light, Heat & Power Co.
- Compagnie du chemin de fer électrique des Trois-Rivières, Saint-Maurice, Maskinongé et Champlain
- Three Rivers Tramway Co.
- **Three Rivers Traction Co.**²

Voir les fiches de l'Annexe II pour chacun de ces projets et les autres qui ont eu un rapport avec le développement du réseau régional.

Note : Les projets réalisés sont en caractères gras.

¹ Réalisé en partie seulement.

² Peut être également listé dans la séquence 2.

démographique de l'axe mauricien détermine une perception spatiale nord-ouest/sud-est de même la prééminence du pôle trifluvien; le discours identitaire, inspiré de l'*American Dream*, s'énonce en termes de progrès et d'expansion. Enfin, l'utopie électrique de 1897-1915 exprime, outre la fascination par une technologie nouvelle, la volonté d'une intégration spatiale s'appuyant sur une spécificité mauricienne, qui est la présence d'un potentiel hydroélectrique exceptionnel.

L'examen des projets met en relief le manque d'articulation entre la classe d'affaires locale et les détenteurs anglophones du grand-capital. Les promoteurs ferroviaires Turcotte, Normand, père et fils, Bureau, père et fils, et Panneton qui sont, à un moment ou l'autre, soit maires ou députés de Trois-Rivières connaissent l'échec malgré leur vision en avance sur le ruralo-nationalisme ambiant. Panneton s'était inscrit à la Bourse de Bruxelles et a tenté sans résultat d'attirer les capitaux belges et français vers un projet de voie électrifiée¹⁹⁶. En revanche, Burrill, Aldred et Smith, liés aux entreprises de Shawinigan, ont su frapper aux bonnes portes : ils ont réussi à construire la cruciale liaison Trois-Rivières-Shawinigan là où d'autres avaient échoué¹⁹⁷. Toutefois, en Mauricie, il n'y a pas de promoteurs de l'envergure d'Alexander Galt comme à Sherbrooke ou de Louis-Adélarde Sénécal comme sur la rive sud¹⁹⁸ qui auraient été capables de s'aboucher aux grands entrepreneurs nationaux. Langevin s'était bien associé au projet du chemin de fer de la rive nord, mais quand il

¹⁹⁶ *Le Trifluvien*, 27 février 1903, p. 4 et 27 mars 1903, p. 2.

¹⁹⁷ *Ibid.*, 18 mai 1905, p. 5; 25 août 1905, p. 1. La Ville de Trois-Rivières accorde une subvention de 75 000 \$ lors de la séance du Conseil tenue le 23 août.

¹⁹⁸ Louis-Adélarde Sénécal (1827-1887) établit des lignes de navigation, s'adonne à la spéculation foncière et possède des intérêts dans des scieries. Député de Yamaska à Québec (1867-1871) et de Drummond-Arthabaska à Ottawa (1867-1872), il met sur pied Richmond, Drummond, Arthabaska Ry.; il est aussi surintendant de Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. et président de la Compagnie des chemins de fer de la rive nord. Voir Hélène Filteau, Jean Hamelin et John Keyer, « Louis-Adélarde Sénécal », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI, p. 894-905. Alexander Tilloch Galt (1817-1893), arrivé à Sherbrooke en 1835, promoteur et entrepreneur de chemins de fer à partir de 1835, attire St. Lawrence & Atlantic Ry. à Sherbrooke en 1853 et fonde la Banque des Townships en 1859.

est élu député fédéral de Trois-Rivières quinze ans plus tard, ses préoccupations et ses intérêts sont à Ottawa¹⁹⁹. Cela explique à notre sens le fait que la totalité du réseau ferroviaire mauricien a été aménagé par des promoteurs anglophones extérieurs à la région sauf dans le cas du tronçon des Basses-Laurentides.

Par conséquent, nous avançons l'hypothèse d'un certain isolement de la petite bourgeoisie régionale par rapport à la grande bourgeoisie d'affaires continentale comme explication de ces échecs répétés. Les contemporains en étaient conscients²⁰⁰. Cette situation fournit une piste d'explication à une spécificité-du processus identitaire mauricien, celle d'une élite francophone sans prise véritable sur la dynamique de l'économie mauricienne.

En définitive, les stratégies d'argumentation utilisées dans le discours de promotion des voies de communication en Mauricie ont puisé dans la rhétorique identitaire régionale. Cette idéologie territoriale revendiquait un découpage spatial avantageux. La polarisation sur Trois-Rivières visait certes des buts de croissance économique. Néanmoins, le discours des élites prenait appui sur un sentiment d'appartenance dont l'affirmation a pris de l'ampleur en parallèle avec la croissance économique de la région. Inversement, ce discours social a contribué à intensifier le sentiment d'appartenance en ancrant la territorialité comme élément de référence identitaire. C'est ce que nous verrons dans les deux prochains chapitres consacrés à l'industrialisation et à l'urbanisation.

¹⁹⁹ Sir Hector-Louis Langevin (1826-1906), né et mort à Québec, est secrétaire puis vice-président de North Shore Ry., maire de Québec (1858-1861), chef des conservateurs québécois en 1873 et député fédéral de Trois-Rivières de 1878 à 1891.

²⁰⁰ Ainsi, lors de l'assemblée du 23 décembre 1884 à l'hôtel de ville, Langevin déclare que son gouvernement a déjà fait sa part et que « c'est aux capitalistes de Trois-Rivières de fonder une compagnie ».

CHAPITRE III

LES PROPOS RELATIFS À L'INDUSTRIALISATION ET À L'URBANISATION

Le processus d'industrialisation en Mauricie a connu un premier départ en 1854 au moment où de grandes scieries sont ouvertes au confluent du fleuve et du Saint-Maurice. Trois-Rivières demeure l'unique pôle industriel jusqu'en 1889 lorsque l'usine de pâte à papier de Sainte-Flore est inaugurée. Par ailleurs, le type de structure industrielle que le chef-lieu régional connaît depuis les années 1850 demeure en place jusqu'en 1907 quand Wabasso Cotton commence la construction d'une grande filature, donnant ainsi le coup d'envoi à l'industrialisation massive. Celle-ci, en Mauricie, est due, pour une bonne part, à des entrepreneurs venant de l'extérieur de la région. Notamment, les investissements majeurs ayant donné naissance à la grande entreprise proviennent exclusivement de promoteurs reliés aux milieux d'affaires dont le rayon d'action est l'espace canadien ou nord-américain.

Quelles sont les caractéristiques de l'industrialisation et des discours qui la justifient dans ce contexte particulier ? Comment le milieu régional interagit-il avec les dirigeants des grosses firmes ? Quelles sont les stratégies discursives employées par ce milieu afin d'affirmer sa maîtrise des situations nouvelles ? Comment les élites locales réagissent-elles face au processus d'urbanisation avec le changement social que celui-ci a entraîné ? Comment se caractérise-t-elle, entre l'engouement et la méfiance ? Quelle est l'attitude du clergé, non seulement sur le plan du discours mais de son insertion dans les dynamiques nouvelles nées du développement économique ? L'examen et l'analyse des pratiques observées est en mesure d'éclairer cette problématique.

Dans le présent chapitre, l'affirmation de Trois-Rivières comme nœud régional et de la Mauricie comme région industrielle et urbaine sont considérées à la suite. Le rôle du Conseil municipal en rapport avec le développement urbain, l'examen sommaire des projets industriels et bancaires avec les propos qui s'y rattachent, la fonction

exercée par la Chambre de commerce locale, l'attitude de l'Église face au progrès, les difficultés amenées par l'industrialisation et l'urbanisation, la perception chez l'élite des fluctuations économiques, ainsi que l'affermissement d'une identité régionale sont abordés dans la première partie. La suivante est consacrée successivement aux pratiques et au discours associés au développement de Grand-Mère, Shawinigan et La Tuque. Le discours promotionnel de Shawinigan Water & Power fait l'objet d'une analyse particulière de même que la symbolique associée au développement et à ses artisans majeurs.

1. 1850-1907 : Trois-Rivières s'affirme comme nœud régional

Vers le milieu du siècle dernier, un esprit de renouveau et de fierté locale commence à se faire jour dans la région trifluvienne. Un lecteur anglophone du *Journal des Trois-Rivières* écrit, en décembre 1847, que l'aspect de la ville a changé depuis que le peintre Bartlett l'avait illustrée peu auparavant. Quinze habitations en brique et pierre de taille ont été construites depuis un an, précise-t-il, le commerce et l'éducation font des progrès sensibles, et « If we consider the future prospects of Three Rivers, they are undoubtedly in the ascendant¹. » Ces propos optimistes reprennent en écho un discours sur l'avenir qui s'inscrit tout naturellement dans le progressisme nord-américain; ils reflètent également l'élan donné par la conquête du sol et l'expansion démographique. Ces propos dénotent de plus l'amorce de la conscience d'un développement au plan local de même que l'existence d'une assise matérielle au discours de développement.

¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 24 décembre 1847, p. 3. Le rédacteur précise que la valeur des marchandises importées durant l'été est de £1 350 et la valeur totale des biens transmis annuellement à Québec et à Montréal serait d'environ £100 000. Il signale l'existence d'un cabinet de lecture, d'une station télégraphique, de plusieurs écoles et ajoute que 3 médecins, 14 avocats et 8 notaires exercent leur profession à Trois-Rivières.

L'extension du terroir exploité, la densification du réseau villageois régional et la montée des échanges économiques² font en sorte que Trois-Rivières s'affirme avec de plus en plus de vigueur comme le pôle économique d'un secteur de l'axe laurentien entre Montréal et Québec vers 1850. Effectivement, le recensement de 1851 fait état de plusieurs équipements industriels et d'unités de production diversifiées³. On notera que ces indicateurs de progrès font partie de la liste que *L'Ère Nouvelle* énumère dans son premier numéro le 9 décembre 1852.

Justifiant le nom quelque peu inhabituel donné au nouvel hebdomadaire, le rédacteur écrit qu'

une ère nouvelle vient de s'ouvrir pour notre district [...] nous apercevons dans toutes les directions des signes non équivoques d'améliorations, d'avancement et de progrès. [...] On a vu surgir [...] des établissements considérables de divers genres, tous propres à développer les facultés intellectuelles d'un peuple et de nature à améliorer sa condition matérielle tout en donnant à notre district la juste importance qu'il mérite par sa position géographique, son étendue, sa population et les avantages que présentent ses vastes ressources naturelles⁴.

Il ajoute que le district trifluvien sort d'« une longue adolescence car, précise-t-il, ce n'est que depuis peu que nous avons complété notre émancipation [*sic*] des deux principaux districts du Bas-Canada (Québec et Montréal) ». Le progrès qu'il voit poindre tire son origine, poursuit-il, des « nombreuses nouvelles paroisses, usines, manufactures, maisons de commerce et moulins fondés depuis quelques années dans

² Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec. Le pays laurentien au XIX^e siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995.

³ Pour Trois-Rivières seulement, on dénombre 4 moulins à farine, 1 moulin à fouler et à carder, et 2 fonderies; 8 unités de production reliées au bois, 10 au cuir, 9 au fer et métal et 8 à l'alimentation sont recensées principalement (*ibid.*, p. 80 et 82). Le recensement de 1851 nous apprend de plus que 14 médecins et chirurgiens, 14 notaires, 59 marchands, 9 aubergistes, 29 tanneurs, 56 instituteurs et institutrices et 44 maçons exercent leur profession dans le comté de Saint-Maurice, concentrés en majorité à Trois-Rivières (*JALPC*, 1852, Appendice (C.)). La population du district, quant à elle, a grimpé de 68 877 à 92 425 en 7 ans, soit de 1844 à 1851 (*ibid.*).

⁴ *L'Ère Nouvelle*, 9 décembre 1852, p. 2.

les limites du district des Trois-Rivières⁵ ». Il n'est guère surprenant de constater que le slogan de *L'Ère Nouvelle* est : « Industrie et Progrès ». Le coup d'envoi était donné à une ample rhétorique du développement dont l'industrialisation et l'urbanisation régionales servaient de plate-forme.

1.1 *Le Conseil municipal et l'aménagement urbain*

Le 21 juillet 1845, Pierre-Benjamin Dumoulin est choisi maire de Trois-Rivières par le premier Conseil de ville constitué à la suite de la création de la Corporation municipale des Trois-Rivières. La nouvelle structure administrative succède au régime des juges de paix et des commissaires, lequel avait pris le relais du Gouvernement des Trois-Rivières peu après la Conquête. Toutefois, les pouvoirs du nouveau conseil sont limités et la presse locale réclame l'« incorporation » de la ville. À l'occasion du transfert de l'administration de la Commune au Conseil municipal par une loi de la Province du Canada, *Le Journal des Trois-Rivières* réitère la demande d'incorporation en 1850 : « Si à la suite de ce bill [projet de loi] venait un acte d'incorporation de la ville, il n'y aurait aucun doute que l'on verrait de suite notre bonne petite ville prendre un nouvel élan dans la voie du progrès et de la prospérité⁶. »

Finalement, l'« incorporation » est accordée par la Législature en 1857 : à partir de ce moment, la ville est pourvue d'une « charte » lui conférant le plein statut

⁵ Suit une description détaillée du district qui affiche un ton promotionnel. Le prospectus du nouveau journal est présenté dans la même page. La feuille progressiste vante à plusieurs reprises le climat de prospérité trifluvien, même durant la récession de 1855 qui semble épargner la ville (*L'Ère Nouvelle*, 6 septembre 1855, p. 2).

⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 20 juillet 1850; voir également le même journal 13 juillet 1850, p. 2 où le rédacteur affirme que Trois-Rivières reste « muette et stationnaire » devant Saint-Eustache et Saint-Hyacinthe qui demandent leur « incorporation », et la lettre d'un lecteur qui signe « Progrès », 19 avril 1851, p. 2. Ces propos sont repris quatre ans plus tard dans *L'Ère Nouvelle*, 6 septembre 1855, p. 2.

de corporation municipale. Un embryon de fonction publique est alors mis en place avec la nomination d'un secrétaire-trésorier, d'« auditeurs » (vérificateurs) des comptes, du « clerc » du marché, d'un messenger et d'un inspecteur. Le Conseil dispose du pouvoir, entre autres, de voter une somme pour indemniser les sinistrés de l'incendie de 1856. Des travaux de voirie sont entrepris, des rues sont élargies et des trottoirs neufs aménagés⁷; on crée également des brigades de pompiers volontaires⁸. L'incorporation est considérée comme un facteur puissant de renouveau et suscite même un certain lyrisme :

Hâtons-nous de faire maintenant tout en notre pouvoir pour l'amélioration et l'agrandissement de notre ville : que ses citoyens de tout âge, de chaque profession et de chaque origine se réunissent pour mettre tous ensemble l'épaula à la roue « a strong pull, a long pull, and a pull altogether » et crions : « en avant »⁹.

Nul doute que la mise en place d'une administration municipale pourvue d'un mandat clair et substantiel a contribué à accroître le rôle du milieu d'affaires local; celui-ci disposait enfin d'une instance décisionnelle à sa portée et en mesure de refléter ses intérêts. L'attention portée aux élections municipales en fait foi dans les journaux¹⁰.

Les années 1850 sont également témoins de l'installation d'un équipement collectif très attendu, soit l'éclairage au gaz. Les journaux vantent les avantages de l'éclairage au gaz sur les chandelles de suif; on ne veut pas être en reste avec Québec et Montréal. Une société pour l'éclairage des rues et des habitations est fondée sous le

⁷ *L'Ère Nouvelle*, 16 juillet 1857, p. 2; 26 octobre 1857, p. 2.

⁸ À leur sujet, voir *Le Trifluvien*, 4 décembre 1906, p. 8 et Arthur Béliveau, « Équipes de pompiers d'autrefois », *Le Mauricien*, vol. 1, n° 5, mars 1937, p. 4. La ville accordait une prime au premier sapeur rendu au feu.

⁹ Souligné dans le texte, *L'Ère Nouvelle*, 23 avril 1857, p. 2. Sur le rôle et le fonctionnement de la municipalité au XIX^e siècle, voir Gamelin et coll., *Trois-Rivières illustrée*, p. 148-155.

¹⁰ Voir par exemple *Le Journal des Trois-Rivières*, 10 juillet 1852, p. 2 : « des questions de haute importance [...] de la solution desquelles dépendra nécessairement le sort futur, soit prospère ou rétrograde, de notre petite ville », et *L'Ère Nouvelle*, 12 juillet 1854, p. 2.

nom de Compagnie du Gaz des Trois-Rivières; les rues sont illuminées pour la première fois le 22 décembre 1854. L'innovation est saluée comme un bienfait public et l'enthousiasme est général. Les citoyens témoignent de leur gratitude en organisant un grand dîner le 11 janvier suivant en l'honneur des directeurs de la Compagnie auquel participent 50 personnes « de toutes les classes, de l'artisan à l'homme de robe¹¹ ».

Le Conseil municipal se prévaut des dispositions de l'Acte d'emprunt municipal. Ainsi, en 1859, il entend emprunter £15 000 pour le chemin de fer des Piles et une somme de £8 500 pour agrandir le marché aux denrées et afin de construire les ponts sur le Saint-Maurice et un hôtel de ville¹². Une véritable ère de prospérité est perçue dans le milieu local et l'on n'a qu'un mot à la bouche : Progrès¹³.

1.2 Les projets industriels

Jusqu'en 1854, la cité trifluvienne abrite quelques manufactures et petits équipements industriels; son entrée véritable dans l'industrialisation survient quand de vastes scieries s'installent cette année-là. Une fierté naît aussitôt sous la plume des journalistes : « Les établissemens qu'ils feront en cette ville n'en [*sic*] céderont à aucun autre en Amérique. Et quel immense avantage cette localité tirera sous tous les rapports de semblables établissemens¹⁴. »

¹¹ *L'Ère Nouvelle*, 15 janvier 1855, p. 2; voir aussi, 28 décembre 1854, p. 2, 11 octobre 1855, p. 2 et *Le Journal des Trois-Rivières*, 22 janvier 1853, p. 3.

¹² *L'Ère Nouvelle*, 24 mars 1859, p. 2.

¹³ *L'Ère Nouvelle*, (5 janvier 1859, p. 2) congratulate les édiles de la façon suivante : « Nous souhaitons à nos échevins le même courage qu'ils ont montré jusqu'à ce jour dans la conduite de la barque de la corporation et qu'ils continuent à faire marcher notre cité dans la voie du Progrès dans laquelle elle s'avance ». Voir également le poème suivant signé L.-Georges Frigon qui associe la jeunesse au progrès : « Que serait, ô progrès! tes lumières fécondes / Sans ce foyer puissant, radieux, immortel / Ô jeunesse! sans toi qui transformes les mondes / Pierre philosopale échappé au Carmel », (*L'Ère Nouvelle*, 24 février 1862, p. 2).

¹⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 29 janvier 1853, p. 2.

Ces propos font référence à l'établissement d'une vaste scierie construite au confluent du fleuve et du Saint-Maurice par trois industriels bostonnais, Norcross et les Philips, père et fils¹⁵. Un témoin des travaux de construction écrit qu'il a vu « l'apparence de quelque chose qui annonce le mouvement, l'activité, le progrès et un commencement de prospérité¹⁶ ». Les activités de la nouvelle entreprise, jointe au flottage du bois sur la rivière et à l'exploitation forestière aidés par l'aménagement du Saint-Maurice, sont à l'origine de la première véritable prise de conscience d'un avenir industriel prometteur pour Trois-Rivières. Ce sentiment correspondait à une réalité car le sciage a constitué la principale activité de production de la ville durant plusieurs décennies; de plus, il a formé le lien par lequel Trois-Rivières a pris place dans l'économie internationale grâce aux exportations, comme le rappellent Hardy et Séguin dans *Forêt et société en Mauricie*. Les gens d'affaires trifluviens étaient à même de s'en rendre compte, eux qui voyaient l'animation du port trifluvien¹⁷.

Ils se mobilisent à nouveau en 1861 quand surgit un projet de filature de coton. *L'Inquirer* se fait le propagandiste de l'établissement de ce type de manufacture; le journal anglais de Trois-Rivières fustige l'inertie locale : « It is little wonder that Three Rivers does not progress, while we remain hewers of woods and drawers of water to the cities of Montreal and Quebec ». *L'Ère Nouvelle* emboîte le pas soutenant, de son

¹⁵ Ils achètent la terre de James Dickson contre la somme de £1 625. Le rédacteur de la nouvelle ajoute : « Notre ville enfin entrée définitivement dans la voie du progrès », (*L'Ère Nouvelle*, 22 février 1853, p. 2).

¹⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 6 août 1853, p. 2. L'aménagement de la scierie fut achevée en août 1854; elle portera dorénavant le nom de « Moulin des Américains ». En 1856, on a estimé sa capacité quotidienne à 140 000 pieds de bois scié. Elle fera faillite l'année suivante et ne rouvrira qu'en 1864. Pour le détail de l'activité du sciage à Trois-Rivières, voir *Forêt et Société en Mauricie*, p. 183-190 et *Trois-Rivières illustrée*, p. 31-35. Un autre grand moulin à scie fut exploité à partir de 1866; George Baptist en était le propriétaire. Les journaux n'en soulignent guère l'importance.

¹⁷ Un climat général d'espoir en l'avenir économique. Voir entre autres la lettre d'un anglophone parue dans *Le Journal des Trois-Rivières* du 15 janvier 1853, p. 2, dans laquelle il salue la prospérité amenée par l'exploitation forestière. Par ailleurs, la construction de la cathédrale est considérée comme un facteur de prospérité économique : « La plus grande partie des argents [*sic*] qui vont être dépensés pour sa construction resteront dans son sein et serviront à alimenter son commerce », *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 décembre 1853, p. 3.

côté, que « l'industrie va de pair avec la civilisation; le développement du génie industriel est presque aussi nécessaire que le génie agricole, et quant l'un reçoit le concours de l'autre, on doit toujours s'attendre à voir progresser un pays¹⁸ ».

Ainsi motivés, les citoyens de la ville tiennent une assemblée publique le 26 février. L'implantation des manufactures est nécessaire, avancent-ils, car « l'agriculture suffit à peine à nourrir la population, nous exportons le bois et le fer dont les profits nous échappent ». Le Conseil municipal, « après renseignement », appuie le projet¹⁹. La difficulté est d'amener les capitaux : elle a probablement été la cause de l'échec du projet.

En revanche, le projet d'une manufacture de chaussures devient réalité en 1868. Déplorant le manque de manufactures, *Le Journal des Trois-Rivières* salue l'arrivée de la nouvelle entreprise et y voit un attrait pour les capitaux et les travailleurs²⁰. Un second projet de manufacture de chaussures fait parler de lui cinq ans plus tard : on voudrait conserver à Trois-Rivières le « monopole » de la fabrication des bottes

¹⁸ *The Inquirer*, 16 janvier 1861, p. 2; *L'Ère Nouvelle*, 11 février 1861, p. 2, 16 janvier 1861, p. 2. On craint l'échec du projet à cause du manque de capitaux et de l'absence de l'esprit d'entreprise (lettre de Richard Lanigan publiée dans *The Inquirer*, 23 février 1861, p. 2). On déplore aussi le fait que la jeunesse trifluvienne doive s'« exiler »; on assure qu'il y a possibilité de progrès en réponse à un article de *La Gazette*.

¹⁹ *The Inquirer*, 23 février 1861, p. 2. Une des résolutions de l'assemblée des citoyens affirme « qu'il est de la plus grande importance pour la prospérité et l'agrandissement de cette cité d'y établir autant que possible des manufactures qui auraient l'effet de donner une plus grande extension au commerce et de fournir à la classe ouvrière un emploi continu [sic] », *L'Ère Nouvelle*, 28 février 1861, p. 2. Un autre projet de filature de coton fit parler de lui une vingtaine d'années plus tard. Le Conseil municipal fait publier un avis de projet de règlement dans les journaux l'autorisant à voter une aide de 25 000 \$ à Three Rivers Cotton Co. au moyen d'une émission de débentures et d'une exemption de taxes de 20 ans. En retour, les promoteurs s'engagent à construire une usine d'une valeur d'au moins 250 000 \$ et à embaucher 300 personnes (*Le Journal des Trois-Rivières*, 3 avril 1882, p. 3). Un troisième projet est mentionné par *Le Trifluvien* le 4 mars 1893, p. 3 et deux autres, huit ans plus tard (21 mai 1901, p. 2). Il est question alors du projet de Dominion Cotton (sous le maire Olivier) et de celui de Montreal Bleaching & Printing Co. à propos desquels on perçoit « un grand agent de progrès matériel ».

²⁰ L'article présente des informations techniques détaillées sur la machinerie utilisée par les 40 employés de la manufacture de Olivier et Hamel (*Le Journal des Trois-Rivières*, 17 mars 1868, p. 2).

sauvages, afin que les ouvriers de Trois-Rivières ne soient plus obligés de travailler pour « les maisons de Montréal²¹ ». Il est question en 1877 d'une usine de fabrication de roues de wagons; *Le Journal des Trois-Rivières* félicite les deux promoteurs, Onésime Brunet et le député Arthur Turcotte, de vouloir mettre sur pied une entreprise qui créerait de nombreux emplois²².

Les journaux de 1881 annoncent l'établissement d'une papeterie à Trois-Rivières. Malheureusement les bâtiments disparaissent en fumée après moins d'un an d'existence. Le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières* est consterné : « Nous n'en avons pourtant pas trop de manufactures. Ce pauvre Trois-Rivières est si dépourvu d'industries qu'une pareille perte est presque une calamité²³. » Quinze ans plus tard on peut lire dans *Le Trifluvien* qu'« une compagnie américaine puissante est à se former pour établir une grande manufacture de papier à Trois-Rivières ». On affirme que des inspecteurs sont allés visiter le site des Grès et que le capital de la compagnie serait de deux millions²⁴. Cependant, il faudra attendre 1912 avant qu'un projet de cette envergure ne devienne réalité.

Mentionnons aussi l'ambitieux projet de 1888 relié à des investissements français destinés à une « manufacture de tabac ». La lettre de J.-B. Delorde au Conseil de ville mentionnait la possibilité de la création de 700 à 800 emplois²⁵. De leur côté,

²¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 16 janvier 1873, p. 2. Le même journal fait écho à un projet de manufacture d'allumettes en 1875; il voit en lui un remède au chômage (29 avril 1875, p. 2). Le début de la construction est annoncé (*Le Constitutionnel*, 12 janvier 1877, p. 2) mais on n'en reparle plus par après.

²² *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 juillet 1877, p. 2.

²³ *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 juin 1882, p. 2. Un nommé Bradley en était le propriétaire; il employait 50 hommes à son usine de la rue Saint-Philippe près de la Commune. Il acquit la papeterie Reid de Portneuf après l'incendie et y déménagea ses installations. Voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 juin 1881 et 29 mai 1882; *Le Constitutionnel*, 26 avril 1882 et *La Concorde*, 2 juin 1882.

²⁴ *Le Trifluvien*, 4 août 1896, p. 3.

²⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 novembre 1888, p. 2. Delorde demande soit de l'argent, soit des terrains ou des exemptions de taxes pour une société anonyme au capital de dix millions de francs.

les Trifluviens ne sont pas en reste : un groupe d'hommes influents annoncent un projet de manufacture d'instruments aratoires en 1893; ils prévoient souscrire un capital de 100 000 \$²⁶. Aucun de ces projets ne donne lieu à des résultats concrets. Néanmoins, on peut voir dans ces rêves brisés le témoignage d'une volonté de développement qui s'est heurtée à l'insuffisance de capitaux. En revanche, trois établissements industriels créés durant la dernière décennie du XIX^e siècle, la Compagnie des Conduites d'eau, Smardon & Son et St. Maurice Tool & Axe Works Ltd. attestent la détermination du milieu d'affaires local.

Le projet de la Compagnie des conduites d'eau est annoncé en août 1889 et les travaux sont menés rondement : l'usine est inaugurée un an plus tard. Elle est financée par des intérêts belges représentés par Ludovic de LaVallée-Poussin qui dirige l'exploitation. Elle compte plus d'une centaine d'employés et produit 825 tonnes de tuyaux par mois. Les difficultés s'amoncellent en 1892 : la société est mise en liquidation en février mais son directeur affirme qu'il a des contrats en poche; la municipalité, qui ne veut pas perdre la mise qu'elle a consentie, menace de vendre les terrains et en demande l'autorisation judiciaire. Finalement, les actifs sont vendus aux enchères l'année suivante et l'exploitation est reprise par un dénommé Gagnon. On apprend que l'ancienne usine des conduites d'eau est exploitée par St. Maurice Foundry and Machine Co. en 1900 et par Montreal Pipe Foundry en 1902²⁷. L'usine devient l'un des éléments constitutifs de Canada Iron Foundry en 1907 et continue son exploitation sous diverses appellations²⁸.

²⁶ *Le Trifluvien*, 18 mars 1893, p. 3. Les principaux actionnaires sont Alexander Baptist, Henri-Mathias Balcer, Philippe-Élisée Panneton, Télesphore-Eusèbe Normand, Arthur Olivier et R. W. Williams.

²⁷ *Le Trifluvien*, 28 août 1889; 6 mars 1890; 8 mai 1890, p. 2; 18 septembre 1890, p. 2; 22 septembre 1890, p. 2; 20 février 1892, p. 2; 12 octobre 1892, p. 3; 22 octobre 1892, p. 3; 14 décembre 1892, p. 3; 18 mars 1893, p. 3; 12 juin 1900, p. 3. Des détails techniques intéressants sont présentés dans l'article du 30 septembre 1902, p. 8.

²⁸ Gamelin et coll., *Trois-Rivières illustrée*, p. 35.

En 1893, *Le Trifluvien* informe ses lecteurs que la manufacture Smardon a repris ses activités mais trois ans plus tard la société dépose son bilan; vendue aux enchères, elle est acquise par la municipalité qui était créancière. Le journal se méfie car « l'expérience du passé n'est pas de nature à induire nos édiles à favoriser ces **forts**²⁹ capitalistes qui nous viennent de l'étranger », l'exemple du projet précédent étant encore présent dans les esprits. En 1897, la municipalité cède l'entreprise à trois hommes d'affaires du nom de Thibaudeau, Beaubien et Binette; ils embauchent aussitôt 50 personnes. Finalement, trois ans plus tard, John Tebbutt fait l'acquisition de Three Rivers Shoe Co. qui était en faillite³⁰; l'entreprise poursuivra son activité sous diverses dénominations jusqu'en 1975. De son côté, la manufacture de haches et d'outils St. Maurice Tool & Axe Works Ltd. est en plein essor en 1895. Un article du *Trifluvien* nous apprend qu'elle écoule 2 000 haches par semaine et qu'elle a remporté une médaille de bronze à l'exposition nationale de Toronto. Son conseil d'administration est formé d'hommes d'affaires trifluviens³¹.

Cet aperçu sommaire montre jusqu'à quel point les entrepreneurs locaux étaient conscients des difficultés que représentait l'insuffisance des capitaux. Il prouve également que l'élite locale était loin d'être dépourvue d'esprit d'initiative même étant composée surtout de membres de professions libérales³².

²⁹ En caractères gras dans le texte.

³⁰ *Le Trifluvien*, 10 mai 1893, p. 3; 7 février 1896, p. 3; 25 août 1896, p. 2; 2 mars 1897, p. 3; 5 mars 1897, p. 3; 10 avril 1900, p. 3.

³¹ Nazaire-L. Denoncourt, président; R. W. Williams, vice-président; Philippe-Élisée Panneton, trésorier, Arthur Bettez, secrétaire et A.-I. Pothier, gérant (*Le Trifluvien*, 18 octobre 1895, p. 2).

³² Les Panneton, Denoncourt et Duplessis sont avocats. On était très conscient du manque de capitaux : plusieurs éditoriaux en font foi, témoins ceux du *Trifluvien*, 8 juillet 1898, p. 2 et 30 août 1898, p. 2 signés E. Liane (pseudonyme de Pierre McLeod).

1.3 Les banques trifluviennes

Au même moment, la région trifluviennne éprouve de sérieuses difficultés relativement à la mise sur pied d'un réseau de financement des projets agricoles, industriels et commerciaux. De leur côté, les tentatives d'établissements de banques à Trois-Rivières donnent lieu à des entreprises de courte durée ou sont carrément vouées à l'échec. On observe néanmoins la création de trois banques privées et deux tentatives de banques privilégiées (banque à charte).

En 1838, Moses Hart, influent personnage local, met sur pied la Hart's Bank qui émet ses propres billets. Hart essaie d'obtenir une loi constitutive pour sa banque privée. Pour ce faire, il présente en 1841 une pétition à l'Assemblée législative signée par des marchands de la ville; aucune suite ne lui est donnée; néanmoins, son comptoir poursuit ses activités jusque vers 1847³³. En 1857, un groupe d'hommes d'affaires trifluviens dirigés par George Baptist publie un prospectus proposant d'établir une Banque des Trois-Rivières. Le document requiert des appuis en faveur d'une « institution monétaire [*sic*] qui, tout en offrant d'immenses avantages au commerce, à l'agriculture et à l'industrie offrirait également aux capitalistes et aux actionnaires un placement certain³⁴ ». Toutefois, le groupe de Baptist ne réussit pas à recueillir le capital de 100 000 \$ requis, probablement à cause de la récession qui sévit alors. Quatorze ans plus tard, George Baillie Houlston, celui-là même qui avait dirigé la campagne infructueuse pour la Banque des Trois-Rivières, crée une banque privée,

³³ Cf. Ronald E. Rudin, *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925*, Montréal, Boréal, 1988, p. 70-72 et Denis Vaugois, « Hart, Moses », *DBC*, VIII, p. 409. Quelques banques canadiennes avaient suspendu la convertibilité de leur monnaie à la suite de la crise bancaire américaine de 1837 (Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec*, p. 333). Dans ce contexte, plusieurs gros marchands décidèrent d'émettre leurs propres billets. Voir également Somer James, *The Guide Book of 1670-1970 Canadian Coins*, Winnipeg, The Canadian Numismatic Publishers Institute, 11^e éd. 1970, p. 154. La Hart's Bank émet des billets de 12 sols, 1/3 piastre, 1, 3 et 5 piastres.

³⁴ *Statuts du Canada*, 1873, chap. 14.

G. B. Houliston & Co., qui poursuit ses activités jusqu'au décès de son fondateur survenu en 1891³⁵.

Le projet d'une Banque des Trois-Rivières refait surface en 1872; George et Alexander Baptist obtiennent une loi constitutive³⁶, mais, là aussi, le projet avorte à cause du manque de capitaux contrairement aux projets contemporains de Saint-Jean et de Saint-Hyacinthe. De son côté, Philippe-Élisée Panneton ouvre en 1895 la Banque Panneton qui existe jusqu'en 1915, année où elle est acquise par la Molson's Bank³⁷. L'avocat Panneton qui, depuis 1880, avait été l'agent de la Banque d'Hochelaga, spécialisée dans les prêts aux petits commerçants, verse un intérêt de 4 % calculé quotidiennement sur des dépôts de un dollar et plus. Sa banque accorde des prêts sur hypothèques et honore des chèques et des mandats de Dominion Express³⁸.

Le milieu d'affaires trifluvien réclame une banque régionale comme il en existe dans les Cantons de l'Est ou, à tout le moins, un plus grand nombre de succursales afin de faciliter les investissements. Dès 1853, un lecteur anglophone du *Journal des Trois-Rivières* demande la création d'un « banking establishment » local. Effectivement, la feuille trifluvienne souligne la venue de la Banque de Montréal, « nouveau signe des temps³⁹ » au même moment. La Banque de Québec, qui finance les scieries, ouvre une succursale la même année⁴⁰. Malgré ces nouveaux services, on se plaint que les

³⁵ Ronald E. Rudin, « Houliston, George Baillie », *DBC*, XII, p. 491-492; « The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914 », thèse de doctorat, Toronto, Université York, p. 32-33.

³⁶ *Statuts du Canada*, 1873, chap. 14.

³⁷ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 21 juillet 1916, p. 4. La Molson's Bank fut absorbée à son tour par la Banque de Montréal en 1924. Les banques privées pouvaient recueillir des dépôts, consentir des prêts et même accorder des prêts hypothécaires, ce que la Loi des banques interdisait aux banques à charte. Cf. Rudin, « Houliston... », p. 491.

³⁸ Voir sa publicité dans *Le Trifluvien*, 1^{er} octobre 1907, p. 8.

³⁹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 22 janvier 1853, p. 1-2; 13 août 1853, p. 2. Cette succursale cesse ses opérations avant 1874.

⁴⁰ Cf. *Les Ursulines des Trois-Rivières*, tome 3, p. 416, Jean Hamelin et Yves Roby, *op. cit.*, p. 331.

succursales locales ne font que recevoir les dépôts mais négligent de les investir dans l'industrie, le commerce et l'agriculture⁴¹. *L'Inquirer* revient sur la nécessité de la présence d'une Banque des Trois-Rivières, admettant la difficulté de rassembler le capital nécessaire et d'accorder des taux compétitifs aux actionnaires⁴².

De leur côté, les citoyens des comtés de Saint-Maurice, de Champlain et de Maskinongé se prononcent en faveur de la mise sur pied d'une banque de crédit foncier, suivant l'exemple des participants à l'assemblée générale du Bas-Canada tenue le 17 décembre 1862 à Saint-Hyacinthe. Le contenu de l'une des résolutions votées à l'assemblée de Yamachiche pour le comté de Saint-Maurice explique la raison de ce mouvement d'ensemble : « Que l'ouverture de grandes routes, la construction [*sic*] d'immenses travaux de toutes sortes, n'a [*sic*] favorisé directement que le commerce et l'industrie, et que la classe agricole n'a reçu pour toutes ces dépenses » aucune aide, vu que les banques sont peu portées à financer les investissements agricoles et les établissements de colons⁴³. En 1878, les dirigeants de la Banque Ville-Marie envisagent l'ouverture d'une succursale trifluvienne; la presse locale leur demande alors de prendre en considération le développement local rapide qui se continue « de façon assez importante » malgré la crise⁴⁴. Deux ans plus tard, ce sont les représentants du Crédit Foncier de France qui s'arrêtent à Trois-Rivières; le rédacteur du *Journal des*

⁴¹ *L'Ère Nouvelle*, 13 avril 1857, p. 2.

⁴² *The Inquirer*, 19 janvier 1861, p. 2.

⁴³ *L'Ère Nouvelle*, 15 décembre 1862, p. 2. Voir également *L'Ère Nouvelle*, 1^{er} décembre 1862, p. 2; 22 décembre 1862, p. 2; 29 décembre 1862, p. 2.

⁴⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 1^{er} août 1878, p. 2. Une succursale est effectivement ouverte; elle fermera avant 1884 selon les annuaires des adresses consultés; une autre succursale fut présente à Nicolet de 1880 jusqu'à 1899, année de la liquidation de la Banque Ville-Marie. À Trois-Rivières, selon les annuaires, une succursale de la Banque Union est présente entre 1873 et 1884 et la Banque du Peuple de 1885 jusqu'à 1895, année de sa liquidation. La Banque Nationale est présente à Nicolet à partir de 1901 et la Banque d'Hochelaga à partir de 1919; elles témoignent de la pénétration du milieu rural par le réseau bancaire. En 1886, Léon Gérin, dans *L'habitant de Saint-Justin*, (p. 84) avait noté que les cultivateurs ne faisaient pas affaire avec les banques, mais déposaient leurs économies chez le notaire qui prêtait aux particuliers.

Trois-Rivières vante la stabilité des institutions ainsi que l'esprit d'ordre et de tranquillité de la population locale.

La Banque de Québec maintient sa succursale trifluvienne jusqu'au moment de son absorption par la Banque Royale en 1917, et la Banque d'Hochelaga jusqu'en 1925 lorsqu'elle devient la Banque Canadienne Nationale. La croissance soudaine de la région attire la Banque Nationale et la Banque Provinciale à Trois-Rivières en 1906 : l'éditorialiste du *Trifluvien* y voit un signe de « prospérité démontrée⁴⁵ ». De son côté, le directeur de la succursale de la Banque d'Hochelaga estime que son établissement constitue l'un des principaux facteurs du développement de la ville et du district⁴⁶. Il aurait pu ajouter que la Chambre de commerce locale exerçait une fonction similaire.

1.4 La Chambre de commerce

La Chambre de commerce trifluvienne constitue un moteur de l'économie locale dès sa fondation. Après un essai en 1871 qui avorte brusquement, le Three Rivers Board of Trade est créé officiellement le 28 décembre 1881; le cahier des délibérations mentionne que le nouvel organisme est composé « exclusively of gentlemen engaged in mercantile business in the City of Three Rivers⁴⁷ ». Des 25 signataires du document

⁴⁵ *Le Trifluvien*, 26 octobre 1906, p. 4.

⁴⁶ Lettre de J.-F. Boulais au Conseil municipal de Trois-Rivières, 26 novembre 1906.

⁴⁷ Les renseignements relatifs à l'histoire de la Chambre de commerce sont tirés de : Jean-Marc Beaudoin et Réjean Gaudreault, « 100 ans au service de la communauté » dans (Anonyme), *Album souvenir 1881-1981. La Chambre de commerce de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, [s.é.], 1981, 68 p. et du *Nouvelliste*, 13 février 1856, p. 8-12. Il existe des lacunes à cause de la disparition de plusieurs livres de délibérations et d'autres documents dans l'incendie de 1908; elles sont palliées en partie par l'examen des journaux que nous avons fait. Une étude du leadership de la Chambre est présentée dans le mémoire de maîtrise en études québécoises de Gilles Vallée : « La Chambre de commerce de Trois-Rivières 1871-1981. Participation et assises sociales du mouvement », Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, viii-210 p. La

initial, 13 portent des noms anglais. Le 10 juin suivant, Alexander Baptist est élu président et Georges Balcer, secrétaire. Le premier mouvement de la nouvelle Chambre est de dénoncer avec force le peu d'intérêt manifesté par les gouvernements à l'endroit de la « troisième cité » de la Province⁴⁸. On y explique que Trois-Rivières « est loin d'exercer cette influence légitime dans les affaires commerciales ou industrielles de la Province, à laquelle sa position et son ancienneté lui donnent droit ». Alors la Chambre de commerce se donne le mot d'ordre de promouvoir tous les projets sérieux qui soient en mesure de contribuer à l'essor économique de la ville. Le premier projet parrainé par la nouvelle Chambre de commerce a trait à la création d'une commission du port⁴⁹, proposition, d'ailleurs, qui devient réalité l'année même.

« La sauvegarde et le progrès de la région et de la cité des Trois-Rivières », voilà le slogan que la Chambre de commerce se donne en 1894 lorsqu'elle réclame la construction du chemin de fer le Grand Nord auprès du député-ministre fédéral, Sir Hector-Louis Langevin. On constate ainsi que l'horizon de la chambre trifluvienne s'élargit à la région, sachant que les intérêts de la classe d'affaires de son chef-lieu sont en jeu⁵⁰. En 1905, la Chambre appuie de tout son poids auprès du Conseil municipal le projet de chemin de fer de Beaudry Leman entre Trois-Rivières et Shawinigan. La résolution proposée par la Chambre soutient que Trois-Rivières est le centre commercial, judiciaire et administratif du district et que le commerce local a besoin de liens directs avec le nord de la région⁵¹. Un souci analogue est présent dans le texte de

tentative de 1871 est relatée dans cette étude, p. 13-16; on perd la trace de cette première chambre de commerce dès 1873 et, selon G. Vallée, il s'agissait plus d'un club sélect que d'un véritable groupe de pression.

⁴⁸ Beaudoin et Gaudreault, *loc. cit.*, p. 38.

⁴⁹ Parmi ceux qui suivront, pour l'époque considérée dans ce chapitre, soulignons les abattoirs (1885), la foire agricole et un chemin de fer (1887), un chemin de fer électrique (1899), l'eau potable (1903), les brise-glaces (1906), le commissariat industriel (1913), l'École technique (1915) et une nouvelle gare (1916).

⁵⁰ *Le Trifluvien*, 15 mai 1894, p. 3.

⁵¹ *Le Trifluvien*, 18 août 1905, p. 5. Voir également 26 mai 1908, p. 1 sur les liens avec le nord de la région.

la résolution du 28 avril 1908 : on y exige un meilleur service ferroviaire sur la ligne d'Arthabaska afin de « centraliser à Trois-Rivières cette partie du pays⁵² ».

Pour sa part, la presse locale appuie sans réserves la Chambre de commerce et lui témoigne de la gratitude pour son énergie et son dévouement : « En travaillant à renverser les barrières qui ferment l'accès de notre ville, ils [les dirigeants de la Chambre de commerce] font acte de bons citoyens et méritent la reconnaissance de tous les citoyens⁵³. » De cette façon, la Chambre de commerce trifluvienne, en défendant les intérêts de ses membres, est amenée à jouer un rôle de premier ordre en faveur de la promotion économique régionale ainsi que dans l'affirmation de la centralité trifluvienne et de l'identité collective. Un rôle similaire avait été joué par la Commission du havre, quoique dans une moindre mesure (voir le Chapitre II). Ainsi, la Chambre de commerce de Trois-Rivières exerce une influence de premier ordre dans le développement de la ville et de la région. Il est clair aussi que le milieu d'affaires trifluvien se montre particulièrement sensible au courant de progrès nord-américain. Du reste, le clergé lui-même emboîte le pas au mouvement général en faveur de l'expansion économique.

1.5 L'Église et le progrès matériel

On a vu précédemment avec quelle détermination l'Église et les milieux ultramontains ont appuyé une vision ruraliste de la société québécoise. Il n'en ressort pas automatiquement qu'ils se soient opposés en bloc à toute forme d'industrialisation. Par exemple, un ultramontain avéré comme F.-X.-A. Trudel, député de Champlain, est

⁵² *Le Trifluvien*, 1^{er} mai 1908, p. 2 et 6.

⁵³ *Le Trifluvien*, 7 mars 1905, p. 1.

un promoteur du développement industriel. À l'Assemblée législative, il invite le gouvernement à attirer les immigrants afin de tirer profit de leurs connaissances techniques et industrielles; il suggère la création d'entreprises industrielles basées sur l'exploitation des forêts et des mines de fer. Il ajoute que, selon lui, le commerce et l'industrie exigent des études aussi poussées que les professions libérales⁵⁴.

La figure de proue de l'Église régionale est sans conteste M^{gr} Louis-François Laflèche. Chef du diocèse trifluvien de 1870 à 1898, il avait déjà pris de l'importance durant les années soixante comme grand vicaire et évêque coadjuteur de M^{gr} Cooke. L'historiographie a fait grand cas de sa lettre au curé Labelle dans laquelle il exprime plus de confiance en l'industrie qu'en l'agriculture pour l'avenir de son diocèse⁵⁵. D'ailleurs, l'évêque trifluvien porte un intérêt indéniable envers les progrès de l'industrie : ainsi visite-t-il le site de l'usine de pâte à papier de Sainte-Flore; il effectue une tournée des usines trifluviennes en 1890 et visite la scierie St. Maurice Lumber six ans plus tard⁵⁶. L'innovation en matière agricole tient à cœur M^{gr} Laflèche qui approuve

⁵⁴ Cf. Louis Garon, « Un homme politique ultramontain : François-Xavier-Anselme Trudel », dans Nive Voisine et Jean Hamelin, dir., *Les ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal Express, 1985, p. 208. Trudel enquête sur la nature des industries à créer et les causes qui empêchent le développement des entreprises déjà établies. François-Xavier-Anselme Trudel (1838-1890), né à Sainte-Anne-de-la-Pérade et avocat de profession, est l'un des auteurs du Programme catholique; il est élu député de Champlain en 1871 et devient sénateur en 1873. Voir la notice de Nadia F. Eid dans le *DBC*, vol. XI, 1881-1890, p. 987-992.

⁵⁵ Lettre de M^{gr} Laflèche à Antoine Labelle, 18 novembre 1879. Elle a d'abord été citée par Albert Tessier (*Trois-Rivières 1535-1935*, Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 1935, p. 168-169), puis par Mason Wade (*Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Cercle du livre de France, 1963, tome I, p. 472-473), René Hardy (« L'ultramontanisme de Laflèche : genèse et postulat d'une idéologie », *RS*, vol. X, n^{os} 2-3, 1969) et William Ryan (*The Clergy and Economic Growth in Quebec*, p. 57). Le fait que sa teneur constituait un argument contre la division du diocèse en atténue un peu la portée novatrice. Pour la pensée de Laflèche relative à l'industrie, voir Hardy, *loc. cit.* et Ryan *op. cit.*

⁵⁶ *Le Trifluvien*, 23 janvier 1890, p. 3; 21 août 1896, p. 3. L'homme, curieux de toutes choses, s'intéresse à la mécanique du navire qui le mène en Angleterre de même qu'aux chemins de fer anglais (*Le Journal des Trois-Rivières*, 30 décembre 1869); il n'hésite pas à employer des comparaisons tirées des découvertes et des technologies : avec le courant magnétique (*Le Clairon*, 17 mars 1884, p. 2) et les locomotives (*La Paix*, 23 octobre 1888, p. 2). L'allocation qu'il prononce lors de la bénédiction d'une usine en 1894 illustre l'opinion qu'il défend face à l'industrie (*Le Trifluvien*, 21 septembre 1894, p. 2).

hautement l'exposition agricole de Trois-Rivières et incite ses curés à encourager leurs paroissiens à y prendre part; il félicite avec chaleur les responsables de la grande foire⁵⁷.

Cela n'empêche pas le prélat trifluvien de déclarer à maintes reprises que le progrès matériel est subordonné au progrès moral. Dans une lettre adressée au Conseil municipal à l'occasion de l'ouverture d'une école, l'évêque écrit :

Notre ville a fait, depuis quelques années, des progrès considérables au point de vue matériel, je suis heureux de le reconnaître et je m'en réjouis sincèrement. Mais je me réjouis encore bien davantage des progrès plus importants que nous voyons aussi de réaliser dans l'ordre moral et intellectuel [...]⁵⁸.

Un recueil d'anecdotes à son sujet met les propos suivants sur ses lèvres : « Si le diable utilise le progrès pour ses fins perverses, l'Église y trouve aussi son avantage; il nous importe donc d'arriver bons premiers...⁵⁹. » On peut aisément déduire, de cette boutade, que le clergé ne s'opposait pas au progrès pourvu que celui-ci concoure à ses visées⁶⁰. Néanmoins, les milieux cléricaux n'avaient de cesse de proclamer la supériorité du progrès spirituel⁶¹ et montraient du doigt les aléas entraînés par le Progrès.

⁵⁷ *Le Trifluvien*, 21 août 1896, p. 3; 25 août 1896, p. 2; 28 août 1896, p. 2; 22 septembre 1896, p. 2.

⁵⁸ Lettre datée du 4 juin 1873 et reproduite dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 23 juin 1873, p. 2. Voir aussi l'allocution prononcée lors de la visite épiscopale de 1869, *Le Journal des Trois-Rivières*, 23 juillet 1869, p. 2. À noter qu'il arrive aux rédacteurs laïcs de *L'Ère nouvelle* de tenir des propos semblables, par exemple, 26 juillet 1854, p. 2 et 20 juin 1861, p. 2.

⁵⁹ Téléphore Giroux, « M^{gr} Laflèche en tournée pastorale », *Le Nouvelliste*, 30 avril 1946, p. 40-42.

⁶⁰ Ce qui n'empêchait pas le curé Désilets d'être réticent par rapport aux chemins de fer (cf. chapitre précédent) ni à l'abbé Napoléon Caron, fêru de petite histoire, de pester contre les constructions commerciales sur le site historique du Platon (*L'Opinion publique*, vol. III, n° 27, 4 juillet 1872, p. 313-314).

⁶¹ Voir la relation de la visite épiscopale de 1862 : « Qu'il nous soit donc permis de dire à la louange de St. Maurice que tout y fleurit aujourd'hui, la culture, l'industrie, et surtout la foi et la religion », *L'Ère nouvelle*, 11 août 1862, p. 2.

1.6 La perception des fluctuations de l'économie

Les journaux locaux sont sensibles aux cycles de l'économie de marché avec l'alternance de phases de prospérité et de repli. Les années 1852-1854 sont les témoins d'une activité fébrile à Trois-Rivières. En 1851, précise *L'Ère Nouvelle*, il y avait 30 maisons inoccupées, maintenant, aucune n'est libre, le prix des loyers a grimpé de 25 % et certains accueillent deux, trois ou même quatre familles. On peut lire dans la même feuille l'année suivante que « le cri général, à Trois-Rivières est " en avant ! ". Chacun travaille et fait un vœu de prospérité⁶². » Par contre, cet élan se brise rapidement : « notre commerce a dé péri; l'industrie est arrêtée; nos grandes entreprises sont retardées; l'artisan est sans emploi; le riche se plaint⁶³ »; la crise générale de 1857 se fait sentir d'autant durement que la récolte est nulle cette année-là.

La décennie 1870 avait bien commencé mais la crise internationale de 1873 frappe Trois-Rivières de plein fouet, les prix du bois ayant chuté brutalement : « notre commerce languit, les faillites se succèdent aux faillites », lit-on dans *Le Journal des Trois-Rivières*. Rétrospectivement, on jugera même que la situation de 1873 fut pire que la Crise des années trente⁶⁴. La situation ne s'améliore pas avant les années 1880⁶⁵; effectivement, l'année 1882 est jugée excellente, les scieries fonctionnant à plein régime, mais 1884 ramène les difficultés et une crise agricole sévit en 1887⁶⁶. Toutefois, les années qui suivent préludent un long cycle de prospérité.

⁶² 29 décembre 1852, p. 2, 9 février 1853 et 1^{er} mars 1854, p. 1-2. En 1854, on parle même d'une crise du logement (3 mai 1854, p. 2), le montant des loyers ayant triplé depuis deux ans (5 août 1854, p. 2).

⁶³ *L'Ère Nouvelle*, 4 janvier 1855, p. 2. Voir aussi 10 mai 1855, p. 2 et 4 juin 1855, p. 2.

⁶⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 18 décembre 1873, p. 2; *Le Nouvelliste*, 3 janvier 1931, p. 3. Le témoignage d'un vieillard est présenté dans l'article.

⁶⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 25 novembre 1875, p. 2, 1^{er} mai 1876, p. 2, 26 avril 1877, p. 2 et 17 juin 1878, p. 2; *La Concorde*, 10 décembre 1879, p. 2.

⁶⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 11 mai 1882, p. 2, 15 mai 1882, p. 2 et 17 mars 1887, p. 2; *Le Clairon*, 14 juin 1884, p. 2.

Déjà en 1889, *Le Trifluvien* écrit, non sans quelque exagération : « Des projets d'agrandissement, d'initiative commerciale et industrielle se forment chaque jour »; du reste, dans ses colonnes, il n'est question que de projets ferroviaires, des progrès de la manufacture Smardon et de la Compagnie des conduites d'eau, du fameux projet d'abattoirs ainsi que des nouvelles inventions tels les lampes de rue électriques et le téléphone⁶⁷. Néanmoins, le vrai décollage s'effectue avec le siècle naissant.

Les journaux signalent, à partir de 1901, une forte reprise de la construction domiciliaire et industrielle; ils affirment que le travail est « abondant et bien rémunéré » et, en 1903, ils s'inquiètent de la rareté de la main-d'œuvre⁶⁸. Le maire Nérée-L. Duplessis est catégorique : « Nous sommes entrés dans une période de prospérité » grâce à l'agrandissement du port et les nouveaux chemins de fer, et « le progrès envahit Trois-Rivières de toutes parts », écrit-on en 1906 après trois années de forte construction domiciliaire⁶⁹. Le rédacteur du *Trifluvien* n'hésite pas à comparer Trois-Rivières avantageusement avec Montréal et Québec; un appel à la fierté est lancé dans une lettre publiée dans la même feuille au moment où Trois-Rivières est l'hôtesse des médecins de langue française de l'Amérique du Nord la même année⁷⁰. Il ne fait aucun doute que le climat d'enthousiasme se justifie par un essor inconnu jusque-là et que cette effervescence contribue pour beaucoup à l'affermissement d'un esprit régional.

⁶⁷ *Le Trifluvien*, 28 décembre 1889, p. 2 et de nombreux articles du même journal en 1889 et 1890, principalement celui du 24 octobre 1889, p. 2 qui est un modèle du genre. Son auteur conclut en écrivant : « C'est sans contredit l'industrie qui a le plus de promesses de succès durables et florissants dans cette partie du pays. »

⁶⁸ *Le Trifluvien*, 17 février 1903, p. 4. Voir également 14 juin 1901, p. 3, 10 septembre 1901, p. 3, 6 mai 1902, p. 5 et 4 mars 1904, p. 4.

⁶⁹ *Le Trifluvien*, 19 juillet 1904, p. 4, 1^{er} mai 1906, p. 8 et nombre d'articles entre ces deux dates.

⁷⁰ *Le Trifluvien*, 11 juillet 1905, p. 2, 11 mai 1906, p. 1. Des lecteurs envoient des lettres aux journaux pleines de ferveur (voir, comme type de ce genre d'écrit, *Le Trifluvien*, 13 septembre 1904, p. 4). Néanmoins, le progrès suscite quelques grincements comme cette lettre « sur notre manie de grandir » publiée les 14 novembre 1905, p. 4 et 5 décembre 1905, p. 4 et 5.

1.7 L'affermissement d'une identité régionale

Les députés fédéraux et provinciaux de la région se réunissent à la fin de 1868 dans le but de « se concerter et de s'entendre sur la ligne de conduite à suivre pour l'avancement et le progrès du district de Trois-Rivières ». La presse locale se réjouit de l'« harmonie de vues qui règne entr'eux [sic]⁷¹ ». Cinq députés se revoient au début de l'année suivante afin de mousser la construction du chemin de fer des Piles⁷². Selon toute vraisemblance, il s'agit des premiers efforts de concertation régionale au nom de laquelle les dirigeants politiques ont élaboré une vision économique et manifesté un intérêt général pour le district⁷³.

Cette perspective prend de l'ampleur avec le temps et se définit avec vigueur dans les dernières décennies comme en témoigne le discours inaugural du maire Philippe-Élisée Panneton animé par une vision grandiose :

Nous avons la grande voie de notre fleuve qui nous permet de communiquer avec l'Europe et tout l'Ancien Monde pendant sept mois de l'année, et le Grand Tronc qui s'étend jusqu'aux rivages de l'Atlantique. [...] Nous avons le St Maurice dont les eaux pures descendent chaque année les bois de ses inépuisables forêts. La vallée du lac Saint-Jean nous est ouverte par une ligne de chemin de fer dont un tronçon est une œuvre trifluvienne. En arrière nous avons le [chemin de fer du] Pacifique qui va atteindre, au-delà des Montagnes Rocheuses, l'océan Pacifique et le chemin des Indes. Si nous ajoutons à cela un territoire fertile et la population dense et industrielle qui nous entoure, nous aurons une idée du vaste champ d'activité qui s'ouvre à nos hommes d'affaires. Oui, Messieurs, il y a de l'avenir pour Trois-Rivières, et nous ne saurions trop nous le persuader ni trop souvent jeter un coup d'œil sur les horizons à perte de vue qui sont devant nous⁷⁴.

⁷¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 novembre 1868, p. 2. Selon *L'Événement*, Les députés auraient choisi un chef, William McDougall, ce que dément *Le Journal des Trois-Rivières*, (20 novembre 1868, p. 2).

⁷² *Le Journal des Trois-Rivières*, 15 janvier 1869, p. 2.

⁷³ *Le Journal des Trois-Rivières* avait vanté les possibilités de développement de la région dans un article du 25 janvier 1867 (p. 2) notamment en ce qui a trait aux mines de fer, à l'exploitation forestière et à la colonisation.

⁷⁴ *Le Trifluvien*, 16 janvier 1894, p. 3. Les propos de Panneton sont aussi dithyrambiques lors de l'entrevue qu'il accorde au *Montreal Gazette* trois ans plus tard; il parle de la « grande ruche industrielle » qu'est devenue la région selon lui (*Le Trifluvien*, 12 novembre 1897, p. 3). L'aménagement hydroélectrique des chutes de Shawinigan soulève des propos enflammés dans un article du même journal daté du 11 juin 1901 (p. 2) : « Le Saint-Maurice est destiné à jouer dans

Sir Wilfrid Laurier proclame que le XIX^e siècle ayant été le siècle des États-Unis, le XX^e sera celui du Canada : le district trifluvien veut sa part de l'utopie nationale. Effectivement, la montée industrielle qui s'amorce dans la région quand l'usine de Sainte-Flore ouvre ses portes en 1889 répond à plusieurs des grands espoirs entretenus par les hommes politiques.

2. La Mauricie, région industrielle et urbaine

L'année 1887 constitue la date charnière qui prélude à la grande industrialisation de la période 1900-1920. En effet, la construction d'une usine de pâte à papier est entreprise sur la rive du Saint-Maurice à Sainte-Flore; comme le soulignent Hardy et Séguin, « La région faisait ainsi son entrée dans l'ère industrielle⁷⁵. » Il y avait eu quelques tentatives d'établir des entreprises industrielles hors Trois-Rivières en Mauricie avant 1889, principalement dans le secteur des pâtes et papiers⁷⁶. Toutefois, seul le projet de Sainte-Ursule aboutit⁷⁷.

un avenir rapproché un rôle saillant dans le mouvement industriel du pays et à devenir en quelque sorte le Merrimack du Canada. »

⁷⁵ Hardy et Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 191.

⁷⁶ Notamment celle de 1870 à Yamachiche où Charles Gérin-Lajoie, député de Saint-Maurice, avait voulu convertir une scierie en manufacture de papier et de carton (*Le Journal des Trois-Rivières*, 23 mai 1870, p. 2) et la tentative de 1880 à proximité de Saint-Paulin (9 décembre 1880, p. 2). Voir Lanthier et Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie. Dossier statistique et chronologique 1870-1975*, Université du Québec à Trois-Rivières, publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, n° 6, 1981, p. 176.

⁷⁷ *Le Constitutionnel*, 11 décembre 1882 et 7 novembre 1883. L'usine de pâte à papier de Sainte-Ursule alimente Montréal, Québec et le marché américain, *La Paix*, 13 décembre 1887, p. 2; elle reçoit une mention à l'exposition provinciale. Le curé Béliveau avait épaulé fortement le projet. Pour l'histoire des entreprises de Sainte-Ursule et de Saint-Paulin (Hunterstown), voir *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} décembre 1925, p. 6 et 1^{er} juillet 1925, p. 6, ainsi que l'article d'Yvon Thériault dans *Le Nouvelliste*, 19 novembre 1949, p. 11 et Lanthier et Gamelin, *ibid.*, *Le Trifluvien* du 28 octobre 1898, p. 3 se fait l'écho de la rumeur de la construction d'un « grand moulin » pour la pâte et le papier aux chutes Maskinongé.

En dépit de ces déconvenues, la montée des industries rurales et, de façon corollaire, l'extension du réseau villageois font progresser le district trifluvien au XIX^e siècle. Les journaux trifluviens sont très discrets à ce sujet, le discours de développement ayant négligé une poussée industrielle peu spectaculaire en soi et passablement éloignée des rêves à grande échelle⁷⁸. Des travaux récents⁷⁹ ont pourtant mis en relief une croissance villageoise qui s'appuie sur la création d'entreprises résultant des efforts d'entrepreneurs résolus et dynamiques. Les secteurs les plus actifs sont ceux du sciage, de la sidérurgie, du cuir, du textile et des allumettes. Ces industries rurales servent d'amorce à la formation de noyaux villageois ou consolident les assises de villages déjà existants selon le cas; par contre, elles demeurent impuissantes à engendrer de véritables noyaux urbains. En outre, les entrepreneurs locaux se heurtent à des difficultés de financement qui ne sont pas sans rappeler celles des entrepreneurs trifluviens⁸⁰.

Ainsi, l'amorce de l'industrialisation massive ne se localise pas à Trois-Rivières, l'unique centre urbain et manufacturier de la région, mais en amont, sur les rives du Saint-Maurice, à proximité des chutes dont on perçoit désormais la valeur

⁷⁸ Les deux articles de *L'Ère Nouvelle* décrivant les scieries et les forges de Radnor du comté de Champlain en 1854 (11 et 28 octobre, p. 2) de même que l'article du *Journal des Trois-Rivières* consacré à Saint-Tite (29 janvier 1883, p. 2) constituant des exceptions notables. Après avoir passé en revue les entreprises locales, l'auteur de ce dernier article estime que « beaucoup de lecteurs seront sans doute surpris de trouver un établissement aussi considérable dix lieues au nord de cette ville [Trois-Rivières] et dans cette région du Saint-Maurice qu'on est porté à regarder comme une espèce de Sibérie ».

⁷⁹ René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle », *Sociétés villageoises et rapports ville-campagne au Québec et dans la France de l'Ouest XVII^e-XVIII^e siècles*, Actes du colloque franco-québécois, Québec, 1985, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses de l'Université de Rennes 2, p. 239-253. Jocelyn Morneau, « Louiseville en Mauricie au XIX^e siècle : la croissance d'une aire villageoise », *RHAF*, vol. 44, n^o 2, automne 1990, p. 223-241.

⁸⁰ Jocelyn Morneau (*loc. cit.* p. 240-241) explique qu'en l'absence de financement bancaire, la plupart des entrepreneurs ont eu recours à des emprunts avec garanties hypothécaires auprès de particuliers. Toutefois, ceux-ci étant en droit d'exiger d'être remboursés sitôt les délais expirés. Dans ces conditions, conclut Morneau, les entreprises demeuraient fragiles et les entrepreneurs éprouvaient de la difficulté à développer des organisations durables ou de plus grandes dimensions.

stratégique pour l'implantation de grandes entreprises. La présente section traite successivement du développement de l'axe Shawinigan-Grand-Mère et de La Tuque en compagnie des discours qui lui sont associés.

2.1 *Laurentide Pulp Co. et l'essor de Grand-Mère*

L'intérêt du commerçant montréalais John Forman, immigré d'Écosse, pour l'établissement d'une usine de pâte à Sainte-Flore remonte à l'année 1882 lorsqu'il met sur pied une société, Canada Pulp Co. Ltd., avec un capital autorisé de 50 000 \$, et obtient de la municipalité un congé fiscal de 25 ans⁸¹. Les travaux d'aménagement cessent l'année suivante lorsque l'entreprise de Forman est acculée à la faillite à cause du manque de fonds. Le même promoteur s'associe à des investisseurs américains et canadiens bien connus dans le domaine des pâtes et papiers et crée Laurentide Pulp Co. en 1887, laquelle est pourvue d'un capital autorisé de 200 000 \$ rapidement souscrit; une usine mue par la vapeur entre en exploitation deux ans plus tard ⁸².

La production se poursuit avec un succès soutenu. En 1897, un agrandissement important ajoute la production du papier; entre 400 et 500 travailleurs trouvent un emploi au chantier de construction. Le village aménagé aux abords des installations

⁸¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 juillet 1882, p. 2, 24 août 1882, p. 2, 30 novembre 1882, p. 2.

⁸² Jorge Niosi, « La Laurentide (1887-1928) : pionnière du papier journal au Canada », *RHAF*, vol. 29, n° 3, décembre 1975, p. 375-415. Niosi montre comment l'entreprise fut lancée par quelques-uns des plus remarquables entrepreneurs forestiers des États-Unis et du Canada et financée par des administrateurs de la Banque de Montréal et de Canadian Pacific Ry. Voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 1^{er} juillet 1889, p. 2 : « Les machines marchent avec une puissance extraordinaire. » F. F. Farmer, de Trois-Rivières, était le seul Canadien à siéger au conseil d'administration de la société en 1892. Celle-ci passe aux mains du général américain Russell A. Alger, de Sir William C. Van Horne, de Richard B. Angus et de Lord Strathcona, trois millionnaires montréalais reliés à Canadian Pacific Ry. Sir Lomer Gouin est membre du conseil d'administration à partir de 1920.

grossit suffisamment pour constituer une municipalité à part; instituée en 1898, elle porte le nom de Grand-Mère⁸³. Les journaux trifluviens font de la grande usine, très moderne pour l'époque, un objet de fierté régionale⁸⁴. Ainsi, Pierre McLeod du *Trifluvien* écrit que

l'industrie du bois de pulpe a donné naissance à des établissements qui promettent de révolutionner cet endroit [Grand-Mère] et de lui donner avant longtemps les proportions et le mouvement d'affaires d'une petite ville. L'industrie de la construction y est en pleine activité en ce moment, toute une ruche ouvrière ayant dû y essaimer des grands centres. [...] C'est ainsi que tout s'enchaîne et qu'un progrès en appelle un autre. Est-il besoin d'ajouter que nous saluons avec plaisir l'ère nouvelle qui paraît se lever pour le district et qui promet de lui communiquer bientôt un sérieux élan? Si elle réussit à secouer une fois la masse d'apathie qui paralysait les meilleurs efforts, [...] il n'y pas de possibilités industrielles dont Trois-Rivières ne puisse devenir le centre [...] ⁸⁵.

Le sort de la ville de Grand-Mère demeure lié à la croissance de Laurentide Pulp Co. Effectivement, la société ajoute d'autres machines à papier en 1902 et en 1904, son capital-actions étant passé à 1 600 000 \$ en 1899. La papetière prend le nom de Laurentide Co. en 1912 et deux autres machines à papier démarrent en 1920-1921. Cette pionnière du papier journal au Canada⁸⁶ fusionne avec St. Maurice Valley Corp.

⁸³ Ce nom évoque le profil caractéristique d'un rocher battu par les flots de la rivière et qui sera transporté plus tard sur la terre ferme. La graphie Grand'Mère prévaut jusque vers 1940 lorsque l'on se conforma au nouvel orthographe préconisé par le *Dictionnaire de l'Académie française*. Nous l'utilisons de façon exclusive. Pour la mise en place et le rôle de la municipalité de Grand-Mère dans la structuration urbaine, voir Alain Ruest, « Le développement des institutions municipales à Grand-Mère de 1898 à 1925 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1993, vii-139 p.

⁸⁴ *Le Trifluvien* reproduit des articles de *L'Événement* (3 août 1897, p. 3), *La Semaine commerciale*, « Les merveilles de Grand'Mère » (13 août 1897, p. 5), du *Monde canadien*, « Pour enrichir la région du St-Maurice » (25 février 1898, p. 2) et du *Soleil* (deux textes d'Ulric Barthe, 14 et 18 octobre 1898, p. 2 où l'on peut lire que « cette partie du pays est destinée à devenir le grand marché de pulpe et de papier de l'Amérique »). Nous reviendrons plus loin sur la version idéalisée des débuts de l'entreprise par Auguste Désilets dans *La Grand'Mère*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, 64 p.

⁸⁵ *Le Trifluvien*, 7 septembre 1899, p. 2. Pierre McLeod (1850-1901) a été le principal éditorialiste du *Trifluvien* jusqu'à son décès. Voir l'hommage d'Omer Héroux, 9 et 16 juillet 1901, p. 2.

⁸⁶ Niosi, *loc. cit.*, a mis en relief la réussite économique et technologique de Laurentide qui fut, selon lui, la plus grosse firme canadienne de production de papier journal de 1898 à 1919 et l'une des mieux administrées en Amérique du Nord. En 1917, Laurentide possède les coûts de production les plus bas au Canada pour ses trois produits, le papier journal, la pâte mécanique et la pâte au bisulphite. On apprend dans *Le Digesteur* (6 avril 1921, p. 4) que le *New York Times* est imprimé sur le papier de la papetière de Grand-Mère et que l'éditeur du quotidien américain, Adolph S. Ochs, est un « grand ami personnel » du directeur de l'usine grand-méroise.

en 1928 pour constituer Canada Power & Paper Co.⁸⁷. La disparition de Laurentide comme entité économique indépendante en 1928 (même si elle conserve son existence légale jusqu'en 1949) marque le déclin d'une intégration sociale entre une usine dirigée localement et le milieu urbain qu'elle a fait naître. Trois personnages émergent de ce contexte particulier, les deux dirigeants de l'usine et le curé de Grand-Mère.

George Chahoon Jr. devient directeur général de l'usine et vice-président en 1902. Cet homme entreprenant imprime sa marque dans la vie de Grand-Mère autant qu'à l'entreprise dont il dirige de très près la planification et la production⁸⁸. Chahoon s'intègre rapidement à la communauté locale dès son arrivée. Il est le prototype du « grand boss » paternaliste⁸⁹ intervenant dans la société locale afin d'instaurer une véritable philosophie de gestion et d'encadrement de la collectivité. Qualifié de « visionnaire, d'innovateur, de philanthrope⁹⁰ », Chahoon fait en sorte que la productivité de ses employés soit la plus élevée possible en organisant un cadre de vie agréable. En ce faisant, il cherche également à créer un climat de satisfaction peu propice au militantisme syndical.

Chahoon amène avec lui en 1902 Frederik A. Sabbaton, ingénieur civil et professeur : il en fait son bras droit et porte-parole. Sabbaton est un homme bien connu et très apprécié car il organise les activités sportives commanditées par la compagnie. Par ailleurs, Sabbaton défend la primauté de l'industrie des pâtes et papiers sur

⁸⁷ Lanthier, *L'industrialisation de la Mauricie*, p. 181-185. St. Maurice Valley Corp., contrôlée par Sir Herbert Holt, venait de naître, en 1925, de la fusion de Belgo Paper Co., de Shawinigan, et de St. Maurice Paper, de Cap-dela-Madeleine. Canada Power & Paper acquiert à son tour Wayagamack Pulp & Paper Co. (Trois-Rivières) en 1929 et devient Consolidated Paper Corp. Ltd. deux ans après. Ce vaste mouvement de concentration d'entreprises s'inscrit dans la restructuration du secteur des pâtes et papier au Canada durant les années 1925-1935.

⁸⁸ Niosi, *loc. cit.*, p. 414.

⁸⁹ Comme exemple, voir la lettre qu'il adresse du front, durant la guerre, à ses employés. *Le Digesteur*, 13 novembre 1918, p. 1.

⁹⁰ Voir Lise Cyr, *Vie d'quartier et compagnies. La Tuque-Grand'Mère-Shawinigan*, Québec, Cinémaanima, 1986, p. 164.

l'agriculture et se prononce contre la « colonisation à outrance » en 1918. À ce sujet, il soutient que

nombreux sont les penseurs qui n'ont vu la forêt que par les carreaux d'un char (wagon) Pullman, nous parlant de colonisation à outrance. Le retour à la Terre est une belle chose, à condition que ce soit une terre fertile et de laquelle on puisse retirer quelque chose avant d'y avoir laissé ses os et à cette autre condition que ce ne soit pas au prix du déboisement sans profit et au sacrifice de la régularité du débit de nos cours d'eau, car cela mettrait en danger nos sources d'énergie électrique [...] plus précieuses que les mines de houille noire⁹¹.

Le troisième protagoniste du développement local est un membre du clergé, le curé Louis-R. Laflèche⁹² de Grand-Mère. L'abbé Laflèche entretient d'excellentes relations avec Chahoon et cherche à traiter à l'amiable les différends qui surgissent à un moment ou l'autre. Dans son étude sur les rapports entre le clergé et la croissance économique, William Ryan⁹³ explique que Chahoon n'entreprenait rien qui pouvait concerner le curé ou la collectivité canadienne-française sans prendre avis auprès de Laflèche. Le directeur de Laurentide décrivait ainsi l'attitude de l'influent curé à son égard :

Shortly after our arrival, we went up to pay our respects to Father Laflèche, and found in him a very kind and helpful friend, so much that one day when leaving him I apologize for taking so much of his time. He smiled, and putting his hand on my shoulder, said, « Mr. Chahoon, you and I are partners - I look after the spiritual welfare of my people while you are responsible for their bodily welfare being. » The partnership was never dissolved⁹⁴.

⁹¹ *Le Digesteur*, 24 décembre 1918, p. 1.

⁹² L'abbé Louis-Richer Laflèche, né à Louiseville en 1861, est le curé fondateur de la paroisse Saint-Paul de Grand-Mère en 1899. Nommé chanoine en 1920, il conserve la cure de Saint-Paul jusqu'à son décès survenu en 1926, *Le Nouvelliste*, 21 juillet 1926, p. 5. *L'Écho du Saint-Maurice* le surnomme « La Providence de Grand-Mère » (5 août 1926, p. 1).

⁹³ William F. Ryan, *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, p. 65-68.

⁹⁴ Ryan, *op. cit.*, p. 67. Un indice de la considération dont jouit le curé auprès de la direction de Laurentide est fourni par l'ampleur que donne *Le Digesteur* à l'annonce de sa nomination comme chanoine (6 octobre 1920, p. 1).

On ne saurait décrire en moins de mots la division des tâches tracée entre eux par les deux hommes. Ainsi, ces trois chefs de file de la communauté grand-méroise ont exercé une fonction non seulement d'encadrement social et moral, mais ils ont édifié le cadre urbain et déterminé un style de vie collective, celui de la ville de compagnie, chacun y trouvant son intérêt dans l'équilibre des pouvoirs et des enjeux économiques en présence⁹⁵. Ils ne furent pas les seuls à déterminer le cadre du développement de Grand-Mère mais les postes qu'ils occupaient les ont amenés à exercer des fonctions d'une importance capitale tout en colorant de leur personnalité propre le style de leadership qu'ils avaient à assumer et que l'environnement culturel et social de leur époque leur permettait.

Par ailleurs, la réussite éclatante de la papetière et de la collectivité développée à proximité n'a pas manqué de soulever l'enthousiasme des médias de l'époque. *Le Digesteur* rapporte les propos d'un dirigeant de la Banque de Montréal selon lequel « Grand'Mère est la petite ville la plus progressive de l'Est du Canada⁹⁶. » Un groupe de parlementaires canadiens visite la ville et leur porte-parole félicite Chahoon d'avoir non seulement fait un succès de l'industrie du papier, mais d'avoir augmenté « the standard of living » de tout le district⁹⁷. À Trois-Rivières, *Le Bien Public* trace un portrait idéalisé : « Les gens de Grand'Mère sont satisfaits, parfaitement rassurés, heureux. Une bonne camaraderie les unit tous [...] ils forment une population

⁹⁵ Le conseil municipal, quant à lui, semble jouer un rôle plus effacé, tiraillé qu'il est par des dissensions, et paraît parfois mal préparé à la gestion d'une ville en pleine croissance; le conseil, enfin, entretient des rapports tendus avec Laurentide en ce qui a trait à la taxation. Néanmoins, la petite bourgeoisie francophone s'y taille un espace d'affirmation et de promotion sociale. Voir Ruest, *loco cit.* La chambre de commerce locale constitue elle aussi un lieu d'affirmation pour les francophones. Sur 15 dirigeants, tous sont francophones sauf 2. Réorganisée en 1924, elle promeut la construction de la route Trois-Rivières-Grand-Mère-La Tuque et la construction d'un pont sur le Saint-Maurice (*L'Écho du Saint-Maurice*, 1^{er} septembre 1927, p. 13).

⁹⁶ *Le Digesteur*, 2 avril 1919, p. 3. *Le Digesteur* est le journal de l'usine Laurentide. Strictement bilingue, les articles paraissent côte à côte dans les deux langues. L'hebdomadaire soutient qu'il défend autant le point de vue des employés que celui de l'employeur (19 mars 1919, p. 1).

⁹⁷ *Le Digesteur*, 15 octobre 1919, p. 1.

villageoise dans une ville moderne⁹⁸. » L'auteur de l'article continue en vantant la beauté et la propreté de la ville et de l'usine; il ajoute : « L'ambition des gens de la Laurentide ne semble pas être de dompter la nature mais de l'utiliser et de la rendre plus belle en l'aidant. »

De son côté, la municipalité de Grand-Mère fait paraître une publicité pleine page dans *L'Écho du Saint-Maurice* dans laquelle on lit qu'elle procure un site incomparable pour l'industrie et comme site résidentiel. À propos des villes de La Tuque, Grand-Mère et Shawinigan, le publiciste écrit ceci :

Ces villes ont surgi de terre comme par enchantement. On dirait qu'une fée créatrice a remonté un jour la grande rivière si belle et si majestueuse et que, de sa baguette magique, elle a donné la vie aux agglomérations qui ont contribué dans une large mesure à donner la prospérité à ces endroits inconnus il y a un quart de siècle⁹⁹.

Ces propos imagés convenaient parfaitement à une ville comme Grand-Mère, surgie de rien à cause de la présence d'une grande usine; ils cadrent également avec la ville de Shawinigan dont le développement se fonde sur l'activité d'un puissant groupe industriel qui a tiré profit de la chute qui barre le Saint-Maurice à sa hauteur.

2.2 *L'épopée de Shawinigan*

S'il est une ville au Québec dont la destinée se confond avec l'émergence et le développement du secteur de l'hydroélectricité, c'est Shawinigan¹⁰⁰ sans contredit.

⁹⁸ *Le Bien Public*, 12 août 1920, p. 2.

⁹⁹ *L'Écho du Saint-Maurice*, 18 décembre 1928, p. 13.

¹⁰⁰ Le nom officiel de la municipalité est Shawinigan Falls jusqu'en 1958; par ailleurs, dans une tentative de francisation demeurée sans lendemain, on retrouve l'appellation « Chutes-de-Shawinigan » dans *Le Bien Public* en 1916 et 1917. On note que la graphie Shawenegan est courante avant 1900; du reste, l'abbé Napoléon Caron avait proposé la graphie Chaouinigan de

L'aménagement des chutes Shawinigan, la création de toutes pièces d'un complexe industriel très actif et la construction planifiée d'un centre urbain par un même groupe financier ont constitué une réussite éclatante qui a frappé les esprits en Mauricie et ailleurs.

Il est question depuis la fin des années 1880 d'aménagements hydroélectriques dans la région¹⁰¹. En 1895, deux hommes d'affaires trifluviens, Uldéric Carignan et Nagénus Mailhot, mettent sur pied une société, Shawinigan Light & Power Co., avec l'appui de financiers montréalais afin d'« harnacher » les chutes Shawinigan. Deux ans plus tard, le gouvernement provincial se dispose à leur céder les chutes pour 10 000 \$. Cependant, une élection amène les libéraux au pouvoir et ceux-ci voient grand. Le ministre des Terres et Forêts, Simon-Napoléon Parent, annule l'offre et met les chutes aux enchères. Les nouvelles conditions stipulées dans le contrat d'achat sont hors d'atteinte pour les deux entrepreneurs francophones et ceux-ci se retirent¹⁰².

Sur ces entrefaites, une centrale hydroélectrique est aménagée sur la rivière Batiscan à Saint-Narcisse par North Shore Power Co., une société mise sur pied en janvier 1897¹⁰³. Deux hommes d'affaires des Cantons de l'Est, Charles Carroll Colby

type français. Dans la lettre datée du 4 décembre 1901, que Shawinigan Water & Power adresse au Conseil municipal de Trois-Rivières, il est fait mention que l'épellation correcte est Shawinigan et non Shawenegan (*Le Trifluvien*, 13 décembre 1901, p. 5). À noter aussi que Shawinigan, au XIX^e siècle, désigne fréquemment la paroisse voisine de Saint-Boniface-de-Shawinigan.

¹⁰¹ A.-J. Corriveau et le sénateur Thibodeau présentent au Conseil municipal de Trois-Rivières un projet d'aménagement de la chute de La Gabelle afin d'éclairer les rues de la ville et de pourvoir les manufactures. Les deux promoteurs demandent à la ville un montant 6 000 \$ par année durant 15 ans; en retour, leur société aurait éclairé les rues de la ville au moyen de 60 lampes de 1 200 bougies. Les deux hommes d'affaires prévoient dépenser entre 125 000 et 150 000 \$ pour la réalisation du projet (*Le Journal des Trois-Rivières*, 6 juin 1889, p. 3; 18 juin 1889, p. 2; 24 juin 1889, p. 2 et 29 juillet 1889, p. 2). Il est question, à l'automne de la même année, d'une compagnie d'éclairage et de chauffage dont Henri-Mathias Balcer est président « provisoire » et son frère Georges, secrétaire. Là aussi, il n'y a eu aucune suite au projet (*Le Journal des Trois-Rivières*, 17 octobre 1889, p. 2).

¹⁰² Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 271-272; Ryan, *The Clergy...*, p. 68.

¹⁰³ L'éclairage électrique avait fait son apparition en 1890 à Trois-Rivières lorsque Royal Electric Co. commença à faire fonctionner une génératrice à vapeur dans l'édifice de l'aqueduc municipal. La municipalité acquiert les installations en 1894 et les cède à Lacroix & Fréreau deux ans après.

et Jean-Baptiste Frégeau, s'associent à Édouard-Alfred Lacroix, entrepreneur en construction de Trois-Rivières, et souscrivent la majorité du capital autorisé de 100 000 \$¹⁰⁴. Les travaux d'aménagement sont menés avec célérité et la nouvelle centrale entre en service en mai de la même année. Lors de l'inauguration, Colby souligne l'importance de l'électricité pour le progrès général de la région et le curé Chrétien de Saint-Narcisse parle de « la grandeur de l'industrie et de son influence sur la vie des peuples, la beauté de l'avenir qui s'offre à notre pays¹⁰⁵ ». Le courant est transmis à Trois-Rivières par une ligne de 12 000 volts sur une distance de 17 milles et demi, la centrale de Saint-Narcisse devenant la première à utiliser la transmission de l'électricité à haute tension sur une grande distance dans l'Empire britannique, ne manque-t-on pas de souligner. Des conflits avec Price Bros. Co. Ltd., qui détient des droits sur la rivière Batiscan, empêchent les dirigeants de North Shore d'aménager un barrage plus important sur la Grande Chute¹⁰⁶. En 1907, Shawinigan Water & Power acquiert toutes les actions de North Shore; elle exploitait depuis cinq ans une grande centrale à Shawinigan et c'est vers elle qu'il faut se tourner pour voir la production électrique à grande échelle se développer dans la région.

John Joyce, un riche distillateur de Boston, se porte acquéreur des droits sur les chutes Shawinigan lors de la vente aux enchères de septembre 1897. Les conditions de la vente, trop exigeantes pour les promoteurs trifluviens, convenaient à Joyce. En plus de construire une centrale hydroélectrique, il s'engageait à attirer des entreprises

Devant la désuétude du système à vapeur, on décide d'utiliser la force hydraulique pour produire l'électricité (Romain Baril et Georges Hamelin, *Le premier barrage de Saint-Narcisse (1897-1928)*, Trois-Rivières, Édition du Spectre, 1990, p. 9). L'historique des débuts de l'électricité à Trois-Rivières est présenté dans *Le Courrier*, 4 mars 1913, p. 1.

¹⁰⁴ Lacroix cède ses actions à Philippe-Élisée Panneton en 1899. Deux ans plus tard tous les actionnaires sauf Frégeau cèdent leurs titres à un autre groupe financier. Frégeau demeure gérant jusqu'en 1907, un an avant son décès. L'Honorable C. C. Colby (1827-1907), est directeur de la Banque des Cantons de l'Est et président du Conseil privé à Ottawa, Hamelin, *op. cit.*

¹⁰⁵ *Le Trifluvien*, 11 juin 1897, p. 5.

¹⁰⁶ Baril et Hamelin, *op. cit.*, p. 41. Il deviendra réalité en 1926, *id.*, p. 71.

manufacturières, à investir au moins deux millions dans les dix-huit mois à venir et le double après une nouvelle période de deux ans et demi à défaut de quoi la vente était annulée. Avant de prendre un tel engagement, Joyce avait considéré les énormes possibilités des chutes Shawinigan : un potentiel utilisable de 400 000 HP, la venue éventuelle d'entreprises grosses consommatrices d'électricité et l'alimentation en électricité de la région de Montréal.

En mai 1898, Joyce s'associe à un groupe d'hommes d'affaires canadiens et américains pour fonder Shawinigan Water & Power Co. Le capital-actions de la nouvelle société peut atteindre dix millions de dollars et des noms prestigieux du monde de la finance et des affaires lui sont associés¹⁰⁷. Joyce transfère aussitôt ses droits à la nouvelle société contre une somme alléchante et le trésorier Aldred effectue une tournée en Angleterre, en France et en Belgique à la recherche d'entreprises intéressées à s'établir près des chutes aux États-Unis. Aldred n'est âgé que de 35 ans mais il connaît les milieux financiers. En peu de temps, il réussit à signer un contrat de vente d'électricité en août 1899 avec Pittsburgh Reduction, une firme américaine spécialisée dans la production d'aluminium par électrolyse; ce premier contrat lui fournit la garantie requise pour entreprendre la construction de la centrale¹⁰⁸ et les travaux débutent immédiatement.

¹⁰⁷ Claude Bellavance, *Shawinigan Water and Power 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Boréal, 1994, p. 42-43. Le premier conseil d'administration est formé d'Andrew F. Gault, figure dominante de l'industrie textile du Canada, président; J. N. Greenshields, influent au sein du parti libéral, avocat et financier de Montréal, vice-président; J. E. Aldred, banquier de Boston, trésorier; Beaumont Shepherd, de Montréal, secrétaire; comme directeurs : Louis-J. Forget, influent au sein du parti conservateur, financier francophone et directeur de Montreal Tramways, H. H. Melville, de Boston, et Thomas McDougall, originaire de Trois-Rivières et directeur général de la Banque de Québec. Le grand financier de Montréal, Herbert Holt, est l'un des signataires des lettres patentes. André Bolduc, Clarence Hogue et Daniel Larouche, *Hydro-Québec. L'héritage d'un siècle d'électricité*, Montréal, Libre Expression, 1989, p. 79.

¹⁰⁸ Les promoteurs du projet de centrale amènent le premier ministre Félix-Gabriel Marchand visiter le site en 1899 (voir la notice nécrologique de Vivian Burrill où il est fait allusion à cette visite, *Le Bien Public*, 14 octobre 1937, p. 3).

L'inauguration, en 1902, de la première centrale de Shawinigan marque le début d'une grande réussite économique, celle de Shawinigan Water & Power qui finira par contrôler la totalité de la production électrique en Mauricie en plus de constituer un réseau de transport d'électricité qui rejoint Montréal, Québec et Sherbrooke à la suite de fusions et de prises de contrôle¹⁰⁹. L'usine de Pittsburgh Reduction, en chantier depuis mai 1900, commence sa production en octobre de l'année suivante alors que Shawinigan Carbide, qui produit la synthèse du carbure de calcium dans des fours électriques, entre en activité quatre ans plus tard¹¹⁰.

La montée fulgurante du complexe industriel de Shawinigan ne laisse pas les milieux régionaux indifférents. Déjà l'ampleur du chantier de la première centrale¹¹¹ attire l'attention de la presse locale et provinciale. « Notre région va décidément devenir dans un avenir très rapproché une grande région industrielle », observe *Le Trifluvien* en octobre 1898 qui rapporte les rumeurs de grands projets à Shawinigan¹¹². Un lecteur de *La Patrie* écrivant que l'on devrait exploiter la chute de La Tuque comme celle de Shawinigan, la feuille trifluvienne s'empresse de reproduire la lettre¹¹³. *Le Trifluvien* transcrit aussi les articles de journaux montréalais ou québécois qui

¹⁰⁹ Voir l'ouvrage de Bellavance cité précédemment pour l'histoire de l'expansion de SWP et du groupe industriel auquel elle a donné naissance. En plus d'absorber North Shore à Trois-Rivières, SWP acquiert deux petites firmes qui produisaient l'électricité à Shawinigan depuis 1901, les centrales de J.-Edmond Thibodeau et du Dr J.-Honorius Ricard dont l'histoire est relatée par Fabien LaRochelle, « Au début du siècle. Des rivalités électriques à Shawinigan », *Au pays des chutes*, vol. 2, n° 2, p. 1-2 et 10-11.

¹¹⁰ SWP prend le contrôle de Shawinigan Carbide en 1908. SWP ou l'une ou l'autre de ses filiales de production aménage d'autres centrales sur le Saint-Maurice : Shawinigan II (1911), Grand-Mère (1915), La Gabelle (1924), Rapide-Blanc (1934), La Tuque (1940), Shawinigan III (1948, la centrale de 1902 cessant son exploitation), La Trenché (1950) et Beaumont (1958). SWP est nationalisée en 1963 et s'intègre à Hydro-Québec.

¹¹¹ L'entreprise était considérable car, outre la centrale elle-même, il fallait aménager le canal d'amenée, la prise d'eau et les conduites forcées et, pour ce faire, creuser le roc sur une longueur de 1 400 pieds et une largeur de 400 pieds. Fabien LaRochelle (*Shawinigan depuis 75 ans*, Shawinigan, [s.é.], 1976, p. 498) parle de travaux poursuivis nuit et jour durant deux ans qui employèrent jusqu'à 1 500 hommes.

¹¹² *Le Trifluvien*, 28 octobre 1898, p. 3. Les questions d'aménagements hydroélectriques étaient dans l'air depuis l'ouverture de la centrale de Niagara trois ans plus tôt; plus proche de la région, Québec Power venait d'aménager la rivière Montmorency.

¹¹³ *Le Trifluvien*, 11 novembre 1898, p. 3.

commencent à s'intéresser au « boom » mauricien¹¹⁴. Un correspondant de Shawinigan traduit la fébrilité régnante et l'atmosphère de ville-champignon :

Une activité fébrile règne ici. Les gens nous arrivent de toutes parts. On ne sait où les loger. Il est, dans un des rangs, des maisons qui contiennent douze ou quinze étrangers. On dort dans les granges et sous la tente. [...] Le prix des terres monte déjà. Ce boom amène beaucoup d'honnêtes gens, mais beaucoup de vagabonds aussi¹¹⁵.

La feuille trifluvienne reproduit un article d'Ulric Barthe qui salue l'aube d'une ère de grandes réalisations en ces termes :

Ces Américains ne doutent de rien ! Ils ont déjà fait le tracé, sur les hauteurs voisines à un mille au nord-est de leur future usine électrique, d'une ville qui couvrira une superficie d'un mille et un tiers, traversée de part en part par un grand spacieux Broadway faisant angle droit avec des avenues numérotées comme à New York; il y aura Maple Avenue, Pine Avenue, Riverside Road. [...] entre la ville future et les usines, de vastes terrains sont réservés pour nombre d'industries : « cotton, alcaki, aluminium, paper mills, calcium carbide ». Ces mots laconiques, mais millionnaires se détachent en grosses lettres sur la carte¹¹⁶.

Le même journal fait paraître des publicités de la ville naissante : « Shawinigan Falls, P. Q., la ville de l'avenir », « Shawinigan, la cité électrique du Canada¹¹⁷ ».

La seconde est payée par SWP; on y lit que

Shawinigan Falls, P. Q., offre de grands avantages [...] il y aura un grand nombre de fabriques qui donneront beaucoup d'ouvrage et de bons gages aux gens de toutes les classes de la société, qu'ils aient un métier ou non. [...] Shawinigan Falls augmente plus rapidement que n'importe quelle ville au Canada et d'ici à deux ans, elle aura une population de plusieurs milliers d'âmes.

¹¹⁴ Notamment deux articles du *Courrier du Canada* (« Les usines des chutes Shawinigan donneront-elles naissance à un second Grand'Mère ? ») reproduits le 21 mars 1899, p. 3 et le 11 avril 1899, p. 2, et un article du *Soleil* (« Le progrès à Shawenegan [sic] ») reproduit le 19 septembre 1899, p. 3.

¹¹⁵ *Le Trifluvien*, 26 mai 1899, p. 3.

¹¹⁶ *Le Trifluvien*, 7 novembre 1899, p. 2. Des extraits, dont le français est corrigé, sont reproduits dans *Le Mauricien*, 1, 2 décembre 1936, p. 37 et, avec les corrections du *Mauricien*, dans LaRoche, *Shawinigan depuis 75 ans*, p. 499. La « carte » à laquelle Barthe fait référence est le plan de T. Pringle & Son, ingénieurs en hydraulique, (*Shawinigan Water and Power Co. Draft Plan of Proposed Town Site at Shawinigan Falls, P. Q.*, 25 octobre 1899) reproduit par Normand Brouillette, « Shawinigan Falls. Ville de l'électricité, ville de l'industrie », Robert Fortier, dir., *Villes industrielles planifiées*, Montréal, Boréal et Centre canadien d'architecture, 1996, p. 64.

¹¹⁷ *Le Trifluvien*, 1^{er} mai 1900, p. 2; 22 janvier 1901, p. 2.

Les grands travaux d'aménagement de Grand-Mère et de Shawinigan attisent la ferveur du milieu trifluvien. Dans un discours prononcé en 1900, le maire de la cité de Laviolette, Louis-Dosithée Paquin, prend son auditoire à témoin de

la révolution industrielle qui s'opère depuis quelque temps à nos portes sur le Saint-Maurice. Vous avez vu surgir comme par enchantement les deux immenses établissements de Grand-Mère et de Shawinigan où le génie industriel, aidé du capital, viennent de subjuguier deux puissantes cataractes [...]. Pour ma part, Messieurs, je suis convaincu qu'avant longtemps le Saint-Maurice sera la plus puissante artère industrielle du Canada et rivalisera avec le fameux Merrimack¹¹⁸.

La même année, *Le Trifluvien* s'emballe :

C'est un mouvement général, un élan, une poussée qui pèse sur notre économie et l'a mise en branle. [...] Nous avons peut-être en quantité plus grande qu'on ne le suppose des ressources qui n'attendaient que d'être mises en activité. Tout le monde s'accorde à dire que nous avons une région qui se prête à toutes les exploitations possibles [...]¹¹⁹.

Sous un autre angle, un rapport annuel de la Chambre de commerce de Trois-Rivières¹²⁰ déplore que cette activité soudaine se développe sans que le milieu d'affaires local n'y prenne part :

Tout cela se passe à côté de nous à notre porte et, chose extraordinaire, il semble que nous sommes aussi étrangers à ce développement d'affaires que si nous étions séparés de cent milles de distance. [...] Et quelles sont nos relations journalières avec ces centres importants de production qui nous touchent pour ainsi dire ? Presque nulles, en tout cas absolument restreintes. N'y a-t-il pas là une anomalie tout à fait surprenante ? À qui la faute ?

Le rédacteur du rapport impute cette situation pour le moins alarmante à l'absence d'un lien ferroviaire direct entre Trois-Rivières, Shawinigan et Grand-Mère¹²¹.

¹¹⁸ Discours reproduit par Hervé Biron, « L'exposition de Trois-Rivières il y a près d'un demi-siècle », *Le Nouvelliste*, 20 août 1949, p. 11.

¹¹⁹ *Le Trifluvien*, 10 août 1900, p. 2.

¹²⁰ Reproduit dans *Le Trifluvien*, 26 janvier 1900, p. 2-3.

¹²¹ Il fallait prendre la ligne des Piles puis effectuer un transfert à Garneau Jct. sur la ligne du Canadien Nord; on se trouvait ainsi à traverser le Saint-Maurice deux fois et le tout prenait trois

L'aménagement du barrage Gouin exerce à son tour une fascination dans le milieu régional. En 1912, une loi de l'Assemblée législative autorise la Commission des eaux courantes à ériger un barrage aux rapides de La Loutre afin de régulariser le débit du Saint-Maurice et d'assurer ainsi un approvisionnement adéquat des centrales en énergie hydraulique. Le contrat de construction, d'une valeur d'un million et demi, est accordé à une filiale de Shawinigan Water & Power, St. Maurice Construction Ltd., deux ans plus tard; l'ouvrage de 1 800 pieds de longueur et de 70 pieds de hauteur est achevé en 1917¹²². *Le Nouveau Trois-Rivières* avance que « l'ère de la houille blanche ne fait que commencer dans notre pays. C'est là un fait économique dont on aperçoit déjà les profondes conséquences¹²³. »

2.3 *Le discours de Shawinigan Water & Power*

On ne cesse de vanter la réussite exceptionnelle de SWP et la firme elle-même ne pêche pas par excès de modestie. Des documents promotionnels parus en 1913 et en 1926 ainsi qu'un texte rédigé en 1934 par un cadre de la compagnie chargé des relations publiques sont éloquents à cet égard.

heures... José Caden, *L'an 1 de Shawinigan*, Trois-Rivières, Le Bien Public, 1961, p. 25. Cet inconvénient presque invraisemblable dura jusqu'à la mise en service de la ligne de St. Maurice Valley qui relia directement le chef-lieu du district à Shawinigan à partir de 1906 comme on l'a vu précédemment.

¹²² Sa capacité est d'environ 175 milliards de pieds cubes d'eau; le lac créé en amont mesure 360 milles carrés, Fraser S. Keith, « La Shawinigan Water & Power », *Almanach trifluvien*, 1934, p. 105-109. Il porte le nom de Sir Lomer Gouin, qui fut premier ministre de la Province de 1905 à 1920 et qui porta un grand intérêt aux projets hydroélectriques.

¹²³ Sous le titre : « Une gigantesque entreprise à l'avantage de notre région et de notre cité », 3 janvier 1913, p. 1. Le journal reproduit des extraits du rapport de la Commission des eaux courantes, 17 janvier 1913, p. 8. Voir aussi 9 février 1917, p. 1 (« nos pouvoirs hydrauliques valent des mines de charbon ») et *Le Bien Public*, 4 juin 1914, p. 1.

Les brochures de 1913 et de 1926 détaillent les informations techniques précises des installations et des équipements de production et de transport d'énergie dans une mise en page luxueuse avec de nombreuses photographies coloriées; on n'y cesse de mettre en relief le caractère avant-gardiste de la technologie utilisée et de montrer que la compagnie est déterminée à desservir sa clientèle domestique et industrielle de la meilleure façon possible avec les tarifs les plus avantageux. « La part importante prise par la compagnie dans les progrès du génie électrique et le fait qu'elle a jeté les bases sur lesquelles repose la plus grande partie du système industriel de la province de Québec¹²⁴ » sont soulignés avec insistance. Les avantages du site de la ville de l'électricité s'additionnent aux motifs de fierté : « Amid high hills, with the St. Maurice, its channels, divided by islands, flowing past the town, it is pleasantly diversified with hill and valley, affording a distinct contrast with the major number of towns on the flatlands of the Province¹²⁵. »

Pour sa part, F. S. Keith affirme en 1934 que l'histoire du progrès de la SWP « offre l'intérêt d'un roman, tant ses développements sont imprévus et merveilleux¹²⁶ ». Il explique ensuite que

Durant ces jours de luttes et de préparation, comme sous la baguette d'une fée, s'est élevée une cité moderne et charmante. Quoique ce fut là une tâche gigantesque, [...] tout fut achevé comme dans un rêve. Ainsi, en un très court laps de temps, le village sauvage et primitif d'autrefois avait pris l'apparence de la plus moderne de nos belles cités.

Aux yeux de Keith, qui poursuit l'historique des aménagements, « l'année 1915 fut une année glorieuse dans l'histoire de la compagnie, qui consolide ses intérêts

¹²⁴ *Vingt-cinq ans de progrès...* p. 5.

¹²⁵ *The Shawinigan Water and Power Company. Its Property and Plant...*, [n.p.].

¹²⁶ Keith, *loc. cit.*, p. 102-112. Keith est le cadre chargé des relations publiques de SWP.

jusqu'à ce qu'elle en arrive à posséder le groupe le plus complet comme le plus étendu de pouvoir de développement électrique dans le monde entier ».

À qui attribuer ce succès extraordinaire ? À ce groupe d'hommes « habiles, d'un courage et d'une intégrité éprouvés » qui ont mis sur pied la compagnie, répond Keith sans l'ombre d'une hésitation. Il termine en écrivant que

le record établi par cette compagnie est un de ceux dont, à juste titre, la Province de Québec peut s'enorgueillir. Comme un pionnier dans différentes phases de la mécanique électrique, la Cie fit beaucoup pour l'avancement de la science de l'application pratique de l'électricité. [...] La Shawinigan Power fut une bénédiction pour les petits centres et les districts ruraux. Elle a fait de la Vallée du Saint-Maurice le centre le plus actif de tout le continent [...] ¹²⁷.

Il n'apparaît guère étonnant de constater que la presse régionale fasse écho à ces propos enflammés; d'ailleurs, sans hésiter, elle emboîte le pas au discours triomphaliste. Pour *L'Écho du Saint-Maurice*, « Shawinigan Water & Power est la Providence de notre ville »; à Trois-Rivières, Joseph Barnard propose de substituer l'énergie électrique au charbon dans les systèmes de chauffage domestique vu l'abondance de l'électricité¹²⁸. Néanmoins, le milieu trifluvien constate que le chef-lieu régional est mis quelque peu de côté et réclame, afin d'attirer comme à Shawinigan des entreprises de grande envergure, que Trois-Rivières devienne « le centre distributeur de la force motrice obtenue par l'exploitation des pouvoirs d'eau¹²⁹ ».

¹²⁷ Lors d'une allocution présentée en 1937, Keith insiste sur l'idée que « l'application de l'électricité à l'industrie a fait de la Vallée du Saint-Maurice le centre chimique du Canada, le centre du Dominion dans la fabrication de la pâte à papier » et revient sur la valeur des entrepreneurs « doués d'initiative, de courage, de patience et d'ingéniosité [qui] ont su tirer parti de ses ressources pour le plus grand bienfait de l'humanité en général et des citoyens de cette province en particulier ». (« Le rôle de l'électricité dans l'industrie mauricienne », *Le Mauricien*, vol. 1, n° 10, septembre 1937, p. 13, 36).

¹²⁸ *L'Écho du Saint-Maurice*, 21 février 1918, p. 1; *Le Bien Public*, 28 février 1918, p. 1.

¹²⁹ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 24 septembre 1908, p. 1.

De son côté SWP resserre ses liens avec la société régionale en élaborant une stratégie promotionnelle dans les journaux. En 1925, elle entreprend une vaste campagne publicitaire afin d'élargir son actionnariat, son argument étant qu'elle est la propriété de 4 400 actionnaires dont la plupart résident dans la province. Afin de renforcer ce caractère, elle offre des conditions d'achat d'actions avantageuses à ses clients afin que ceux-ci deviennent les « associés » d'une compagnie établie « solidement¹³⁰ ». On lit, dans une publicité parue quelques jours plus tard et elle aussi destinée à mousser la vente des actions, que SWP n'est pas la propriété de « quelques hommes riches ». Toujours dans le cadre de cette campagne, la carte du réseau de distribution d'énergie est publiée au-dessus d'un texte avançant les avantages que procure un réseau à grande échelle, plus économique et plus sûr¹³¹.

Dix ans plus tard, un autre genre de texte publicitaire est envoyé dans les médias. Il s'agit maintenant de faire valoir, dans un discours de fierté partagée, le lien de cause à effet entre l'activité de la compagnie et la prospérité régionale :

Le Saint-Maurice tient le volant de la route du progrès. Il a donné son essor au territoire trifluvien. Le développement prodigieux des villes de Shawinigan et de Grand'Mère et surtout celui des Trois-Rivières est intimement lié au développement de l'énergie électrique de la Mauricie. [...] La plus grande productrice d'électricité du monde entier a sa source dans le Saint-Maurice¹³².

La compagnie cherche à attirer des clients industriels. Dans la même veine que l'extrait précédent, on apprend alors qu'en Mauricie, dans la « Vallée de Production »,

¹³⁰ Publicité parue, par exemple, dans *Le Bien Public*, 19 mai 1925, p. 5. Durant les années 1920, SWP se lance dans de vastes investissements en accroissant ses immobilisations (le capital investi passant de 39 à 181 millions de 1920 à 1930) et en absorbant la majorité de ses filiales (Bellavance, *op. cit.*, p. 233-234).

¹³¹ Voir *Le Bien Public*, 19 mai 1925, p. 5; 2 juin 1925, p. 8.

¹³² *Le Bien Public*, 1^{er} août 1935, p. 25. Voir aussi les publicités parues dans *Le Nouvelliste*, 4 décembre 1926, p. 11 : « À la base du progrès de la ville de Shawinigan », et dans *L'Écho du Saint-Maurice*, 3 avril 1928, p. 6 : « La Terre Promise de l'industrie, la vallée du St-Laurent ».

les manufacturiers ont trouvé non seulement de l'énergie électrique se vendant en moyenne à l'un des taux les plus modiques du continent, mais aussi la coopération et l'encouragement du gouvernement; une saine administration civique, des taxes restreintes ainsi qu'une main d'œuvre satisfaite et digne de confiance. À cause de ces facteurs et de son site idéal, la « Vallée de Production » est devenue l'une des régions les plus prospères et les plus attrayantes du Canada tout entier¹³³.

À propos de la main-d'œuvre « satisfaite et digne de confiance », SWP met en exergue, dans une campagne de publicité des années 1930, les vertus précieuses des Canadiens français :

French-Canadian Labor

The character traits of the old pioneers are still dominant in the French-Canadian people. They make ideal artisans. This and many other industrial advantages of this territory are interestingly told in a booklet just published and sent on request.

No Labor Troubles

A more contented people than the French-Canadian of the Province of Quebec, probably do not exist anywhere. If you are interested in locating an industry where labor troubles are practically unknown, ask for our new booklet¹³⁴.

Au même moment, Julian C. Smith vante « l'harmonie absolue qui règne entre l'employé et l'employeur » cimentant les relations du travail et du capital, et cite la région en exemple¹³⁵.

Ces arguments ne sont pas l'apanage des dirigeants de l'entreprise. Louis-Alexandre Taschereau ne pense pas autrement quand il s'adresse aux chefs de file du capital anglophone. Ainsi, à l'occasion d'un banquet donné à Shawinigan en l'honneur de Smith, à ce moment vice-président de SWP, le premier ministre énumère ce qu'il

¹³³ *Le Bien Public*, 27 février 1947, p. 3.

¹³⁴ Ces textes sont reproduits dans Bolduc et coll., *op. cit.*, p. 90.

¹³⁵ *Le Nouvelliste*, 15 août 1932, p. 3.

affirme être en mesure d'accorder à une compagnie qui, à l'instar de Shawinigan Water & Power, entend développer la Province :

D'abord nous vous donnerons une population progressive et traditionnaliste, gardienne de ses traditions, assoiffée de progrès, une population contente, satisfaite, cultivée, possédant une éducation technique de premier ordre, des bonnes routes [...].

Nous vous donnerons une situation financière de tout premier ordre, et nous dirons au monde entier de venir s'établir ici pour les entreprises et les industries, les assurant qu'ils porteront le moindre fardeau de toutes [les] provinces du Dominion.

Nous vous donnerons une province-ouverte à tous les progrès, mais qui refusera de se plier devant le premier mouvement venu (...).

Nous vous donnerons un développement prodigieux de nos pouvoirs d'eau [...].

Nous vous donnerons à vous, et à la compagnie en particulier, toute la protection possible pour nos forêts¹³⁶.

Taschereau répond de cette façon à Smith qui venait de dire que le développement de SWP avait entraîné le développement de la Vallée du Saint-Maurice et de toute la province indirectement. Les propos du premier ministre constituent le prototype de discours que ses prédécesseurs et ses successeurs, de Simon-Napoléon Parent à Maurice Duplessis, ont adressés aux grandes entreprises désireuses de s'implanter dans la province. Ils éclairent aussi l'image de stabilité et d'esprit de coopération que l'on tenait à faire miroiter aux investisseurs potentiels.

Par ailleurs, la gloire réservée aux grands commencements rejaillit individuellement sur les pionniers de l'électricité. Lorsque Julian C. Smith décède en 1939, *The Shawinigan Standard* s'empresse d'écrire que « Shawinigan Falls is the creature of this man¹³⁷. » L'hebdomadaire shawiniganais poursuit en ces termes :

¹³⁶ *Le Nouvelliste*, 15 septembre 1922, p. 8.

¹³⁷ Julian Cleveland Smith (1878-1939), né à Elmira dans l'état de New York, est embauché comme ingénieur-adjoint pour le barrage en 1902 et devient vice-président de SWP à l'âge de 38 ans; il est président de 1933 à son décès. James Wilson, né en Écosse en 1875, lui succède. Au Canada depuis 1902, Wilson était entré à SWP comme chef-comptable en 1911 et, au décès de Smith, était directeur général depuis deux ans, *The Shawinigan Standard*, 18 octobre 1939, p. 1 et *La*

We of Shawinigan Falls owe to him more than to anyone living. Shawinigan was his city and he loved it with an affection so deep (that) no words were ever coined that could describe his feelings; but those of us who have been honoured by taking care of him during his visits have seen in his eyes the pride of accomplishment that needs no verbal expression which, in his inherent modesty has said : « This is my city, I gave it being »¹³⁸.

Comme prolongement à ces propos, les journaux shawiniganais affirment à plusieurs reprises que SWP a donné naissance à la ville de l'électricité et constitue le moteur du développement du Québec¹³⁹. Deux textes de 1930 peuvent les résumer tous :

Le développement merveilleux de notre ville a pour point de départ l'établissement de la Shawinigan Water & Power [...] compagnie essentiellement québécoise [ayant] une administration confiée à une douzaine de citoyens de la Province [avec] 75% des actions détenues par des résidents de la Province.

Cette grande compagnie dont la puissance est sans limites prépare l'avenir industriel de la Province [...] Son expansion prodigieuse en fait la plus grande distributrice d'électricité au monde¹⁴⁰.

On célèbre, le 15 janvier 1948, le cinquantenaire de l'existence officielle de SWP. L'occasion est bonne, une fois de plus, de célébrer conjointement l'essor de la compagnie et de la Mauricie. *Le Bien Public* écrit :

La compagnie Shawinigan représente le summum d'efficacité de l'entreprise privée. L'esprit progressif, le sens de la coopération, une économie fortement dirigée, une continuité sans

Revue de Shawinigan, 25 avril 1928, p. 6. Commentant la nomination, *St. Maurice Valley Chronicle* précise que SWP n'est pas une compagnie inhumaine (soul-less), 19 octobre 1939, p. 1.

¹³⁸ *The Shawinigan Standard*, 28 juin 1939, p. 2. Voir aussi *L'Écho du Saint-Maurice*, 30 août 1923, p. 1.

¹³⁹ Voir notamment, *L'Écho du Saint-Maurice*, 27 juin 1929, p. 17, l'article du 11 février 1937, p. 3 commentant un texte de John Langdon du *Maclean's Magazine*, celui du *Shawinigan Standard*, 26 octobre 1938, p. 2 dans lequel on affirme que l'électricité « a fait la Vallée du Saint-Maurice » et le reportage de Lucien Desbiens dans *Le Devoir* où il décrit la construction de la centrale de La Tuque : « À coups de millions de dollars, le progrès étend encore sa conquête sur le St-Maurice », reproduit dans *Le Bien Public*, 9 février 1938, p. 8-9, 12. J. E. Aldred avait dit en 1919 que SWP s'occupait plus que jamais au développement industriel de Shawinigan et que, pour y parvenir, il fallait l'union de tous les citoyens (*L'Écho du Saint-Maurice*, 28 septembre 1919, p. 1).

¹⁴⁰ *L'Écho du Saint-Maurice*, 17 avril 1930, p. 5; 2 octobre 1930, p. 16.

exemple de politique industrielle ont toujours été de tradition au sein de cette compagnie. Elle a donné naissance à trois villes, Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque promises à un très grand avenir industriel et à un accroissement constant¹⁴¹.

Le même jour, *Le Nouvelliste* (p. 2) tient un discours à peu près semblable : « Avec la Shawinigan Water & Power, on a non seulement connu une expansion intense, mais on a également entrevu une ère de progrès futurs bien faite pour inspirer confiance dans les possibilités de notre coin de pays. »

Ces textes montrent jusqu'à quel point la destinée de SWP et celle de la Mauricie étaient perçues comme indissolublement liées, le progrès de l'une concourant au progrès de l'autre. Un autre exemple de cette vue est donné par le succès mitigé que connaît dans la région la campagne de nationalisation de l'électricité menée par le D^r Philippe Hamel durant les années trente. *Le Nouvelliste* donne un compte rendu neutre du discours de T.-D. Bouchard devant la Ligue des consommateurs d'électricité à Trois-Rivières en 1934 mais R.-M. Pucet, dans *L'Écho de Saint-Justin*, se montre plutôt réservé et le *St. Maurice Valley Chronicle* est carrément contre l'étatisation, avançant que c'est la Crise et non les monopoles qui sont la cause des difficultés et que le D^r Hamel devrait plutôt diriger ses flèches contre les taxes trop élevées¹⁴².

Le contenu du discours associé au développement de la Mauricie ne peut s'expliquer convenablement sans prendre en considération l'évolution des liens qui rattachent Shawinigan Water & Power à son espace premier de développement. En effet, pour la direction de SWP, la fidélité au développement de la Mauricie s'est désagrégée progressivement à mesure que des intérêts économiques nouveaux

¹⁴¹ 15 janvier 1948, p. 1.

¹⁴² *Le Nouvelliste*, 16 mai 1934, p. 3; *L'Écho de Saint-Justin*, 7 juin 1935, p. 1; *St. Maurice Valley Chronicle*, 21 janvier 1937, p. 3.

commençaient à poindre et que des tendances nouvelles se manifestaient. Le décès de J. C. Smith en 1939 marque la disparition de la première génération des dirigeants, celle qui avait mis sur pied la firme au tournant du siècle. Comme l'a montré Claude Bellavance¹⁴³, on assiste, après 1945, à un désengagement progressif de SWP face au milieu mauricien. Les nouveaux dirigeants sont des hommes ayant un grand nombre d'années de service au sein de la compagnie; du reste, leur âge moyen est de plus en plus élevé à partir de 1930¹⁴⁴; la compagnie constitue leur principal horizon d'appartenance et, comme le souligne Bellavance, l'époque où les pionniers du début du XX^e siècle intervenaient personnellement dans l'orientation du développement de la région est maintenant révolue. Cette nouvelle génération s'intéresse moins à la vie régionale et se préoccupe plus exclusivement de celle de la compagnie.

De plus, les stratégies de développement de SWP, comme celles des autres grandes firmes de la Mauricie, ont évolué avec les orientations nord-américaines que prenaient progressivement les stratégies de développement. On peut les résumer de la façon suivante. Au début, la stratégie a consisté à bâtir une centrale électrique de grande puissance afin d'en assurer la rentabilité¹⁴⁵, puis de s'assurer d'un marché aux dimensions du projet. SWP devient solvable quand elle commence à desservir la région de Montréal en 1903. Sa crédibilité étant établie, elle se met à la recherche intensive de gros clients en attirant à Shawinigan même des entreprises qui consomment beaucoup d'énergie électrique.

Ensuite SWP développe une stratégie d'intégration verticale en acquérant un client important, spécialisé dans la production du carbure, lequel prend une expansion

¹⁴³ Claude Bellavance, « Patronat et entreprise au XX^e siècle : l'exemple mauricien », *RHAF*, vol. 38, n° 2, automne 1984, p. 181-201.

¹⁴⁴ *Id.*, p. 197.

¹⁴⁵ Pierre Lanthier, « Stratégie industrielle et développement régional : le cas de la Mauricie au XX^e siècle », *RHAF*, vol. 37, n° 1, juin 1983, p. 3-19.

dans le secteur de l'électrochimie durant les années 1920¹⁴⁶. Cette orientation imprimée à son expansion contribue à l'essor de la ville de Shawinigan et, de façon plus générale, au progrès de la région mauricienne.

Par la suite, SWP continue de s'étendre horizontalement en poursuivant la prise de contrôle de firmes distributrices et en aménageant d'autres centrales sur le Saint-Maurice, mais les nouveaux dirigeants du groupe SWP, surtout soucieux de rentabilité, ont moins à cœur d'accroître le potentiel productif de la Mauricie. Le mouvement général de concentration des groupes industriels en Amérique du Nord contrecarre de cette façon la stratégie initiale de développement industriel de la Mauricie que SWP avait mise en branle.

Néanmoins, les travaux cités précédemment permettent d'affirmer que le progrès considérable que la ville de Shawinigan a connu durant la première moitié du XX^e siècle trouve sa source dans l'activité soutenue de SWP en faveur de la constitution d'un complexe industriel rentable et alléchant pour les actionnaires. Comme nous l'avons vu, les élites locales en étaient pleinement conscientes et le manifestaient dans leurs propos sur le développement; elles avaient fait sien le discours promotionnel de la grande firme d'électricité.

2.4 Le développement de Shawinigan

Plusieurs sociétés industrielles emboîtent le pas à Northern Aluminum Co.¹⁴⁷ et Shawinigan Carbide en décidant de profiter des avantages que le site de Shawinigan

¹⁴⁶ SWP, par l'acquisition graduelle de petites sociétés distributrices d'électricité, ne négligeait pas non plus sa stratégie de concentration.

¹⁴⁷ Nom que prend la filiale locale de Pittsburg Reduction à partir de 1902.

procure. F. C. Van Bruyssel, consul de Belgique à Québec, convainc la Banque d'Outremer de Bruxelles de choisir Shawinigan comme emplacement de l'usine de pâtes et papiers qu'elle se propose d'implanter au Canada. C'est ainsi que Belgo Pulp & Paper naît en août 1900; une usine de pâte est mise en service deux ans plus tard et une unité de production de papier journal en 1904. Une deuxième machine à papier est installée dès 1906 et une série d'agrandissements se poursuit jusqu'en 1924. Prévoyant une crise de surproduction, Belgo Canadian Paper fusionne avec St. Maurice Paper en 1925 pour constituer St. Maurice Valley Corp.¹⁴⁸.

Le domaine du textile fait son apparition en 1909 avec Shawinigan Cotton Co. Ltd., filiale du groupe Wabasso qui exploite une grande filature à Trois-Rivières; un bloc important de ses actions est détenu par SWP. La production commence l'année suivante et un agrandissement est entrepris en 1912. Durant la Première Guerre, Canadian Aloxite Co. construit une usine productrice de carborundum (carbure de silicium) et de ferro-silicium en 1917. Devenue Canadian Carborundum Co. en 1922, elle convertit sa production pour le marché non militaire; à un moment donné, elle fournira la moitié de la production mondiale du carborundum, une substance utilisée comme abrasif. Enfin, c'est en pleine crise économique que Canadian Industries Ltd. (mieux connue sous le nom de CIL) démarre l'usine de cellophane. Trois ans plus tard, soit en 1934, une usine de peroxyde d'hydrogène lui est ajoutée¹⁴⁹.

¹⁴⁸ Alain Dion, « L'industrie des pâtes et papiers en Mauricie, 1887-1889 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, p. 55-59.

¹⁴⁹ De leur côté, Northern Aluminum et Shawinigan Carbide ne cessent de prendre de l'expansion. SWP avait pris le contrôle de Shawinigan Carbide en 1908 avant de fonder Canada Carbide en 1911. Des filiales sont créées pour la production de l'acétone, du magnésium métallique, des électrodes de carbone et du ferro-silicium. La guerre donne une impulsion à l'expansion qui se poursuit après 1918. En 1927, Shawinigan Chemicals Ltd. naît de la fusion de Canada Carbide et de Canadian Electro-Products; elle augmente sa gamme de production. L'usine de Northern Aluminum devient l'une des plus importantes de son secteur dans le monde à la suite de l'agrandissement de 1906 puis elle est intégrée à Aluminum Co. of Canada (ALCOA) un an plus tard; d'autres agrandissements sont réalisés en 1917 et en 1927. Northern Aluminum change de nom et devient Aluminum Co. of Canada (ALCAN) en 1925. Les informations données dans ce paragraphe sont tirées de Lanthier et Gamelin, *op. cit.*

C'est ainsi que le nombre d'emplois industriels grimpe de 1 153 en 1911 à 2 018 en 1921 et à 3 591 en 1929; la valeur de la production, quant à elle, passant de 13,8 M \$ à 11,5 M \$ puis à 40,7 M \$ pour les mêmes années. Un tel succès économique, auquel se joignent une expansion démographique galopante¹⁵⁰ et un aménagement urbain impressionnant¹⁵¹, attise le discours progressiste qui est présent dans les journaux locaux et ceux de Trois-Rivières.

On célèbre « le début d'un grand élan industriel qui fera de Shawinigan Falls une des villes les plus importantes de la Province¹⁵² », lit-on en 1919. À Trois-Rivières, la presse est aussi ardente : « Shawinigan Falls peut se dresser sans crainte aux côtés des villes importantes de la province de Québec et elle marche, altière, dans la voie du progrès¹⁵³ »; le même article présente par ailleurs les relations patrons-ouvriers de façon idyllique : « Il n'y a pas un centre manufacturier où le patron et l'ouvrier fraternisent davantage. Les difficiles problèmes des relations du capital et du travail n'offrent aucun danger. »

À ce propos, une publication, *La Revue de Shawinigan Falls*, est créée en 1919 afin de servir les intérêts de la ville et de ses entreprises, son but étant « d'amener une étroite collaboration entre le capital et le travail » et de contribuer « à assurer le bien-être des ouvriers en leur donnant de sages avis sur l'économie domestique et les notions d'hygiène¹⁵⁴ ». Dans cette revue, les vertus ouvrières du labeur consciencieux, de

¹⁵⁰ 1911 : 4 300 habitants; 1921 : 10 600; 1931 : 15 300.

¹⁵¹ Robert Fortier et Paul Trépanier, « L'environnement bâti à Shawinigan Falls entre 1900 et 1950 : notes de recherche », Robert Fortier, dir., *Villes industrielles planifiées*, p. 89-115. Le plan original prévu par Pringle est suivi en grande partie. Les auteurs distinguent nettement un ensemble résidentiel aéré et de type unifamilial destiné aux cadres anglophones d'un habitat multifamilial réservé aux ouvriers francophones. Des édifices publics et commerciaux de prestige sont également présents.

¹⁵² *L'Écho du Saint-Maurice*, 10 juillet 1919, p. 1.

¹⁵³ *Le Trifluvien*, 14 novembre 1919, p. 1.

¹⁵⁴ *Le Bien Public*, 6 septembre 1921, p. 1.

l'honnêteté, de la ponctualité, de la politesse, du dévouement et de la propreté sont prônées avec insistance et présentées aux côtés de conseils domestiques et hygiéniques.

Pour sa part, A.-Edgar Guillemette, député libéral de Saint-Maurice à l'Assemblée législative, présente une allocution radiodiffusée touchant le développement industriel de Shawinigan et sur les « industries florissantes et les populations heureuses de leur sort¹⁵⁵ ». Guillemette rend hommage aux « hommes entreprenants à la tête desquels étaient J. E. Aldred [...] entouré d'hommes d'élite, au génie constructeur, de techniciens habiles, d'administrateurs réputés ». Le représentant de Shawinigan à la Législature soutient que

- la vallée du Saint-Maurice a les destinées les plus brillantes. Elle est appelée à devenir une des régions industrielles les plus importantes du pays. J'ai confiance que nous verrons cette belle rivière devenir la « Merrimack » canadienne, l'orgueil de nos voisins, et que nous verrons ses rives bordées d'usines de toutes sortes jusqu'à Grand'Mère.

L'Écho du Saint-Maurice promeut la fierté locale. Des publicités pleine page vantent « la ville industrielle de l'avenir » qui « aura 30 000 âmes d'ici à 10 ans¹⁵⁶ ». On se plaît à rapporter les propos louangeurs de visiteurs importants, comme le président de Canadian Pacific Ry., M. Beatty et Sir Herbert Holt, président de St. Maurice Valley Corp., qui s'extasient devant le progrès de Shawinigan et de la région du Saint-Maurice¹⁵⁷. La ville de l'électricité devient un point de référence : *Le Nouvelliste* coiffe un article concernant un barrage au lac Saint-Jean du titre suivant : « Un nouveau Shawinigan dans le lac Saint-Jean » et soutient que l'« on fera de cette région ce qu'on a fait de Shawinigan¹⁵⁸ ». Le sommet de ces propos enflammés se

¹⁵⁵ La transcription intégrale est présentée dans *Le Nouvelliste*, 3 juin 1925, p. 4. La radiodiffusion était réalisée par CKAC de Montréal et représentait quelque chose de tout à fait neuf pour l'époque.

¹⁵⁶ 28 mars 1929, p. 13; voir entre autres 10 octobre 1929, p. 1.

¹⁵⁷ *L'Écho du Saint-Maurice*, 16 juillet 1925, p. 1; 24 décembre 1925, p. 1.

¹⁵⁸ 5 septembre 1923, p. 5.

retrouve dans le cahier spécial que *Le Nouvelliste* consacre au 25^e anniversaire de la fondation de la ville. Les titres sont éloquentes : « Shawinigan offre le plus magnifique exemple de progrès industriel dans la province de Québec depuis le commencement de notre siècle », « Où n'existaient il y a vingt-cinq ans que la forêt vierge et la chute indomptée a surgi une ville qui, par son esprit d'entreprise et ses possibilités industrielles s'impose à tous », « La Reine de l'Électricité dans notre province », « Shawinigan destinée à devenir le marché central de la région nord de la Vallée du Saint-Maurice¹⁵⁹ ».

L'aventure exceptionnelle à plus d'un point de la ville de Shawinigan engendre des représentations qui se reflètent dans des publications régionales. Littéraires, géographes, dirigeants municipaux et chefs religieux émettent un concert unanime d'éloges. Par exemple, les éditions du Bien Public font paraître une brochure intitulée *Au pays de l'énergie*. Le petit ouvrage rassemble trois textes : une prose poétique de Moïsette Olier dont le titre est « Le Saint-Maurice » et deux études géographiques de la plume de Raymond Tanghe, « Au pays de l'énergie » et « Vers les pays d'En-Haut » rédigées en 1928-1929. Le premier texte est une description lyrique de la rivière Saint-Maurice et une évocation du périple des premiers explorateurs, notamment du Père Jacques Buteux qui y trouva la mort aux mains des Amérindiens. Faisant un lien entre cet événement et la prospérité nouvelle, l'auteure écrit :

[...] la Providence a jeté une sorte de halo sur le sépulcre du saint. Elle a voulu qu'à l'endroit même où le cœur du missionnaire avait fait jaillir la vraie lumière, une lumière matérielle fut diffusée. Le cours du Saint-Maurice se fortifia de barrages, de turbines, de centrales. On capta l'énergie de ses grandes cataractes et les générateurs allumèrent l'étincelle électrique dans l'ardeur tumultueuse de ses flots. Depuis longtemps déjà, le Saint-Maurice est le SOLEIL DE MINUIT de presque tout un continent¹⁶⁰.

¹⁵⁹ *Supplément du Nouvelliste*, 4 décembre 1926, p. 1.

¹⁶⁰ Moïsette Olier et Raymond Tanghe, *Au pays de l'Énergie*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1932, coll. « Pages trifluviennes », série B, n° 3, p. 13. Moïsette Olier est le nom de plume de Corinne Beauchemin (1885-1972) qui a habité Shawinigan de 1926 à 1944. Elle est

Les deux autres textes sont à caractère scientifique mais le géographe se départit de la réserve habituelle de l'homme de science en s'abandonnant au lyrisme :

Comme un vol de passereaux s'abat sur les roseaux, les hommes sont venus en troupe et se sont emparés du terrain. [...] Le décor, c'est un cirque de roches [...]. L'eau glauque s'insinue sous les vannes du barrage, mugit en flots laiteux, avec des mouvements de révolte [...]. En une chevauchée vertigineuse, au rythme wagnérien, elle se rue vers l'abîme, pour s'écraser contre le mur de granit qui lui barre la route.

Une comparaison est ménagée entre la chute de Shawinigan et celle du Niagara :

À Niagara le grandiose a un air théâtral; la chute y tombe comme un rideau; aux alentours, des pelouses bien ratissées font croire à une artificielle mise en scène. Ici, c'est âpre et sauvage; l'homme a pris à bras-le-corps ce centaure bondissant, l'a dompté et asservi; comme des rênes puissantes jugulant son courroux, d'immenses tuyaux canalisent sa force, des turbines la matent, et, comme par enchantement, l'immatérialisent en un fluide aux énergies équivalentes¹⁶¹.

Dans une perspective plus terre à terre, Tanghe encourage l'établissement de « la petite et moyenne industrie », correspondant mieux, selon lui, au tempérament individualiste des Canadiens français; il ajoute qu'elle peut profiter de l'énergie électrique à bon marché dont la région surabonde¹⁶².

Des représentations de même encre alimentent la préface que signe le maire de Shawinigan, J.-H.-Nap. Désaulniers, à la brochure promotionnelle *Shawinigan après vingt ans*. Les chutes de la « REINE DES LAURENTIDES », avance le notaire

l'auteur de plusieurs romans et récits. Voir notre mémoire de maîtrise, « Le régionalisme mauricien des années trente », p. 182-184. Raymond Tanghe (1898-1969), né à Tourcoing en France, rédige une thèse de doctorat sur la géographie humaine de Montréal (1928) pour laquelle il reçoit le prix David l'année suivante. Il est bibliothécaire à l'Université de Montréal puis à la Bibliothèque nationale.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 22.

¹⁶² *Ibid.*, p. 26.

Désaulniers, « constituent l'une des merveilles de la nature sur ce continent américain ». Il poursuit ainsi :

Le torrent impétueux, à la course effrénée duquel rien ne semblait pouvoir faire obstacle naguère, est aujourd'hui arrêté par une forte digue. Maîtrisé et développé par le génie de l'homme, il est devenu le puissant pouvoir hydraulique générateur d'électricité, l'un des plus considérables du monde entier, mettant en opération une foule d'industries, pourvoyant à l'éclairage moderne d'un grand nombre de cités et villes, et qui, comme l'arbre robuste et aux profondes racines étendant au loin ses ramifications, prolonge ses artères conductrices du précieux fluide jusqu'aux confins de la Province.

Vient ensuite le prévisible couplet consacré à l'harmonie entre le capital et le travail :

Nous n'avons pas souffert ici des maux qui accablent maints autres centres manufacturiers comme le nôtre, de ces malheureuses grèves qui mettent de sérieuses entraves au progrès d'une localité. Les bonnes relations qui ont existé jusqu'à ce jour entre le patron et l'employé et les excellentes dispositions manifestées de part et d'autre nous donnent raison d'espérer que cette entente indispensable à notre développement subsistera à l'avenir¹⁶³.

Finalement, sous le pseudonyme approprié de Pierre Des Chutes, le chanoine Hervé Trudel, curé de la paroisse-mère de Saint-Pierre de Shawinigan de 1935 à 1957, écrit en 1943 que « sûrement, l'histoire de Shawinigan en est une qui relève de l'épopée¹⁶⁴ ».

L'ensemble des propos des journaux et des porte-parole de l'élite locale définit le cadre représentatif élaboré à la suite de l'expérience du progrès matériel rapide et inattendu. Les porteurs du discours n'hésitent pas à comparer le cas de Shawinigan à ce

¹⁶³ (Anonyme), *Shawinigan après vingt ans*, Shawinigan, [s.é.], 1920, p. 6.

¹⁶⁴ Dans la préface, p. 7, de l'ouvrage historique de Gérard Filteau dont le titre est justement *L'épopée de Shawinigan*, Shawinigan, Guertin & Gignac, 1944. Il ne semble pas qu'il se soit trouvé à Shawinigan de curés qui aient joué un rôle capital comme à Grand-Mère ou à La Tuque comme nous verrons plus loin. William Ryan, (*op. cit.*, p. 75-80) mentionne les abbés H. Brousseau, F. Boulay et J.-B. Trudel qui ont obtenu la collaboration de Belgo principalement, mais aucun ne s'est imposé vraiment. Les conditions sont plus complexes qu'à Grand-Mère et La Tuque car il existe trois paroisses dès 1912 et plusieurs grandes entreprises à partir des débuts.

qui s'est fait de mieux en Amérique du Nord; semblablement, l'influence économique du nouveau pôle industriel est mise en évidence d'une manière appuyée. Les entrepreneurs auxquels est attribuée la métamorphose reçoivent un tribut chargé de gratitude et d'admiration. Tout s'est produit si soudainement que l'on fait entrer le merveilleux, sinon le miraculeux, dans la genèse du succès mauricien. Le mythe des commencements de Grand-Mère et de Shawinigan en constitue le prototype indéniable.

2.5 *Récits mythiques des grands commencements* –

Auguste Désilets, dans sa monographie sur les débuts de Grand-Mère, relate les circonstances ayant amené le général Alger à se porter acquéreur de l'usine de pâte à papier dans les termes qui suivent :

Les journaux avaient depuis six mois publié les articles de madame Fenton célébrant les charmes d'une visite d'été à La Grand'Mère lorsque quatre visiteurs, deux messieurs d'un certain âge et deux jeunes dames, se présentèrent dans le même coin de pays maintenant recouvert de neige. Les voyageurs étaient de toute évidence des Américains. Ils affichaient un luxe qui trahissait la fortune. L'un des hommes était M. Warner Miller, de New York, et l'autre était le général Russel Alexander Alger [...]. Les dames étaient mademoiselle Miller et mademoiselle Alger. Ces gens venaient-ils contempler nos montagnes et jouir de nos scènes d'hiver? [...] Peut-être contemplèrent-ils la blancheur immaculée qui enveloppait notre nature, la verdure persistante de nos arbres, les prestigieux effets de nos jours de frimas. Mais la visite fut brève. On jeta un coup d'œil à vol d'oiseau sur l'usine, on regarda la chute, on visita le poste, et l'on disparut.

Désilets résume ensuite les tractations qui menèrent au contrôle de Laurentide par les financiers américains. Son récit enjolive les faits d'un halo de pittoresque et lui confère une allure de conte; c'est comme si les grands entrepreneurs avaient été séduits par un cadre unique et avaient succombé à un charme dont on ne peut se déprendre. Cette façon d'aménager les événements du passé prémonitoires aux réalisations extraordinaires se retrouve dans un autre texte, relié celui-ci aux débuts de Shawinigan.

Il s'y ajoute le mythe associé à un père fondateur digne de légende, J. E. Aldred, et les difficultés d'accès au site. En voici les extraits principaux :

[...] survint, au bord des chutes de Shawinigan, un brillant banquier de Boston, qui ne rougissait point d'avoir connu la pauvreté dans son adolescence comme ouvrier tisserand. De cet apprentissage dans les filatures de la ville de Lawrence, il avait surtout retenu l'épanouissement que le domptage [*sic*] du fleuve Merrimack avait apporté à l'industrie textile de son Massachusetts. Ce John Edward Aldred resta béat d'admiration devant les stériles écroulements d'eau [...] de notre rivière Saint-Maurice. Sans se laisser rebuter par le spectacle de la farouche nature qui l'environnait, il fit le vœu de les faire servir à son noyau d'usines, de même qu'à l'électrification de toute la province québécoise. C'est de ce jour-là, de cette excursion-là de l'Américain J. E. Aldred, que fut conçu, dans la pensée vigoureuse d'un précurseur de génie, le destin industriel de Shawinigan.

[...] il ne trouva personne pour l'accueillir au terminus désert de Garneau et se rendit alors compte combien les solitudes de nos chutes étaient difficilement accessibles. S'en étant plaint, avec humour, au cours d'une causerie dans un club de Montréal où il essayait de recruter des capitaux [...], un officier supérieur des compagnies ferroviaires l'assura qu'on pourrait le conduire de Montréal aux chutes et le ramener dans la Métropole dans la même journée. Aldred l'en mit au défi.

Au jour dit, un wagon privé [...] amena le banquier de Boston jusqu'au terminus de Glenada, où un cocher de gala, tuque de castor, ceinture fléchée et manteau de chat sauvage, l'attendait au débarcadère; il fut aussitôt conduit en fiacre par le chemin de la Réserve jusqu'aux chutes [...] C'est à l'occasion de cette randonnée, qu'enthousiasmé par ces « facilités » ferroviaires, du haut du belvédère [...], Aldred se promit de bâtir là une ville et d'y fonder, pour la formation d'ouvriers spécialisés, une école professionnelle dont il avait été lui-même privé dans sa jeunesse¹⁶⁵.

¹⁶⁵ José Caden, *op. cit.*, p. 18-20. Caden fait allusion à L'Institut technique de Shawinigan mis sur pied en 1911 grâce à un don d'Aldred d'une valeur de 175 000 \$. C. R. Whitehead, G. Chahoon, H. Biermans, J. C. Smith accompagnaient Aldred dans le premier bureau de direction, voir « Le jubilé d'argent de l'Institut technique de Shawinigan Falls », *Le Mauricien*, vol. 2, n° 1, janvier 1938, p. 26-29. De son côté, Hubert Biermans (1865-1953), directeur et fondateur de l'usine de Belgo, entre dans la légende à son tour grâce à des textes de style hagiographique. L'auteur d'un article expliquant l'importance de la papetière belge dans le développement de la ville de Shawinigan soutient que l'histoire de Belgo constitue « presque un roman » duquel émanent un « charme tout particulier, [...] une lueur de poésie », *Le Nouvelliste*, 4 décembre 1926, p. 8. Les dirigeants de Belgo, Biermans en tête, auraient toujours visé, selon le rédacteur, la création d'une « atmosphère de famille entre les ouvriers qui, au lieu de devenir des machines exploitées pour enrichir des capitalistes, sont traités comme des amis à qui l'on veut faire le plus de bien possible ». Biermans, quant à lui, « fit la réalisation de sa conception de patron modèle qu'il voulait accomplir un projet unique et immortel ». Le rédacteur du *Nouveliste* ajoute que Biermans a mis en place un plan d'assurances très généreux pour ses employés et a créé un dispensaire auquel un médecin est affecté. Voir également des hommages dithyrambiques dans *L'Écho du Saint-Maurice*, 15 avril 1926, p. 1; 27 mai 1926, p. 1 et *Le Nouvelliste*, 27 mai 1926 p. 5, 8. Sa générosité, son bon cœur envers ses employés de même que son attachement à Shawinigan sont mis en exergue. À noter que Biermans avait été candidat à l'élection provinciale de 1919 mais que l'opposition de Lomer Gouin et le fait qu'il était moins connu à l'extérieur de Shawinigan lui avaient ravi la victoire, cf. *L'Écho du Saint-Maurice*, 19 juin 1919, p. 1, 2; 26 juin 1919, p. 1.

La narration de José Caden ajoute un ingrédient qui est caractéristique des commencements mythiques à l'américaine, celui du *self made man*, intrépide et généreux, visionnaire et idéaliste, qui fait bénéficier la population de ce qui lui a manqué dans son enfance.

Comme en contrepoint, Caden retrace plus loin la destinée d'un Canadien français, Samuel Saint-Arnaud (1878-1961). Le héros débute comme commis chez un marchand à 14 ans, apprend la télégraphie, devient chef de gare en 1898, d'abord à Garneau Jct. puis l'année suivante à Shawinigan; il joue un rôle important dans le tracé définitif de la ligne de chemin de fer et termine sa carrière comme courtier en douanes¹⁶⁶. L'auteur met en lumière, sans le signifier explicitement, de quelle manière un francophone peut accomplir une ascension sociale dans un environnement particulièrement progressiste et que cet accomplissement n'est pas l'apanage des « capitalistes anglais ». Aussi, son texte vise à montrer que les vertus de persévérance, de courage et de détermination peuvent mener à la réussite malgré les origines modestes¹⁶⁷.

La prose dithyrambique des milieux francophones, dont nous venons de présenter un aperçu très sommaire, ne peut faire oublier l'état de dépendance des Canadiens français par rapport aux employeurs, anglophones pour la plupart,

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 23-27. Semblablement, le rédacteur du *Digesteur* (7 août 1918, p. 7) met en valeur les qualités d'Adam Pellerin, un employé de Laurentide né à Sainte-Flore. Sa capacité de travail, son ingéniosité et ses capacités d'inventeur sont mises en évidence et proposées comme exemples.

¹⁶⁷ Comme à Grand-Mère, les notables francophones de Shawinigan trouvaient au conseil municipal et à la chambre de commerce locale des lieux d'expression et d'affirmation de leurs intérêts. La Chambre de commerce de Shawinigan est mise sur pied en 1921 par un groupe composé essentiellement de marchands-détaillants (*L'Écho du Saint-Maurice*, 11 novembre 1920, p. 1; 18 novembre 1920, p. 1; 21 avril 1921, p. 1; 6 mai 1921, p. 1); la chambre est réorganisée en 1925 (*L'Écho du Saint-Maurice*, 30 juillet 1925, p. 1; 6 août 1925, p. 1; 11 février 1926, p. 1; 24 mars 1927, p. 1) et fait paraître une brochure publicitaire. En 1933, le conseil de direction est francophone sauf le président D.R. Wilson du *Shawinigan Standard* (*L'Écho du Saint-Maurice*, 12 janvier 1933, p. 1).

l'exception étant Belgo Pulp dont les dirigeants sont des Européens d'origine. La situation qui prévaut sous ce rapport tant à Shawinigan qu'à Grand-Mère s'est rencontrée à La Tuque, autre exemple de centre urbain né de la présence d'une grande entreprise manufacturière établie près d'une source d'énergie électrique.

2.6 *Brown Corp. et La Tuque*

En 1904, Brown Co., papetière de Berlin (New Hampshire), se porte acquéreur de la chute et d'emplacements forestiers à La Tuque qui n'est alors qu'un très modeste poste; une filiale canadienne, Quebec & St. Maurice Industrial Co., est créée à la même occasion. La société américaine obtient un raccordement du site à la ligne de chemin de fer du lac Saint-Jean trois ans plus tard et entreprend sans délai la construction d'une usine de pâte à papier qui commence son exploitation en 1910. Les trois quarts de la production sont acheminés à l'usine de Berlin jusqu'en 1928 afin d'être transformés en papier. Plusieurs agrandissements permettent d'augmenter la capacité de production de Quebec & St. Maurice Industrial laquelle, en 1917, prend le nom de Brown Corp. En 1928, la production de papier Kraft débute à la suite d'un important investissement¹⁶⁸.

La communauté qui s'installe auprès des chantiers de l'usine et du chemin de fer transcontinental en construction grossit les rangs des travailleurs; la population du village atteint 2 900 dès 1911¹⁶⁹. Curieusement, deux municipalités sont créées mais, le 31 mars 1911, La Tuque et La Tuque Falls fusionnent pour donner naissance à la

¹⁶⁸ Alain Dion, *op. cit.*, p. 65-68.

¹⁶⁹ L'usine emploie environ 350 travailleurs à ses débuts; le nombre d'emplois industriels à La Tuque oscille entre 600 et 900 de 1915 à 1940, Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 42 et 216-218.

ville de La Tuque¹⁷⁰. La naissance d'une nouvelle ville au cœur de la forêt, dans l'arrière-pays mauricien, suscite un grand intérêt à Trois-Rivières. En 1908, *Le Trifluvien* voit « la porte des merveilleuses régions de l'Abitibi » dans la nouvelle localité¹⁷¹. L'année suivante, *Le Nouveau Trois-Rivières* souligne son côté exotique et merveilleux :

La construction du Transcontinental devait implanter à La Tuque une population d'arpenteurs, de mineurs, de manœuvres qui, composée de Canadiens français, d'Anglais, d'Italiens, de Polonais et de Bulgares forment l'élément le plus hétéroclite que l'on puisse imaginer [...]. Le bourg surgit avec rapidité à l'instar du Grand Ouest [*sic*]¹⁷².

Décrivant le site et les débuts de La Tuque, un journal local s'épanche en ces termes :

Le plateau où s'élève [...] La Tuque n'était, il y a quatre ans, qu'une forêt en friche. Le silence planait sur ces solitudes. Le hardi voyageur, égaré dans ces régions sauvages, n'entendait que le cri du fauve, le chant des oiseaux et la chute des feuilles. L'on semblait dédaigner ces lieux apparemment destinés à la stérilité. Une voix s'est fait entendre dont les échos ont répercuté au loin les accents autorisés. Quelques hommes ont compris qu'une tâche s'imposait à leur intelligence. Grâce à leur science, ils ont mis un frein à la fureur des flots et changé cette furie en une force motrice inépuisable. [...] Tel un jeune chêne qui pousse fort et robuste au milieu de la forêt, la ville cadette de la vallée du Saint-Maurice, malgré son éloignement des grands centres, se développe et grandit¹⁷³.

Les édiles municipaux s'appliquent à prouver que La Tuque est une ville d'avenir pour les industriels en vantant les avantages du site : « grande prospérité, projets nombreux, ville canadienne-française à 85 %, site de progrès et d'avenir », pouvons-nous lire en 1928 dans une publicité pleine page dans *L'Écho du Saint-*

¹⁷⁰ Lucien Desbiens, *Au cœur de la Mauricie (La Tuque)*, Trois-Rivières, Les éditions du Bien Public, 1933, coll. « Pages trifluviennes », série A, n° 8, p. 25-30. La ville doit son nom à une colline isolée dont la forme rappelle un bonnet.

¹⁷¹ 7 février 1908, p. 1.

¹⁷² 26 novembre 1909, p. 3. Voir aussi 16 septembre 1910, p. 3 : « Ce n'est pas seulement dans l'Ouest que l'on voit le rapide développement des villes de chemin de fer. »

¹⁷³ *La Tuque*, 14 novembre 1911, p. 4.

*Maurice*¹⁷⁴. Dans une autre publicité commanditée par la municipalité, parue en 1935 à Trois-Rivières, on évoque « le poème de l'énergie que cette ville au développement subtil [*sic*] inscrit au seuil de la grande forêt mauricienne », et on se plaît à imaginer ce que le Père Buteux ressentirait à la vue de « la ville de la houille blanche », de « la Reine des Hauts Mauriciens¹⁷⁵ ». À la même époque, Lucien Desbiens, le mémorialiste des débuts de La Tuque, décrit lui aussi ce que le Père Buteux aurait éprouvé en voyant la ville moderne avec les pylônes de SWP, les avions, la radio et les automobiles :

Il verrait pointer, sur la crête des montagnes, de hautes tours aux reflets d'argent qui se suivent, dans le ciel, comme une caravane. Des tours qui portent, sur leurs échasses fragiles, une puissance formidable.

Il verrait des oiseaux d'acier aux ailes rigides se promener dans les nuages, comme des aigles, et descendre parfois frôler d'une caresse les têtes chevelues des Laurentides.

Il verrait, sur les toits de La Tuque, d'étranges antennes qui apportent dans les foyers les harmonies du monde entier, qui transmettent aux humbles comme aux riches la voix du Pape, la voix des rois.

Il verrait enfin, sur le damier d'asphalte de la ville, s'entrecroiser des centaines de monstres de tôles qui ronflent bruyamment et crachent des gaz délétères¹⁷⁶.

Desbiens écrit, à la suite de cette évocation de la modernité, que l'histoire de La Tuque ressemble à un conte de fées ou à une histoire de Jules Verne. Effectivement, peut-il avancer, une ville avait surgi en plein bois à la suite de l'installation de l'établissement des frères Brown.

La dynamique ville-compagnie a ceci de particulier à La Tuque que l'usine qui fait vivre la ville est la propriété d'une famille américaine, les Brown, dont plusieurs

¹⁷⁴ 18 décembre 1928, p. 9. Voir aussi 28 décembre 1928, p. 19. La publicité du 18 décembre précise que le 15 % restant est constitué d'Anglais, d'Irlandais, de Suédois et d'Italiens.

¹⁷⁵ *Le Bien Public*, 1^{er} août 1935, p. 6.

¹⁷⁶ Desbiens, *op. cit.*, p. 40.

membres s'imposent localement comme dirigeants de la papetière¹⁷⁷. Un régime de paternalisme patronal s'y développe et rappelle de plusieurs manières celui que Grand-Mère et Shawinigan connaissent à la même époque; la fonction effective que le curé occupe présente également des similitudes avec celui de Grand-Mère.

Le conseil municipal et Brown Corp. ne sont pas les seuls protagonistes en présence. À La Tuque, il fallait compter avec le curé Eugène Corbeil, nommé en 1908. Plusieurs des projets du curé Corbeil sont financés par Brown Corp. C'est que le curé entretient des relations amicales avec les dirigeants de la papetière; il leur envoie les sans-travail qui se présentent à lui et, selon Ryan¹⁷⁸, il incite les Brown à donner de bonnes conditions de travail à leurs employés en leur laissant entendre que la création d'un syndicat surviendrait dans le cas contraire.

De cette manière, l'alliance stratégique entre le patronat et les autorités religieuses produit les fruits que chacune des deux parties espère selon ses intérêts propres, soit le maintien d'un encadrement social efficace, et aussi la bonne entente entre les employeurs et les employés. Du reste, le curé Corbeil le souligne lui-même : « The patron and workman, here, now, love and help one another, for this reason there is and will be order in the city, prosperity in the homes, and peace in the hearts¹⁷⁹. »

¹⁷⁷ N. W. Brown, qui met sur pied l'usine de papier de Berlin en 1888, est un pionnier des pâtes et papiers aux États-Unis. D. B. Brown dirige la société-mère de 1892 à 1935; W. R. Brown, de son côté, est gérant général de 1899 à 1940. Alain Dion, « L'industrie des pâtes et papiers en Mauricie, 1887-1929 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, p. 65-68. À La Tuque même, quatre membres de la famille Brown, — Montagu, Simmons, Wentworth et D. P. — occupent tour à tour les postes de gérants de l'usine ou des exploitations forestières.

¹⁷⁸ Ryan, *op. cit.*, p. 83.

¹⁷⁹ Dans un discours prononcé en janvier 1922 et rapporté par Ryan, *op. cit.*, p. 84.

2.7 Les aléas de la croissance

L'éloquence des faits relatifs au progrès fulgurant des trois villes de l'arrière-pays ne doit pas occulter les difficultés et les ratés qui surviennent à la suite des fluctuations de l'économie nord-américaine. Les entreprises de Shawinigan encaissent les contrecoups de la récession qui commence au début de 1921, et l'on estime à un moment donné que 600 employés sont en chômage¹⁸⁰. La situation est difficile également à Grand-Mère¹⁸¹ mais elle s'améliore à l'automne de 1922¹⁸². Les années suivantes paraissent prospères à la lecture des journaux sauf en 1928 lorsque les rédacteurs de *L'Écho du Saint-Maurice* sont préoccupés par la crise de surproduction dans le secteur des pâtes et papiers¹⁸³.

L'obsession de la bonne entente entre patrons et ouvriers est omniprésente dans la presse locale. La crainte de la venue des syndicats internationaux transpire dans plusieurs articles, particulièrement vers 1919-1923 alors que la hantise du bolchevisme fait rage¹⁸⁴. La Grande Dépression des années trente semble prendre tout le monde par surprise. Tant à Shawinigan qu'à Grand-Mère, on tient à préciser que la situation est moins grave qu'ailleurs¹⁸⁵ et l'on met presque deux ans à reconnaître l'ampleur de la

¹⁸⁰ *L'Écho du Saint-Maurice*, 7 et 9 janvier, 19 mai, 21 juillet 1921, p. 1.

¹⁸¹ *Le Nouvelliste*, 6 septembre 1921, p. 1; Chahoon et le chanoine Laflèche s'entendent pour embaucher des chômeurs, *L'Écho du Saint-Maurice*, 9 et 16 mars 1922; *Le Bien Public*, 14 mars 1922 p. 1.

¹⁸² *L'Écho du Saint-Maurice*, 26 octobre 1922, p. 1; 20 septembre 1923, p. 1; 8 novembre 1923, p. 1.

¹⁸³ On annonce que Taschereau empêchera la construction de nouvelles usines (14 juin 1928, p. 1) et l'on favorise une taxe dissuasive sur le bois de pâte exporté (29 novembre 1928, p. 1).

¹⁸⁴ Principalement dans *L'Écho du Saint-Maurice*. Voir l'éditorial intitulé : « Le mot d'ordre de l'Internationale », 12 juillet 1923, p. 1. Un agent syndical est traité de « apôtre unioniste-bolchéviste ou fumiste », 4 décembre 1919, p. 1.

¹⁸⁵ *L'Écho du Saint-Maurice*, 6 mars 1930, p. 1; 17 avril 1930, p. 13; voir la publicité pleine page (3 juillet 1930, p. 13) intitulée : « 1930 n'est pas une mauvaise année » et dans laquelle on peut lire que « En dépit du malaise général dans tous les pays du monde et qui se manifeste dans une certaine mesure au Canada, la ville de Shawinigan Falls en est pour ainsi dire exemptée. » Voir aussi les propos rassurants du 2 octobre 1930, p. 13, du 2 avril 1931, p. 1 et du 16 juillet 1931, p. 9. *La Revue de Shawinigan* ne pense pas autrement, 10 janvier 1931, p. 1.

crise économique. Effectivement, le nombre d'emplois, qui était de 3 573 en 1930, passe à 3 138 en 1931 et chute spectaculairement à 1 590 l'année suivante¹⁸⁶.

En 1933, au plus fort de la Crise, Lucien Desbiens décrit la situation, qu'il attribue au courroux du Ciel, dans un raccourci saisissant :

Mais tous les prodiges que l'homme a accomplis et veut accomplir au cœur de la Mauricie ne sont que néant si le Maître de la Vie et de la Mort abandonne à ses propres forces sa créature. La main de Dieu s'est appesantie sur le monde. Et le monde est dans l'angoisse. La Ville de la houille blanche, solidaire du monde dont elle n'est qu'une infime parcelle, partage avec lui la colère divine. Depuis trois ans bientôt une crise économique des plus sérieuses paralyse le Haut-Saint-Maurice. La fière Reine des Laurentides n'ose plus lever la tête. Son industrie ne va plus. Son commerce est tombé. L'homme a peur de songer à demain...¹⁸⁷

Une réaction se dessine en 1933 : « Le réveil de notre industrie, il dépend en grande partie de notre initiative », avance le rédacteur de *L'Écho du Saint-Maurice*¹⁸⁸. De leur côté, le premier magistrat de Grand-Mère convoque les citoyens de sa ville afin de souscrire le capital nécessaire à l'établissement d'une nouvelle manufacture et la chambre de commerce locale met sur pied un comité spécial afin d'attirer les industriels. Les journaux mentionnent des projets de confiseries, de manufactures de casquettes et de chaussures : « C'est la petite industrie qui a fait Québec et c'est elle qui sauvera les villes rurales [sic] » affirme-t-on sans ambages¹⁸⁹.

Des propos identiques sont tenus à Shawinigan au même moment. Comme à Grand-Mère, on se propose de créer des entreprises de petite ou moyenne envergure

¹⁸⁶ La reprise de l'emploi s'effectue lentement de 1934 (1 791) à 1940 (3 486), Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 38. En mars 1933, la situation est la suivante selon *L'Écho du Saint-Maurice*, 23 mars 1933, p. 1 : les usines de Belgo, Canadian Carborundum et Shawinigan Foundry sont fermées, Alcan fonctionne à 12,5 % et Shawinigan à 25 %. Belgo rouvre en octobre mais ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité.

¹⁸⁷ Desbiens, *op. cit.*, p. 50-51.

¹⁸⁸ 12 janvier 1933, p. 1.

¹⁸⁹ *L'Écho du Saint-Maurice*, 2 février 1933, 2 mars 1933, 30 mars 1933 et 25 mai 1933, p. 1. Le nombre d'emplois, qui avait atteint un sommet en 1926 et 1928 (1 314 et 1 307) passe à 1 091 en 1930 et à 992 l'année suivante, Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 40.

avec du capital local; mais on éprouve de la difficulté à souscrire, par l'entremise de la Chambre de commerce de Shawinigan, les 50 000 \$ nécessaires au démarrage d'une manufacture de chaussures¹⁹⁰.

Mais ce ne seront guère les petites et moyennes entreprises qui relanceront l'emploi à Shawinigan et Grand-Mère. Au plus fort de la Crise, CIL procède à de multiples agrandissements à ses installations de Shawinigan, ajoutant la production du peroxyde d'hydrogène à celle du cellophane¹⁹¹. Néanmoins, la prospérité industrielle ne revient vraiment qu'après le déclenchement du second conflit mondial. Shawinigan Chemicals augmente alors sa capacité de production après l'invasion de la Norvège par les troupes allemandes et devient, par le fait même, la plus grande usine de carbure au monde. La production intensive d'un explosif, le RDX, amène de nouveaux agrandissements¹⁹². Alcan connaît une expansion aussi considérable durant les années de guerre; elle convertit sa production en matériel stratégique pour l'avionnerie et les munitions; dès 1940, 90 % de ses produits sont exportés en Grande-Bretagne¹⁹³.

*
* *

En définitive, la vue d'ensemble des dynamiques de développement des trois centres industriels mauriciens, nés il y a un siècle environ, montre les articulations ayant existé entre les grands entrepreneurs d'origine extrarégionale qui ont établi des usines selon des stratégies mûrement réfléchies, et la population locale qui s'est adaptée

¹⁹⁰ *L'Écho du Saint-Maurice*, 23 mars 1933, 28 septembre 1933, 23 novembre 1933 p. 1. D'autre part, les quelque mille jardins ouvriers exploités donnent 35 000 conserves et « 54 650 \$ de rendement », 19 novembre 1933, p. 1.

¹⁹¹ Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 352.

¹⁹² *Ibid.*, p. 341-342.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 398-401. Alcan construit une aluminerie à La Tuque en 1943 dans un temps record. Cette usine fermera ses portes sitôt la guerre finie.

à un nouvel environnement social, économique et culturel. Les responsables religieux des francophones ont joué pleinement le rôle que le régime de chrétienté du temps leur permettait. Effectivement, tout ce qui, dans leur perspective, pouvait contribuer à maintenir la foi traditionnelle et, partant, la langue française, les mœurs et les coutumes léguées par les ancêtres, a été mis en œuvre habilement et efficacement. L'encadrement social est maintenu dans l'ordre et la stabilité, ce qui ne va pas sans faire l'affaire des dirigeants des entreprises et du clergé lui-même.

Il nous semble logique d'affirmer qu'une partie importante du discours de développement de la Mauricie durant la première moitié du présent siècle a emprunté celui d'une firme productrice d'électricité, les énonciateurs de ce discours ayant présente à l'esprit la réussite économique indéniable de Shawinigan Water & Power. Le milieu régional, stimulé par le discours enthousiaste que SWP elle-même propageait, a épaulé sans faille ses entreprises jusqu'à la fin de notre période à l'étude¹⁹⁴. Incidemment, nous avons montré que les promoteurs locaux ont effectivement fait preuve d'initiative et d'esprit d'entreprise mais les circonstances les ont desservis. Nous reviendrons sur la forme de paternalisme patronal qui s'est exercée en Mauricie après avoir considéré le développement de Trois-Rivières où une dynamique de même nature a joué, de même que l'intégration régionale, dans le chapitre qui suit.

¹⁹⁴ Le fait que les journaux aient, un moment donné, fait écho à un projet de centrale électrique à Sainte-Ursule ou à Hunterstown en 1923-1924 ne change en rien cette orientation générale. Il fut question d'une société, Algonquin Power Co., dont l'Assemblée législative avait autorisé un capital de deux millions; Oscar Dufresne et R. Robertson en étaient les promoteurs (*Le Bien Public*, 7 février 1924, p. 1); voir aussi 20 novembre 1923, p. 1 et *L'Écho de Saint-Justin*, 2 novembre 1923, p. 13, 16. Il semble que Aldred lui-même ait tourné les yeux vers les chutes à Magnan en 1898; il fit une offre d'achat à laquelle il ne donna pas suite. La chute est acquise ensuite par trois Trifluviens, dont Philippe-Élisée Panneton, qui nourrissaient l'espoir d'un développement aussi considérable qu'à Shawinigan. Voir Léo-Paul Landry, « Quand J. E. Aldred regardait ailleurs... », *Le Nouveau Mauricien*, vol. 1, n° 1, automne 1995, p. 14-15; des pourparlers auraient eu lieu l'année suivante avec des investisseurs américains, *Le Trifluvien*, 11 juillet 1899, p. 3.

CHAPITRE IV

LE DISCOURS D'INTÉGRATION RÉGIONALE EN RAPPORT AVEC L'INDUSTRIALISATION ET L'URBANISATION

Après avoir considéré, dans le chapitre précédent, les modalités du développement du pôle trifluvien avant 1908 et des nouveaux centres urbains jusqu'en 1950, nous effectuons un retour à Trois-Rivières au moment où le chef-lieu régional connaît un développement soudain comparable à celui des trois jeunes villes de son arrière-pays. Le discours de l'élite locale s'y rattachant est abondant et diversifié, c'est pourquoi nous nous arrêterons de façon plus soutenue à cette production discursive souvent prolixe.

Depuis le tournant du siècle, le chef-lieu de la Mauricie bénéficie des retombées économiques du développement spectaculaire de Grand-Mère et de Shawinigan. L'activité commerciale s'en trouve avivée, les hommes d'affaires trifluviens jubilent — comme le dénotent les propos rapportés dans le chapitre précédent — mais il manque à Trois-Rivières d'être le site névralgique du nouvel élan d'industrialisation. Jusqu'en 1908, la fonction de centre économique régional s'affermi et l'on dénombre plusieurs manufactures prospères; toutefois, aucun de ces établissements n'affiche les dimensions et la modernité des grandes usines de Grand-Mère et de Shawinigan. Une nouvelle phase de l'industrialisation apparaît en 1908 lorsqu'une filature ouvre ses portes et fait entrer Trois-Rivières dans la grande entreprise moderne du XX^e siècle, comme c'est déjà le cas à Shawinigan et Grand-Mère.

L'émergence de la grande entreprise, le discours relié au progrès trifluvien, les symboliques de la modernité, les représentations nées de la croyance à un développement illimité et de la renaissance imaginaire suscitée par le feu de 1908 sont abordés successivement. Nous nous penchons également sur l'attitude du clergé en rapport avec le progrès, le choc de la Grande dépression, les soubresauts qu'a connus l'administration municipale ainsi que le rôle joué par le mouvement associatif. Les nouveaux espoirs de développement qui apparaissent à partir du second conflit

mondial, l'intégration régionale qui se fait jour ainsi que les propos qui la soutiennent mènent à la conclusion de cette troisième section.

1. L'émergence de la grande entreprise

Une nouvelle ère de progrès s'amorce lorsque la construction d'une grande filature de coton à Trois-Rivières est annoncée officiellement en 1907. En une quinzaine d'années à peine, il s'y ajoutera quatre usines de pâtes et papiers de même que deux chantiers maritimes dans l'agglomération formée par Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine; par ailleurs, une fonderie connaîtra une forte expansion. C'est de cette façon que Trois-Rivières entre dans l'ère de la grande industrialisation.

Les hommes d'affaires trifluviens étaient préoccupés depuis une dizaine d'années par l'absence d'investissements industriels majeurs dans leur ville. En 1907, le Conseil municipal, par l'intermédiaire du député libéral à Ottawa, Jacques Bureau, invite C. R. Whitehead, propriétaire de Montmorency Cotton Mills à Québec, à construire une grande usine à Trois-Rivières. Whitehead, auquel s'est associé l'important financier montréalais J. N. Greenshields, hésite entre Trois-Rivières, Shawinigan et St. Catharines en Ontario. Trois-Rivières l'emporte finalement à cause de l'abondance de la main-d'œuvre disponible, des coûts intéressants de l'électricité et des exemptions fiscales proposées par la municipalité. Wabasso Cotton Co. Ltd. est constituée le 1^{er} juin 1907 et l'usine est inaugurée l'année suivante¹. Des

¹ Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 426-427; Alain Dion, *op. cit.*, p. 69-79. Whitehead n'aurait pu obtenir, semble-t-il, de financement sans l'appui de Beaudry Leman de la Banque d'Hochelaga, ayant été refusé par six autres banques, *Le Bien Public*, 15 novembre 1923, p. 1. L'usine produit de la toile de coton blanche laquelle, jusque-là, était importée d'Angleterre. La méthode de production est d'ailleurs organisée à l'anglaise avec des mule-jennys; l'usine locale compte 40 000 fuseaux de mule-jennys en 1928 et est la dernière à utiliser cette méthode en 1939 lorsqu'on finit de la remplacer par des métiers à tisser à longues mèches. A. B. McCullough, *L'industrie textile primaire au Canada*.

agrandissements importants surviennent en 1913, 1924 et 1927, et plusieurs filiales sont fondées afin de confectionner des produits finis.

Le vent de prospérité n'est pas sitôt levé qu'une deuxième grande usine vient s'installer à Trois-Rivières. En 1910, un arrêté ministériel interdit l'exportation du bois à pâte coupé sur les terres de la Couronne². À la faveur de ce contexte, Whitehead s'associe à Rodolphe Forget et à Greenshields afin de fonder une société de pâtes et papiers, Wayagamack Pulp & Paper Co., et profite de l'aubaine que constitue la vente à bon marché de la scierie et des concessions forestières d'un exploitant trifluvien, Alexander Baptist³. Une fois l'affaire conclue, le groupe financier commence les travaux de construction sur l'île de la Potherie, dans le delta du Saint-Maurice, et la production débute en 1913. On installe d'autres machines à papier en 1914 et en 1923, la fabrication du papier journal s'ajoutant à celle du papier d'emballage; une partie importante de la production est exportée en Angleterre, en Australie et en Amérique du Sud durant la Première Guerre mondiale. Des problèmes liés à la surproduction surviennent à partir de 1925 et Wayagamack Pulp & Paper devient une filiale de Canada Power & Paper Corp. en 1929.

Histoire et patrimoine, Ottawa, Environnement Canada, Service des parcs, 1992, p. 82-83. Charles Ross Whitehead (1868-1954) est issu d'une famille d'entrepreneurs en textiles montréalais active depuis le milieu du XIX^e siècle; il avait mis sur pied Montmorency Cotton Mills Co. en 1889 pour produire du coton à exporter en Chine. Incidemment, le nom Wabasso signifie « lapin blanc » en ojibway et est tiré de *Hiawatha*, poème de Longfellow; il évoque la blancheur immaculée des cotonnades sortant de l'usine trifluvienne. *BRH*, vol. 50, n° 5, mai 1944, p. 160. Le fils de Charles, William, lui succède en 1954 et meurt l'année suivante. Wabasso passe aux mains de Woods Manufacturing Co. Ltd. en 1955. En 1985, l'usine est achetée par Dominion Textile et ferme ses portes peu après.

² Voir la déclaration de Lomer Gouin à l'Assemblée législative, *La Patrie*, 13 avril 1910, p. 9.

³ Le coût modique de l'électricité et la possibilité du flottage du bois des concessions jusqu'au site de l'usine ont également joué comme facteurs de localisation. Whitehead se charge d'embaucher un maître papetier compétent et le trouve en Suède; la construction de l'usine est supervisée par deux ingénieurs suédois. Une scierie moderne est également aménagée et le coût total des investissements initiaux est d'environ deux millions. Dion, *op. cit.*, p. 72-73.

En 1910, Grès Falls Co. Ltd. entreprend la construction d'une usine de pâte mécanique à Cap-de-la-Madeleine, sur le bord du fleuve près de la ligne du « Rosaire ». En 1916, lorsque Grès Falls passe sous le contrôle de St. Maurice Paper, un agrandissement majeur est entrepris afin d'ajouter la production du papier; d'autres agrandissements sont complétés en 1924 et en 1925, année où St. Maurice Paper se joint à Belgo pour former St. Maurice Valley Corp.⁴.

Deux chantiers maritimes s'établissent à Trois-Rivières et à Cap-de-la-Madeleine dans le contexte de l'économie de guerre. Leur existence est brève et parsemée de difficultés bien que leurs activités soient importantes dans l'économie locale entre 1917 et 1922. Three Rivers Shipyard Co. Ltd., constituée en 1917, établit un chantier naval à l'entrée ouest de la ville, au pied de la Commune⁵. La production commence en 1918, et 700 ouvriers y trouvent un emploi; l'année suivante, la compagnie demande qu'une section de la rue Notre-Dame soit déviée afin de pouvoir construire de plus longs navires. Des difficultés financières assaillent le chantier maritime qui prend au même moment le nom de National Shipbuilding Co.

Par ailleurs, la firme met sur pied Three Rivers Realities afin de mettre sur pied un important projet de développement résidentiel situé à l'arrière de ses installations. L'entreprise fait parler d'elle en 1919 mais aucune suite ne lui est donnée⁶. Une grève

⁴ Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 190-192.

⁵ Le commissaire industriel de Trois-Rivières attire l'attention de Thomas Mulvick Kirkwood de Toronto sur les avantages de la ville. Le conseil municipal de Trois-Rivières accorde un prêt de 100 000 \$. Jacques Belleau, « L'industrialisation de Trois-Rivières (1905-1925) », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1979, p. 71-72; *L'Éveil*, août 1918, p. 2; *Le Bien Public*, 5 juin 1919, p. 1; 17 juillet 1919, p. 1. Nos informations concernant les chantiers navals proviennent d'une soixantaine d'articles de journaux; elles complètent et rectifient celles paraissant dans le travail de Belleau et dans celui de Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 423.

⁶ Le plan d'ensemble du développement résidentiel dessiné par la firme Mann and MacNeille est présenté dans *Le Bien Public*, 1^{er} mai 1919, p. 1. Il s'inscrit dans le mouvement des cités-jardins et rappelle les schémas Beaux-arts de *City Beautiful* comme le plan de la ville d'Arvida, cf. Robert Fortier, *op. cit.*, p. 182, et celui de Ville-Mont-Royal dessiné par Frederick Todd, cf. Yves

éclate en mai de la même année à cause des arrérages de salaires et dure une semaine⁷. La situation s'améliore nettement à l'automne et au printemps suivants car les commandes affluent⁸; en juillet 1920, l'exploitation est interrompue par les créanciers mais elle reprend en janvier 1922; le chantier est désormais sous le contrôle de Fraser Brace Co. Ltd.⁹. Une autre grève survient en septembre à propos d'une accréditation syndicale et dure une dizaine de jours. La compagnie est finalement mise en faillite et la municipalité de Trois-Rivières se voit dans l'obligation de payer les débentures à la suite d'un jugement de la Cour suprême en 1923¹⁰.

Tidewater Shipbuilding Co., filiale de Canada Steamship Lines, entreprend la construction d'un chantier naval en 1917 à Cap-de-la-Madeleine, sur le bord du Saint-Maurice près du pont, et le premier navire est lancé en juillet 1918¹¹. La compagnie s'engage elle aussi dans l'immobilier en créant Tidewater Realities Ltd. en 1921; des logements pour les ouvriers sont construits sur des terrains à Trois-Rivières¹². Finalement, Tidewater connaît le même sort que le chantier maritime trifluvien et cesse

Melançon, « Du jardin au parc. La nature et les citadins », *Cap-aux-Diamants*, n° 46, été 1996, p. 45. Un plan en partie orthogonal et en partie curviligne converge au moyen d'axes routiers vers une place centrale où se retrouvent les équipements collectifs et un parc de verdure. Un concours est ouvert afin de donner un nom à l'ambitieux projet et un jury est mis en place : il se compose du maire, du curé de la cathédrale, du supérieur du Séminaire, du principal de l'École normale, du frère directeur de l'Académie De-La-Salle et d'un franciscain, 8 mai 1919, p. 1. On annonce dans *Le Bien Public* (17 juillet 1919, p. 8) que 50 maisons seront construites dans le Parc Beauséjour de Three Rivers Realities mais l'affaire ne fait plus parler d'elle par après.

⁷ *Le Trifluvien*, 20 mars 1919, p. 1; 27 juin 1919, p. 6.

⁸ *St. Maurice Valley Chronicle*, 20 février 1920, p. 1; *Le Trifluvien*, 26 mars 1920, p. 1. De nombreux accidents de travail sont signalés, voir *Le Bien Public* (15 avril 1920, p. 2) qui affirme qu'il y en aurait eu plusieurs centaines depuis deux mois.

⁹ *Le Nouvelliste*, 9 janvier 1922, p. 5; 31 janvier 1922, p. 1.

¹⁰ *Le Nouvelliste*, 23 septembre 1922, p. 5, 4. octobre 1922, p. 5, 14 juin 1923, p. 5, 22 septembre 1923, p. 7. La municipalité, requise par Sun Trust, fiduciaire des débentures, refuse de s'exécuter. Le jugement de la cour supérieure lui est défavorable; saisie de la cause en appel, la Cour suprême du Canada maintient le refus. La ville est obligée d'emprunter 115 000 \$ pour satisfaire le jugement; *Le Nouvelliste*, 22 septembre 1923, p. 7.

¹¹ *Le Trifluvien*, 2 août 1918, p. 1; *L'Éveil*, novembre 1918 p. 3. On estime que deux millions ont été investis dans le chantier, *St. Maurice Valley Chronicle*, 24 septembre 1920, p. 1.

¹² *L'Éveil*, novembre 1918, p. 3; *Le Bien Public*, 3 mars 1921, p. 2. Des logements sont construits rue Sainte-Cécile, Sainte-Angèle, Saint-Maurice et Saint-Paul, *Le Trifluvien*, 6 juillet 1918, p. 6.

définitivement sa production à la fin de 1922¹³. La fin de la guerre provoque une diminution de la demande dans la construction navale; le gouvernement fédéral décide par conséquent de cesser son programme de soutien¹⁴. C'est de cette façon que le secteur de la construction navale, qui, à un moment donné, a constitué un élément majeur de l'économie de l'agglomération trifluvienne, disparaît pour toujours de la structure industrielle régionale¹⁵.

Whitehead convainc les dirigeants de Canada Iron de rester à Trois-Rivières après l'incendie du 6 novembre 1909 survenu à leurs installations. La société sidérurgique avait acquis les installations situées près de la rivière Saint-Maurice deux ans plus tôt de Montreal Pipe & Foundry¹⁶. Des agrandissements considérables sont apportés en 1916 et en 1927-1928 lorsque Canada Iron Foundry obtient l'exclusivité pour la fabrication de matériel pour des usines de pâtes et papiers.

Une autre grande papetière s'installe à Trois-Rivières peu après la Première Guerre. Une société américaine, International Paper Co., qui possède déjà une scierie à Trois-Rivières, St. Maurice Lumber, depuis 1899, crée une filiale papetière canadienne, Canadian International Paper Co. (CIP) en 1916. Elle acquiert alors des terrains contigus à sa scierie trifluvienne afin de bâtir une grande usine de papier. Une usine ultramoderne, aux dimensions impressionnantes et d'une valeur de six millions, est inaugurée en décembre 1920. Un investissement supplémentaire de quatre millions permet l'ajout d'autres machines à papier aux installations existantes quatre ans plus

¹³ *Le Nouvelliste*, 16 janvier 1923, p. 1.

¹⁴ *Le Nouvelliste*, 30 mars 1921, p. 1.

¹⁵ *Le Mauricien* annonce en novembre 1936 (vol. 1, n° 1, p. 11) qu'Ottawa étudie la possibilité d'établir un chantier maritime à Trois-Rivières pour la réparation des navires; le Conseil municipal appuie le projet de même que le député fédéral, Wilfrid Gariépy; toutefois, aucune suite n'est donnée au projet.

¹⁶ Montreal Pipe & Foundry fabriquait des tuyaux d'aqueduc et d'égout, des valves et des équipements pour les scieries, Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 366-367.

tard, faisant de l'établissement trifluvien la plus grande usine papetière dans le monde entier lorsque les nouvelles machines démarrent en 1926¹⁷.

Les établissements de CIP viennent à peine d'être mis en chantier qu'une autre papetière décide de construire une usine à l'entrée ouest de la ville de Trois-Rivières. Three Rivers Pulp & Paper Co. est fondée en 1920 par Noah Timmins, un entrepreneur papetier déjà très connu en Ontario, et John Rankin. Il leur faut un site proche du fleuve car les concessions forestières dont ils disposent sont situées dans le Bas-du-Fleuve. La société devient St. Lawrence Pulp & Paper en juin 1922 et les travaux commencent au même moment; les deux machines à papier sont mises en service un an plus tard. La compagnie procède à d'importants agrandissements en 1925 et en 1929, ce qui porte la capacité quotidienne à 450 tonnes¹⁸.

L'importance des projets industriels dont nous venons de brosser à grands traits le développement ne doit pas occulter les projets plus modestes des entrepreneurs locaux qui ont mis sur pied des entreprises dont l'influence fut non négligeable. Le domaine du sciage se maintient un certain temps comme au XIX^e siècle; les scieries sont regroupées principalement à proximité du Saint-Maurice ou sur les îles de son delta. St. Maurice Lumber, qui exploite la scierie sur le site du Moulin des Américains, la cède au groupe International Paper en 1899; les vieilles installations sont démolies lorsque CIP agrandit son usine de pâtes et papier en 1925. Sur l'île Caron, J.-H. Dansereau est propriétaire d'une scierie à partir de 1907; il la vend à Three Rivers Lumber en 1919 qui la cède à son tour à Brown Corp. l'année suivante. Wayagamack acquiert la scierie Baptist qui fonctionne sur l'île de la Potherie depuis 1866; la grande papetière la maintient jusqu'à la fin des années 1920. La scierie bâtie par Hall, Neilson

¹⁷ Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 222-228; Dion, *op. cit.*, p. 82-87.

¹⁸ Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 241-243; Dion, *op. cit.*, p. 88-93.

& Co. au nord du pont en 1886 est acquise par Grès Falls en 1904; incendiée au début des années 1930, elle est reprise par Alex McRae et subsiste en 1950. Enfin, sur l'île Saint-Christophe, Union Bag Pulp & Paper est propriétaire d'une scierie acquise de William Ritchie en 1901; celui-ci l'avait aménagée en 1895; les activités de sciage s'y poursuivent jusqu'en 1925¹⁹.

Le secteur de la transformation du bois est très présent : des manufactures se spécialisent dans les portes et fenêtres (Burrill Lumber, J.-N. Godin Ltée, Anselme Dubé Ltée, etc.), le meuble (comme l'entreprise de C.-P. Gélinas fondée en 1870) et les boîtes²⁰. Des entreprises de matériaux de construction sont actives à divers moments. Dans le secteur de la métallurgie, Canada Iron étant mis à part, on retrouve une entreprise de type familial, Bellefeuille & Frères. Le secteur du cuir est présent principalement dans la chaussure (tel Tebbutt Shoe & Leather Co.) et la ganterie (principalement Balcer Glove). Le tabac, la transformation des aliments, les brasseries, l'embouteillage sont également représentés²¹.

L'activité papetière de la ville attire des entreprises secondaires. Ainsi, George Christie Canada Ltd., filiale de George Christie Ltd. établie en Écosse depuis 1865, fabrique des toiles métalliques pour les machines à papier²². Il faut mettre à part la manufacture de cercueils Girard & Godin, fondée en 1860 et en activité jusqu'en 1975.

¹⁹ Gamelin et coll., *Trois-Rivières illustrée*, p. 30-33.

²⁰ Belleau, *op. cit.*, p. 51-54.

²¹ Voir, outre le mémoire de Belleau, une série d'articles consacrées à ces entreprises qui sont parues dans *Le Courrier* entre le 25 avril et le 17 juin 1913 et dans *le Bien Public* entre le 7 octobre et le 9 décembre 1920. Durant la Première Guerre mondiale, des entreprises sont créées pour la production militaire, essentiellement celle des obus, comme Three Rivers Industrial Co., *Le Courrier*, 16 mars 1917, p. 6 et *L'Éveil*, septembre 1918, p. 2. Certaines réussissent à reconvertir leur production en temps de paix. *Ibid.*, p. 63. *Le Courrier* avait écrit que la guerre donne l'occasion d'augmenter la richesse et la productivité de la province et de la ville, 28 janvier 1916, p. 1.

²² Chambre de commerce de Trois-Rivières, *Trois-Rivières/Three Rivers P. Q. Canada*, Trois-Rivières, (1925), p. 28.

La municipalité lui accorde son aide financière à plusieurs reprises; elle devient une filiale de Dominion Manufacturers Ltd. de Toronto en 1913 et constitue l'une des plus importantes entreprises de son secteur au Canada²³.

L'effet de l'industrialisation massive est considérable sur l'expansion urbaine. La ville s'agrandit à vue d'œil et la population croît à un rythme inconnu jusque-là, les statistiques étant éloquentes à cet égard :

TABLEAU 5 L'évolution de la population de Trois-Rivières de 1901 à 1931²⁴	
1901	9 981
1911	13 691
1921	22 367
1931	35 450

Les journaux considèrent le nombre de permis de construction et leur valeur en dollars comme étant des indicateurs significatifs du progrès de la ville²⁵. Effectivement, la croissance est soutenue jusqu'en 1928, sauf pour deux ralentissements de brève durée :

²³ *Ibid.*, p. 78-79.

²⁴ *Recensements du Canada, 1901, 1911, 1921, 1931.*

²⁵ Sources : *Le Nouvelliste*, 8 avril 1922, p. 5; 12 janvier 1927, p. 7; 10 janvier 1934, p. 3.

TABLEAU 6

**Nombre et valeur des permis de construction à Trois-Rivières
de 1909 à 1931**

1909	67	221 000 \$
1910	28	60 500 \$
1911	51	133 000 \$
1912	89	372 800 \$
1913	146	632 000 \$
1914	112	652 100 \$
1915	180	484 200 \$
1916	172	537 300 \$
1917	176	423 700 \$
1918	220	641 800 \$
1919	334	1 242 400 \$
1920	360	857 700 \$
1921	389	792 800 \$
1922	316	1 102 700 \$
1923	320	831 200 \$
1924	320	1 046 200 \$
1925	383	2 064 800 \$
1926	507	1 445 600 \$
1927	484	2 332 000 \$
1928	366	1 681 000 \$
1929	358	1 488 000 \$
1930	235	851 000 \$
1931	193	242 000 \$

Le fort taux de natalité est également considéré avec beaucoup de fierté. Un article du *Nouvelliste* intitulé : « Trois-Rivières établit un record de natalité » explique que le taux est le plus élevé des villes du Québec, soit 51,5²⁶. Le recensement de 1931 révèle que 46 % de la population a moins de vingt ans, ce que ne manque-t-on pas de souligner²⁷. La croissance de la ville s'effectue à une cadence débridée, la période 1913-1914 étant exceptionnellement fébrile : les déplacements des gens sont considérables, la main-d'œuvre est rare et la situation du logement très difficile. « On voit tous les jours de nouvelles familles de la campagne qui viennent s'établir aux Trois-Rivières, lisons-nous dans *Le Courrier*²⁸, encore hier nous rencontrions quatre voitures chargées de ménages [*sic*] qui arrivaient en ville »; « Il est déjà difficile de trouver des journaliers et les plus hauts salaires sont offerts »; « Toutes les manufactures sont surchargées de travail et ne peuvent suffire aux commandes »; « les loyers sont rares et très élevés²⁹ ». Effectivement, de 1912 à 1914 selon les statistiques municipales, la population grimpe de 13 762 à 16 360 soit une croissance de 18,9 %³⁰.

La municipalité voisine, Cap-de-la-Madeleine, de rurale qu'elle est depuis le XVII^e siècle, s'urbanise progressivement depuis 1905 environ. À la présence du sanctuaire marial de Notre-Dame-du-Cap qui accueille les pèlerins depuis 1883, s'ajoutent celles de l'usine de Grès Falls en 1910 et du chantier naval Tidewater en 1917. En outre, la proximité de l'usine Wayagamack, ouverte en 1913, donne naissance à un quartier industriel sur la rive du Saint-Maurice. La croissance

²⁶ *Le Nouvelliste*, 16 avril 1925, p. 5.

²⁷ Par exemple, Albert Tessier, *Trois-Rivières 1535-1935*, Trois-Rivières, Éditions du Nouvelliste, 1935, p. 187. Tessier précise qu'il s'agit d'un record pour tout le Canada.

²⁸ 18 mars 1913, p. 1. « Les ménages arrivent nombreux des paroisses du Sud », lit-on le 25 avril 1913, p. 1. La mobilité géographique demeure considérable durant la période de croissance accélérée, ainsi, selon *Le Nouvelliste*, 2 mai 1923, p. 5, 40 familles seraient parties du quartier Notre-Dame pour les États-Unis mais 75 seraient arrivées de Grand-Mère.

²⁹ *Le Courrier*, 11 avril 1913; 25 avril 1913, p. 1; 17 février 1914, p. 7.

³⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 19 janvier 1917, p. 1.

démographique témoigne de la progression du processus d'urbanisation : la population, qui est de 1 464 en 1901, passe à 2 101 (1911), 3 400 (1913), 6 738 (1921) et 8 748 (1931)³¹. La paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine obtient le statut de ville en 1918 et de cité en 1922; la partie rurale s'était détachée en 1915 pour constituer la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap³².

L'extension de l'espace bâti se fait à un rythme soutenu, ce dont témoignent les journaux avec leurs nombreuses publicités touchant les aménagements résidentiels. Les publicités pour le Parc Lanctôt, le Parc Houliston, le Parc Laflèche, le Parc Laviolette, le Plateau Saint-Jean-Baptiste (ainsi que le parc Régina à Cap-de-la-Madeleine) se multiplient en 1913 et en 1914. On y vante les terrains spacieux, les coûts raisonnables, la salubrité de l'air ainsi que la proximité du centre-ville, des lieux de travail et de loisirs; le plan des rues et des terrains est présenté fréquemment³³.

2. Le discours relié au progrès trifluvien

Nous avons passé rapidement sur les petites et moyennes entreprises vu qu'elles attirent rarement l'attention du discours développementiste. En revanche, l'établissement des grandes usines et le bond que Trois-Rivières effectue au même moment sont à l'origine d'un discours pléthorique s'exprimant dans les journaux, les

³¹ Maurice Loranger, *La chronique madelinoise, 1651-1991*, Cap-de-la-Madeleine, Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine, (1991), p. 10, selon les statistiques paroissiales, provinciales et fédérales.

³² *Ibid.*, p. 5.

³³ Près d'une trentaine de publicités pour Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine dans *Le Nouveau Trois-Rivières* et *Le Courrier* durant ces deux années seulement. Celle du *Nouveau Trois-Rivières*, 1^{er} août 1913, p. 4, qui présente le Parc Houliston, peut servir d'exemple. Pour Cap-de-la-Madeleine, voir *Le Trifluvien*, 11 août 1905, p. 8; 1^{er} septembre 1905, p. 5; *Le Bien Public*, 14 juin 1921, p. 1. Il est question d'une l'annexion à Trois-Rivières en 1919 et en 1922 : *Le Bien Public*, 13 novembre 1919, p. 8 et 20 novembre 1919, p. 1; *Le Nouvelliste*, 25 et 27 février 1922, p. 1; 1^{er} mars 1922, p. 5; *Le Bien Public*, 28 février 1922, p. 8.

périodiques et d'autres types de publications, et dont l'exposé qui suit ne reprend que l'essentiel.

Sitôt annoncé, le projet de Wabasso Cotton suscite l'intérêt manifeste de la presse locale. *Le Trifluvien* salue la nouvelle de l'implantation d'une grande filature en termes chaleureux; il appuie le règlement municipal passé afin d'aider la nouvelle entreprise dont il souligne le sérieux³⁴. Le même journal se réjouit que de nombreux « compatriotes » arrivent des centres manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre afin d'être embauchés à la nouvelle usine³⁵. C. R. Whitehead, son directeur général, qui habite Trois-Rivières, fait l'objet d'une légende comme Aldred à Shawinigan. On raconte, un demi-siècle après la fondation de Wabasso, qu'il est arrivé à Trois-Rivières « dans des circonstances mémorables, en pleine nuit, un soir d'hiver 1907, avec son beau-frère, L. G. Craig, et il a parcouru en raquettes, au clair de lune, les espaces qu'on appelait alors « Parc Houliston ». Cette nuit-là, il a fixé son choix³⁶. »

L'arrivée des papetières et leur expansion soulèvent l'enthousiasme local. En 1924, *Le Nouvelliste* met en évidence « une industrie qui progresse par millions » et détaille l'« immense production de nos pulperies » qui se chiffrait à 40 millions par année dans la région³⁷. Grâce à Wayagamack, « notre ville [devient] le plus grand centre d'industrie de la pulpe au Canada » affirme avec fierté le même journal³⁸, qui signale également l'existence d'une brochure de Wayagamack. Dans celle-ci, la firme

³⁴ 5 avril 1907, p. 4-5.

³⁵ 5 mai 1908, p. 8. Un article consacré au 50^e anniversaire de Wabasso soutient que plusieurs tisserands de Montmorency Cotton avaient déménagé de la région de Québec pour démarrer l'usine trifluvienne, *Le Nouvelliste*, 13 juillet 1957, p. 4.

³⁶ *Ibid.* Un texte, paru dans le *Three Rivers Year-Book for 1933*, p. 113, souligne le fait que l'usine est la plus grande au Canada sous un même toit. On y insiste également sur les avantages offerts aux employés : activités sociales, salle de curling, patinoire et glissoire.

³⁷ 10 janvier 1924, p. 5. L'anglicisme « pulperie », pour usine de pâte à papier, est omniprésent; parfois, il désigne également les usines de papier.

³⁸ 2 juillet 1924, p. 5.

soutient qu'elle veille au bien-être de ses employés par la construction de logements et l'organisation des loisirs. Wayagamack fait connaître Trois-Rivières jusqu'en Extrême-Orient, pouvons-nous lire dans le même article, et développe des marchés aussi éloignés que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Frank Ritchie, le directeur de l'usine locale, fait visiter les installations de Wayagamack au maire et aux échevins, n'omettant pas de préciser que sa compagnie verse plus d'un million en salaires annuellement³⁹.

Pour sa part, la construction de l'usine de pâtes et papiers d'International Paper « fera naître la joie et l'aisance dans maints foyers », estime Alfred Cambray dans *Le Trifluvien*⁴⁰. Le discours relatif à CIP tient à souligner que l'usine trifluvienne, avec sa production de 250 000 tonnes par année, « est le moulin le plus considérable au monde⁴¹ ». Le thème est récurrent jusqu'aux années 1950 au moins⁴²; incidemment, il s'associe à l'assertion voulant que Trois-Rivières soit la capitale mondiale du papier⁴³.

Les journaux trifluviens font allusion à un certain nombre de projets d'implantations industrielles auxquels il n'est pas donné suite. Des constructions d'usine de produits chimiques, d'aciérie, et de plusieurs usines de pâtes et papiers sont annoncées tour à tour entre 1913 et 1925⁴⁴. Un cas curieux est représenté par

³⁹ *Le Nouvelliste*, 17 décembre 1924, p. 5. Les usines trifluviennes constituent « [the] largest Kraft mills in the world », affirme-t-on dans une publicité parue dans *Trois-Rivières/Three Rivers P. Q. Canada*, p. 45.

⁴⁰ 28 février 1919, p. 1.

⁴¹ Auguste Tessier, « Le papier journal et comment il est fait », *Le Mauricien*, vol. 2, n° 1, janvier 1938, p. 12-13, 34. Tessier est dessinateur au bureau des ingénieurs de CIP à Trois-Rivières.

⁴² Voir notamment *Welcome to Three Rivers, Que., and District*, Trois-Rivières, [s.é.], (1931), [n.p.], *La Mauricie, future Ruhr du Canada*, p. 335 et *Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine*, Trois-Rivières, [s.é.], 1956, p. 2.

⁴³ Affirmation présente à partir de 1925 environ, comme dans *Three Rivers, Fastest Growing City In The Province of Quebec*, Chicago, Automobile Blue Book, Inc., (1928), p. 3 : « Three Rivers [...], The World's Greatest Paper-making Center ».

⁴⁴ Il s'agit de General Chemical and Explosive Co. Ltd. (*Le Courrier*, 18 mars 1913, p. 2) dont les travaux sont interrompus après quelque temps, et d'une usine d'acier au titane avec un capital de 25 millions (*Le Bien Public*, 18 juin 1914, p. 8); on parle en 1920 de la construction d'une

l'aventure de la mine d'or Huronia, qui est exploitée par des gens de la région dans le nord de l'Ontario près de Cobalt à partir de 1913. *Le Courrier* parle abondamment de cette mine qui rapporterait des profits considérables; il n'en est plus question après 1915⁴⁵.

Cette véritable mutation industrielle, qui métamorphose la ville, ne suscite aucune opposition localement, sauf en 1920 quand Three Rivers Pulp & Paper annonce son intention de construire une usine sur le bord du fleuve. Une requête de citoyens est adressée au Conseil municipal; les opposants au projet soutiennent que la nouvelle construction bloquera l'expansion du port. De son côté, Joseph Barnard, rédacteur en chef du *Bien Public*, critique la complaisance du Conseil municipal et proteste contre l'invasion du « capital anglais⁴⁶ ». En revanche, *Le Nouvelliste* et le *St. Maurice Valley Chronicle* appuient le projet de Timmins, le premier insistant pour dire que « c'est du travail qui s'offre, une augmentation possible de population, l'expansion considérable du commerce⁴⁷. »

papetière par Laurentide sur le bord du Saint-Maurice (*Le Trifluvien*, 27 février 1920, p. 1) et il est rumeur à deux reprises (*Le Nouvelliste*, 10 janvier 1921, p. 8 et 14 avril 1923, p. 5) de l'aménagement d'une usine de Brown Corp. à Sainte-Angèle-de-Laval; on mentionne par ailleurs la venue de St. Regis Paper Co. de Watertown (New York) en 1924. Dans ce dernier cas, *Le Nouvelliste* annonce que le maire, les deux députés de la ville et le président de la Chambre de commerce ont formé un comité afin de rencontrer les dirigeants de la papetière, 12 janvier 1924, p. 7. Un projet d'usine de St. Maurice Paper à Trois-Rivières est annoncé l'année suivante, *Le Nouvelliste*, 12 septembre 1925, p. 1. *Le Nouvelliste* s'était d'ailleurs donné comme mission « d'activer la production de la pulpe [*sic*] et les affaires en général dans la vallée du St-Maurice », 8 novembre 1920, p. 2.

⁴⁵ Une douzaine d'articles entre le 30 septembre 1913 et le 18 janvier 1915. En novembre 1912, Charles Lafond et Alcide Lebrun prennent une option sur une mine découverte par trois Canadiens français. L'expertise chimique est faite par l'abbé Moreau, professeur de chimie au Séminaire, et le directeur est un ingénieur trifluvien, G. A. Gruninger. L'extraction débute en octobre 1913 et une agence est ouverte localement pour la vente de 15 000 actions à 25 cents l'unité mais dont la valeur au marché serait de 50 cents.

⁴⁶ *Le Bien Public*, 4 novembre 1920, p. 1; 25 novembre 1920, p. 1. La municipalité avait accepté de faire dévier une section de la rue Notre-Dame.

⁴⁷ 6 novembre 1920, p. 4; 16 mars 1921, p. 4; 11 février 1922, p. 3; *St. Maurice Valley Chronicle*, 29 octobre 1920, p. 1. On déplore que les entreprises, y compris celles qui reçoivent l'aide de la municipalité, soient dirigées par des étrangers, voir *Le Nouveau Trois-Rivières*, 11 mars 1909, p. 4.

L'expansion et le succès de la construction navale font naître beaucoup d'ambition de même que les développements domiciliaires patronnés par les deux chantiers maritimes. La population va beaucoup augmenter, avance *Le Trifluvien*⁴⁸ et, voyant le grand nombre de contrats de construction de navires, le rédacteur du *St. Maurice Valley Chronicle* écrit que

The sensible business citizens of Three Rivers will at once recognize that these facts augur well for the prosperity of Three Rivers and should induce those in authority to do everything in their power to put no obstacle in the way of the development of this source of wealth and prosperity to the City⁴⁹.

L'enthousiasme ne s'exprime pas uniquement au sujet de développements particuliers. Les annonces d'investissements industriels majeurs et les inaugurations d'entreprises se succèdent à une cadence rapide; la ville est devenue un chantier d'usines, de commerces, d'institutions et de logements. Le milieu local traduit ce mouvement de progrès rapide en des termes souvent enflammés. Déjà en 1908, avec l'ouverture de Wabasso Cotton, on entrevoit que Trois-Rivières est sur le point de devenir un centre manufacturier de premier ordre en raison, entre autres, de sa localisation au centre de la province⁵⁰.

« Nous avons confiance dans l'avenir de notre belle cité et nous croyons avoir raison de dire que notre devoir à tous est d'être plus entreprenant et plus courageux que jamais. Trois-Rivières en avant ! et toujours en avant ! », proclame *Le Nouveau Trois-Rivières* en 1911⁵¹. Énumérant les projets qui se multiplient, le rédacteur du même journal est persuadé que Trois-Rivières deviendra sous peu « le plus grand centre de production, d'importation et d'exportation de la province de Québec [...], le

⁴⁸ 31 août 1917, p. 1; 22 février 1918, p. 1 et 15 novembre 1918.

⁴⁹ 20 février 1920, p. 1.

⁵⁰ Voir, entre autres, *Le Trifluvien*, 10 mars 1908, p. 4; 14 avril 1908, p. 1.

⁵¹ 7 janvier 1911, p. 1.

centre commercial du milieu géographique de notre province⁵² ». On aligne les raisons qui attirent les industriels à Trois-Rivières : le port, les chemins de fer, des services publics « que l'on est en droit d'espérer dans les grands centres », une bonne protection contre l'incendie, « l'absence de désordre en rapport avec le travail », des habitations modernes, des salaires raisonnables, un air salubre et la « moralité générale de la population⁵³ ». Sur cette lancée, une brochure de promotion énumère dix motifs « en faveur de l'entrée aux Trois-Rivières du capital étranger » :

1. Le port de Trois-Rivières agrandi au coût de 3 000 000 \$ d'un accès facile aux plus gros navires venant de l'Ouest ou de l'Est; communications avec les États-Unis par les canaux.
2. Chemins de fer desservant Trois-Rivières : Canadien Pacifique, Canadien National, Vallée du St-Maurice, ligne des Grandes Piles.
3. Grandes routes en macadam reliant Trois-Rivières avec Montréal, Québec, Shawinigan Falls, Grand'Mère, La Tuque au nord; Drummondville, Nicolet, Sherbrooke, Coaticook, etc. au sud.
4. Abondance d'énergie électrique, pouvoirs générateurs aux portes des Trois-Rivières.
5. Centre industriel et agricole. Centre maraîcher susceptible de développements rémunérateurs.
6. Proximité des forêts du St-Maurice, les plus riches du monde, 2 000 lacs poissonneux, paradis de chasse et pêche.
7. Main-d'œuvre idéale : ouvriers capables, honnêtes, respectueux de l'autorité, ennemis des grèves⁵⁴.
8. Climat tempéré et salubre. Sports d'hiver intéressants et tonifiants.
9. Classe dirigeante instruite, courtoise, hospitalière, parlant les deux langues officielles du pays.

⁵² 18 octobre 1912, p. 1. Voir aussi *Le Nouveau Trois-Rivières*, 24 décembre 1915, p. 3, où il est écrit que la ville deviendra très bientôt « le plus grand centre de production, d'importation et d'exportation de la province de Québec ».

⁵³ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 24 février 1911, p. 1. Des textes du même genre paraissent régulièrement dans des publicités commanditées par la municipalité. Voir, par exemple, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 19 décembre 1912, p. 11.

⁵⁴ Dans *Trois-Rivières/Three Rivers P. Q. Canada*, on lit (p. 10) « qu'en ces jours d'incertitude, de mécontentement, c'est une chose unique que de trouver une main-d'œuvre diligente et accommodante [...]. La population canadienne-française de la Province de Québec représente une main-d'œuvre sans rivale sur tout le continent nord-américain [...] les grèves y sont inconnues. [...] Des écoles techniques excellentes ont accru la valeur de cette main-d'œuvre pour une production rapide et avantageuse ».

10. Gouvernements désireux de coopérer avec capitalistes aux fins de promouvoir la création de nouvelles industries. Conseil municipal dans les mêmes dispositions, prêt à offrir tous les avantages et garanties raisonnables⁵⁵.

On fait appel au bien commun en réclamant l'union de toutes les forces locales afin de répandre les faits concernant les avantages locaux. Ce faisant, précise-t-on, chaque citoyen y trouvera son propre intérêt, « la richesse d'un chacun (étant) intimement liée à la richesse et au bonheur de tous. L'union des intérêts en vue du bien commun est essentielle pour le succès de chaque individu. La politique, les sentiments de race ou [de] religion ne doivent pas influencer les intérêts civiques⁵⁶ ». Enfin, explique Joseph Barnard, « petit à petit, la création d'une mentalité nouvelle et progressive accomplira ici le miracle que l'esprit civique, compris par une majorité de citoyens, a su réaliser ailleurs⁵⁷ ». Cet esprit civique est matérialisé dans l'« achat chez nous : gardez votre argent à Trois-Rivières, conseille-t-on à maintes reprises, et investissez-le dans les entreprises locales⁵⁸. »

On se plaît à reproduire les commentaires élogieux des journaux de l'extérieur de la région, par exemple celui de *L'Union de Maisonneuve* dont le titre est « L'une des plus belles et des plus progressives de la province. La population a doublé depuis peu⁵⁹ ». Venant d'une ville qui est elle-même un symbole de prospérité et de réussite, le compliment prend une valeur accrue. De même, un article flatteur paraissant dans la *Gazette* avec le titre : « Three Rivers Has Made Progress. Trifluvian City Shows Marked Industrial Advance After Century of Slumber. Advent of Big Industries Has Aroused Latent Ambitions », est lui aussi reproduit⁶⁰. Le maire J.-Adolphe Tessier y

⁵⁵ *Welcome to Three Rivers, Que., and District*, [n.p.].

⁵⁶ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 18 décembre 1914, p. 8.

⁵⁷ *Le Bien Public*, 21 décembre 1916, p. 3.

⁵⁸ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 11 juin 1915, p. 1.

⁵⁹ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 15 septembre 1916, p. 2.

⁶⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 15 août 1913, p. 1.

avait accordé une entrevue à l'influent quotidien montréalais où il précise, notamment, que

the two races live together in perfect harmony, and in fact most of the industrial establishments are in the hands of the minority, yet all of the latter have but good words to say as to the very liberal treatment given out to them by the municipal and religious authorities. His Lordship M^{gr} Cloutier [...] is a very progressive prelate.

Tessier associe même l'évêque à l'enthousiasme dominant. Pour sa part, J.-A. Charbonneau, dans son *Almanach des Trois-Rivières* pour l'année 1912, distingue dans la cité trifluvienne un équilibre harmonieux entre la tradition et la modernité :

Trois-Rivières est l'une des rares villes de cette province où l'on ait conservé aussi intactes et aussi fortes les saines traditions du passé; elle est peut être à l'heure actuelle la ville la plus française du Canada. [...] Mais notre cité si française et si catholique n'est pas réfractaire au progrès; un coup d'œil sur l'aspect général de la ville, le chiffre d'affaires de ses maisons de commerce, l'activité de ses habitants font surgir dans notre esprit que nous, citoyens trifluviens, avons maintenant une conception plus nette de la grandeur de notre ville et de son avenir⁶¹.

Plus loin, Charbonneau entrevoit le jour où la province de Québec « sera orgueilleuse de posséder en la cité de Laviolette l'une de ses villes industrielles les plus considérables et un foyer d'énergie nationale⁶² ». Pour y arriver, Jean-Baptiste Meilleur-Barthe, cité par Charbonneau, estime qu'« il faut consacrer un travail opiniâtre et raisonné⁶³ ». Finalement, le rédacteur de l'almanach trace une esquisse de la mutation qui s'opère dans le paysage local :

⁶¹ Page 51. Joseph-Alfred Charbonneau (1874-1930), est le propriétaire d'une librairie à partir de 1909; il écrit des articles dans *Le Bien Public* et le *Nouveau Trois-Rivières* et publie un almanach de 1912 à 1919 qui fourmille d'informations et de propos intéressants.

⁶² *Ibid.*, p. 52.

⁶³ *Ibid.*, p. 53. Jean-Baptiste Meilleur-Barthe (1870-1927) est le fils de Georges-Isidore Barthe. Il édite le journal de l'exposition de 1896 et *Le Plébiscite* deux ans après; Meilleur-Barthe appuie Laurier à l'élection de 1911. Il est le rédacteur-propriétaire du *Nouveau Trois-Rivières* de 1908 à 1917 et c'est à lui que nous devons les textes sur le développement parus dans ce journal et reproduits ici. Voir *L'Écho de Saint-Justin*, 15 mars 1934, p. 1 et Henri Vallée, *Les journaux*

Voyez les hautes cheminées qui fument constamment, entendez les coups de sifflet stridents, voyez le va-et-vient dans les rues, les mille et un bruits de l'activité humaine qui se meut constamment dans toutes les branches de la vie. [...] C'est l'image de la ville industrielle, de la ville entreprenante qui est en train de vouloir devenir le centre commercial et industriel de toute la région du Saint-Maurice, le pôle connu de tous les trafics étrangers⁶⁴.

Les représentations relatives à la modernité se multiplient, on cherche à illustrer le caractère avant-gardiste du chef-lieu régional⁶⁵ et l'on souhaite son embellissement⁶⁶. *Le Nouveau Trois-Rivières* insiste également sur l'importance de la réclame afin d'attirer le « capitaliste étranger⁶⁷ ». La prospérité est rattachée à une situation de l'emploi avantageuse⁶⁸ ainsi qu'à la pratique de l'achat chez les commerçants locaux⁶⁹. La croissance de Cap-de-la-Madeleine donne également lieu à des propos prometteurs. En 1912, dans une publicité en faveur du Parc Régina, on soutient que quatre millions seront dépensés d'ici cinq ans pour la construction d'usines, de quais et d'infrastructures ce qui, soutient-on, amènera 3 000 ouvriers⁷⁰. Comme à Shawinigan et Grand-Mère, le Progrès est devenu le mot d'ordre de toute initiative et nombre de commerçants l'emploient dans leurs textes publicitaires⁷¹.

trifluviens de 1817 à 1933, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, coll. « Pages trifluviennes », Série A n° 6, p. 72-74.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 64.

⁶⁵ Ainsi dans *Le Courrier*, 29 avril 1913, p. 1 : « Qui pourra dire que Trois-Rivières n'est pas une ville moderne, quand on saura qu'elle possède [sic] plus de 50 autos, 3 garages. Ces autos valent 75 000 \$ ».

⁶⁶ Comme la nécessité de planter des arbres, voir *Le Nouveau Trois-Rivières*, 2 janvier 1914, p. 1.

⁶⁷ 22 mai 1914, p. 1.

⁶⁸ « Un travail continu et des gages [salaires] élevés sont le résultat de la prospérité » peut-on lire dans une publicité en faveur d'une liste de candidats à une élection municipale, *Le Trifluvien*, 18 juillet 1919, p. 1. Voir aussi *L'Éveil*, mai 1918, p. 2.

⁶⁹ Plusieurs articles et publicités paraissent à ce sujet, comme dans *Le Nouveau Trois-Rivières*, 11 juin 1915, p. 1 et dans *Le Courrier*, 18 avril 1916, p. 1, mais surtout durant la récession de 1922-1923, par exemple, *Le Nouvelliste*, 8 mars 1922, p. 4 : « Achetez aux Trois-Rivières, c'est là le prix de rançon [sic] de la prospérité de notre cité »; 8 janvier 1923, p. 4 : « Nous n'aurons de relâche que lorsque l'argent gagné aux Trois-Rivières sera dépensé aux Trois-Rivières ». L'auteur de ce dernier article s'élève contre les achats par catalogues venant de Toronto et de Montréal.

⁷⁰ *Le Bien Public*, 11 avril 1912, p. 2. Voir également la publicité pleine page parue dans *L'Écho du Saint-Maurice*, 18 décembre 1928, p. 25.

⁷¹ Entre autres, celles de Magny & Julien, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 23 mai 1913, p. 8, de l'hôtel Dufresne, 28 novembre 1913, p. 6 et de la librairie Charbonneau, *Le Courrier*, 21 juillet, 1914, p. 2.

3. Symboliques de la modernité

Une intéressante série de publicités pleine page paraît dans les journaux locaux de 1914 à 1916; les illustrations allégoriques que l'on y reproduit sont riches de symbolisme. Ainsi, une page intitulée « La Province de Québec Soulevant le Voile de l'Avenir de la Cité » montre une figure féminine mythologique levant le rideau sur une vue à vol d'oiseau de Trois-Rivières avec quantité de navires dans le port et de cheminées d'usines sur lesquelles se lève un soleil radieux⁷². Une autre vue cavalière de la ville illustre « Three Arguments for Three Rivers, Canada »; sur des concentrations industrielles, on lit « cheap power », sur un convoi ferroviaire, « shipping facilities » et sur des océaniques, « seaport city ». Un texte placé en évidence s'adresse aux investisseurs éventuels : « Capitalistes, faites en la ville des bons placements, la cité idéale pour l'établissement des industries⁷³ ». Une carte générale du Canada est présentée avec une mise en relief de la province et de la ville. Trois flèches sortent d'un bandeau où se trouvent écrits successivement : CANADA the COUNTRY, QUEBEC the PROVINCE, THREE RIVERS the CITY en direction de l'endroit approprié sur la carte⁷⁴. Deux figures mythologiques féminines, l'une représentant le Canada et l'autre, l'Empire britannique, s'exclament d'admiration en se tournant vers la ville. Le texte d'accompagnement, signé W. Joseph Shea, commissaire industriel de Trois-Rivières, se lit comme suit :

Le Canada, l'univers entier a les yeux tournés sur la Cité des Trois-Rivières, sur cette cité qui réunit des avantages industriels uniques et incomparables. Son progrès peut-il nous laisser indifférents ? Unissons-nous et prouvons notre confiance dans l'avenir de la cité trifluvienne

⁷² Illustration parue à plusieurs reprises, notamment dans *Le Nouveau Trois-Rivières*, 18 décembre 1914, p. 3 et 24 décembre 1915, p. 1. Le sous-titre est : « La Cité de Trois-Rivières centre Géographique de la Province, s'impose comme centre Commercial de cette partie du Pays, et en est son Port Naturel ».

⁷³ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 18 décembre 1914, p. 9.

⁷⁴ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 24 décembre 1914, p. 3.

en entrant dans l'esprit du progrès et en coopérant au développement des industries actuelles comme à la création de nouvelles. Aux énergiques l'avenir !⁷⁵.

Enfin, une autre figure féminine, postée devant un soleil levant, tient un océanique dans la main droite et une dynamo électrique dans la main gauche. Elle se tient sur une roue ailée et porte en bandoulière les armoiries de Trois-Rivières dont une vue aérienne avec force navires et usines est placée derrière elle. Le texte de Shea cité précédemment est reproduit sous ses pieds⁷⁶. Ces illustrations symboliques au ton quelque peu appuyé s'inscrivent au cœur des représentations-collectives reliées à l'idée du Progrès et de l'utopie d'expansion illimitée que la croissance soudaine et presque merveilleuse de Trois-Rivières entretenait.

De leur côté, les thèmes illustrés sur les bas-reliefs de la porte Pacifique-Duplessis résument à eux seuls les liens intimes entre passé et présent, entre l'héroïsation de l'histoire et la foi en l'avenir, entre le mythe et l'utopie dans l'imaginaire sous-jacent à l'identité mauricienne. Les illustrations gravées sur le monument érigé en 1938⁷⁷ abordent successivement, du côté nord : l'arrivée de Lavolette en 1634, le frère Pacifique Duplessis enseignant aux jeunes Amérindiens en 1617, les défricheurs, les Forges de Saint-Maurice, un orignal et un canotier; du côté sud : une fileuse au rouet, une maison de ferme, des draveurs sur un cours d'eau, une

⁷⁵ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 24 décembre 1915, p. 6.

⁷⁶ Reproduit à l'Annexe V. *Le Nouveau Trois-Rivières*, 22 décembre 1916, p. 9; *Le Courrier*, 15 décembre 1916, p. 1. Voir également p. 13 où une figure féminine claironne « Made in Canada » devant une illustration idéalisée du port et du centre industriel.

⁷⁷ Les bas-reliefs sont de Jean-Jacques Cuvelier, le tailleur de pierre Télémaire Auger les a gravés, *Le Bien Public*, décembre 1938, p. 8. Des malins insinuèrent que le monument faisait surtout songer au député et premier ministre de la Province, tout comme le régionyme Mauricie...

usine moderne, les silos à grains du port de Trois-Rivières et un barrage hydroélectrique⁷⁸.

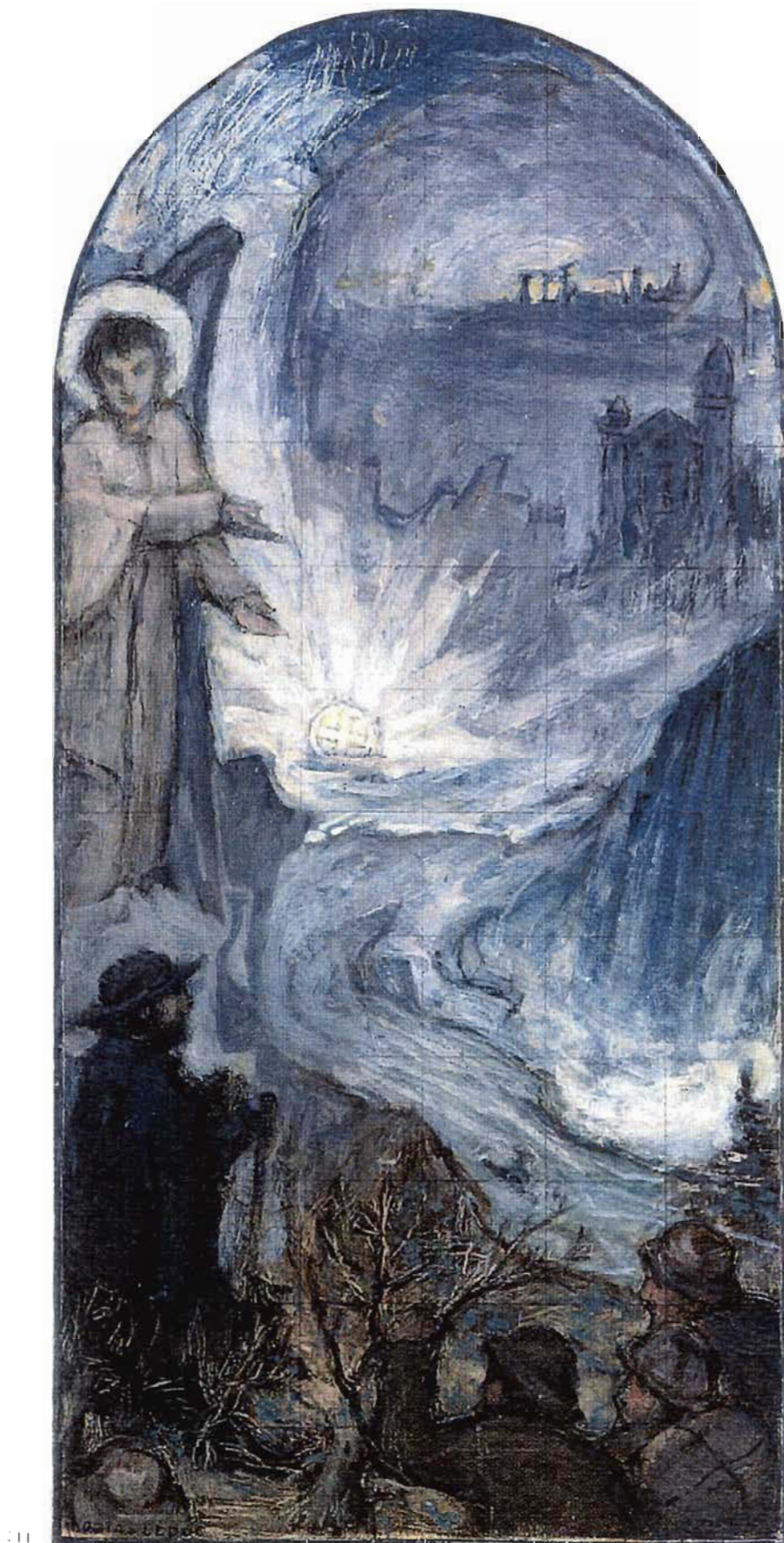
Pour leur part, les fresques d'Ozias Leduc⁷⁹ exécutées dans l'église Notre-Dame-de-la-Présentation à Shawinigan-Sud durant les années 1940 illustrent une thématique fondée sur l'harmonie entre la tradition et la modernité. Recommandé au curé Arthur Jacob par l'abbé Albert Tessier, Leduc entreprend la décoration de l'église en 1943 selon une thématique imposée par le chanoine Jacob. Celui-ci veut décrire les métiers de ses paroissiens comme étant des moyens de rendre gloire à Dieu. Le travail d'évangélisation du Père Jacques Buteux, thème cher à l'abbé Tessier, est représenté mais les sections consacrées à l'industrie sont du plus haut intérêt.

Une fresque représente le Père Buteux entrevoyant en rêve le développement industriel du futur Shawinigan. On reconnaît au premier plan l'église de la Présentation et, derrière, les cheminées des usines. Leduc exécute d'autres fresques où l'on peut voir le semeur dans les champs, le bûcheron dans la forêt mauricienne, le fondeur à l'aluminerie Alcan et le chargeur de meules à la papetière Belgo. De cette façon, unissant spiritualité et activité économique de la Mauricie, Ozias Leduc traduit dans son art l'expression d'un imaginaire collectif fondé sur la dualité harmonieuse tradition/modernité.

⁷⁸ Hélène Gélinas, Daniel Robert, Louise Verreault-Roy et René Verrette, *Inventaire des plaques et monuments suivi d'un relevé des lieux-dits et des toponymes trifluviens*, Trois-Rivières, Société de conservation et d'animation du patrimoine, 1994, p. 32.

⁷⁹ Ozias Leduc, né en 1864 à Saint-Hilaire de Rouville et décédé en 1955 à Saint-Hyacinthe, a consacré la majeure partie de son œuvre à l'exécution de murales pour les églises du Québec, des Maritimes et de la Nouvelle-Angleterre. Voir Jean-René Ostiguy, *Ozias Leduc : peinture symboliste et religieuse*, Ottawa, Galerie nationale du Canada, 1974, 224 p. et Paul Gladu, *Ozias Leduc*, Laprairie, Broquet, 1989, coll. « Signatures », 103 p. et, sur l'œuvre de l'église de Shawinigan-Sud, Lévis Martin, *Ozias Leduc et son dernier grand œuvre*, Montréal, Fides, 1996, 191 p.

FIGURE 9
OZIAS LEDUC, LA VISION DU PÈRE BUTEUX



Tiré de : Lévis Martin, *op. cit.*, p. 117.

FIGURE 10
OZIAS LEDUC, LE BÛCHERON

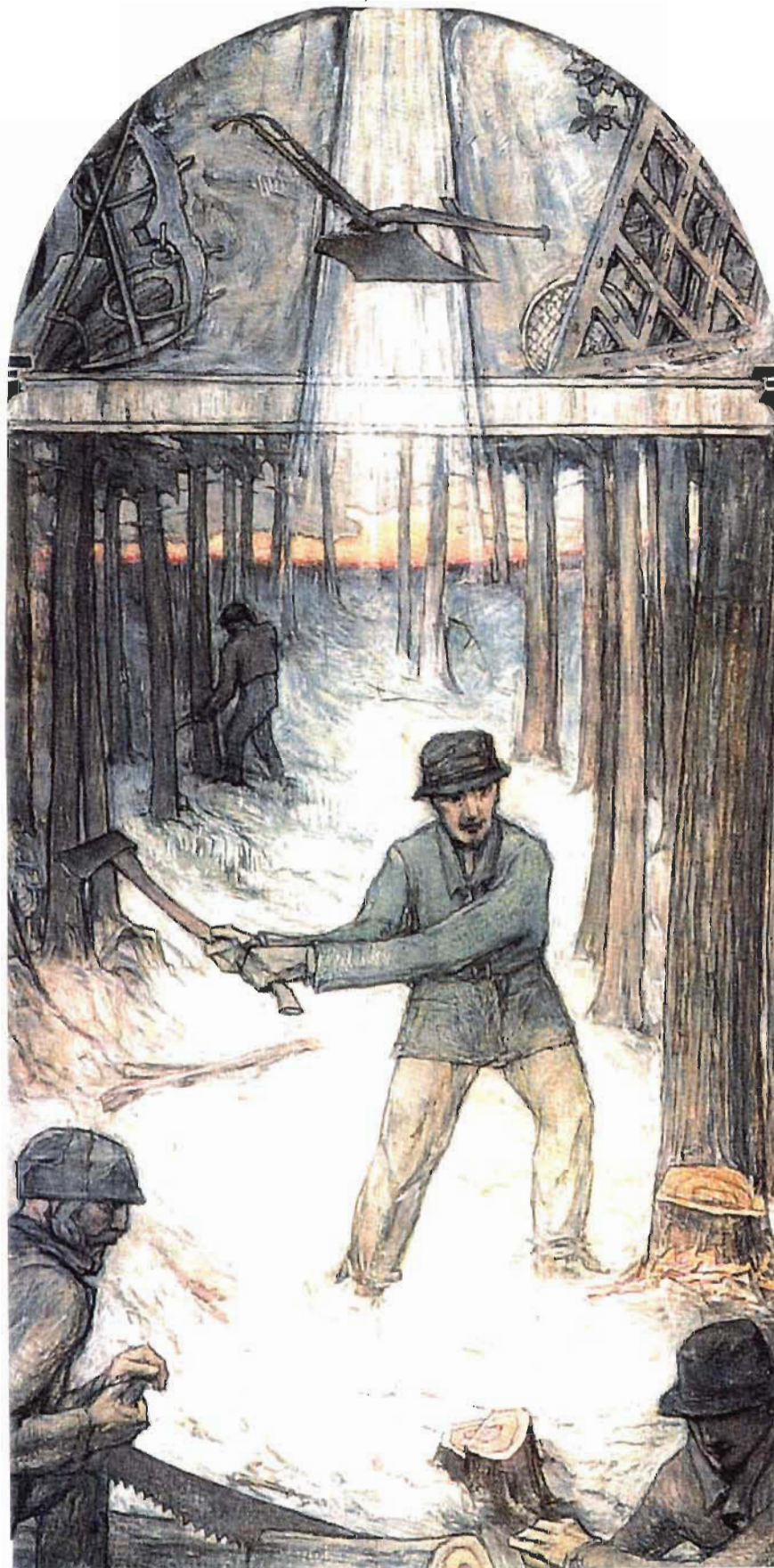


FIGURE 11
OZIAS LEDUC, LE CHARGEUR DE MEULES

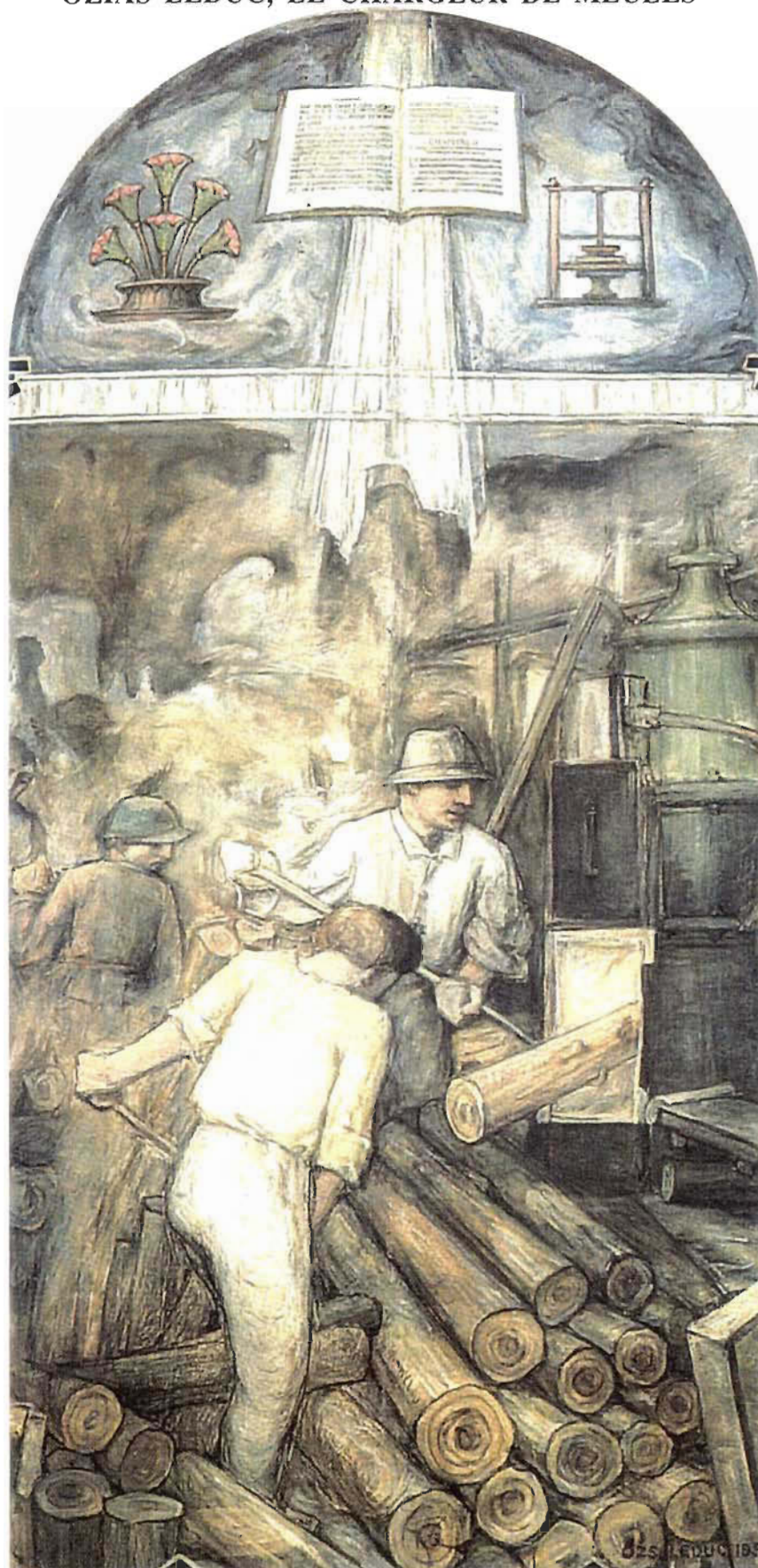


FIGURE 12
OZIAS LEDUC, LES FONDEURS DE MÉTAL



La symbolique amérindienne est présente dans les représentations collectives de la Mauricie. Elle se manifeste au sein d'activités jugées « modernes » comme les deux clubs de golf trifluviens dont les noms respectifs sont Ki-8-Eb et Métabéroutin⁸⁰. Par ailleurs, nous avons mentionné précédemment la source du nom Wabasso pour la grande filature trifluvienne; quant à Wayagamack, nom d'une des sociétés papetières locales, il s'agit d'un lac de la Haute-Mauricie, près de La Tuque. Dans un registre voisin, il est à noter que les armoiries de la ville de Shawinigan illustrent un Amérindien brandissant deux flèches avec la devise « Age quod agis⁸¹ ». Cette forme d'amérindianité s'est cristallisée durant les années trente, dans la foulée du courant régionaliste, principalement dans la revue *Le Mauricien* dans laquelle se retrouvent des photographies d'Amérindiens en page couverture⁸² et plusieurs articles ou récits⁸³. Du reste, la thématique amérindienne est bien représentée dans le corpus littéraire régional comme l'ont démontré deux études des années quatre-vingt⁸⁴. Cette référence amérindienne vise à exalter les vertus de courage, d'endurance physique et d'audace des autochtones auxquelles la modernité régionale cherche à s'identifier.

On porte intérêt envers tout ce qui symbolise la modernité. Par exemple, les innovations technologiques font l'objet d'articles dans lesquels se lisent la fascination et

⁸⁰ Sur Ki-8-Eb, voir *Les Ursulines des Trois-Rivières*, tome I, Trois-Rivières, P. V. Ayotte, 1888, p. 20-22; Métabéroutin est la forme francisée du nom que donnaient les Amérindiens au Saint-Maurice. À noter également le club de chasse et pêche Capitanal, du nom du chef amérindien qui avait réclamé la fondation d'un poste français sur le site trifluvien (*Le Nouvelliste*, 21 septembre 1932, p. 3) et la plage Tomaquah Beach à Pointe-du-Lac qui fait référence à un Amérindien cité dans *Les Ursulines des Trois-Rivières*.

⁸¹ Ce qui se traduit littéralement par « fais ce que tu fais » ou, plus explicitement, « sois attentif à ce que tu fais », cf. Fabien LaRochelle, *Histoires de Shawinigan*, Shawinigan, [s.é.], 1988, p. 19-20.

⁸² Juillet et octobre 1937.

⁸³ Comme juillet 1937, p. 3 et « Madambaskina ou le lac des Tombeaux », par Dollard Dubé, novembre 1937, p. 12-13.

⁸⁴ Lucie Guillemette, « L'imaginaire du Saint-Maurice dans le conte littéraire québécois d'inspiration mauricienne », mémoire de maîtrise (Études littéraires), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1984, p. 7-20; Guildo Rousseau et Jean Laprise, « La langue des bois : le toponyme amérindien dans le roman québécois », *Voix et images*, vol. X, n° 1, automne 1984, p. 69-92. Cette dernière étude se penche également sur l'élimination d'un grand nombre de toponymes amérindiens depuis 1900, cf. p. 71, note 5.

l'émerveillement envers toute nouveauté. Les usages thérapeutiques de l'électricité⁸⁵, la diffusion du phonographe⁸⁶, la pose du câble téléphonique sous le fleuve en 1905⁸⁷, les débuts de l'automobile⁸⁸, les vols de l'aviateur français Vézine au-dessus de la ville en 1918 et 1919⁸⁹ de même que l'arrivée de la radiophonie⁹⁰ et du cinéma⁹¹ suscitent à tour de rôle l'attention des journaux locaux. En 1930, *L'Écho de Saint-Justin* détaille ainsi la liste des « sept merveilles du monde moderne » : 1) la télégraphie et la radio, 2) le téléphone, 3) l'aéroplane, 4) le radium, 5) l'antiseptie et l'antitoxine, 6) l'analyse par le spectroscope, 7) les rayons X⁹².

⁸⁵ *Le Trifluvien*, 4 juin 1901, p. 3. Sur les rayons X, voir *Le Trifluvien*, 9 juin 1903, p. 4 et *Le Bien Public*, 20 février 1913, p. 1.

⁸⁶ *Le Trifluvien*, 8 janvier 1907, p. 8. *Le Nouvelliste* rapporte (11 juin 1943, p. 4, 10) que les élèves du Séminaire avaient fait don d'un phonographe en juillet 1893 au moyen duquel la voix de M^{gr} Lafleche aurait été reproduite.

⁸⁷ *Le Trifluvien*, 15 août 1905, p. 8.

⁸⁸ Les débuts de l'automobile à Trois-Rivières se situeraient à 1905 selon l'historique du *Nouvelliste*, 14 avril 1923, p. 1, 2, qui voit, dans ce moyen de transport, « non un sport de nouveau riche, mais le véhicule indispensable ». Au même moment, on recense 578 automobiles à Trois-Rivières, 268 à Shawinigan, 187 à Grand-Mère, 99 à Cap-de-la-Madeleine et 56 à La Tuque, *St. Maurice Valley Chronicle*, 14 avril 1922, p. 1. *Le Nouvelliste* suggère la parution d'un guide sur Trois-Rivières à l'intention des automobilistes qui passent par la ville, 7 avril 1923, p. 4.

⁸⁹ *Le Trifluvien*, 31 octobre et 8 novembre 1918, p. 1; *Le Bien Public*, 11 septembre 1919, p. 1.

⁹⁰ Des démonstrations de la radio sont données à Saint-Justin (*L'Écho de Saint-Justin*, 2 avril 1923, p. 11) et, la même année, une station privée trifluvienne diffuse les concerts d'un jazz band composé de musiciens canadiens-français (*Le Nouvelliste*, 10 décembre 1923, p. 5). De son côté, *Le Bien Public* fait paraître à partir de 1924 une chronique de radio où la programmation des stations, toutes américaines ou anglophones, sauf CKAC, est présentée fidèlement.

⁹¹ Ce qui retient le plus l'intérêt de la presse locale dans les innovations est sans contredit les commencements pittoresques du cinématographe. Les premières représentations ont lieu en novembre 1896; elles se succèdent durant au moins huit jours au restaurant National; des foules se pressent, selon *Le Trifluvien*, 27 novembre 1896, p. 3. Nous avons retracé 27 articles entre 1897, quand le combat de lutte Corbett-Fitzsimmons est représenté, et 1909 alors que le « théâtre » Bijou est ouvert. Il est question de théâtregraphe, du viroscope, du zéoscope, du waragraphe, du lacoutroscope, de l'historiographe du vicomte d'Hauterive, du cinématographe de Lyon et même du laviolettoscope (*Le Nouveau Trois-Rivières*, 22 octobre 1908, p. 4) dont le nom lie tradition et modernité... Les sujets touchent l'actualité, l'histoire (Jeanne d'Arc) et les combats de lutte. La plupart des représentations se donnent d'abord à la salle publique de l'hôtel de ville, puis au « patinoir » (ou Jardin) Laviolette. M^{gr} Cloutier se prononce contre l'ouverture d'un théâtre de « vues » (*Le Trifluvien*, 9 juillet 1901, p. 2) mais, peine perdue, l'engouement est irrésistible. À partir de 1909 des salles de cinéma telles que nous les connaissons aujourd'hui sont ouvertes. Voir l'article de Rosario Blanchet dans *Le Nouvelliste*, 19 octobre 1949, p. 17, 19, pour la période après 1909.

⁹² Mars 1930, p. 13.

4. Les espoirs d'un développement illimité

Le milieu trifluvien met beaucoup d'espoir dans la période de prospérité qui succédera, croit-il, à la Première guerre⁹³, mais la réalité se révèle passablement moins réjouissante que prévu. La forte récession de l'après-guerre provoque des inquiétudes⁹⁴ qu'un discours optimiste tente de balayer vigoureusement : par exemple, le président de la Chambre de commerce, Wilfrid Gariépy, émet une profession de foi en l'avenir de Trois-Rivières :

S'il y a eu une accalmie dans notre progrès, c'est dû à des causes anormales qui disparaîtront rapidement et tout annonce, pour l'année courante, un essor incontestable. Il y aura du travail, c'est certain; mais voyons à ce que nos propres concitoyens soient les premiers à en bénéficier et continuons notre surveillance afin que le coût de la vie reste dans des bornes raisonnables. Il est trop vrai que, durant la période de guerre, trop de nos ouvriers ont donné le meilleur de leurs salaires à des profiteurs sans entrailles, mais ce temps est passé. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, tous les citoyens comme tous les visiteurs restent convaincus de l'avenir des Trois-Rivières⁹⁵.

Effectivement, la prospérité est de retour en 1923, les projets se multiplient et l'enthousiasme s'empare des tenants du discours de développement. Leurs perspectives sont ambitieuses : ainsi, le député Jacques Bureau avance, dans un discours à la Chambre des Communes, que Trois-Rivières sera, dans un quart de siècle, « le centre

⁹³ Voir *Le Courrier*, 15 décembre 1916, p. 13 et *Le Bien Public*, 21 décembre 1916, p. 2.

⁹⁴ La situation commence à se détériorer au début de 1919; l'année 1921 est très difficile : Wayagamack, Canada Iron, Tebbutt Shoe & Leather et St. Maurice Paper cessent momentanément leur production et les ouvriers subissent des réductions de salaires, *Le Bien Public*, 6 février 1919, p. 1; 9 décembre 1920, p. 2; *Le Nouvelliste*, 7 janvier 1921, p. 8; 15 mars 1921, p. 1; 11 et 12 mai 1921, p. 1; 4 juillet 1921, p. 1. L'activité économique reprend de la vigueur à partir de l'automne, *Le Nouvelliste*, 19 septembre 1921, p. 8, bien que le problème des sans-travail demeure préoccupant, *Le Bien Public*, 20 septembre 1921, p. 1; 27 septembre 1921, p. 8.

⁹⁵ Cité dans une publicité intitulée « En avant Trois-Rivières », *Le Nouvelliste*, 1^{er} avril 1922, p. 9. Wilfrid Gariépy (1877-1960), né à Montréal, pratique d'abord le droit en Alberta où il devient ministre des Affaires municipales de 1913 à 1918. Arrivé à Trois-Rivières vers 1921, il défend les couleurs du parti libéral et représente la circonscription locale à Ottawa de 1935 à 1940 et de 1945 à 1949.

industriel du pays⁹⁶ ». Trois-Rivières est maintenant la « troisième cité de la Province et la deuxième en importance du point de vue industriel », précise pour sa part le gérant fondateur du *Nouvelliste* qui célèbre cette ville « si bien située et si progressive, habitée par une population intelligente et agressive [*sic*], dirigée par des hommes d'affaires et de profession aux vues larges et à l'esprit entreprenant⁹⁷ ».

Une publicité de la brasserie Dow décrit la ville comme étant un « foyer d'énergie nationale⁹⁸ » et le maire Arthur Bettez vante son progrès rapide et extraordinaire sur les ondes de la station radiophonique CKAC à Montréal⁹⁹. « Future métropole » qui atteindra 100 000 habitants dans dix ans, « la reine du papier [...] deuxième ville industrielle en importance de notre province », « métropole de l'avenir, centre de l'industrie de la pulpe et du papier du monde », lisons-nous dans des publicités pleine page que fait paraître la municipalité dans les journaux de la région¹⁰⁰. Les textes de brochures décrivant Trois-Rivières sont de la même encre. Ainsi, dans *The City of Three-Rivers* [*sic*], *P. Q., Canada*, que fait paraître en 1910 l'Association des citoyens de Trois-Rivières, on avance avec conviction que :

The history of Canada in the next 50 years will be that of the United States in the 50 years of the last century. [...] Its industries are bound to expand. New industries will harness the forces that now lie ready to be used in the Great St. Maurice Basin. Of this vast territory, Three Rivers is the gateway. The day is not far distant when Three Rivers will be a city of 40,000 or 50,000 people; when manufacturing sites will hear the hum of countless industries and when its harbor will have four and five times the ocean tonnage it has to-day¹⁰¹.

⁹⁶ Rapporté dans un article du *Nouvelliste*, 16 juin 1923, p. 1, intitulé : « Trois-Rivières sur le pied de Montréal et Québec ». Les espoirs ont trait à des projets de voies ferrées, de gares, de silos à grain et à l'agrandissement du port. Voir 17 avril 1923, p. 1.

⁹⁷ *Le Nouvelliste*, 4 juillet 1923, p. 5.

⁹⁸ *Le Bien Public*, 12 juin 1924, p. 5.

⁹⁹ *Le Bien Public*, 27 janvier 1925, p. 1.

¹⁰⁰ *L'Écho du Saint-Maurice*, 1^{er} septembre 1927, p. 1 et 2; 6 septembre 1928, p. 9 et 10; 28 mars 1929, p. 3.

¹⁰¹ Page 31.

Sur la même lancée, Trois-Rivières, « this northern metropolis in the making », est considérée comme étant « the fastest growing city in Canada¹⁰² » dans le document promotionnel de 1928.

Dans leur démesure même, ces propos dithyrambiques dénotent l'euphorie que l'action conjuguée des nouvelles relatives au développement et de l'élan donné à l'économie qui en découlait faisait naître dans les milieux les plus divers. Maires, députés, éditorialistes et présidents de la Chambre de commerce sont des témoins privilégiés, quoique en grande partie passifs, du phénomène de l'industrialisation et de l'urbanisation accélérées. En fait, comme dans les centres industriels de l'hinterland mauricien, la direction des grandes entreprises échappe au milieu local et il arrive fréquemment qu'elle échoie à des étrangers au pays¹⁰³.

5. Le feu de 1908, une renaissance symbolique

Ce tour d'horizon des propos relatifs au développement de Trois-Rivières ne saurait être complet sans la mention du discours fondateur élaboré à la suite de l'incendie du 22 juin 1908 qui réduit en cendres la totalité du centre des affaires et une partie du quartier historique. Après coup, on fait du sinistre de 1908 le déclencheur de la croissance spectaculaire des années dix et vingt. La presse, tant de l'extérieur que de Trois-Rivières, souligne avec fierté qu'une ville belle et moderne, aux larges avenues et à l'architecture attrayante, a surgi des ruines de la vieille ville. Le courage, l'union et

¹⁰² *Three Rivers, Fastest Growing City in the Province of Quebec*, [n.p.].

¹⁰³ Ainsi, en 1925, le bureau de direction de St. Maurice Paper Co. Ltd. se compose de cinq Américains (dont le président et les deux vice-présidents) et de quatre Canadiens, dont un seul est domicilié dans la région, *Trois-Rivières/Three Rivers P. Q. Canada*, p. 26.

l'esprit d'initiative des commerçants qui ont recommencé à zéro sont salués avec chaleur; on en fait le fondement de l'esprit nouveau qui souffle sur Trois-Rivières :

The fire, while a great loss, served to cement the Council, Board of Trade, Citizens' Association and Harbor Commission in a closer union to work for the industrial and financial advancement of the city. The shock of the conflagration brought to the surface the resourceful energy and spirit of its people¹⁰⁴.

Le feu a stimulé la croissance industrielle et commerciale, apprenons-nous dans une brochure promotionnelle¹⁰⁵, et constitue le point tournant du développement de la ville. Quatorze ans après l'événement, *Le Nouvelliste*, en éditorial, affirme que tous et chacun ont à se féliciter [*sic*] du feu :

Ce malheur [...] a permis à une ville stationnaire de se dépouiller du « vieil homme » et de grandir rapidement. On ne se cachait pas pour dire, après la reconstruction de la ville incendiée, que la conflagration avait fourni l'occasion à notre cité de changer son apparence et de muer de village en ville.

Trois-Rivières alors s'est donc réveillée comme le Phénix qui renaît de ses cendres. Un sang nouveau a coulé dans ses veines; ses ailes se sont agrandies; ses yeux ont embrassé plus d'un horizon; ses cris ont appelé du dehors des hommes de bonne volonté. Alors naquit une ville industrielle et sa croissance, dans cette sphère, fut prodigieusement rapide¹⁰⁶.

Il nous semble assuré que le feu de 1908 a exercé un impact sur le dynamisme local¹⁰⁷. Toutefois, la reconstruction, avec l'activité subite qu'elle a engendrée, de même que le bouleversement dans le paysage du centre-ville ont stimulé les imaginations¹⁰⁸ sans doute encore plus que l'économie en soi; le dynamisme du milieu

¹⁰⁴ *The City of Three Rivers P. Q. Canada*, p. 31. Voir aussi p. 4.

¹⁰⁵ *Three Rivers, Fastest Growing City in the Province of Quebec*, [n.p.].

¹⁰⁶ 23 juin 1922, p. 4.

¹⁰⁷ Comme la fondation, moins d'un mois après la catastrophe, du journal qui porte le nom approprié de : « *Le Nouveau Trois-Rivières* ». Pour sa part, le chef de la fanfare locale, Henri Weber, compose une marche intitulée : *Le nouveau Trois-Rivières* en 1909 puis une autre, *Vive Trois-Rivières*, l'année suivante, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 21 mai 1909, p. 4; 24 juin 1910, p. 6. Voir notamment *Le Trifluvien*, 4 février 1908, p. 8 et 2 juin 1908, p. 1, où il est question d'une construction domiciliaire très intense et de la cherté des logements.

¹⁰⁸ La presse locale est très diserte à ce sujet par exemple : *Le Nouveau Trois-Rivières*, 17 juillet 1908, p. 1, 23 juillet 1908, p. 1 et 2; 30 juillet 1908, p. 1 et 5. Le mythe de l'origine de la

d'affaires local a été fouetté et non mis au monde; ce milieu n'étant d'ailleurs pas le maître d'œuvre principal de la seconde phase d'industrialisation de la ville. Le clergé local, quant à lui, ne se prive d'exprimer des avis concernant la prospérité subite qui s'abat sur la ville.

6. L'attitude du clergé en rapport avec le progrès

Mgr François-Xavier Cloutier, le successeur de Mgr Laflèche, exprime sa pensée à de multiples reprises sur la question du progrès; il opère des distinctions dont il fait part dès la cérémonie de son sacre comme évêque en 1899 :

Les chefs spirituels, en effet, occupés par état des intérêts éternels, ne sont pas pour cela indifférents à ceux du temps présent. Avec quelle sollicitude, au contraire, ils suivent du regard ceux qui sont spécialement chargés de ces intérêts matériels ! [...] Comme ils admirent les étonnantes productions de leur intelligence et de leur génie, [...] les merveilles de leur industrie, leurs découvertes toujours progressives et tendant à améliorer la condition humaine. [...] Aussi longtemps donc que les évolutions de l'activité humaine au milieu des choses terrestres ne blessent en rien la volonté suprême de Dieu, ceux qui sont chargés des âmes et des intérêts éternels n'ont qu'à admirer et approuver¹⁰⁹.

D'entrée de jeu, le chef du diocèse appuie en principe le développement matériel pourvu qu'il n'aille pas à l'encontre d'un type supérieur de progrès, qui est le progrès des âmes. Il expose ses vues dans des sermons¹¹⁰ et lorsqu'il est appelé à prendre la parole, comme au congrès pédagogique de 1906, il en profite pour expliquer que « le progrès auquel nous tenons surtout, ce n'est pas tant le progrès matériel et même

prospérité par le feu de 1908 revient dans *Le Nouvelliste*, 22 juin 1928 p. 3 et 7. Les contemporains ont rapidement associé le nouveau visage du centre-ville à la prospérité; cela ne se fait pas toujours sans nostalgie : « Ah ! Si Benjamin Sulte sortait un soir de sa tombe pour visiter le nouveau Trois-Rivières, que de changements il noterait depuis son enfance ! Que sont devenus les Hart, les Gouin, les Turcotte et tant d'autres ? Et quelle est toute cette nouvelle agitation industrielle qui est venue suppléer celle des Baptist ? », s'exclame Léon Gérin, *Antoine Gérin-Lajoie. La résurrection d'un patriote canadien*, Montréal, Éditions du Devoir, 1925, p. 291.

¹⁰⁹ *Le Trifluvien*, 29 juillet 1899.

¹¹⁰ Par exemple, *Le Trifluvien*, 9 janvier 1903, p. 4.

intellectuel que le progrès moral¹¹¹ ». « Le progrès matériel, s'il n'est pas accompagné du progrès moral, est un progrès **faux**¹¹² et conduit à la ruine plutôt qu'au succès » précise-t-il à la suite de désordres survenus à la foire agricole¹¹³.

L'évêque trifluvien crée une forte impression au Concile plénier de Québec en 1909 lorsqu'il prend la parole devant deux mille ouvriers rassemblés à l'église Saint-Sauveur. Il explicite la distinction que l'Église apporte entre progrès matériel et progrès moral :

Dans la marche en avant de la civilisation, le progrès moral doit aller de pair avec le progrès matériel. Le progrès matériel est le moteur qui imprime le mouvement au char social; le progrès moral est le frein qui en modère l'allure et permet de le diriger. Tant que l'équilibre se maintient entre ces deux forces, tout va bien et la marche est sûre; mais si l'équilibre se rompt, si le progrès matériel coïncide avec la décadence morale, la société perd sa voie et court aux abîmes¹¹⁴.

M^{gr} Cloutier complète sa pensée dans un sermon prononcé à la cathédrale le jour de l'An 1911, alors que la vague du progrès déferle sur Trois-Rivières :

Il est donc faux de dire que l'Église est hostile au progrès. Mais si l'on entend par progrès ce renversement des choses rêvé par certains novateurs modernes, alors oui, l'Église est hostile à ce que l'on est convenu d'appeler : le progrès moderne. Progrès moderne qui, sous prétexte de libérer l'intelligence, prêche la licence de l'esprit, invite à secouer le joug de l'autorité légitime pour désunir les familles, désagréger les sociétés et plonger les peuples dans les affres de l'anarchie. Progrès moderne qui prêche les joies faciles et qui offre les raffinements du luxe à toutes les passions voluptueuses et dégradantes. Progrès moderne qui favorise outrageusement le lucre des magnats de l'industrie en mettant au service de leur cupidité ces machines tueuses d'hommes, ces machines qui commandent et auprès desquelles l'humble ouvrier ne devient que l'instrument passif, l'esclave de l'ogre d'acier qu'il s'épuise à servir nuit et jour¹¹⁵.

¹¹¹ *Le Trifluvien*, 14 août 1906, p. 4.

¹¹² En gros caractères dans le texte.

¹¹³ *Le Bien Public*, 31 août 1909, p. 1.

¹¹⁴ *Le Premier Concile Plénier de Québec*, Québec, Imprimerie de l'Événement, 1910, p. 192. *Le Bien Public* et *Le Nouveau Trois-Rivières* reproduisent l'allocution.

¹¹⁵ *Le Bien Public*, 3 janvier 1911, p. 1.

Dans la même ligne de pensée, l'abbé Hervé Trudel, sous le pseudonyme Parfondeval, écrit que « la poussière soulevée au passage par le char du Progrès avait, sur le sol canadien même, grisé beaucoup de natures par trop enthousiastes¹¹⁶ ». D'après le clergé, la mentalité traditionnelle nourrie de frugalité et d'endurance est menacée par le luxe et la facilité présentés par le nouveau mode de vie qu'amènent l'industrialisation et l'urbanisation. *Le Bien Public*¹¹⁷ rapporte un autre sermon de M^{gr} Cloutier sous le titre : « Ce n'est plus la bonne ville d'autrefois ». La dénonciation de l'égoïsme, des spectacles, des danses modernes et du théâtre s'y trouve clairement exposée. Le chef spirituel conclut par un cri du cœur :

J'ai vu cette ville des Trois-Rivières alors qu'elle était peu considérable, mais alors qu'on pouvait dire d'elle que c'était la bonne ville des Trois-Rivières. Ne dites plus aujourd'hui : la bonne ville, car elle ne l'est pas. Si la ville a progressé matériellement, elle a rétrogradé au point de vue moral.

Ces propos restrictifs n'empêchent pas les membres du clergé d'applaudir l'arrivée de nouvelles entreprises, témoin l'allocution du chanoine Denoncourt lors de la bénédiction des fours à chaux de la carrière de Saint-Louis-de-France¹¹⁸.

William Ryan s'est penché sur les rapports que M^{gr} Cloutier a entretenus avec les dirigeants des grandes entreprises trifluviennes, principalement avec C. R. Whitehead. La question du travail du dimanche, que l'Église réprouve en principe, constitue un sujet de litige que l'évêque sait résoudre avec habileté et à propos. Il tolère que les ouvriers se présentent au travail le dimanche quand, par exemple, la bonne

¹¹⁶ *Le Bien Public*, 12 août 1915, p. 1.

¹¹⁷ 27 janvier 1921, p. 1. Incidemment, Barnard reprend les propos d'Henri Bourassa contre l'industrialisation à outrance. Le célèbre tribun aurait déclaré, après une visite à Trois-Rivières, qu'il est préférable de développer les ressources naturelles plutôt que le coton, *Le Bien Public*, 21 juin 1921, p. 1. Voir aussi la lettre pastorale de M^{gr} Cloutier sur la famille de 1928, *Mandements, Lettres pastorales et Circulaires des évêques de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, p. 400-401, où se retrouvent des propos de même nature.

¹¹⁸ *Le Nouvelliste*, 9 décembre 1922, p. 1.

marche de l'équipement l'exige; par contre, il se montre plus ferme en ce qui a trait au secteur des pâtes et papiers¹¹⁹. Le problème des fêtes d'obligation survenant un jour de semaine est plus délicat. À ce sujet, un contremaître de Wabasso menace de congédier les ouvriers qui s'étaient absentés pour assister à la messe lors d'une fête d'obligation, l'Immaculée Conception, le 8 décembre 1920. Les journaux protestent, le maire Tessier et Whitehead rencontrent M^{gr} Cloutier afin de déterminer quelles fêtes seront chômées à l'avenir et en arrivent, semble-t-il, à un compromis satisfaisant¹²⁰.

Cette souplesse dans l'approche n'empêche pas M^{gr} Cloutier d'appuyer fortement la Ligue du Dimanche qui lutte contre les entreprises appliquant la production répartie sur sept jours. Ainsi, le prélat trifluvien signe la requête du conseil trifluvien de la Ligue du Dimanche adressée au premier ministre de la province et concernant les usines de pâtes et papiers¹²¹. Par ailleurs, Ryan souligne l'importance du rôle joué par l'évêque dans la mise en place des syndicats catholiques et du réseau des caisses populaires sur lesquels nous reviendrons plus loin¹²². M^{gr} Cloutier craint par-dessus tout l'immixtion du socialisme par les syndicats internationaux de même que les excès du capitalisme; sa hantise du libéralisme, qu'il a héritée de son prédécesseur, se fait également sentir dans une lettre au fondateur du Mouvement Desjardins :

[...] notre cher pays s'en va à la révolution, si nous ne savons pas nous lever à temps et arrêter le libéralisme religieux, social, politique et économique qui mine sourdement notre peuple. [...] Voyez donc comment nos ouvriers s'en vont, avec la meilleure foi du monde, vers le

¹¹⁹ Ryan, *op. cit.*, p. 108-109. L'auteur a consulté la correspondance entre l'évêque et Whitehead. Il signale que M^{gr} Cloutier a demandé au gouvernement d'améliorer la législation afin que les compagnies reçoivent une protection contre leurs concurrents. Voir la lettre circulaire de M^{gr} Cloutier datée du 12 juin 1924.

¹²⁰ *Le Bien Public*, 9, 16 et 30 décembre 1920, p. 1; *Le Nouvelliste*, 9 décembre 1920, p. 1; 13 décembre 1920, p. 8.

¹²¹ *Le Bien Public*, 23 février 1926, p. 1. L'article signale que les employés de Belgo ont refusé de travailler durant les cinq dimanches du mois précédent. Voir Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains, (1918-1929)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, p. 99, 104, 184, 192.

¹²² Ryan, *op. cit.*, p. 109-111 et p. 101-103; Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 1995, p. 52-54.

socialisme. Ils y sont poussés par les excès du capitalisme, par la nécessité de défendre leur vie; [...] Il faudrait les associer dans des unions vraiment chrétiennes¹²³.

En définitive, il nous paraît inexact d'affirmer que les dirigeants religieux s'opposent au progrès en soi, mais ils émettent des réserves et prennent position contre certains aspects qui vont à l'encontre de l'enseignement de l'Église. D'ailleurs quelques-uns des problèmes que le clergé soulève ne sont pas sans fondements comme on le verra plus loin.

7. La fin d'un rêve : la Grande Dépression

Au sein de l'opinion publique en 1929, rien ne laisse transpirer l'imminence d'une crise économique car, en Mauricie, plusieurs des grandes entreprises viennent tout juste de procéder à des investissements importants¹²⁴ qui laissent croire en la poursuite de la croissance¹²⁵. Au lendemain du krach de la Bourse de New York, *Le Nouvelliste* reproduit les propos du président des États-Unis selon lequel le krach ne diminuera pas la prospérité, les affaires du pays étant établies sur une base solide¹²⁶.

Toutefois, les premiers mois de 1930 se heurtent à la dure réalité d'une crise économique beaucoup plus grave que celle que l'on avait connue une dizaine d'années auparavant. La production est ralentie dans tous les secteurs, et les usines licencient de

¹²³ Lettre de M^{gr} F.-X. Cloutier à Alphonse Desjardins, 7 septembre 1912, reproduite en partie dans Rousseau et Levasseur, *op. cit.*, p. 53.

¹²⁴ Deux machines à papier sont installées à l'usine de Canada Power & Paper Corp. à Shawinigan et deux autres à celle de St. Lawrence Paper Mills à Trois-Rivières, une usine de fibres spéciales de Brown Corp. à La Tuque commence la production, Laurentide termine son agrandissement à Grand-Mère, etc., Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 185, 201, 218 et 243.

¹²⁵ *Le Nouvelliste*, 26 octobre 1929, p. 12 : « Nous avons foi en l'avenir de la Vallée du St-Maurice ».

¹²⁶ 26 octobre 1929, p. 1.

nombreux travailleurs acculés au chômage; certaines entreprises ferment même temporairement leurs portes¹²⁷. En 1933, c'est le quart des Trifluviens qui doivent compter sur les maigres ressources du secours direct. Les conditions de vie se dégradent de façon inquiétante. Ainsi, pour cette triste année 1933, le taux de mortalité pour la strate 0-4 ans est trois fois plus élevé qu'ailleurs dans la Province¹²⁸. Le Conseil municipal, à l'instar des paliers supérieurs de gouvernements, essaie tant bien que mal d'alléger la misère des sans-travail et la charité publique doit s'exercer dans toutes les directions. La situation du logement est déplorable dans plusieurs des paroisses de la ville.

Toute cette détresse n'est pas sans influencer les propos que tiennent les élites. Quelque chose casse définitivement dans l'enthousiasme entretenu sans défaillance depuis une trentaine d'années : symboliquement, le nom du bac qui effectue la traversée du fleuve est changé en juin 1930; il s'appelait *Le Progrès*, il portera désormais le nom de *La Vérendrye*, un héros de la Nouvelle-France qui a vécu à Trois-Rivières¹²⁹. L'amertume découlant de la désillusion est considérable et les dirigeants sont pointés du doigt. « Si les jeunes veulent accomplir quelque chose pour leur pays, écrit Raymond Douville, s'ils ont besoin de directives et de principes, ils n'iront pas les demander à ceux qui ont conduit le pays dans le marasme par leur égoïsme, leur vilenie et leur cupidité¹³⁰ ». On en profite pour raviver le thème de la supériorité des valeurs de l'esprit sur celles de la matière. Ainsi, l'abbé Albert Tessier soutient, en 1934, que

¹²⁷ Nous résumons ici la description des effets de la Crise présentée dans notre mémoire de maîtrise, « Le régionalisme mauricien des années trente », p. 41-45 et 48-50.

¹²⁸ Voir François Guérard, « La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939. Trois-Rivières et Shawinigan », thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1993, xiii-525 p.

¹²⁹ *Le Nouvelliste*, 13 juin 1930, p. 3.

¹³⁰ *Le Bien Public*, 16 novembre 1933, p. 1.

[Trois-Rivières] a appris de nouveau, à la lumière de la crise qui a foudroyé tant d'esprits imprudents, que la flamme et les puissances de l'esprit restent les seules choses stables, quand la foi y met la clairvoyance et l'équilibre ! Aussi, dans la glorification de ses trois siècles d'existence, c'est avant tout vers les grandeurs spirituelles que notre ville veut se tourner ! Elle veut demander à ceux qui ont donné pour elle leur cœur et leur vie de lui **réapprendre** le secret des fortes vertus d'ordre, de fierté, de ténacité qu'ils pratiquaient avec plénitude et qui ont donné à leur vie cette splendide fécondité dont nous bénéficions aujourd'hui¹³¹.

Le détachement des biens de la terre est préconisé : « Le remède à la crise, écrit l'abbé Armand-S. Tessier, il est tout trouvé : cherchez avant tout le Royaume de Dieu et sa justice et le reste vous sera donné par surcroît. [...] Ne nous inquiétons pas trop du lendemain, pensons à l'unique chose qui est nécessaire, sauver son âme¹³² ». Ce discours n'appartient pas en exclusivité au clergé. Le député Charles Bourgeois, à l'occasion du nouvel an, écrit : « À défaut de richesses matérielles, sachons reconnaître l'incalculable valeur des richesses spirituelles accumulées depuis trois siècles d'existence¹³³. »

Divers remèdes sont proposés contre « l'industrialisme à outrance¹³⁴ » accusé d'avoir provoqué la crise, notamment le développement de l'artisanat et des petites entreprises. Un comité est formé en 1936 afin de stimuler « la petite industrie mauricienne » faisant appel à des activités traditionnelles : fer forgé, petits meubles,

¹³¹ *Le Bien Public*, 31 mai 1934, p. 2. Tessier revient sur cette idée dans son *Trois-Rivières 1535-1935*, p. 186-187. Après avoir donné des statistiques sur le progrès de la région, il écrit : « Faut-il se réjouir de cette brusque poussée en avant ? Ce progrès matériel trop subit résistera-t-il aux coups du temps ? Il est bien difficile de ne pas entretenir d'appréhensions sur la solidité d'entreprises développées avec une telle frénésie. [...] Et gardons-nous de nous laisser éblouir par tous ces développements qui touchent presque au fantastique. Laissons le temporel à son rang. C'est par son âme, par son esprit, qu'on juge la valeur véritable d'un groupe humain. »

¹³² *Le Bien Public*, 14 septembre 1933, p. 5. Des pèlerinages au sanctuaire Notre-Dame-du-Cap sont organisés et rassemblent jusqu'à 25 000 personnes. L'évêque de Trois-Rivières estime que ce genre de manifestations religieuses constitue « le remède providentiel aux maux contemporains », *L'Écho de Saint-Justin*, octobre 1931, p. 6-7.

¹³³ *Le Bien Public*, 28 décembre 1933, p. 1.

¹³⁴ La formule est de l'abbé Albert Tessier. Voir « Le régionalisme mauricien des années trente », p. 333-334, à propos de sa perception de la Crise, laquelle est née, selon lui, du « déséquilibre moral causé par la difficulté à plier l'esprit [...] au rythme tout de mesure et de sagesse de la nature ».

jouets, statuettes, tricots, tissage, peinture et sculpture¹³⁵. Dans cette direction, un Club des Artisans trifluviens est créé afin d'occuper les chômeurs et d'« empêcher nos ouvriers de sympathiser avec les doctrines hypocrites et perverses¹³⁶ ». Par ailleurs, *Le Bien Public* propose le retour à la terre aux diplômés sans travail¹³⁷.

8. Les soubresauts de l'administration municipale

Le Conseil municipal semble pris de court par l'expansion soudaine qui se dessine à partir de 1907, entravé qu'il est par la partisanerie politique. *Le Bien Public* dénonce vigoureusement cet état de chose en stigmatisant le laisser aller et l'incompétence des édiles¹³⁸; il en vient à suggérer la création d'une association de citoyens qui surveillerait de près le Conseil municipal et verrait à ce que les intérêts de Trois-Rivières soient défendus le mieux possible¹³⁹.

La réunion de fondation de l'Association des citoyens des Trois-Rivières se tient en avril 1910. Le Dr Charles-Numa De Blois, président du comité fondateur,

¹³⁵ *Le Bien Public*, 16 janvier 1936, p. 15. « Ce qui nous manque, c'est la diversité [...], une classe d'artisans qui soit une soupape, une classe toujours souple et assurée de son existence, à côté des masses ouvrières qui, elles, dépendent du destin d'un jour et ne sont pas plus assurées de leur lendemain que les feuilles des arbres », soutient Henri Ferron, *Le Bien Public*, 31 mai 1934, p. 7, 10. Le remède consiste alors, dans cette optique, à développer les entreprises artisanales. Voir Elzéar Dallaire, « Un renouveau industriel par la petite industrie », *Le Mauricien*, janvier 1937, p. 25. Voir également la publicité de la boutique d'art domestique l'Araignée d'or, *Le Mauricien*, novembre 1937, p. 36 qui oppose l'art « authentique » aux produits manufacturés. Une dizaine d'années plus tard, Léon Trépanier, commissaire industriel, veut faire de Trois-Rivières le premier centre artisanal du Canada, *Le Nouvelliste*, 25 octobre 1945, p. 1.

¹³⁶ *Le Bien Public*, 25 février 1937, p. 3. Peu après, il est question, dans les colonnes du même journal, d'un projet d'industrie régionale promu par Esdras Minville, Alphonse Raymond, président du Conseil législatif, et du financier Léopold-A. Renaud, 22 avril 1937, p. 1.

¹³⁷ 14 mai 1936, p. 11 : « L'agriculture, carrière ouverte aux bacheliers »; 20 mai 1936, p. 11 : « Comment établir des bacheliers sur la terre »; 28 mai 1936, p. 11 : « Bacheliers, n'ayez pas peur des nouveautés ».

¹³⁸ Voir notamment 12 juillet 1909, p. 1; 27 août 1909, p. 1; 10 septembre 1909, p. 1; 7 janvier 1910, p. 1. La Chambre de commerce essuie elle aussi les reproches du *Bien Public*.

¹³⁹ 18 janvier 1910. Le souhait en avait déjà été exprimé par *Le Trifluvien* juste avant le grand feu, 19 mai 1908, p. 1.

explique que le but visé est le bien général de la ville, « de nous faire mieux connaître à l'étranger, d'amener ici les touristes et les capitalistes, de favoriser l'établissement de nombreuses manufactures, [ainsi que] l'embellissement et l'assainissement de la cité¹⁴⁰ ». L'Association des citoyens passe à l'action en publiant la brochure *The City of Three Rivers P. Q. Canada* que nous avons citée précédemment et se charge de la promotion industrielle¹⁴¹. Les candidats faisant partie de la liste de la Réforme municipale, qui appuient le programme de l'Association des citoyens, sont presque tous élus à l'élection du 10 juillet 1911¹⁴². Des difficultés surgissent à nouveau comme le mentionne la campagne que *Le Bien Public* mène en 1915 contre l'administration Tessier, associée au parti libéral, et les agissements présumés du club Laurier¹⁴³.

Une crise survient lorsqu'éclate en 1920 le scandale qui mène à l'enquête Désy et élabousse plusieurs élus municipaux. Depuis 1875, la ville de Trois-Rivières formule des résolutions ou adopte des règlements accordant des avantages à des entreprises afin de les attirer et de les maintenir en ses murs. Il s'agit le plus souvent d'exemptions fiscales, de « bonus » parfois substantiels, de cessions de terrains ou de services municipaux gratuits. Dans son étude¹⁴⁴, Mireille Lehoux en signale près d'une centaine dont 42 passées entre 1909 et 1919 seulement. Elle explique que la ville, confrontée à de lourdes dépenses d'aménagement d'infrastructures, à une population

¹⁴⁰ *Le Bien Public*, 5 avril 1910, p. 1. Le D^r De Blois est élu président, J. Balcer et J.-L. Fortin, vice-présidents; R. Ryan, trésorier et J.-A. Provencher, secrétaire. C. R. Whitehead reçoit le titre de président d'honneur, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 6 mai 1910, p. 6. Des réunions se déroulent une fois la semaine.

¹⁴¹ Mireille Lehoux, « Élus municipaux et promotion industrielle à Trois-Rivières, 1870-1920 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1994, p. 79.

¹⁴² *Le Bien Public*, 6 juillet 1911, p. 8; 13 juillet 1911, p. 1 sous le titre : « Victoire de la réforme ». L'Association des citoyens connaît une existence éphémère et est relayée par la Chambre de commerce, *Le Bien Public*, 9 juillet 1914, p. 1.

¹⁴³ *Le Bien Public*, 1^{er}, 8 et 15 juillet 1915, p. 1. Barnard critique l'ampleur du déficit ainsi que l'esprit de parti lequel, selon lui, régnerait à l'hôtel de ville.

¹⁴⁴ Lehoux, *op. cit.*, p. 97-108. Le Conseil municipal se prévaut d'une loi provinciale de 1870, cf. *ibid.*, p. 62.

ouvrière payant peu de taxes et à des grandes entreprises qui en sont exemptées, se voit placée dans une situation financière préoccupante¹⁴⁵. Des rumeurs de malversations circulent à partir de 1919, alors le Conseil municipal demande qu'une enquête soit instituée.

Le juge J.-Alfred Désy de la cour supérieure est nommé président de la Commission royale d'enquête. Les audiences se déroulent en 1920 et le rapport paraît au début de l'année suivante; les journaux locaux en font grand cas. Le maire J.-Adolphe Tessier s'en sort assez bien, comme l'explique François Roy dans son étude sur le maire libéral, car il est démontré qu'il a tenté d'empêcher certaines transactions même s'il a cédé devant un Conseil municipal noyauté et manipulé de l'extérieur¹⁴⁶. En revanche, le rapport Désy décèle des conflits d'intérêts, comme un prêt accordé à une entreprise dont un échevin est le trésorier et des spéculations foncières impliquant un autre membre du conseil municipal¹⁴⁷. Une assemblée publique est aussitôt organisée afin de « demander la tête des coupables »; Barnard et un jeune avocat conservateur, Maurice-L. Duplessis, qui prennent la parole, exigent la démission des échevins blâmés par la commission d'enquête¹⁴⁸.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 88. La municipalité accumule les déficits depuis 1905. De 1914 à 1917, le déficit annuel passe de 31 614 \$ à 132 745 \$. En 1917, les revenus sont de 310 450 \$ et les dépenses, de 433 195 \$, *Le Bien Public*, 5 mai 1920, p. 11; Belleau, *op. cit.*, p. 35. Le taux de la taxe municipale est de 75 cents par 100 \$ d'évaluation de 1909 à 1911 et passe à 90 cents de 1912 à 1914, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 13 mars 1914, p. 11. Les citoyens sont de plus en plus méfiants vis-à-vis du système d'aide municipale; ainsi, le projet de « bonus » à St. Maurice Cotton est battu lors d'un référendum par 539 voix contre 437, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 16 octobre 1914, p. 6.

¹⁴⁶ À ce sujet, voir François Roy, « Le crépuscule d'un rouge : J.-A. Tessier, maire de Trois-Rivières et l'enquête Désy de 1920 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, vi-118 p.

¹⁴⁷ *Le Bien Public* (27 janvier 1921, p. 1-3) et *Le Nouvelliste* (26 janvier 1921, p. 1, 5-8) publient les conclusions de l'enquête.

¹⁴⁸ *Le Nouvelliste*, 6 mai 1921, p. 8; 27 juillet 1921, p. 8.

Aucune accusation n'est portée mais la révélation du scandale provoque un réveil douloureux; on se rend compte que le vertige d'une croissance foudroyante peut être dangereux. Devant la Chambre de commerce, le maire Louis-Philippe Normand résume l'état d'esprit en soutenant, avec émotion et une certaine indulgence, que,

de 1913 à 1921, la ville a passé par une guerre aussi mauvaise que la guerre mondiale. Avec sa renaissance après le feu, la ville avait 4 millions de dettes et l'on perdit 1,5 million de bonis aux industries. Ces bonis étaient donnés dans un esprit d'agrandissement de la ville et cela n'est pas à blâmer¹⁴⁹.

Au début des années 1940, la manière dont la ville est administrée et l'état des finances municipales¹⁵⁰ donnent lieu à une campagne du *Bien Public*¹⁵¹ et du *St. Maurice Valley Chronicle*¹⁵². Le système de gérance municipale, réclamé avec insistance¹⁵³, entre en vigueur en juin 1942 avec la nomination de Jean Asselin¹⁵⁴. Le maire Arthur Rousseau appuie chaleureusement le nouveau système en affirmant qu'il fait renaître « la confiance que nous étions sur le point de perdre et de donner à notre ville un regain d'activités économiques¹⁵⁵ ».

De son côté, Wabasso Cotton, sous l'impulsion de C. R. Whitehead, fait paraître dans *Le Nouvelliste* une série de publicités pleine page opposant deux images,

¹⁴⁹ *Le Nouvelliste*, 28 février 1922, p. 5.

¹⁵⁰ Le rapport annuel pour 1937 fait état d'une dette consolidée de 10 110 000 \$. La valeur des propriétés foncières s'élève à 74 millions dont 21,8 non imposables et 24,3 exemptés par règlement. Les revenus sont évalués à 1 582 770,95 \$. *Le Bien Public*, 1^{er} décembre 1938, p. 9.

¹⁵¹ Voir, entre autres, l'article de Jacques Renaud intitulé « Notre effarante situation municipale », *Le Bien Public*, 23 janvier 1941, p. 1.

¹⁵² L'hebdomadaire de langue anglaise déplore depuis quelques années le fait qu'aucune nouvelle entreprise de grande envergure ne se soit établie à Trois-Rivières. Il en impute la responsabilité au manque d'initiative des édiles municipaux. Voir, par exemple, 27 avril 1939, p. 1.

¹⁵³ *Le Bien Public*, 30 janvier 1941, p. 3, qui fait l'éloge de l'ouvrage de Jean Asselin, gérant de la ville de La Tuque, *Principes de l'administration municipale par gérant*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1940.

¹⁵⁴ *Le Bien Public*, 11 juin 1942, p. 1 et 9. Clément Marchand écrit qu'« une nouvelle ère commence pour Trois-Rivières » qui insuffle « un nouvel esprit dans l'administration », 18 juin 1942, p. 1, et met un terme au patronage.

¹⁵⁵ *Le Bien Public*, 11 juin 1942, p. 12.

l'une représentant le système du patronage et l'autre, le système de la gérance municipale; par la même occasion, Wabasso promeut des taxes « raisonnables » pour les usines¹⁵⁶. Le redressement des finances publiques ne se fait pas attendre : de 1941 à 1949, la dette décroît de 12,5 à 8,7 millions et le taux de la taxe foncière de 3,53 à 2,32¹⁵⁷. En revanche, le Conseil municipal a maille à partir avec les grandes entreprises au sujet de la taxation. Des différends éclatent au grand jour en 1938 mais il semble qu'une entente soit survenue¹⁵⁸; le problème de la taxation des usines refait néanmoins surface en 1945 lorsque St. Lawrence Paper Mills et International Paper intentent un procès en cour supérieure contre la ville au sujet de leur évaluation foncière¹⁵⁹.

9. Un auxiliaire du développement, le mouvement associatif

Le mouvement associatif trifluvien a exercé une influence notable sur le développement trifluvien durant la période considérée. Que ce soit au sein des sociétés de secours mutuels, du Mouvement des Caisses populaires Desjardins, ou encore de la Chambre de commerce locale, la petite bourgeoisie de Trois-Rivières trouve des lieux où elle peut s'engager dans le développement économique et social de la collectivité.

Des sociétés de secours mutuels existent depuis 1864, année de la fondation de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières instituée par des notables afin de venir en aide aux ouvriers¹⁶⁰. En 1889, est fondée à Trois-Rivières une succursale de la Société des

¹⁵⁶ Par exemple, 16 janvier 1943, p. 12; 30 janvier 1943, p. 16; 20 février 1943, p. 12, etc.

¹⁵⁷ *Le Bien Public*, 15 septembre 1949, p. 8. Quant à lui, le pourcentage du service de la dette sur le budget passe de 46 à 23 % de 1941 à 1951, 15 août 1958, p. 1.

¹⁵⁸ *St. Maurice Valley Chronicle*, 27 avril 1938, p. 3.

¹⁵⁹ *Le Nouvelliste*, 7 mai 1946, p. 3. St. Lawrence Paper menace de fermer si elle doit payer les taxes que la municipalité lui réclame, 24 octobre 1945, p. 3.

¹⁶⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 15 avril 1910, p. 1. Gérard Deschênes (*loco cit.*, p. 545-548) range les sociétés de secours mutuel au sein du mouvement coopératif avec les sociétés agricoles. Il s'en crée 44 entre 1861 et 1870 contre 5 seulement dans la décennie précédente.

Artisans canadiens-français, qui dispense une allocation hebdomadaire à ses membres inaptes au travail pour cause de maladie et assure des secours aux veuves et aux orphelins¹⁶¹, ainsi que la succursale 101 de la Catholic Mutual Benefit Association (C.M.B.A.) qui regroupe majoritairement des francophones. Cette association procure à ses membres une assurance au décès et entend promouvoir l'amour fraternel et combattre la franc-maçonnerie¹⁶². Elle développe chez ses membres un fort esprit de corps; les membres de la C.M.B.A. défilent en procession à l'occasion des défilés de la Fête-Dieu et de la Saint-Jean-Baptiste avec « bannières et insignes », ils font la communion pascalle en groupe à la cathédrale¹⁶³. Il en va de même pour une autre association d'origine irlando-américaine, l'Ordre des Forestiers catholiques, présent à Trois-Rivières au plus tard depuis 1893¹⁶⁴ avec la participation aux défilés, les bannières et les insignes¹⁶⁵. Outre les quatre associations déjà mentionnées, il existe cinq organisations considérées comme sociétés de secours mutuels en 1914 et en 1920; certaines d'entre elles sont des mutuelles d'assurances et les Chevaliers de Colomb sont rangés dans le groupe¹⁶⁶.

¹⁶¹ *Le Trifluvien*, 6 février 1889, p. 2; 17 octobre 1889, p. 2; 19 octobre 1889, p. 3 où l'historique, les tarifs et des statistiques sont présentés. Les Artisans sont présents également à Shawinigan et Grand-Mère où 582 nouveaux membres sont recrutés en 1921, *Le Nouvelliste*, 23 juillet 1921, p. 8; l'historique des Artisans est présenté dans *Le Nouvelliste*, 11 juin 1921, p. 5.

¹⁶² *Le Trifluvien*, 6 février 1889, p. 3. Ses membres s'appellent frères et il existe un genre d'initiation. La C.M.B.A. fait partie de ces associations catholiques créées afin de contrebalancer l'influence des sociétés secrètes défendues par l'Église tout en empruntant certaines de leurs caractéristiques.

¹⁶³ *Le Trifluvien*, 25 mars 1893, p. 3; 15 juin 1897, p. 3. Le douzième anniversaire de la succursale trifluvienne est célébré avec discours, messe, « parade militaire », excursion, séance et concert. 27 mai 1902, p. 5.

¹⁶⁴ On fête en 1915 le quinzième anniversaire de la Cour Saint-Edmond de l'O. F. C.; le chef Ranger est Jos. Beaumier et le délégué à la Haute Cour de Chicago, le D^r Lalonde, *Le Bien Public*, 11 février 1915. Il existe un insigne de la Légion d'honneur de l'O. F. C. dont le récipiendaire est le libraire J.-A. Charbonneau en 1917. À cette occasion, le chanoine Massicotte fait la promotion de l'Ordre contre les sociétés défendues ou tolérées par l'Église, *Le Bien Public*, 6 décembre 1917, p. 1.

¹⁶⁵ *Le Trifluvien*, 25 mars 1893, p. 3; 15 juin 1897, p. 3. *Le Bien Public*, 21 avril 1911, p. 6. *Le Bien Public* rapporte en 1912 (1^{er} février, p. 2) un différend mettant aux prises les Forestiers de la province de Québec et la Haute Cour des Rangers américains. On explique que sur les 140 000 membres, 23 500 proviennent du Québec et que ceux-ci devraient fonctionner indépendamment.

¹⁶⁶ La Canado-Américaine, l'Union Saint-Pierre, l'Union Saint-Joseph du Canada (distincte de celle de Trois-Rivières), l'Alliance nationale. La liste est tirée des associations participant à la procession

Ce type de coopératisme encouragé par l'Église et la presse locale donne naissance à une forme de solidarité économique parmi les Canadiens français; ils y nouent une sociabilité intense et trouvent en lui des lieux d'affirmation et de consécration sociales. Ces associations font le contrepoids des sociétés protestantes ou reconnues anticatholiques comme les Francs-maçons¹⁶⁷. Il semble que les sociétés de secours mutuels aient commencé à décliner après la Première guerre, les grandes compagnies d'assurances anglophones leur livrant la concurrence par le biais, entre autres, des plans de protection qu'offrent les grandes entreprises à leurs employés¹⁶⁸.

Le coopératisme s'exprime également au sein du Mouvement des Caisses populaires Desjardins. Comme il a été mentionné précédemment, M^{gr} Cloutier s'en fait l'ardent promoteur : on ne sera guère surpris de constater que *Le Bien Public* entreprenne une véritable campagne d'éducation. La Caisse populaire des Trois-Rivières est créée en 1909 par une quinzaine de notables très en vue. Alphonse Desjardins, le fondateur du mouvement, est présent à l'ouverture de la caisse trifluvienne¹⁶⁹.

de la Fête-Dieu, *Le Bien Public*, 11 juin 1914, p. 8; 3 juin 1920, p. 1. À Shawinigan en 1921, l'Union Saint-Joseph, l'Alliance nationale, l'Union Saint-Pierre et les Artisans canadiens-français participent au défilé de la Saint-Jean, *Le Nouvelliste*, 6 juillet 1921, p. 5. La présence des Forestiers catholiques et des Artisans canadiens-français est mentionnée pour la Fête-Dieu de 1948 mais il n'est pas sûr que les premiers soient encore actifs comme société de secours mutuels, *Le Nouvelliste*, 29 mai 1948, p. 3.

¹⁶⁷ La Loge maçonnique Shawenegan No. 49 existe à Trois-Rivières depuis 1860; une loge distincte est créée à Shawinigan en 1931, *St. Maurice Valley Chronicle*, 7 mars et 10 octobre 1935, p. 1. *Le Clairon*, (4 juin 1884, p. 2) signale que plusieurs Canadiens français ne font plus partie de la loge locale et qu'il n'en resterait que deux.

¹⁶⁸ Nous ne faisons que suggérer cette hypothèse ici. Signalons, à son appui, la liquidation de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, *Le Bien Public*, 17 juillet 1919, p. 2 et les publicités de plus en plus fréquentes des grandes sociétés d'assurances comme Metropolitan et Sun Life. Les sociétés de secours mutuels ne font plus parler d'elles dans les journaux après 1923 sauf la présence des membres dans les défilés.

¹⁶⁹ Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 1995, p. 59. Le curé est président et le maire de la ville, vice-président.

Le Bien Public maintient son appui durant les années trente et quarante¹⁷⁰; il multiplie les articles en faveur de la fondation d'une caisse dans chaque paroisse du diocèse¹⁷¹ et transmet les informations concernant ces fondations; l'organe officieux de l'évêché en note les progrès en compagnie, souvent, du bilan annuel¹⁷². Les efforts conjugués de l'évêque et de son journal portent fruit et le mouvement se répand rapidement malgré la présence à Trois-Rivières en 1913 de six succursales bancaires¹⁷³. Il existe 39 caisses sept ans plus tard dans le district lorsque l'Union régionale des caisses des Trois-Rivières voit le jour¹⁷⁴. Yvan Rousseau et Roger Levasseur ont montré comment la coalition d'intérêts mobilisée autour du projet d'union régionale est dominée par le milieu d'affaires trifluvien et le clergé¹⁷⁵. L'implantation d'un réseau de caisses populaires a permis à la petite bourgeoisie locale d'exercer une forme de leadership régional au moyen de l'affirmation et de la mise en pratique du nationalisme économique.

La Chambre de commerce de Trois-Rivières a constitué elle aussi l'un des moteurs du développement d'une conscience en rapport avec l'importance de la croissance économique. La chambre semble en retrait au moment de la brève existence

¹⁷⁰ Par exemple, il reproduit les propos du Cardinal Villeneuve en faveur du Mouvement Desjardins : « La caisse populaire est une œuvre de rédemption sociale. À côté de l'église et de l'école, il faut la caisse populaire, source de richesse et d'économie », 30 octobre 1941, p. 12.

¹⁷¹ Ryan, *op. cit.* p. 101-103. Voir les articles de l'abbé Jos.-G. Gélinas (Jean Rivard) concernant la fondation de la caisse de Saint-Maurice (10 août 1909, p. 1) et de Trois-Rivières (26 octobre 1909, p. 1).

¹⁷² Caisse de Saint-Jean-des-Piles (19 octobre 1911, p. 2), de Trois-Rivières (25 janvier 1912, p. 8; 31 décembre 1912, p. 6 avec l'épargne scolaire), etc.

¹⁷³ La Banque Nationale, la Banque de Montréal, la Banque d'Hochelaga, la Banque de Québec, la Banque Canadienne de Commerce et la Banque des Marchands du Canada, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 28 novembre 1913, p. 1. Le montant des opérations à la Caisse populaire des Trois-Rivières croît néanmoins de façon rapide : 715 \$ (1910), 4 236 \$ (1911), 15 657 \$ (1912), 29 672 \$ (1913).

¹⁷⁴ Rousseau et Levasseur, *op. cit.*, p. 110.

¹⁷⁵ *Idem.*

de l'Association des citoyens mais elle se ressaisit rapidement¹⁷⁶. En 1915, elle appuie le projet d'une école technique et effectue des démarches afin d'améliorer le service de trains de passagers vers Montréal et Québec ainsi que celui des bacs traversant le fleuve; la chambre se penche également sur le problème de la descente des billes dans le Saint-Maurice¹⁷⁷. Elle est réorganisée en 1921 afin de renouveler l'esprit d'entreprise parmi les hommes d'affaires¹⁷⁸. La publicité pleine page qui paraît dans le *St. Maurice Valley Chronicle* insiste sur la fonction que peut et doit exercer la chambre de commerce dans l'avancement économique d'une ville :

Three Rivers has all the civic pride it needs [...]. Now the problem is to translate this feeling on the part of the people into positive action — to harness it, and to deliver its power effectively at the spot where it will produce real benefits for the city. [...] The city is growing rapidly, adding new problems to those brought on by the close of the War. The best agency for solving these problems is the modern Board of Trade, based on the practical application of ideals, based on service by all, for all. [...] By improving your city, you improve industrial, commercial and civic conditions. You help yourself by helping others. That is the all-embracing idea of service today¹⁷⁹.

Un des moyens utilisés afin d'atteindre ces objectifs est la présentation de publicités dans *Le Nouvelliste* qui paraissent à intervalles rapprochés entre mars et juillet 1922 à la page 5. Les textes préconisent un optimisme sans faille, affirment le rang de Trois-Rivières dans le progrès industriel de la province et présentent une alliance subtile entre la tradition et le progrès :

Améliorations, progrès, véritable réveil, confiance à toute épreuve, voilà quel doit être le programme.

Tout s'enchaîne dans le progrès des Trois-Rivières : ouvriers, marchands, industriels et professionnels doivent marcher la main dans la main.

¹⁷⁶ Voir le vigoureux éditorial de Barnard, *Le Bien Public*, 9 juillet 1914, p. 1, dans lequel la Chambre de commerce de Worcester (Massachusetts) est proposée comme modèle à suivre sous le rapport de l'indépendance politique et de l'esprit d'initiative.

¹⁷⁷ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 21 janvier 1916, p. 1.

¹⁷⁸ *Le Nouvelliste*, 8 novembre 1920, p. 1 et 10 novembre 1920, p. 8; *St. Maurice Valley Chronicle*, 5 et 12 novembre 1920, p. 1. Un « concert-boucane » (community smoker) est tenu le 9 novembre à l'hôtel de ville et attire 250 personnes.

¹⁷⁹ *St. Maurice Valley Chronicle*, 12 novembre 1920.

Il faut annoncer au monde les ressources illimitées de la région du Saint-Maurice.

Elle s'appellera encore Trois-Rivières quand son port, ses industries, l'esprit entreprenant de sa population l'aura placée au second rang et l'on dira : Trois-Rivières n'est surpassée que par Montréal.

À de nouvelles industries, Trois-Rivières offre des sites incomparables, des moyens de construction et d'établissement faciles, du pouvoir (électrique) abondant et bon marché; la meilleure main-d'œuvre au monde, une clientèle toute faite et du transport par eau et par chemin de fer comme il ne s'en trouve de supérieur nulle part au monde.

Une trop grande proportion de nos capitaux vont alimenter les industries étrangères. Pourquoi ne pas les placer de préférence dans des entreprises locales ?

Probité, intelligence, compétence, souci du bien public, respect de la morale se trouvent aussi bien à Trois-Rivières qu'à Montréal et à Québec. Montréal et Québec ne monopolisent pas les cerveaux de la Province.

Laflèche fut un grand évêque, un grand missionnaire, un grand orateur, un grand patriote. Trois-Rivières se doit de cultiver son souvenir et sa mémoire. Notre ville possède des gloires incomparables, un passé illustre bien propre à nous enorgueillir.

Le progrès ne consiste pas à changer, mais à faire mieux, et chaque journée doit apporter une amélioration sur celle d'hier.

Ces mots d'ordre dont le ton et le contenu prêtent à sourire aujourd'hui traduisent avec éloquence l'état d'esprit qui régnait chez les hommes d'affaires qui faisaient partie de la chambre de commerce trifluvienne. Ils voient la ville grandir à vue d'œil et prospérer leurs commerces et entreprises dans un contexte de croissance rapide nourrie par l'activité du grand capital dont la base est extrarégionale. Ces notables ne sont pas les premiers responsables du vent de progrès qui balaie Trois-Rivières mais ils cherchent les moyens de bénéficier des retombées de l'industrialisation et de l'urbanisation.

Dans cette optique, la Chambre de commerce de Trois-Rivières multiplie ses efforts afin d'étendre l'aire d'influence économique de la ville, de faciliter l'expansion commerciale et de poursuivre le mouvement d'industrialisation en attirant de nouvelles entreprises. De plus, la chambre exerce des pressions auprès des instances gouvernementales dans le but de résoudre un certain nombre de difficultés qui

surgissent. Elle s'active durant la Crise pour la création d'emplois et soutient le projet des fêtes du Tricentenaire. Dans un autre ordre d'idées, la Chambre de commerce réclame un meilleur service de trains et, à partir de 1926, elle bataille en faveur du système de la gérance municipale¹⁸⁰. Par la promotion des intérêts de ses membres, la Chambre de commerce constitue un élément important de la dynamique de croissance que connaît la ville.

10. Nouveaux espoirs de développement

Pourtant, les perspectives que laissaient entrevoir la conversion à l'économie de guerre avaient redonné l'espoir¹⁸¹. Effectivement, un camp militaire s'était installé sur les terrains du parc de l'Exposition en 1940 et les journaux avaient annoncé la mise en chantier d'une usine de munitions entre Alnaville et Lac-à-la-Tortue en 1941¹⁸². Toutefois, Trois-Rivières ne bénéficie pas vraiment de la nouvelle situation car les usines papetières fonctionnent au ralenti et aucune entreprise de guerre ne s'installe en ses murs contrairement à Shawinigan¹⁸³. On éprouve tout de même la fierté de contribuer à l'effort de guerre par la reconversion de certaines usines :

En sa qualité de capitale du papier-journal du Canada, Trois-Rivières fournit ce produit de guerre essentiel à nos forces armées dans le monde entier. C'est sur du papier d'impression

¹⁸⁰ Beaudoin et Goudreault, *loco. cit.*, p. 43-50.

¹⁸¹ Dans un article intitulé : « Optimism rules local Industry », le *St. Maurice Valley Chronicle* annonce la prospérité pour 1940 à la suite de l'annonce de projets dans les grandes entreprises, 21 mars 1940, p. 1.

¹⁸² Le camp fait paraître un journal interne, *The Weekly Traverse*, qui est inséré dans le *St. Maurice Valley Chronicle* en avril et mai 1940; on y apprend que le camp est transféré à Valcartier en mai. *Le Nouvelliste*, 27 novembre 1941.

¹⁸³ Voir *Le Nouvelliste*, 15 mai 1943, p. 2. La production de papier journal est arrêtée à l'usine Wayagamack de Consolidated Paper à partir de 1942 jusqu'en 1946 et un quota est imposé sur la production de St. Lawrence. De son côté, Canada Iron reçoit des commandes importantes du Ministère de la Défense nationale en 1940. Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 207, 245 et 373. Selon l'éditorialiste du *Nouvelliste*, (3 mai 1944, p. 2) « Notre lot a été plutôt de souscrire aux emprunts [de la Victoire] et de fournir la main-d'œuvre aux industries de guerre des autres villes »

produit à Trois-Rivières que sont enregistrés pour la postérité les millions de communiqués de guerre, de nouvelles pour les civils, d'ordres et de dépêches militaires¹⁸⁴.

L'optimisme renaît à partir du débarquement en Normandie et de la libération de Paris : la fin de la guerre semble imminente et des projets de développement s'échafaudent. « La liste des projets d'après-guerre pour la ville des Trois-Rivières s'allonge un peu tous les jours », « La Chambre de commerce prépare l'après-guerre », lit-on dans les journaux¹⁸⁵. *Le Nouvelliste* demande que soient créées « ces conditions nécessaires au progrès des industries dont vit notre ville¹⁸⁶ » ainsi qu'une façon d'en attirer de nouvelles. Le maire de Cap-de-la-Madeleine exulte : *Le Nouvelliste* rapporte qu'« il a prédit une merveilleuse après-guerre de travail et de salaires à ses concitoyens. [...] Aux gens congédiés des usines de guerre, il a conseillé de prendre patience car, dit-il, si d'autres villes peuvent prévoir des jours sombres, ici nous pouvons prévoir des jours heureux¹⁸⁷ ». Pour sa part, l'éditorialiste du *Nouvelliste* affirme que « La confiance et la collaboration replaceront Trois-Rivières sur le chemin du progrès [...], cette transformation fiévreuse d'après-guerre¹⁸⁸ ».

De son côté, la Chambre de commerce déplorait depuis 1940 l'absence d'investissements industriels majeurs, elle en imputait la cause à des taux de taxation trop élevés, au manque d'emplacements disponibles pour la grande entreprise et à

¹⁸⁴ Dans une publicité de la brasserie O'Keefe parue dans *Le Nouvelliste*, 3 avril 1944, p. 7. Des imprimeries reçoivent les contrats d'impression des tracts de la Résistance jetés par avion sur la France, *Le Nouvelliste*, 30 décembre 1978, p. 34. En outre, le département des bobines de CIP produit environ un million d'étuis à obus par mois, Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 230.

¹⁸⁵ *Le Nouvelliste*, 29 novembre 1944, p. 3.

¹⁸⁶ 9 février 1945, p. 2.

¹⁸⁷ 24 juillet 1945, p. 3.

¹⁸⁸ *Le Nouvelliste*, 28 octobre 1945, p. 2. La Chambre de commerce propose, face à la pénurie de locaux industriels, que des bâtisses du parc de l'Exposition soient affectées aux nouvelles entreprises, 11 novembre 1945, p. 3.

l'éloignement des marchés¹⁸⁹. Dans le contexte d'après-guerre, la Chambre de commerce, de concert avec le Conseil municipal, met en place le commissariat industriel en juin 1945. Sitôt nommé, Léon Trépanier, le nouveau commissaire, rencontre les dirigeants des grandes entreprises en compagnie d'Aimé Montcalm, le président de la Chambre de commerce afin d'implanter de nouvelles entreprises à Trois-Rivières¹⁹⁰. Le milieu local est confiant. Ainsi, le quotidien trifluvien estime que l'après-guerre devrait être suivi « d'un boom semblable à celui que notre ville connut après la première grande guerre¹⁹¹ ».

Les années passent, la prospérité générale revient, mais aucune entreprise de l'envergure de celles arrivées entre 1907 et 1923 ne s'installe dans l'agglomération trifluvienne. Une réaction se dessine en 1949 dans le milieu d'affaires local et *Le Nouvelliste* emboîte le pas par une série d'articles percutants; il réclame un examen de conscience de la part des dirigeants municipaux et des dirigeants d'entreprises; il faut faire valoir les avantages que Trois-Rivières offre aux investisseurs industriels, comme l'abondance de l'énergie hydroélectrique, la main-d'œuvre compétente et une administration municipale efficace¹⁹². Effectivement, l'année 1951 voit la venue de Canadian Westinghouse Co. Ltd., la première grande usine à s'installer à Trois-Rivières depuis 1923¹⁹³.

Ce qui donne un fondement au discours optimiste, c'est plutôt le bond considérable que la construction domiciliaire connaît à partir de la fin 1945. Des zones d'aménagements résidentiels surgissent dans les paroisses Sainte-Marguerite, Saint-

¹⁸⁹ *St. Maurice Valley Chronicle*, 24 octobre 1940, p. 1, 10. La Chambre de commerce avait convié plusieurs cadres supérieurs de Shawinigan Water & Power à discuter de la question.

¹⁹⁰ *Le Nouvelliste*, 1^{er} juin 1945, p. 3; 5 juin 1945, p. 3; 7 juin 1945, p. 2.

¹⁹¹ 27 novembre 1946, p. 3.

¹⁹² Avec des finances assainies. 4, 14 et 16 avril 1945; 9 mai, 29 juillet et 29 septembre 1945. Voir aussi *Le Bien Public*, 28 avril 1949 p. 1, qui énumère la même liste d'avantages.

¹⁹³ Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 485.

François-d'Assise et Saint-Sacrement et d'autres font leur apparition dans les secteurs qui constitueront plus tard les paroisses Saint-Jean-de-Brébeuf et Saint-Pie-X¹⁹⁴. De 1941 à 1951, 1 459 nouvelles habitations sont construites ajoutant 2 755 unités de logement; en outre, le nombre d'unifamiliales passe de 954 à 1 613 durant la même décennie¹⁹⁵. De nouvelles facilités d'accès à la propriété privée et la réaction à la suite du manque aigu de logements provoqué par la crise puis la guerre expliquent cette croissance soudaine plus que l'expansion démographique¹⁹⁶. Le visage de la ville change et la petite bourgeoisie locale se transporte sur les « coteaux ».

Alors, pour les contemporains, tout porte à croire que le progrès est sur le point de recevoir un second souffle, comme l'étude de Claude Charbonneau le souligne avec force :

Sans se bercer d'un optimisme exagéré, on a toutes les raisons d'avoir confiance dans l'avenir. [...] Les possibilités de développement sont telles qu'il est permis de conclure qu'il ne se passera bien des décades avant que Trois-Rivières industriel ne connaisse une expansion considérable¹⁹⁷.

Il précise par ailleurs que la création de petites et moyennes entreprises spécialisées et la diversification de la structure industrielle devraient apporter un équilibre qui a trop souvent fait défaut dans le passé¹⁹⁸.

¹⁹⁴ Le mouvement de construction doit beaucoup à des coopératives comme la Coopérative des Pins, la Coopérative Laflèche, etc. (voir *Le Bien Public*, 28 septembre 1944, p. 4) et surtout la Coopérative Sainte-Marguerite que met sur pied le curé Chamberland afin de faire accéder les ouvriers à la propriété, voir Albert Tessier, *Le miracle du Curé Chamberland*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 118 p. et *Le Nouvelliste*, 14 juillet 1945, p. 3; 15 mai 1946, p. 3.

¹⁹⁵ Yvon Thériault, « L'habitation à Trois-Rivières », *Le Bien Public*, 9 octobre 1959, p. 1. Le nombre d'emplois demeure constant de 1945 (6 989) à 1950 (6 979), Lanthier et Gamelin, *op. cit.*, p. 34-35.

¹⁹⁶ *Le Nouvelliste* écrit qu'il faut 500 nouveaux logis, (29 septembre 1945, p. 3). La population de la ville passe de 42 007 à 46 074 de 1941 à 1951, soit une augmentation de 9,7 % en dix ans. Voir Gamelin et coll., *Trois-Rivières illustrée*, p. 91.

¹⁹⁷ Claude Charbonneau, *op. cit.*, p. 36.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 33 et 36. Charbonneau cite Tanghe comme nous l'avons fait précédemment.

11. L'intégration régionale

Il n'est pas aisé de cerner des réalités aussi fugaces que le sentiment d'appartenance à une entité territoriale donnée ou les facteurs qui ont facilité l'intégration intrarégionale indispensable à la mise en place de ce genre de représentation collective. Néanmoins, l'analyse de certains éléments du corpus de référence indique des pistes significatives même si les données pertinentes sont plutôt d'ordre implicite et la preuve plus délicate à manier.

L'examen des journaux trifluviens du début du siècle relativement aux propos tenus au sujet du développement des centres urbains de l'arrière-pays et aux informations qui y touchent laisse une empreinte ambiguë. Certes, on s'émerveille devant la croissance soudaine de Shawinigan et Grand-Mère, et le milieu d'affaires local saisit rapidement les nouvelles possibilités économiques qui s'offrent au chef-lieu régional. Les préoccupations en rapport avec l'implantation du réseau ferroviaire dénotent notamment jusqu'à quel point la petite bourgeoisie d'affaires locale est soucieuse de tirer profit de la croissance de la Mauricie et de faire de Trois-Rivières son pôle économique unique. Malgré cela, les textes d'avant 1920 donnent l'impression que les trois nouvelles villes font partie d'un monde à part du vieux district trifluvien. Effectivement, le dépouillement des journaux révèle que ceux-ci sont presque muets sur ce qui se passe à Shawinigan, Grand-Mère ou La Tuque.

Mais les choses changent avec la fondation du *St. Maurice Valley Chronicle* en 1918 et du *Nouvelliste* en 1920 car l'hebdomadaire anglophone et le quotidien francophone méritent vraiment le nom de journaux régionaux. Pour ce qui est du *Bien Public*, il dispense des informations détaillées dans sa chronique du district mais Shawinigan reçoit le même traitement qu'une paroisse quelconque du diocèse avec des

nouvelles se rapportant aux activités religieuses ou associatives. Le développement socioéconomique des trois villes industrielles ne s'y retrouve guère souligné.

Cette disparité dans l'orientation de la presse peut s'expliquer, pour *Le Nouvelliste*, par une stratégie régionale de conquête du marché des lecteurs et, pour le *St. Maurice Valley Chronicle*, par l'intention de rejoindre les communautés anglophones de Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque sans négliger pour autant celle de Trois-Rivières. Pour sa part, l'organe officieux de l'évêché entretient des préoccupations plus ruralistes, comme le développement des techniques et des connaissances agricoles. En accord avec son mandat propre, *Le Bien Public* consacre également nombre de ses colonnes à l'implantation des caisses populaires et au soutien à la syndicalisation catholique. Finalement, *l'Écho du Saint-Maurice* présente plusieurs des publicités commanditées par Trois-Rivières, comme nous l'avons vu précédemment, et donne les nouvelles trifluviennes les plus importantes ou celles qui ont un effet sur l'arrière-pays.

De son côté, l'importance que revêtent les chroniques consacrées aux activités sociales et sportives dans les journaux anglophones de Trois-Rivières, Shawinigan et Grand-Mère¹⁹⁹ témoigne à sa manière que des liens se tissaient entre les nouveaux arrivants de langue anglaise par le biais d'une sociabilité particulièrement intense. D'autre part, il a probablement existé une mobilité géographique entre les employés, principalement les cadres et les techniciens, des diverses papetières à partir des années 1920 lorsque le mouvement de concentration industrielle s'est intensifié avec pour conséquence de placer sous une même administration des usines de villes

¹⁹⁹ Notamment les tournois de golf, de curling et de tennis dans le *St. Maurice Valley Chronicle*, le *Shawinigan Standard* et le *Digesteur* (qui est complètement bilingue). Le carnet mondain témoigne de nombreux déplacements entre les villes de la région.

différentes²⁰⁰. Cette hypothèse demande à être vérifiée par des recherches qui dépassent le cadre de celle-ci. Il convient d'être prudent car, pour ce qui est des francophones, une étude a révélé que seulement 2 des 69 membres d'un échantillon de la petite bourgeoisie de Shawinigan entre 1910 et 1930 proviennent de Trois-Rivières, même si 62 % d'entre eux sont arrivés de localités de la région²⁰¹. La même étude signale par ailleurs que les déplacements de la petite bourgeoisie à l'extérieur de Shawinigan se faisaient pour une moitié à Trois-Rivières ou dans une localité rurale de la région²⁰². On peut néanmoins avancer que des liens effectifs existaient entre Trois-Rivières et les centres urbains nouvellement créés, mais leur ampleur reste à préciser.

Il est possible de discerner divers indices de la présence d'éléments intégrateurs à la lecture attentive des journaux. On apprend ainsi que le maire Arthur Bettez de Trois-Rivières propose de constituer une association de toutes les villes de la région afin d'obtenir du gouvernement provincial la construction de la route La Tuque/Lac Saint-Jean²⁰³. De 1925 à 1929, *Le Nouvelliste* fait paraître des suppléments annuels consacrés aux ressources industrielles de la vallée du Saint-Maurice²⁰⁴. Toutes les villes ont droit à des pages présentant des informations sur la structure industrielle de chacune accompagnées de textes très louangeurs commandités par les municipalités en question; une page consacrée à l'ensemble de la région est souvent présente au début du supplément.

²⁰⁰ Il faudrait aussi considérer le cas de Wabasso Cotton qui possède des installations à Trois-Rivières, Shawinigan et Grand-Mère.

²⁰¹ Pierre Lanthier et Normand Brouillette, « De la campagne à la ville : formation de la petite bourgeoisie à Shawinigan de 1898 à 1930 », Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècles)*, Chicoutimi et Paris, SOREP-EHESS, 1990, p. 141.

²⁰² *Loco cit.*, p. 148.

²⁰³ *L'Écho du Saint-Maurice*, 20 janvier 1927, p. 1.

²⁰⁴ 22 août 1925, 21 août 1926, 20 août 1927, 18 août 1928 et 17 août 1929.

La symbolique du dessin pleine page illustrant la page couverture de chaque supplément mérite qu'on s'y attarde quelque peu²⁰⁵. En 1925 et en 1926, un océanique amarré au port trifluvien est illustré sous la représentation schématique d'une usine aux multiples cheminées fumantes qui pourrait représenter n'importe quel site industriel de Trois-Rivières, Shawinigan, Grand-Mère ou La Tuque; une haute futaie de pins blancs les encadrent de part et d'autres. En 1927, le lecteur aperçoit au premier plan un bûcheron et deux draveurs postés sur d'énormes billes de bois; une usine de pâtes et papiers se profile en arrière-plan. L'année suivante, *Le Nouvelliste* présente le Saint-Maurice entre des rives escarpées et couvertes de grands conifères; des billes descendent la rivière entre les estacades et passent sous un pont métallique.

La page du supplément de 1929 est composite. Une partie d'une centrale hydroélectrique, placée entre un pylône et une chute, surplombe deux encadrés. Le premier montre une énorme machine à papier et le second des draveurs maniant habilement la gaffe sur une rivière encombrée de billes. La séquence des illustrations fait ainsi le tour des symboles de la prospérité économique de la vallée mauricienne, qu'il s'agisse de la production électrique, de l'exploitation forestière ou de l'activité industrielle des grandes entreprises, notamment dans le secteur papetier. La rivière Saint-Maurice constitue plus qu'un fil conducteur, elle devient le symbole intégrateur de la région cimentée par l'activité qu'elle engendre.

Les éditoriaux du *Nouvelliste* traitant de la région comme un ensemble se multiplient. Par exemple, celui du 17 janvier 1945 ouvre des horizons prometteurs sur l'avenir de la Mauricie; le développement du potentiel hydroélectrique et l'expansion du secteur des pâtes et papiers sont les fers de lance du progrès régional y soutient-on. Quatre raisons sont avancées afin d'appuyer l'espoir de la croissance des papetières

²⁰⁵ La page couverture de chacun des cahiers est présentée à l'Annexe V.

mauriciennes : l'immensité des territoires forestiers²⁰⁶, le potentiel électrique, la capacité de production et la localisation favorable des usines de la région, enfin, la guerre, qui a accru l'expérience de la main-d'œuvre et rehausser son adaptation et sa discipline.

Nous avons vu que, de son côté, la Chambre de commerce de Trois-Rivières promeut certains projets ou cherche à corriger des lacunes dont la portée intéresse l'ensemble de la région. Elle entreprend des démarches afin d'améliorer le service ferroviaire intrarégional²⁰⁷, elle appuie l'amélioration du réseau routier²⁰⁸ et, lorsqu'elle réclame l'agrandissement du port trifluvien, la chambre fait valoir les effets bénéfiques pour l'écoulement des produits de l'arrière-pays. Il est bien entendu que la Chambre de commerce veille, dans l'intérêt de ses membres, à ce que le milieu d'affaires trifluvien joue un rôle primordial dans le développement économique de la région.

Pour sa part, on peut considérer le Syndicat d'initiative de la Vallée du Saint-Maurice comme étant encore plus spécifiquement consacré à la promotion régionale que l'organisme précédent. Créée au plus fort de la Crise sur le modèle des syndicats d'initiative français, l'organisation mauricienne se donne les objectifs suivants :

- coordonner les activités touristiques régionales;
- aménager un bureau de renseignements et former des guides historiques;
- éditer et distribuer des cartes et des dépliants touristiques;
- faire connaître les sites historiques et les zones de chasse et de pêche;

²⁰⁶ Surpassés seulement par la Russie soviétique et le Brésil, est-il précisé.

²⁰⁷ Par exemple, *Le Nouvelliste*, 8 avril 1949, p. 11.

²⁰⁸ Comme la route vers La Tuque (1926), la route vers le Maine (1943) et le pont sur le fleuve de façon soutenue à partir de 1950, voir Beaudoin et Goudreault, *loco cit.*, p. 43-50.

- encourager les arts domestiques;
- servir de lien entre les municipalités, l'industrie hôtelière et les organismes à vocation touristique²⁰⁹.

Les maires de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque siègent au conseil d'administration; les revenus proviennent de subventions municipales. Des dépliants sont mis en circulation et un bureau touristique est ouvert dans le quartier historique de Trois-Rivières. Des difficultés de financement surviennent après quelques années et le Syndicat d'initiative disparaît en 1942. Il semble que plusieurs municipalités aient cessé leur aide jugeant sans doute que l'entreprise profitait surtout à Trois-Rivières au détriment des autres villes de la région²¹⁰.

Les projets ferroviaires et routiers permettant de « souder » Trois-Rivières aux nouvelles collectivités industrielles évoqués précédemment peuvent être considérés eux aussi comme constituant l'une des amorces de l'intégration régionale; les maires et les députés qui représentent Trois-Rivières, Shawinigan et Grand-Mère unissent leurs efforts afin d'obtenir des liens routiers ou ferroviaires profitables à tous et, simultanément, apprennent à développer une vision régionale de leurs intérêts propres. Par exemple en 1949, *Le Nouvelliste* présente un éditorial intitulé : « Les villes de la région forment un front uni en vue de triomphes communs. » L'auteur explique que « la géographie a été la première à nous apprendre que notre région est un tout, que Shawinigan est partie aux Trois-Rivières, comme le Cap-de-la-Madeleine est partie à La

²⁰⁹ Les informations relatives sur le Syndicat d'initiative sont tirées de notre « Le régionalisme mauricien des années trente », p. 235-237 et de Hervé Biron, « Le Syndicat d'initiative », *Le Nouvelliste*, 19 juin 1953, p. 2. Par ailleurs, *L'Écho du Saint-Maurice* en parle favorablement, 5 novembre 1936, p. 1.

²¹⁰ C'est en tout cas l'opinion d'Hervé Biron, *ibid.*

Tuque et vice-versa. La nature nous a rendus indivisibles et nos intérêts communs perpétuent cette volonté de nature. »

*
* *

La vue d'ensemble des discours et des pratiques reliés au développement de Trois-Rivières entre 1908 et 1950 jette de la lumière sur un certain nombre de points. Le premier est que le milieu local se montre très sensible au mouvement général de progrès existant en Amérique du Nord, comme la section consacrée précédemment à l'implantation du réseau ferroviaire l'avait laissé entrevoir. Le milieu d'affaires francophone trifluvien, loin de constituer un rassemblement de gens qui sont à la remorque du progrès ou se replient frileusement face à lui, adhère aux visions fondamentales du progressisme nord-américain. Il trouve des lieux d'expression et d'affirmation au sein du mouvement associatif, entreprend des réalisations par le biais du Conseil municipal et élit de ses membres comme représentants aux parlements d'Ottawa et de Québec qui savent défendre haut et fort les intérêts de la communauté d'affaires quand la nécessité s'en fait sentir. Le fait que le développement de Trois-Rivières tire son origine d'un capital dont la base est extrarégionale ne doit pas supposer l'absence d'un esprit d'entreprise au sein de la petite bourgeoisie trifluvienne.

Comme avant 1908, cette petite bourgeoisie locale développe des représentations qui s'articulent en discours et débouchent quelquefois sur des projets avant-gardistes. Elle demeure sensible aux courants novateurs de nature économique et technologique; elle cherche également à faire son profit de l'expansion spectaculaire de la ville durant les trois premières décennies du présent siècle, malgré son conservatisme prononcé en matière sociale et la méfiance que le clergé entretenait à l'endroit du progrès matériel. Il arrive même à ce milieu d'affaires d'avoir foi, dans un

enthousiasme parfois naïf, à un progrès illimité et d'échafauder des projets irréalistes à nos yeux. Ce n'est pas parce que les dirigeants locaux se recrutent surtout parmi les professions libérales plutôt que chez les commerçants ou les grands entrepreneurs qu'ils étaient réfractaires aux courants de progrès qui traversaient l'ensemble de la société nord-américaine. En fait, a-t-il manqué à la petite bourgeoisie locale les liens avec les grands réseaux financiers et avec les milieux où s'élaborent et se diffusent les technologies nouvelles ?

Le début du présent siècle constitue un tournant majeur pour la Mauricie. Hervé Biron, qui reproduit un discours du maire Paquin dans un article paru en 1949, diagnostique avec justesse que ce fut à cette époque que s'effectuèrent

[...] le joint, l'articulation entre deux mondes tout à fait différents, celui de la petite industrie, où les usines, le commerce et l'agriculture se donnaient la main dans une même trilogie d'activités, fécondes mais restreintes, et de la grande industrie, celle des pouvoirs d'eau harnachés, des papeteries, des filatures immenses et des autres usines aux productions standardisées²¹¹.

Effectivement, l'élite trifluvienne a rapidement saisi l'importance de la mutation qui s'opéra à partir de 1900 dans la région, comme en témoignent la multiplicité des projets caressés et la vigueur de l'optimisme dont la presse locale se fait l'écho et le multiplicateur. En somme, il faut retenir des considérations précédentes que le milieu local francophone ne doit pas être trop rapidement mis en opposition avec une classe dirigeante anglophone qui aurait fait preuve de progressisme de façon exclusive²¹².

Le second point est le suivant. La Mauricie avait connu une mutation profonde depuis le début du siècle et les années trente semblent, à première vue, apporter une

²¹¹ *Le Nouvelliste*, 20 août 1949, p. 11.

²¹² Aucune différence significative n'est décelable dans les citations présentées ici entre les vues des anglophones et celles des francophones touchant le développement de la ville.

pause sous le rapport de la transformation économique et sociale de la collectivité régionale. Les grands investissements industriels connaissent un ralentissement prononcé et le processus d'urbanisation se poursuit avec moins d'intensité. Toutefois, des éléments de la dynamique sociale qui caractérisaient les trois premières décennies se modifient en profondeur durant les années 1930. Un exemple est donné par la forme de paternalisme développé par le patronat dans les grandes entreprises.

Aux promoteurs et développeurs des premiers temps, proches de leurs employés et de leur milieu de vie, ont succédé des « hommes d'entreprise²¹³ » aux visées différentes. Les premiers avaient concrétisé un véritable projet de société²¹⁴ dans lequel ils s'étaient défini une place primordiale et les seconds, qui avaient fait carrière au sein de leur entreprise, ne faisaient qu'un court séjour en Mauricie à laquelle ils ne s'identifiaient guère²¹⁵. Durant les années 1930, les Aldred, Biermans et Chahoon sont partis ou ne jouent plus le même rôle dans leur entreprise. Finie l'époque où le « grand boss » connaissait ses employés par leur nom et dirigeait personnellement le fonctionnement de la compagnie. Un autre type d'encadrement est instauré, moins personnalisé et plus « rationnel ». Les contemporains y sont sensibles et c'est ainsi que, avec une pointe de nostalgie, le *St. Maurice Valley Chronicle* évoque « the good old days » :

²¹³ Au sens où l'entend Claude Bellavance, soit : « les dirigeants de grandes firmes ayant atteint le sommet de l'appareil administratif après une carrière relativement longue, et dont les fondements du pouvoir ne résident plus prioritairement dans la propriété (juridique) du capital », « Patronat et entreprise au XX^e siècle : l'exemple mauricien », *RHAF*, vol. 38, n° 2, automne 1984, p. 184.

²¹⁴ Au moyen de pratiques d'encadrement collectif et de discours justificateurs que nous avons évoqués précédemment.

²¹⁵ Voir Claude Bellavance, « Le patronat de la grande entreprise en Mauricie. 1900-1950 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1983, v-149 p. et « Le néo-paternalisme des dirigeants des grandes firmes modernes : stratégie d'entreprise et rapports identitaires. Quelques réflexions sur le cas d'une région d'industrialisation récente, la Mauricie dans la première moitié du XX^e siècle », texte présenté lors des cinquièmes entretiens du Centre Jacques-Cartier, Montréal, 7-8 octobre 1992, p. 11 et 17.

The past few years have seen an epidemic of super-industries, of mergers and combinations and the personal factor has been largely lost. [...] In Three Rivers we recall the days when individual paper-mills were operated by their own, self-contained staffs, and we honestly believe « these were the good old days ». Men like C. R. Whitehead, Geo. Chahoon Jr., Vivian Burrill, H. Biermans and John T. Tebbutt built up their OWN industries, and they were in daily contact with their employees and with their mill operations. To-day, there are many men ruling industry who have no knowledge of actual working problems, although they are highly skilled in the intricacies of finance. Is it any wonder that workmen in such industries feel themselves to be only cogs in a soul-less machine, and are ready to listen to the ever-present labour-agitator ? We hear a great deal about « esprit de corps » in industry and, to be frank, much of that talk is meaningless²¹⁶.

Les changements dans le style d'encadrement des travailleurs des grandes firmes se poursuivent après la Crise. Claude Bellavance explique qu'au cours des années 1940, on assiste à une « dérégionalisation de la majorité des grandes sociétés industrielles implantées en Mauricie, leurs activités régionales devenant de simples maillons dans des ensembles plus vastes ayant des ramifications un peu partout au Canada et dans le monde²¹⁷ ». À partir de ce moment, les hommes d'entreprise abandonnent progressivement les services publics mis en place par les dirigeants pionniers durant les décennies précédentes dans le cadre de ce que Bellavance nomme la logique impersonnelle du capital²¹⁸, logique dont l'éditorialiste du *St. Maurice Valley Chronicle* avait pressenti les conséquences.

Le point suivant découle du précédent. Le discours de développement, tout autant que sa pratique, traduit la situation de la Mauricie qui est celle d'une région de plus en plus intégrée dans la dynamique nord-américaine du capitalisme de monopole en pleine ascension depuis la fin du siècle dernier. La Mauricie éprouve les conséquences de la concentration des grandes entreprises à partir des années vingt et se

²¹⁶ 12 septembre 1935, p. 3.

²¹⁷ Bellavance, *Le patronat...*, p. 87.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 135.

ressent fortement des nouvelles stratégies de développement de ces firmes à partir de la Crise.

Un autre point a trait à la fonction exercée par le clergé dans la dynamique du développement de la région. Comme le chapitre précédent le faisait déjà entrevoir, l'Église, loin de se replier dans son rôle traditionnel ou de se cantonner dans le registre du spirituel, réagit avec promptitude aux bouleversements socioéconomiques dans lesquels la Mauricie s'engage; elle cherche même, dans certains domaines, à conserver l'initiative des opérations et à ne pas se laisser distancer par les dangers dont elle se sent menacée, notamment dans le domaine syndical ou le coopératisme économique. Sous la houlette de M^{gr} François-Xavier Cloutier, un homme énergique et sensible aux changements en cours, l'Église mauricienne entretient de bonnes relations avec les dirigeants des grandes entreprises sans les heurter, en se découpant le territoire qu'elle estime le sien. Elle sait aussi perpétuer l'encadrement des fidèles qu'elle a solidement établi au XIX^e siècle, principalement celui des masses laborieuses qui envahissent les centres nouvellement créés à partir de 1900 puis la ville épiscopale une dizaine d'années plus tard. Par la voix de ses prédicateurs, l'Église locale maintient fermement le discours traditionnel mais elle sait composer avec les dirigeants si besoin est afin d'aboutir à des compromis satisfaisants pour elle et pour eux. Enfin, les chefs religieux n'hésitent pas à condamner, un peu à contre-courant de l'enthousiasme général, certains aspects de l'industrialisation et de l'urbanisation qui leur paraissent nocifs aux corps comme aux âmes.

Par ailleurs, les faits plaident en faveur de l'existence d'une forme d'intégration régionale, du moins sous certains aspects perceptibles grâce à l'analyse du corpus. Toutefois, il faut préciser qu'ils nous apparaissent trop partiels et trop fragiles pour affirmer que l'intégration du sud et du nord de la Mauricie, plus précisément du pôle

trifluvien et des villes industrielles de son hinterland, soit pleinement réalisée avant 1950.

Il faut mentionner, en fin de course, la richesse de signification déployée par la symbolique des illustrations, discours et textes littéraires qui témoignent de la continentalisation des représentations reliées au développement de la collectivité régionale. Dans cette foulée, le chapitre qui suit aborde les divers types de référents spatiaux et temporels développés au sein des représentations développementales élaborées par les élites en Mauricie durant l'époque à l'étude. -

CHAPITRE V -

DISCOURS ET PRATIQUES SYMBOLIQUES EN RAPPORT AVEC LE DISCOURS DE DÉVELOPPEMENT

Dans les chapitres précédents, nous avons cherché à mettre en relief le discours et les pratiques se rattachant aux principales dimensions du développement régional, soit l'exploitation des ressources, l'aménagement des voies de communication, l'industrialisation et l'urbanisation. L'analyse du corpus a mis au jour, dans les diverses stratégies argumentaires et dans les pratiques du développement de la région, des référents qui renvoient à la croissance, au progrès et à la modernité. L'examen des documents rassemblés révèle également la présence de nombreux référents spatiaux et temporels destinées à la construction symbolique de la région.

Dans ce chapitre, nous allons étudier comment se sont manifestées ces représentations symboliques de l'espace et du temps que suggère la dynamique du développement de la Mauricie. Ou, dit autrement, comment la rhétorique du Progrès s'est-elle exprimée à travers les manifestations de l'imaginaire collectif ? Nous aborderons successivement les aspects particuliers suivants : l'expression de la centralité trifluvienne avec ses rapports à l'identité régionale, le régionalisme comme affirmation mauricienne, l'appropriation symbolique de l'espace, le regard de l'autre comme fondement identitaire, l'expression du nationalisme et ses rapports au Progrès ainsi que l'attachement à l'empire britannique des milieux anglophones. Ensuite, nous abordons les rapports avec les métropoles symboliques de la Mauricie que constituent la France et les États-Unis. À ces sections nous ajoutons en fin de chapitre le discours des hommes politiques et celui touchant l'éducation sous l'angle du développement.

1. La centralité trifluvienne et l'identité régionale

La position mitoyenne de Trois-Rivières par rapport à Montréal et Québec ainsi que l'affirmation d'une identité régionale forment une part importante du discours de

revendication de la centralité trifluvienne dans la presse régionale dès le milieu du XIX^e siècle.

On va même jusqu'à proposer que Trois-Rivières devienne le siège du gouvernement du Canada-Uni après l'incendie du parlement à Montréal car, explique-t-on, elle constitue « une petite ville paisible » où ne se retrouve pas « de canaille aussi nombreuse que celle de Montréal¹ » et qui risquerait éventuellement de fomenter des émeutes. Pour le même motif, *Le Constitutionnel* propose que le débat entourant la nomination d'un Imprimeur de la Reine provenant soit de Montréal ou de Québec soit réglé en choisissant quelqu'un de Trois-Rivières². *L'Ère Nouvelle* revendique cette centralité presque avec démesure :

[La région possède] la position géographique la plus belle comme la plus avantageuse de l'Amérique britannique du Nord. Le Saint-Maurice ne s'étend pas seulement au nord, mais, par ses mille et un tributaires, il embrasse tout l'immense territoire entre les rivières Ottaouais [*sic*] et Saguenay. Au delà de 20 000 000 d'acres de terres sont couverts par les plus magnifiques forêts de tous les meilleurs bois de commerce. [...] Il n'y a pas que l'Europe, les Indes occidentales et les côtes maritimes des États-Unis qui pourraient faire provision de nos bois, mais aussi l'intérieur des États-Unis³.

Le bond économique qui survient à partir de 1900 ramène ces propos centralistes. Trois-Rivières est le centre ou le milieu géographique de la Province et doit savoir en tirer parti, proclame-t-on à maintes reprises dans les colonnes des journaux de la ville⁴. Les Trifluviens en sont d'autant plus convaincus lorsque cette affirmation

¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 29 septembre 1849, p. 2. Quelques années plus tard un autre incendie, qui endommage le parlement de Québec, procure l'occasion à un lecteur anglophone de *L'Ère Nouvelle*, (22 février 1854, p. 2), de faire la même suggestion. La feuille réformiste approuve le projet, voir aussi le 1^{er} mars 1854, p. 2. On réclame par ailleurs que l'exposition générale (la foire agricole) de 1856 de la province du Canada se tienne à Trois-Rivières, toujours à cause de sa centralité, 19 novembre 1855, p. 2.

² 12 juin 1868, p. 2.

³ 6 août 1855, p. 2.

⁴ Par exemple, *Le Trifluvien*, 15 mai 1908, p. 4 et 21 mai 1917, p. 3; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 3 février 1911, p. 1; *Le Courrier*, 18 avril 1913, p. 1; *Le Bien Public*, 2 novembre 1916, p. 1.

provient de publications de Montréal comme *Le Moniteur du Commerce* en 1908⁵. La même année, le rédacteur du *Nouveau Trois-Rivières*⁶ avance que la cité de Lavolette doit devenir le « centre distributeur de la force motrice obtenue par l'exploitation des pouvoirs d'eau » que Shawinigan Water & Power développe le long de la rivière Saint-Maurice. Il ajoute un peu plus tard que la « marotte » de son journal est « la centralisation aux Trois-Rivières de tout le commerce des districts qui forment le centre géographique de la plus riche partie de notre province, celle qui s'étend entre Montréal et Québec, des côtés nord et sud du Saint-Laurent et le Haut-Saint-Maurice⁷. »

On se plaît à rappeler que la ville est la capitale mondiale du papier comme nous l'avons précisé antérieurement⁸. À ce sujet, la municipalité fait installer en 1949 deux panneaux-réclames aux extrémités de la ville sur lesquels on peut lire : « Trois-Rivières. Le centre mondial du papier. The World's Newsprint Center⁹ ». Dans un texte publicitaire, il est écrit que Trois-Rivières, destinée à devenir l'une des plus grandes villes de la Province, constitue « le trait d'union entre Montréal et Québec¹⁰ ». Pour sa part, le député Jacques Bureau, ministre à Ottawa, résume ce discours de centralité en des termes vibrants soutenus par une logique implacable :

La Province de Québec deviendra un jour le centre industriel du Canada car nous avons ici tout ce qu'il faut, les voies de transport par terre et par eau, la force motrice et la main-d'œuvre.

⁵ Rapporté par *Le Nouveau Trois-Rivières*, 17 juillet 1908, p. 2.

⁶ 24 septembre 1908, p. 1. « Faire de notre cité un centre de distribution nationale », écrit *Le Nouvelliste*, 28 avril 1923, p. 8.

⁷ 25 mars 1910, p. 1.

⁸ « Notre ville est la reine du papier de l'univers entier », titre *Le Nouvelliste*, 18 août 1928, p. 33; de son côté, W. Aird, président de la Chambre de commerce et directeur de Wabasso Cotton affirme avec emphase que « nous sommes ici [*sic*] le centre de la plus grande région manufacturière de pulpe et de papier au monde », *Le Nouvelliste*, 24 avril 1923, p. 1.

⁹ L'idée vient du comité du tourisme de la Chambre de commerce de Trois-Rivières. La photographie de l'un des panneaux est présentée dans *Le Nouvelliste*, 14 avril 1949, p. 3.

¹⁰ *Le Courrier*, 25 avril 1913, p. 3.

Trois-Rivières est l'endroit le mieux situé de la province pour en devenir le centre et, en conséquence, Trois-Rivières deviendra un jour le centre du Canada industriel¹¹.

Pour outranciers qu'ils nous paraissent aujourd'hui, ces propos ne traduisent pas moins les ambitions qui se dessinaient à Trois-Rivières au sommet de la période de prospérité qui laissait entrevoir un progrès que l'on estimait presque sans limites.

« Trois-Rivières centre régional » est un thème dont nous avons signalé la présence au chapitre sur les voies de communication. Sa présence est décelable dès le milieu du siècle dernier. Une rumeur circule en 1849 selon laquelle le district judiciaire de Trois-Rivières serait aboli. Une « assemblée générale du District » est tenue le 8 février; le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières* écrit, non sans exagération, que l'« on veut décréter l'abaissement sinon l'anéantissement judiciaire [*sic*] de notre district et en ruiner entièrement le chef-lieu »; selon lui, « la hache est au pied de l'arbre majestueux et vénéré de 200 ans¹² ». Il faut comprendre que l'activité judiciaire était capitale à Trois-Rivières si l'on en juge par l'importance que revêtaient les nouvelles du Palais de Justice dans les journaux, de même que le nombre relativement considérable d'avocats à Trois-Rivières au même moment. Finalement, la décision du maintien d'un juge résident apaise les esprits bien que la feuille locale prétend que « Les gouvernements ont tout fait pour empêcher le progrès du district¹³. »

Un tournant majeur est pris en 1895 comme en témoignent les propos suivants : « Trois-Rivières a tout intérêt à voir s'ouvrir la vallée du Saint-Maurice et améliorer les communications avec cette région et nous serions heureux de voir notre

¹¹ *Le Bien Public*, 2 septembre 1924, p. 1. L'allocution avait été présentée devant des syndiqués à l'occasion de la fête du Travail.

¹² 20 et 27 janvier, 10 et 17 février 1849, p. 2. Par ailleurs, on propose que les townships de Somerset, Chester et Halifax soient annexés au district trifluvien.

¹³ *Le Journal des Trois-Rivières*, 24 mars 1849, p. 2-3; 7 avril 1849, p. 2; 28 avril 1849, p. 3.

Chambre de commerce et le Conseil municipal s'occuper de la chose¹⁴. » Le milieu d'affaires s'occupe d'étendre son influence aux nouvelles villes de Shawinigan et Grand-Mère. Tous les journaux trifluviens se font le fer de lance de la centralité régionale trifluvienne et, à partir de ce moment, les articles à ce sujet se multiplient. Le rédacteur du *Trifluvien*, le Dr Ephrem-François Panneton, déplore :

Quant à l'importance pour notre ville d'être reliée directement à ses deux voisins du nord, personne n'en doute et il me semble que tout Trifluvien devrait sentir le rouge lui monter [au visage] quand il entend, comme cela m'est arrivé dernièrement, les Québécois [*sic*] appeler notre région du Saint-Maurice leur back country¹⁵,

Celui-ci, depuis qu'il a pris la direction du bihebdomadaire, cherche à faire de son journal « un organe local au lieu d'un organe politique. Nous avons tenté, précise-t-il, de faire servir notre journal uniquement à promouvoir les intérêts de notre district ». Panneton conclut avec fierté en affirmant qu'il est parvenu à un résultat, celui « d'habituer les Trifluviens à s'occuper des affaires de leur municipalité autant que de questions politiques de Québec ou d'Ottawa¹⁶. » Du reste, Panneton avait imprimé une orientation très claire à son journal en 1905 : « Avant tout soyons trifluviens¹⁷. »

Jean-Baptiste Meilleur-Barthe, en 1908 dans les colonnes du *Nouveau Trois-Rivières*, rappelle à son tour que le « back country » doit revenir à Trois-Rivières et non à Québec; « Nous sommes menacés d'un isolement à peu près complet », craint Meilleur-Barthe l'année suivante lorsqu'il est question de relier la rive sud à Montréal et

¹⁴ *Le Trifluvien*, 22 octobre 1895, p. 2.

¹⁵ Souligné dans le texte, *Le Trifluvien*, 25 novembre 1902, p. 2. On se plaint du même type d'accaparement lorsque Québec est désigné port d'entreposage et d'exportation pour Grand-Mère et Shawinigan par le gouvernement fédéral en 1905, 23 mai 1905, p. 4.

¹⁶ *Le Trifluvien*, 9 janvier 1906, p. 4.

¹⁷ *Le Trifluvien*, 10 janvier 1905, p. 1.

Québec par une ligne ferroviaire¹⁸. Enfin, Joseph Barnard rédige un éditorial sur l'importance cruciale, pour la ville, de former un centre régional actif et prospère¹⁹.

Un candidat à un poste de conseiller lors de l'élection municipale de 1910 promet, dans sa publicité électorale, de faire en sorte que « Trois-Rivières, centre naturel, garde l'avantage sur les villes qui l'environnent²⁰. » Dans cet ordre de pensée, les hommes d'affaires trifluviens cherchent à protéger les entreprises de la région ainsi que le commerce de gros et de détail de la ville contre la concurrence extérieure. Dans un article dont le titre est : « La ville des Trois-Rivières a besoin d'un tarif protecteur pour continuer à s'acheminer dans la voie du progrès », *Le Nouvelliste* rend compte des audiences de la Commission du Tarif protecteur tenues à Trois-Rivières au sujet de l'industrie textile²¹. À de multiples occasions, la presse locale, tant à Shawinigan ou Louiseville qu'à Trois-Rivières, exhorte ses lecteurs à encourager les commerçants locaux plutôt que, entre autres, pratiquer l'achat par catalogue dans les grands magasins de Montréal ou Toronto²². Des commerces locaux se vantent d'être « à capital 100 % trifluvien [...] par des Trifluviens, pour des Trifluviens²³. »

¹⁸ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 13 août 1909, p. 1; 1^{er} juillet 1909, p. 1.

¹⁹ *Le Bien Public*, 10 février 1911, p. 1.

²⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 1^{er} juillet 1910, p. 2.

²¹ Les dirigeants de Wabasso Cotton et de Shawinigan Cotton comparaissent devant la Commission. Ils estiment que le Tarif protecteur est essentiel à la survie de leur entreprise, 15 novembre 1920, p. 8. Voir aussi le *St. Maurice Valley Chronicle*, 19 novembre 1920, p. 1.

²² Comme *Le Trifluvien*, 10 juillet 1900, p. 2; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 28 août 1914, p. 1; *Le Bien Public*, 6 juillet 1916, p. 8; *L'Écho du Saint-Maurice*, 2 février 1917, p. 5 et *La Revue de Shawinigan*, 10 décembre 1930, p. 2. Au sujet de l'achat par catalogue, voir *Le Nouveau Trois-Rivières*, 14 octobre 1910, p. 1; 28 décembre 1911, p. 1; *Le Bien Public*, 17 avril 1919, p. 1. Une campagne « Mort aux catalogues » est organisée conjointement en 1923 par *Le Nouvelliste* (6 octobre 1923, p. 10) et *Le Bien Public* (9 octobre 1923, p. 5). En milieu rural, voir *L'Écho de Saint-Justin*, 15 mai 1928, p. 1.

²³ Voir les publicités de la Boulangerie Moderne Ltée parues dans *Le Mauricien*, novembre 1936, p. 12 et novembre 1937, p. 4; aussi celle d'une manufacture de chemises, *Le Mauricien*, novembre 1936, p. 13.

Dans cette foulée, le rédacteur du *St. Maurice Valley Chronicle* explique que « Our merchants play a leading part of our community, if we fail to give them the patronage they have the right to expect, we [...] deserve the censure and scorn of everyone who is sincerely working towards the development of a Greater Three Rivers²⁴. » *Le Bien Public* répète à l'envie que Trois-Rivières est et doit demeurer la capitale de la vallée du Saint-Maurice²⁵, il demande aussi aux jeunes professionnels de rester à Trois-Rivières plutôt que de « s'exiler²⁶ ». En 1932, dans les colonnes de ce journal, Clément Marchand revient sur un thème ancien : « Québec et Montréal s'emparent de nos énergies [...]. Une réaction méthodique s'impose contre l'effet de cette succion lente mais sûre²⁷. »

Le candidat conservateur à l'élection provinciale de 1923, Maurice Duplessis, sait faire vibrer les cordes sensibles des gens de sa circonscription : « Je m'engage à combattre tout chef, tout homme politique qui nuirait aux intérêts de cette ville et de ce comté [...]. Si vous voulez un homme d'action qui fera passer sa province avant son parti, sa ville avant ses intérêts, son honneur avant les honneurs, votez pour Duplessis !²⁸ ». La propagande de l'habile tribun est percutante : « Trois-Rivières d'abord; Trois-Rivières ensuite, Trois-Rivières toujours²⁹. » Effectivement, Duplessis ne dément pas la prédilection qu'il affiche à l'endroit de ses électeurs si l'on en juge par les avantages qu'il réussit à attirer à Trois-Rivières³⁰.

²⁴ *St. Maurice Valley Chronicle*, 13 décembre 1934, p. 3.

²⁵ *Le Bien Public*, 16 juin 1921, p. 24; 21 juin 1921, p. 4 et 7 janvier 1937, p. 1 où Clément Marchand écrit : « Ayons à cœur de faire de Trois-Rivières la véritable métropole de la Mauricie, pas seulement industrielle, mais aussi morale et intellectuelle. »

²⁶ *Le Bien Public*, 21 juillet 1921, p. 8.

²⁷ *Le Bien Public*, 27 septembre 1932, p. 3.

²⁸ *Le Nouvelliste*, 25 janvier 1923.

²⁹ *Le Devoir*, 27 avril 1927, à l'occasion de l'élection où Duplessis remporta le siège de Trois-Rivières à l'Assemblée législative.

³⁰ Duplessis sait faire flèche de tout bois afin de s'attirer le vote de l'électorat : il multiplie les interventions personnelles, accordant des bourses à des élèves et rédigeant des lettres de recommandation en faveur de travailleurs; il sème à tous vents des messages de félicitations ou de condoléances. Duplessis subventionne des maisons d'enseignement et des orphelinats, contribue

Les autres centres urbains de la région connaissent ce genre de discours auquel se mêle une expression de fierté locale. Les propos élogieux du gouverneur général du Canada en visite à Shawinigan sont rapportés avec fierté³¹, et l'on se réjouit de voir les journaux trifluviens vanter le succès des deux jeunes centres industriels³². *The Shawinigan Standard* n'y va pas de main morte : « We have brought to the attention of outside the "bonne entente" which exists in Shawinigan between the two great races [...]. Shawinigan Falls is a model city and is commonly known as the "model city of Quebec"³³. » *La Revue de Shawinigan* ne veut pas être en reste pour ce qui est de la fierté locale; à ses yeux, le Saint-Maurice, aussi-majestueux que la rivière Hudson, et les chutes, les plus belles et les plus considérables en Amérique du Nord après celles du Niagara, constituent « une des merveilles de la nature sur le continent nord-américain³⁴. »

La Tuque n'échappe pas à ce vent de fierté. Dans la feuille locale, il est affirmé que la ville de La Tuque sera bientôt « la reine des villes de la vallée du Saint-Maurice et le joyau de son écrin³⁵ ». Effectivement, chaque communauté industrielle bénéficie de sa part de discours de fierté locale dont l'élite pouvait se délecter dans les moments de célébration collective. Il ressort également de ces propos que la formation d'un lieu central par rapport à une caractéristique donnée constitue l'un des référents de l'identité, que ce soit sur le plan de la localité ou celui de la région.

aux œuvres du curé Chamberland et appuie financièrement le club de baseball local (voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1978, tome 1, p. 71, 87-88, 136, 141, 154, 201 et 211). De façon plus concrète sur le plan économique, le député de Trois-Rivières obtient l'aménagement du Parc de l'Exposition et du Parc Pie-XII, tirant profit de l'influence dont il jouit comme premier ministre.

³¹ *L'Écho du Saint-Maurice*, 28 août 1919, p. 1.

³² Par exemple, *Le Trifluvien*, 13 février 1906, p. 8; *Le Bien Public*, 15 janvier 1920, p. 1.

³³ 15 mai 1940, p. 1.

³⁴ *La Revue de Shawinigan*, 30 juin 1924, p. 1.

³⁵ *La Tuque*, 24 novembre 1911, p. 4.

En outre, il convient de faire mention du sentiment d'appartenance local ou régional qui s'exprime de diverses manières dans le discours de développement. Les chefs d'entreprise ne s'en privent pas, même ceux qui ne proviennent pas de la région. Par exemple, le directeur de la manufacture de chaussures Smardon termine une allocution présentée lors de l'inauguration en affirmant qu'il s'identifie à Trois-Rivières et qu'il souhaite son progrès comme tous les Trifluviens³⁶. Pour leur part, les arguments avancés afin d'attirer le touriste en Mauricie font ressortir les représentations identitaires : ainsi, Robert J. Clarke, dans un éditorial du *St. Maurice Valley Chronicle*, considère que « our woods, our waters, our wildlife and the amenities of a real "woodlands" holiday constitute an asset of undeniable value³⁷ ». « If we can capitalize our scenic beauties our fishing and hunting resources, we can build up a steady "vacation-trade" comparable to that enjoyed the states of Maine and New Hampshire », poursuit Clarke dans un autre éditorial³⁸.

Du côté francophone, on demande aux Mauriciens : « parlons français³⁹ » afin de préserver un caractère susceptible d'attirer les étrangers et, quant à lui, Louis-D. Durand avance que la région est unique en Amérique du Nord et doit être préférée aux plages américaines⁴⁰. Sur le plan régional, l'attitude de Shawinigan et de Grand-Mère à l'égard de Trois-Rivières est ambivalente. On promeut la solidarité des villes mauriciennes⁴¹ mais on n'hésite pas à exiger que le projet d'école de papeterie se réalise à Shawinigan ou Grand-Mère plutôt qu'à Trois-Rivières⁴².

³⁶ *Le Trifluvien*, 22 décembre 1888, p. 3.

³⁷ *St. Maurice Valley Chronicle*, 3 janvier 1935, p. 3.

³⁸ *St. Maurice Valley Chronicle*, 7 mars 1935, p. 3.

³⁹ Comme dans *L'Écho de Saint-Justin*, 2 mai 1935, p. 1.

⁴⁰ *Le Bien Public*, 1^{er} août 1935, p. 1.

⁴¹ Par exemple dans *La Revue de Shawinigan*, 4 décembre 1933, p. 1 : « La réussite des fêtes du tricentenaire profitera non seulement à Trois-Rivières mais également à Shawinigan Falls et aux autres villes de la région qui sont solidaires les unes des autres. »

⁴² *L'Écho du Saint-Maurice*, 9 novembre 1922, p. 1.

Les énonciateurs du discours de développement considèrent les limites de la région mauricienne avec un grand intérêt, voire avec passion. Ainsi dès 1863, *L'Ère Nouvelle* appuie le député de Yamaska qui présente un projet de loi en vue d'annexer Baie-du-Febvre, Saint-Zéphyrin et Sainte-Brigitte au district judiciaire trifluvien en expliquant que Trois-Rivières constitue le marché naturel de ces trois localités⁴³. De son côté, *Le Journal des Trois-Rivières* estime en 1873 que le district régional regroupe les comtés de Nicolet, Champlain, Saint-Maurice et Maskinongé⁴⁴. Cette délimitation est celle que l'on rencontre le plus fréquemment dans les journaux durant toute l'époque à l'étude⁴⁵ quoique le comté de Yamaska soit parfois englobé dans la région trifluvienne⁴⁶ de même que Victoriaville⁴⁷. Il arrive même que l'on prétende que l'aire d'influence trifluvienne s'étend plus loin, mais le fait est plutôt exceptionnel⁴⁸.

Un sentiment d'appartenance se fait jour également : « Ayons le sentiment de solidarité dans le district de Trois-Rivières », lit-on dans une publicité d'un grand magasin trifluvien parue en 1922 à Shawinigan⁴⁹. Par ailleurs, Raymond Douville, dans *Le Bien Public*, fait état de « ce lien qui unit depuis quelques années la région mauricienne, de La Tuque à Trois-Rivières, de Louiseville à Sainte-Anne » à l'élection provinciale de 1935 à l'occasion de laquelle les quatre circonscriptions de la Mauricie

⁴³ *L'Ère Nouvelle*, 4 mars 1863, p. 2.

⁴⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 27 février 1873, p. 2.

⁴⁵ Par exemple, *Le Journal des Trois-Rivières*, 7 décembre 1892, p. 1, *Le Bien Public*, 29 juillet 1948, p. 1.

⁴⁶ Par exemple, *Le Journal des Trois-Rivières*, 11 février 1891, p. 3.

⁴⁷ *Le Bien Public*, supplément du 4 juillet 1940, p. xiii. À Victoriaville, on fait ses emplettes à Trois-Rivières, avance l'auteur de l'article, mais les délais provoqués par la traversée du fleuve nuisent beaucoup.

⁴⁸ Comme dans un article du *Moniteur du Commerce* reproduit dans *Le Trifluvien*, 17 septembre 1897, p. 3, selon lequel l'influence morale et matérielle de Trois-Rivières rayonne sur les comtés de Saint-Maurice, Champlain, Yamaska, Nicolet, Drummond et une partie de Sherbrooke. En 1906, *Le Trifluvien* considère que le champ d'action de la foire agricole de Trois-Rivières s'étend, outre les comtés du district (Nicolet, Maskinongé, Saint-Maurice et Champlain), aux comtés de Berthier, Joliette, Portneuf, Arthabaska, Yamaska et Richelieu, 9 août 1906, p. 4.

⁴⁹ *L'Écho du Saint-Maurice*, 16 mars 1922, p. 1.

ont élu des candidats de l'Union nationale⁵⁰. Le même journal, lors du décès du curé Corbeil de La Tuque, souligne que « fervent Mauricien, [le disparu] désirait de tout cœur que La Tuque passât au diocèse des Trois-Rivières⁵¹ ».

L'article du *Bien Public* fait allusion à une situation que l'on considère comme une anomalie depuis longtemps à Trois-Rivières. Depuis 1886, le secteur de La Tuque est rattaché à un diocèse ontarien⁵² ce que les journaux trifluviens déplorent à plusieurs reprises, entre autres du point de vue économique⁵³; le rattachement est finalement effectué en 1939 à la satisfaction générale. Dans cet ordre d'idée, la division du diocèse trifluvien survenue en 1885, afin de créer celui de Nicolet sur la rive sud, avait suscité maints articles des journaux trifluviens⁵⁴ mais aucun n'a considéré les conséquences économiques qu'elle pourrait entraîner.

En 1907, le projet de création d'un district judiciaire distinct à Nicolet soulève l'opposition des milieux trifluviens : « Certes Nicolet a le droit d'avoir des ambitions, affirme le rédacteur du *Trifluvien*, mais nous avons le devoir de veiller sur ce qui nous

⁵⁰ *Le Bien Public*, 28 novembre 1935, p. 1.

⁵¹ *Le Bien Public*, 14 septembre 1939, p. 13.

⁵² D'abord au vicariat apostolique de Pontiac, puis au diocèse de Haileybury et finalement au diocèse de Timmins.

⁵³ Par exemple, *Le Nouveau Trois-Rivières*, 17 décembre 1908, p. 1 et *Le Bien Public*, 1^{er} août 1935, p. 9. Deux ans après le retrait de La Tuque du diocèse, Arthur Turcotte soutient que la construction du chemin de fer Trois-Rivières/La Tuque qu'il promet permettra de reculer vers le nord les limites du diocèse, *La Paix*, 18 mai 1888, p. 2. Comme Turcotte et M^{gr} Laflèche sont en guerre ouverte, on imagine que le libéral ironise quelque peu. De son côté, l'abbé Napoléon Caron, dans ses *Deux voyages sur le Saint-Maurice*, qui paraît à la même époque, n'hésite pas à écrire, (p. 53) : « Unir La Tuque à Pontiac, c'est lui donner l'apparence d'un champignon; c'est mettre un fronton à la base d'un édifice. Nous croyons qu'un jour ou l'autre Monseigneur [le vicaire apostolique] de Pontiac sera d'avis lui-même de nous la restituer, tant la division qui a été faite est peu naturelle. »

⁵⁴ Notamment dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 12 avril 1883, p. 2; *Le Clairon*, 21 janvier et 5 juin 1884, p. 2; et *La Liberté*, 29 octobre et 7 novembre 1884 p. 2. De son côté, le député du comté de Saint-Maurice déclare que « le démembrement du diocèse avait eu pour heureux effet de grouper d'une manière plus intime encore les fidèles autour de leur vénérable évêque », *Le Journal des Trois-Rivières*, 18 janvier 1886, p. 2.

appartient⁵⁵. » *Le Courrier*, journal conservateur de Trois-Rivières, accuse le député libéral J.-A. Tessier d'avoir soutenu le projet de la rive sud et fait la considération suivante : « Les progrès de la ville des Trois-Rivières feront certainement la prospérité de nos voisins car c'est principalement des villes que les campagnes tirent leurs richesses. [...] Les arts, les sciences et les industries ne prospèrent que là où la population est la plus considérable⁵⁶. »

Quelques années plus tard on craint que la ville de La Tuque joigne un district judiciaire projeté qui regrouperait les comtés de Pontiac, Labelle et le haut de la vallée du Saint-Maurice⁵⁷. Toutefois, au grand dam de la presse⁵⁸ et du Barreau trifluviens⁵⁹, La Tuque est rattachée finalement au district judiciaire de Québec en 1923 à cause de la présence d'un lien ferroviaire direct et du fait, avance-t-on, que les grandes compagnies sont représentées par des avocats de Québec. Treize ans plus tard, *Le Nouvelliste* réclame encore que cette anomalie soit corrigée⁶⁰.

2. Le régionalisme et l'affirmation mauricienne

L'élite intellectuelle trifluvienne, et au premier chef le clergé enseignant du Séminaire Saint-Joseph, développe un discours identitaire sur le plan régional qui prend forme à partir de la fin du XIX^e siècle, au moment précis où le district trifluvien

⁵⁵ *Le Trifluvien*, 19 février 1907, p. 8. Une délégation nicolétaine était allée quelques semaines auparavant à Québec afin d'appuyer le projet, 8 février 1907, p. 1.

⁵⁶ *Le Courrier*, 11 novembre 1913, p. 1.

⁵⁷ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 18 mars 1910, p. 1. L'idée du rattachement de La Tuque au district projeté découle de la construction du chemin de fer Transcontinental.

⁵⁸ *Le Nouvelliste*, 5 avril 1923, p. 1.

⁵⁹ Le Barreau du district trifluvien vote une résolution protestant contre le projet de loi abolissant la juridiction de Trois-Rivières à La Tuque pour la cour supérieure et la cour de magistrat, *Le Bien Public*, 1^{er} mai 1923, p. 1. De plus, le Barreau local envoie une délégation à Québec dirigée par les députés Jacques Bureau et J.-A. Tessier, *Le Nouvelliste*, 12 juillet 1923, p. 5.

⁶⁰ *Le Nouvelliste*, 2 mai 1936, p. 3.

s'intègre véritablement dans le mouvement industriel de l'Amérique du Nord. Le discours régionaliste affiche ses couleurs de façon explicite à partir de 1925 quand l'abbé Albert Tessier, préfet des études au séminaire, commence à propager les impressions reçues lors de son séjour en Europe et traduit en actes l'enseignement d'un maître vénéré. Le « régionalisme mauricien⁶¹ » dont l'expression a culminé lors des fêtes grandioses qui ont marqué le tricentenaire de la fondation de Trois-Rivières en 1934 est considéré ici dans un contexte plus vaste et envisagé sous l'angle de la dynamique du développement régional exprimée de façon discursive.

Les sources lointaines du mouvement régionaliste observables à Trois-Rivières même remontent à 1884 lors des célébrations du 250^e anniversaire de la ville. Les fêtes se déroulent du 3 au 5 juillet; leur sommet consiste en la pose de la première pierre du monument au Sieur de Laviolette, le fondateur de la ville, et au « baptême » de l'avenue Laviolette⁶². L'homme derrière la manifestation et la désignation est l'historien Benjamin Sulte⁶³. Le premier historien de Trois-Rivières explique pourquoi il a préféré attribuer au modeste employé de Champlain plutôt qu'au père de la Nouvelle-France

⁶¹ Nous avons consacré notre mémoire de maîtrise, « Le régionalisme mauricien des années trente » à ce sujet. « Régionalisme mauricien » est le terme employé par Tessier et ceux qui ont désigné le courant de pensée qu'il a réussi à imposer un certain moment. Il faut préciser que ce discours concernait l'ensemble de la région mais n'a été proclamé et défendu que par des gens de Trois-Rivières, sauf rares exceptions. Le dépouillement des journaux de Shawinigan entrepris dans le cadre de la présente recherche n'a rien révélé au sujet d'un appui quelconque au mouvement trifluvien provenant de l'élite locale.

⁶² Le comité organisateur est fébrile depuis le mois de mai. La célébration comprend également des défilés, une grand-messe et un sermon par M^{gr} Laflèche. Des jeux, illuminations et concerts populaires attirent une foule considérable. *Le Clairon*, 17 juin, 7, 10 et 11 juillet 1884, p. 2 et le numéro spécial du 4 juillet.

⁶³ Sulte avait commencé la rédaction d'une histoire de Trois-Rivières qu'il n'a jamais menée à terme. Les parties complétées ont paru en deux volumes qui couvrent la période s'étendant de 1535 jusqu'en 1665 : *Histoire de la ville des Trois-Rivières et de ses environs*, Trois-Rivières, [s.é.], 1869, 126 p., *Chronique trifluvienne*, Montréal, Compagnie d'imprimerie canadienne, 1879, 236 p. Sulte n'est pas en bons termes avec M^{gr} Laflèche (à ce sujet voir Albert Tessier, « Trois-Rivières 1884 », *CD*, vol. XVII, (1952), p. 160 et Serge Gagnon, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976, p. 386); pour sa part, *Le Journal des Trois-Rivières* reproduit une critique sévère de son *Histoire des Canadiens français* dans laquelle J.-C. Taché reproche à Sulte d'avoir malmené les missionnaires jésuites et M^{gr} de Laval, 12 avril 1883, p. 1.

l'auréole du fondateur : « Lavolette est plus local, plus à nous », soutient-il avec conviction⁶⁴.

C'est de cette façon que naît le culte historique de Lavolette, qui laisse ses traces dans la désignation d'entreprises et de commerces jusqu'à nos jours et se traduit par le « char de Lavolette » dans les défilés de la Saint Jean-Baptiste. Il est question de l'érection d'un imposant monument en 1916 à laquelle il n'est pas donné suite⁶⁵; la vieille statue de stuc qui s'effritait, fut démolie en 1921⁶⁶. Le souvenir de l'énigmatique fondateur de Trois-Rivières subsiste néanmoins grâce au bas-relief gravé sur un monument érigé au Platon en 1934. La symbolique de Lavolette est présente sur la page couverture de plusieurs périodiques des années 1930. On y voit Lavolette, le poing sur l'épée, avec, en arrière-plan le Trois-Rivières moderne avec des pylônes électriques, des cheminées d'usines, le clocher de la cathédrale et le dôme du séminaire⁶⁷ ou, dans une version plus élaborée, le fondateur de Trois-Rivières tourné vers le même paysage trifluvien et brandissant une bannière fleurdelisée avec, à sa suite, une procession de pionniers⁶⁸.

⁶⁴ *Le Clairon*, 4 juillet 1884, p. 4-5. Le monument, œuvre de Louis-Philippe Hébert, est inauguré deux ans plus tard, *Le Journal des Trois-Rivières*, 15 juillet 1886, p. 2. Les historiens ont peu à dire de ce Sieur de Lavolette dont on ignore à peu près tout — y compris le prénom, l'année de naissance et celle du décès — sauf qu'il signe les actes comme commandant du fort de Trois-Rivières de 1634 à 1636. Voir André Vachon, *DBC*, I, p. 443-444, qui, à l'instar de Marcel Trudel (*Le Ralliement*, vol. 10, n° 15, mai 1984, p. 283-288), considère Lavolette comme un exécutant subalterne.

⁶⁵ *Le Courrier*, 23 juin 1916, p. 4; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 9 juin 1916, p. 1; *Le Bien Public*, 22 juin 1916, p. 8. On prévoit un monument en marbre de Carrare; Lavolette prend l'allure d'un mousquetaire. À noter que les traits du Lavolette de 1886 étaient empruntés à Sulte dont la moustache et l'impériale seyaient tout à fait à un gentilhomme de Louis XIII !

⁶⁶ Joseph Barnard, dans un article intitulé « Le Sieur de Lavolette réduit en poussière », déplore la démolition de la statue au profit de l'érection du monument des Braves de la Guerre 1914-1918, *Le Bien Public*, 23 octobre 1919, p. 1. De son côté, Armour Landry écrit : « ce pauvre monument à Lavolette, brisé dans un concasseur de pierre, fut employé par des sacrilèges à paver la rue près du bureau de Poste », *Bribes d'histoire*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1932, p. 61.

⁶⁷ Éditions 1933 de l'*Almanach trifluvien* et du *Three Rivers Year Book*. Voir l'Annexe V.

⁶⁸ *Troisième centenaire trifluvien 1634-1934* (Édition 1934 de l'*Almanach trifluvien*) et *Three Rivers Year Book* 1935 « Published by The St. Maurice Valley Chronicle, Three Rivers, Que. »

Les journaux locaux portent un intérêt soutenu à l'histoire de Trois-Rivières à partir de 1890. Ainsi, *Le Trifluvien* commente *L'Histoire du Collège des Trois-Rivières* de l'abbé Louis Richard de même que le premier tome des *Ursulines des Trois-Rivières*⁶⁹. Le texte de causeries portant sur l'histoire locale et des articles de Sulte paraissent dans les colonnes de la même feuille⁷⁰. En outre, *Le Trifluvien* se préoccupe de la survie du vieux moulin à vent menacé de démolition⁷¹ et livre à ses lecteurs des textes généalogiques, des notes sur l'arrivée des Acadiens dans le district trifluvien par M^{gr} L. Richard⁷² ainsi que l'histoire du comté de Champlain par E.-Z. Massicotte⁷³. Dès ses débuts, *Le Nouvelliste* promet à ses lecteurs de mettre en valeur « la richesse historique du district des Trois-Rivières »⁷⁴. En définitive, l'intérêt soutenu voué à l'histoire de la petite patrie prépare un terrain favorable à l'éclosion du régionalisme⁷⁵.

⁶⁹ *Le Trifluvien*, 8 janvier 1890, p. 3. L'auteur des *Ursulines des Trois-Rivières* est Mère Marguerite-Marie, o.s.u., (1855-1933) née Eugénie Lasalle et cousine germaine de Sulte; première historienne de la région, elle a contribué à l'histoire du village de Champlain et de celui de Sainte-Anne-de-La-Pérade; *Le Bien Public*, 23 et 28 février 1933, p. 1.

⁷⁰ Par exemple, *Le Trifluvien*, 1^{er} et 19 mars 1890 p. 2. Une exposition de pièces provenant de Trois-Rivières à la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal est soulignée, 5 octobre 1892, p. 3. Une série d'articles sur l'histoire locale paraît en 1905 sous la signature de Paul Petit. De son côté, l'abbé Dusablon fonde un musée au séminaire (27 décembre 1895, p. 3) et fait apposer une série de « planchettes historiques » sur les principaux monuments de la ville (5 juin 1908, p. 4). Une autre série de plaques historiques sera mise en place une trentaine d'années plus tard (*Le Bien Public*, 3 octobre 1940, p. 3).

⁷¹ *Le Trifluvien*, 1^{er} et 18 août 1899, p. 3. On voulait en utiliser les pierres pour le pavage des rues. La campagne du *Trifluvien* porte fruit et le moulin est restauré par la municipalité.

⁷² La série sur les Acadiens paraît du 8 octobre au 27 décembre 1907. Sur M^{gr} Richard, qui fut supérieur du séminaire à trois reprises entre 1880 et 1908, voir les notices biographiques du *Bien Public*, 3 avril 1919, p. 1 et du *Ralliement*, vol. 1, n° 13, avril 1929, p. 185-189. Celui que l'on surnommait le « Père Richard » était un personnage pittoresque, un géant débonnaire qui s'intéressait à la petite patrie et a exercé ses talents en architecture, en peinture et en musique.

⁷³ On notera un regain d'intérêt durant les années 1920 de la part des journaux en rapport avec l'histoire, notamment celle des vieilles familles (*Le Nouvelliste*, 14 octobre 1922, p. 10; *Le Bien Public*, septembre-octobre 1925), celle de Saint-Narcisse (*Le Bien Public*, juin-juillet 1924) et celle de Trois-Rivières (conférence du D^r Auguste Panneton devant le club Rotary résumée dans *Le Nouvelliste*, 16 mai 1923, p. 5).

⁷⁴ 30 octobre 1920, p. 10. Une chronique historique débute aussitôt et *Le Bien Public* pose le même geste deux ans plus tard, 11 avril 1922, p. 4.

⁷⁵ Le terme « régionalisme » n'apparaît la première fois à Trois-Rivières qu'en 1919 sous la plume d'Alfred Cambray, *Le Trifluvien*, 11 juillet 1919, p. 1, même si la réalité qu'il désigne était déjà présente dans les propos de l'abbé Gélinas dix ans plus tôt.

Le premier artisan du mouvement régionaliste en Mauricie est le neveu d'Antoine Gérin-Lajoie, l'abbé Joseph-G. Gélinas (1874-1927)⁷⁶. Professeur d'histoire au séminaire, Gélinas prononce des conférences sur l'histoire locale et commence à élaborer sa pensée régionaliste à partir de 1910. Les comptes rendus de ses allocutions de même que les articles qu'il fait paraître dans les colonnes du *Bien Public* sous divers pseudonymes⁷⁷ fournissent l'occasion de connaître sa pensée de façon précise et détaillée. L'abbé Gélinas exprime l'exaltation de la petite patrie pour la première fois lors d'une soirée organisée par la municipalité à l'hôtel de ville :

Dans une famille bien ordonnée, les enfants connaissent l'histoire des ancêtres, et ils aiment à s'en entretenir. [...] Et c'est ainsi que le souvenir des anciens aide la famille à se maintenir dans le devoir et l'honneur. Le village, la ville, surtout la petite ville, c'est la famille agrandie, la petite patrie, si bien chantée par Nérée Beauchemin. Pour nous, Trifluviens, Les Trois-Rivières, c'est la grande famille. C'est ici que le voyageur des pays lointains accourt avec bonheur, après de longues années d'absence [...]. C'est ici que le vieux Trifluvien, celui qui ne part jamais, vit, prie et meurt en bénissant ses enfants qui garderont pieusement le lien familial.

C'est aussi aux Trois-Rivières que pensent le Trifluvien, la Trifluviennne sur la terre étrangère quand, le soir, au milieu des plaines de l'Ouest ou dans le voisinage des grandes manufactures américaines, ils entendent la voix des cloches. C'est la petite église paroissiale, c'est la cathédrale, c'est le Platon, c'est le vieux moulin, c'est le fleuve avec ses voiles et ses gros navires, c'est le St-Maurice avec ses îles, ce sont des souvenirs tristes et joyeux qui passent alors dans les rêves⁷⁸.

Dans un article traitant de l'histoire des îles du Saint-Maurice, l'abbé Gélinas exprime un lyrisme appuyé : « N'oublions donc jamais, dans nos promenades du dimanche, que nous foulons en paix le sol du sacrifice, le sol des batailles et du martyre; que sur les eaux de nos rivières, dans les vieux sentiers trifluviens, des héros passèrent avant nous⁷⁹. » Ainsi, les composantes majeures de la doctrine régionaliste à

⁷⁶ Sur l'abbé Gélinas, sa biographie et son rôle comme mentor et précurseur de l'abbé Albert Tessier, voir « Le régionalisme mauricien des années trente », p. 55-65.

⁷⁷ Principalement Canadien, Jacques Cartier et Jacques Hertel.

⁷⁸ *Le Bien Public*, 23 août 1910, p. 6.

⁷⁹ *Le Bien Public*, 20 septembre 1910, p. 1. Une vingtaine de textes paraissent jusqu'en 1926 sans compter les deux séries de causeries historiques destinées aux enfants et publiées par la suite. Voir notamment le texte paru le 21 février 1918 (p. 1) sur une promenade imaginaire aux lieux historiques de Trois-Rivières.

venir — héroïsation des pionniers, nostalgie d'un passé révolu, exhortation sur les valeurs traditionnelles et attachement sentimental aux lieux de l'enfance — sont déjà en place et nourrissent de représentations fortes la résistance à la modernité et au progressisme. Il est frappant de constater que ce discours passéiste éclot et commence à se diffuser au moment précis où les sentiments des Trifluviens sont mélangés. Ils voient, ressentant à la fois une surprise émerveillée et une inquiétude sourde, leur petite ville entrer de plain-pied dans la modernité nord-américaine. Nous y voyons sans hésitation un discours donnant la réplique aux propos enthousiastes des ténors du Progrès.

L'imaginaire de résistance à certaines formes de la modernité se développe dans les années 1920 à Trois-Rivières. De retour d'Europe où il s'était imprégné du régionalisme de Frédéric Mistral, l'abbé Albert Tessier recueille l'enseignement de l'abbé Gélinas, celui qu'il considère comme son maître à penser. Une occasion lui permet de le mettre en pratique : les fêtes du Tricentenaire de Trois-Rivières, auxquelles on songe à la Société d'histoire régionale depuis sa création en 1926⁸⁰, constitueront le sommet et l'accomplissement du discours régionaliste claironné sans relâche par Tessier.

L'année 1934 voit la réalisation d'une série d'activités — pageants, inauguration du monument Le Flambeau, parutions d'ouvrages littéraires ou historiques, visites de délégations françaises — qui surviennent dans le contexte difficile de la Crise. L'examen de l'ensemble de la rhétorique échafaudée par le chef de file et définisseur du « régionalisme mauricien » permet de voir les représentations

⁸⁰ Mise sur pied le 3 mai 1926 par un groupe de prêtres du séminaire et de membres de professions libérales, la Société d'histoire régionale organise des « pèlerinages » aux sites historiques et des séries de conférences. L'historique de ses débuts est présenté dans *Le Nouvelliste*, 29 juin 1933, p. 7. Assoupie durant la Deuxième Guerre mondiale, la Société connaît un second souffle à partir de 1944 sous la direction de Raymond Douville, *Le Nouvelliste*, 4 décembre 1944, p. 2.

déjà présentes dans les propos de l'abbé Gélinas à l'œuvre dans les discours, les célébrations collectives et les entreprises nées dans la foulée de l'élan régionaliste.

Tessier n'est pas le seul à prendre la parole au nom de la fierté régionale ou locale. Nérée Beauchemin, le médecin-poète de Yamachiche de même que l'avocat Louis-D. Durand, nationaliste et maurassien fervent, soutiennent la pensée régionaliste, le premier par ses recueils de poèmes, le second par son activité de conférencier prolifique et son engagement politique⁸¹. Un véritable climat est créé. L'abbé Armand Bellemare interpelle les nouvelles générations par une apostrophe qui résume le discours de fierté, tant sur le plan individuel que collectif : « Jeune Trifluvien, es-tu de ta race ? Le sang qui coule dans tes veines ressemble-t-il à celui de Cartier, Laviolette ou Brébeuf ? Est-ce un sang noble ou dégénéré, pur ou ... impur ?⁸² ».

Par ailleurs, le discours de développement, présent chez Durand⁸³, est relativement rare chez Tessier et le peu qu'il est possible de recueillir exprime crainte et méfiance face à la rapidité du processus en cours. En 1927, alors que l'euphorie du progressisme bat son plein, Tessier redoute l'imprégnation de la mentalité américaine amenée par ces « omnipotents capitalistes et industriels qui viennent avec leurs assistants et sous-assistants vivre chez nous et y imposer leurs façons de vivre et de penser⁸⁴. » Il se demande en 1935 s'il faut se réjouir de cette « brusque poussée en avant ». Tessier poursuit : « ce progrès matériel trop subit résistera-t-il aux coups du temps ? [...] il est bien difficile de ne pas entretenir d'appréhensions sur la solidité

⁸¹ Voir « Le régionalisme mauricien... », p. 102-116.

⁸² *Le Bien Public*, 11 octobre 1934, p. 3.

⁸³ Dans ses campagnes électorales, à la suite desquelles il ne parvient jamais à se faire élire, Durand juge que la croissance industrielle et commerciale de la Mauricie est essentielle à son avenir et, pour ce faire, il réclame des voies de communications améliorées; il promeut notamment la construction d'un tunnel sous le fleuve, voir « Le régionalisme mauricien... », p. 115-116.

⁸⁴ « Conservation régionaliste », *Voix régionales*, 1927, p. 355-358.

d'entreprises développées avec une telle frénésie⁸⁵. » Ses propos relatifs à la Crise sont révélateurs d'un état d'esprit : Tessier y voit la conséquence d'un déséquilibre moral et préconise la reconstitution réaliste du passé afin, précise-t-il, « d'oublier nos conditions présentes et [...] notre état d'esprit d'homme du vingtième siècle⁸⁶. » De là son ardeur à embrigader les Trifluviens de toutes conditions dans un mouvement qui vise implicitement à combler un besoin d'identification à un idéal mobilisateur engendré par une situation collective difficile⁸⁷.

Tout à la fois discours occultant une aliénation économique, expression du clivage culturel entre l'élite et la masse, idéologie de repli et élément structurant de la dynamique régionale, le régionalisme mauricien des années trente a reflété les tiraillements d'une collectivité régionale en gestation⁸⁸. Précisons par ailleurs que l'aliénation économique en question ne résultait pas uniquement de l'expérience douloureuse de la Crise mais également de tout le sentiment de retrait vis-à-vis de l'essor économique enclenché à Trois-Rivières depuis 1908 par des étrangers au milieu local.

Ainsi, le « régionalisme mauricien » s'insère à sa façon dans la dynamique du développement sur le plan des représentations collectives de légitimation et d'affirmation. Il fonctionne en partie comme stratégie de compensation occultant une aliénation économique. Cet affirmationnisme exacerbé s'affaiblit après les années 1930 car une tentative de résurrection de l'esprit régionaliste à l'occasion des fêtes du

⁸⁵ Albert Tessier, *Trois-Rivières 1535-1935*, p. 186.

⁸⁶ Albert Tessier, *Pèlerinages dans le passé*, Montréal, Fides, 1942, p. 16-18.

⁸⁷ Voir notre article, « Le régionalisme mauricien des années trente », *RHAF*, vol. 47, n° 1, été 1993, p. 27-52.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 52.

310^e anniversaire de Trois-Rivières en 1944 ne connaît pas l'ampleur que l'on avait d'abord envisagée⁸⁹.

3. L'appropriation symbolique de l'espace : nommer les rues, la ville, la région

Alors que de grandes sociétés contrôlées par le capital extrarégional aménagent et orientent les grandes structures de l'économie de la Mauricie, la petite bourgeoisie trifluvienne se taille une place dans la construction régionale, notamment en investissant le registre du symbolique. L'acte de nomination des espaces nouveaux ou renouvelés constitue l'exemple par excellence de l'appropriation symbolique par une collectivité en mal de contrôle de la réalité économique. Cette stratégie de l'imaginaire s'est concrétisée par la désignation de rues et la francisation du toponyme local et du toponyme régional.

Les Trifluviens sont fiers d'expliquer que la majorité des rues de leur ville désignent des personnages historiques⁹⁰. Effectivement, un mouvement en faveur de l'usage de la thématique historique pour l'odonymie existe depuis 1906. Cette insistance dénote une volonté d'appropriation symbolique de l'espace local menacé par une invasion d'éléments étrangers perçus comme une atteinte à l'intégrité de l'imaginaire collectif. L'imaginaire du régional est ainsi restauré par un mythe fondateur, celui des débuts glorieux de la communauté dus à d'héroïques pionniers.

⁸⁹ En avril, on prévoit des fêtes grandioses de l'ampleur de celles de 1934 avec une chorale de 20 000 [sic] voix, un défilé de 2 000 figurants costumés, des « évolutions chorégraphiques », etc., *Le Bien Public*, 27 avril 1944, p. 1; 1^{er} et 8 juin, 6 juillet 1944, p. 8. À noter un enrichissement de la symbolique de 1934 : les soldats trifluviens qui viennent de débarquer en Normandie sont comparés aux héros trifluviens du XVII^e siècle, *Le Nouvelliste*, 30 juin 1944, p. 13. Les fêtes sont plus modestes que prévues; notons qu'elles donnent l'occasion de rendre hommage aux 21 soldats morts au combat depuis 1940, 3 juillet 1944, p. 3, 5.

⁹⁰ René Verrette, *Les rues de Trois-Rivières. Leur origine et leur histoire*, Trois-Rivières, Comité des fêtes du 350^e anniversaire de Trois-Rivières, 1984, p. v-vi.

Cette stratégie du registre symbolique est à l'œuvre principalement en 1933 lorsque l'abbé Albert Tessier, celui que l'on désigne comme « l'apôtre du régionalisme », rejette le régionyme Vallée du Saint-Maurice au profit de Mauricie. Un bref retour sur chacune des appropriations nous paraît pertinent.

Joseph Barnard propose que la municipalité nomme une rue « Lavérendrye » à l'issue d'une conférence consacrée à l'illustre découvreur trifluvien du XVIII^e siècle⁹¹; *Le Nouveau Trois-Rivières* appuie un de ses lecteurs qui propose, dans une lettre à l'éditeur, de donner le nom de Lavérendrye à la rue Alexandre et de Laflèche à la rue Volontaire; on suggère de surcroît que la rue des Forges et son prolongement, la rue du Platon, prennent le nom de Saint-Laurent⁹²; ces propositions ne sont pas retenues mais elles donnent le coup d'envoi à une préoccupation toponymique qui est stimulée par l'élan régionaliste des années trente⁹³ et se réalise pleinement à partir de 1945⁹⁴ lorsque de nombreuses rues sont tracées dans le cadre du mouvement d'expansion urbaine sur les coteaux; on profite de l'occasion afin de rebaptiser des rues du quartier historique⁹⁵.

⁹¹ *Le Trifluvien*, 20 juillet 1906, p. 1, 4.

⁹² 15 avril 1909, p. 1; *Le Bien Public*, 18 février 1910, p. 3. L'abbé Joseph Gélinas propose que la terrasse Turcotte devienne la terrasse Lavérendrye (*Le Bien Public*, 25 avril 1911, p. 4) et l'éditorialiste du *Nouvelliste* souhaite qu'une rue honore la mémoire de Pierre Boucher (18 octobre 1922, p. 4). De façon plus précise, Adélar Provencher propose, devant le club Rotary, que la municipalité donne des noms historiques aux rues afin d'intéresser les touristes, *Le Nouvelliste*, 21 juillet 1923, p. 12.

⁹³ Par exemple, *Le Nouvelliste*, 20 septembre 1932, p. 4 : « Nos rues doivent avoir des noms qui évoquent réellement notre histoire »; on demande que le prénom soit ajouté au nom de famille afin de désigner plus explicitement le personnage historique. Aussi *Le Bien Public*, 29 mai 1941, p. 1, qui se prononce en faveur des changements de noms apportés par le Conseil municipal (la rue Alexandre est devenue la rue Radisson).

⁹⁴ La Société d'histoire régionale crée un comité des noms de rues à la requête du Conseil municipal, il se compose des historiens Raymond Dubé, Hervé Biron et Raymond Douville, *Le Bien Public*, 29 novembre 1945, p. 8; la même société propose de changer le nom des quartiers — Lavérendrye, Laviolette, Hertel et DeNoue se substituant à St-Philippe, St-Louis, Ste-Ursule et Notre-Dame. Le Conseil municipal passe outre à la suggestion, probablement parce que les vocables sont en usage depuis près d'un siècle; *Le Bien Public*, 24 janvier 1946, p. 1, 5.

⁹⁵ Une polémique surgit lorsque M^e Arthur Béliveau, greffier de la municipalité, est d'avis qu'il faut garder les anciennes dénominations lesquelles, d'après lui, font partie de l'histoire; le Conseil municipal adopte finalement une position médiane. Voir *Le Bien Public*, 7 février 1946, p. 1; 7 mars 1946, p. 5; *Le Nouvelliste*, 1^{er} mars 1946, p. 3. On s'entend pour donner à la rue du Platon le nom de rue des Forges vu qu'elle se trouve dans le prolongement de celle-ci, *Le Nouvelliste*, 11 mai 1948, p. 3. La même année, la Société d'histoire régionale désigne une

L'importance accordée par les journaux à ces questions témoigne de l'intérêt considérable que porte le milieu local à l'histoire ainsi qu'au caractère crucial revêtu par la symbolique qui la sous-tend.

Par ailleurs, la traduction de « Trois-Rivières » en « Three Rivers » irrite de plus en plus les milieux intellectuels locaux⁹⁶; on exige que les anglophones emploient le nom original français de la ville lorsqu'ils veulent la désigner. L'abbé Albert Tessier mène, dans le cadre du mouvement régionaliste, une vigoureuse campagne contre « Three Rivers » qui porte fruit⁹⁷.

Toutefois, Tessier consacre le plus clair de son activité néonymique à la redésignation de la région. Le régionyme « Vallée du Saint-Maurice » est maintenant perçu comme un calque de « St. Maurice Valley » et, soutient l'abbé Albert Tessier, il faut le changer pour un régionyme à consonance véritablement française. C'est « Mauricie » que Tessier finit par choisir, et un débat s'engage dans les journaux à partir de 1933. Les opposants au nouveau nom ont l'appui officiel de l'évêque auxiliaire, M^{gr} Comtois, qui tient à un régionyme reflétant la centralité trifluvienne, comme « Trifluvianie ». Finalement, le vocable prôné par Tessier s'impose à l'usage

cinquantaine de noms de rues à la demande du Conseil municipal, *Le Bien Public*, 25 novembre 1948, p. 1.

⁹⁶ Par exemple, *Le Trifluvien*, 2 février 1906, p. 4, dans la lettre de Paul-Armand sur le progrès et *Le Bien Public*, 18 novembre 1915, p. 1, qui demande que Canadian Pacific Ry. abandonne Three Rivers au profit de Trois-Rivières dans ses indicateurs ferroviaires. Dans le même journal, 2 avril 1936, p. 1, on suggère que Three Rivers Traction, la filiale de Shawinigan Water & Power qui exploite le réseau de transport en commun, prenne le nom de « Les Transports trifluviens ». Des discussions s'élèvent également au sujet de « à » ou « aux » Trois-Rivières (par exemple, *Le Bien Public*, 22 janvier 1914, p. 8); à noter que l'on retrouve les deux dans le corpus de référence quoique depuis 1950 l'expression « à Trois-Rivières » s'est imposée de façon définitive.

⁹⁷ Voir Albert Tessier, *Souvenirs en vrac*, Montréal, Fides, 1975, p. 160-164. Tessier obtient que Bell Telephone enlève le nom Three Rivers de ses documents. L'apôtre du régionalisme réussit à convaincre Robert J. Clark, l'éditorialiste du *St. Maurice Valley Chronicle*, qui s'était d'abord opposé au changement. Par ailleurs, nous avons mentionné précédemment la tentative du *Bien Public* de franciser Shawinigan Falls en Chutes-de-Shawinigan vers 1915-1920.

et ne suscite plus la controverse⁹⁸. L'ampleur du débat illustre, là aussi, jusqu'à quel point des enjeux symboliques étaient en cause et remuaient les esprits les plus sensibles aux représentations identitaires.

À ce sujet, l'étude diachronique des désignations régionymiques de l'entité nommée aujourd'hui la Mauricie révèle une grande richesse de signification pour l'évolution de la socioéconomie régionale. Effectivement, à « Gouvernement des Trois-Rivières », qui est le régionyme du Régime français, succède « District des Trois-Rivières ». « District » se rapporte avant tout à une unité administrative du système judiciaire mais cette désignation générique se maintient jusque vers 1920 alors qu'elle recule définitivement devant « la région », désignation apparue à la fin du XIX^e siècle⁹⁹. Pour sa part le régionyme « Vallée du Saint-Maurice », traduction de « St. Maurice Valley », apparaît vers 1850 lorsque la rivière devient l'épine dorsale de l'exploitation forestière. La référence au Saint-Maurice se maintient dans le régionyme « Mauricie » dont nous venons de résumer les circonstances de

⁹⁸ Nous avons relaté dans « Le régionalisme mauricien... », p. 122-133, les multiples péripéties de cet ample débat. Ajoutons que même Henri Bourassa entra dans la bataille, se prononçant contre « La Mauricie » à cause de l'esprit de clocher que ce genre de désignations régionales pourraient faire naître selon lui.

⁹⁹ Dans notre dépouillement, « Région » apparaît la première fois sur les lèvres de Charles Colby, le président de North Shore Power lors de l'inauguration de la centrale hydroélectrique de Saint-Narcisse en 1897 (*Le Trifluvien*, 11 juin 1897, p. 5), et la première fois chez un francophone dans l'interview que Georges Balcer accorde au *Trifluvien*, 3 juin 1898, p. 2. Ensuite le mot s'impose peu à peu : « La ville et la région ont fait des progrès remarquables, etc. », *Le Trifluvien*, 30 août 1898, p. 2. Il est question de la « région des Trois-Rivières », dans *Le Trifluvien*, 16 octobre 1900, p. 2 (discours de Philippe-Élisée Panneton, candidat à l'élection fédérale) et 9 avril 1901, p. 2. Voir aussi *Le Nouvelliste*, 12 octobre 1921, p. 3 pour la « région du Saint-Maurice » et même la « région de la Vallée du Saint-Maurice », 2 octobre 1922, p. 4, etc. « District » apparaît rarement durant les années dix (*Le Nouveau Trois-Rivières*, 16 septembre 1910, p. 2 au sujet de la foire agricole) et les deux dernières fois, selon le dépouillement, dans *Le Nouvelliste*, 13 juillet 1921, p. 4 et 5 janvier 1923, p. 5. Enfin, on retrouve l'expression « pays des Trois-Rivières » dans un article du *Moniteur du Commerce* reproduit dans *Le Nouveau Trois-Rivières*, 19 août 1910, p. 1 et dans une lettre-préface signée par M^{gr} Comtois et datée du 18 février 1940, Arthur Joyal, M^{gr} F.-X. Cloutier, *prophète de Notre-Dame-du-Cap*, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1942, p. 5. Finalement, mentionnons que « Pays trifluvien » est utilisé par Léon Gérin en 1937, *Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de tradition française*, Montréal, Fides, 1948, p. 83.

l'implantation¹⁰⁰. Ces transferts toponymiques montrent comment les variations de l'importance économique et démographique relative de l'axe du Saint-Maurice avec le pôle trifluvien ont pu jouer dans le registre symbolique de la désignation des entités géographiques. L'ensemble des rapports entre la régionymie mauricienne et l'axiologie du développement sont détaillés dans la figure 13.

4. Le regard de l'autre comme fondement identitaire

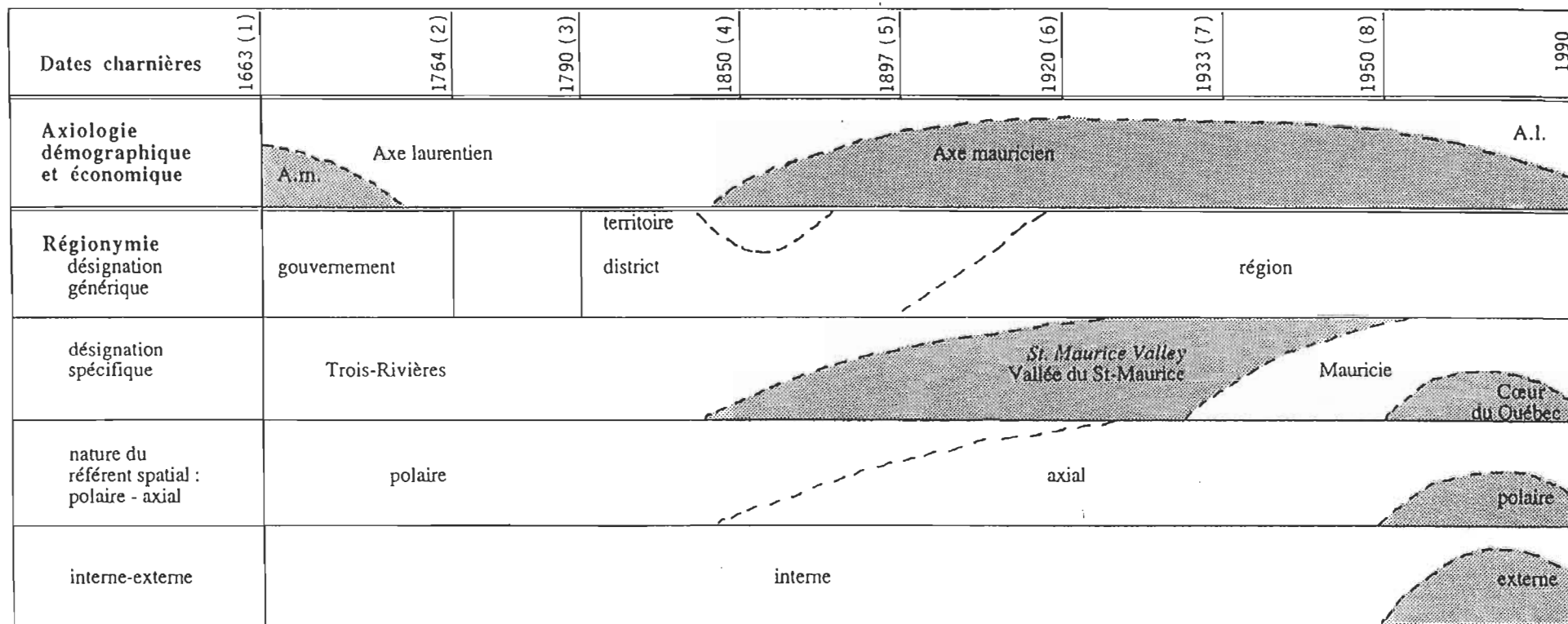
Les journaux mauriciens sont particulièrement attentifs aux propos tenus au sujet de leur région par des personnes qu'ils estiment importantes et provenant de l'extérieur. Plus étroitement, le milieu trifluvien réagit avec force au regard posé sur sa ville, qu'il soit positif ou négatif. Il n'est guère surprenant de constater que la presse locale reproduit avec fierté ou indignation selon le cas les articles des journaux de Montréal ou d'ailleurs. Sous ce rapport, les commentaires qui accompagnent ces articles constituent une source précieuse de l'affirmation identitaire. Le regard de l'autre est globalement négatif jusque vers 1890 alors qu'un renversement survient.

Les sarcasmes contre l'immobilisme trifluvien sont virulents surtout durant les années 1850 mais la presse locale, se fondant sur la nouvelle expansion de la ville, riposte rapidement. Au sujet d'un article du *Herald* de Montréal prétendant que si le village de Berthier et la ville de Trois-Rivières étaient vendus, le produit ne serait pas suffisant pour un mille de chemin de fer, le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières*

¹⁰⁰ La concurrence exercée par le régionyme Cœur-du-Québec durant les années 1950 et 1960 nous paraît significative. Nous attribuons ce glissement toponymique au double mouvement du déclin économique de l'hinterland mauricien et de la croissance du parc industriel de Bécancour sur la rive sud.

FIGURE 13

LA MAURICIE - 1663-1990 : Régionymie et axiologie du développement



1. Création du Gouvernement des Trois-Rivières
2. Abolition du Gouvernement des Trois-Rivières
3. Création du District des Trois-Rivières
4. Début de l'aménagement du Saint-Maurice et de la première industrialisation
5. Création des noyaux urbains de Grand-Mère, Shawinigan et La Tuque et deuxième industrialisation

6. Consolidation et stabilisation
7. Affirmation régionale et ralentissement de la croissance industrielle et démographique
8. Déclin industriel et démographique de Grand-Mère, Shawinigan et La Tuque, développement de Bécancour et de Trois-Rivières (tertiarisation) et troisième industrialisation

réplique en vantant la fertilité de la région et en énumérant les principales entreprises industrielles¹⁰¹. Quelques mois plus tard, le même rédacteur s'en prend au *Globe* de Toronto lequel affirmait que s'il n'y a pas eu de requête contre le projet de loi relatif à la construction de la cathédrale, c'est que les Trifluviens sont analphabètes¹⁰². De son côté, le rédacteur de *L'Ère Nouvelle* considère comme une injustice le fait que la *Montreal Gazette* ait accusé les Trifluviens de ne pas avoir envoyé d'échantillons de fer de qualité à l'Exposition universelle de Paris¹⁰³. Trois-Rivières n'est pas « a little country town », fait remarquer en 1877 *Le Constitutionnel* contre l'affirmation du *Star*¹⁰⁴. Mentionnons finalement que *Le Trifluvien* réagit avec vigueur aux propos vitrioliques des *Débats* au sujet de ses positions conservatrices. La feuille libérale radicale avait écrit que

Le Trifluvien, journal tendrement castor jette les hauts cris parce que *Les Débats* sont en faveur d'une bibliothèque publique et d'un hôpital civique. [...] D'ailleurs, que les bonnes âmes de cette feuille réactionnaire se rassurent, il n'est pas question d'établir une bibliothèque ou un hôpital neutre [*sic*] à Trois-Rivières, cet ineffable sanctuaire de l'ultramontisme [*sic*]¹⁰⁵.

Ces propos quelque peu forcés relèvent plutôt de la rhétorique de confrontation qui avait animé les libéraux contre ceux qu'ils affublaient plaisamment des noms de « castors » ou d'« ultramontés », c'est-à-dire les membres du clan ultramontain dirigé par M^{gr} Laflèche. L'idée voulant que Trois-Rivières est une ville rétrograde était devenue un lieu commun dans ces joutes oratoires.

En revanche, le regard positif de l'Autre sur Trois-Rivières fait l'objet d'articles dans les médias à partir de 1890 environ. Que ce soit à la suite d'un texte publié dans le

¹⁰¹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 8 mai 1852, p. 2. Le *Herald* fait allusion au projet de chemin de fer de la rive nord auquel il s'oppose.

¹⁰² *Le Journal des Trois-Rivières*, 18 décembre 1852, p. 2-3.

¹⁰³ *L'Ère Nouvelle*, 22 octobre 1855, p. 2.

¹⁰⁴ *Le Constitutionnel*, 19 janvier 1877, p. 2.

¹⁰⁵ *Le Trifluvien*, 15 juillet 1902, p. 4.

New York Sun sous la signature du consul américain, d'un article sur le progrès de Trois-Rivières¹⁰⁶, d'une mention de la ville dans un récit de voyage paru dans *L'Univers*, le journal des Veuillot¹⁰⁷, ou encore d'un hommage au sens du progrès manifesté par le maire Olivier dans *Le Journal* de Montréal¹⁰⁸, la presse trifluvienne est très sensible à la reconnaissance du caractère progressiste de Trois-Rivières. Dans la même veine, des articles sont mentionnés avec fierté par les journaux comme ceux du *Sunday Telegram* de Worcester¹⁰⁹, de l'*Union de Maisonneuve*¹¹⁰ ou encore du *Christian Science Monitor* félicitant Trois-Rivières de posséder une usine municipalisée afin de pourvoir les industriels de locaux adéquats¹¹¹.

C'est aussi avec amour-propre que les autorités locales proposent la tournée des grandes usines et des édifices principaux à des visiteurs de marque comme le prince de Galles et le duc de Devonshire en 1919¹¹². Vers 1920, le discours de valorisation atteint un comble. Ainsi, le maire Normand explique à un groupe d'échevins de la ville de Montréal visitant les usines locales que Trois-Rivières a doublé de population en quelques années alors que Montréal n'a augmenté que de 20 à 25 %. *Le Nouvelliste* ajoute, au sujet du même événement, que Trois-Rivières a été « une révélation » pour les visiteurs¹¹³. Semblablement, Wilfrid Gariépy, faisant visiter les installations d'International Paper à des journalistes américains, soutient que la population de Trois-Rivières doublera dans cinq ans et que la ville est appelée à devenir un second Chicago¹¹⁴. Lorsque, en 1920, Dominion Films se propose de faire un documentaire

¹⁰⁶ *Le Trifluvien*, 12 mars 1892, p. 2.

¹⁰⁷ *Le Trifluvien*, 23 octobre 1896, p. 3.

¹⁰⁸ *Le Trifluvien*, 1^{er} juin 1900, p. 2. Voir aussi un autre article du *Journal* reproduit le 3 août de la même année, p. 2. *Le Trifluvien* signale également que *Le Monde illustré* a reproduit les principaux édifices de la ville, 18 septembre 1900, p. 3.

¹⁰⁹ *Le Bien Public*, 27 août 1914, p. 7.

¹¹⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 15 septembre 1916, p. 2.

¹¹¹ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 5 janvier 1917, p. 4.

¹¹² *Le Bien Public*, 28 août 1919, p. 1.

¹¹³ *Le Nouvelliste*, 6 juillet 1922, p. 1.

¹¹⁴ *Le Nouvelliste*, 5 octobre 1922, p. 5.

sur Trois-Rivières, le rédacteur du *Bien Public* demande que « notre ville paraisse dans tous ses avantages et que ceux qui sont chargés de piloter les photographes [*sic*] ne leur laissent voir que ce qui mérite d'être vu et non le reste¹¹⁵. »

Un discours d'exclusion est présent dans les propos relatifs au développement. On en veut surtout aux étrangers à la région qui obtiennent des postes. Dès 1853, on se plaint de l'embauche d'arpenteurs venant d'ailleurs que du district pour la construction du chemin de fer du Nord¹¹⁶. Deux ans plus tard, *L'Ère Nouvelle* déplore le fait que « les affaires du St. Maurice sont confiées à des étrangers [...]. Les Canadiens [français] n'ont que des emplois subordonnés et [...] les bons salaires ne sont point pour eux¹¹⁷ ». *L'Écho du Saint-Maurice* de Trois-Rivières s'acharne contre le député local, W. R. Dawson, « un étranger d'Ottawa » qui a accordé 20 000 \$ pour l'exploration de l'Outaouais mais rien pour celle du Saint-Maurice¹¹⁸. Périodiquement, durant toute l'époque étudiée ici, on se plaint que des fonctionnaires provenant de l'extérieur sont nommés à Trois-Rivières ou que les postes de juges, sénateurs ou conseillers législatifs sont comblés par des étrangers à la région¹¹⁹.

Durant les années trente, on préconise, comme ailleurs dans la province, l'achat chez le marchand canadien-français plutôt que chez le Juif et l'on se plaint que les immigrants accaparent les emplois¹²⁰. En 1939, le Conseil de comté de Saint-Maurice

¹¹⁵ *Le Bien Public*, 5 février 1920, p. 1.

¹¹⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 6 août 1853, p. 2.

¹¹⁷ *L'Ère Nouvelle*, 5 avril 1855, p. 2. L'auteur de l'article s'adresse au surintendant du Bureau des travaux du Saint-Maurice.

¹¹⁸ *L'Écho du Saint-Maurice*, 13 août et 31 décembre 1858, p. 2.

¹¹⁹ Voir entre autres *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 septembre 1853, p. 2 et le 27 mars 1879, p. 2; *L'Ère Nouvelle*, 18 février 1864, p. 2. Pour la nomination de sénateurs, voir *Le Bien Public*, 30 novembre 1933, p. 1 et celle de juges, le même journal, 9 août 1934, p. 1.

¹²⁰ Comme type de ce genre de discours, voir les propos tenus à la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Justin, *L'Écho de Saint-Justin*, 29 juin 1933, p. 1. Ce discours n'est pas unanime, comme on peut le constater dans l'article de Jean Lebrun paru dans *Le Mauricien*, février 1934, p. 28, qui s'oppose à un éditorial du *Nouvelliste* condamnant l'immigration. De son côté, *Le Bien Public*, 11 août 1949, p. 1, se prononce en faveur de l'immigration « latine ».

adopte une résolution où il se déclare « fortement opposé à l'admission au Canada d'immigrants quels qu'ils soient, et plus particulièrement à l'admission des réfugiés juifs¹²¹ ». *Le Mauricien* constate que trop d'établissements commerciaux trifluviens sont aux mains des étrangers, non seulement des Canadiens anglais, mais également des Juifs, des Grecs, des Syriens (Libanais) et des Chinois¹²². Ce propos relève d'un genre de nationalisme économique appliqué à l'échelle locale ou régionale.

Le souci de la bonne entente entre francophones et anglophones, — entre les deux « races », comme on disait alors — ressort avec évidence dans de nombreux textes provenant aussi bien des milieux canadiens-anglais que canadiens-français. « Vive l'entente cordiale ! », s'écrie *Le Courrier* lors de la réception d'une délégation constituée principalement d'hommes d'affaires et d'universitaires ontariens en 1916¹²³. Pour sa part, *Le Nouveau Trois-Rivières* écrit que la réception de la délégation par le Conseil municipal et la Chambre de commerce permettra de « se mieux connaître pour mieux se comprendre afin de vivre en paix et en harmonie » tout en promouvant les échanges commerciaux et industriels¹²⁴. Dans cette perspective, une association bilingue, le club Rotary, est fondée en 1921 afin de réunir les hommes d'affaires et de favoriser « l'harmonie entre les nationalités¹²⁵ ».

¹²¹ *Le Nouvelliste*, 27 janvier 1939, p. 3.

¹²² *Le Mauricien*, mars 1937, p. 5. La proportion d'établissements non canadiens-français serait passée de 25 à 36,5 % de 1920 à 1936 selon l'auteur de l'article qui donne des chiffres détaillés.

¹²³ *Le Courrier*, 9 octobre 1916, p. 1. La réception des quelque 200 délégués de la Convention de l'Unité nationale de passage à Trois-Rivières l'année suivante suscite des propos du même genre, *Le Trifluvien*, 25 mai 1917. Voir le discours du maire Tessier, p. 1, et l'éditorial d'Alfred Cambray, p. 4. L'exclamation citée fait allusion à l'Entente cordiale passée entre la France et l'Angleterre en 1904, dont l'actualité reprenait l'expression fréquemment.

¹²⁴ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 13 octobre 1916, p. 1.

¹²⁵ *Le Nouvelliste*, 28 février 1921, p. 4. La « charte » est remise le 14 juillet; le D^r Malone est élu président. Julian C. Smith de SWP est présent de même que le maire et les députés, 15 juillet 1921, p. 1.

« Bonne entente entre anglais et français » revient pratiquement à dire « bonne entente entre capital et travail » comme en fait foi ce message de souhaits annuel du maire Désaulniers de Shawinigan : « La bonne entente n'a cessé de régner dans les diverses classes de la société. Notre population s'est montrée soucieuse du maintien de l'ordre public et respectueuse des autorités civiles et religieuses. Le capital et le travail ont vécu en parfaite harmonie et en coopération à notre progrès matériel¹²⁶. » Réciproquement, Robert J. Clarke, éditorialiste du *St. Maurice Valley Chronicle* qui entretient des relations chaleureuses avec les régionalistes trifluviens, écrit en 1934 que « Trois-Rivières [or Three Rivers] is a Canadian city where, thank God, the great races which constitute this Dominion live side by side in perfect harmony, and where the two official languages of Canada are spoken with equal freedom¹²⁷. » Incidemment, le succès éclatant des fêtes de 1934 fait dire à Clarke que « Both French-speaking and English-speaking were bent to the common cause in a way that ensures success. [...] Considerations of party, race or creed were largely banished¹²⁸. »

Il arrive à la presse anglophone régionale de percevoir la majorité francophone comme constituant une collectivité très traditionnelle, voire folklorique. Par exemple, D. R. Wilson, dans un éditorial du *Shawinigan Standard* intitulé « The Habitants », écrit que

Are there any more lovable people in all the world than the Habitants of Old Quebec — a happy, contented, law-abiding domesticated people, with characteristics of their own,

¹²⁶ *La Revue de Shawinigan*, 25 décembre 1929, p. 10. Neuf ans plus tard, le maire Bilodeau renouvelle ces propos : « Uniformly amicable relations between the French and English speaking population is one of our greatest assets [...]. Shawinigan Falls should lead all Canadian cities as an example of harmony and goodwill », *The Shawinigan Standard*, 6 juillet 1938, p. 1. À Shawinigan on est pointilleux sur la bonne entente : lorsque le curé de la paroisse-mère l'abbé Hervé Trudel est nommé chanoine, le même hebdomadaire souligne que le « Canon Trudel is a general favourite in the city and enjoys the highest esteem of his parishioners as well as those of other parishes and the English speaking citizens », 5 juillet 1939, p. 1.

¹²⁷ *St. Maurice Valley Chronicle*, 6 décembre 1934, p. 3.

¹²⁸ *St. Maurice Valley Chronicle*, Silvery Jubilee Supplement, 1944, p. 12-14.

cherishing their family traditions, speaking their own ancient language, neighbourly and God fearing ? Surely not !¹²⁹.

Dans un autre éditorial, dont le titre est : «When Quebec set a standard¹³⁰ », Wilson mentionne l'« exemplification of the fine spirit shown by the French-Canadians » à propos de l'élection d'un député juif, Ezekiel Hart, par l'électorat trifluvien au début du siècle dernier. Ce discours bonne-ententiste traduit la préoccupation d'écarter toute mésentente au sein de l'équilibre apparemment stable qui s'était créé entre les composantes de la société urbaine de la Mauricie afin de maintenir un bon climat socioéconomique. Cette détermination n'a pas entamé l'expression vigoureuse du nationalisme canadien-français, y compris dans le registre économique.

5. Le nationalisme et le Progrès

Les référents identitaires du discours de développement et de la rhétorique du Progrès ne se limitent aucunement au plan local ou régional. L'importance que prennent les référents à la collectivité canadienne-française découle de l'intérêt manifesté par la presse locale envers l'histoire nationale¹³¹, les activités et l'enseignement de l'abbé Lionel Groulx, fervent porte-parole nationaliste¹³², et l'héroïsation d'un pionnier du

¹²⁹ *The Shawinigan Standard*, 19 juillet 1939, p. 2.

¹³⁰ *The Shawinigan Standard*, 26 juillet 1939, p. 2.

¹³¹ Principalement depuis le début du présent siècle. *Le Trifluvien* (23 février 1906, p. 4) rapporte les propos de Louis Fréchette devant la notabilité locale à l'hôtel de ville en faveur du monument à Crémazie; les conférences de Sulte sont rapportées par les journaux, (par exemple, *Le Bien Public*, 31 janvier 1918, p. 8). L'adresse du maire Normand lue à l'occasion du dévoilement des statues de Pierre Boucher et de Lavérendrye à Québec en 1922 est également transcrite, *Le Nouvelliste*, 28 septembre 1922, p. 5.

¹³² Des textes nationalistes de Groulx paraissent dans *Le Bien Public* en 1921 et des extraits de conférences sont reproduits, par exemple, 18 novembre 1943, p. 1; le même journal fait paraître *L'Appel de la race* sous forme de bande dessinée en 1935.

XVII^e siècle, Dollard des Ormeaux¹³³. Elle se traduit également par l'intérêt porté à la production littéraire canadienne-française. À titre d'exemple, la presse locale fait paraître, principalement entre 1913 et 1922, des poèmes d'Ulric Gingras, de Blanche Lamontagne, d'Albert Lozeau et de Louis Fréchette¹³⁴.

La célébration de la nativité de saint Jean-Baptiste le 24 juin¹³⁵ rappelle que le Précurseur est le patron des Canadiens français. Le défilé traditionnel organisé depuis les années 1840 comprend des « chars » allégoriques présentant des thèmes dont le contenu est riche d'enseignement à propos des représentations auxquelles la communauté francophone s'identifie¹³⁶. On y retrouve, surtout dans les débuts, un singulier mélange de sujets rattachés à la nostalgie du passé ou, au contraire, reflétant les innovations technologiques et l'idéologie du progrès¹³⁷. À titre d'exemple, le défilé de 1869 aligne les « voitures de parade » suivantes :

1. Le commerce du bois

¹³³ Le culte historique envers le « héros » du Long-Sault s'affirme en 1911. Les jeunes de l'A.C.J.C. organisent une grande manifestation avec défilé militaire des zouaves, discours et cérémonies à la cathédrale. Le plus fort de l'intérêt envers Dollard se manifeste durant la période 1921-1923; l'événement présente alors un caractère religieux prononcé : grand-messe à la cathédrale avec l'évêque au trône, sermon de circonstance, glas funèbre, rien n'est ménagé afin de proposer Dollard des Ormeaux comme modèle de courage et de sacrifice à la jeunesse; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 26 mai 1911, p. 5; *Le Bien Public*, 21 avril, 24 et 26 mai 1921, p. 1; *Le Nouvelliste*, 26 mai 1922, p. 1; 21 mai 1923, p. 5. Les journaux reproduisent les textes sur Dollard provenant des élèves des séminaires, par exemple, *L'Écho de Saint-Justin*, 24 mai 1934, p. 8; *Le Bien Public*, 29 mai 1941, p. 4.

¹³⁴ Nous avons dénombré 19 occurrences pour Ulric Gingras, 12 pour Blanche Lamontagne, 9 pour Albert Lozeau et 7 pour Louis Fréchette sur un total de 80 poèmes parus dans *Le Courrier*, *Le Trifluvien*, *Le Bien Public* et *Le Nouvelliste* entre mars 1913 et mars 1922.

¹³⁵ En 1915, le maire Tessier proclame la Saint-Jean-Baptiste jour de fête civique mais les usines et les commerces demeurent ouverts, *Le Bien Public*, 1^{er} juillet 1915, p. 1.

¹³⁶ Sur le caractère représentatif des thèmes associés au défilé de la Saint-Jean, voir Michèle Guay, « La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal : 1834-1909 », mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1972, vii-319 p.

¹³⁷ La liste des toasts portés à l'occasion du banquet officiel qui rassemble fréquemment les notables le 24 juin constitue lui aussi un indicateur des représentations collectives reliées au développement et à l'idée de progrès. Ainsi, en 1857, on salue, outre la Reine, le maire, etc., les sociétés d'agriculture, la prospérité de la ville et son incorporation récente, les chemins de fer projetés ainsi que le commerce, *L'Ère Nouvelle*, 26 juin 1857, p. 2.

2. L'industrie et les mécaniciens
3. La manufacture de cercueils
4. L'agriculture
5. La manufacture de crinolines
6. Les tailleurs
7. La presse
8. Le petit saint Jean-Baptiste¹³⁸

En milieu rural, la thématique s'infléchit vers les métiers traditionnels ou renouvelés. Par exemple, à Gentilly en 1886, on présente les « chars » suivants :

1. Cartier et Champlain
2. Les voyageurs du bon (vieux) temps
3. Une charrue
4. Une semeuse en opération
5. Les forgerons
6. Les cordonniers
7. Les beurriers
8. Les bûcherons
9. La bannière de saint Édouard, patron de Gentilly
10. Les navigateurs

¹³⁸ *Le Journal des Trois-Rivières*, 25 juin 1869, p. 2. Le personnage du Précurseur est invariablement représenté sous les traits d'un jeune berger aux cheveux bouclés et accompagné d'un mouton, mais jamais sous les traits du farouche prédicateur dans le désert. Outre le défilé, la célébration comprend une grand-messe dans la cathédrale décorée, des discours, divers spectacles et des feux d'artifice. Voir, par exemple, *Le Trifluvien*, 28 juin 1918, p. 1 ou *Le Bien Public*, 19 juin 1919, p. 1. En milieu rural, la feuille locale résume les discours patriotiques. Par exemple, *L'Écho de Saint-Justin*, 1^{er} août 1922, p. 6. De son côté, la fête du Travail, célébrée à partir des années dix, comporte quelquefois, elle aussi, un défilé avec chars allégoriques, *Le Bien Public*, 5 septembre 1918, p. 1. Les métiers sont représentés en compagnie de l'équipement le plus moderne.

11. Une faucheuse¹³⁹

En 1891, *Le Trifluvien* donne le détail de l'ordre du défilé qui parcourt les rues de la ville. L'examen de l'ensemble des éléments composant le défilé est riche de signification :

1. Les pompiers
2. Deux anciens colons dans une charrette traînée par un bœuf
3. Dix voitures représentant tous les travaux de l'agriculture-
4. Le char du département de l'aqueduc
5. Un campement indien suivi des sauvages et d'une troupe de Cows-Boys [*sic*] à cheval
6. Char de M. J.-B. Godin, ferblantier
7. Char des selliers
8. Char de MM. D. Vallée et I. Bergeron, horlogers et bijoutiers
9. Char de MM. E. B. Masse & Cie, ferblantiers
10. Char des cordonniers
11. Char de MM. les boulangers et MM. les boulangers à cheval
12. Chars de M. T. Lymburner, voiturier
13. Char de MM. Rémillard & Cie, mécaniciens
14. Char de MM. Corbeil, forgerons
15. Char des marchands en ferronnerie
16. Char de M. Carbonneau, ferblantier et couvreur
17. Char de M. U. Grenier, (fer)ronnerie
18. MM. les bouchers à cheval et leur char

¹³⁹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 juillet 1886, p. 2. Les métiers et un thème : « De la chandelle à la lampe électrique », sont illustrés dans le défilé à Saint-Narcisse au début du siècle, *Le Trifluvien*, 1^{er} juillet 1904, p. 2.

19. Char de M. J.-B. Décoteau, charpentier
20. Char allégorique : départ pour la chasse
21. Deux chars du club de chasse
22. Char du club Laviolette
23. Deux chars de la manufacture Smardon
24. La fanfare Philharmonique
25. Le club Crispin
26. Le char du club de Base-Ball [*sic*]
27. Une antique calèche dans laquelle se trouvaient un couple de vieux Canadiens plus antiques encore en apparence
28. Les Forestiers catholiques
29. Les Artisans canadiens-français
30. Les membres de la C.M.B.A.
31. Les membres de l'Union Saint-Joseph
32. L'Union musicale
33. La Compagnie d'infanterie de Trois-Rivières
34. M. le Colonel Dufresne, commandant du 86^e Bataillon et son état-major
35. Le petit saint Jean-Baptiste
36. Le président, les officiers et les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste¹⁴⁰

Toutefois, à partir des années 1930, la thématique est résolument folklorique et célèbre exclusivement la tradition :

1. Plantation de la croix (de Cartier) sur l'île (Saint-Quentin)
2. Le premier défricheur
3. La fondation de Trois-Rivières

¹⁴⁰ *Le Trifluvien*, 27 juin 1891, p. 2.

4. Le Vieux Moulin
5. L'Angélus aux champs
6. La petite école de rang
7. Jacques Cartier
8. La moisson
9. Lavérendrye
10. Le filage et le tissage
11. La guignolée
12. Le retour des chantiers
13. L'arrivée des Récollets
14. Le vieux four
15. La fabrication du sirop d'érable
16. La croix du chemin¹⁴¹

La disposition du défilé et les thèmes abordés témoignent de l'importance relative accordée aux représentations soit en rapport avec la tradition ou soit en rapport avec la modernité sous l'angle des progrès technologiques. Ou bien on oppose l'ancien au moderne en montrant que les deux ont valeur de sens sur le plan de l'image de société que l'on veut refléter, que l'on veut montrer à soi-même, ou bien on affiche la pérennité des valeurs traditionnelles à la face d'une modernité perçue comme menaçante, voire aliénante.

Des référents du discours développementaliste se rapportent également à l'espace canadien. Le thème de l'indépendance du Canada par rapport à l'Empire britannique est récurrent. Les journaux rapportent les discours d'Henri Bourassa à Trois-Rivières en 1907 et en 1919 de même que les séances scolaires au Séminaire

¹⁴¹ *Le Bien Public*, 19 juin 1930, p. 3.

Saint-Joseph où le sujet est abordé par les rhétoriciens¹⁴². Le départ des troupes vers l'Europe lors des deux conflits mondiaux donne l'occasion au patriotisme canadien de s'exprimer¹⁴³. Le député fédéral de Trois-Rivières, Wilfrid Gariépy, se prononce vigoureusement en faveur du Statut de Westminster en 1938 lorsque Trois-Rivières célèbre la fête de l'indépendance du Canada (le 11 décembre); il y voit une source de progrès pour le pays et chacune de ses parties¹⁴⁴. Ce genre d'argumentation amène de l'eau au moulin du fédéralisme. Ainsi, D. R. Wilson, dans *The Shawinigan Standard*, profite du « Dominion Day » (le 1^{er} juillet) pour exposer le point de vue de Sir John A. MacDonald en faveur d'un gouvernement central fort afin, selon lui, de stimuler l'économie générale en face des revendications provinciales¹⁴⁵.

En milieu francophone, Clément Marchand, dans *Le Bien Public*, soutient vigoureusement l'éloignement du Canada du giron impérial¹⁴⁶ et propose de substituer le système républicain au système monarchique lequel ne symbolise plus rien, avance-t-il, surtout chez les Canadiens français¹⁴⁷. Par ailleurs, l'appui à un état laurentien indépendant, français et catholique, est perceptible dans *L'Écho du Saint-Maurice* en décembre 1917, à la suite de la motion Francoeur et de la réélection du gouvernement Borden¹⁴⁸. Un appui plus surprenant, tenant compte de sa fonction officielle, provient

¹⁴² *Le Trifluvien*, 1^{er} octobre 1907, p. 8; *Le Bien Public*, 11 décembre 1919, p. 1. Pour les débats de l'Académie Saint-Thomas-d'Aquin, voir, par exemple, *Le Bien Public*, 24 mars 1911, p. 5.

¹⁴³ Cf. les éditoriaux d'Alfred Cambray, *Le Trifluvien*, 31 mai et 28 juin 1918, p. 1.

¹⁴⁴ *Le Bien Public*, 7 décembre 1938, p. 1. Gariépy réitère son appui lors de la séance du 10 mars 1939 de la Chambre des Communes : « Le Statut de Westminster est la loi par excellence du Canada : c'est le geste qui couronne son histoire; c'est le dernier pas de notre marche merveilleuse vers le progrès, la civilisation, la liberté et le statut mondial. Nous avons atteint le sommet, après des siècles de luttes et de labeurs physiques et intellectuels. », *Débats de la Chambre des Communes*, session de 1939, vol. 2, p. 1807.

¹⁴⁵ *The Shawinigan Standard*, 29 juin 1938, p. 2.

¹⁴⁶ *Le Bien Public*, 19 février 1948, p. 1.

¹⁴⁷ *Le Bien Public*, 19 août et 14 octobre 1948, p. 1.

¹⁴⁸ *L'Écho du Saint-Maurice*, 20 et 27 décembre 1917, p. 1.

de l'évêque auxiliaire M^{gr} Alfred-Odilon Comtois en 1926¹⁴⁹. Le prélat en fait part ouvertement devant une délégation d'évêques français de passage à Trois-Rivières et suscite un certain étonnement¹⁵⁰.

6. L'attachement à l'Empire britannique des milieux anglophones

L'espace impérial britannique fait partie des référents du discours identitaire mauricien, principalement dans les journaux anglophones de la région entre 1935 et 1939. L'admiration à l'endroit de l'Empire et la loyauté envers la Couronne anglaise s'exprime dans des articles où l'on n'hésite pas à citer la Mauricie comme exemple de réussite économique pour l'ensemble du Commonwealth.

On retrouve ce genre d'identification à la mère-patrie principalement dans le *St. Maurice Valley Chronicle* et le *Shawinigan Standard*. En 1920, une délégation britannique visite les établissements industriels de Shawinigan; notant que Laurentide Corp. avait pourvu l'Afrique du Sud en papier-journal durant la Guerre, le *St. Maurice Valley Chronicle* affirme que l'esprit d'union entre la mère-patrie et ses colonies contribuera à renforcer l'Empire¹⁵¹. Le jubilé d'argent de George V en 1935, son décès survenu l'année suivante et le couronnement de George VI en 1937 procurent l'occasion aux éditorialistes Robert J. Clarke et D. R. Wilson d'affirmer la loyauté de la région envers la Couronne¹⁵². Un éditorial insiste sur l'importance d'inculquer à la

¹⁴⁹ *Le Nouvelliste*, 5 juillet 1926, p. 1, 5 : « Nous soupirons après le jour où nous constituerons un État, non seulement autonome, mais indépendant. [...] Il doit y avoir pour un peuple, comme pour les individus, un âge de majorité, où il a le droit de réclamer son émancipation. »

¹⁵⁰ M^{gr} Grente, *Le beau voyage des cardinaux français aux États-Unis et au Canada*, Paris, Plon, 1927, p. 331.

¹⁵¹ *St. Maurice Valley Chronicle*, 8 octobre 1920, p. 1.

¹⁵² Notamment, *St. Maurice Valley Chronicle*, 7 mars 1935, p. 11; 23 janvier 1936, p. 1, où l'on apprend que le nouveau roi avait visité Trois-Rivières en 1919; 6 et 13 mai 1937, p. 3;

jeunesse le fait qu'elle appartienne à un empire « which, without unnecessary flag-waving, has "done its bit" in upholding the cause of civilization throughout the world¹⁵³ ».

À l'occasion du couronnement, Shawinigan Water & Power fait paraître une publicité montrant les photographies de la reine Victoria, d'Édouard VII, de George V, d'Édouard VIII et de George VI avec la mention que « La "Shawinigan" a servi le Québec sous cinq souverains¹⁵⁴. » Cette fidélité pleine de fierté et d'affection s'adresse également à la personne du gouverneur général¹⁵⁵. On souhaite vivement que, dans le cadre de la visite prévue pour 1939, le nouveau roi ait l'occasion de voir Shawinigan et ses installations industrielles, orgueil du Canada tout entier selon *The Shawinigan Standard*¹⁵⁶.

Le sommet à l'expression de la fidélité à la Couronne est atteint à l'occasion du bref arrêt effectué par le roi George VI et la reine Elizabeth en mai 1939 à la gare de Trois-Rivières. L'événement est couvert par tous les journaux, aussi bien francophones qu'anglophones, et donne lieu à des manifestations de loyauté impériale mêlées de fierté régionale¹⁵⁷. Néanmoins, l'éditorialiste du *St. Maurice Valley Chronicle* se demande si

¹⁵³ *St. Maurice Valley Chronicle*, 25 avril 1935, p. 3.

¹⁵⁴ *Le Bien Public*, 5 mai 1937, p. 3.

¹⁵⁵ *St. Maurice Valley Chronicle*, 28 mars 1935, p. 3; 9 avril 1936, p. 1 dans lequel on souhaite que le nouveau gouverneur général, romancier réputé, écrive sur les exploits de Radisson et Des Groseilliers; Clarke conclut de la façon suivante : « Three Rivers and St. Maurice Valley, the centre of French Canada, important industrially, but still more important as a treasure-house of history. »

¹⁵⁶ *The Shawinigan Standard*, 16 novembre 1938, p. 2 qui rapporte le *Financial Post* selon lequel leurs majestés devraient visiter la Vallée du Saint-Maurice afin de voir « one of the principal reasons for Canada's greatness »; toutefois, le Conseil municipal de Shawinigan reçoit une lettre du palais de Buckingham déclinant sa proposition.

¹⁵⁷ Le *St. Maurice Valley Chronicle* et le *Shawinigan Standard* y font allusion fréquemment à partir de janvier. Après la visite, on souligne que le roi et la reine « conquer both English and French in triumphal trip across Province », *The Shawinigan Standard*, 24 mai 1939, p. 1. « On every hand one heard of French-Canadian citizens expressions of respect or even affection », *St. Maurice Valley Chronicle*, 18 mai 1939, p. 1. Voir aussi *Le Nouvelliste*, notamment le 17 mai 1939, avec les publicités des entreprises commerciales et industrielles, p. 1-10.

tous ses lecteurs sont d'accord avec une allocution prononcée à Toronto exaltant la gloire de l'Empire britannique¹⁵⁸. De son côté, la même année, le *Shawinigan Standard* reproduit un texte de Lord Halifax, secrétaire du Foreign Office, qui vante la mentalité britannique de *fair play* et d'esprit sportif¹⁵⁹.

Toutefois, l'enthousiasme du *Bien Public* est mitigé à l'égard de la visite royale de 1939. L'hebdomadaire de Marchand et Douville, dans un article intitulé « Ce que nous dirions à notre Roi si... », met plutôt en relief l'attachement aux valeurs françaises des Mauriciens, en précisant que « Sa Sainteté le Pape Pie XI a déclaré à M^{gr} Comtois que les Canadiens français sont des Français d'avant l'*Encyclopédie*¹⁶⁰. » En somme, le sentiment d'appartenance à l'Empire paraît vivace chez les élites anglophones de la Mauricie qui font, en certains cas, de l'espace impérial un horizon de la fierté régionale. Toutefois, la fierté de l'appartenance à l'Empire ou au Commonwealth semble beaucoup plus mesurée chez les francophones, même s'ils sont sensibilisés un moment par la présence du couple royal dans la région¹⁶¹.

7. Une francité nostalgique

En revanche, les liens d'identification admirative avec la France sont forts durant toute la période à l'étude et s'intensifient à partir des années trente. Les propos

¹⁵⁸ *St. Maurice Valley Chronicle*, 20 juillet 1939, p. 2. Néanmoins, on peut lire, dans les colonnes du même journal (7 septembre 1939, p. 1), « Through the centuries England and the Empire's mainstay. »

¹⁵⁹ *The Shawinigan Standard*, 30 août 1939, p. 2 : « I often think how much easier the world would have to manage if Hitler and Mussolini had chance to have attended Oxford University »; ils auraient bénéficié d'une éducation « in the true sense of the world » car « they know nothing of humility, of sportsmanship and fair play and justice » et sont dépourvus de tout humour.

¹⁶⁰ *Le Bien Public*, 25 mai 1939, p. 2.

¹⁶¹ Ainsi Wilfrid Gariépy prononce un discours contre l'impérialisme le 13 mai 1939 à la Chambre des Communes, *Le Nouvelliste*, 15 mai 1939, p. 3, 10.

touchant le caractère français de Trois-Rivières et l'appui sans réserve à une certaine France catholique et traditionnelle représentent des aspects singuliers quoique éloquents du discours de résistance à la modernité. Ce n'est pas la France contemporaine qui fait rêver, mais l'ensemble des représentations idéalisées d'un monde qui disparaît peu à peu, le repoussoir de cette Amérique inquiétante par son progressisme et son assurance presque insolente.

En 1855, la visite du commandant de Belvèze donne le coup d'envoi au courant trifluvien d'admiration à l'endroit de l'ancienne patrie. Ayant appris que l'officier français devait se rendre à Montréal, un groupe de citoyens trifluviens présidé par le député J.-É. Turcotte offre l'« hospitalité de la ville » à celui qu'ils considèrent comme l'ambassadeur par excellence de la France¹⁶². Les propos du maire Lajoie, tenus lors de la réception officielle, résument l'état d'esprit des Trifluviens :

Les circonstances de la politique actuelle et l'union des deux peuples civilisés du monde [le peuple français et le peuple anglais] ne peuvent produire autre chose pour les nations en général, et pour les Canadiens en particulier, que l'extension des libertés commerciales qui est la source la plus sûre de la prospérité et du bonheur des peuples¹⁶³.

La visite en 1882 à Trois-Rivières du général De Charette, ancien commandant des zouaves pontificaux¹⁶⁴, et celle de l'amiral Vignes, dont la frégate effectue un arrêt

¹⁶² *L'Ère Nouvelle*, 19 juillet 1855, p. 2; sur la visite du commandant de Belvèze à Trois-Rivières, voir E.-Z. Massicotte, *BRH*, vol. 30, n° 2, février 1924, p. 62-64.

¹⁶³ *L'Ère Nouvelle*, 20 août 1855, p. 2. La feuille trifluvienne ajoute un poème de l'inévitable Adolphe Marsais, ce rimeur d'origine française né en 1803 et arrivé au Canada vers 1853, qui met en vers l'actualité dans nombre de journaux (voir Yolande Grisé et Jeanne d'Arc Lortie, *Les textes poétiques du Canada français 1606-1867*, vol. 9, 1861-1862, Montréal, Fides, 1996, p. x). Un extrait, qui fait allusion à la visite de Belvèze aux chutes Shawenegan, se lit comme suit : « Shawenegan, rival de Niagara, / Frappe les yeux et les oreilles; / Aucun pinceau, nulle voix ne dira / Le spectacle de ses merveilles / [...] / Oui, c'est un jour mémorable à jamais / pour la ville des Trois-Rivières. / Canadiens, fiers du nom d'Anglo-français, / Fêtons ces militaires. / [...] ».

¹⁶⁴ *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 juillet 1882, p. 2-3; Athanase-Charles-Marie De Charette De La Contrie (1832-1911), avait contribué à la victoire de Mentana contre les garibaldiens en 1869; on le considère comme l'« un des derniers chevaliers chrétiens », *Dictionnaire de biographie française*, tome 8, Paris, Letouzay et Ané, 1959, p. 499-500. De Charette est reçu par M^{re} Laflèche et les autorités municipales; il assiste à une bénédiction de cloches et visite la

au port local en 1887¹⁶⁵, permettent de renouveler ces congratulations tout en resserrant les liens avec la vieille France. En 1890, un éclat exceptionnel entoure la réception officielle du comte de Paris, prétendant au trône de France. L'admiration envers la France traditionnelle, monarchique et catholique de même que le rejet de la République et des valeurs de la Révolution « régicide » s'expriment en des termes vigoureux; l'élite locale reçoit une vive impression, fière et émue d'approcher la Maison de France et celui qui devrait être le roi¹⁶⁶. D'autre part, la tenue du troisième congrès des médecins de langue française à Trois-Rivières en 1906 fournit l'occasion à l'élite locale d'afficher le caractère typiquement français de sa ville. On guette avidement et l'on recueille avec fierté le moindre appui à cette prétention¹⁶⁷.

Toutefois, ce sont les grandes manifestations de 1934 qui permettent l'expression la plus vive et la plus complète de la francité trifluvienne¹⁶⁸. La délégation française venue souligner le quatrième centenaire de la découverte du Canada par Cartier — célébré à Gaspé la même année — effectue un arrêt à Trois-Rivières à la suite de la requête insistante de l'abbé Tessier. Elle se compose en majorité d'hommes de lettres, d'historiens et de parlementaires. L'occasion est bonne pour les régionalistes

vieille église paroissiale. Le général fait un saut à Saint-Justin où le curé Denis Gérin, lui-même ancien zouave, le reçoit avec émotion, *L'Écho de Saint-Justin*, mai 1923, p. 3, 10.

¹⁶⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 8 août 1887, p. 2. M^{gr} Laflèche reçoit l'amiral et visite la frégate. Deux ans plus tard Élisée Reclus se rend voir les chutes Shawenegan dont le milieu trifluvien se fait un orgueil, *Le Journal des Trois-Rivières*, 8 juillet 1889, p. 2.

¹⁶⁶ *Le Journal des Trois-Rivières*, 23 et 28 octobre, 3 et 6 novembre 1890, p. 1; le comte de Paris visite le séminaire où M^{gr} Laflèche et M^{gr} Gravel, l'évêque de Nicolet, prennent la parole. À ce sujet, voir (Télesphore) Giroux, *Le Ralliement*, vol. 1, n° 14, p. 203-204. La chaleur de l'accueil reçu par le prétendant au trône est souligné par Ernest Gagnon, *Le comte de Paris à Québec*, Québec, Typographie C. Darveau, 1891, p. 23-24.

¹⁶⁷ *Le Trifluvien*, 3 juillet 1906, p. 4. La délégation française comprend notamment le Pr A. Proust, représentant l'Université de Paris. Les comptes rendus du congrès parus dans *La République française*, *La Vie médicale* de Paris, *La Clinique de Paris* et *Le Journal des débats* sont reproduits dans six articles du *Trifluvien* parus entre le 4 et le 28 septembre 1906.

¹⁶⁸ En juillet 1926, un groupe de prélats français — dont le cardinal-archevêque de Paris — qui se dirigent vers le Congrès eucharistique de Chicago, s'arrêtent brièvement à Trois-Rivières, ils sont reçus à l'évêché où ils reçoivent un accueil empressé et admiratif. Le cardinal Verdier est reçu avec les mêmes transports de joie en juillet 1932.

trifluviens d'afficher « Trois-Rivières, ville la plus française du monde¹⁶⁹. » Réceptions, galas, spectacles et discours enflammés se succèdent devant une délégation enchantée et quelque peu ébahie¹⁷⁰. Sous le signe des retrouvailles, le maire Robichon se fait le porte parole de ses concitoyens :

Nous sommes français dans nos fibres les plus intimes, nous sommes français dans ce que nous avons de meilleur en nous. [...] Nous avons besoin de sentir, de temps à autre que le cœur de la vieille France garde encore quelques tressaillements pour nous. Ce précieux témoignage, vous nous l'apportez [...]. Vous avez voulu sans doute nous combler pour nous faire oublier les tristesses du délaissement, non complet il est vrai, mais, enfin, d'un siècle et demi¹⁷¹.

Cette France que l'on vénère jusqu'à l'idéalisation est celle qu'illustre la droite littéraire et régionalisante. Barrès et Maurras reçoivent une audience attentive, principalement de l'un des porte-parole les plus éloquents du mouvement régionaliste, Louis-D. Durand. Ce dernier n'a de cesse de promouvoir le type de nationalisme barrésien à partir de 1910 alors que, élève du Séminaire Saint-Joseph, il préside l'Académie Saint-Thomas d'Aquin¹⁷². Durand reproduit des textes de Maurras dans *L'Éveil*, ce mensuel destiné à la jeunesse catholique dont il est l'éditeur¹⁷³. Sa fidélité à

¹⁶⁹ Titre, entre autres, d'un article du *Bien Public*, 20 septembre 1934, p. 16, qui reprend les propos de Fernand Gregh dans un journal français. On se plaît à signaler que le *Dictionnaire encyclopédique Quillet* mentionne que « Trois-Rivières [...] est la ville la plus française du Canada; et ses habitants, les Trifluviens, font spirituellement remarquer que leur cité est plus française que Paris, où l'on ne saurait trouver, comme chez eux, une proportion de 96 % de français de vieille souche », *Le Mauricien*, vol. 1, n° 2, décembre 1936, p. 5. Par contre, on se plaint que l'incendie de 1908 a provoqué « l'effacement brutal de la physionomie française de nos rues commerciales » remplacée par des facades où se voient des publicités en anglais, *Le Bien Public*, 4 février 1937, p. 1.

¹⁷⁰ *Le Bien Public* et *Le Nouvelliste* reproduisent fidèlement les impressions de voyage que les visiteurs font paraître dans les journaux de Paris et de Rouen. Sur les événements et les propos relatifs à la visite de la délégation française, voir « Le régionalisme mauricien... », p. 226-228.

¹⁷¹ *Le Nouvelliste*, 31 août 1934, p. 8. Voir aussi le discours de Louis-D. Durand présenté dans l'édition du lendemain, p. 3.

¹⁷² *Le Bien Public*, 18 février 1910, p. 5.

¹⁷³ Notamment dans le numéro d'août 1918, p. 5.

Maurras est indéfectible, même quand le directeur de l'Action française de Paris encourt les foudres du Vatican¹⁷⁴.

Pour Durand, le modèle à suivre, c'est la mère-patrie. « Continuer la tradition d'intellectualité et de haut savoir que nous ont légués nos ancêtres français, c'est là notre mission, c'est là aussi notre condition d'existence » écrit-il dans les colonnes de *L'Éveil*¹⁷⁵. Sa francophilie et son anti-américanisme se formulent sous l'influence des deux maîtres vénérés :

La force et la violence, la métallurgie et le militarisme ont envahi le monde pour s'y installer à demeure et l'emprise formidable qu'ils acquièrent sur l'anglo-saxonisme américain nous commande, si nous voulons survivre et avec nous sauver ici la culture latine et l'esprit français, d'aller à la France héritière d'Athènes et de Rome y puiser le suc et la moelle qui sustenteront et vivifieront notre génie¹⁷⁶.

Du reste, la littérature française jouit d'un prestige considérable dans la presse locale. Pour mars 1913 à mars 1922, nous avons recensé¹⁷⁷, sur un total de 208 poèmes reproduits, 128 extraits de l'œuvre de poètes français ou belges. Les poètes les plus fréquents sont Coppée (11 occurrences), Botrel (10), Sully-Prudhomme (10), Hugo (8), Musset (8) et Régnier (7)¹⁷⁸. Des auteurs tels Rameau de Saint-Père, Pierre

¹⁷⁴ En décembre 1926, un décret du Saint-Office condamne et le mouvement et le quotidien dont l'objectif commun est l'instauration d'une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée. Pie XI dénonce un nationalisme intégral qui n'est, selon lui, qu'une conception païenne de l'État où l'Église n'a de place que comme soutien de l'ordre. Voir *Le Nouvelliste*, 10 janvier 1927, p. 1 et *Le Bien Public*, 25 janvier 1927, p. 3, qui reproduit le *Non Possumus*, réplique de l'Action française à Rome. La condamnation est levée en 1939. Durand écrit en 1937 (*Le Bien Public*, 4 novembre 1937, p. 1) que Maurras « reste pour tout ce qui pense français dans le monde, le phare, le vrai, le seul qui compte parce qu'il guide, éclaire et réchauffe »; Durand loue la « prescience divinatoire » de Maurras lorsque la guerre éclate (*Le Bien Public*, 18 janvier 1940, p. 3).

¹⁷⁵ Dans le numéro de février 1918, p. 1.

¹⁷⁶ *L'Éveil*, octobre 1918, p. 1.

¹⁷⁷ Dans *Le Bien Public*, *Le Courrier*, *Le Trifluvien* et *Le Nouvelliste*.

¹⁷⁸ Parmi les autres poètes présents, on retrouve Verlaine (5), la comtesse de Noailles (5), Alphonse Daudet (5), Verhaeren (4) et Déroulède (4). On notera que Baudelaire n'apparaît qu'une seule fois.

L'Ermite¹⁷⁹, Pourrat, Maritain, Ghéon et ses jeux scéniques¹⁸⁰ sans oublier, évidemment, Louis Veuillot considéré comme l'un des plus grands¹⁸¹, reçoivent un appui sans nuances. Zola, Sartre et Camus ne sont pas encore bien connus avant 1950; en revanche, Proust se voit encensé dès 1944¹⁸². En 1937, un notable local énumère ses auteurs préférés à un reporter du *Mauricien*. La plupart sont français : Lamartine, Chateaubriand, Shakespeare, A. Daudet, De Mun, Faguet, Lemaître, Mommsen, Bainville, Fustel de Coulanges et le Père Sertillanges¹⁸³.

Plusieurs articles concernant Frédéric Mistral et des textes du poète de *Mireille* paraissent dans les journaux¹⁸⁴. Lorsque le chantre de la Provence décède, l'abbé Joseph Gélinas souhaite qu'un Mistral canadien se lève afin de sauvegarder par la poésie les usages et les traditions les meilleures du pays¹⁸⁵. Les arrêts que Théodore Botrel effectue à Trois-Rivières en 1903 et en 1922 suscitent un véritable engouement. La notabilité locale se presse dans les salles afin d'entendre le barde breton chanter le

¹⁷⁹ Albert Tessier lui rend visite en 1949 alors que le romancier — dont le nom véritable est M^{gr} Edmond Loutil — est âgé de 86 ans, *Le Nouvelliste*, 2 mai 1949, p. 3.

¹⁸⁰ *Le Mystère du feu vivant* est présenté devant plusieurs milliers de personnes en 1945, *Le Nouvelliste*, 21 mai 1945, p. 3.

¹⁸¹ *Le Trifluvien* présente *Corbin et d'Aubecourt*, qui paraît sous forme de feuilleton, comme un chef d'œuvre de Veuillot, le « plus grand écrivain de ce siècle, notre maître à tous ». 16 juillet 1897, p. 2. François Veuillot, neveu de l'écrivain, prononce des conférences à Trois-Rivières et à Saint-Justin en 1917-1918 où il est reçu avec les plus grands honneurs, *Le Bien Public*, 6 décembre 1917, p. 1 et 17 janvier 1918, p. 1. M^{gr} Denis Gérin, curé de Saint-Justin, ayant connu personnellement le directeur de *L'Univers* avait prononcé une conférence sur Veuillot quelques années plus tôt, *Le Bien Public*, 27 novembre 1913, p. 4. Voir aussi *L'Écho de Saint-Justin*, février 1932, p. 5.

¹⁸² Zola, « mort comme Julien l'Apostat », *Le Trifluvien*, 30 septembre 1902, p. 5; contre Sartre et Camus, voir *Le Bien Public*, 26 février 1948, p. 1; au sujet de Proust, « peut-être le seul vrai romancier de ce siècle », son œuvre le plaçant « à côté des plus grands romanciers de l'histoire : Balzac, Maupassant et Stendhal », *Le Bien Public*, 9 novembre 1944, p. 4.

¹⁸³ Jean Lebrun, « Entrevue avec un bibliophile. M^e Fortunat Lord », *Le Mauricien*, vol. 1, n^o 5, mars 1937, p. 2-3.

¹⁸⁴ Comme dans *Le Bien Public*, 24 juin 1910, p. 4.

¹⁸⁵ *Le Bien Public*, 2 avril 1914, p. 1. L'hommage de Barrès à Mistral paru dans *La Revue française* est reproduit dans *Le Bien Public*, 20 mai 1914, p. 6. Voir aussi le 1^{er} février 1923, p. 1.

vieux pays, le folklore et l'attachement aux traditions et à la foi des ancêtres¹⁸⁶. Un frisson passe dans l'auditoire lorsque Botrel déclare :

Il y a ici tout un peuple qui porte bien haut le flambeau de la civilisation française qui finira par éclairer toute l'Amérique. C'est la France qui a toujours contribué le plus à sauver la civilisation dans l'Univers [...]. Que toutes les races latines s'unissent à nous et nous vivrons dans une seule fraternité qui englobera le monde entier¹⁸⁷.

Les associations littéraires accueillent des conférenciers qui relatent leur voyage outremer ou encore des visiteurs provenant de la mère-patrie¹⁸⁸. Les artistes les plus réputés passent par Trois-Rivières où ils sont assurés de recevoir un bon accueil¹⁸⁹. Le mouvement régionaliste des années 1930 ne fait qu'accentuer la fascination à l'égard de la France littéraire. L'agent principal de ce courant de pensée est Clément Marchand. Codirecteur et rédacteur du *Bien Public* à partir de septembre 1933, Marchand exprime son admiration à l'endroit de la civilisation française dans de nombreux articles et éditoriaux. Lors de la débâcle de 1940, saisi par l'émotion, Marchand s'épanche avec une émotion vibrante :

La France est le plus beau pays du monde, le mieux balancé, le plus fécond, le plus harmonieux [...]. La pensée d'un Pascal, le lyrisme d'un Racine, le flot d'images d'un Rimbaud, le saint emportement d'un Bloy, la philosophie sereine d'un Maritain continueront à

¹⁸⁶ *Le Trifluvien*, 1^{er} mai 1903, p. 1 et 8 mai 1903, p. 2. En 1922, Botrel chante également à Shawinigan, Grand-Mère, Nicolet et Victoriaville où des foules l'accueillent avec enthousiasme, voir entre autres, *Le Bien Public*, 24 janvier 1922, p. 8; *Le Nouvelliste*, 23 janvier 1922, p. 5, *L'Écho du Saint-Maurice*, 26 janvier 1922, p. 1.

¹⁸⁷ Botrel s'adresse aux Chevaliers de Colomb dans le cadre d'une causerie entremêlée de poèmes et de chansons; *Le Nouvelliste*, 23 janvier 1922, p. 5.

¹⁸⁸ Par exemple, le juge A.-B. Routhier qui présente la vie intellectuelle parisienne (*Le Journal des Trois-Rivières*, 20 mars 1879, p. 2); un M. de Labriolle devant le cercle Laviolette (*Le Trifluvien*, 15 et 29 mars 1901, p. 3) qui disserte sur Napoléon et la littérature du XIX^e siècle.

¹⁸⁹ Ainsi Cortot et Thibaud en 1921, *Le Bien Public*, 13 janvier 1921, p. 1; M. de Féraudy, vice-doyen de la Comédie française qui joue une pièce de Mirbeau (*Le Nouvelliste*, 17 octobre 1922, p. 4), Trenet qui chante à Trois-Rivières en 1946 (*Le Nouvelliste*, 16 août 1946, p. 5), etc.

inspirer la joie de vivre et l'espoir aux générations futures, bien longtemps après que la croix gammée aura été définitivement enterrée.

La France, c'est la jeunesse du monde¹⁹⁰.

Maurice Genevoix est reçu en 1939¹⁹¹, mais c'est principalement l'accueil triomphal réservé à Georges Duhamel qui témoigne du profond respect que vouent les Trifluviens à la littérature française¹⁹². Par ailleurs, Raoul Blanchard devient presque un familier des Mauriciens. Ami de l'abbé Tessier, il se laisse convaincre par l'ardent régionaliste de rédiger une monographie consacrée spécialement à la Mauricie¹⁹³. Pour ce faire, il reprend la documentation qu'il avait rassemblée pour *Le centre du Canada français*¹⁹⁴ et explore la région en détail aux côtés de l'abbé Tessier. Blanchard s'adresse à plusieurs reprises à des auditoires trifluviens; à l'une de ces occasions, Tessier le présente comme un « Trifluvien d'âme¹⁹⁵ ». Par ailleurs, *Le Nouvelliste* aussi bien que *Le Bien Public* reproduisent un article de Roger Latu dans *La Croix* de Paris intitulé « Trois-Rivières, cœur du Canada français. »; le caractère français de Trois-Rivières est souligné avec emphase¹⁹⁶.

De son côté, le milieu anglophone trifluvien n'hésite pas à consacrer Trois-Rivières comme foyer de l'expression française. Par exemple, le *St. Maurice Valley*

¹⁹⁰ *Le Bien Public*, 20 juin 1940, p. 1. Le journal de Clément Marchand fait paraître l'appel de Bernanos aux catholiques français le 30 janvier de l'année suivante, p. 7.

¹⁹¹ *Le Bien Public*, 25 mai 1939, p. 1. L'académicien parle du roman à la société Le Flambeau.

¹⁹² On raconte que Duhamel, considéré comme le plus grand romancier français depuis Balzac (*Le Bien Public*, 25 octobre 1945, p. 1), s'est promené dans les rues de la ville et aurait été agréablement surpris de son caractère français (*Le Nouvelliste*, 10 novembre 1945, p. 3, 11).

¹⁹³ *La Mauricie*, Trois-Rivières, les Éditions du Bien Public, 1950, 154 p. Nous nous pencherons plus loin sur l'influence exercée par Blanchard sur les représentations spatiales de la Mauricie.

¹⁹⁴ Paru en 1947 aux Éditions Beauchemin à Montréal, 577 p.

¹⁹⁵ *Le Nouvelliste*, 24 octobre 1945, p. 2; voir aussi 21 octobre 1946, p. 3, 9. Lors d'un autre voyage, Blanchard visite des habitations de la Coopérative Sainte-Marguerite mise sur pied par un ami de Tessier, le curé Chamberland, *Le Nouvelliste*, 16 novembre 1949, p. 3.

¹⁹⁶ *Le Nouvelliste*, 9 novembre 1949, p. 3 et *Le Bien Public*, 10 novembre 1949, p. 1, 8.

Chronicle considère la ville comme étant « The centre of French Canada¹⁹⁷ ». En outre, les considérations d'ordre littéraire ou affectif ne font pas oublier aux hommes d'affaires locaux que la France et la Belgique constituent des réservoirs de capitaux de premier plan ainsi que des bassins d'émigration jugés naturels. Georges Balcer, secrétaire de la Chambre de commerce de Trois-Rivières, et Philippe-Élisée Panneton, directeur de la Banque Panneton, sont de vigoureux promoteurs de la venue de capitaux français ou belges dans la région.

Balcer effectue des démarches en 1889 qui portent fruit : la Compagnie des conduites d'eau dont il a été question au chapitre III choisit Trois-Rivières à la suite des sollicitations de Balcer¹⁹⁸. Celui-ci estime, en 1898, au moment où fermentent de nombreux projets, que le marché français offre de vastes débouchés pour le bois à pâte, le papier et la fonte de qualité produite par les Forges Radnor; Balcer estime de plus que le mouvement ainsi créé favorisera le développement du port¹⁹⁹. Pour sa part, Panneton effectue trois tournées en Belgique en 1902 et en 1903 afin d'attirer des capitaux et des entreprises mais il remporte peu de succès²⁰⁰. En 1921, les journaux locaux présentent des comptes rendus copieux de la visite de la mission Fayolle venue resserrer, entre autres choses, les liens commerciaux entre la France et le Canada; beaucoup de discours sont prononcés mais aucune retombée économique n'en découle pour la région²⁰¹.

¹⁹⁷ *St. Maurice Valley Chronicle*, 5 janvier 1939, p. 3.

¹⁹⁸ *Le Journal des Trois-Rivières*, 7 mars, 1^{er} et 26 août 1889, p. 2.

¹⁹⁹ *Le Trifluvien*, 3 juin 1898, p. 2.

²⁰⁰ *Le Trifluvien*, 27 février, 27 mars, 22 septembre, 3 novembre et 20 novembre 1903 p. 4; Panneton est admis à la Bourse de Bruxelles. Il cherche également à attirer des agriculteurs belges et se met en rapport avec des hommes d'affaires bruxellois et parisiens au sujet de son projet de chemin de fer électrique entre Trois-Rivières et Shawinigan. Il achète même 1300 milles carrés de limites, deux scieries et deux îles de l'embouchure du Saint-Maurice au nom d'un syndicat franco-belge.

²⁰¹ *Le Bien Public*, 30 juin 1921, p. 1; 7 juillet 1921, p. 5, 6; *Le Nouvelliste*, cinq articles entre le 24 et le 29 juin. Présidée par le Maréchal Fayolle, héros de la guerre, la mission française comprend également un député de Meurthe-et-Moselle, le comte de Warren et M^{gr} Landrieu, évêque de Dijon, qui prennent la parole. La mission visite également Pointe-du-Lac et

De *L'Ère Nouvelle* de 1856 au *Bien Public* de 1947, on souhaite d'autre part la venue d'immigrants francophones afin de compenser quelque peu « la marée anglo-saxonne²⁰² ». Malgré ces efforts louables, rien de concret n'aboutit. Du reste, la dimension économique passe au second plan lorsque l'on pense à la France. Laissons tout de même le dernier mot au *Nouveau Trois-Rivières* lequel, en 1915, associe francité et développement : « Trois-Rivières, centre géographique de la Province, s'impose comme centre commercial du pays. Trois-Rivières deviendra un nouveau foyer de l'activité et de la vitalité françaises du Canada²⁰³. » En définitive, les liens entre la Mauricie, la France et la Belgique ne sont pas d'abord d'ordre économique; ils se développent plutôt dans le registre de la culture au sein duquel la perspective d'une filiation fidèle et admirative envers la mère-patrie domine largement.

8. L'américanité refoulée

L'analyse des représentations et des pratiques liées à la conscience d'une intégration au milieu nord-américain fait ressortir un ensemble complémentaire d'oppositions et d'alliances inattendues entre tradition et modernité. Dans une

Yamachiche où, selon *Le Nouvelliste*, (29 juin 1921, p. 1) elle se serait crue dans un département français.

²⁰² *L'Ère Nouvelle*, 14 janvier 1856, p. 2 qui réplique à *l'Inquirer* selon lequel l'immigration française est difficile à cause du climat et que les Français sont peu enclins à émigrer; aussi, *Le Bien Public*, 7 août 1947, p. 1 où Clément Marchand préconise une immigration francophone pour le Québec. Joseph Barnard, quant à lui, souhaite en 1914, au plus fort de la bataille de Belgique, que l'immigration belge soit développée, non seulement à cause de sa langue mais également à cause de sa religion catholique, *Le Bien Public*, 5 novembre 1914, p. 1. L'invasion du territoire belge par les troupes allemandes suscite un vent de sympathie dont témoigne par exemple *Le Nouveau Trois-Rivières*, 11 septembre 1914, p. 3 et une série d'articles en 1916. Les liens entre la Belgique et Trois-Rivières sont également ceux du sang. Plusieurs des directeurs de l'Union Musicale, la fanfare municipale trifluvienne, sont nés en Belgique comme Odilon Hudlot qui compose une marche intitulée *Trois-Rivières tricentenaire* pour les manifestations de 1934, *La Revue de Shawinigan*, 19 avril 1936, p. 1.

²⁰³ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 17 décembre 1915, p. 1.

perspective chronologique, l'américanité²⁰⁴ s'exprime tout d'abord dans le domaine économique. En 1860, le rédacteur de *l'Inquirer* regrette que J.-É. Turcotte aille chercher le financement de ses projets ferroviaires en France plutôt qu'à New York ou Boston, expliquant que les chemins de fer proposés intensifieront les liens avec la Nouvelle-Angleterre²⁰⁵. Un lecteur du *Trifluvien* livre ses impressions à la suite de la visite qu'il a effectuée au chantier de construction de l'usine de pâte de Sainte-Flore :

Des Yankees, c'est-à-dire des hommes pratiques et entreprenants, sont venus avant moi contempler ce beau mais improductif spectacle [les chutes de Grand-Mère]. L'idée leur est venue, tout naturellement pour eux, d'utiliser cette force immense de la nature [...]. Honneur aux Américains, aux Yankees, et succès à leurs nobles entreprises sur le sol canadien !²⁰⁶.

Cette profession de foi quelque peu naïve dans son enthousiasme ne se retrouve guère par la suite. Ainsi, en 1906, l'éditorialiste du *Trifluvien* redoute l'envahissement du capital américain :

Malgré tout le plaisir que nous avons à rendre témoignage aux qualités administratives de notre ami M. Worman [consul des États-Unis à Trois-Rivières], nous ne pouvons nous empêcher de déplorer les progrès du consulat américain des Trois-Rivières pour la bonne raison qu'à nos yeux cela signifie que les capitaux et l'esprit d'entreprise étrangers font dans notre district ce qui devrait être fait par les Canadiens : développer les ressources de notre pays²⁰⁷.

Néanmoins, l'on apprend en 1916 qu'une délégation locale se propose de rencontrer des hommes d'affaires américains²⁰⁸. Conséquemment, on peut dire que

²⁰⁴ Entendue au sens restreint de la conscience d'une intégration au mode de vie industriel et urbain nord-américain, ce qui regroupe l'américanisation et les représentations qui lui sont associées, et non au sens large de l'espace référentiel continental américain (cf. Gérard Bouchard et Yvan Lamonde, dir., *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Fides, 1995, p. 7-8). Pour l'amérindianité, voir plus loin la section « Symboliques associées au développement ».

²⁰⁵ *The Inquirer*, 10 novembre 1860, p. 2.

²⁰⁶ *Le Trifluvien*, 15 décembre 1888, p. 2.

²⁰⁷ *Le Trifluvien*, 13 mars 1906, p. 4. Cela n'empêche pas ce journal de publier dans ses colonnes les rapports annuels du consulat relatifs aux exportations du district consulaire trifluvien pour 1905, 1906 et 1907.

²⁰⁸ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 14 juillet 1916, p. 1.

l'entrée massive de capitaux américains ayant rendu possible l'établissement de la grande entreprise en Mauricie donne lieu à des opinions mélangées. Déjà, le mode de vie, les valeurs matérialistes et les visions progressistes associés aux voisins du Sud avaient favorisé une résistance passéiste et traditionaliste²⁰⁹. Les propos inquiets de membres du clergé, comme ceux de l'abbé Joseph Gélinas, constituent le fer de lance de ce discours de repli. L'abbé Gélinas a visité les milieux franco-américains et se rend compte de leur anglicisation. « Le progrès des Américains est-il le véritable progrès ? » se demande-t-il lors d'une allocution au Cercle d'études sociales en 1909. Gélinas poursuit de la façon suivante :

L'homme, dans sa marche vers le but poursuivi, ne peut oublier impunément qu'il est composé d'un corps et d'une âme immortelle, et que ses sollicitudes les plus vives doivent être pour son âme qui est la partie la plus noble, la plus chère de lui-même. Cette vérité ignorée ou oubliée, l'équilibre est rompu : c'est la décadence, conséquence d'un désordre grave. Or les Américains, qui sont les rois de la finance, qui semblent devenir les maîtres de la matière et se penchent tendrement sur elle, vivent comme s'ils étaient sans âme, oubliant d'offrir leurs hommages au Créateur. 55 millions sur 80 ne pratiquent aucune religion. Chez eux donc, l'équilibre est rompu; et voilà pourquoi aussi chez eux, au lieu de trouver les marques du vrai progrès, on trouve les symptômes d'une décadence avancée²¹⁰.

Gélinas termine en déplorant que, aux États-Unis, « la force morale est plutôt la force brutale qui se traduit dans le "struggle for life" ». Sa condamnation est sans appel; il se préoccupe des influences pernicieuses d'outre-quarante-cinquième sur la société locale, soutenant, lors d'une conférence présentée en 1910, que

²⁰⁹ L'influence américaine est déjà perceptible en milieu rural vers 1885 comme à Saint-Justin. Les jeunes ont commencé à délaissé les chants folkloriques et les danses traditionnelles au profit des romances et des danses américaines introduites par ceux qui ont séjourné aux États-Unis; selon Léon Gérin, ils veulent imiter la ville. Léon Gérin, « L'habitant de Saint-Justin », reproduit dans : *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, PUM, 1968, p. 101 et 103. On commence à songer à la limitation des naissances à la suite des mêmes influences, (*ibid.* p. 104). Par ailleurs, le vocabulaire des instruments aratoires emprunte de plus en plus à l'anglais, constate Gérin; il ajoute par ailleurs que l'émigration vers la Nouvelle-Angleterre est importante et durement ressentie.

²¹⁰ *Le Bien Public*, 7 janvier 1910, p. 3. L'abbé Gélinas avait présenté la même allocution à l'Académie Saint-Thomas-d'Aquin au séminaire quelques semaines plus tôt, *Le Bien Public*, 30 novembre 1909, p. 3. Il est tout probable que, devant la vigueur et l'actualité du propos, on ait demandé à Gélinas de répéter son intervention.

« l'américanisme, dans les idées et dans les mœurs, nous a causé des torts très regrettables²¹¹ ». Ce jugement sévère est d'autant percutant qu'il est prononcé au moment précis où le développement économique de la région s'effectue par des entrepreneurs américains. À Trois-Rivières, on se soucie également de la pression linguistique de l'anglais et les journaux font paraître des listes d'anglicismes à partir de 1911; soulignons également que la tradition envahissante du Santa Claus (le Père Noël) est dénoncée avec passion²¹².

Au reste, ces résistances n'empêchent guère l'introduction graduelle des symboles de la modernité nord-américaine dont les journaux se font les témoins, partagés qu'ils sont entre la fascination et la perplexité²¹³. La parution d'une brochure sur Trois-Rivières rédigée en anglais provoque l'indignation du *Bien Public*²¹⁴ alors qu'un nouveau genre de publicités donnant le goût d'un mode de vie moderne occupent de plus en plus d'espace dans les journaux²¹⁵. Un éditorial du *Nouvelliste* est réticent au sujet de « l'américanisme littéraire », la façon de penser, de parler, d'écrire comme font les Américains en affaires, au cinéma et chez les écrivains²¹⁶. Pour sa part, Clément Marchand dénonce la prolifération des « magasins à chaîne », ces « vampires étrangers », en des termes énergiques :

La rue des Forges offre un triste spectacle. Des boutiques canadiennes qui n'en peuvent plus d'ennui et d'inactivité et, tout près, des « People's Store » aux vitrines criardes, dont les

²¹¹ *Le Bien Public*, 11 février 1910, p. 6 et *Le Nouveau Trois-Rivières*, le même jour, p. 8, reproduisent les propos de l'abbé Gélinas.

²¹² *Le Bien Public*, 24 décembre 1913, p. 3. Pour les anglicismes voir notamment le même journal, 20 mai 1911, p. 6.

²¹³ Durant les années 1910, on mentionne, par exemple, l'ouverture de deux cafés « du genre américain » et d'un « magasin à chaîne » Woolworth, *Le Bien Public*, 4 avril 1912, p. 8 et *Le Nouveau Trois-Rivières*, 19 juin 1914, p. 10.

²¹⁴ *Le Bien Public*, 5 novembre 1914, p. 1.

²¹⁵ Par exemple dans *Le Nouvelliste* où paraissent les publicités des disques et des gramophones Victrola en 1922. On y voit l'illustration d'une ménagère écoutant un fox trot accompagnée du texte suivant : « L'ouvrage de maison devient un jeu pour cette jeune femme », 13 mai 1922, p. 2.

²¹⁶ *Le Nouvelliste*, 13 octobre 1922, p. 4.

comptoirs sont littéralement pris d'assaut par les Trifluviens. Qui prendra l'initiative de grouper dans une association manifestante et agissante tous les amis du commerce trifluvien ?²¹⁷.

D'une manière semblable, le développement des sports en Mauricie²¹⁸ met en œuvre une opposition sous-jacente qui opère subtilement. Le clivage se joue entre une mentalité progressive attirée par le mode de vie à l'américaine et une forme de traditionalisme tourné vers la pratique de sports jugés « sains », dignes du courage des pionniers et propres à renouer avec leur endurance. Chacune des deux visions apporte une vision du monde propre avec son cortège de représentations tournées vers le présent ou vers le passé. Des sports d'origine anglaise ou américaine, ou encore introduits par les États-Unis, comme le cricket, la crosse, le curling, le baseball, le hockey et le ski sont mis en opposition avec des activités sportives d'endurance comme la raquette et le canotage jugées propices au relèvement des vertus ancestrales.

Le cricket fait son apparition vers 1860²¹⁹ et le curling à partir de 1877²²⁰; le jeu de la crosse fait surtout parler de lui vers 1890 et semble très populaire en milieu ouvrier²²¹. De son côté, le baseball fait son apparition dans la cour du Séminaire Saint-

²¹⁷ *Le Bien Public*, 16 novembre 1933, p. 1. Raymond Douville consacre un éditorial à la même question (13 décembre 1934, p. 1) et dénonce le même jour (p. 3) l'achat des jouets importés.

²¹⁸ Gilles Pronovost et Pierre Girard (« Temps industriel et temps libre à Trois-Rivières : une étude de cas », *RHAF*, vol. 41, n° 2, automne 1987, p. 205-232), ont traité des activités sportives des employés d'une manufacture à la fin du siècle dernier dans le cadre d'une étude portant sur la structuration du temps de travail et du temps de loisirs. Il s'y trouve des informations précieuses sur les débuts de l'athlétisme, du patinage et du hockey.

²¹⁹ *The Inquirer*, 9 juin et 18 août 1860 p. 2; aussi 29 mai 1861 pour le détail des matches. Les courses de chevaux sont présentes à Trois-Rivières depuis 1836 alors que la course pour le King's Plate est disputée en présence du gouverneur Gosford et de l'élite anglophone du Bas-Canada, Donald Guay, *Histoire des courses de chevaux au Québec*, Montréal, VLB Éditeur, 1985, p. 100. Les courses se démocratisent rapidement et attirent les deux groupes linguistiques par après.

²²⁰ Par exemple, *Le Constitutionnel*, 5 et 26 février 1877, p. 2 et *Le Clairon*, 4 février 1884, p. 3; 7 et 11 février 1884, p. 2, etc. Le curling est un sport qui attire d'abord le milieu aisé et plusieurs notables s'y retrouvent. *Le Nouvelliste*, 29 juin 1974.

²²¹ Par exemple le club Crispin qui regroupe des employés de Smardon. De son côté, *Le Trifluvien* (24 août 1889, p. 3) annonce une joute entre les tailleurs et les monteuses. Pour les sports d'hiver pratiqués à Trois-Rivières, voir *Le Trifluvien*, 16 novembre 1892, p. 3. La crosse et la raquette semblent les plus populaires.

Joseph en 1884²²²; un élève franco-américain est à l'origine de cette nouveauté qui capte l'attention de la presse locale²²³. Le hockey suscite lui aussi un véritable engouement. Un club composé exclusivement d'anglophones commence à jouer en 1893; trois ans plus tard, les francophones possèdent leur propre ligue de hockey trifluvienne²²⁴. Par ailleurs, le ski est introduit vers 1920 par deux Norvégiens venus enseigner la technique de fabrication du papier²²⁵ et un groupe de notables anglophones et francophones crée le club de golf Ki-8-Eb trois ans plus tard²²⁶.

Durant les années 1930, l'élan de ferveur régionaliste que connaît Trois-Rivières remet à l'honneur deux activités sportives traditionnelles, la raquette et le canotage. Le club de raquetteurs Laviolette convie ses membres à des randonnées dans la forêt mauricienne, dans l'esprit des coureurs des bois du Régime français²²⁷. Il en va de même du club de canotage Radisson fondé en mai 1934. « Contrairement à ces sports artificiels dont on se lasse toujours, explique le président du club, le canotage est l'un des rares amusements dont on ne se fatigue jamais car c'est un moyen de récréation que Dame Nature a mis à notre disposition²²⁸ ». La course annuelle La Tuque-Trois-Rivières représente pour le club Radisson la manière par excellence d'illustrer ce sport

²²² Jean-Marc Paradis, *Cent ans de baseball à Trois-Rivières*, Trois-Rivières, [s.é.], 1989, p. 13.

²²³ *Le Journal des Trois-Rivières*, 16 octobre 1884, p. 2. Au Séminaire de Nicolet, le baseball est introduit de la même façon en 1894, Claude Lessard, *Le Séminaire de Nicolet. 1803-1969*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1980, p. 461.

²²⁴ *Le Nouvelliste*, 16 janvier 1993, p. 25. Donald Guay (*L'histoire du hockey au Québec*, [s.l.], Éditions JCL, 1990, p. 137-138) affirme que le hockey s'est d'abord diffusé par les Irlandais puis s'est propagé dans le réseau des collèges classiques à partir des années 1895.

²²⁵ *Le Nouvelliste*, 19 juillet 1984, p. 24.

²²⁶ *Le Nouvelliste*, 30 mai 1923, p. 5. La liste des membres fondateurs est présentée, il s'y trouve plus d'anglophones que de francophones; les dirigeants des grandes entreprises sont fortement représentés. Au même moment, les quilles se répandent principalement en milieu populaire, chaque entreprise ou corps de métier étant représenté par une équipe. Voir *Le Bien Public*, 1^{er} mai 1924, p. 8 et l'article d'Onésime Héroux sur les débuts de ce sport à Trois-Rivières, *Le Mauricien*, vol. 1, n° 3, janvier 1937, p. 29.

²²⁷ *Le Nouvelliste*, 14 octobre 1938, p. 3.

²²⁸ Roland Bourdon, *Almanach trifluvien*, vol. III, 1934, p. 118. En choisissant Radisson, les fondateurs veulent insuffler l'esprit de celui qu'ils considèrent comme le modèle des coureurs des bois, *ibid.*

d'endurance. Des équipes de canoteurs commanditées par des entreprises de la région se livrent une lutte chaudement disputée le long des 96 milles du parcours²²⁹. Lors du banquet qui suit l'événement, le sous-ministre de la Voirie déclare que « Cette course unique pour les dangers qu'elle présente et l'endurance qu'elle requiert fut de plus une véritable apothéose de la force de la race canadienne-française, de ses précieuses qualités physiques²³⁰. »

Nous avons évoqué au Chapitre III comment l'arrivée du cinéma et de la radio ainsi que l'apparition d'innovations comme le téléphone, l'automobile et l'avion ont ébloui littéralement la population. Cette dernière éprouvait également l'attrait pour les lieux mythiques de la richesse et de la prospérité. C'est ainsi que certains éléments de la jeunesse trifluvienne rêvent de fortunes édifiées rapidement et entre dans le mouvement de la ruée vers l'or²³¹.

L'établissement d'une « colonie » trifluvienne en Floride reflète lui aussi un aspect de la fascination exercée par l'« American way of life » sur la population locale. Fondée en 1919, Massicotteville se développe autour d'une plantation d'orangers dirigée par Emery Massicotte²³². Un noyau canadien-français se constitue; *Le Nouvelliste* écrit à ce sujet que « la marche des Canadiens s'accentuera toujours vers cette jeune colonie de la Floride et, avant longtemps, elle formera un village assez

²²⁹ L'équipe gagnante de la première course, en 1934, est l'une de celles commanditées par Shawinigan Water & Power, *Almanach trifluvien*, vol. III, 1934, p. 136.

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ En 1898, trois francophones et quatre anglophones tentent leur chance au Klondyke. Leur équipée est racontée dans le *St. Maurice Valley Chronicle*, 30 mai 1940, p. 1.

²³² Il s'agit de Florida Highland Grove Inc. *Le Trifluvien*, 20 août 1920, p. 16. La colonie est située près des lacs Wales et Helena, au centre de la Floride, à proximité de Tampa. Voir aussi *Le Bien Public*, 19 décembre 1922, p. 1; 9 janvier 1923, p. 1 (où l'on évoque « Noël à Massicotteville »). La Floride nourrit les rêves de la notabilité locale depuis que Philippe-Élisée Panneton avait raconté son voyage dans le Sud, appuyé par des « projections lumineuses », à la bibliothèque Saint-François-Xavier le 8 mai 1906.

considérable²³³ » qui formera « le centre de la religion catholique en Floride²³⁴ ». On avance même que l'église de Sainte-Anne-des-Lacs, construite à cet endroit, deviendra un lieu de pèlerinage²³⁵. Massicotteville ne fait plus parler d'elle par après; cette tentative témoigne de l'attrait non seulement pour un climat plus clément mais également de la détermination à tirer partie d'une prospérité américaine idéalisée par le milieu local.

Du reste, des liens sont noués entre les Mauriciens et des Américains de passage dans la région; ils donnent lieu à une expression particulière de l'américanité. Les grands espaces forestiers parsemés de lacs poissonneux attirent nombre de touristes américains, certains d'entre eux se regroupant en mettant sur pied des clubs de chasse et de pêche. Quelques-uns de ces Américains développent un intérêt pour la Mauricie, s'attachent à la population locale et laissent une trace durable dans la mémoire collective.

Ainsi, Anne Stilman McCormick (1879-1969), originaire de l'Arizona, passe tous ses étés dans un chalet de la Haute-Mauricie à partir des années 1910 et fait œuvre de philanthrope auprès des populations locales. Mrs. McCormick soutient la course en canot de La Tuque à Trois-Rivières qui se tient chaque année à partir de 1935; elle a son équipe qu'elle commandite. À son décès, la presse signale sa générosité envers les hôpitaux de La Tuque et de Grand-Mère de même qu'envers un orphelinat trifluvien. On n'omet pas de mentionner que Mrs. McCormick encourage l'artisanat amérindien et *Le Nouvelliste* applaudit sa générosité à l'endroit du clergé et des communautés religieuses²³⁶. Il faut mentionner également le cas de la romancière Sarah Larkin (1896-

²³³ *Le Nouvelliste*, 25 février 1922, p. 3.

²³⁴ *Le Nouvelliste*, 20 mars 1922, p. 5.

²³⁵ *Le Bien Public*, 19 avril 1923, p. 1.

²³⁶ *Le Nouvelliste*, 2 et 5 juillet 1969, p. 3; 8 et 15 juillet 1969 p. 2. Une plaque commémorative est dévoilée à Grande-Anse où la philanthrope américaine avait une résidence.

1988) qui a fait sa marque dans la littérature régionale²³⁷ et de Mrs. Valerie Burger dont l'intérêt porté aux Amérindiens et à leur archéologie est souligné dans des textes²³⁸.

9. Un discours politique indifférencié

Les maires trifluviens sont fortement engagés dans le développement de leur ville, surtout dans la période 1880-1920 comme l'ont souligné les chapitres précédents. En revanche, les députés paraissent en retrait sauf dans le cas de Jacques Bureau, évoqué précédemment. Pour sa part, l'analyse comparée du discours politique des candidats et députés libéraux avec leurs adversaires du parti conservateur pour la période de 1850 à 1929 à Trois-Rivières²³⁹ n'a révélé aucune distinction significative en rapport avec le discours de développement régional.

Au demeurant, cette analyse révèle la faible importance accordée à ce genre de discours dans des propos électoraux principalement tournés vers la critique politicienne des adversaires et la louange outrée des amis. Effectivement, les sujets relatifs à la politique globale du Canada ou de la province de Québec, ou encore les propos relevant de la mesquinerie partisane sont prédominants. Néanmoins, deux hommes politiques trifluviens, un libéral, J.-Adolphe Tessier, et un conservateur, Maurice Duplessis, ont abordé le développement local dans leur ample rhétorique électoraliste.

²³⁷ Voir « Le régionalisme mauricien des années trente », p. 185-186. Sarah Larkin passe les vacances d'hiver et d'été à son luxueux domaine du lac Clair de 1930 à 1965. Elle publie à New York un poème intitulé *Three Rivers*, un essai sur Radisson et une fantaisie poétique sur la faune locale.

²³⁸ Voir René Ribes et Alexis Klimov, *Archéologie de la Mauricie : reconnaissance archéologique dans la région du lac Némiskachi*, Trois-Rivières, Musée d'archéologie préhistorique de Trois-Rivières, coll. « Paléo-Québec » n° 5, mai 1974, p. 9. Mrs. Burger possédait une luxueuse résidence au lac Manouane; elle a publié en 1953 les collections préhistoriques qu'elle avait découvertes dans le secteur de ce lac en Haute-Mauricie.

²³⁹ René Verrette, « Le libéralisme en région : le cas de Trois-Rivières (1850-1929) », dans Yvan Lamonde, dir., *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, 1995, p. 185-211.

Dans sa publicité électorale, J.-A. Tessier se vante d'avoir obtenu une école normale pour la ville, l'abolition du péage sur le pont de la rivière Saint-Maurice, des subventions accrues pour l'hôpital local et la maison d'enseignement dirigée par les Ursulines et d'avoir contribué à la création de l'école du soir, de l'école des arts et métiers, du Jardin de l'Enfance pour l'éducation des garçons et d'un orphelinat. Il met en valeur les subventions accordées à la construction du pont de l'île Baptist à une association agricole et à l'agrandissement du Palais de justice. Tessier s'attribue enfin et surtout le mérite d'avoir facilité la venue de la papetière Wayagamack et de Wabasso Cotton²⁴⁰. Malgré sa sollicitude à l'endroit du développement, ses visions de la société sont on ne peut plus traditionnelles : « L'étroite union de l'Église et de l'État est la base du succès et de la prospérité de notre province » avance-t-il avec emphase lors de l'inauguration d'une école primaire en 1917²⁴¹.

Pour sa part, Maurice Duplessis défend une position au sujet de l'industrialisation qui n'est pas éloignée de celle énoncée par les leaders traditionalistes, soit une intégration harmonieuse entre l'agriculture et l'industrie. Pour sa circonscription de Trois-Rivières, il obtient des choses de même nature que Tessier comme nous l'avons souligné précédemment²⁴². Nous ne possédons pas de preuves tangibles voulant que Duplessis ait entrepris des démarches suivies afin d'attirer la grande entreprise à Trois-Rivières, du moins avant 1950. De cette manière, à Trois-Rivières, libéraux comme conservateurs tiennent un discours de nature similaire au sujet du développement économique et aussi en ce qui a trait à un traditionalisme affiché avec fierté.

²⁴⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 10 mai 1912, p. 1; 14 avril 1916, p. 1.

²⁴¹ *Le Trifluvien*, 14 décembre 1917, p. 1.

²⁴² Voir notamment le discours prononcé lors de l'inauguration d'une usine de transformation de lait en poudre. « Nous voulons prouver que l'agriculture et l'industrie peuvent coopérer [...]. Nous permettons à l'industrie de s'épanouir avec l'aide du gouvernement parce que nous voulons protéger la solidité de l'agriculture », *Le Bien Public*, 28 juillet 1938, p. 1.

10. L'éducation et le développement économique

Les propos relatifs à l'éducation en rapport avec le discours de développement portent essentiellement sur l'importance relative devant être accordée à la création d'établissements d'enseignement classique ou technique et commercial. Ainsi, dès le milieu du siècle dernier, un débat passionné oppose ceux qui favorisent l'expansion des collèges classiques et ceux qui préconisent plutôt la mise en place de maisons d'enseignements consacrées au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. La question est particulièrement d'actualité à Trois-Rivières, car la ville est dépourvue de collège classique contrairement à Nicolet. En 1850, *Le Journal des Trois-Rivières* se prononce contre l'expansion du réseau des collèges car, soutient l'auteur de l'article, « en sortant de ces collèges, nos jeunes gens ne sont préparés qu'à entrer dans l'état ecclésiastique ou dans les professions libérales déjà encombrées, ce qui n'est assurément pas ce qu'il faut au pays²⁴³ ».

Néanmoins, un mouvement favorisé par le démarrage économique se dessine à partir de 1859 en faveur de la création d'un collège à Trois-Rivières. Une campagne est menée dans les colonnes de *L'Ère Nouvelle* : « Notre ville serait plus fréquentée, notre population augmenterait, le commerce et l'industrie seraient plus alimentés et ainsi, en favorisant le progrès intellectuel, nous serions certains de donner l'élan au progrès matériel de notre cité²⁴⁴. » Le rédacteur de *L'Ère Nouvelle* proteste l'année suivante contre ceux qui s'opposent au projet « sous le spécieux prétexte qu'il n'est pas bon de fournir à la jeunesse les moyens de se procurer une bonne éducation et que cet avantage ne doit être fourni qu'à quelques privilégiés ». Le même rédacteur explique que l'appui au projet constitue un « plaidoyer du travail contre la paresse, de l'homme instruit

²⁴³ *Le Journal des Trois-Rivières*, 17 août 1850, p. 3.

²⁴⁴ *L'Ère Nouvelle*, 14 février 1859, p. 2. Une dizaine d'articles et de lettres de lecteurs paraissent en février et mars dans les colonnes du même journal.

contre l'ignorant, de celui qui progresse contre celui qui rétrograde²⁴⁵ ». Le Collège des Trois-Rivières est fondé effectivement en 1860 sous le patronage de l'évêque M^{gr} Thomas Cooke et de J.-Édouard Turcotte²⁴⁶; sa présence à Trois-Rivières suscite une approbation générale²⁴⁷.

Par ailleurs le milieu local revendique avec force la fondation d'écoles commerciales, industrielles et techniques²⁴⁸. Diverses fondations reçoivent un appui vibrant. Ainsi la presse et le clergé approuvent hautement la création d'une école du soir gratuite en 1902 afin d'assurer une formation technique à « ceux qui n'ont pas eu le bonheur de fréquenter l'école dans leur jeunesse²⁴⁹ ». En 1911, au moment où le processus d'industrialisation bat son plein, *Le Nouveau Trois-Rivières* met en relief un examen public des élèves des Frères sur le commerce qu'il considère comme « un grand événement scolaire à Trois-Rivières²⁵⁰ ».

Semblablement, l'annonce officielle de l'établissement d'une école technique au coût de 120 000 \$ soulève un intérêt considérable. Trois-Rivières avait besoin d'un tel établissement, écrit l'éditorialiste du *Trifluvien* en 1917, car elle est une ville essentiellement industrielle; l'école technique permettra d'« assurer le développement régulier et le progrès rapide des industries qui font sa richesse²⁵¹ ». Enfin, la Chambre

²⁴⁵ *L'Ère Nouvelle*, 30 juillet 1860, p. 2.

²⁴⁶ Sur les péripéties ayant donné lieu à cette fondation, voir Abbé Louis Richard, *Histoire du Collège des Trois-Rivières 1860-1874*, Trois-Rivières, P.-V. Ayotte, 1885, p. 3-40.

²⁴⁷ Par exemple le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières*, 21 août 1866, p. 2, explique que les Trifluviens se sont unis « comme un seul homme » en faveur du nouvel établissement parce qu'ils « étaient persuadés qu'une institution de ce genre aurait les meilleurs résultats pour l'avancement, le progrès et l'honneur de leur ville ». Des propos de même nature sont tenus lors de l'inauguration des nouveaux locaux du collège en 1873, voir *Le Journal des Trois-Rivières*, 29 mai 1873, p. 2.

²⁴⁸ Comme dans *Le Trifluvien*, 9 novembre 1889, p. 3.

²⁴⁹ *Le Trifluvien*, 28 octobre 1902, p. 8. Il existe depuis 1897 un Three Rivers Business College dirigé par F.-X. Vanasse.

²⁵⁰ *Le Nouveau Trois-Rivières*, 14 avril 1911, p. 5.

²⁵¹ *Le Trifluvien*, 29 juin 1917, p. 4.

de commerce de Trois-Rivières et le député provincial L.-P. Mercier demandent au gouvernement Taschereau que l'école de papeterie qu'il se propose de mettre sur pied soit localisée à Trois-Rivières car elle forme le centre papetier le plus populeux et doté des plus grandes entreprises²⁵². De cette manière le milieu trifluvien se montre soucieux d'ajuster l'enseignement aux nouvelles réalités économiques en réclamant une formation technique de qualité qui permet aux diplômés d'avoir accès à des emplois en région.

*
* *

Le discours de développement régional a donné lieu à une expression identitaire collective présente dans un vaste registre de sujets. Le plus riche à notre sens est celui de l'affirmation de Trois-Rivières comme pôle d'une région économique et aussi d'une région d'appartenance. Les émetteurs du discours développementiste revendiquent Trois-Rivières comme formant le centre d'une région nodale. Il leur arrive même de voir en leur ville le centre d'un espace plus vaste sous certains rapports définis par des caractères spécifiquement locaux, par exemple : Trois-Rivières capitale mondiale du papier.

La construction d'un « nous » comme expression d'une identité collective s'étend à la région tout entière; elle se réalise dans le régionalisme promu à partir des années 1920 par l'élite cléricale et laïque trifluvienne en réaction à une spoliation économique. Cette entreprise de l'imaginaire s'étaie pour une part sur un regard de

²⁵² *Le Nouvelliste*, 7 octobre 1922, p. 6. Le projet de loi est adopté en mars 1924 et la première cohorte d'étudiants accède à la graduation trois ans plus tard, *Le Nouvelliste*, 13 mars 1924, p. 5 et 4 juin 1927, p. 7.

l'autre suscitant la réaction identitaire défensive ou la confirmation gratifiante d'un « nous ».

En outre, la célébration nationale se nourrit de représentations qui ne font pas uniquement appel au passé, comme l'a dévoilé l'examen des diverses thématiques associées à la fête de la Saint-Jean-Baptiste. Le discours de développement fait appel, quant à lui, non seulement à l'espace référentiel national mais, en plus, à l'espace nord-américain, à la mère-patrie française ou au « motherland » britannique selon l'origine du locuteur.

L'examen des représentations associées aux pratiques et aux discours développementistes fait ainsi voir une société régionale tendue entre deux pôles, la tradition et la modernité, que son élite exprime en puisant dans un vaste réservoir de représentations issues de la mémoire collective et de la dynamique d'un imaginaire prompt à intégrer l'évolution socioéconomique. L'examen complémentaire des propos tenus par deux hommes politiques marquants de même que les discours de développement relatifs à l'éducation ne font que raffermir le tableau d'ensemble exposé ici.

En définitive, l'intégration à la culture nord-américaine ne s'effectue pas sans heurts et donne lieu à des luttes symboliques. Il nous paraît trop simple d'opposer en blocs compacts une élite tournée nostalgiquement vers une France mythifiée et des masses populaires unanimement envoûtées par l'« American way of life ». Car, de leur côté, les élites, et tout spécialement le milieu d'affaires, pouvaient saisir le parti à tirer de la proximité étatsunienne malgré leurs craintes d'assimilation culturelle. De l'autre côté, ceux qui ne comptaient pas parmi cette élite ont pu vibrer aux mouvements folkloriques et traditionnels comme la section sur la francité l'a illustré.

Néanmoins, il nous est permis d'avancer qu'un clivage important a existé entre deux attitudes développées au sein de la société régionale, l'une qui s'affirmait dans la défense des valeurs qu'elle estimait essentielles à la survie de l'identité collective, et une autre entrée de plain-pied, ravie et subjuguée, dans le mouvement de modernité à l'œuvre dans l'espace nord-américain. Il est essentiel d'observer que les deux attitudes ont coexisté chez certains individus à des moments distincts ou dans des circonstances diverses, comme les discours et les pratiques témoignent d'une façon parfois paradoxale.

CONCLUSION GÉNÉRALE-

UNE PRATIQUE DISCURSIVE PLURIELLE

Le discours de développement en Mauricie s'exprime de manière très riche et diversifiée selon la nature des projets, le statut des énonciateurs et les circonstances d'énonciation comme l'endroit et l'époque. Les quatre premiers chapitres de la présente étude ont détaillé les propos relatifs à chacune des dimensions majeures du développement régional, soit l'exploitation des ressources, l'aménagement des voies de communication, l'industrialisation et l'urbanisation. Ce parcours a permis une synthèse qui met en relief des convergences, des constantes et des particularités pour chacune des quatre dimensions considérées; il a permis également de cerner les diverses expressions discursives de l'intégration régionale. Quant à lui, le chapitre V a fait valoir l'univers des représentations collectives, qu'elles soient de l'ordre du temps, de l'espace et de l'identité régionale proprement dite. Enfin, l'ensemble du texte a mis en évidence la rhétorique du Progrès déployée à temps et contretemps par les énonciateurs du discours de développement. Un dernier parcours synthétique est maintenant possible. Dans la Conclusion générale, nous entendons faire ressortir la dialectique entre modernité et tradition, entre progressisme et conservatisme, présente au sein des énoncés développementistes.

Pour ce faire, nous dressons en premier lieu une typologie des douze discours de développement. Ensuite, nous abordons les liens entre ces discours et l'environnement idéologique général, l'importance relative des pôles de la modernité et de la tradition en notant leur présence simultanée chez certains énonciateurs, le sentiment d'exclusion/inclusion des élites régionales par rapport au développement, les appropriations symboliques de l'espace et du temps et, en particulier, les rapports discursifs entre le régionalisme, le développement de la Mauricie et la construction de l'identité collective. Une périodisation rapide des représentations collectives reliées au développement ainsi que les perspectives de recherche sont présentées en fin de course.

1. Typologie des discours de développement

Il est possible d'établir une typologie cohérente des discours de développement à partir de l'analyse de leur contenu et de la catégorisation de leurs composantes. Dans cette perspective, douze discours de développements sont distingués à partir d'un certain nombre de critères. Ceux-ci comprennent la thématique générale dont il est possible de spécifier la nature soit progressiste, soit traditionnelle; la périodisation approximative; l'identification des énonciateurs spécifiques, et une caractérisation sommaire quand celle-ci paraît pertinente ainsi qu'une indication sommaire des référents spatiaux ou temporels utilisés dans les stratégies d'argumentation. L'ensemble des discours, dont le contenu détaillé est présenté à l'Annexe IV, peut se schématiser ainsi :

1850-1880 : première poussée économique et éveil de la conscience régionale dans l'élite trifluvienne, qu'elle soit francophone ou anglophone.

1880-1908 : projets multiples issus du milieu trifluvien qui n'aboutissent pas; projets provenant de l'extérieur qui donnent naissance à Grand-Mère, Shawinigan et La Tuque; émerveillements du milieu trifluvien.

1908-1930 : poussée économique trifluvienne résultant de l'action d'agents extérieurs, poursuite du développement des trois autres centres urbains; discours enthousiastes fondés sur la croyance au progrès illimité et soutenus par une symbolique riche et diversifiée; appels à la modération provenant du milieu clérico-conservateur.

1930-1950 : pause amenée par la Crise, désillusion généralisée, repli dans le discours régionaliste traditionnel; intégration mauricienne débutante, changements dans la structure économique régionale : concentration des entreprises, stratégies industrielles ayant des visées qui font peu de cas du développement régional¹.

¹ Ainsi, le discours régionaliste économique en Mauricie s'est-il exprimé selon chaque génération d'émetteurs du discours, de la génération des Polette et des Turcotte vers 1850 qui, pour la première fois de façon cohérente, ont revendiqué au nom du développement du District des Trois-Rivières jusqu'à J.-A. Mongrain qui rassemble en 1949 les maires des villes mauriciennes afin de réclamer des infrastructures propices à l'établissement de la grande entreprise.

2. Les discours de développement et leur environnement idéologique

La diversité des points de vue ressort avec force à l'examen des discours de développement; néanmoins, le libéralisme économique qui sous-tend les processus d'industrialisation à l'œuvre en Mauricie dès les années 1850 n'est jamais remis en question par les élites économiques dans leur ensemble. Ces élites regroupent les dirigeants d'entreprises, tant francophones qu'anglophones, les élus municipaux, les responsables du mouvement associatif et la majorité des porte-parole de la presse locale, surtout après 1900. À ce groupe, il faut ajouter les membres du clergé — plusieurs évêques, des curés et des enseignants du Séminaire Saint-Joseph. Le mode de production capitaliste et l'économie de marché reçoivent chez les énonciateurs du discours développementiste un appui sans réserve et souvent enthousiaste, la plupart du temps nourri de l'illusion du progrès illimité et sans dangers.

Des réserves face à cet enthousiasme impénitent sont présentes dans le discours humaniste chrétien exprimé par le clergé, lequel remet en question autant le capitalisme tel que perçu dans ses manifestations que le socialisme tant redouté à certains moments. Le clergé, et à sa tête les évêques, effectue des mises en garde contre ce qu'il appelle les excès de l'industrialisme, contre également l'urbanisation accélérée et ses misères, l'exploitation des ouvriers et même, de façon à peine voilée, contre le phénomène de la prolétarianisation. La presse catholique, au premier chef *Le Bien Public*, se fait l'écho de ces préoccupations et met en sourdine l'enthousiasme envers le changement économique que connaît la société mauricienne.

En revanche, le socialisme et, à plus forte raison, le communisme, sont combattus avec une unanimité très voyante. Le discours clérical, tout comme celui des laïcs, condamne tout ce qu'il considère comme une attaque à la propriété ou à

l'entreprise privée. L'anti-étatisme est dominant : les détenteurs ou les défenseurs du capital craignent toute forme d'interventionnisme de la part des gouvernements, tout comme l'Église catholique qui veut maintenir son rôle traditionnel par la famille. Donc, en définitive, aucun changement structurel n'est souhaité ni même envisagé dans la moindre mesure.

3. Entre progressisme et conservatisme

Le progressisme et le conservatisme sont présents durant la totalité de la période à l'étude, soit de 1850 à 1950, ou peu s'en faut. On remarque que le clergé, de façon générale, appuie les projets de développement en rapport avec la mise en place du réseau ferroviaire dans la mesure où ces projets permettent au monde rural de prendre de l'expansion. Non seulement, estiment les clercs, l'arrivée du chemin de fer permettra à l'agriculteur de se rapprocher des marchés mais elle favorisera l'établissement d'entreprises industrielles locales et sera une alliée contre l'exode vers les villes.

Il en va de même pour la création d'écoles d'agriculture, la mise en place du Mouvement coopératif et syndical agricole ainsi que l'implantation du réseau des caisses populaires. En milieu urbain, l'appui du clergé au syndicalisme ouvrier catholique et au mouvement des caisses populaires traduit de façon analogue la détermination des autorités religieuses au maintien de l'encadrement des fidèles au système de valeurs qu'elles défendent, c'est-à-dire la perpétuation intégrale d'un ordre social jugé idéalement chrétien. Les propos tenus par des journalistes tant laïcs que religieux en témoignent avec éloquence; il suffit de parcourir *Le Bien Public*, par exemple, pour en être aisément convaincu. Effectivement, le clergé est soutenu dans son discours au sujet du progrès par des laïcs qui sont issus des rangs de la petite

bourgeoisie trifluvienne, presque unanimement gagnée à la vision ultramontaine de la société défendue par M^{gr} Laflèche et ses deux successeurs immédiats selon laquelle l'Église a le devoir d'enseigner les pouvoirs civils. D'ailleurs, ces pouvoirs civils, soutiennent M^{gr} Laflèche et ses disciples, sont subordonnés à l'Église, laquelle détient la primauté dans la hiérarchie naturelle de la société.

Cet esprit de conservatisme social domine la société locale jusqu'aux années quarante à tout le moins. Il en ressort une attitude généralisée de méfiance à l'égard de certains aspects de la modernité telle l'américanisation qui progresse surtout à partir de 1900 quand l'industrialisation massive est enclenchée de façon irréversible. Cependant, le nouveau mode de vie, avec les valeurs qu'il entraîne dans son sillage, pénètre les foyers par la structuration du temps du travail en usine, la diffusion de la presse à grand tirage qui envahit le marché local principalement à partir de 1920 avec la fondation du *Nouvelliste*, l'apparition et la popularité immédiate du cinéma et de la radio sans oublier l'automobile. On diffuse non seulement les *success stories* nord-américaines mais aussi les réussites régionales.

Le clergé a beau mettre en garde les fidèles, brandir les interdits ou même proposer des substituts, l'expansion rapide des nouveaux centres urbains et le croît démographique accéléré de l'agglomération trifluvienne imposent des changements de société profonds et irréversibles. D'où ce sentiment que la partie est en train de se perdre et la propagation d'une forme de crispation perceptible surtout à partir des années 1920. Le clergé et son porte-parole *Le Bien Public* opposent avec netteté la vie urbaine à la vie rurale, estimée stable, saine, naturelle et conforme à l'ordre chrétien du monde. Ils le font avec encore plus de vigueur lorsque le spectre du chômage et de la misère urbaine fait son apparition durant la Crise. « Industrialisme à outrance », déplore-t-on avec amertume; quartiers ouvriers malsains, surpeuplés, mœurs dissolues,

maladies infantiles, les reproches s'additionnent contre une urbanité née, est-on convaincu dans les milieux cléricaux, dans un contexte de croissance illusoire et trompeur.

En revanche, ce même milieu trifluvien où se retrouvent les notables à l'œuvre au Conseil municipal, à la Chambre de commerce, à la Commission du havre et aux associations de citoyens et qui fournit les députés provinciaux et fédéraux, fait preuve d'un progressisme indéniable autant dans la pratique que par le discours. Entre 1880 et 1910 environ, la petite bourgeoisie locale, recrutée pour une bonne part chez les professions libérales, non seulement appuie mais se fait l'instigatrice d'ambitieux projets de chemins de fer, et défend avec ardeur le grand rêve des abattoirs nationaux. Les maires de la ville sont au premier chef les défenseurs et assez fréquemment les promoteurs de ces projets novateurs et bien situés dans le courant de progressisme nord-américain.

Les conseils municipaux qui se succèdent se font le fer de lance de cette modernité économique proclamée dans les discours et appuyée avec éloquence par la presse locale, notamment *Le Trifluvien*. L'incendie de 1908 fournit l'occasion aux autorités municipales de donner un visage nouveau au centre-ville que l'on compare fièrement aux aménagements américains conçus selon les règles de l'urbanisme avec des rues larges et des édifices spacieux, modernes et à l'épreuve du feu.

Lorsque la grande industrialisation démarre au même moment à Trois-Rivières, le milieu d'affaires local applaudit, ravi et plein d'enthousiasme, cette progression soudaine et qui se poursuit une quinzaine d'années de façon presque ininterrompue. La stratégie des élites se modifie; le grand capital extrarégional amène la construction d'entreprises majeures et crée un nombre considérable d'emplois. Désormais, il s'agit

d'attirer les industriels nord-américains à Trois-Rivières et la municipalité trifluvienne, de concert avec la presse locale, orchestre une campagne promotionnelle soutenue par nombre de brochures, rédigées en anglais la plupart du temps, et des publicités pleine page dans les journaux où les symboles de la modernité nouvelle sont affichés avec une insistance presque naïve.

Un certain repli est perceptible à partir de 1930. La grande désillusion fait plutôt naître un discours tourné vers la splendeur passée. Il semble que le discours régionaliste mauricien prenne le relais jusqu'à un certain point. Après la fascination exercée par la grande entreprise, ces usines aux multiples cheminées fumantes comme l'iconographie de l'époque précédente le soulignait, on revient vers l'image de la petite entreprise possédée et dirigée par des Trifliviens, faisant valoir les métiers traditionnels associés à la ruralité, à l'artisanat. Ce changement de perspective est présent aussi dans les milieux francophones de Shawinigan et de Grand-Mère où des tentatives, d'ailleurs peu fructueuses, sont effectuées.

L'économie de guerre en place en 1940 ramène la prospérité de plusieurs secteurs industriels et les attentes relatives à une seconde période de progrès économique comparable à celle d'avant 1930 sont considérables pour un après-guerre entrevu avec grand espoir dès le début de 1944. Le décollage prévu ne s'effectue pas mais la construction d'habitations qui prend un essor vigoureux en 1947 ramène les rêves d'expansion spectaculaire; les projets d'aménagements portuaires et routiers accaparent alors l'avant-scène, comme l'attestent les journaux de l'époque. La stratégie promotionnelle de la Mauricie est désormais le fait de l'ensemble des maires des villes de la région qui exercent des pressions auprès des instances gouvernementales provinciales et fédérales; le maire trifluvien J.-A. Mongrain demeure toutefois le leader de cette stratégie renouvelée dont l'horizon est devenu mauricien. La presse continue

son appui manifeste à ce mouvement de développement régional fondé sur l'aménagement d'infrastructures propices à la venue de grandes entreprises industrielles et à l'expansion des marchés et des aires de distribution.

L'examen sommaire de la dynamique de développement telle qu'exprimée par les milieux canadiens français montre que chez ces catholiques fervents, respectueux d'un ordre social et religieux perçu comme pratiquement immuable et parfait, on retrouve des propos alimentés par les représentations spatiales et temporelles les plus marquées par l'idéologie progressiste qui avait cours à leur époque. Faire de Trois-Rivières — et de la Mauricie plus tard — un carrefour ou, à tout le moins, un lieu de transit de l'économie canadienne voire nord-américaine, apparaissait à ces hommes d'affaires non une utopie vaine mais un projet qui se situait dans l'ordre du réalisable. L'optimiste débordant qui concerne certains projets miniers relève du même enthousiasme jugé raisonnable.

L'avenir leur semblait radieux, des projections démographiques qui nous surprennent aujourd'hui étaient élaborées avec conviction, particulièrement entre 1900 et 1930 puis, dans une moindre mesure, à partir de 1944. Ces espoirs sont présents à Shawinigan où le milieu d'affaires francophone tout comme celui des milieux anglophones entrevoient, à la sortie de la Crise, le maintien de la croissance locale, peut-être même son accélération. À Shawinigan et sans doute aussi à Grand-Mère, la presse tant francophone qu'anglophone témoigne de ce qu'elle nomme un sentiment de reconnaissance envers les Aldred, les Smith, les Biermans et les Chahoon considérés comme les bâtisseurs de l'hinterland mauricien.

Du reste, les dirigeants des grandes entreprises, en premier lieu ceux du groupe contrôlé par Shawinigan Water & Power, nourrissent ce sentiment dans les documents

promotionnels et les discours officiels tout en soulignant l'apport canadien-français avec ses qualités spécifiques de « bons travailleurs, loyaux, compétents et respectueux des autorités ». Ces anglophones eux aussi promeuvent de manière implicite ou explicite, selon les textes, le maintien de l'ordre social, la loyauté aux autorités politiques et à l'Empire britannique de même que le rejet du socialisme et de tout interventionnisme étatique. Tout comme chez les Canadiens français, ils promeuvent un développement en accord avec les valeurs familiales, patriotiques et religieuses. De toute façon, il nous paraît évident qu'ils se méfient de changements qui modifieraient un ordre social et économique qui les avantage notablement. —

4. Une élite locale écartée du développement régional

Le discours développementiste joue un rôle particulier dans l'affirmation des élites locales, qu'elles soient francophones ou anglophones. À Trois-Rivières² cette montée de l'affirmation est tangible dès les années 1850 et 1860 dans la presse des

² Nous nous limitons ici au cas trifluvien car le dépouillement de notre corpus n'a pas permis de mettre en relief la dynamique présente au sein de la petite bourgeoisie des nouveaux centres urbains. Même à Shawinigan, où la petite bourgeoisie locale avait le loisir de s'exprimer dans les colonnes des feuilles locales, aucune caractéristique significative n'a pu être dégagée. Par contre, Pierre Lanthier a pu établir, à partir d'un corpus biographique des élites, que la petite bourgeoisie francophone shawiniganaise avait la modernité inscrite au cœur de ses traditions (Pierre Lanthier, « La famille et l'urbanisation en Mauricie de 1900 à 1950 : le cas de la petite bourgeoisie francophone à Shawinigan », Rolande Bonnain, Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir., *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural France-Québec XVIII^e-XX^e siècles*, Paris et Lyon, École des hautes études en sciences sociales et Presses universitaires de Lyon, 1992, p. 401-418. (433 p.); et que cette élite locale n'était nullement inféodée aux grandes entreprises, les amenant même à contribuer de façon plus équitable aux revenus municipaux (Pierre Lanthier et Normand Brouillette, « Shawinigan Falls de 1898 à 1930 : l'émergence d'une ville industrielle au sein du monde rural », *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIX, n° 1, 1990, p. 42-55). Par ailleurs, pour l'ensemble de la région, la petite bourgeoisie avait la possibilité de s'affirmer au sein d'un réseau de petites et moyennes entreprises diversifié et vigoureux, surtout à partir de 1930 (Pierre Lanthier, « The SME and the Second Industrialization : The Case of the St. Maurice Valley (Canada) from 1870 to 1950 », Margrit Müller, dir., *Structure and Strategy of Small and Medium-Size Enterprises since the Industrial Revolution*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1994, p. 89-105. (225 p.)); une étude d'ensemble nous paraît donc nécessaire afin de comparer adéquatement les élites trifluviennes avec celles des autres villes de la Mauricie et d'esquisser un tableau d'ensemble que la présente étude n'est pas en mesure de faire à cause de la nature de notre corpus.

deux langues. Chez les anglophones on fait la promotion de projets bancaires, de liens avec la Nouvelle-Angleterre et, à l'instar des francophones, l'expansion du port et l'aménagement du Saint-Maurice pour l'exploitation forestière.

Cette affirmation se consolide dans les années quatre-vingts lorsque la Chambre de commerce trifluvienne et la Commission du havre sont créées. Le discours des anglophones et celui des francophones ne se démarquent pas de façon significative; les uns comme les autres se positionnent comme les détenteurs légitimes du discours de développement qu'ils modèlent selon leurs intérêts économiques par le biais d'un projet global : agrandir le port trifluvien, améliorer les liens ferroviaires et routiers, favoriser la venue d'entreprises industrielles. De surcroît, le projet des abattoirs les réunit dans une cause commune.

Le Conseil municipal, les deux organismes précités et, à des moments particuliers, l'Association des citoyens des Trois-Rivières, le Syndicat d'initiative et la Conférence des maires de la Mauricie constituent autant de lieux d'affirmation des élites à travers des projets élaborés, promus ou mis en chantier. Ce phénomène est visible aussi à Shawinigan, pour autant que les journaux locaux en fassent mention. Les stratégies d'argumentation utilisées ne varient guère d'un endroit à l'autre : la centralité locale ou régionale est revendiquée avec emphase et une insistance qui ne se dément pas durant la totalité de la période 1850-1950 sans lacunes observables. Au chapitre II nous avons vu que la centralité trifluvienne s'est exprimée de diverses façons selon les projets ferroviaires défendus : Trois-Rivières centre régional, provincial, national, peu importe, il s'agit de renforcer un pôle économique dont le rayon d'action doit s'étendre le plus possible afin de faire prospérer l'économie locale et ceux qui la contrôlent.

Le milieu d'affaires trifluvien s'est pourtant heurté à une difficulté de taille chaque fois qu'il a voulu faire passer un projet de développement au stade de la réalisation. En effet, la classe d'affaires locales se situait en dehors des réseaux nationaux de financement bancaire et des réseaux d'information des milieux d'affaires et industriels³. Ce problème s'est présenté notamment dans le secteur des projets bancaires, ferroviaires, électriques et industriels⁴. Le défaut de capitalisation est chronique et dénoncé dans la presse des deux langues. Même le pouvoir politique local est impuissant à surmonter cet obstacle : ni les Turcotte, les Langevin, les Normand et les Tessier, malgré le crédit dont ils peuvent jouir sur la scène provinciale ou fédérale, ne sont en mesure de pallier cet inconvénient. Ils sont effectivement sensibles à la modernité économique nord-américaine tout comme les maires trifluviens, même si certains se tournent illusoirement vers la France et la Belgique pour le financement de divers projets et la venue d'entreprises de grande envergure.

En somme, le problème de ce milieu d'affaires est celui d'une élite régionale périphérique par rapport aux centres de décision montréalais, torontois ou new-yorkais. Le manque de savoir-faire de ces petits bourgeois issus des professions libérales, allié au manque de familiarité avec la langue de Shakespeare, explique pour une bonne part ces insuccès répétés de même que l'échec de la maîtrise du développement de la région mauricienne⁵. Toutefois, la distance qui les sépare matériellement et psychologiquement des milieux montréalais de la haute finance nous apparaît primordiale.

³ L'élite trifluvienne en est consciente surtout vers 1885 quand les projets ferroviaires se multiplient; le député Hector-Louis Langevin demande aux « capitalistes » trifluviens de se regrouper et de financer des projets de cette nature, *La Liberté*, 27 décembre 1884, p. 2. Pour sa part, le *St. Maurice Valley Chronicle* (10 février 1922, p. 2) enjoint les membres du Conseil municipal, qui ne sont pas des géants de la finance, précise l'auteur de l'article, d'élargir leur vision du développement de Trois-Rivières.

⁴ On est conscient du même problème durant les années 1930 dans le milieu d'affaires francophone de Shawinigan. Voir *L'Écho du Saint-Maurice*, 23 mars 1933, p. 1 où il est déploré qu'aucun établissement avec du capital local ne soit présent.

⁵ En milieu rural, le discours de développement régional des élites locales est tenu. Il est présent sporadiquement dans les principales localités du comté de Maskinongé quand il est question du projet

De surcroît, la prise en considération de cette forme d'aliénation vécue par le milieu trifluvien permet de nuancer une hypothèse ayant cours en rapport avec le conservatisme et le manque d'esprit d'initiative dont il aurait fait preuve jusqu'à une époque récente. En première analyse, on serait tenté d'attribuer cet immobilisme, tant décrié à Trois-Rivières même et ailleurs, à l'influence de l'esprit ultramontain diffusé par M^{gr} Laflèche et ses épigones. Nous croyons plutôt que cette influence a moins joué que celle découlant spécifiquement de l'aliénation mise en relief précédemment. À partir de 1915 environ, les projets développementistes mis de l'avant par le milieu d'affaires trifluvien disparaissent presque totalement du discours public. Il nous apparaît que ce changement crucial de la dynamique de développement s'explique par la prise de conscience, de la part du milieu trifluvien, d'une réalité incontournable, soit le peu d'emprise sur les conditions du développement régional. Une mentalité de repli s'installe peu à peu, les individus se tournent vers d'autres horizons et mettent au point des stratégies de compensation. Leur première stratégie de l'imaginaire consiste en la gestion du symbolique. Les notables trifluviens s'intéressent à la réfection du passé, surtout à partir des années trente, à travers notamment les fêtes régionalistes trifluviennes. L'autre stratégie majeure est de vanter les réussites industrielles des grandes entreprises extrarégionales auxquelles ils s'identifient dans un imaginaire nourri d'une fierté par procuration. Gérer ce capital matériel et symbolique constitué par les autres devient l'activité compensatrice d'une aliénation. Certes, on échafaude des projets, mais c'est afin de les soumettre aux administrations ou aux gouvernements concernés ou à des promoteurs industriels provenant de l'extérieur.

ferroviaire des années 1880 ou de l'aménagement hydroélectrique des chutes de Saint-Paulin. Sur la rive sud on l'entrevoit dans la promotion des chemins de fer à Nicolet entre 1880 et 1900. Pour le reste, il s'agit de projets locaux de manufactures ou d'entreprises agro-alimentaires dans les divers comtés qui composent la région.

Une autre particularité de la dynamique de développement déduite du discours des élites est la solidité des liens noués entre l'Église et les représentants du capital extrarégional : le rôle des curés Laflèche et Corbeil, et de M^{gr} Cloutier auprès des Chahoon, Brown et Whitehead tel que révélé par les textes s'explique en bonne part par une volonté commune d'encadrement social propice à la reproduction sociale du pouvoir, les autorités religieuses et les dirigeants d'entreprise étant parvenus, semble-t-il, à un genre de compromis où chacun trouvait son compte avec le concours de l'autre. Le genre de syndicalisme promu par les premières et toléré par les seconds en présente un exemple achevé. Le clergé ne remet pas fondamentalement en question le mode de développement capitaliste de la région en n'en soulignant que les « abus » les plus criants et sans revendiquer de changements structurels.

Par ailleurs, les élites et le clergé travaillent de concert afin de consolider leur encadrement de la société régionale par le coopératisme agricole et les caisses populaires. Ils se perçoivent alors comme des progressistes et les chefs de file du développement concret de l'ensemble de la population régionale. Ainsi, les diverses composantes du groupe qui prend la parole au sujet du développement de la région — anglophones, francophones, clercs, laïcs, responsables politiques et dirigeants d'entreprises — nouent des liens afin de défendre des intérêts communs au moyen d'une stratégie de promotion régionale. Cette promotion s'affirme dans le cadre d'une dynamique dont l'expression discursive peut être décelée de façon marquée dans le corpus de référence.

5. L'aménagement des espaces matériels et symboliques

Un autre niveau de compréhension nous paraît susceptible d'être appréhendé. Il a trait à la territorialité exprimée dans les stratégies d'argumentation des énonciateurs du discours de développement. Les référents relatifs à l'espace sont d'une fréquence significative dans la plupart des discours de développement dont nous avons esquissé la typologie (voir Annexe IV). Ils se présentent essentiellement sous forme des oppositions **ici/ailleurs** et **nous/eux**; on les retrouve avec le plus d'intensité là où la charge symbolique est la plus forte.

Les propos ayant trait aux voies de communications — les chemins de fer et les routes principalement — sont ceux dont la référence à l'espace est la plus explicite; leur intention, même implicite, saute aux yeux de l'observateur non prévenu. Faire de Trois-Rivières (ou de la localité concernée) un centre vers lequel convergent les hommes et les biens provenant d'une aire désignée représente le fondement de la stratégie déployée afin d'assurer la réussite du projet ferroviaire. Nous avons vu que, selon la logique présente dans chacun des projets ferroviaires ayant un rapport quelconque avec la Mauricie, on cherche à faire du chef-lieu régional un nœud commercial à l'échelle régionale et même, dans certains cas, un pôle à l'échelle provinciale. En outre, certains projets vont jusqu'à s'alimenter de représentations de conquête économique sur le plan nord-américain. Par ailleurs, les référents relatifs à la constitution d'un réseau routier prennent le relais de l'extension ferroviaire à partir de 1915 environ et présentent une acuité particulière après 1945 quand l'automobile et le camion supplantent le train. Là, comme un demi-siècle plus tôt pour le réseau de chemins de fer, l'idée de la centralité trifluvienne prédomine de manière frappante.

L'ambitieux projet des abattoirs nationaux soutenu par la Chambre de commerce trifluvienne à la fin du siècle dernier illustre la vision continentale des développeurs locaux : pour ces hommes, le fait d'intégrer une liaison ferroviaire, des aménagements portuaires et une entreprise de grande envergure s'inscrit naturellement dans une perspective spatiale courante en Amérique du Nord à ce moment-là. L'existence de telles représentations dans un centre secondaire à l'échelon national comme Trois-Rivières — et à l'écart des grands centres décisionnels — traduit la force de la territorialité à l'œuvre.

En surplus, la prise de conscience en rapport avec l'importance industrielle prise par Trois-Rivières et Shawinigan entraîne les milieux locaux, autant francophones qu'anglophones, à la revendication fière d'une particularité nationale, voire mondiale : « La Vallée du Saint-Maurice (ou Shawinigan) l'endroit le plus prospère au Canada », « Three Rivers, the fastest growing city », « Trois-Rivières, la capitale mondiale du papier ». La fréquence de ce genre d'énoncés et l'importance qu'on leur accorde traduisent une sensibilité à l'espace présente dans les centres urbains de la région.

Le regard de l'autre, positif ou négatif, le regard sur l'autre ainsi que l'ensemble de représentations associées à l'idée de la « bonne entente » devant idéalement régner entre francophones et anglophones, entre patrons et ouvriers, constituent autant de formes déterminantes d'une territorialité exprimée selon la dualité nous/eux. La préoccupation soutenue de 1850 à 1950 en rapport avec ce que les « autres » pensent de la région — et des élites qui la définissent — et avec l'image que ces « autres » s'en font traduit l'importance du regard de l'autre dans la consolidation du sentiment d'appartenance et, partant, de l'identité collective sur le plan régional.

La revendication territoriale est secondairement présente mais de façon caractérisée. Le rapatriement de La Tuque à la région sur le plan des divisions judiciaires et diocésaines forme le cas principal à partir de 1910 environ jusqu'en 1939, année où les deux anomalies sont corrigées. Les textes sont muets sur des revendications localisées sur la rive sud mis à part celles de Louis-D. Durand vers 1935 qui veut « souder » Victoriaville et Drummondville à l'entité mauricienne. En outre, depuis la délimitation des limites du Gouvernement des Trois-Rivières au début du XVIII^e siècle, Maskinongé, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Saint-Pierre-les-Becquets et Yamaska sont les localités riveraines du fleuve qui ont été considérées comme les portes d'entrée de la région trifluvienne. Il n'est pas inintéressant d'observer que cette détermination de l'espace construit n'a jamais été sérieusement remise en question dans le corpus dépouillé ici.

Enfin, un dernier aspect de ce que nous appelons la régionalité — c'est-à-dire l'expression particulière d'une territorialité dont le référent spatial est la région — est présent dans des projets considérés comme relevant de l'utopie. La colonie floridienne de Massicotteville peut se ranger dans cet ordre d'idées. Les prétentions selon lesquelles le port de Trois-Rivières possède des avantages prometteurs sur ceux de Montréal et de Québec découlent également d'une illusion quant au potentiel de la région dans les activités portuaires, celle avançant que le lac Saint-Pierre forme un obstacle infranchissable à la navigation de fort tonnage malgré le démenti apporté par le creusement du chenal. De surcroît, l'examen du corpus ne laisse entrevoir aucune volonté de conquête vers le nord ou vers la Baie James comme on peut l'observer dans le discours de développement au Saguenay-Lac-Saint-Jean⁶. Les raisons de cette absence restent obscures à notre sens.

⁶ À ce sujet, voir principalement Gérard Bouchard, « Une Nouvelle-France entre le Saguenay et la Baie James : un essai de recommencement national au dix-neuvième siècle », *Canadian Historical Review*, vol. LXX, n° 4, 1989, p. 473-495.

6. Le régionalisme, l'aménagement du passé et l'identité collective

La référence à la temporalité constitue un autre aspect des représentations employées dans les stratégies discursives du développement. Cette référence se fonde pour l'essentiel sur la construction symbolique d'un ailleurs dans le temps, comme la territorialité pouvait être une construction de l'imaginaire relatif à un ailleurs dans l'espace. Glorifications d'un passé mythifié, véritables mises en scène d'une « uchronie », les représentations du discours développementaliste relatives à des temps anciens cherchent à légitimer le présent par le passé. –

En ce sens, le régionalisme mauricien des années trente se rapportait principalement à des composantes de la culture symbolique comme l'histoire, la littérature et la promotion de la nature. Il faut toutefois préciser que le régionalisme comportait aussi, chez l'un de ses chantres, Louis-D. Durand, une dimension économique fondée sur la revendication territoriale et l'aménagement d'un lien avec la rive sud franchissant le fleuve Saint-Laurent. Le régionalisme économique est aussi présent chez des hommes politiques comme Jacques Bureau et, de façon plus générale, chez les journalistes dans leur discours d'affirmation collective. Le régionalisme exprimé dans ce contexte fournit un cadre spatial à un affirmationnisme présent à un très fort degré dans l'ensemble des discours de développement, qu'ils se rapportent aux voies de communication, aux ressources, à l'industrialisation ou à l'urbanisation. De plus, cette forme de régionalisme a contribué à l'affermissement de la conscience collective et à l'intégration des centres urbains de l'arrière-pays avec le vieux noyau trifluvien.

La richesse des symboliques déployées témoigne de l'importance que revêtaient les enjeux de développement régional aux yeux des élites. Que ce soit par les discours

officiels, les textes publicitaires, les grandes manifestations de 1934, les écrits littéraires, les défilés de la Saint-Jean ou la décoration monumentale, les représentations collectives s'expriment avec une grande force d'évocation à travers des thèmes aussi variés que les aménagements hydroélectriques imposants, la croissance industrielle spectaculaire, les pionniers courageux et les Amérindiens indomptables. En outre, ce travail de l'imaginaire joue un rôle dans l'intégration des nouvelles réalités économiques à la mentalité de la région, à la fois comme stimulant et comme compensation, entre l'espoir et la crainte.

Les processus identitaires opèrent également sur le plan de l'altérité. D'une part le discours de type identificatoire, voire fusionnel, à la France appartient à cette catégorie de stratégie de l'imaginaire : une société régionale en construction s'éprouve en pratiquant sa propre reconnaissance et celle d'autrui. Ce type de représentations où une France idéalisée à laquelle on cherche à s'identifier consolide l'identité que les élites francophones cherchent à forger; à une échelle plus modeste, les documents fragmentaires dont nous disposons incitent à poser l'hypothèse que les milieux anglophones de la région ont fait de même avec le Canada et l'Empire britannique. D'autre part, le discours de confrontation à la ville de Québec en rapport notamment avec le contrôle de l'arrière-pays mauricien peut être vu comme un processus identificatoire par opposition. Ce discours de rupture s'est développé avec une intensité d'autant plus grande que la Mauricie était soumise administrativement à Québec sur le plan religieux et sur le plan de l'éducation⁷.

⁷ Le diocèse de Trois-Rivières est suffragant de l'archidiocèse de Québec et le séminaire trifluvien est rattaché à l'Université Laval. Il faudrait une étude sur l'influence économique de Québec sur la Mauricie et de son déclin progressif par rapport à celle exercée par Montréal.

D'une façon similaire, la référence à des valeurs ou à des croyances compensant une identité menacée⁸ par les changements socioéconomiques s'est exercée dans le domaine religieux. Ce milieu qui compose à la fois ravi et inquiet avec la modernité a besoin de balises solides, de se camper sur un terrain ferme. L'admiration intégrale à l'endroit de la papauté, la conformité stricte aux directives romaines et le caractère traditionnel de certaines pratiques ont contribué à l'apport d'une sécurité et ont agi symboliquement comme divers types d'adhésions idéologiques ayant soudé des identités collectives ailleurs dans le monde. En somme, ce travail de l'imaginaire collectif a eu pour effet de consolider l'identité régionale.

Mais de quelle région s'agit-il au juste ? Nous avons précisé dans l'introduction qu'il n'importe pas, dans le cadre de la présente étude, d'analyser le statut de la collectivité territoriale centrée sur Trois-Rivières sur le plan de la désignation générique : région, petite région, sous-région, microrégion, etc. Toutefois, les résultats de l'analyse du discours permettent d'opérer certaines distinctions. En premier lieu, il appert que nous sommes en présence d'une entité spatiale économique dont le pôle est Trois-Rivières; ce territoire comprend en première approximation les comtés municipaux de Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain et la majeure partie du comté de Nicolet. L'examen du corpus nous permet d'ajouter que l'aire d'influence de Trois-Rivières ne semble pas avoir varié de façon notable durant la période abordée. Il s'est défini également un régionyme, Mauricie, en remplacement de « Vallée du Saint-Maurice » dont l'aire s'étend sur la rive nord; le mouvement régionaliste des années trente a concouru de façon prédominante à son affirmation et à sa délimitation géographique. De plus, on peut considérer cette Mauricie comme une région

⁸ Au sujet de l'identité menacée, voir Normand Séguin, « L'identité menacée : réflexion sur un mythe fondateur québécois », *Populations et cultures. Études réunies en l'honneur de François Lebrun*, Université de Rennes-2, Haute-Bretagne, 1989, p. 389-396.

d'appartenance à la suite de l'examen du discours de revendication disséminé un peu partout dans le temps et les diverses dimensions du développement.

Ainsi, la mise en perspective phénoménologique de l'expression du temps et de l'espace dans le discours de développement régional a permis de mettre au jour des finalités qui dépassent le simple cadre des intérêts économiques ou des stratégies d'affirmation ou de reproduction des élites. À travers les processus identitaires dont le discours développementiste se fait le vecteur, une construction symbolique de la société régionale apparaît en contrepoint de la construction matérielle fondée sur les processus d'industrialisation, d'urbanisation et d'aménagements collectifs. La région, et de façon plus générale le phénomène régional, se révèlent alors non seulement comme des combinaisons d'éléments non nécessairement spécifiques — comme l'a défini Chad Gaffield⁹ —, mais aussi comme des combinaisons d'éléments associatifs et dissociatifs de l'ordre de la temporalité, de l'espace et de l'altérité dont la singularité fonde objectivement l'identité de la région.

7. Un parcours diachronique

Les processus idéologiques dégagés dans la présente étude se sont développés à l'intérieur d'une période qui couvre un siècle exactement. La saisie que nous en avons opérée privilégiait l'attention au changement social, aussi bien aux évolutions fines qu'aux mouvements d'ensemble. De cette façon, un regroupement chronologique des dynamiques successivement à l'œuvre entre la pratique et le discours de développement

⁹ Chad Gaffield, « The New Regional History : Rethinking the History of the Outaouais », *Journal of Canadian Studies*, vol. 26, n° 1, printemps 1991.

permet d'élaborer un véritable parcours diachronique; nous tentons ici de baliser les étapes majeures de l'évolution du discours de développement entre 1850 et 1950.

Durant les années 1850, le milieu trifluvien exprime fortement sa satisfaction de voir entrer Trois-Rivières dans une ère véritable de prospérité après une longue stagnation. Les événements se bousculent : aménagement du Saint-Maurice pour le flottage du bois, ouverture de grandes scieries, prospérité économique, création du diocèse, mise en place de l'organisation municipale, animation de projets de chemin de fer, tout concourt à fonder les plus grands espoirs. L'élan se maintient malgré les creux cycliques de l'économie jusque vers 1873 au moment où l'identité de la Vallée du Saint-Maurice est déjà bien affirmée. Un douloureux temps d'arrêt se manifeste dans un ralentissement économique et démographique mesurable, et le tarissement presque complet du discours de développement. Ensuite, la relance amorcée à la fin des années 1880 trouve son appui dans la création d'organismes de promotion économique telles la Chambre de commerce et la Commission du Havre. Les journaux emboîtent le pas, animés qu'ils sont par la fièvre nord-américaine du Progrès : les projets ferroviaires, le grand projet d'abattoirs nationaux, la Halle au beurre et fromage font l'objet d'une attention soutenue et admirative.

La mise en service de l'usine de pâte à papier de Sainte-Flore constitue les prémices de la grande ère d'industrialisation régionale qui s'intensifie à partir de 1897 et se poursuit jusqu'en 1930 presque sans interruption. Des propos dithyrambiques accompagnent les étapes de cette métamorphose régionale; la démesure et la naïveté n'en sont pas absentes : on peut même parler de fièvre électrique dans la décennie qui voit apparaître une première centrale à Saint-Narcisse puis les grands aménagements barrant le cours du Saint-Maurice à Shawinigan. La région entre alors dans la modernité industrielle nord-américaine et tous les espoirs sont permis.

Néanmoins, l'inquiétude gagne le milieu d'affaires trifluvien lorsqu'il se rend compte que le développement de l'hinterland mauricien lui échappe. Grand-Mère, puis Shawinigan et La Tuque sont revendiqués par la presse de la ville de Québec comme faisant partie de son *back country* économique. On réclame alors avec vigueur un réseau routier et ferroviaire convergeant vers le chef-lieu régional; on proclame avec presque autant d'insistance la nécessité d'affecter le capital trifluvien aux investissements régionaux. Le premier objectif est atteint avec des capitaux extrarégionaux, le second ne se réalise que très partiellement. Cette situation préoccupante a au moins l'avantage de spécifier et de renforcer le sentiment d'appartenance sur le plan régional.

- Le développement accéléré de Trois-Rivières et des nouveaux centres industriels donne naissance à un véritable vertige de progrès illimité, surtout entre 1907 et 1923¹⁰. En revanche, un discours clérical axé sur la prudence et une certaine méfiance à l'égard des bouleversements sociaux — surtout la montée de l'américanisation — tempère les ardeurs des élites économiques dont la presse locale se fait l'écho vibrant. Le réveil est brutal durant les années trente alors que la crise économique sévit de façon particulièrement sévère à Shawinigan et à Trois-Rivières : de grands projets s'écroulent et, partiellement en réaction à un développement matériel dont il est exclu et au désenchantement amené par la Crise, le milieu trifluvien met sur pied des activités culturelles avec une ampleur inaccoutumée. Le régionalisme promu dans ce cadre donne naissance à une production littéraire et historiographique très touffue; il culmine dans les fêtes de 1934 alors que la symbolique régionale se développe fébrilement. Celle-ci se concrétise dans l'adoption du régionyme « Mauricie », véritable étendard de l'affirmation francophone contre l'étranger envahissant, contre cette « Vallée du Saint-

¹⁰ À preuve la fréquence élevée d'éléments du corpus journalistique pour cette période.

Maurice » dont l'élite intellectuelle trifluvienne perçoit le caractère emprunté et en laquelle elle voit l'expression du milieu d'affaires anglophone.

Le second conflit mondial ranime l'économie; Shawinigan et La Tuque bénéficient en premier lieu de cette croissance inespérée. La perspective de la victoire des Alliés fait naître de grands enthousiasmes, particulièrement à Trois-Rivières, mais le retour à l'économie de paix, en 1947, ne débouche pas sur la répétition des années 1900-1930; les investissements industriels se font attendre, aussi bien à Trois-Rivières que dans les autres villes mauriciennes. Néanmoins, l'accession à la propriété résidentielle, l'essor de la consommation (électroménagers) et le développement du réseau routier et du secteur institutionnel permettent de ranimer la foi au progrès. En 1950, on croit fermement que la Mauricie est appelée à un avenir économique prometteur.

8. Questions laissées en suspens

Un point capital reste à souligner. Au moment même où l'intégration identitaire de la Mauricie semble bien lancée durant les années 1930, des nuances appréciables s'établissent entre les visions développées en milieu rural et en milieu urbain, entre Trois-Rivières et Shawinigan, entre les milieux francophones et les milieux anglophones. Les journaux et périodiques de Nicolet, Louiseville et Saint-Célestin promeuvent un projet de société traditionnel inspiré fortement par le clérico-nationalisme et le ruralisme; en revanche, les milieux urbains sont ouverts à la modernité nord-américaine. Ce fait ne découle pas de la spécificité mauricienne mais témoigne de sa complexité.

Par contre, les différences observées entre la presse trifluvienne et celle de Shawinigan, par exemple, sont tangibles dans l'ordre économique, notamment dans les remèdes proposés à la Crise. À Shawinigan et Grand-Mère, on suggère le développement de la petite et moyenne entreprise au moyen de capitaux locaux dans des secteurs créateurs d'emploi, tandis qu'à Trois-Rivières on veut faire revivre l'artisanat et les métiers traditionnels. Par ailleurs, l'analyse du corpus semble indiquer que le milieu anglophone mauricien a développé une fierté régionale fondée sur les mêmes réalités sociales mais à l'aide de référents spatiaux distincts des francophones. Chez les premiers, on note la référence au Canada et à l'Empire britannique tandis que chez les seconds, la référence à la province de Québec et à la France prédomine. Les diversités observées attestent, selon nous, de perspectives de développement et de projets de société dont la différence se fonde sur des environnements socioéconomiques et des univers symboliques distincts au sein même de l'entité régionale. Notre étude, dont la visée est plus générale, ne permet pas de conclure sur ce sujet de façon probante. Des recherches plus poussées nous paraissent nécessaires afin d'éclairer un problème que le présent travail aura permis de signaler.

Un thème récurrent apparaît dans la presse trifluvienne, celui de l'immobilisme de Trois-Rivières¹¹. Spontanément, une explication surgit à l'esprit : l'influence rétrograde du milieu ultramontain gravitant autour de M^{gr} Laflèche et de son successeur M^{gr} Cloutier aurait inhibé l'essor du progressisme. Mais la présente étude a clairement fait ressortir la présence d'hommes d'affaires ouverts sur la modernité économique nord-américaine principalement entre 1880 et 1915. Que s'est-il passé par après ? L'explication traditionnelle n'étant pas valable, il faudrait chercher ailleurs les causes de

¹¹ Voir entre autres : *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 avril 1851, p. 2; 29 octobre 1853, p. 2; *L'Écho du Saint-Maurice*, 29 octobre 1858, p. 3; *La Concorde*, 30 août 1882, p. 2; *Le Bien Public*, 22 juin 1911, p. 1; 23 novembre 1933, p. 12; 12 décembre 1935, p. 1; 23 janvier 1936, p. 1; 4 décembre 1941, p. 1.

cette frilosité du milieu trifluvien francophone observable à partir du moment où les grandes firmes à capital extrarégional dominant le tissu industriel local. Repli devant une situation où se révélait leur impuissance ? Une étude plus poussée que la nôtre apporterait sans doute la réponse à une interrogation fréquemment énoncée ailleurs qu'en Mauricie.

9. Perspectives de recherche

Cette étude visait une percée épistémologique au moyen de l'approche phénoménologique du régional et une méthodologie fondée sur l'analyse des représentations de l'élite à partir du corpus journalistique. Des études plus poussées en ce domaine pourraient confirmer ou nuancer ce que le présent travail, en considérant le cas mauricien, a envisagé comme schème explicatif. Du reste, l'examen des représentations identitaires présentes dans le discours de développement pourrait déboucher sur une typologie de l'imaginaire collectif que nous entrevoyons partager entre un « ici dominé et vaincu » et un « ailleurs meilleur » nourri soit par le mythe de la France humaniste et cultivée, et par celui de la Nouvelle-France idéalisée des glorieux pionniers, soit par l'utopie de l'américanité tournée vers l'avenir et le Progrès dispensateur du bonheur. Un travail comme le nôtre illustre le fait que le corpus d'analyse requis pour l'étude de cette typologie doit considérer non seulement les œuvres de la culture symbolique mais la production discursive suscitée par le développement économique.

Pour sa part, le rôle des groupes d'intérêt — particulièrement celui de la petite bourgeoisie — dans le développement économique d'un espace régional ou national pourrait être examiné de façon approfondie sous l'angle des stratégies de reproduction

sociale perceptibles à la fois dans les projets qu'ils promeuvent et dans le discours d'appui qu'ils élaborent au sujet de ces projets. Quels sont les enjeux de promotion individuelle et collective en présence ? Comment est-il possible de les mettre en rapport ? En un mot, comment l'inscription identitaire de la petite bourgeoisie se réalise-t-elle dans son discours de développement, aussi bien sous le rapport de l'identité de la collectivité dont elle se prétend le porte-parole que celui de sa propre identité comme groupe social ?

Dans cette foulée, les travaux de Pierre Lanthier à propos de la formation de la petite bourgeoisie mauricienne¹² ouvrent des perspectives qui s'articulent avec les informations pouvant être tirées d'une étude comme la nôtre. Par ailleurs, les noyaux anglophones ont développé une sociabilité tissée serrée¹³, tout comme la notabilité francophone des villes. À Trois-Rivières, par exemple, la notabilité locale, composée pour l'essentiel de professions libérales et de petits commerçants, s'affirme au sein d'un espace social très restreint : les notables habitent la même rue ou des rues voisines et sont souvent apparentés entre eux par le sang ou les alliances matrimoniales¹⁴. En outre, ils ont étudié au Séminaire et ils fréquentent les mêmes lieux : le palais de justice, l'hôtel de ville et le marché; ils se retrouvent sur le parvis de la cathédrale après la grand-messe et participent à la sociabilité culturelle¹⁵, sportive et caritative; la Chambre de commerce et la Société Saint-Jean-Baptiste¹⁶ les accueille fréquemment. Il

¹² Notamment, Pierre Lanthier et Normand Brouillette, « De la campagne à la ville : formation de la petite bourgeoisie à Shawinigan de 1898 à 1930 », Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècles)*, Centre interuniversitaire SOREP-EHESS, Chicoutimi et Paris, 1990, p. 139-151.

¹³ Comme en fait foi un survol préliminaire de la presse anglophone mauricienne.

¹⁴ François Guérard : « Les notables trifluviens au dernier tiers du XIX^e siècle : stratégies matrimoniales et pratiques distinctives dans un contexte d'urbanisation », *RHAF*, vol. 42, n° 1, été 1988, p. 27-46.

¹⁵ René Verrette, « Le mouvement associatif... ».

¹⁶ Roger Levasseur et Normand Séguin, « Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières 1940-1980 », Roger Levasseur, dir., *De la sociabilité*, Montréal, Boréal, 1990, p. 281-296.

faudrait voir jusqu'à quel point ce schème de comportement s'est reproduit dans les autres villes mauriciennes. Dans cet horizon, une étude illustrant l'influence de la proxémie sociale devrait être entreprise : la dynamique du discours public pourrait être éclairée de façon significative.

Dans la même foulée, nous souhaitons que des études en géographie historique considèrent le discours de développement comme base d'analyse pour l'examen de l'affirmation d'une territorialité vécue. L'approche ainsi développée enrichirait une méthodologie susceptible de dégager la dynamique à l'œuvre entre le territoire construit et le territoire vécu, et de suivre à la trace la construction régionale à travers les propos émis par les élites. En outre, des études comparées sont nécessaires. Le cas de la Mauricie devrait être mis en regard avec celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean dont la dynamique de développement est assez voisine, avec celui aussi des Cantons de l'Est où une élite anglophone a laissé place aux francophones selon un processus unique au Québec, avec celui enfin de régions comme l'Outaouais et le Bas-Saint-Laurent.

Il nous semble également pertinent, en fin de course, que soit poursuivie l'étude des idéologies de développement régional en Mauricie pour la période de 1950 à aujourd'hui afin de voir si les dynamiques révélées ici se sont maintenues, dans quelle mesure elles ont évolué et si des processus absents antérieurement ont fait surface. À première vue, la restructuration profonde que l'économie mauricienne a connue depuis une cinquantaine d'année a été accompagnée d'un renouvellement des discours de développement, compte tenu du repli du discours clérical, de la montée de nouveaux types de groupes d'intérêt et de la modernisation des médias qui ont métamorphosé l'espace public où s'entrechoquent les représentations relatives aux projets collectifs.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

SOMMAIRE

I -	LES SOURCES	384
	1 - Les journaux et les périodiques	384
	1.1 Les journaux	384
	1.2 Les périodiques	384
	2 - Autres sources	385
II -	LES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE	388
	1 - Les bibliographies et les inventaires	388
	2 - Les dictionnaires, les atlas et les autres ouvrages de référence	389
	3 - Les cartes	391
III -	LES ÉTUDES	392
	1 - Concepts, méthodes et cadre d'analyse	392
	2 - Les études sur les États-Unis	395
	3 - Les études sur le Québec et le Canada	395
	3.1 Les études générales	395
	3.1 Les études spéciales	395
	4 - Les études sur la Mauricie	401

I - LES SOURCES

1 - Les journaux et les périodiques

1.1 Les journaux

- Le Bien Public* (Trois-Rivières, bihebdomadaire jusqu'en 1933, hebdomadaire après), 1909-1978¹
Le Clairon (Trois-Rivières, quotidien), 1884
La Concorde (Trois-Rivières, trihebdomadaire), 1879-1884
Le Constitutionnel (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1868-1883
Le Courrier (Trois-Rivières, bihebdomadaire), 1913-1917
Le Courrier de Maskinongé (Louiseville, hebdomadaire), 1880-1881
Le Digesteur/The Digestor (Grand-Mère, bihebdomadaire), 1918-1921
L'Écho de Saint-Justin (Saint-Justin puis Louiseville, mensuel jusqu'en 1930, puis bimensuel), 1921-1948
L'Écho du Saint-Maurice (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1858-1859
L'Écho du Saint-Maurice (Shawinigan, hebdomadaire), 1917-1950
L'Ère Nouvelle (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1852-1865
L'Étoile (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1900
L'Indépendance canadienne (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1894
The Inquirer (Trois-Rivières, bihebdomadaire), 1860
Le Journal des Trois-Rivières (Trois-Rivières, hebdomadaire, puis bihebdomadaire à partir de 1865), 1847-1853, 1865-1891
La Liberté (Trois-Rivières, quotidien), 1884
Le Nicolétain (Nicolet, bimensuel, puis hebdomadaire à partir de 1938), 1933-1950
Le Nouveau Trois-Rivières (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1908-1917
Le Nouvelliste (Trois-Rivières, quotidien), 1920-1950
*L'Ordre*² (Trois-Rivières, quotidien), 1896
La Paix (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1887-1888
La Revue de Shawinigan/Shawinigan Review (bimensuel, Shawinigan), 1921-1936
The St. Maurice Valley Chronicle (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1920-1950
La Sentinelle (Trois-Rivières, hebdomadaire), 1884
The Shawinigan Standard (Shawinigan, hebdomadaire), 1933-1950
Le Trifluvien (Trois-Rivières, bihebdomadaire), 1889-1908, 1917-1920
La Tuque (La Tuque, hebdomadaire), 1911

1.2 Les périodiques

- Almanach Charbonneau* (Trois-Rivières, annuel), 1911-1919
Almanach Trifluvien (Trois-Rivières, annuel), 1932-1937
Les Annales de la Tour des Martyrs (Saint-Célestin, mensuel), 1932-1950
L'Éveil (Trois-Rivières, mensuel), 1918-1920
Le Flambeau (Trois-Rivières, trimestriel), 1935-1936
Le Mauricien/Horizons (Trois-Rivières, mensuel), 1936-1939
Le Ralliement (Trois-Rivières, mensuel), 1929-1933

¹ Les années indiquées sont celles qui ont été dépouillées.

² Seul le prospectus a paru.

Three Rivers Year Book (Trois-Rivières, annuel), 1933-1935
La Voix de la Jeunesse Trifluvienne (Trois-Rivières, mensuel), 1923

2 - Autres sources

(ANONYME), *Shawinigan après vingt ans*, Shawinigan, [s.é.], 1920, 63 p.

(ANONYME), *The Shawinigan Water and Power Company. Its Property and Plant* (1913), [n.p.]

BALCER, Georges, *The City of Three Rivers as a Sea-Port and her Network of Railroads*, Trois-Rivières, Imprimerie du Journal des Trois-Rivières, 1880, 67 p.

BELLEMARE, Abbé Charles, Extraits de la correspondance avec l'abbé Vital Bellemare publiés dans : CHALINE, Nadine-Josette, René HARDY et Jean ROY, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal et Rouen, Boréal et Université de Rouen, n° 120, 1987, 210 p.

BOUCHER, Thomas, *Contes et légendes des Vieilles Forges*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1954, 132 p.

BOUCHER, Thomas, *Mauricie d'autrefois*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1952, 206 p.

CARON, Abbé Napoléon, *Deux voyages sur le Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Librairie du Sacré-Cœur, P.V. Ayotte, 1887, 322 p.

Le Canadien émigrant ou pourquoi le Canadien-français quitte-t-il le Bas-Canada ?, 31 mars 1851, reproduit dans JALPC 1851, Appendice (V.)

CHAMBRE DE COMMERCE DE TROIS-RIVIÈRES, *Trois-Rivières/Three Rivers P. Q. Canada*, Trois-Rivières, (1925), [n.p.].

Le chemin de fer Maskinongé et Nipissing. Le chemin le plus important du Dominion après le Pacifique Canadien et le Grand-Tronc, [s.l.s.é.], [1886], 21 p.

CLOUTIER, Mgr François-Xavier, *Lettres, Mandements et Circulaires*, 1899-1934, 5 vol.

COMTOIS, Mgr Alfred-Odilon, *Lettres, Mandements et Circulaires*, 1935-1945, 2 vol.

Coup d'œil sur la colonisation. Terres à coloniser; moyens de hâter la colonisation, Montréal, Imprimerie de La Minerve, 1864, 51 p.

CUVELIER, Jean-Jacques, *Les Forges du Saint-Maurice, Des draveurs sur un cours d'eau, Une industrie, Le port de Trois-Rivières (silos à*

grains), *Un barrage hydroélectrique*, Série de bas-reliefs sur la porte Pacifique-Duplessis, boulevard des Forges, Trois-Rivières, 1938.

DESBIENS, Lucien, *Au cœur de la Mauricie (La Tuque)*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, coll. « Pages trifluviennes », série A, n° 8, 60 p.

DRAPEAU, Stanislas, *Appel aux municipalités du Bas-Canada. La colonisation du Canada envisagée au point de vue national*, Québec, Typographie de Pierre Lamoureux, 1858, 16 p.

DRAPEAU, Stanislas, *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851 à 1861)*, etc., Québec, Typographie de Léger Brousseau, 1863, 276 p.

DUPIN, Pierre (pseudonyme de l'abbé Télesphore GIROUX), *Anciens chantiers du Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1935, 131 p.; Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1953, 223 p.

Extrait de l'exposé sommaire de la question de la division du diocèse des Trois-Rivières fait en 1884, [s.l.s.é.], [1884], 25 p.

FILTEAU, Gérard, *L'épopée de Shawinigan*, Shawinigan, Guertin & Gignac, 1944, 415 p.

GÉRIN, Elzéar, *Le Saint-Maurice. Notes de voyage*, Trois-Rivières, [s.é.], 1871, 25 p.

GÉRIN, Léon, *Antoine Gérin-Lajoie. La résurrection d'un patriote canadien*, Montréal, Éditions du Devoir, 1925, 325 p.

LAFLECHE, M^{gr} Louis-François, *Lettres, Mandements et Circulaires*, 1870-1898, 5 vol.

LAFLECHE, Abbé Louis-François, *Quelques considérations sur les rapports entre la société civile avec la religion et la famille*, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1866, 268 p.

LEDUC, Ozias, *Le bûcheron*, 1950-1952, huile sur toile marouflée, église Notre-Dame-de-la-Présentation, Shawinigan-Sud.

LEDUC, Ozias, *Le chargeur de meules*, 1950-1952, huile sur toile marouflée, église Notre-Dame-de-la-Présentation, Shawinigan-Sud.

LEDUC, Ozias, *Les fondeurs de métal*, 1950-1952, huile sur toile marouflée, église Notre-Dame-de-la-Présentation, Shawinigan-Sud.

LEDUC, Ozias, *La vision du Père Buteux*, 1950-1952, huile sur toile marouflée, église Notre-Dame-de-la-Présentation, Shawinigan-Sud.

LÉTOURNEAU, Firmin, *Le comté de Nicolet. Enquête économique et sociale*, Montréal, Fides, 1946, 200 p.

Lettre circulaire des Évêques de la province ecclésiastique de Québec, au clergé de la dite Province, Montréal, 11 mai 1850, 9 p.

Lettre pastorale des Pères du cinquième Concile de Québec, Québec, 22 mai 1873, 24 p.

Lettres des curés des paroisses respectives du Bas-Canada dont il est fait mention dans le cinquième rapport du comité spécial sur les terres incultes de la Couronne... [1821], p. 106-123.

MARQUIS, Abbé Calixte, *Mémoire sur la colonisation des terres incultes du Bas-Canada. Pour être présenté à Nosseigneurs les évêques de la province ecclésiastique du Canada, réunis à Québec, à l'occasion de la consécration de Monseigneur J. L. Langevin, évêque de Rimouski, Québec, A. Côté & Cie, 1867, 18 p.*

La Mauricie. Future Ruhr du Canada, Montréal, Société historique industrielle inc., 1956, 400 p.

MÉTHOT, A. P., *Aux électeurs du comté de Nicolet*, brochure du 31 mars 1845 reproduite dans Jos.-Elzéar Bellemare, *Histoire de Nicolet 1669-1924*, Nicolet, [s.é.], 1925, vol. 1, p. 305-307.

OLIER, Moïsette et Raymond TANGHE, *Au pays de l'Énergie*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1932, coll. « Pages trifluviennes », série B, n° 3, p.

PELLAND, Alfred, *La Mattawinie, ses ressources, ses progrès et son avenir*, Québec, Ministère de la Colonisation, 1908, 64 p.

Rapport du comité spécial chargé de s'enquérir de la condition du commerce du bois..., JALPC, 1863, Appendice (n° 8).

Rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la colonisation des terres incultes dans le Bas-Canada, JALPC, 1862, Appendice (n° 1).

Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada aux États-Unis d'Amérique ou d'ailleurs, pour 1857, JALPC, 1857, Appendice (n° 47).

Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les États-Unis, Montréal, Louis Perrault, 1849, 96 p.

Rapport sur la colonisation dans le Bas-Canada pour l'année 1862, Québec, Joseph-Norbert Duquet, 1863, [n.p.].

Report of the Commissioners of Crown Lands of Canada for the Year 1856, JALPC, 1857, Appendice (n° 25).

RINGUET, (pseudonyme du D^r Philippe Panneton), *Trente arpents*, Paris, Éditions Flammarion, 1938, 292 p.

RUSSELL, A. J., Lettre au commissaire des Terres de la Couronne, mars 1859, *JALPC*, 1863, Appendice (n° 8).

SYLVAIN, (pseudonyme du D^r Auguste Panneton), *Horizons mauriciens*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1962, viii-135 p.

TESSIER, Albert, *C'est l'aviron qui nous mène*, film 16 mm, noir et blanc et couleur; muet avec intertitres, 12 mn 20 sec, 1942.

TESSIER, Albert, *Le Credo du paysan*, film 16 mm, noir et blanc et couleur; muet avec intertitres, 13 mn 54 sec, 1942.

TESSIER, Albert, *Dans le bois*, film 16 mm, noir et blanc et couleur; muet avec intertitres, 12 mn 50 sec, *circa* 1925-1930.

TESSIER, Albert, *La forêt bienfaisante*, film 16 mm, noir et blanc et couleur; muet avec intertitres, 13 mn 10 sec, 1942-1943.

TESSIER, Albert, *La grande vie tonifiante dela forêt*, film 16 mm, couleur, muet avec intertitres, 11 mn 55 sec, 1942-1943.

TESSIER, Albert, *Hommage à notre paysannerie*, film 16 mm, noir et blanc et couleur, muet avec intertitres, 25 mn 35 sec, 1938.

Three Rivers, Fastest Growing City in The Province of Quebec, Chicago, Automobile Blue Book, Inc., (1928), [n.p.].

Trois-Rivières et Cap-de la-Madeleine, Trois-Rivières, [s.é.], 1956, 45 p.

La vallée du St-Maurice et les avantages qu'elle offre à l'industrie, au commerce et à la colonisation, Ottawa, Département de l'Agriculture, 1887, 115 p.

Welcome to Three Rivers, Que., and District, Trois-Rivières, [s.é.], (1931), [n.p.].

WELLS, Oliver, Lettre au Commissaire des terres de la Couronne, 12 août 1852, *JALPC*, Appendice JJJ, session 1852-1853, p. 8.

II - LES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

1 - Les bibliographies et les inventaires

BEAUREGARD, Yves, *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, coll. « Documents de recherche », n° 9, 495 p.

HARDY, René et Guy TRÉPANIÉ, *Bibliographie de la Mauricie*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, coll. « Documents de recherche » n° 27, 294 p.

HARDY, René, Guy TRÉPANIÉ et Jacques BELLEAU, *La Mauricie et les Bois-Francs : inventaire bibliographique 1760-1975*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1977, 389 p.

HOULD, Réjean, *Faits saillants en Mauricie (1920-1940). Répertoire des sources journalistiques*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1978, 680 p.

HOULD, Réjean, *Faits saillants en Mauricie (1941-1959)*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, 465 p.

MALTAIS, Denise, Louise FRÉCHETTE et Louis-René DESSUREAULT, *État général des fonds et des collections conservés aux archives du Séminaire de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, 1985, 297 p.

PELLETIER, Marie et coll., *État général des fonds et collections conservés aux Archives du Séminaire de Nicolet*, Nicolet, 1990, 391 p.

VINET, Bernard, *Pseudonymes québécois*, Québec, Éditions Garneau, 1974, 363 p.

2 - Les dictionnaires, les atlas et les autres ouvrages de référence

Annuaire statistique de la Province de Québec, 2^e année, 1915, xi-675 p.

Atlas. Chemins de fer canadiens, Montréal, Association des chemins de fer canadiens, 1991, 68 p.

Atlas historique du Canada. I- Des origines à 1800, R. Cole Harris, dir., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, xix-198 p.

Atlas historique du Canada. II- La transformation du territoire, 1800-1891, R. Louis Gentilcore, dir., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1993, xxii-186 p.

Atlas historique du Canada. III- Jusqu'au cœur du XX^e siècle, 1891-1961, Donald Kerr, dir., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990, xxiii-199 p.

Atlas d'histoire économique et sociale du Québec, 1851-1901, Jacques Letarte, Montréal, Fides, 1971, 13 p. plus 44 cartes.

Atlas historique du Québec. Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base, Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, dir., Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, xii-171 p.

Atlas historique du Québec. Population et territoire, Serge Courville, dir., Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1996, xiv-182 p.

Atlas historique du Québec. Le territoire, Claude Boudreau, Serge Courville et Normand Séguin, Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1997, xii-114 p.

BAILLY, Antoine, Robert Forras et Denise Pumain, dir., *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 1992, 1132 p.

BEAULIEU, Paul et Jean HAMELIN, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, tome premier, 1764-1859, (1973), xi-268 p.; tome 2, 1860-1879, (1975) xvi-350 p.; tome 3, 1880-1895, (1977), xv-421 p.; tome 4, 1896-1910, (1979), xv-417 p.; tome 5, 1911-1919, (1982), xv-348 p.; tome 6, 1920-1934, (1984), xv-379 p.; tome 7, 1935-1944, (1985), xvii-374 p.

BERNIER, Gérald et Robert BOILY, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1987, 389 p.

BRUNET, Roger, Robert Ferras et Hervé Théry, dir., *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Montpellier, Éditions Reclus et La documentation française, 3^e édition, 1993, 528 p.

Le Canada ecclésiastique, Montréal, Éditions Beauchemin, 1940, 1245 p.

Dictionnaire de biographie française, M. Prévost et Roman D'Amat, dir., Paris, Letouzay et Ané, tome 8, (1959), 1 527 p.

Dictionnaire biographique du Canada, Québec, Presses de l'Université Laval. Vol. VIII, 1851-1860, (1985), xiv-1343 p.; vol. IX, 1861-1870, (1977), xiii-1057 p.; vol. X, 1871-1880, (1972), xxxii-894 p.; vol. XI, 1881-1890, (1982), xx-1192 p.; vol. XII, 1891-1900, (1990), xxx-1403 p.; vol. XIII, 1901-1910, (1994), xxii-1396 p.

Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec, Maurice Lemire, dir., Montréal, Éditions Fides. Tome I, Des origines à 1900, (1978), lxvi-918 p.; tome II, 1900-1939, (1980), xcvi-1363 p.; Tome III, 1940-1959, (1982), xciii-1252 p.

DROUILLY, Pierre, *Statistiques électorales fédérales du Québec 1867-1985*, Montréal, VLB Éditeur, 1986, xiv-696 p.

Guide parlementaire historique de la province de Québec. 1792 à 1902, Québec, Bibliothèque de la Législature de Québec, 1902, 395 p.

HAMELIN, Jean et coll., *Guide du chercheur en histoire canadienne*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1986, xxxii-802 p.

Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada, 1850-1867.

Lovell's Gazetteer of British North American, Montreal, John Lovell & Sons, 1881, 533 p.

The Oxford English Dictionary, J. A. Simpson et E. S. C. Weiner, dir., Oxford, Clarendon Press, 2^e édition, 1989, 20 vol.

Recensements des Canadas, 1851 et 1861.

Recensements du Canada, 1871 à 1951.

Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978, Bibliothèque de la Législature, Québec, 1980, 796 p.

ROUILLARD, Jacques, dir., *Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, Montréal, Éditions Méridien, 1991, 368 p.

Statuts de la Province du Canada, 1853, chapitre 152.

Statuts du Canada, 1873.

Statuts refondus de la Province de Québec, 1925, volume 1.

3 - Les cartes

BOUCHETTE, Joseph, [...] *this Topographical Map of the Province of Lower Canada, Shewing its divisions into Districts, Counties, Seigniories & Townships, will all the Lands Reserved both for the Crown & the Clergy, &c, &c*, Engraved by J. Walker & Son, London, W. Faden, Aug. 12, 1815.

BOUCHETTE, Joseph, *To His Most Excellency King William IV. This Topographical Map of the Districts of Quebec, Three Rivers, St. Francis and Gaspé, Lower Canada, exhibiting the new civil divisions of the districts into counties pursuant to a recent act of the provincial legislature, [...], dedicated by His Majesty's most devoted and loyal Canadian subject*, 1831.

The Counties of Maskinonge, St Maurice, Nicolet, Champlain, St Hyacinthe, Richelieu, Vercheres, Yamaska, Drummond, Richmond, Arthabaska, Bagot, Rouville, Iberville, Missisquoi, Shefford, Sherbrooke, Brome and Stanstead, Quebec, Canada, 6 Miles to Inch, 1st July 1880, Ottawa, Post Office Dept.

Montréal, Québec, 31 H, carte topographique au 1:250 000, 3^e édition 1960, Ottawa, Service topographique de l'armée (G.R.C.).

Québec, Canada and United States, 21 L, carte topographique au 1:250 000, 3^e édition, 1973, Ottawa, Ministère des Mines et des Ressources.

Québec. La carte routière, 1990-1991, 1:500 000, Québec, Les Publications du Québec.

Quebec, Montreal and Quebec Sheet, 1917, 1:500 000, Ottawa, Dept. of Interior.

Shawinigan, 31 I/10, carte topographique au 1:63 360, (1^{re} édition), 1928, Ottawa, Office of the Surveyor General.

Sherbrooke, Canada and United States, 21 E, carte topographique au 1:250 000, 1^{re} édition, 1953, Ottawa, Dept. of Mines and Technical Surveys.

Trois-Rivières, Québec, 31 I, carte topographique au 1:250 000, 1^{re} édition, 1962, Ottawa, Dept. of Mines and Technical Surveys.

La Tuque, Québec, 31 P, carte topographique au 1:250 000, 1^{re} édition, 1963, Ottawa, Ministère des Mines et Ressources.

III - LES ÉTUDES

1 - Concepts, méthodes et cadre d'analyse

AGLIETTA, Michel, *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 1982, (1^{re} édition 1976), 334 p.

AMIN, Samir, « Développement économique et social, A-Économie », *Encyclopaedia Universalis*, édition 1985, tome 6, p. 34-38.

BALLE, Francis, *Introduction aux médias*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, 263 p.

BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses universitaires de France, 3^e édition 1983, 233 p.

BASSAND, Michel, « L'identité régionale, un concept carrefour », *L'identité régionale*, Programme national de recherche 5 : « Problèmes régionaux » du Fonds national suisse. Georgi, Saint-Saphorin, 1981, x-358 p.

BOUCHARD, Gérard, « L'historiographie du Québec rural et la problématique nord-américaine avant la Révolution tranquille. Étude d'un refus », *RHAF*, vol. 44, n° 1, 1990, p. 199-222.

BOURDIEU, Pierre, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Archives de la recherche en sciences sociales*, n° 35, novembre 1980, p. 63-72.

- BRETON, Stanislas, *Théorie des idéologies*, Paris, Éditions Desclée, coll. « Théorème », 1976, 130 p.
- CARELESS, J. M. S., *Frontier and Metropolis. Regions, Cities, and Identities in Canada before 1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, 132 p.
- CHAM'S, *Géographie économique et représentations*, Paris et Montpellier, Éditions GIP Reclus, 1992, 254 p.
- COURVILLE, Serge, *Introduction à la géographie historique*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, x-225 p.
- COURVILLE, Serge, « Tradition et modernité. Leurs significations spatiales », *RS*, XXXIV, 2, 1993, p. 211-231.
- COURVILLE Serge et Normand SÉGUIN, « Spatialité et temporalité chez Blanchard : propos d'heuristique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 30, n° 80, 1986, p. 293-298.
- DESCHAMPS, Chantal, *L'approche phénoménologique en recherche*, Montréal, Guérin, 1993, 112 p.
- DUMONT, Fernand, « Mouvements nationaux et régionaux d'aujourd'hui », *Cahiers internationaux de sociologie*, LXVI, 1979, p. 5-17.
- GAFFIELD, Chad, « The New Regional History : Rethinking the History of the Outaouais », *Journal of Canadian Studies*, vol. 26, n° 1, printemps 1991, p. 64-81.
- LÉTOURNEAU, Jocelyn et Laurier TURGEON, « Formation historique et mouvance contemporaine des espaces identitaires. Aperçu de la problématique scientifique du CÉLAT », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n° 4, été 1995, p. 121-136.
- LEVINAS, Emmanuel, *Entre nous. Essais sur le penser-à l'autre*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 1991, 253 p.
- MARX, Karl et Friedrich ENGELS, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1966, 154 p.
- MOREUX, Colette, *La conviction idéologique*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978, 126 p.
- MUCCHIELLI, Roger, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Paris, Éditions ESF, 5^e édition 1984, 189 p.
- PERROUX, François, « La notion du développement », *L'Économie du XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 191-207

- RAFFESTIN, Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 1980, x-249 p.
- RÉMY, Jean, et Danielle Ruquoy, dir., *Méthodes d'analyse de contenu et sociologie*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 1990, 241 p.
- RICOEUR, Paul, *Les métamorphoses de la raison herméneutique*, Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, 1^{er}-11 août 1988, Paris, Éditions du Cerf, 1991, 413 p.
- ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Éditions Boréal, 1993, 301 p.
- SACK, Robert David, *Human territoriality. Its theory and history*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 256 p.
- SÉGUIN, Normand, « L'identité menacée : réflexion sur un mythe fondateur québécois », *Populations et cultures. Études réunies en l'honneur de François Lebrun*, Université de Rennes-2 Haute-Bretagne, 1989, p. 389-396.
- SÉGUIN, Normand, « Quelques considérations pour l'étude du changement culturel dans la société québécoise », Gérard Bouchard, dir., *La construction d'une culture*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 215-219.
- TAP, Pierre, dir., *Identités collectives et changements sociaux*, Paris, Éditions Privat, 1980, 456 p.
- TAYLOR, Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Éditions Aubier, 1994, 143 p.
- TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Union générale d'Éditions, 1963, 378 p.
- TOURAINE, Alain, *Les sociétés dépendantes. Essais sur l'Amérique latine*, Paris-Gembloux, Éditions J. Duculot, 1976, 266 p.
- TURNER, Frederick Jackson, *La frontière dans l'histoire des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, xii-328 p.
- VALADE, Bernard, « Idée de progrès », *Encyclopaedia Universalis*, tome 15, p. 207-211 dans l'édition de 1985.
- VERRETTE, René, « Pour une conceptualisation de la région : le cas de la Mauricie », Fernand Harvey, dir., *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture et CEFAN, Université Laval, 1994, p. 83-95.
- WALCH, Jean, *Historiographie structurale*, Paris, Masson, 1990, 351 p.

2 - Les études sur les États-Unis

ARTAUD, Denise, et André KASPI, *Histoire des États-Unis*, Paris, Éditions Armand Colin, 1971, 411 p.

KASPI, André, *Les Américains. I. Naissance et essor des États-Unis (1607-1945)*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, 339-xvii p.

RÉMOND, René, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, 11^e édition, 1982, 126 p.

WEIL, François, *Naissance de l'Amérique urbaine 1820-1920*, Paris, Éditions Sedes, 1992, 199 p.

3 - Les études sur le Québec et le Canada

3.1 Les études générales

BROWN, Craig, dir., *Histoire générale du Canada*, Montréal, Éditions Boréal, 1988, 695 p.

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1992, 383 p.

HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER, *Brève histoire du Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 3^e édition, 1987, 127 p.

LINTEAU, Paul-André, *Histoire du Canada*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, 128 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la Crise (1867-1929)*, Montréal, Éditions Boréal, 2^e édition, 1989, 758 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Éditions Boréal, 2^e édition, 1989, 834 p.

NORRIE, Kenneth et Douglas OWRAM, *A History of Canadian Economy*, Toronto, Harcourt, Brace, Jovanovich Canada Inc., 1991, .xii-634 p.

3.2 Les études spéciales

ARSENAULT, Bona, *Histoire et généalogie des Acadiens*, vol. 1, Histoire des Acadiens, Montréal, Éditions Leméac, 1978, 524 p.

BEAUCHAMP, Claude, « Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricole, 1900-1930 : quelques éléments de la pratique », *Recherches sociographiques*, vol. XX, n° 3, 1979, p. 337-381.

BERNARD, Harry, *Le roman régionaliste aux États-Unis (1913-1940)*, Montréal, Éditions Fides, 1949, 370 p.

- BLADEN, M. L., « Constructions of railways in Canada. Part. I : To the year of 1885 », *Contributions to Canadian Economics*, Toronto, University of Toronto, vol. V, 1932, p. 43-59.
- BLADEN, M. L., « Constructions of railways in Canada. Part II : From 1885 to 1931 », *Contributions to Canadian Economics*, Toronto, University of Toronto, vol. VII, 1934, p. 61-107.
- BLANCHARD, Raoul, *Le centre du Canada français*, Montréal, Éditions Beauchemin, Montréal, 1947, 577 p.
- BOLDUC, André, Clarence HOGUE et Daniel LAROUCHE, *Hydro-Québec. L'héritage d'un siècle d'électricité*, Montréal, Éditions Libre Expression, 1989, 341 p.
- BONVILLE, Jean de, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1988, xi-416 p.
- BOUCHARD, Gérard, « Les prêtres, les capitalistes et les ouvriers à Chicoutimi, 1896-1930 », *Le mouvement social*, 112, juillet-septembre 1980, p. 5-23.
- BOUCHARD, Gérard, « Une Nouvelle-France entre le Saguenay et la Baie James : un essai de recommencement national au XIX^e siècle », *Canadian Historical Review*, vol. LXX, n^o 4, 1989, p. 473-495.
- BOUCHARD, Gérard et Joseph GOY, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècles)*, Centre interuniversitaire SOREP-EHESS, Chicoutimi et Paris, 1990, p. 139-151.
- BOUCHARD, Gérard et Yvan LAMONDE, (dir.), *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Éditions Fides, 1995, 421 p.
- BOUCHER, Louis-J., « Idéologies de développement chez une élite régionale : le cas du projet de chemin de fer Montréal Occidental 1867-1897 », mémoire de maîtrise (géographie), Québec, Université Laval, 1985, 139 p.
- BOUCHETTE, Joseph, *The British Dominions in North America or a Topographical and Statistical Description of the Provinces of Lower and Upper Canada...*, Londres, Longman, Rees, Orme, Brown and Green, 1831, vol. 1, xxvi-498 p.
- BOURQUE, Gilles et Jules DUCHASTEL, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1988, 400 p.
- BUIES, Arthur, *L'Outaouais supérieur*, Québec, C. Darveau, 1889, 309 p.

- CALDWELL, Gary, « Les industriels francophones : Victoriaville au début du siècle », *RS*, vol. XXIV, n° 1, janvier-avril 1983, p. 9-31.
- CORLEY, Nora, « The St. Lawrence Ship Channel, 1805-1865 », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 11, 23 septembre 1967, p. 245-302.
- DESCHÊNES, Gaston, « Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle », *RHAF*, vol. 29, n° 4, mars 1976, p. 539-554.
- DORMAN, Robert, *A Statutory History of the Steam and Electric Railway of Canada 1835-1937*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1938, 765 p.
- DUGRÉ, Adélard, *La campagne canadienne. Croquis et leçons*, Montréal, Imprimerie du « Messenger », 1925, 235 p.
- FALARDEAU, Jean-Charles, dir., *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968, 181 p.
- FAUCHER, Albert, *Québec en Amérique au XIX^e siècle. Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*, Montréal, Éditions Fides, 1973, xvi-247 p.
- GAGNON, Ernest, *Le Comte de Paris à Québec*, Québec, Typographie C. Darveau, 1891, lxvii-159 p.
- GAGNON, Serge, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976, 474 p.
- GARON, Louis, « Un homme politique ultramontain : François-Xavier-Anselme Trudel », dans Nive Voisine et Jean Hamelin, dir., *Les ultramontains canadiens-français*, Montréal, Éditions Boréal Express, 1985, 347 p.
- GÉRIN, Léon, *Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de tradition française*, Montréal, Éditions Fides, 2^e édition, 1948, 223 p.
- GERVAIS, Gaétan, « L'expansion du réseau ferroviaire québécois, 1875-1895 », thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1978, 2 vol.
- GLADU, Paul, *Ozias Leduc*, Laprairie, Éditions Broquet, 1989, coll. « Signatures », 103 p.
- GREER, Allan, « L'alphabétisation et son histoire au Québec. État de la question », Yvan Lamonde, dir., *L'imprimé au Québec/Aspects historiques (18^e-20^e siècles)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, 368 p.

- GRENTÉ, M^{gr}, *Le beau voyage des cardinaux français aux États-Unis et au Canada*, Paris, Éditions Plon, 1927, iii-338 p.
- GRISÉ, Yolande et Jeanne d'Arc LORTIE, *Les textes poétiques du Canada français 1606-1867*, vol. 9, 1861-1862, Montréal, Éditions Fides, 1996, xc-796 p.
- GUAY, Donald, *Histoire des courses de chevaux au Québec*, Montréal, VLB Éditeur, 1985, 249 p.
- GUAY, Donald, *L'histoire du hockey au Québec*, [s.l.], Éditions JCL, 1990, 293 p.
- GUAY, Michèle, « La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal : 1834-1909 », mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1972, vii-319 p.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY, *Histoire économique du Québec*, 1851-1896, Montréal, Éditions Fides, 1971, 436 p.
- HAMELIN, Louis-Edmond, *Écho des pays froids*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, 482 p.
- HARDY, René, *La sidérurgie dans le monde rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, 303 p.
- HULLIGER, Jean, *L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950*, Montréal, Éditions Fides, 1958, 373 p.
- JAMES, Somer, *The Guide Book of 1670-1970 Canadian Coins*, Winnipeg, The Canadian Numismatic Publishers Institute, 11^e édition 1970.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, « Le comportement associatif dans une ville biculturelle : Sherbrooke 1850-1920 », Roger Levasseur, dir., *De la sociabilité*, Montréal, Boréal, 1990, p. 269-280.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec*, Montréal, Éditions Boréal Express, 1984, 324 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, *Le Progrès (1874-1878) : étude d'un journal de Sherbrooke*, Sherbrooke, Groupe de recherche en histoire régionale, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1979, vi-204 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, « Une bourgeoisie et son espace : industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec) », thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1985.
- LABELLE, Ernest, « Histoire du port de Montréal », en coll., *Montréal portuaire et ferroviaire*, Actes du colloque du cinquième congrès de

l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, Montréal, 8 et 9 mai 1992, novembre 1993, p. 4-11.

LAMBERT, John, *Travels through Lower Canada and the United States of America in Years 1806, 1807 and 1808*, Londres, 1810, 3 vol.

LAMONDE, Yvan, « La trame des relations entre la Belgique et le Québec (1830-1940) : la primauté de la question sociale », Ginette Kurgan-van Hentenryk, dir., *La question sociale en Belgique et au Canada. XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 1988, p. 173-183.

LAVOIE, Yolande, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, 57 p.

LÉTOURNEAU, Firmin, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, Imprimerie populaire, 2^e édition, 1952, 324 p.

LINTEAU, Paul-André, *Maisonnette ou comment des promoteurs fabriquent une ville; 1883-1918*, Montréal, Éditions Boréal Express, 1981, 280 p.

LITTLE, John Irvine, *Nationalism, Capitalism and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, 306 p.

MAJOR, Robert, *Jean Rivard ou l'art de réussir. Idéologies et utopies dans l'œuvre d'Antoine Gérin-Lajoie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1991, 338 p.

MARTEL, Jean-Louis et Delmas Lévesque, *L'évolution du mouvement coopératif québécois, 1920-1940*, Montréal, Hautes études commerciales, Cahier de recherche n° 91, 4, août 1991, 129 p.

MARTEL, Jules, « Histoire du système routier des Cantons de l'Est avant 1855 », mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1960, vi-263 p.

MCCULLOUGH, A. B., *L'industrie textile primaire au Canada. Histoire et patrimoine*, Ottawa, Environnement Canada, Service des parcs, 1992, 326 p.

MELANÇON, Yves, « Du jardin au parc. La nature et les citadins », *Cap-aux-Diamants*, n° 46, été 1996, p. 45.

MORIN, Michel, « La pensée colonisatrice de Calixte Marquis », *Cahiers nicolétains*, vol. 3, n° 3, septembre 1981, p. 78-105.

MORISSONNEAU, Christian, « La colonisation équivoque », *RS*, vol. XIX, n° 1, 1978, p. 33-53.

- MORISSONNEAU, Christian, « Le rêve mattawinien de l'abbé Prévost », *Société canadienne pour l'histoire de l'Église catholique*, 54, 1987, p. 55-67.
- MORISSONNEAU, Christian, *La terre promise. Le mythe du Nord québécois*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1978, 212 p.
- OSTIGUY, Jean-René, *Ozias Leduc : peinture symboliste et religieuse*, Ottawa, Galerie nationale du Canada, 1974, 224 p.
- PROULX, Bernard, *Le roman du territoire*, Montréal, Les cahiers du département d'études littéraires-8, Université du Québec à Montréal, 1987, 327 p.
- ROBY, Yves, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1976, 250 p.
- ROY, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Éditions Boréal, 1988, 301 p.
- RUDIN, Ronald E., *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925*, Montréal, Éditions Boréal, 1988, 244 p.
- RUDIN, Ronald E., « The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914 », thèse de doctorat (histoire), Toronto, Université York, viii-310 p.
- RUDIN, Ronald E., « Naissance et déclin d'une élite locale : la Banque des Cantons de l'Est, 1859-1912 », *RHAF*, 38 (2) 1984, p. 165-179.
- RUMILLY, Robert, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Éditions Fides, 1978, tome I, 720 p.
- RYAN, William F., *The Clergy and Economic Growth in Quebec, 1896-1914*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1966, 348 p.
- SÉGUIN, Normand, dir., *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Éditions Boréal Express, 1980, 220 p.
- STEVENS, G.R., *Canadian National Railways*, Toronto, Clarke Irwin & Co. Ltd, 1962, 2 vol.
- VERRETTE, Michel, « L'alphabétisation au Québec 1660-1900 », thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 1989, xxxiv-397p.
- WADE, Mason, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Montréal, Cercle du livre de France, 1963, tome I, (1760-1914), 681 p.
- YOUNG, Brian, *Promoters and Politicians. The North Shore Railways in the History of Quebec, 1854-1885*, Toronto, University of Toronto Press, 1978, xviii-193 p.

4 - Les études sur la Mauricie

- (ANONYME), *Album souvenir 1881-1981. La Chambre de commerce de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, [s.é.], 1981, 68 p.
- AUDET, Francis-J., *Les députés de la région de Trois-Rivières 1841-1867*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1934, 90 p.
- BARIL, Romain et Georges HAMELIN, *Le premier barrage de Saint-Narcisse (1897-1928)*, Trois-Rivières, Éditions du Spectre, 1990, 86 p.
- BÉLAND, Jacques, *Région de Shawinigan*, rapport géologique n° 97, Ministère des Richesses naturelles (Québec), 1961, 59 p.
- BELLAVANCE, Claude, « Le néo-paternalisme des dirigeants des grandes firmes modernes : stratégie d'entreprise et rapports identitaires. Quelques réflexions sur le cas d'une région d'industrialisation récente, la Mauricie dans la première moitié du XX^e siècle », texte présenté lors des cinquièmes entretiens du Centre Jacques-Cartier, Montréal, 7-8 octobre 1992, 19 p.
- BELLAVANCE, Claude, « Le patronat de la grande entreprise en Mauricie. 1900-1950 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1983, v-149 p.
- BELLAVANCE, Claude, « Patronat et entreprise au XX^e siècle : l'exemple mauricien », *RHAF*, vol. 38, n° 2, automne 1984, p. 181-201.
- BELLAVANCE, Claude, *Shawinigan Water and Power, 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1994, 448 p.
- BELLEAU, Jacques, « L'industrialisation de Trois-Rivières, 1905-1925 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1979, xii-99 p.
- BELLEMARE, Abbé Jos.-Elzéar, *Histoire de Nicolet 1669-1924*, Nicolet, 1925, vol. 1, ix-410 p.
- BOISVERT, Fabien, *Saint-Luc-de-Vincennes 1864-1989*, Saint-Luc-de-Vincennes, Société d'histoire de Saint-Luc-de-Vincennes, 1989, 279 p.
- BOUCHARD, René, *Filmographie d'Albert Tessier*, Montréal, Éditions Boréal Express, 1973, 179 p.
- BOUCHARD, Serge, *Mémoires d'un simple missionnaire. Le père Joseph-Étienne Guinard, o.m.i.. 1864-1965*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1980, 229 p.

- BROUILLETTE, Benoît, *Le développement industriel de la vallée du Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1932, 52 p.
- BROUILLETTE, Normand, « Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois : la Mauricie, 1900-1975 », thèse de doctorat (géographie), Montréal, Université McGill, 1983, xviii-381 p.
- BROUILLETTE, Normand, « Shawinigan Falls. Ville de l'électricité, ville de l'industrie », Robert Fortier, dir., *Villes industrielles planifiées*, Montréal, Éditions Boréal et Centre canadien d'architecture, 1996, p. 51-87.
- CADEN, José, *L'an 1 de Shawinigan*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1961, 139 p.
- CERMAKIAN, Jean, « L'infrastructure et le trafic du port de Trois-Rivières », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 17, n° 40, 1973, p. 171-191.
- CHALINE, Nadine-Josette, René HARDY et Jean ROY, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal et Rouen, Éditions Boréal et Université de Rouen, n° 120, 1987, 210 p.
- CHARBONNEAU, Claude, « Trois-Rivières industriel », mémoire de maîtrise (administration et commerce), Québec, Université Laval, 1942, iii-56 p.
- CLARK, T. H., *Région de Yamaska-Aston*, Rapport géologique n° 102, Québec, Ministère des Richesses naturelles, 1964, 208 p.
- CLARK, T. H. et Yvon GLOBENSKY, *Région de Bécancour et partie nord-est de la région d'Aston*, Rapport géologique n° 165, Québec, Ministère des Richesses naturelles, 1976, 66 p.
- CLARK, T. H. et Yvon GLOBENSKY, *Région de Trois-Rivières*, Rapport géologique n° 164, Québec, Ministère des Richesses naturelles, 1976, 87 p.
- CLERMONT, Norman, « Qui étaient les Attikamègues ? », *Anthropologica*, XVI, 1974, Ottawa, Université Saint-Paul, 1974, p. 59-74.
- CLERMONT, Norman, *Ma femme, ma hache, mon couteau croche. Deux siècles d'histoire à Weymontachie*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1977, 144 p.
- CLERMONT, Norman, Claude CHAPDELAIN et René RIBES, « Regard sur la préhistoire trifluvienne : le site Bourassa », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XVI, nos 2-3, p. 5-55.

- CYR, Lise et Marie-Thérèse BOURNIVAL, *Vie d'quartier et compagnies : La Tuque, Grand'Mère, Shawinigan*, Québec, Cinémanima, 1986, 333 p.
- DESBIEENS, Lucien, *Au cœur de la Mauricie. La Tuque*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, 60 p.
- DESCHESNES, Hélène, *Souvenances de notre coin de pays. Ste-Ursule 1836-1986*, [Ste-Ursule], [s.é.], 1987, 377 p.
- DÉSILETS, Auguste, *La Grand'Mère*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, 64 p.
- DION, Alain, « L'industrie des pâtes et papiers en Mauricie, 1887-1929 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, 205 p.
- DUPIN, Pierre (pseudonyme de l'abbé Télesphore Giroux), *Anciens chantiers du Saint-Maurice*, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1935, 131 p.; Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1953, 223 p.
- FORTIER, Robert et Paul TRÉPANIÉ, « L'environnement bâti à Shawinigan Falls entre 1900 et 1950 : notes de recherche », Robert FORTIER, dir., *Villes industrielles planifiées*, p. 89-115.
- FRÉCHETTE, Abbé Denis, *Le diocèse de Nicolet 1885-1985*, Nicolet, [s.é.], 1985, xv-363 p.
- GAMELIN, Alain, René HARDY, Jean ROY, Normand SÉGUIN et Guy TOUPIN, *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 1984, 227 p.
- GÉLINAS, Hélène, Daniel ROBERT, Louise VERREAULT-ROY et René VERRETTE, *Inventaire des plaques et monuments suivi d'un relevé des lieux-dits et des toponymes trifluviens*, Trois-Rivières, Société de conservation et d'animation du patrimoine, 1994, 133 p.
- GUÉRARD, François, « Les notables trifluviens au dernier tiers du XIX^e siècle : stratégies matrimoniales et pratiques distinctives dans un contexte d'urbanisation », *RHAF*, vol. 42, n° 1, été 1988, p. 27-46.
- GUÉRARD, François, « La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939. Trois-Rivières et Shawinigan », thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1993, xiii-525
- GUILLEMETTE, Lucie, « L'imaginaire du Saint-Maurice dans le conte littéraire québécois d'inspiration mauricienne », mémoire de maîtrise (études littéraires), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1984, 60 p.
- HARDY, René, « Exploitation forestière et environnement au Québec, 1850-1920 », *Zeitschrift für Kanada-Studien. Umwelt : Perzeption*

und Realität in Kanada, 15. Jahrgang Nr. 1 Band 27, 1995, p. 63-79.

HARDY, René, « L'ultramontanisme de Laflèche : genèse et postulat d'une idéologie », *RS*, vol. X, n^{os} 2-3, 1969, p. 197-206.

HARDY, René, *La sidérurgie dans le monde rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, 303 p.

HARDY, René, « Le greffier de la paix et le curé : à propos de l'influence du clergé paroissial en Mauricie », coll., *Les dynamismes culturels en France et au Québec, Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 95, 1988, n^o 4, p. 447-463.

HARDY, René et Normand SÉGUIN, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières 1830-1930*, Montréal et Ottawa, Éditions Boréal Express et Musée national de l'Homme, 1984, 223 p.

HARDY, René, Pierre LANTHIER et Normand SÉGUIN, « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle », *Sociétés villageoises et rapports ville-campagne au Québec et dans la France de l'Ouest XVII^e-XVIII^e siècles*, Actes du colloque franco-québécois, Québec, 1985, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses de l'Université de Rennes 2, p. 239-253.

HÉBERT, Pierre-Maurice, *Saint-Grégoire. Ville de Bécancour. Édition augmentée*, Montréal, Éditions de l'Écho, 1991, p. 9-25.

HOULD, Réjean, « *La traverse* » *d'une rive à l'autre*, Trois-Rivières, [s.é.], 1978, 119 p.

JOYAL, Père Arthur, *M^{gr} F.-X. Cloutier, prophète de Notre-Dame-du-Cap*, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1942, 62 p.

LANDRY, Léo-Paul, « Quand J. E. Aldred regardait ailleurs... », *Le Nouveau Mauricien*, vol. 1, n^o 1, automne 1995, p. 14-15.

LANTHIER, Pierre, « Stratégie industrielle et développement régional : le cas de la Mauricie au XX^e siècle », *RHAF*, vol. 37, n^o 1, 1983, p. 3-19.

LANTHIER, Pierre et Normand BROUILLETTE, « De la campagne à la ville : formation de la petite bourgeoisie à Shawinigan de 1898 à 1930 » Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècles)*, Chicoutimi et Paris, SOREP-EHESS, 1990, p. 139-151.

- LANTHIER, Pierre et Alain GAMELIN, *L'industrialisation de la Mauricie. Dossier statistique et chronologique, 1870-1975*, Trois-Rivières, UQTR, Groupe de recherche sur la Mauricie, 1981, ix-489 p.
- LAROCHELLE, Fabien, « Au début du siècle. Des rivalités électriques à Shawinigan », *Au pays des chutes*, vol. 2, n° 2, p. 1-2 et 10-11.
- LAROCHELLE, Fabien, *Histoires de Shawinigan*, Shawinigan, [s.é.], 1988, 345 p.
- LAROCHELLE, Fabien, *Shawinigan depuis 75 ans*, Shawinigan, [s.é.], 1976, 747 p.
- LECLERC, Marcel, « Un village caractérisé : le Village d'En-Bas », *Le Mauricien médical*, jan.-fév.-mars 1969, p. 51-63, avril-mai-juin 1969, p. 33-48.
- LEHOUX, Mireille, « Élus municipaux et promotion industrielle à Trois-Rivières, 1870-1920 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1994, vii-120 p.
- LEMAY, Rosaire, *Trois siècles sont appris. Baie-du-Febvre 1683-1983*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1983, 480 p.
- LESSARD, Claude, « L'alphabétisation dans le comté de Nicolet depuis le XVII^e siècle », *Cahiers nicolétains*, vol. 10, n° 1, 1988, p. 3-31.
- LESSARD, Claude, *Le Séminaire de Nicolet. 1803-1969*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1980, 527 p.
- LEVASSEUR, Roger et Normand Séguin, « Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières 1940-1980 », Roger Levasseur, dir., *De la sociabilité*, Montréal, Boréal, 1990, p. 281-296.
- LORANGER, Maurice, *La chronique madelinoise, 1651-1991*, Cap-de-la-Madeleine, Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine, (1991), 43 p.
- [MARGUERITE-MARIE, Mère], *Les Ursulines des Trois-Rivières*, Tome premier, Trois-Rivières, P. V. Ayotte, 1888, viii-567 p.
- MARTIN, Lévis, *Ozias Leduc et son dernier grand œuvre*, Montréal, Éditions Fides, 1996, 191 p.
- MORIN, Michel, « Calixte Marquis 1821-1904 », *Cahiers nicolétains*, vol. 3, n° 1, mars 1981, p. 5-19.
- MORNEAU, Jocelyn, « Louiseville en Mauricie au XIX^e siècle : la croissance d'une aire villageoise », *RHAF*, vol. 44, n° 2, automne 1990, p. 223-241.
- MORNEAU, Jocelyn, « Petits pays et grands ensembles : les articulations du monde rural au XIX^e siècle. L'exemple de Berthierville et de

- Louiseville », thèse de doctorat (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, en cours.
- MORNEAU, Jocelyn, « Le rôle du fleuve dans l'économie du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle », Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, dir., *Le pays laurentien au XIX^e siècle*, cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, 1992, p. 37-58
- NIOSI, Jorge, « La Laurentide (1887-1928), pionnière du papier journal au Canada », *RHAF*, vol. 29, n° 3, 1975, p. 375-415.
- PANNETON, Dr Auguste, « La navigation sur le Saint-Maurice », *Le Mauricien médical*, octobre 1962, p. 52-60.
- PANNETON, Chanoine Georges, *Biographie de Monsieur le Chanoine Georges-Élisée Panneton (1866-1950)*, [s.l.s.d.], 237 p. manuscrit dactylographié déposé à la Bibliothèque Gatién-Lapointe de Trois-Rivières, coll. « Trifluviana ».
- PRONOVOST, Gilles et Pierre GIRARD, « Temps industriel et temps libre à Trois-Rivières : une étude de cas », *RHAF*, vol. 41, n° 2, automne 1987, p. 205-232.
- RIBES, René et Alexis KLIMOV, *Archéologie de la Mauricie : reconnaissance archéologique dans la région du lac Némiskachi*, Trois-Rivières, Musée d'archéologie préhistorique de Trois-Rivières, Coll. « Paléo-Québec », n° 5, mai 1974, 352 p.
- RICHARD, M^{gr} Louis, *Les Acadiens des régions de Trois-Rivières et de Nicolet*, publié par le Chanoine Wilfrid Bergeron, (réédition) : Trois-Rivières, Société de généalogie de la Mauricie et des Bois-Francs, 1990, 347 p.
- RICHARD, Abbé Louis, *Histoire du Collège des Trois-Rivières 1860-1874*, Trois-Rivières, P. V. Ayotte, 1885, 521 p.
- ROUSSEAU, Guildo et Jean Laprise, « La langue des bois : le toponyme amérindien dans le roman québécois », *Voix et images*, vol. X, n° 1, automne 1984, p. 69-92.
- ROUSSEAU, Yvan et Roger LEVASSEUR, *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 1995, 388 p.
- ROY, François, « Le crépuscule d'un rouge : J.-A. Tessier, maire de Trois-Rivières et l'enquête Désy de 1920 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, vi-118 p.
- ROY, François, « J.-Adolphe Tessier, ministre "régional" », *Cahiers nicolétains*, vol. 10, n° 4, 1988, p. 153-158.

- RUEST, Alain, « Le développement des institutions municipales à Grand-Mère de 1898 à 1925 », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1993, vii-139 p.
- SULTE, Benjamin, *Chronique trifluvienne*, Montréal, Compagnie d'imprimerie canadienne, 1879, 236 p.
- SULTE, Benjamin, *Histoire de la ville des Trois-Rivières et de ses environs*, Trois-Rivières, [s.é.], 1869, 126 p.
- SULTE, Benjamin, « Les marchés des Trois-Rivières », Gérard Malchelosse, dir., *Mélanges historiques*, vol. 3, Montréal, G. Ducharme, 1919, p. 93-113.
- TANGHE, Raymond, *Au pays de l'énergie*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1932, 46 p.
- TESSIER, Abbé Albert, « Luc Désilets, un des "fanaux de tôle" de M^{gr} Laflèche », *Cahiers des Dix*, n° 19, 1954, p. 161-186.
- TESSIER, Abbé Albert, *Le miracle du Curé Chamberland*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1950, 118 p.
- TESSIER, M^{gr} Albert, *Souvenirs en vrac*, Montréal, Fides, 1975, 267 p.
- TESSIER, Abbé Albert, *Trois-Rivières 1535-1935. Quatre siècles d'histoire*, Trois-Rivières, Éditions Le Nouvelliste, 1935, 199 p.
- TESSIER, Abbé Albert, « Trois-Rivières 1884 », *CD*, vol. XVII, (1952), p. 153-168.
- THÉRIAULT, Yvon, *Trois-Rivières incorporée 1857-1957*, Trois-Rivières, [s.é.], 1958, 87 p.
- TRÉPANIÉ, Guy, *Arrondissement historique et vieux port de Trois-Rivières : étude historique et de potentiel archéologique*, Trois-Rivières, Service des Affaires culturelles de la Ville de Trois-Rivières, 1988, xix-366 p.
- UREN, Philip Ernest, « The Historical Geography of the St. Maurice Valley, with Special Reference to Urban Occupancy », mémoire de maîtrise (géographie), Montréal, Université McGill, 1949, 133 p.
- VALLÉE, Gilles, « La Chambre de commerce de Trois-Rivières 1871-1981. Participation et assises sociales du mouvement », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, viii-210 p.
- VALLÉE, Abbé Henri, *Les journaux trifluviens de 1817 à 1933*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, coll. « Pages trifluviennes », Série A, n° 6, 89 p.

- VERRETTE, René, « Les intellectuels trifluviens (1900-1950) et la fascination française », Pierre Lanthier et Manon Brunet, dir., Actes du colloque : *L'inscription sociale des intellectuels*, à paraître en 1998.
- VERRETTE, René, « Le libéralisme en région : le cas de Trois-Rivières (1850-1929), Yvan Lamonde, dir., *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Éditions Fides, 1995, p. 185-212.
- VERRETTE, René, « Le mouvement associatif comme élément de la stratégie culturelle : le cas de Trois-Rivières (Québec) 1840-1890 », Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir., *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 155-172.
- VERRETTE, René, « Le régionalisme mauricien des années trente », mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, x-348 p.
- VERRETTE, René, « Le régionalisme mauricien des années trente », *RHAF*, vol. 47 n° 1, été 1993, p. 27-52.
- VERRETTE, René, *Les rues de Trois-Rivières. Leur origine et leur histoire*, Trois-Rivières, Comité des fêtes du 350^e anniversaire de Trois-Rivières, 1984, 108 p.
- VOISINE, Nive, *Louis-François Laflèche. Deuxième évêque de Trois-Rivières*, tome I, Saint-Hyacinthe, Éditions Edisem, 1980, 320 p.

INDEX GÉNÉRAL

- A.C.J.C. (Association catholique de la jeunesse canadienne-française), 45, 322
 Abénakis, 29
 Abitibi, 54, 56, 137, 143, 216
 Abran, Victor, 111
 Académie Saint-Thomas-d'Aquin, 327, 333, 341
 Académie-De-La-Salle, 31, 228
 Acadiens, 27, 305
 Acte d'emprunt municipal, 165
 Acte de garantie et Fonds municipal d'emprunt, 154
 Action française (Paris), 334
 Acton, 130, 141
 Affaires culturelles (ministère des), 28
 Affaires municipales (ministère des), 253
 Afrique du Sud, 237, 328
 Agriculture (ministère de l'), 63, 90, 121
 Aird, W., 293
 Alberta, 253
 Alcan, 220, 221, 246
 Aldred, John Edward, 157, 192, 202, 208, 213, 222, 236, 286, 362
 Alex McRae, 231
 Alexandre (rue), 311
 Alger, mademoiselle, 212
 Alger, général Russel Alexander, 184, 212
 Algonquin Power Co., 222
 Allemagne, 75
 Alliance Nationale, 269, 270
 Alliés, 57, 377
 Almaville, 274
 Aluminum Co. of Canada (ALCAN), 206
 Aluminum Co. of Canada (ALCOA), 206
 Américains, 121, 192, 194, 212, 340, 341, 342, 346
 Amérindiens, 23, 25, 28, 94, 95, 140, 209, 245, 251, 255, 340, 346, 347, 372
 Amérique britannique du Nord, 292
 Amérique du Nord, 103, 165, 180, 185, 205, 212, 284, 298, 299, 303, 331, 336, 369
 Amérique du Sud, 226
 Amos, 35
 An (Le jour de l'), 258
 Ancien Monde, 181
 Anglais, 23, 27, 216, 217, 320
 Angleterre, 72, 91, 108, 112, 151, 152, 177, 192, 225, 226, 319
 Anglo-français, 331
 Angus, Richard B., 184
 Annville, 124
 Anniversaires de la ville de Trois-Rivières, 303, 310
 Anselme Dubé Ltée, 231
 Antilles, 142
 Appalaches, 117
 Archidiocèse de Québec, 35, 372
 Archives du Séminaire de Nicolet, 14, 129
 Archives du Séminaire de Trois-Rivières, 14
 Argentine, 108
 Arizona, 346
 Armstrong, Charles Newhouse, 136, 149
 Arthabaska (comté), 5, 35, 47, 157, 300
 Arthabaska (ville), 40, 70, 108, 121, 130, 151, 176
 Arthabaska Ry., 141, 150, 157
 Artisans canadiens-français, 269, 270, 325
 Artisans trifluviens (club des), 264
 Arvida, 227
 Asselin, Jean, 267
 Assemblée législative, 33, 39, 40, 49, 62, 78, 105, 171, 177, 196, 208, 222, 226, 297
 Assemblée nationale, 241, 294
 Association agricole, 71
 Association catholique de la jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.), 45, 322
 Association de la halle au beurre et fromage des Trois-Rivières, 68
 Association des bouchers, 70, 74
 Association des citoyens des Trois-Rivières, 254, 264, 265, 272, 364
 Association des exportateurs canadiens, 73
 Association des marchands-détaillants, 127
 Aston, 134, 137
 Athènes, 334
 Atlantique (océan), 181
 Attikamek (nation), 29
 Auger, Télémaire, 245
 Australie, 39, 226, 237
 Baie d'Hudson, 298
 Baie-du-Febvre, 39, 67, 68, 117, 127, 300
 Baie Géorgienne, 135, 145
 Baie James, 37, 102, 136, 142, 143, 155, 370
 Bainville, Jacques, 335
 Balcer Glove, 231
 Balcer, Georges, 72, 87, 94, 95, 101, 109, 110, 141, 142, 175, 190, 313, 338
 Balcer, Henri-Mathias, 95, 169, 190
 Balcer, J., 265
 Balcer (Maison Henri-Mathias), 95
 Ball, George, 147
 Balzac, Honoré de, 335, 337
 Banlieue, 44, 72
 Banque Canadienne de Commerce, 271
 Banque Canadienne Nationale, 174
 Banque d'Hochelaga, 150, 172, 173, 174, 225, 271
 Banque d'Outremer de Bruxelles, 206
 Banque de Montréal, 88, 172, 184, 188, 271
 Banque de Québec, 88, 172, 174, 192, 271
 Banque des Cantons de l'Est, 191
 Banque des Marchands du Canada, 271
 Banque des Townships, 157
 Banque des Trois-Rivières, 88, 171, 172, 173
 Banque du Peuple, 173
 Banque Nationale, 173, 174, 271

- Banque Panneton, 150, 172, 338
 Banque Provinciale, 174
 Banque Royale, 174
 Banque Union, 173
 Banque Ville-Marie, 173
 Baptist (île), 348
 Baptist, Alexander, 169, 172, 175, 226, 257
 Baptist, George, 79, 166, 171, 172, 257
 Baptist, scierie, 230
 Barnard, Edouard, 61, 62, 67, 69, 75
 Barnard, James, 52
 Barnard, Joseph, 52, 53, 58, 65, 75, 76, 125, 198, 238, 241, 259, 265, 266, 272, 296, 304, 311, 339
 Barrage Gouin, 196
 Barré, François, 45
 Barreau, 149, 150, 152, 153, 302
 Barrès, Maurice, 333, 335
 Barthe, Georges-Isidore, 149, 242
 Barthe, Ulric, 71, 185, 194
 Bartlett (peintre), 161
 Bas-Canada, 38, 39, 46, 48, 67, 78, 79, 119, 162, 173, 343
 Bas-du-Fleuve, 230
 Bas-Saint-Laurent, 381
 Basses-Laurentides, 136, 142, 158
 Bastonais [*sic*] (rivière), 49
 Batiscan (les Forges de), 86, 87, 93
 Batiscan (rivière), 76, 117, 190, 191
 Batiscan (village), 89, 109, 121, 124
 Baudelaire, Charles, 334
 Beatty, M., 208
 Beaubien (sénateur), 62
 Beauchemin, Corinne (nom de plume : Moïsette Olier), 209
 Beauchemin (docteur), 40
 Beauchemin, H., 119
 Beauchemin, Nérée, 306, 308
 Beaudoin, Gilles, 154
 Beaumier, Jos, 269
 Beaumont, 193
 Beaupré, abbé Jean-Baptiste (pseudonyme : Lambert Closse), 54
 Beauséjour (parc), 228
 Bécancour, 27, 29, 39, 40, 60, 119, 137, 314
 Bédard, P.-J., 39
 Belges, 28, 334, 338
 Belgian Industrial, 122
 Belgique, 63, 75, 150, 192, 206, 338, 339, 365
 Belgo, 122, 211, 213, 220, 227, 246, 260
 Belgo Canadian Paper, 206
 Belgo Paper Co., 186
 Belgo Pulp & Paper, 206, 215
 Béliveau, chanoine Arthur, 164
 Béliveau, Arthur, 311
 Béliveau, abbé, 182
 Bell Telephone, 312
 Bell, Matthew, 86, 87, 106
 Bellefeuille & Frères, 231
 Bellefeuille, D.-S.-B., 40, 119
 Bellemare, abbé Armand, 308
 Bellemare, abbé Charles, 44, 68, 145
 Bellemare, Maurice, 153
 Belvèze (commandant de), 331
 Bender, Eugène Prosper, 72, 73
 Bergeron, chanoine Wilfrid, 27, 55
 Bergeron, I., 324
 Berlin (New Hampshire), 215, 218
 Bernanos, Georges, 337
 Berthier (comté et village), 33, 70, 75, 78, 300, 314
 Bettez, Arthur, 127, 170, 254, 280
 Bibliothèque de l'Université du Québec à Trois-Rivières, 14
 Bibliothèque Gatién-Lapointe de la ville de Trois-Rivières, 14
 Bibliothèque municipale de Trois-Rivières, 150
 Bibliothèque nationale, 210
 Bibliothèque Saint-François-Xavier, 345
 Biermans, Hubert, 213, 286, 287, 362
 Bignell, John, 76, 77
 Bijou (théâtre), 252
 Bilodeau (maire), 320
 Biron, Hervé, 195, 283, 285, 311
 Blanchard, Raoul, 51, 52, 337
 Bloy, Léon, 336
 Board of Trade, 256
 Bois, Louis-Edouard (collection), 129
 Bois-Francis, 34, 118
 Bordeau (Gouvernement), 327
 Borden (Gouvernement), 327
 Boston, 108, 191, 192, 213, 340
 Botrel, Théodore, 334, 335, 336
 Bouchard, Téléphore-Damien, 203
 Boucher de Niverville, Charles, 60
 Boucher, Pierre, 311
 Boucher, Pierre (statue), 321
 Boucher, Thomas, 85, 92, 136
 Bouchette, Joseph, 46
 Bouclier canadien, 134
 Boulais, J.-F., 174
 Boulangerie Moderne Ltée, 296
 Boulay, F., abbé, 211
 Bourassa, Edmond, 148
 Bourassa, Henri, 259, 313, 326
 Bourgeois, Charles, 263
 Bourgeois, G.-A., 141
 Bourgeois, John, 152
 Bourse de Bruxelles, 157, 338
 Bourse de New York, 261
 Bouthillier, Charles, 89
 Boutillier (rapport), 79
 Boutillier, Thomas, 78, 79, 120
 Boutique L'Araignée d'or, 264
 Bradley, 168
 Brasserie Dow, 254

- Brasserie O'Keefe, 275
 Braves de la Guerre 1914-1918, (monument des)
 304
 Brébeuf, 308
 Brésil, 282
 Britanniques, 27
 Broadway, 194
 Brousseau, abbé H., 211
 Brown Co., 136
 Brown Corp., 215, 218, 230, 238, 261
 Brown, D.B., 218
 Brown, D.P., 217, 218, 367
 Brown (frères), 217, 367
 Brown, Montagu, 217, 218, 367
 Brown, N.W., 218
 Brown, Simmons, 217, 218, 367
 Brown, W.R., 218
 Brown, Wentworth, 217, 218, 367
 Brunault, monseigneur, 65
 Brunet, Onésime, 168
 Bruxelles (Bourse de), 157, 338
 Bruxelles (Banque d'Outremer de), 206
 Buckingham (palais de), 329
 Buffalo, 91
 Buies, Arthur, 155
 Bulgares, 216
 Bureau des travaux publics, 105, 318
 Bureau, Jacques, 80, 147, 157, 225, 253, 293,
 302, 347, 371
 Bureau, Napoléon, 147, 149, 153, 157
 Burger, Valerie, 347
 Burrill, Charles, 152
 Burrill Lumber, 231
 Burrill, Vivian, 147, 149, 152, 153, 157, 192,
 287
 Buteux, Père Jacques, 209, 217, 246

 C.-P. Gélinas (entreprise), 231
 Cabinet Mercier, 152, 155
 Caden, José, 214
 Caisse populaire des Trois-Rivières, 270, 271
 Caisses populaires et Mouvement Desjardins,
 260, 268, 270, 271, 358
 Cambray, Alfred, 237, 305, 319, 327
 Camirand, monseigneur Antonio, 55, 57, 58
 Camus, Albert, 335
 Canada, 33, 60, 71, 77, 90, 110, 135, 152,
 182, 184, 185, 186, 188, 192, 194, 195,
 198, 200, 206, 219, 232, 234, 236, 241,
 242, 244, 254, 255, 264, 287, 293, 294,
 319, 326, 327, 332, 337, 338, 339, 347,
 368, 369, 372, 378
 Canada Carbide, 206
 Canada (fête de l'Indépendance du), 327
 Canada Iron, 91, 92, 169, 229, 231, 253, 274
 Canada-Ouest (Haut-Canada), 128
 Canada Power & Paper Co., 186
 Canada Power & Paper Corp., 226, 261
 Canada Pulp Co. Ltd., 184
 Canada Steamship Lines, 228
 Canada-Uni, 292
 Canadian Aloxite Co., 206
 Canadian Carborundum Co., 206, 220
 Canadian Electro-Products, 206
 Canadian Gas & Oil Co., 94
 Canadian Industries Ltd. (CIL), 206, 221
 Canadian International Paper Co. (CIP), 229,
 230, 237, 275
 Canadian National Railways, 129
 Canadian Northern, 136, 148
 Canadian Pacific Ry., 184, 208, 312
 Canadian Westinghouse Co. Ltd., 276
 Canadien National, 54, 121, 129, 137, 140,
 148, 154, 240
 Canadien Nord, 195
 Canadien Pacifique, 112, 137, 147, 148, 240
 Canadiens, 43, 54, 184, 192, 255, 306, 313,
 325, 331, 340, 345
 Canadiens anglais, 319
 Canadiens français, 38, 39, 149, 177, 200, 210,
 214, 216, 238, 252, 270, 318, 319, 322,
 327, 330, 363
 Canado-Américaine (la), 269
 Canotage Radisson (club de), 344
 Canton Peterborough, 49
 Cantons de l'Est, 8, 40, 42, 47, 49, 50, 117,
 124, 146, 151, 152, 172, 190, 381
 Cap-de-la-Madeleine, 30, 31, 41, 119, 137, 143,
 148, 186, 225, 227, 228, 234, 235, 243,
 252, 275, 283
 Capitanal (Club de chasse et pêche), 251
 Carbonneau, 324
 Carignan, Uldéric, 190
 Carling, Honorable John, 73
 Caron (île), 230
 Caron, Hector, 147
 Caron, abbé Napoléon, 50, 90, 92, 120, 121,
 178, 189, 301
 Cartier, Jacques, 25, 306, 308, 323, 325, 326,
 332
 Cathédrale de Trois-Rivières, 380
 Catholic Mutual Benefit Association
 (C.M.B.A.), 269, 325
 Centrale Beaumont, 193
 Centrale de Niagara, 193
 Centrale de Saint-Narcisse, 146, 313, 375
 Centrale Grand-Mère, 193
 Centrale La Gabelle, 193
 Centrale La Trenche, 193
 Centrale La Tuque, 193
 Centrale Rapide-Blanc, 193
 Centrale Shawinigan (première), 193
 Centrale Shawinigan II, 193
 Centrale Shawinigan III, 193
 Centre de documentation Desjardins en études
 québécoises de l'UQTR, 14

- Cercle d'études sociales, 341
 Cercle des fermières de Champlain, 63
 Cercle Lavérendrye de l'A.C.J.C., 45, 322
 Cercle Laviolette, 336
 Chahoon, George, jr., 186, 187, 188, 213, 219, 286, 287, 362, 367
 Chamberland, abbé, 277, 298, 337
 Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, 60, 118
 Chambre de commerce, 69, 72, 73, 74, 110, 124, 125, 127, 142, 148, 149, 154, 155, 161, 174, 175, 176, 195, 214, 220, 221, 238, 253, 255, 264, 265, 267, 268, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 282, 293, 295, 319, 338, 350, 351, 360, 364, 369, 375, 380
 Chambre des Communes, 253, 327, 330
 Champlain (comté, municipalité, port, village), 3, 26, 27, 33, 34, 43, 64, 68, 70, 71, 89, 91, 109, 120, 122, 124, 140, 143, 144, 150, 173, 177, 183, 300, 303, 305, 373
 Champlain (lac), 141
 Champlain (mer), 24, 25
 Champlain, Samuel de, 25, 323
 Chaouinigan (canton), 49, 189
 Chapais, J.-C., 48
 Charbonneau, Albert, 74
 Charbonneau, Joseph-Alfred, 242, 269
 Charbonneau (Librairie), 243
 Charbonneau, Napoléon, 70, 74
 Charbonnier, P., 45
 Charette, 148
 Châteaubriand, François-René de, 335
 Châteauguay & Northern, 136
 Chavigny Gold Mines, 90
 Chemin Craig (le), 117
 Chemin de fer de la Vallée du St-Maurice, 240
 Chemin de fer des Grandes Piles, 240
 Chemin de fer des Piles, 79, 134, 135, 138, 165, 181, 195
 Chemin de fer du Grand Nord, 175
 Chemin de fer du lac Saint-Jean, 215
 Chemin de fer du Nord, 318
 Chemin de fer du Pacifique, 181
 Chemin de la Réserve, 213
 Chemin du Roy (le), 117
 Chester, 294
 Chevaliers de Colomb, 269, 336
 Chicago, 269, 317, 332
 Chicoutimi, 143
 Chine, 226
 Chinois, 319
 Chrétien, abbé, 191
 Chute de La Tuque, 215
 Chutes à Magnan, 222
 Chutes de Grand-Mère, 134, 340
 Chutes de La Gabelle, 190
 Chutes de Maddington, 124
 Chutes de Saint-Paulin, 366
 Chutes Maskinongé, 182
 Chutes Niagara, 104, 210, 298, 331
 Chutes Shawinigan, chutes Shawenegan, 77, 104, 134, 140, 181, 189, 190, 191, 192, 210, 213, 312, 331, 332
 Cie de navigation de la rive nord du Saint-Laurent, 114
 Cie de navigation de Trois-Rivières (La), 109, 114
 Cie de Pétrole de Saint-Grégoire, 94
 Cie du bateau à vapeur des Trois-Rivières et de Nicolet, 114
 Cie du bateau à vapeur Maskinongé, 114
 Citizen's Association, 256
 City Beautiful, 227
 CKAC, 208, 252, 254
 Clair (lac), 347
 Clark, Robert J., 299, 312, 320, 328, 329
 Cloutier, monseigneur François-Xavier, 57, 63, 65, 242, 252, 257, 258, 259, 260, 261, 270, 288, 313, 367, 378
 Club Crispin, 325, 343
 Club de Base-Ball [*sic*] (char du), 325
 Club de canotage Radisson, 344
 Club de chasse et pêche Capitanal, 251
 Club de golf Ki-8-Eb, 251, 344
 Club de golf Métabéroutin, 251
 Club de raquetteurs Laviolette, 344
 Club des Artisans trifluviens, 264
 Club Laurier, 265
 Club Laviolette, 325
 Club Rotary, 55, 305, 311, 319
 Coaticook, 240
 Cobalt, 238
 Cœur-du-Québec, 314
 Cœur du Canada français, 337
 Colby, Charles Caroll, 190, 191, 313
 Collection Louis-Edouard Bois, 129
 Collège des Trois-Rivières, 31, 151, 305, 350
 Colonisation (ministère de la), 51
 Comédie française, 336
 Comité sur la colonisation des Cantons de l'Est, 151
 Commission des eaux courantes de la province de Québec, 153, 196
 Commission des ports nationaux, 111
 Commission du havre, 111, 142, 176, 360, 364, 375
 Commission du Tarif (protecteur), 296
 Commission fédérale des chemins de fer, 121
 Commission Harbor, 256
 Commission pour la construction d'un pont sur le Saint-Maurice, 150
 Commission royale d'enquête Désy, 266
 Commonwealth, 328, 330
 Commune, La, 72, 74, 111, 134, 163, 168, 227
 Compagnie Cunard, 112

- Compagnie d'infanterie de Trois-Rivières, 325
 Compagnie de chemin de fer électrique de Trois-Rivières, Saint-Maurice et Maskinongé, 147
 Compagnie de Québec et Lac Saint-Jean, 139
 Compagnie des abattoirs des Trois-Rivières, 74
 Compagnie des chemins de fer de la rive nord, 157
 Compagnie des conduites d'eau, 90, 169, 180, 338
 Compagnie du Richelieu, 109
 Compagnie du Gaz des Trois-Rivières, 165
 Comte de Paris, 332
 Comte de Warren, 338
 Comtesse Anna de Noailles, 334
 Comtois, monseigneur Alfred-Odilon, 66, 312, 313, 328, 330
 Concile plénier de Québec, 258
 Concours Glidden, 121
 Conférence des maires, 364
 Congrès eucharistique, 332
 Conquête (La), 25, 27, 86, 163
 Conseil de comté, 33, 318
 Conseil de ville, 163
 Conseil législatif, 33, 79, 264
 Conseil municipal, 72, 73, 74, 121, 122, 127, 149, 154, 160, 163, 164, 165, 167, 168, 174, 175, 178, 188, 190, 214, 225, 227, 229, 238, 241, 260, 262, 264, 265, 266, 268, 276, 284, 295, 311, 312, 319, 329, 360, 364
 Conseil privé à Ottawa, 191
 Consolidated Paper Corp. Ltd., 186, 274
 Consul américain, 317, 340
 Consul Worman, 340
 Convention de l'Unité nationale, 319
 Cooke, Richard-Stanislas, 71, 147
 Cooke, monseigneur Thomas, 41, 151, 177, 350
 Coopérative des fromages, 69
 Coopérative des Pins, 277
 Coopérative Laflèche, 277
 Coopérative Sainte-Marguerite, 277, 337
 Coppée, François, 334
 Corbeil (forgerons) 324
 Corbeil, monseigneur Eugène, 218, 301, 367
 Corbett, 252
 Corporation des commissaires du havre de Trois-Rivières, 110
 Corporation du pont de Trois-Rivières, 127
 Corporation municipale des Trois-Rivières, 163
 Corriveau, A.-J., 190
 Cortot, Alfred, 336
 Coulanges, Fustel de, 335
 Council, 256
 Cour Saint-Edmond de l'O.F.C., 269
 Cour suprême, 228
 Cour de magistrat, 302
 Cour supérieure, 151, 152, 228, 266, 268, 302
 Couronne (terres de la), 41, 78, 124, 125, 226
 Couronne, 328
 Craig, L.G., 236
 Craig, (le Chemin), 117
 Crédit foncier de France, 173
 Crémazie, monument, 321
 Crête, Jean-J., 104
 Crispin (club), 325, 343
 Cuba, 108
 Cultivateur (bateau), 109
 Cunard (Compagnie), 112
 Cuvelier, Jean-Jacques, 245
 Dallaire, Elzéar, 55, 264
 Dandurand (canton), 35
 Dansereau, J.-H., 230
 Dansereau, J.-Lucien, 106
 Daudet, Alphonse, 334, 335
 David (prix), 210
 Dawson, W.R., 318
 De Blois, Charles-Numa (docteur), 264, 265
 De Charette, Athanase-Charles-Marie De La Contrie (général), 331
 De Châteaubriand, François-René, 335
 De Coulanges, Fustel, 335
 De Féraudy, M., 336
 De Galles (prince), 317
 De l'Oiseau (montagne), 90
 De la Poterie (île), 79, 226, 230
 De Labriolle, M., 336
 De Laval, monseigneur, 303
 De Mun, Albert, 335
 De Noailles, Anna de (comtesse), 334
 De Noue (quartier), 311
 Décoteau, J.-B., 325
 Défense nationale (ministère de la), 274
 Défilé de la Fête-Dieu, 269
 Défilé de la Saint-Jean-Baptiste, 121, 269, 270, 304, 322, 323, 372
 Delorde, J.-B., 168
 Denoncourt, chanoine, 259
 Denoncourt, J.-Avila (docteur), 83
 Denoncourt, Nazaire-L., 170
 Déroulède, Paul, 334
 Des Chutes, Pierre (pseudonyme du chanoine Hervé Trudel), 211, 320
 Des Forges (rue), 311, 342
 Des Groseillers, 329
 Des Ormeaux, Dollard, 322
 Des Anglais (rue), 27
 Des Piles (chemin de fer), 79, 134, 135, 138, 165, 181, 195
 Des Piles (embranchement), 91, 134, 154
 Des Piles (village), 49, 51, 101, 102, 103, 134, 151
 Desaulniers, Abraham, 149
 Desaulniers, J.-H.-Napoléon, 122, 210, 211,

- 320
 Desbiens, Lucien, 217, 220
 Deschaillons, 109, 121
 Désilets, Auguste, 185, 212
 Désilets, abbé Luc, 143, 144, 178
 Desjardins, Alphonse, 261, 270
 Désy, J.-Alfred, (juge), 266
 Désy (enquête), 265
 Désy (rapport), 266
 Deuxième Guerre mondiale, 125, 307
 Devonshire (duc de), 327
 Dickson, James, 166
 Dijon, 338
 Dimanche (Ligue du), 260
 District des Trois-Rivières, 35, 305, 313
 District judiciaire de Nicolet, 34, 301
 District judiciaire de Québec, 302
 District judiciaire de Trois-Rivières, 294, 300
 Dominion Cotton, 167
 Dominion Express, 172
 Dominion Films, 317
 Dominion Manufacturers Ltd, 232
 Dominion Sugar, 75
 Dominion Textile, 226
 Donnacona, 136
 Dorchester (gouverneur), 35
 Dorion, J.-B.-Eric, 42
 Doucet's Landing, 130
 Douville, Raymond, 58, 262, 300, 307, 311, 330, 343
 Dow, Brasserie, 254
 Drapeau, Stanislas, 48, 49, 119, 124, 125
 Drummond (comté), 5, 35, 47, 157, 300
 Drummond County Ry., 134
 Drummond Ry., 157
 Drummondville, 40, 92, 117, 121, 124, 126, 130, 134, 141, 240, 370
 Du Platon (rue), 115, 311
 Dubé, Dollard, 92, 93
 Dubé Ltée, Anselme, 231
 Dubé, Raymond, 311
 Dubois (député), 127
 Dubord, Alphonse, 47, 120
 Duc de Devonshire, 317
 Dufresne (colonel), 325
 Dufresne (Hôtel), 243
 Dufresne, Isaïe, 74
 Dufresne, Oscar, 222
 Dugré, Adélard, s.j., 45
 Duguay, Camille, 55
 Duhamel, Georges, 337
 Dumoulin, Pierre-Benjamin, 163
 Dumoulin, Sévère, 50, 60, 114
 Dupin, Pierre (pseudonyme de Téléphore Giroux), 84, 178, 332
 Duplessis, Maurice, 52, 57, 71, 153, 170, 201, 266, 297, 347, 348
 Duplessis, Nérée-L., 180
 Duplessis, Pacifique, 245
 Duplessis (porte Pacifique), 245
 Dupont, Louis (fonderie), 87
 Dupuis, Eugène, 87
 Dupuis, Louis, 87
 Durand, Louis-D., 51, 93, 127, 148, 299, 308, 333, 334, 370, 371
 Dusablon, abbé, 305
 Duval (commerçant), 108
 École des arts et métiers, 348
 École normale, 228, 348
 Écossais, 27, 91
 Écosse, 184, 201, 231
 Edouard VII, 329
 Edouard VIII, 329
 Église catholique, 41, 64, 161, 176, 177, 178, 258, 259, 261, 269, 270, 288, 334, 348, 359, 367
 Élisabeth (reine), 329
 Elmira (New York), 201
 Embranchement d'Arthabaska, 148
 Embranchement des Piles, 91, 134, 154
 Empire britannique, 191, 244, 291, 326, 328, 330, 363, 372, 378
 Emprunts de la Victoire, 274
 Enfance (Jardin de l'), 348
 Enquête Désy, 265
 Eon, C., 62
 États-Unis, 11, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 52, 54, 68, 73, 91, 95, 108, 117, 126, 140, 141, 145, 149, 150, 182, 184, 192, 218, 234, 240, 254, 261, 291, 292, 340, 341, 343
 Europe, 71, 72, 75, 95, 105, 112, 142, 181, 292, 303, 307, 327
 Européens, 215
 Exposition (foire agricole), 53, 178, 195, 292, 300, 313
 Exposition (parc de l'), 274, 275, 298
 Exposition canadienne de la Vallée du Saint-Laurent (grande), 71
 Exposition de la Vallée du Saint-Laurent, 70
 Exposition universelle de Paris, 316
 Extrême-Orient, 237
 Faguet, Émile, 335
 Fanfare municipale trifluvienne, 339
 Fanfare Philharmonique, 325
 Farmer, F. F., 184
 Farmer, Frank, 152
 Fayolle (maréchal), 338
 Fayolle (mission), 338
 Fenton, madame, 212
 Féraudy, M. de, 336
 Ferland, J.-B.-A., 39
 Fermiers-progressistes, 64
 Fermiers-Unis de Québec, 63, 64

- Fermont, 91, 93
 Fêtes du Tricentenaire de Trois-Rivières, 274, 299, 303, 307
 Fitzsimmons, 252
 Flambeau (le), 307
 Flambeau (Société Le), 337
 Florida Highland Grove Inc., 345
 Floride, 345, 346
 Foire agricole (exposition), 53, 178, 195, 292, 300, 313
 Fonderie de Drummondville, 92
 Fonderie de Trois-Rivières, 91, 92
 Fonderie Louis Dupont, 87
 Foreign Office, 330
 Forestiers catholiques (Ordre des) (O.F.C.), 269, 270, 325
 Forges de Batiscan (les), 86, 87, 93
 Forges de l'Islet (les), 87, 88, 93
 Forges du Saint-Maurice (les), 29, 76, 86, 87, 90, 92, 93, 106, 117, 245
 Forges Radnor (les), 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 151, 183, 338
 Forges de Saint-Tite (les), 89
 Forget, Louis-J., 192
 Forget, Rodolphe, 226
 Forman, John, 184
 Fortier, 108
 Fortin, J.-L., 265
 Français (les), 23, 320, 330, 334, 338, 339
 France, 75, 86, 150, 173, 192, 210, 275, 291, 319, 330, 331, 332, 334, 336, 337, 338, 339, 340, 352, 365, 372, 378, 379
 France (la Maison de France), 332
 Franciscains, 31
 Francoeur (motion), 270, 327
 Franks-maçons,
 Fraser Brace Co. Ltd., 228
 Fréchette, Louis, 92, 321, 322
 Frégeau, Jean-Baptiste, 190, 191
 Frère Gilles (pseudonyme de Noël Gosselin, franciscain), 54
 Frères de la Doctrine chrétienne, 62
 Frères des Écoles chrétiennes, 31
 Frigon, L.-Georges (poète), 165
 Fustel de Coulanges, 335

 G.B. Houliston & Co., 172
 Gabelle (chutes de La), 190
 Gagnon, 169
 Gagnon, Ernest, 332
 Galles (prince de), 317
 Galt, Alexander Tilloch, 157
 Garceau, Louis, 135
 Gariépy, Wilfrid, 127, 229, 253, 317, 327, 330
 Garneau (terminus), 213
 Garneau Jct., 136, 195, 214
 Garthby, 48
 Gaspé, 332

 Gault, Andrew F., 192
 Gélinas, C.-P. (entreprise), 231
 Gélinas, abbé Joseph-G., 44, 271, 305, 306, 307, 308, 311, 335, 341, 342
 General Chemical and Explosive Co. Ltd., 237
 Genest, Charles-Borromée, 71
 Genest, Laurent-Ubalde-Archibald, 71
 Genevoix, Maurice, 337
 Gentilly, 39, 56, 89, 117, 119, 323
 George Christie Canada Ltd., 231
 George Christie Ltd., 231
 George V, 328, 329
 George VI, 328, 329
 Géorgienne (baie), 135, 145
 Gérin, monseigneur Denis, 54, 332, 335
 Gérin, Elzéar, 49, 50, 101
 Gérin, Léon, 43, 54, 62, 68, 140, 144, 173, 257, 313, 341
 Gérin-Lajoie, Antoine, 57, 58, 257, 306
 Gérin-Lajoie, Charles (député), 182
 Ghéon, Henri, 335
 Ginevra (pseudonyme de mademoiselle Georgiana Lefavre), 54
 Gingras, Ulric (poème de), 322
 Girard & Godin, 231
 Giroux, Téléphore (pseudonyme : Pierre Dupin), 84, 178, 332
 Glenada, 213
 Glidden (concours), 121
 Godefroy (rivière), 114, 115
 Godin, Conrad (docteur), 126
 Godin, J.-B., 324
 Gosford (gouverneur), 343
 Gosselin, Noël, franciscain (pseudonyme : Frère Gilles), 54
 Gouin (barrage), 196
 Gouin, Georges-Alexandre, 89, 257
 Gouin, P.-A., 69
 Gouin, Sir Lomer, 184, 196, 213, 226, 257
 Gouvernement Borden, 327
 Gouvernement des Trois-Rivières, 34, 241, 294, 369
 Gouvernement du Canada, 90, 241, 294
 Gouvernement fédéral, 294, 295
 Gouvernement Johnson, 127
 Gouvernement Lesage, 127
 Gouvernement Mercier, 155
 Gouvernement Taschereau, 122, 351
 Gouverneur Dorchester, 34
 Gouverneur général du Canada, 298
 Gouverneur Gosford, 343
 Grand-Mère, 22, 26, 29, 30, 31, 34, 71, 122, 124, 125, 126, 136, 137, 139, 147, 161, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 193, 195, 199, 203, 208, 211, 212, 214, 215, 218, 219, 220, 221, 224, 234, 240, 243, 252, 261, 269, 278, 279, 281, 283, 295, 299, 336, 340, 346, 356, 361, 362, 376

- Grand Nord (chemin de fer du), 175
 Grand Ouest, 216
 Grand Tronc, 108, 130, 134, 141, 143, 147, 148, 181
 Grande-Anse, 346
 Grande-Bretagne, 67, 221
 Grande Chute, 191
 Grande Dépression (Crise), 203, 219, 220, 221, 224, 261, 262, 263, 274, 277, 282, 287, 288, 307, 309, 356, 359, 362, 376, 377
 Grande Exposition canadienne de la Vallée du Saint-Laurent, 71
 Grandes Piles, 91
 Grandes Piles (chemin de fer des), 240
 Grangers, 64
 Grant, D., 40
 Gravel, monseigneur, 70, 145, 332
 Great Northern, 136
 Grecs, 319
 Greenshields, J.N., 192, 225, 226
 Gregh, Fernand, 333
 Grégoire (maire de Québec), 58
 Grenier, abbé, 62, 145
 Grenier, U., 324
 Grente, monseigneur, 328
 Grès, 117
 Grès Falls Co. Ltd., 227, 231, 234
 Grès (moulin à scie), 79, 168
 Grieve (député), 105
 Grondin, Hyacinthe, 89
 Grondin (Mine), 90
 Groulx, abbé Lionel, 321
 Gruninger, G.-A., 238
 Guerre de 1914-1918, 63, 304, 328
 Guerre de Sécession (La), 40
 Guerre mondiale (Deuxième), 125, 307
 Guerre mondiale (Première), 75, 127, 206, 226, 229, 231, 253, 270, 276
 Guillemette, A.-Edgar, 208
 Guinard, père Joseph-Étienne, 28

 Haileybury, 301
 Halifax, 145, 294
 Halifax, Lord, 330
 Hall, George Benson, 87, 89
 Hall, Neilson & Co., 230
 Hamel, Philippe (docteur), 203
 Harbor Commission, 256
 Hart, Aaron, 28, 257
 Hart's Bank, 171
 Hart, Ezekiel, 149, 257, 321
 Hart, Henry Ezekiel, 149, 257
 Hart, Moses, 106, 149, 171, 257
 Hart, William, 62, 257
 Haut-Canada, 41
 Haut-Saint-Maurice, 50, 51, 126, 143, 220, 293
 Haute Cour de Chicago (Rangers américains), 269
 Haute-Mauricie, 35, 76, 124, 140, 346, 347
 Hauterive (vicomte d'), 252
 Hauts-Mauriciens (reine des), 217
 Hébert, Louis-Philippe, 304
 Helena (lac), 345
 Hérroux, Omer, 185
 Hérroux, Onésime, 344
 Hertel (quartier), 311
 Hertel, Jacques, 306
 Hervey Jct., 137
 Hitler, 330
 Holt, Sir Herbert, 186, 192, 208
 Hôtel de ville, 126, 252, 380
 Hôtel Dufresne, 243
 Houliston, G.B., & Co., 172
 Houliston, George Baillie, 171, 172
 Houliston (parc), 235, 236
 Hudlot, Odilon, 339
 Hudson (baie d'), 34
 Hudson (rivière), 298
 Hugo, Victor, 334
 Hull, 64
 Hunterstown (canton), 106, 117, 120, 182, 222
 Huronia (mine d'or), 238
 Hydro-Québec, 193

 Île Baptist, 348
 Île Caron, 230
 Île de la Poterie, 79, 226, 230
 Île Saint-Christophe, 231, 306
 Île Saint-Quentin, 306, 325
 Immaculée Conception, 260
 Imprimeur de la Reine, 292
 Indépendance du Canada (fête de l'), 327
 Indes Occidentales, 149, 292
 Indes, 181
 Institut canadien des Trois-Rivières, 149
 Institut littéraire des Trois-Rivières, 47
 Institut pédagogique de Montréal, 54
 Institut technique de Shawinigan, 213
 Intendant Talon, 86
 Intercolonial, 134
 International Abattoir Co., 73, 74
 International Paper Co., 229, 230, 237, 268, 317
 Inverness, 117
 Irlandais, 27, 217, 344
 Italiens, 28, 216, 217

 J.-N. Godin Ltée, 231
 Jacob, abbé Arthur, 246
 Jardin de l'Enfance, 348
 Jardin Laviolette, 252
 Jeanne d'Arc, 252
 Jésuites, 151, 303
 Johnson (Gouvernement), 127
 Joliette (comté), 135, 136, 137, 143, 300
 Jour de l'An (le), 258

- Journeault, Omer, 125
 Joyal, Arthur, 313
 Joyce, John, 191, 192
 Juifs, 28, 318, 319, 321
 Jutras, J., 40

 Keith, F.S., 197, 198
 Ki-8-Eb (Club de golf), 251, 344
 Kiernan, Robert, 149
 Kimpton et Parker, 106
 King's Plate, 343
 Kingsey, 39, 117
 Kirkwood, Thomas Mulvick, 227
 Klondyke, 345

 L'Apostat, Julien, 335
 L'Araignée d'or (boutique), 264
 L'Assomption, 147
 L'Ermite, Pierre, 334, 335
 L'Islet (les Forges de), 87, 88, 93
 La Croche, 51
 La Fontaine, Louis-Hyppolyte, 71
 La Gabelle (chutes de), 190
 La Gabelle (centrale), 193
 La Galissonnière (bateau), 104
 La Loutre (rapides), 196
 La Poterie (île de), 79, 226, 230
 La Tuque, 22, 26, 28, 30, 31, 33, 35, 49, 50, 51, 101, 103, 118, 125, 126, 134, 136, 137, 139, 142, 143, 161, 184, 188, 189, 193, 202, 203, 211, 215, 216, 217, 218, 221, 224, 240, 251, 252, 261, 267, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 298, 300, 301, 302, 344, 346, 356, 370, 376, 377
 La Tuque Falls, 215
 La Vérendrye (bateau), 116, 262
 La Visitation, 120
 Labelle (comté), 302
 Labelle, abbé Antoine, 55, 155, 177
 Labrador, 143
 Labriolle, M. de, 336
 Lac-à-la-Tortue, 89, 274
 Lac à la Truite, 89
 Lac Clair, 347
 Lac Helena, 345
 Lac Manouane, 347
 Lac Mégantic, 126
 Lac Saint-Jean, 118, 124, 125, 135, 136, 139, 142, 143, 154, 155, 181, 208, 280, 370, 381
 Lac Saint-Pierre, 37, 75, 95, 104, 105 106, 370
 Lac Wales, 345
 Lacombe (père), 44
 Lacroix, Édouard-Alfred, 191
 Lacroix & Frégeau, 190
 Lady Elgin (bateau vapeur), 109
 Lady Gray (brise-glace), 115
 Laflèche (circonscription électorale), 34
 Laflèche (Coopérative), 277
 Laflèche (parc), 235
 Laflèche (rue), 311
 Laflèche, monseigneur Louis-François, 41, 42, 44, 49, 50, 53, 61, 62, 70, 120, 143, 144, 152, 177, 178, 219, 252, 257, 273, 301, 303, 316, 331, 332, 359, 366, 378
 Laflèche, chanoine Louis-Richer, 187, 366
 Lafond, Charles, 238
 Laforce, J.-E., 54
 Laforest, abbé Edgar, 65
 Lajoie (maire), 331
 Lalonde (docteur), 269
 Lamartine, Alphonse de, 335
 Lambert, John, 104
 Lamontagne, Blanche, 322
 Lanaudière (division) 33
 Lanctôt (parc), 235
 Landrieu, monseigneur, 338
 Landry, Armour, 304
 Langevin, Sir Hector-Louis, 73, 101, 110, 145, 157, 158, 175, 365
 Lanigan, Richard, 120, 167
 Larkin, Sarah, 346, 347
 Larue, Auguste, 87, 88, 89
 Lasalle, Eugénie (mère Marguerite-Marie), 305
 Latu, Roger, 337
 Laurentide Co. (Corp., Paper, Pulp Co.), 112, 122, 184, 185, 186, 187, 189, 214, 328, 261,
 Laurentides, 23, 25, 37, 49, 217
 Laurentides (reine des), 220
 Laurier (club), 265
 Laurier, Sir Wilfrid, 182, 242
 Laval (Université), 372
 LaVallée-Poussin, Ludovic de, 169
 Lavallière, 33
 Lavérendrye, Pierre Gaultier de, 326
 Lavérendrye (bateau passeur), 116, 262
 Lavérendrye (Cercle), 45
 Lavérendrye (quartier), 311
 Lavérendrye (rue), 311
 Lavérendrye (statue), 321
 Lavérendrye (terrasse), 311
 Laviolette (avenue), 303
 Laviolette (cercle), 336
 Laviolette (char de), 304
 Laviolette (circonscription électorale), 33
 Laviolette (club), 325
 Laviolette (club de raquetteurs), 344
 Laviolette (jardin), 252
 Laviolette (parc), 235
 Laviolette (pont), 103, 114, 282
 Laviolette (quartier), 311
 Laviolette, Sieur de, 245, 303, 304, 308
 Lawrence, 213
 Le Castor (bateau), 109
 Le Chemin Craig, 117

- Le Chemin du Roy, 117
 Le Flambeau, 307
 Le Flambeau (Société), 337
 Le Grand Nord (chemin de fer), 175
 Le jour de l'An, 258
 Le Progrès (bateau), 116, 262
 Lebrun, Alcide, 238
 Lebrun, Jean, 318
 Leduc, Ozias, 246
 Lefavre, Georgiana (pseudonyme : Ginevra), 54
 Légion d'honneur de l'O.F.C., 269
 Legris, J.-H. (sénateur), 147
 Lemaître, Jules, 335
 Leman, Beaudry, 175, 225
 Lemay, Joseph, 40, 119
 Lemieux, 52
 Les Forges de Batiscan, 86, 87, 93
 Les Forges de l'Islet, 87, 88, 93
 Les Forges de Saint-Tite, 89
 Les Forges du Saint-Maurice, 29, 76, 86, 87, 90, 92, 93, 106, 117, 245
 Les Forges Radnor, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 151, 183, 338
 Les Jésuites, 151, 303
 Les Transports trifluviens, 312
 Les Ursulines, 31, 305, 348
 Lesage (Gouvernement), 127
 Lesage, Siméon, 67
 Létourneau, Firmin, 52, 97
 Lévis, 124, 130, 134
 Liane, E. (pseudonyme de Pierre McLeod), 170, 185
 Libanais, 28
 Librairie Charbonneau, 243
 Ligne du Rosaire, 227
 Ligue des consommateurs d'électricité, 203
 Ligue du Dimanche, 260
 Ligne nationale de colonisation, 52
 Liverpool, 110
 Loge maçonnique Shawenegan No. 49, 270
 Loi constitutionnelle, 33
 Londres, 72, 74, 87
 Long-Sault, 322
 Longfellow, 226
 Longueuil, 130
 Loop Line, 134
 Loranger, J.-B., 111
 Lord, Fortunat, 335
 Lord Halifax, 330
 Lord Strathcona, 184
 Lorrainville, 56
 Lotbinière (port), 109
 Louis XIII, 304
 Louiseville, 30, 66, 94, 121, 127, 135, 137, 187, 296, 300, 377
 Loup (Rivière-du-), 76, 106, 109
 Loutil, monseigneur Edmond, 335
 Lozeau, Albert, 322
 Lyon, 252
 Lymburner, T., 324
 MacDonald, Sir John A, 73, 327
 Maddington (chutes de), 124
 Magister, 55
 Magnan (chutes à), 222
 Magny & Julien, 243
 Mailhot, Nagénus, 190
 Maine, 124, 141, 282, 299
 Maison de France, la, 332
 Maison Henri-Mathias Balcer, 95
 Malone (docteur), 319
 Manchester, 43
 Manigance (rapides), 103
 Manitoba, 44, 141
 Mann and MacNeille, 227
 Manouane (lac), 347
 Manouane (réserve), 28
 Manseau, 52, 121
 Maple Avenue, 194
 Marchand, Clément, 267, 297, 327, 330, 336, 337, 339, 342
 Marchand, Félix-Gabriel, 192
 Maréchal Fayolle, 338
 Marguerite-Marie, Mère, (Eugénie Lasalle), 305
 Maritain, Jacques, 335, 336
 Maritimes, 136, 246
 Marquis, abbé Calixte, 39, 40, 48, 49, 119, 143
 Marsais, Adolphe (poème de), 331
 Maskinongé & Nipissing, 135, 141, 144
 Maskinongé (chutes), 182
 Maskinongé (comté), 3, 26, 33, 34, 43, 70, 114, 119, 124, 140, 173, 300, 365, 370, 373
 Maskinongé (manoir), 149
 Maskinongé (port), 109
 Massachusetts, 121, 213
 Masse, E.B. & Cie, 324
 Massicotte, chanoine Jules, 269
 Massicotte, Edouard-Zotique, 43, 140, 305, 331
 Massicotte, Emery, 345
 Massicotteville, 345, 346, 370
 Matawin, 49, 50
 Mattawinie, 51, 135
 Maupassant, Guy de, 335
 Maurault, B., 39
 Mauriciens, 56, 142, 299, 301, 330, 337, 346
 Maurras, Charles, 333, 334
 Mc Nair, Hugues, 108
 McCormick, Anne Stilman, 346
 McDougall, Thomas, 192
 McDougall, William, 181
 McLeod, Pierre (pseudonyme : E. Liane), 170, 185
 McRae, Alex, 231
 Mégantic (lac), 126
 Meilleur-Barthe, Jean-Baptiste, 71, 242, 295

- Melville, H.H., 192
 Mentana, 331
 Mercier (Cabinet), 152, 155
 Mercier (Gouvernement), 155
 Mercier, L.-P., 351
 Merrimack, 182, 195, 208
 Merrimack (fleuve), 213
 Métabéroutin (Club de golf), 251
 Méthot, A.-P., 105
 Metropolitan Life, 270
 Meurthe-et-Moselle, 338
 Miller, mademoiselle, 212
 Miller, Warner, 212
 Milot, F.-E., 40, 119
 Mine Grondin, 90
 Ministère de l'Agriculture, 63, 90, 121
 Ministère de la Colonisation, 51
 Ministère de la Défense nationale, 274
 Ministère de la Voirie, 121, 153, 345
 Ministère des Affaires culturelles, 28
 Ministère des Affaires municipales, 253
 Ministère des Richesses naturelles, 94
 Ministère des Terres et Forêts, 190
 Ministre des Travaux publics, 127, 145
 Minville, Esdras, 264
 Mirbeau, 336
 Mission Fayolle, 338
 Mistral, Frédéric, 307, 335
 Moderne Ltée, Boulangerie, 296
 Moisan, Euchariste, 45
 Molson, John, 108, 109
 Molson's Bank, 172
 Mommsen, Henrick, 335
 Mongrain, J.-A., 125, 126, 149, 153, 362
 Montagnes Rocheuses, 181
 Montbeillard, 56, 57
 Montcalm (brise-glace), 115
 Montcalm, Aimé, 276
 Montmorency (rivière), 193
 Montmorency Cotton Mills Co., 225, 226, 236
 Montreal & Sorel Ry., 149
 Montreal & Southern Countries Ry., 146
 Montreal Bleaching & Printing Co., 167
 Montreal Pipe & Foundry, 169, 229
 Montreal Tramways, 192
 Montréal, 45, 52, 69, 71, 74, 77, 91, 96, 105, 106, 108, 109, 110, 112, 116, 117, 121, 124, 128, 130, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 143, 145, 146, 147, 152, 154, 155, 161, 162, 164, 166, 168, 180, 182, 192, 193, 204, 208, 210, 213, 240, 243, 253, 254, 272, 273, 291, 292, 293, 295, 296, 297, 314, 317, 331, 370
 Moreau, abbé, 238
 Motion Francoeur, 270, 327
 Mouche-à-Feu (bateau), 109
 Moulin des Américains, 166, 230
 Mouvement coopératif, 358
 Mouvement Desjardins et Caisses populaires, 260, 268, 270, 271, 358
 Musset, Alfred de, 334
 Mussolini, 330
 Napoléon, 336
 Napoléon (bateau vapeur de la Compagnie du Richelieu), 109
 National (restaurant) 252
 National Shipbuilding Co., 227
 Neuville, 150
 New Hampshire, 299
 New York (bourse de, état, ville), 110, 121, 141, 194, 201, 212, 238, 261, 340, 347
 Niagara, (centrale de), 193
 Niagara (chutes), 104, 210, 298, 331
 Nicolet (comté, diocèse, journaux), 3, 5, 26, 27, 30, 32, 33, 34, 35, 39, 45, 47, 57, 60, 63, 64, 65, 69, 70, 94, 97, 105, 109, 114, 115, 116, 117, 119, 121, 124, 127, 129, 134, 138, 144, 145, 153, 173, 240, 300, 301, 332, 336, 349, 373, 377
 Nicolet Steamboat Co. (The), 114
 Nicolétains, 97
 Nipissing, 135
 Noailles, Anna de (comtesse), 334
 Norcross, 104, 166
 Nord-Ouest (Territoires du), 44
 Normand, Edouard, 108
 Normand, Louis-Philippe, 64, 157, 267, 317, 321, 365
 Normand, Télesphore-Eusèbe, 50, 72, 73, 74, 147, 149, 150, 153, 157, 169
 Normandie, 275, 310
 North Shore Power Co., 190, 191, 193, 313
 North Shore Ry., 154, 158
 Northern Aluminum Co., 205, 206
 Norvège, 221
 Norvégiens, 28, 91, 344
 Notre-Dame (quartier), 45, 234, 311
 Notre-Dame (rue), 227, 238
 Notre-Dame-de-la-Présentation (église de) 246
 Notre-Dame-des-Quinze, 56
 Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 35
 Notre-Dame-du-Cap, 234, 263, 313
 Nouvelle-Angleterre, 35, 45, 124, 140, 141, 236, 246, 340, 341, 364
 Nouvelle-France, 262, 303, 370, 379
 Nouvelle-Zélande, 237
 O.F.C. (Ordre des Forestiers catholiques) (Légion d'honneur de l'), 269
 O'Keefe, Brasserie, 275
 Obedjiwan (réserve), 29
 Océan Atlantique, 181
 Océan Pacifique, 181
 Ochs, Adolph S., 185
 Odanak (réserve), 28

- Ohio & Mississippi Ry., 149
 Olier, Moïsette (nom de plume de Corinne Beauchemin), 209
 Olivier & Hamel (manufacture), 167
 Olivier, Arthur, 146, 167, 169, 317
 Ontario, 64, 225, 230, 238
 Ordovicien, 24
 Ordre des Forestiers catholiques (O.F.C.), 269
 Ottaouais (*sic*), 292
 Ottawa & Occidental Ry., 144, 157
 Ottawa, 42, 44, 73, 93, 111, 130, 143, 144, 145, 158, 191, 225, 229, 253, 293, 295, 318
 Ouest Canadien, 41, 43, 72, 101, 112, 140, 143, 148
 Ouest (plaines de l'), 306
 Outaouais (rivière, région), 135, 136, 155, 318, 381
 Oxford (University), 330

 Pacaud, Edouard-Louis, 47, 114
 Pacifique canadien, 141
 Pacifique-Duplessis (porte), 245
 Pacifique (océan), 181
 Palais de Buckingham, 329
 Palais de justice de Trois-Rivières, 71, 150, 294, 348, 380
 Panneton, Auguste (docteur), 83, 84, 305
 Panneton, Ephrem-François (docteur), 295
 Panneton, chanoine Georges, 150
 Panneton, Philippe-Élisée, 70, 71, 146, 147, 149, 150, 157, 169, 170, 172, 181, 191, 222, 313, 338, 345
 Pape, 217, 330, 334
 Pape Pie XI, 330, 334
 Papeterie Reid, 168
 Paquin, Louis-Dosithée, 147, 195, 285
 Parc Beauséjour, 228
 Parc de l'exposition, 274, 275, 298
 Parc Houliston, 235, 236
 Parc Laflèche, 235
 Parc Lanctôt, 235
 Parc Laviolette, 235
 Parc Pie-XII, 298
 Parc Régina, 235, 243
 Parc Saint-Jean-Baptiste (Plateau), 235
 Parent, Simon-Napoléon, 190, 201
 Parfondeval (pseudonyme de l'abbé Hervé Trudel), 259
 Paris (comte de), 332
 Paris (journaux, ville), 275, 333, 337
 Paris (Université de), 332
 Parlement d'Ottawa, 127, 284
 Parlement de Montréal, 292
 Parlement de Québec, 284, 292
 Pascal, 336
 Paul-Armand, 312
 Pellerin, Adam, 214
 People's Store, 342
 Pérou, 118
 Perron (ministre), 122, 124
 Peterborough (canton), 49
 Petit, Paul, 305
 Phénix, 256
 Philips (père et fils), 166
 Pie-X (paroisse Saint-), 277
 Pie XI (pape), 330, 334
 Pie-XII (parc), 298
 Pierreville, 29
 Piles (chemin de fer des), 79, 134, 135, 138, 165, 181, 195
 Piles (embranchement des), 91, 134, 154
 Piles (village des), 49, 51, 101, 102, 103, 134, 151
 Piles, Grandes, 91
 Piles, Grandes (chemin de fer des) 240
 Pine Avenue, 194
 Pins, (Coopérative des), 277
 Pittsburg Reduction, 192, 193, 205
 Plaines de l'Ouest, 306
 Plan Vautrin, 52
 Plante, Rémi, 64
 Plante, Wenceslas, 125
 Plateau Saint-Jean-Baptiste (parc), 235
 Platon (rue du), 115, 311
 Platon (site historique), 178, 304, 306
 Plessisville, 58
 Pointe-du-Lac, 45, 75, 105, 113, 251, 338
 Pointe-Platon (port), 109
 Polette, Antoine, 149, 150, 151
 Polonais, 28, 216
 Pont Laviolette, 103, 114, 282
 Pontiac (diocèse, comté), 35, 301, 302
 Port-Saint-François, 109, 114, 117
 Porte Pacifique Duplessis, 245
 Portland (Maine), 108, 124, 126, 130
 Portneuf (comté, port), 109, 113, 168, 300
 Poterie (île de la), 79, 226, 230
 Pothier, A.-I., 170
 Pourrat, Henri, 335
 Précambien, 23
 Précurseur, 322, 323
 Première Guerre mondiale, 75, 127, 206, 226, 229, 231, 253, 270, 276
 Price Bros. Co. Ltd., 191
 Prince de Galles, 317
 Pringle, T. & Son, 194
 Prix David, 210
 Progrès (Le) (bateau passeur), 116, 262
 Progrès (pseudonyme d'un lecteur), 163
 Proulx, Fortunat, 64
 Proust, Marcel, 335
 Proust, Pr A., 332
 Provence, 335
 Provencher, J.-A., 265, 311
 Province du Canada, 33, 129, 163, 292

- Province, 122, 143, 175, 197, 198, 201, 207, 234, 239, 240, 242, 244, 262, 292, 293, 339
Pucet, R.-M., 203
- Quebec & Parry Sound, 145
Quebec & St. Maurice Industrial Co., 215
Quebec Power, 193
Québec (diocèse), 39
Québec (province), 10, 57, 61, 75, 189, 202, 207, 209, 242, 244, 246, 254, 262, 269, 273, 347, 378
Québec (ville) 62, 64, 71, 77, 78, 79, 96, 105, 106, 108, 109, 110, 112, 116, 117, 121, 122, 124, 125, 128, 130, 134, 135, 136, 137, 139, 143, 145, 146, 158, 161, 162, 164, 166, 180, 182, 193, 220, 225, 236, 240, 254, 272, 273, 291, 292, 293, 295, 297, 302, 321, 370, 372, 376, 381
Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry., 157
Quebec, New Brunswick & Nova Scotia Ry. Co., 136
Québecquois, [*sic*], 139, 295
- Racine, 336
Radisson, 329, 347
Radisson (club de canotage), 344
Radisson (rue), 311
Radnor (les Forges), 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 151, 183, 338
Raimbault, abbé Jean, 127
Rameau de Saint-Père, 334
Ranger, 269
Rangers américains (Haute Cour de Chicago), 269
Rankin, John, 230
Rapide-Blanc, 193
Rapides La Loutre, 196
Rapides Manigance, 103
Rapport Boutillier, 79
Rapport Désy, 266
Raymond, Alphonse, 264
Réciprocité (Traité de), 67
Reclus, Elisée, 332
Récollets, 326
Régime français, 76, 313, 344
Régina (parc), 235, 243
Régner, Henri de, 334
Reid (Papeterie), 168
Reine de l'Électricité, 209
Reine des Hauts-Mauriciens, 217
Reine des Laurentides, 220
Reine Élisabeth, 329
Reine, la, 292, 322
Reine (Imprimeur de la), 292
Reine Victoria, 329
Rémillard & Cie, 324
- Renaud, Léopold-A., 264
Réserve (chemin de la), 213
Réserve Manouane, 29
Réserve Obedjiwan, 29
Réserve Odanak, 28
Réserve Weymontachie, 95
Réserve Wôlinak, 29
Résistance, 275
Restaurant National, 252
Révolution, 332
Ricard, J.-Honorius (docteur), 193
Richard, monseigneur Louis, 27, 305, 350
Richelieu (comté), 300
Richer, Modeste, 40
Richesses naturelles (ministère des) 94
Richmond Ry., 157
Richmond, 117, 130
Rimbaud, Arthur, 336
Ringuet, 45, 84
Ritchie, Frank, 237
Ritchie, William, 104, 231
Riverside Road, 194
Rivière Cachée, 79
Rivière Croche, 49
Rivière-à-Pierre, 137
Rivière-du-Loup, 76, 106, 109
Rivière Montmorency, 193
Robert, B., 87
Robertson, R., 222
Roberval, 125, 126, 137, 142, 143
Robichon, André, 87
Robichon, Georges-Henri, 333
Robichon, Pierre-Noël, 87
Rocheuses (montagnes), 181
Rome, 135, 334
Rosaire (Ligne du), 227
Rotary (club), 55, 305, 311, 319
Rouen (journaux), 333
Rousseau, Arthur, 267
Routhier, A.-B., 336
Roy, Pierre-Georges, 151
Roy, (le Chemin du), 117
Royal Electric Co., 190
Rural Light, Heat & Power, 147
Russell, A. J., 78, 120, 124, 125
Russes, 28
Russie, 88
Russie soviétique, 282
Ryan, R., 265
Ryan, William, 129, 143, 187, 211, 218, 259, 260
- Sabbaton, Frederick A., 186
Saguenay, 8, 125, 135, 139, 142, 155, 292, 370, 381
Saint-Arnaud, Samuel, 214
Saint-Barnabé, 40, 56, 148
Saint-Barthélemi, 66

- Saint-Boniface, 44, 68, 89, 90, 137, 138, 145, 190
 Saint-Bruno-de-Guigues, 56
 Saint-Casimir, 148
 Saint-Célestin, 40, 41, 48, 119, 124
 Saint-Célestin (journal), 377
 Saint-Célestin,
 Saint-Christophe (île), 231, 306
 Saint-Didace, 35, 43, 120
 Saint-Edmond de l'O.F.C. (cour), 269
 Saint-Edouard, 323
 Saint-Étienne, 63, 120
 Saint-Eustache, 163
 Saint-François (Port), 109, 114, 117
 Saint-François-d'Assise (paroisse), 277
 Saint-François-Xavier (bibliothèque) 345
 Saint-Grégoire, 27, 39, 70, 74, 93, 94, 117, 137
 Saint-Hilaire de Rouville, 246
 Saint-Hyacinthe, 69, 130, 134, 137, 163, 172, 173, 246
 Saint-Jean, 172
 Saint-Jean (lac), 118, 124, 125, 135, 136, 139, 142, 143, 154, 155, 181, 208, 280, 370, 381
 Saint-Jean-Baptiste, 42, 318, 322, 323, 325, 352
 Saint-Jean-Baptiste (défilé de la), 121, 269, 270, 304, 322, 323, 372
 Saint-Jean-Baptiste (parc, plateau), 235
 Saint-Jean-de-Brébeuf (paroisse), 277
 Saint-Jean-des-Piles (caisse populaire, village), 117, 271
 Saint-Joseph-de-Mékinac, 120
 Saint-Joseph-du-Nord, 56
 Saint-Justin, 43, 45, 54, 62, 121, 140, 252, 318, 332, 335, 341
 Saint-Lambert, 124
 Saint-Laurent (exposition de la Vallée du), 70
 Saint-Laurent (grande exposition canadienne de la Vallée du), 71
 Saint-Laurent (fleuve), 3, 23, 24, 25, 37, 78, 95, 102, 103, 104, 106, 107, 113, 127, 130, 134, 160, 166, 252, 262, 293, 306, 308, 371
 Saint-Laurent (rue), 311
 Saint-Laurent (vallée), 70, 71, 93, 199
 Saint-Léon, 119
 Saint-Louis (coteau, quartier), 62, 70
 Saint-Louis-de-France (carrière), 259
 Saint-Louis-de-Nédelec, 56
 Saint-Luc-de-Vincennes, 120
 Saint-Maurice (circonscription électorale), 35
 Saint-Maurice (comté), 3, 26, 33, 34, 40, 49, 52, 70, 76, 77, 80, 122, 124, 137, 138, 151, 152, 162, 173, 178, 182, 183, 208, 243, 271, 273, 295, 300, 301, 313, 318, 373
 Saint-Maurice (les Forges du), 29, 76, 86, 87, 90, 92, 93, 106, 117, 245
 Saint-Maurice (paroisse), 88
 Saint-Maurice (rives, rivière), 24, 25, 29, 37, 47, 49, 51, 78, 79, 86, 90, 101, 102, 103, 104, 108, 111, 117, 118, 120, 134, 136, 142, 146, 150, 160, 165, 166, 181, 182, 183, 188, 189, 193, 195, 196, 197, 199, 205, 209, 213, 226, 228, 229, 230, 234, 238, 240, 251, 272, 281, 292, 293, 298, 306, 313, 314, 338, 348, 364, 375, 376
 Saint-Maurice (rue), 228
 Saint-Maurice (vallée du), 49, 50, 89, 101, 126, 139, 198, 201, 202, 208, 209, 216, 238, 261, 280, 294, 297, 298, 302, 311, 312, 313, 329, 368, 373, 375, 376
 Saint-Michel-des-Saints, 51
 Saint-Narcisse (centrale de), 146, 313, 375
 Saint-Narcisse (histoire, village), 65, 120, 190, 191, 305, 324
 Saint-Office, 334
 Saint-Paul (rue), 228
 Saint-Paul de Grand-Mère (paroisse), 187
 Saint-Paulin, 44, 182, 366
 Saint-Père (Rameau de), 334
 Saint-Philippe (quartier, rue), 168, 311
 Saint-Pie-X (paroisse), 277
 Saint-Pierre (lac), 37, 75, 95, 104, 105 106, 370
 Saint-Pierre (paroisse), 211
 Saint-Pierre-les-Becquets, 34, 152, 370
 Saint-Prosper, 39
 Saint-Quentin (île), 306, 325
 Saint-Sacrement (paroisse), 277
 Saint-Sauveur (église) 258
 Saint-Sévère, 40, 41, 65, 119
 Saint-Séverin, 56
 Saint-Stanislas, 33, 118, 136, 148
 Saint-Tite, 62, 89, 118, 120, 135, 138, 139, 142, 145, 153, 183
 Saint-Tite (les Forges de), 89
 Saint-Zénon, 51
 Saint-Zéphirin, 117, 127, 300
 Sainte-Angèle (rue), 228
 Sainte-Angèle-de-Laval, 95, 114, 115, 121, 122, 124, 127, 148, 154, 238
 Sainte-Anne (rivière), 117
 Sainte-Anne (seigneurie), 49
 Sainte-Anne-de-la-Pérade, 34, 39, 109, 119, 124, 153, 177, 300, 305, 370
 Sainte-Anne-des-Lacs (église de), 346
 Sainte-Brigitte, 300
 Sainte-Cécile (rue), 228
 Sainte-Cécile-de-Lévrard, 120
 Sainte-Eulalie, 152
 Sainte-Flore, 49, 51, 79, 91, 117, 121, 152, 160, 177, 182, 184, 214, 340, 375
 Sainte-Geneviève-de-Batiscan, 39, 40, 41, 43,

- 44, 70, 86, 88
 Sainte-Marguerite (Coopérative), 277, 337
 Sainte-Marguerite (paroisse), 276
 Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, 235
 Sainte-Monique, 57
 Sainte-Ursule, 142, 144, 182, 222
 Sainte-Ursule (quartier), 311
 Sanctuaire Notre-Dame-du-Cap, 263
 Santa Claus, 342
 Sartre, Jean-Paul, 335
 Scandinaves, 28
 Scierie Baptist, 230
 Sécession (la Guerre de), 40
 Seigneurie Sainte-Anne, 49
 Séminaire de Nicolet, 31, 39, 55, 58, 344
 Séminaire Saint-Antoine, 32
 Séminaire Saint-Joseph, 32, 58, 228, 238, 252, 302, 305, 327, 332, 333, 343, 344, 357, 372, 380
 Sénat canadien, 33
 Sénateur Thibodeau, 190
 Sénécal, Louis-Adélard, 114, 130, 157
 Sertillanges, Père Antonin-Gilbert, 335
 Service de colonisation du Canadien National, 54
 Shakespeare, William, 335, 365
 Shaughnessy, Sir Thomas, 112
 Shawenegan (chutes), 140, 331, 332
 Shawenegan (division), 33, 79
 Shawenegan (paroisse), 49, 90, 189, 190
 Shawinigan, 22, 26, 28, 30, 31, 32, 33, 71, 88, 93, 117, 121, 122, 125, 126, 134, 136, 137, 139, 146, 147, 148, 151, 152, 154, 157, 161, 175, 184, 186, 189, 190, 191, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 218, 219, 220, 221, 225, 236, 240, 243, 246, 251, 252, 261, 269, 270, 274, 278, 279, 280, 281, 283, 295, 296, 297, 299, 300, 303, 320, 328, 329, 336, 338, 356, 361, 362, 364, 365, 369, 375, 376, 377
 Shawinigan Carbide, 193, 205, 206
 Shawinigan Chemicals Ltd., 206, 221
 Shawinigan Cotton Co. Ltd, 206, 296
 Shawinigan Falls, 189, 194, 201, 202, 207, 219, 240, 298, 299, 312, 320
 Shawinigan Foundry, 220
 Shawinigan Light & Power Co., 190
 Shawinigan Water & Power Co., 9, 112, 122, 146, 152, 161, 190, 191, 192, 193, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 217, 222, 276, 293, 312, 319, 329, 345, 364
 Shawinigan-Sud, 30, 246
 Shea, W. Joseph, 76, 244, 245
 Sheffield, 91
 Shepherd, Beaumont, 192
 Sherbrooke (comté, diocèse, ville), 35, 69, 117, 124, 157, 193, 240, 300
 Sibérie, 183
 Signay, monseigneur, 127
 Sieur de Laviolette, 245, 303, 304, 308
 Sirois, D.-M., 40
 Site historique Platon, 178, 304, 306
 Smardon & Son, 170, 180, 299, 325, 343
 Smith, Julian Cleveland, 147, 157, 200, 201, 204, 213, 319, 362
 Société d'agriculture, 60
 Société d'agriculture du comté de Maskinongé, 66
 Société d'histoire régionale, 307, 311
 Société d'industrie laitière de la province de Québec, 67
 Société de navigation du lac Saint-Pierre, 114
 Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, 305
 Société des Artisans Canadiens-français, 268, 269
 Société Le Flambeau, 337
 Société Saint-Jean-Baptiste, 149, 150, 325, 380
 Société St. Lawrence, Lower Laurentian & Saguenay, 135
 Somerset, 294
 Sorel, 124, 130, 134, 145, 147, 149
 Sorel (îles de), 105
 Sorel (port) 109
 St. Andrew's, 136
 St. Catharines, 225
 St. Lawrence & Atlantic Ry., 157
 St. Lawrence Pulp & Paper, 230, 261, 268, 274
 St. Lawrence, Lower Laurentian & Saguenay (Société), 135
 St. Maurice Construction Ltd., 196
 St. Maurice Cotton, 266
 St. Maurice Forest Protective Association Ltd., 81
 St. Maurice Foundry and Machine Co., 169
 St. Maurice Iron, 90
 St. Maurice Lumber, 177, 229, 230
 St. Maurice Paper Co. Ltd, 186, 206, 227, 238, 253, 255
 St. Maurice Railway & Steam Navigation Co., 134
 St. Maurice Tool & Axe Works Ltd., 170
 St. Maurice Valley Corp., 185, 186, 206, 208, 227
 St. Maurice Valley Ry., 137, 154, 196
 St. Regis Paper Co., 238
 Stanford, 117
 Statue Pierre Boucher, 321
 Statut de Westminster, 327
 Stendhal, 335
 Stobbs, 108
 Strathcona, Lord, 184
 Suède, 88, 226

- Suédois, 28, 91, 217, 226
 Sully-Prud'homme, 334
 Sulte, Benjamin, 92, 93, 135, 257, 303, 304, 305, 321
 Sun Life, 270
 Sun Trust, 228
 Syndicat agricole, 358
 Syndicat d'initiative de la Vallée du Saint-Maurice, 282, 283
 Syndicat d'initiative, 364
 syndicat des cultivateurs, 62
 Syriens (Libanais), 28, 319

 T. Pringle & Son, 194
 Taché, J.-C., 303
 Tadoussac, 142
 Talon (intendant), 86
 Tampa, 345
 Tanghe, Raymond, 209, 210, 277
 Taschereau (Gouvernement), 122, 351
 Taschereau, Louis-Alexandre, 125, 200, 201, 219
 Taschereau, monseigneur Elzéar-Alexandre, 143
 Tebbutt, John, 111, 170, 287
 Tebbutt Shoe & Leather Co., 231, 253
 Témiscamingue, 51, 56, 143
 Terminus Garneau, 213
 Terrasse Lavérendrye, 311
 Terrasse Turcotte, 311
 Terres de la Couronne, 41, 78, 124, 125, 226
 Terres et Forêts (ministère des), 190
 Territoires du Nord-Ouest, 44
 Tessier, abbé Albert, 5, 58, 59, 81, 82, 83, 85, 93, 126, 177, 234, 246, 262, 263, 277, 303, 306, 307, 308, 309, 311, 312, 319, 332, 335, 337
 Tessier, abbé Armand-S., 263, 265
 Tessier, Auguste, 237
 Tessier, J.-Adolphe, 124, 148, 149, 153, 241, 242, 260, 266, 302, 322, 347, 348, 365
 The Foster Line, 141
 The Nicolet Steamboat Co., 114
 Théâtre Bijou, 252
 Thibaud, Jacques, 336
 Thibaudeau, Beaubien & Binette, 170
 Thibodeau, J.-Edmond, 193
 Thibodeau (sénateur), 190
 Three Rivers & Central Ry., 148
 Three Rivers & Western, 135, 136
 Three Rivers Board of Trade, 174
 Three Rivers Business College, 350
 Three Rivers Cotton Co., 167
 Three Rivers Industrial Co., 231
 Three Rivers Lumber, 230
 Three Rivers & North Western Ry., 135, 154
 Three Rivers Pulp & Paper Co., 230, 238
 Three Rivers Realities, 227, 228
 Three Rivers Shipyard Co. Ltd, 227
 Three Rivers Shoe Co., 170
 Three Rivers Traction Co., 137, 312
 Three Rivers Traction, 154
 Three Rivers Tramway, 154
 Three Rivers Water Power Electric, 146
 Tidewater Realities Ltd., 228
 Tidewater Shipbuilding Co., 228, 234
 Timmins, 301
 Timmins, Noah, 230, 238
 Todd, Frederick, 227
 Tomaquah Beach, 251
 Toronto, 74, 170, 227, 232, 243, 296, 316, 330
 Tortue, (Lac-à-la-), 89, 274
 Tourcoing, 210
 Traité de Réciprocité, 67
 Transcontinental, 95, 136, 137, 143, 148, 154, 216, 302
 Travaux publics (ministre des), 127, 145
 Trenet, Charles, 336
 Trépanier, Léon, 55, 264, 276
 Tricentenaire de Trois-Rivières (fêtes du), 274, 299, 303, 307
 Trifluviannie, 312
 Trifluviens, 30, 71, 77, 101, 106, 109, 114, 135, 137, 139, 148, 151, 169, 222, 262, 292, 295, 296, 299, 306, 307, 308, 309, 310, 316, 331, 333, 337, 343, 350, 361
 Trois-Rivières, 3, 5, 30, 31, 32, 35, 41, 43, 50, 51, 52, 57, 60, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 86, 87, 89, 90, 91, 94, 95, 96, 98, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 120, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158, 160, 162, 163, 166, 167, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 188, 190, 191, 192, 195, 198, 199, 203, 206, 207, 216, 217, 222, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 242, 243, 244, 245, 246, 252, 253, 254, 255, 256, 258, 259, 261, 262, 263, 264, 265, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 283, 284, 287, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 309, 312, 314, 316, 317, 318, 319, 320, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 360, 361, 362, 363, 364, 366, 368, 369, 370, 373, 375, 376, 377, 378, 380
 Troy, 108
 Trudeau, P.-E., 153

- Trudel, abbé Hervé (pseudonyme : Parfondeval), 259
 Trudel, abbé Irénée, 63
 Trudel, abbé J.-B., 211
 Trudel, Auguste, 64
 Trudel, chanoine Hervé (pseudonyme : Pierre Des Chutes), 211, 320
 Trudel, François-Xavier-Anselme, 176, 177
 Trudel, Robert, 40
 Truite, (Lac à la), 89
 Turcotte, Arthur, 149, 151, 168, 257, 301
 Turcotte, Joseph Edouard, 77, 78, 87, 88, 108, 141, 149, 150, 151, 152, 153, 157, 331, 340, 350, 365
 Turcotte (Terrasse), 311

 Ungava, 143
 Union Bag Pulp & Paper, 231
 Union catholique des cultivateurs (UCC), 63, 64, 65, 66
 Union musicale, 325, 339
 Union nationale, 153, 301
 Union régionale des Caisses populaires, 271
 Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, 268, 269, 270, 325
 Union Saint-Joseph du Canada, 269
 Union Saint-Pierre, 269, 270
 Union sucrière du Canada, 75
 Unité nationale (convention de l'), 319
 Université de Montréal, 210
 Université de Paris, 332
 Université du Québec à Trois-Rivières, 93
 Université Laval, 372
 University Oxford, 330
 Upton, 152
 Ursulines (les), 31, 305, 348

 Valcartier, 274
 Vallée, D., 324
 Vallée du Saint-Laurent, 70, 71, 93, 199
 Vallée du Saint-Laurent (exposition de la), 70
 Vallée du Saint-Laurent (grande exposition canadienne de), 71
 Vallée du Saint-Maurice, 49, 50, 89, 101, 126, 139, 198, 201, 202, 208, 209, 216, 238, 261, 280, 294, 297, 298, 302, 311, 312, 313, 329, 368, 373, 375, 376
 Vallée du St-Maurice (chemin de fer de la), 240
 Valois, Monique (conte de), 92
 Van Bruyssel, F.C., 206
 Van Horne, Sir William C., 184
 Vanasse, F.-X., 350
 Vanasse, P.-B., 73
 Varennes, 61
 Vatican, 334
 Vautrin (plan), 52
 Verdier (cardinal), 332
 Verhaeren, Émile, 334
 Verlaine, Paul, 334
 Vermont, 141
 Verne, Jules, 217
 Veuillot, François, 317, 335
 Veuillot, Louis, 317, 335
 Vézine (aviateur), 252
 Vicomte d'Hauterive, 252
 Victoire (emprunts de la), 274
 Victoria, 145
 Victoria (bateau), 109
 Victoria, (reine), 329
 Victoriaville, 70, 122, 124, 300, 336, 370
 Victrola, 342
 Vignes (amiral), 331
 Ville-Mont-Royal, 227
 Villeneuve (cardinal), 271
 Voirie (ministère de la), 121, 153, 345
 Volontaire (rue), 311

 Wabasso Cotton Co. Ltd, 160, 206, 225, 236, 239, 251, 260, 267, 268, 280, 293, 296, 348
 Wales (lac), 345
 Warren (comte de), 338
 Waterbury, 91
 Watertown (New York), 238
 Wayagamack Pulp & Paper Co., 112, 186, 226, 230, 234, 236, 237, 251, 253, 274, 348
 Weber, Henri, 256
 Wells, Oliver, 77, 124
 Wendover, 35
 Westminster (statut de), 327
 Weymontachie (réserve), 95
 Weymontachingue, 29, 137
 Whitehead, Charles Ross, 213, 225, 226, 229, 236, 259, 260, 265, 267, 287
 Whitehead, William, 227
 Williams, R.W., 169, 170
 Wilson, D.R., 214, 320, 321, 327, 328
 Wilson, James, 201
 Woburn, 124
 Wölinak (réserve), 29
 Woods Manufacturing Co. Ltd., 226
 Woolworth, 342
 Worcester (Massachusetts), 272, 317
 Worman (consul), 340

 Yamachiche, 27, 40, 41, 43, 58, 65, 88, 109, 119, 147, 173, 182, 308, 339
 Yamaska, 5, 34, 35, 47, 60, 116, 119, 157, 300, 370
 Yankees, 340
 Young, 143

 Zola, Émile, 335
 Zouaves, 61, 322, 331, 332

ANNEXE I

LES MAIRES DE TROIS-RIVIÈRES (1845-1953)

Pierre-Benjamin Dumoulin	1845-1846
Antoine Polette	1846-1853
Pierre-Benjamin Dumoulin	1853-1854
John McDougall	1854-1855
Jean-Baptiste Lajoie	1855-1857
Joseph-Edouard Turcotte	1857-1863
Charles Boucher de Niverville	1863-1865
Sévère Dumoulin	1865-1869
Joseph-Moise Désilets	1869-1872
Joseph-Napoléon Bureau	1872-1873
Télesphore-Eusèbe Normand	1873-1876
Henri-René-Arthur Turcotte	1876-1877
Joseph-Napoléon Bureau	1877-1879
Sévère Dumoulin	1879-1885
Henri-Gédéon Mailhot	1879-1888
J.-E. Hétu	1888-1889
Télesphore-Eusèbe Normand	1889-1894
Philippe-Élisée Panneton	1894-1896
Richard-Stanislas Cooke	1896-1898
Arthur Olivier	1898-1900
Louis-Dosithée Paquin	1900-1902
Nazaire Lefebvre-Denoncourt	1902-1904
Nérée Lenoblet-Duplessis	1904-1905
Louis-Dosithée Paquin	1905-1905
Joseph-Frédéric Bellefeuille	1905-1906
François-Siméon Tourigny	1906-1908
Louis-Philippe Normand	1908-1913
Joseph-Adolphe Tessier	1913-1921
Louis-Philippe Normand	1921-1923
Arthur Bettez	1923-1931
Georges-Henri Robichon	1931-1937
Atchez Pitt	1937-1941
Arthur Rousseau	1941-1949
Joseph-Alfred Mongrain	1949-1953

Source : Alain Gamelin *et al.*, *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, 1984, p. 221.
 Voir également les notices nécrologiques dans les journaux pour la vérification des prénoms.

ANNEXE II

1. INDEX DES NOMS DE SOCIÉTÉS FERROVIAIRES EN RAPPORT AVEC LES PROJETS MAURICIENS

2. FICHES DES PROJETS DE CHEMINS DE FER (MAURICIE)

1. INDEX DES NOMS DE SOCIÉTÉS FERROVIAIRES EN RAPPORT AVEC LES PROJETS MAURICIENS

Arthabaska & Wolfe Counties Ry. Co., 21¹
 Blandford Ry. Co., 28
 Brown Corporation, papetière de La Tuque, 45
 Canadian National Ry. (le « Canadien National »), 31, 32, 39, 40, 51
 Canadian Northern Quebec Ry., 20, 32
 Canadian Northern Ry., 20, 40
 Canadian Pacific Ry. (le « Canadien Pacifique »), 14, 30, 34, 41
 Cap-de-la-Madeleine Ry. Co., 30
 Châteauguay & Northern Ry. Co., 32
 « Chemin de fer du Saint Maurice et du Lac Saint-Jean », 17
 Cie du chemin de fer électrique des Trois-Rivières, Saint-Maurice, Maskinongé et Champlain, 42
 Delaware & Hudson Ry. Co., 31
 Drummond & Arthabaska Ry. Co., 8
 Drummond County Ry. Co., 22
 Eastern Township Ry. Co., 44
 « Embranchement d'Arthabaska », 9, 10, 11
 « Embranchement de Hunterstown », 16
 « Embranchement des Piles », 5
 Grand Trunk Ry. Co. (le « Grand Tronc »), 1, 2, 11
 Great Canadian Northern Ry. Co., 35, 37
 Great Eastern Ry. Co., 19
 Great Northern Ry. of Canada, 15, 20
 Intercolonial Ry. Co. (l'« Intercolonial »), 22
 Lower Laurentian Ry. Co. (les « Basses Laurentides »), 15, 26
 Maskinongé & Nipissing Ry. Co., 24
 Montreal & Atlantic Ry. Co., 12
 Montreal & Sorel Ry. Co., 31
 National Transcontinental Ry. Co. (le « Transcontinental »), 39
 North Shore Ry. Co., 4, 14
 Quebec & Lake St. John Ry. Co., 13, 15
 Quebec & Parry Sound Ry. Co., 29
 Quebec & Richmond Ry. Co., 2
 Quebec & Southern Ry. Co., 31
 Quebec Central Ry., Co., 21, 44
 Quebec, Montreal & Southern Ry. Co., 31
 Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. Co., 4, 5, 14
 Quebec, New Brunswick & Nova Scotia Ry. Co., 40
 Richelieu, Drummond & Arthabaska Counties Ry. Co., 12
 Roberval & Saguenay Ry. Co., 47
 Rural, Light, Heat & Power Co., 38
 Shawinigan Falls Terminal Ry. Co., 36
 Sorel, Drummondville & Richmond Ry. Co., 6
 South Eastern Counties Ry. Co., 12

¹ 21 numéro de la fiche.

21 numéro d'une fiche où le projet est mentionné.

South Shore Ry. Co., 19, 31
St. Lawrence & Atlantic Railroad Co., 1
St. Lawrence & North Western Ry. Co., 18, 25
St. Lawrence & Northern Ry. Co., 35
St. Lawrence, Lower Laurentian & Saguenay Ry. Co., 15
St. Leon Ry. Co., 43
St. Maurice & Eastern Ry. Co., 46
St. Maurice Ry. & Steam Navigation Co., 4, 5, 7
St. Maurice Valley Ry. Co., 41
Three Rivers & Arthabaska Branch Ry. Co., 8, 9
Three Rivers & Central Ry. Co., 50
Three Rivers & North Shore Electric Ry. Co., 33
Three Rivers & North Western Ry. Co., 18
Three Rivers & Western Ry. Co., 27
Three Rivers Traction Co., 49
Three Rivers Tramway Co., 48
Three Rivers Water Power Electric Co., 33
« Trois-Rivières-Acton », 3
« Trois-Rivières-Sainte-Flore », 23

2. FICHES DES PROJETS DE CHEMINS DE FER (MAURICIE)

Année: 1845 1

Nom de la société ferroviaire: St. Lawrence & Atlantic Railroad Co.

Loi constitutive: Province du Canada, 8 Vict. c. 25.

Tracé prévu: Longueuil-Saint-Hyacinthe-Richmond-Sherbrooke et un point sur la frontière joignant le Atlantic & St. Lawrence Ry. Co.

Tracé construit: Longueuil-Saint-Hyacinthe : fin 1848.
Saint-Hyacinthe-Richmond : 1851.

Commentaires: Fusion avec le Grand Tronc 1854 (18 Vict. c. 33). Le Atlantic & St. Lawrence Ry. prolonge la voie du St. Lawrence & Atlantic Railroad Co. jusqu'à Portland, Maine sur l'Atlantique. Le Atlantic & St. Lawrence Ry. fusionne avec le Grand Tronc le 5 août 1853 pour 999 ans. Voir aussi *Le Journal des Trois-Rivières*, 15 juillet 1848, p. 2. Le Grand Tronc est nationalisé en 1919-1920 (10 Geo. V c. 17 et 10-11 Geo. V c. 13) et intégré au réseau du Canadien National en 1923.

Sources: Stevens, 1973, p. 20-22; Dorman, p. 239-240, 540.

Année: 1850 2

Nom de la société ferroviaire: Quebec & Richmond Ry. Co.

Loi constitutive: Province du Canada, 13-14 Vict. c. 116.

Tracé prévu: De Pointe Levi (devant Québec) à Richmond par Arthabaska.

Tracé construit: Ouverture de tout le tronçon en automne 1855.

Commentaires: Fusion avec le Grand Tronc (18 Vict. c. 33) en 1853 (voir la fiche). *Le Journal des Trois-Rivières* suit le projet avec enthousiasme (6 octobre 1849, p. 2; 27 octobre 1849, p. 3; 8 décembre 1849, p. 2). Le Grand Tronc est acquis par le gouvernement fédéral en 1919-1920 et intégré au Canadien National en 1923.

Sources: Stevens, 1973, p. 46; Dorman, p. 239-240, 502.

Année: 1853 3

Nom de la société ferroviaire: « Trois-Rivières-Acton »

- Tracé prévu:** D'un point en face de Trois-Rivières jusqu'à Acton sur le Grand Tronc par Drummondville.
- Tracé construit:** Jamais construit.
- Commentaires:** Projet proposé lors de l'assemblée publique des citoyens de Drummondville tenue le 22 juillet 1853.
- Sources:** *Le Journal des Trois-Rivières*, 6 août 1853, p. 1.

Année: 1853 4

Nom de la société ferroviaire: North Shore Ry. Co.

Loi constitutive: Province du Canada, 16 Vict. c. 100.

Tracé prévu: De Québec à Montréal par la rive nord.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Hector Langevin et Joseph Cauchon font des démarches pour des emprunts à Londres (Young, p. 21) en 1859. En 1870, il y a deux directeurs venants de la région : McDougall, député de Trois-Rivières à Ottawa et J.J. Ross, député de Champlain à Ottawa. D'autres directeurs sont députés à Portneuf et à Québec.

Capitalisation et subventions: La province prête 1 248 634 \$ au North Shore en 1874. Elle acquiert le North Shore l'année suivante sous le nom de Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental. Le conseil municipal de Trois-Rivières offre des subventions en 1853 et en 1859.

Commentaires: Absorbe le St. Maurice Ry. & Steam Navigation Co. en 1857. Le lien ferroviaire est proposé depuis 1847 à Trois-Rivières (*Le Journal des Trois-Rivières*, 4 décembre 1847, p. 3; 24 décembre 1847, p. 3). En 1851, on le propose comme alternative à un projet de Melbourne (Richmond) à un point en face de Trois-Rivières (*Le Journal des Trois-Rivières*, 5 avril 1851, p. 2). Quinze articles paraissent dans *Le Journal des Trois-Rivières* en 1852 et cinq dans *L'Ère Nouvelle*; 17 et quatre respectivement en 1853; dans *L'Ère Nouvelle* encore, un en 1854, quatre en 1855, deux en 1856 et sept en 1857 alors qu'on croit que le projet est sur le point de se réaliser. *L'Écho du Saint-Maurice* prend le relais en 1858-1859 (dix articles), et *l'Inquirer* l'année suivante (3 octobre 1860, p. 2).

Sources: Dorman, p. 436; Young, p. 6-16, 21, 55-56, 59-60, 62-63, 65-66, 70-73.

Année: 1853 5

Nom de la société ferroviaire: « Embranchement des Piles ».

Tracé prévu: De Trois-Rivières aux Grandes-Piles du côté est du Saint-Maurice.

Tracé construit: En 1878 par le Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. Co.

Nom des promoteurs: J.-Edouard Turcotte multiplie les démarches de 1854 à 1857. Le projet est repris par le North Shore, puis par le Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. Co.

Commentaires: Voir la fiche de Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. Co. Il est abondamment question de ce tronçon dans les journaux trifluviens à partir de 1853. *L'ère Nouvelle*, 2 novembre 1853, p. 2 et *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 décembre 1853, p. 2; éditorial de *L'Ère Nouvelle*, 1^{er} mars 1854, p. 2. Lettre de G.A. Bourgeois à J.E. Turcotte parue le 21 juin 1854, p. 1. *L'Écho du Saint-Maurice* favorise le tracé à l'ouest du Saint-Maurice en 1858 (11 novembre 1858, p. 2, deux articles). Cette proposition est reprise en 1864 par *L'Ère Nouvelle* (29 septembre 1864, p. 2). *Le Journal des Trois-Rivières* multiplie les articles à partir de 1868 (deux en 1868, deux en 1869, trois en 1870, deux en 1872 et trois en 1873). Il est fait mention que le Conseil de ville trifluvien versera 100 000 \$ à condition que la voie soit construite du côté ouest. Voir aussi la fiche du St. Maurice Ry. & Steam Navigation Co.

Sources: *La Vallée du Saint-Maurice*, p. 26-27. Albert Tessier, « Un chemin montant, malaisé... » *Cahiers des dix*, 20, 1955, p. 116-117 pour l'inauguration.

Année: 1855 6

Nom de la société ferroviaire: Sorel, Drummondville & Richmond Ry. Co.

Loi constitutive: Province du Canada, 18 Vict. c. 183.

Tracé prévu: De Sorel à Richmond par Drummondville.

Tracé construit: Jamais construit.

Sources: Dorman, p. 565.

Année: 1857 7

Nom de la société ferroviaire: St. Maurice Ry. & Steam Navigation Co.

Loi constitutive: Province du Canada, 20 Vict. c. 149.

Tracé prévu: De Trois-Rivières aux Grandes-Piles (chemin de fer) et de Grandes-Piles en amont (bateau à vapeur).

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: En 1857, A. Stuart, Jos. Hamel, J.-B. Renaud, C. Alleyn, J. Cauchon, F. Evanturel, E. Chinic, N. Casault, G.-H. Simard, G. Simpson, J.-O. Bureau, F. Baby (directeurs du North Shore), J.-Edouard Turcotte, Louis Désaulniers, Antoine Polette, Jos. Thibaudeau et G.O. Stuart.

Capitalisation et subventions: 1 500 000 d'acres de terrain en 1856 par la Province du Canada.

Commentaires: Fusionne avec le North Shore Ry. Co. en 1858 afin de constituer le North Shore Railway & St. Maurice Navigation Co.

Sources: Dorman, p. 437; Young, p. 17-18, 66-67.

Année: 1860 8

Nom de la société ferroviaire: Drummond & Arthabaska Ry. Co.

Loi constitutive: Province du Canada, 23 Vict. c. 111.

Tracé prévu: Chemin de fer ou tramway d'un point du Grand Tronc dans Bagot ou Drummond à un point sur le Three Rivers & Arthabaska Branch Ry. Co.

Tracé construit: Jamais construit.

Sources: Dorman, p. 188.

Année: 1860 9

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers & Arthabaska Branch Ry. Co.

Loi constitutive: Inexistante.

Tracé prévu: D'un point en face de Trois-Rivières à Arthabaska sur le Grand Tronc.

Tracé construit: Jamais construit par cette société.

Commentaires: Mentionnée sur la charte de Drummond & Arthabaska.

Sources: Dorman, p. 188.

Année: 1864 10

Nom de la société ferroviaire: « Embranchement d'Arthabaska ».

Commentaires: Voir le Grand Tronc.

Année: 1864 pour le tronçon. 11

Nom de la société ferroviaire: Grand Trunk Ry. Co. (francisé partout en « Grand Tronc »).

Loi constitutive: Province du Canada, 18 Vict. c. 33 (charte de 1854-1855).

Tracé prévu: De Doucet's Landing en face de Trois-Rivières à Arthabaska.

Tracé construit: Complété en 1864.

Nom des promoteurs: J.-Edouard Turcotte multiplie les démarches à partir de 1854. Il a l'appui du député maire Antoine Polette.

Capitalisation et subventions: Le Conseil municipal de Trois-Rivières offre une subvention au Grand Tronc en 1859.

Commentaires: On annonce les débuts des travaux d'arpentage en 1855 (*L'Ère Nouvelle*, 17 décembre 1855, p. 2) mais il n'y a pas de suite. L'année suivante, *L'Écho du Saint-Maurice* propose plutôt le tracé Richmond-Doucet's Landing (23 avril 1858, p. 2). Le tronçon est finalement ouvert fin 1864 (*L'Ère Nouvelle*, 1^{er} décembre 1864, p. 2); Turcotte vient de décéder. La voie porte le nom de Chemin de fer Turcotte (*Le Journal des Trois-Rivières*, 13 juin 1865, p. 2). Par contre, le mérite de sa réalisation est attribué à Antoine Polette, *Le Journal des Trois-Rivières*, 14 avril 1887, p. 2-3. Le Grand Tronc est nationalisé par Ottawa en 1919-1920 et intégré au Canadien National en 1923.

Année: 1869 12

Nom de la société ferroviaire: Richelieu, Drummond & Arthabaska Counties Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 32 Vict. c. 56.

Tracé prévu: D'un point du Grand Tronc à un point sur l'embranchement de Trois-Rivières et Arthabaska avec un lien avec la ville de Sorel.

Tracé construit: Sorel-Drummondville-L'Avenir (en 1871), chemin à lisse de bois.

Nom des promoteurs: Edward John Hemming, député de Drummond-Arthabaska à Québec (1867-1871) et Louis-Adélarde Sénécal, député de la même circonscription à Ottawa (1867-1872). Le chiffre d'affaires de Sénécal est évalué à trois millions par année en 1867.

Commentaires: Fusion avec le South Eastern Counties, en 1872 (36 Vict. c. 51) après l'ouverture de la ligne Sorel-Drummondville-L'Avenir en 1871. En 1875, remplacement des lisses par des rails d'acier. En 1891, incorporation du Montreal & Atlantic qui reprend le South Eastern Counties la même année. Les rails sont arrachés et la ligne Sorel-L'Avenir disparaît aussitôt.

Sources: Dorman, p. 566; Gervais, p. 447.

Année: 1870 13

Nom de la société ferroviaire: Quebec & Lake St. John Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 34 Vict. c. 24.

Tracé prévu: De Québec au Lac Saint-Jean par Rivière-à-Pierre.

Tracé construit: Jusqu'à Saint-Raymond (novembre 1884), Roberval (décembre 1888) et Chicoutimi (automne 1892).

Commentaires: Reçoit l'appui du clergé de Québec et de l'Assemblée législative. Deux tracés sont proposés, l'un par la vallée du Saint-Maurice et l'autre par la vallée de la Batiscahan. C'est le second qui a été retenu. Le Quebec & Lake St. John devient une filiale du Canadian Northern lequel est nationalisé par Ottawa en 1917 (7-8 Geo. V c. 24) et intégré au Canadien National six ans plus tard.

Sources: Dorman, p. 498-501; Stevens, p. 336.

Année: 1875 14

Nom de la société ferroviaire: Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 30 Vict. c. 2.

Tracé prévu: Montréal-Trois-Rivières-Québec; Trois-Rivières-Les Piles.

Tracé construit: Québec-Trois-Rivières, décembre 1877; Trois-Rivières-Louiseville, mars 1878; Louiseville-Montréal, mars 1879. (Le retard à la construction du dernier tronçon est imputable au conflit touchant le tracé de l'entrée à Montréal depuis l'Assomption. Cf. Marcel Hamelin, p. 263-267 et Brian Young, p. 94-102.)

Nom des promoteurs: Propriété de la Province de Québec, une commission supervise les travaux de construction. Henri-Gédéon Mailhot de Trois-Rivières en est membre.

Commentaires: Vente au North Shore (Dorman, p. 437) en 1882. (45 Vict. c. 20). *Le Constitutionnel* appuie la transaction contrairement au *Journal des Trois-Rivières*. En 1885, le gouvernement canadien acquiert le North Shore et le transfère au Canadien Pacifique selon les termes de l'accord du 19 septembre 1885 entériné par la Loi 49, Vict. c. 9, section 6, 1886. Pour le tronçon Trois-Rivières-Grandes-Piles, voir la fiche « Embranchement des Piles ». L'élection de 1884 se fait en partie sur la question de la vente du chemin de fer. Cf. *Le Clairon*, 28 mars 1884, p. 2; *La Liberté*, 4 octobre 1884, p. 2.

Sources: Dorman, p. 512; Young, p. 85-88, 125-137.

Année: 1878 15

Nom de la société ferroviaire: St. Lawrence, Lower Laurentian & Saguenay Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 41 Vict. c. 48.

Tracé prévu: D'un point entre Trois-Rivières ou Batiscan et le Lac Saint-Jean.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Dr H. Trudel, président; Télesphore-Eusèbe Normand, vice-président; P.-B. Vanasse et Philippe-Élisée Panneton parmi les directeurs.

Commentaires: Devient le Lower Laurentian Ry. Co. en 1888. Dorman, p. 340-341, (51-52 Vict. c. 108). Un autre tracé avait été proposé plus au nord par la rivière Jeannotte. Voir Gervais, p. 243. En 1892-1893, on se propose de construire le tronçon Saint-Tite-Jct.-Trois-Rivières mais sans résultat. Le Lower Laurentian est acheté par le Quebec & Lake St. John en 1895, et transféré au Great Northern en 1900. Il est nationalisé en 1917 et intégré au Canadien National en 1923.

Sources: Dorman, p. 340; Stevens, p. 345-346; Gervais, p. 242-245; *Le Journal des Trois-Rivières*, 14 mars 1881, p. 2, 24 mars 1881, p. 2, 28 mars 1881, p. 2, 4 mars 1881, p. 2, 21 avril 1881, p. 2, 25 avril 1881, p. 2; *La Liberté*, 4 octobre 1884, p. 2; *Le Journal des Trois-Rivières*, 20 juin 1887, p. 2, 20 octobre 1887, p. 2 (historique complet). Georges Balcer appuie le projet avec enthousiasme (*op. cit.*, p. 58).

Année: 1880 16

Nom de la société ferroviaire: « Embranchement de Hunterstown ».

Loi constitutive: Inexistante.

Tracé prévu: De Louiseville à Hunterstown (Saint-Paulin) et, dans une phase ultérieure, jusqu'à Saint-Gabriel-de-Brandon vers l'ouest et les Piles vers l'est.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Le député provincial conservateur de Maskinongé (1878-1887), Edouard Caron.

Capitalisation et subventions: 40 000 \$ de souscrit en février 1881, sur un montant de 200 000 \$ jugé nécessaire.

Commentaires: Projet connu par une série d'articles parus dans *Le Courrier de Maskinongé*. « Un ami du progrès » de Saint-Paulin signe des lettres datées du 10 février 1881, 22 février 1881 et mars 1881. Il énumère les richesses actuelles et futures de la région de Saint-Paulin et fait référence aux projets du curé Labelle.

Sources: *Le Courrier de Maskinongé*, 16 décembre 1880, p. 2, 17 février 1881, p. 2, 10 mars 1881, p. 2.

Année: 1882 17

Nom de la société ferroviaire: « Chemin de fer du Saint-Maurice et du Lac Saint-Jean ».

Tracé prévu: De Trois-Rivières au Lac Saint-Jean.

Tracé construit: Jamais incorporé et jamais construit.

Commentaires: Avis public daté du 27 novembre 1882 passé dans les journaux : « Demande pour la passation de l'acte incorporant le chemin de fer du Saint-Maurice et du Lac Saint-Jean ».

Sources: *Le Journal des Trois-Rivières*, 11 janvier 1883.

Année: 1882 18

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers & North Western Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, Vict. c. 54.

Tracé prévu: De Trois-Rivières à un point sur la Mattawin près du lac des Pins.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Napoléon Bureau, président, maire de Trois-Rivières 1872-1873, 1877-1879.

Capitalisation et subventions: Le premier ministre Mercier promet à Bureau une aide de 10 000 acres par mille construit en 1887; l'aide fédérale est refusée.

Commentaires: En 1888 devient le St. Lawrence & North Western Ry. Co. (51-52, Vict. c. 96). Voir la fiche du St. Lawrence & North Western Ry. Co.

Sources: Gervais, p. 246 note 38; Dorman, p. 540. Voir *La Vallée du Saint-Maurice et ses avantages...*, p. 29-30.

Année: 1882 19

Nom de la société ferroviaire: Great Eastern Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 45 Vict. c. 71, incorporée le 17 mai 1882 selon Stevens, p. 328.

Tracé prévu: De Dundee (en face de Cornwall) passant par Sorel, Nicolet jusqu'en face de Québec.

Tracé construit: En 1889 début des travaux à deux endroits : de Yamaska vers l'est et de la rivière Nicolet vers l'est.

Nom des promoteurs: C.N. Armstrong est entrepreneur en 1889.

Commentaires: Voir la fiche du South Shore Ry. Co.

Sources: Dorman, p. 242; Stevens, p. 328; *Le Journal des Trois-Rivières*, 7 novembre 1887, p. 2, 10 septembre 1888, p. 2 (lettre de l'évêque de Nicolet), 31 octobre 1889, p. 2 (appui de l'évêque).

Année: 1883 20

Nom de la société ferroviaire: Great Northern Ry. of Canada (appelé Grand Nord dans les journaux).

Loi constitutive: Province de Québec, 46 Vict. c. 87 du 30 mars 1883.

Tracé prévu: De St. Andrew's aux Piles par les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, L'Assomption, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice et Champlain, selon un tracé au pied des Laurentides.

Tracé construit: De 1894 à 1900 entre Joliette et Grand-Mère; à partir de l'est de la ligne des Piles jusqu'au Saint-Maurice à l'automne 1894; jusqu'à Grand-Mère en

février 1895 afin de desservir la papeterie Laurentide; jusqu'à Saint-Boniface à l'usine des Burrill à la fin de l'été 1898. Une ligne secondaire de quatre milles part de Sainte-Flore afin de desservir les usines de Shawinigan au printemps 1899. À partir de l'ouest, la ligne Joliette-Saint-Boniface est complétée en 1898.

Nom des promoteurs: Incorporé par Armstrong (Stevens, p. 335). Il prévoyait étendre la ligne jusqu'au Lac Saint-Jean (Stevens, *ibid.*).

Capitalisation et subventions: C.N. Armstrong a financé le projet en fragmentant les demandes de subventions par tronçons de faible longueur. Ainsi il obtint 27 subventions en argent ou en terrains du fédéral, de la province et des municipalités de 1884 à 1900 (voir Stevens, p. 340-341). Le Great Northern Ry. of Canada passe aux mains du Canadian Northern le 2 mai 1903. Ce dernier fusionne avec le Lower Laurentian, le Châteauguay et quelques autres pour former le Canadian Northern Quebec Ry. Co. le 19 juillet 1906.

Sources: Dorman, p. 244; Thomas Boucher, p. 104-106; Stevens, p. 340-341, 344-345; Gervais, p. 240-241.

Année: 1886 21

Nom de la société ferroviaire: Arthabaska & Wolfe Counties Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 49-50 Vict. c. 84.

Tracé prévu: De Victoriaville à un point sur le Quebec Central Ry. dans le comté de Wolfe.

Tracé construit: Jamais construit.

Sources: Dorman, p. 30.

Année: 1886 22

Nom de la société ferroviaire: Drummond County Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 49-50 Vict. c. 81 du 21 juin 1886.

Tracé prévu: 53 milles de Sainte-Rosalie sur le Grand Tronc à Aston Jct. par Drummondville.

Tracé construit: Début de la construction des deux côtés de Drummondville en 1887. On décide de prolonger le tracé jusqu'à Nicolet d'un côté et à la rivière Chaudière de l'autre.

Commentaires: Le tronçon de Sainte-Rosalie au quai de Nicolet est ouvert en

décembre 1890. L'autre tronçon, jusqu'à la rivière Chaudière est complété le 1^{er} mars 1898. L'ensemble est acquis le 11 janvier 1899 par le gouvernement canadien afin de relier l'Intercolonial à Montréal. Un autre tronçon prévu de Carmel Hill jusqu'à Arthabaska est commencé en 1892. Le projet est abandonné quand le pont de la rivière Nicolet-Nord-Est est emporté par la crue des eaux.

Sources: Dorman, p. 188-189; Gervais, p. 322; Stevens, p. 354; Bellemare, p. 309-314.

Année: 1886 23

Nom de la société ferroviaire: « Trois-Rivières-Sainte-Flore ».

Tracé prévu: De Trois-Rivières à un point sur le Lower Laurentian par Saint-Étienne et Sainte-Flore.

Tracé construit: Jamais construit.

Commentaires: Résolution d'une assemblée tenue à Saint-Boniface le 26 décembre 1886.

Sources: *Le Journal des Trois-Rivières*, 5 janvier 1887, p. 2.

Année: 1886 24

Nom de la société ferroviaire: Maskinongé & Nipissing Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 49 Vict. c. 79.

Tracé prévu: De Louiseville ou Maskinongé vers Saint-Michel-des-Saints, la rivière Gatineau et le lac Nipissing en Ontario.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Directeurs provisoires: Thomas W. Ferry, James J. White, B.H. Talbott, D^r Laurent Grenier. À l'assemblée préliminaire du 21 novembre 1885, les associés étaient le curé Edouard Béliveau, l'ancien curé J.-A. Mayrand, le vicaire Arsène Béliveau, le docteur Laurent Grenier, le notaire G.A.F. Fusey, P. Grenier, rentier et P. Lessard, marchand, tous de Sainte-Ursule.

Capitalisation et subventions: Capital-actions de 100 000 \$ - 240 000 acres par la province de Québec.

Commentaires: Dorman, p. 356. Le 1^{er} mai 1886, une délégation composée entre autres de l'abbé Béliveau, du docteur Grenier de Sainte-Ursule et de Gédéon

Désilets, directeur du *Journal des Trois-Rivières*, rencontre Langevin et Chapleau à Ottawa. On considère encore le projet comme sérieux en 1890.

Sources: Dorman, p. 356, Germain Lesage, *Histoire de Louiseville ...* p. 263, p. 259, *Le Journal des Trois-Rivières*, 16 septembre 1886, p. 2, 14 juillet 1887, p. 4, 3 mai 1888, p. 2; *Le Trifluvien*, 28 mai 1890, p. 3; Deschesnes, *Souvenances ...* p. 248-249; *Le chemin de fer Maskinongé et Nipissing ...*

Année: 1887 25

Nom de la société ferroviaire: St. Lawrence & North Western Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 51-52 Vict. c. 96.

Tracé prévu: De Trois-Rivières à la rivière Outaouais près de l'embouchure de la Mattawa.

Tracé construit: Jamais construit. En novembre 1887, des travaux de terrassement avaient débuté à l'ouest de Trois-Rivières mais sans suite.

Nom des promoteurs: Jos. Reynar, président; Edmond Blais, F.-S. Tourigny et Charles Pagé, directeurs.

Commentaires: En 1893, le projet est autorisé jusqu'à la baie Géorgienne en Ontario par 56 Vict. c. 3 section 3. Voir Gervais, p. 246 note 38. En avril 1889, Jos. Reynar demande 2 000 \$ par mille construit au conseil de ville trifluvien (*Le Journal des Trois-Rivières*, 8 avril 1889, p. 2). Les contribuables acceptent par 78 voix de majorité que le conseil accorde 30 000 \$ à « La Cie du chemin de fer de Reynar » (*Le Journal des Trois-Rivières*, 17 juin 1889, p. 2). Le projet tombe en 1890. Dans *Le Journal des Trois-Rivières*, 2 juin 1890, p. 2, le candidat conservateur T.B. Normand fustige Arthur Turcotte, son adversaire, contre le projet.

Sources: Gervais, p. 246; *La Sentinelle*, 12 juillet 1887, p. 2; *Le Journal des Trois-Rivières*, 7 novembre 1887; *La Paix*, 10 novembre 1887, p. 1, 15 novembre 1887, p. 2, 7 février 1888, p. 2, 15 mai 1888, p. 2; *Le Trifluvien*, 4 mai 1889, p. 3, 12 juin 1889, p. 2-3, 14 août 1889, p. 2.

Année: 1888 26

Nom de la société ferroviaire: Lower Laurentian Ry. Co. (toujours nommée Basses Laurentides dans les journaux).

Loi constitutive: Canada, 51-52, Vict. c. 108.

Tracé prévu: Voie de 39 milles de Rivière-à-Pierre sur le Quebec & Lake St. John à Proulx Jct. à l'est des Grandes Piles.

Tracé construit: Voie ouverte en novembre 1891.

Nom des promoteurs: Nouveaux promoteurs en novembre 1889 : C.A. Scott (ancien gérant du chemin de fer du Nord), M. John Eno de Québec et George R. Howell (Gervais, p. 247), R. Kiernan (vice-président) et Henry E. Hart de Trois-Rivières jouent un rôle important vers 1890 avec Philippe-Élisée Panneton.

Commentaires: Voir la fiche du St. Lawrence, Lower Laurentian & Saguenay Ry. Co. Fusion officielle le 28 novembre avec le Great Northern quoique déjà citée comme faisant partie du Great Northern en 1897. Cf. Stevens, p. 346 (60 Vict. c. 4 sections 8 et 9). Cette rumeur circule depuis 1890 (cf. *Le Journal des Trois-Rivières*, 6 novembre 1890, p. 1). « Grand Nord » est l'expression utilisée à l'époque (*Le Trifluvien*, 15 mai 1894, p. 3, 25 octobre 1895, p. 3.) À partir de 1889, il est question que la voie soit prolongée jusqu'à Trois-Rivières. En 1891, le Lower Laurentian est autorisé à construire une voie de Sainte-Thècle à La Tuque. Les deux projets avortent en 1892.

Sources: Dorman, p. 340-341; Stevens, p. 345; *Le Trifluvien*, 31 août 1889, p. 3; *Le Journal des Trois-Rivières*, 2 septembre 1889, p. 2, 21 novembre 1889, p. 2, 23 décembre 1889, p. 2, 3 janvier 1890, p. 2; *Le Trifluvien*, 8 janvier 1890, p. 2, 9 janvier 1890, p. 2; *Le Journal des Trois-Rivières*, 18 janvier 1890, p. 2, 20 février 1890, p. 2, 3 mars 1890, p. 2, 17 mars 1890, p. 2, 24 mars 1890, p. 3; *Le Trifluvien*, 4 novembre 1891, p. 2, 19 octobre 1892, p. 2.

Année: 1889 27

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers & Western Co. Ry.

Loi constitutive: Canada, 52 Vict. c. 64.

Tracé prévu: De Trois-Rivières à un point sur le Nipissing & James Bay par le bassin de la Rivière Rouge et le sud du lac Kakebonga.

Tracé construit: Jamais construit.

Sources: Dorman, p. 585.

Année: 1892 28

Nom de la société ferroviaire: Blandford Ry. Co.

Loi constitutive: Dorman ne la mentionne pas.

Tracé prévu: De Bulstrode ou Sainte-Eulalie sur l'embranchement d'Arthabaska à Maddington, avec une ligne secondaire à partir de Saint-Pierre-les-Becquets, terminus à la rivière Du Chêne.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Madame George Herbert Church, David Mitchell et Vivian Burrill (de Wendover).

Capitalisation et subventions: inconnues.

Commentaires: Il semble que la demande d'incorporation à la législation provinciale ait été refusée ou retirée avant examen.

Sources: *Le Journal des Trois-Rivières*, 23 décembre 1892, p. 1.

Année: 1892 29

Nom de la société ferroviaire: Quebec & Parry Sound Ry. Co.

Loi constitutive: (Aucune indication dans Dorman.)

Tracé prévu: De Québec à la baie Géorgienne en passant à quelques milles de Trois-Rivières.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Non mentionné.

Commentaires: Une délégation de députés et de notables vont à Québec le 29 novembre 1893 afin d'appuyer le projet. Le curé Grenier de Saint-Tite fait partie de la délégation.

Sources: *Le Trifluvien*, 19 octobre 1892, p. 3, d'après un article de *L'Événement* de Québec, 5 décembre 1893, p. 3.

Année: 1894 30

Nom de la société ferroviaire: Cap-de-la-Madeleine Ry. Co. On retrouve l'expression « Ligne du Rosaire ».

Loi constitutive: Canada, 57-58 Vict. c. 4 et demande de subvention, Province de Québec, 58 Vict. c. 63 en 1895.

Tracé prévu: Des Piles Jct. sur le Canadien Pacifique (aujourd'hui dans la paroisse Saint-Odilon à Cap-de-la-Madeleine) au fleuve près du sanctuaire de Cap-de-la-Madeleine.

Tracé construit: Complété en 1897 (*Le Trifluvien*, 21 mai 1897, p. 5).

Commentaires: « Construite exclusivement pour les pèlerins » (*Le Trifluvien*, *loc. cit.*); entente du 23 novembre 1896 avec le Canadien Pacifique qui fournit le matériel roulant pour dix ans. Le Cap-de-la-Madeleine Ry. est vendu au Canadien Pacifique, conseil privé du 17 décembre 1912. La construction avait été rendue possible grâce au sénateur Hyppolite Montplaisir. Une papeterie s'implantera à proximité du terminus.

Sources: Dorman, p. 143. Maurice Loranger, « Ligne du Rosaire », *La Chronique madelinoise 1651-1991*, p. 25.

Année: 1894 31

Nom de la société ferroviaire: South Shore Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 57 Vict. c. 72 du 8 janvier 1894.

Tracé prévu: De Lévis à Valleyfield longeant le fleuve.

Tracé construit: Par tronçons jusqu'en 1909 englobant ceux déjà construits par le Montreal & Sorel Ry. (*cf. infra.*) En 1909, la ligne est complétée jusqu'à 45 milles de Lévis. Le tronçon Pierreville-Nicolet est construit de 1906 à 1909.

Nom des promoteurs: Charles Newhouse Armstrong.

Commentaires: Achat par le South Shore du Montreal & Sorel Ry. en 1894. Achat du Great Eastern en 1899. Vente du South Shore au Delaware & Hudson autorisée le 5 décembre 1903 par la Cour de l'Échiquier, ligne acquise par le Canadien National le 14 juillet 1929 (Canada, 19-20 Geo. V). La ligne porte alors le nom de Quebec & Southern Ry. Co. contrôlée par le Delaware & Hudson. L'acquisition aux enchères est entérinée en 1905 (4-5 Ed. VII c. 158). Le Quebec Southern Ry. Co. et le South Shore Ry. Co. sont fusionnées en 1906 sous le nom Quebec, Montreal & Southern Ry. Co. (Canada, 6 Ed. VII c. 150). Voir Bellemare, p. 315-318.

Sources: Dorman, p. 570-571; Stevens, p. 327-328, 353-354; Gervais, p. 273-283; *Le Trifluvien*, 17 novembre 1893, p. 2, 6 avril 1894, p. 3 (délégation dont l'évêque de Nicolet), 21 avril 1908, p. 4; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 3 juin 1909, p. 4, 1^{er} juillet 1909, p. 1; Lemay, p. 305-308.

Année: 1895 32

Nom de la société ferroviaire: Châteauguay & Northern Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 58 Vict. c. 64 du 12 janvier 1895.

Tracé prévu: De Joliette au Bout de l'Isle (Montréal).

Tracé construit: Le premier train circule le 10 décembre 1903.

Commentaires: Permet de joindre directement Shawinigan et Grand-Mère à Montréal sans passer par Trois-Rivières. Le Châteauguay & Northern a été intégré au Canadian Northern Quebec Ry. en 1906, nationalisé en 1917 et intégré au Canadien National en 1923.

Sources: Dorman, p. 158; Stevens, p. 346-347.

Année: 1898 33

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers & North Shore Electric Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 61 Vict. c. 86.

Tracé prévu: De Trois-Rivières à Montréal, sauf certaines municipalités. Voie électrifiée.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: À partir de 1901, un certain Lane.

Commentaires: La charte du Three Rivers Water Power Electric Co. votée à Ottawa le 2 juin 1898 prévoit une ligne électrique Montréal-Trois-Rivières-Shawinigan. (*Le Trifluvien*, 7 juin 1898, p. 3). Le promoteur est A.-J. Corriveau. En 1901, la ville de Trois-Rivières souscrit 75 000 \$ de capital-action et les travaux commencent. Ils sont rapidement interrompus. Une rumeur circule à l'effet que le promoteur Lane cède ses droits à la Belgo de Shawinigan. En 1903, Philippe-Élisée Panneton tente de financer le projet en Belgique mais sans succès. Après cet échec, Panneton propose une voie classique. Voir aussi les propos du maire Paquin et de Panneton sur la nécessité d'un chemin de fer électrique régional (*Le Trifluvien*, 17 juillet 1901).

Sources: Dorman, p. 585. Série d'articles dans *Le Trifluvien*, 9 juin 1899, p. 2, 13 mars 1900, p. 2, 9 avril 1901, p. 2, 23 avril 1901, p. 2, 18 juin 1901, p. 2, 12 juillet 1901, p. 2, 10 janvier 1902, p. 8, 25 novembre 1902, p. 2, 27 mars 1903, p. 2, 7 avril 1903, p. 3, 24 avril 1903, p. 1, 10 mars 1905, p. 4, 14 mars 1905, p. 1, 26 mai 1905, p. 4; *L'Étoile*, 11 mai 1900, p. 1.

Année: 1901 34

Nom de la société ferroviaire: Il s'agit d'un projet du Canadien Pacifique.

Tracé prévu: De Yamachiche sur la voie Montréal-Trois-Rivières à Shawinigan.

Tracé construit: Jamais construit.

Commentaires: Selon *Le Trifluvien*, 24 septembre 1901, p. 3, le Canadien Pacifique se propose de construire cette ligne et les plans seraient déjà acceptés. Deux mois plus tard, on apprend (*Le Trifluvien*, 22 novembre 1901, p. 8) que le Canadien Pacifique a fait une demande officielle. Elle fut refusée ou retirée car cette ligne n'a jamais été construite.

Année: 1902 35

Nom de la société ferroviaire: St. Lawrence & Northern Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 2 Ed. VII c. 99.

Tracé prévu: Trois-Rivières-Shawinigan-Sainte-Flore-La Tuque avec ligne secondaire jusqu'à Saint-Michel-des-Saints par la rivière Mattawin (électrique ou à vapeur).

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Non indiqué.

Commentaires: Il semble que les articles du *Trifluvien* mentionnant le projet du Great Canadian Northern renvoient au même projet.

Sources: Dorman, p. 541; *Le Trifluvien*, 10 janvier 1902, p. 8, 19 mai 1903, p. 4, 29 mai 1903, p. 2.

Année: 1902 36

Nom de la société ferroviaire: Shawinigan Falls Terminal Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 2 Ed. VII c. 63.

Tracé prévu: Dans le village de Shawinigan Falls et la paroisse de Saint-Boniface (électrique).

Tracé construit: À Shawinigan pour l'aiguillage des wagons dans les cours de triage des usines.

Nom des promoteurs: McDougall, Aldred, Laflamme et la Banque de Québec.

Capitalisation et subventions: Le Shawinigan Falls Terminal est contrôlée complètement par la Shawinigan Water & Power de 1903 à 1949.

Commentaires: Dans *Le Trifluvien* du 2 juin 1903, p. 4, il est fait mention d'un chemin de fer électrique de Shawinigan à Grand-Mère.

Sources: Dorman, p. 559; Claude Bellavance (1993) p. 214, 238.

Année: 1903 37

Nom de la société ferroviaire: Great Canadian Northern Ry. Co.

Loi constitutive: (Pas dans Dorman).

Commentaires: Cf. la fiche du St. Lawrence & Northern Ry. Co. et les articles du *Trifluvien* de 1903 mentionnées à cet endroit.

Année: 1903 38

Nom de la société ferroviaire: Rural, Light, Heat & Power Co.

Tracé prévu: Un chemin de fer électrique de Trois-Rivières à Montréal.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Jacques Bureau et R.-S. Cooke, députés de Trois-Rivières.

Capitalisation et subventions: Capital de 500 000 \$.

Commentaires: Pour l'éclairage, la force motrice pour les industries et les silos.

Sources: *Le Trifluvien*, 24 mars 1903, p. 4.

Année: 1903 39

Nom de la société ferroviaire: National Transcontinental Ry. Co. (appelée couramment le Transcontinental).

Loi constitutive: Canada, 3 Ed. VII c. 71.

Tracé prévu: Dans la région, de Québec vers Hervey Jct., La Tuque et Senneterre en Abitibi.

Tracé construit: Ouvert de Hervey Jct à Weymontachingue en décembre 1909.

Nom des promoteurs: Appartient au gouvernement canadien.

Commentaires: Intégré au Canadien National le 20 janvier 1923 par un arrêté du Conseil privé.

Sources: Dorman, p. 401; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 26 août 1909, p. 1, 9 septembre 1909, p. 1 et 2.

Année: 1903 40

Nom de la société ferroviaire: Quebec, New Brunswick & Nova Scotia Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 3 Ed. VII c. 178.

Tracé prévu: De Pugwash (Nouvelle-Écosse) à Québec et jusqu'à la ligne du Canadian Northern à Grand-Mère.

Tracé construit: Entre Garneau Jct. et Donnacona par Saint-Stanislas et Saint-Prosper seulement. Inauguré en 1909.

Commentaires: Fusionné en 1906 (arrêté du Conseil privé) avec le Châteauguay & Northern pour former le Canadian Northern lequel est nationalisé en 1917 et intégré au Canadien National en 1923.

Sources: Dorman, p. 513; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 19 août 1909, p. 1, 10 décembre 1909, p. 5.

Année: 1904 41

Nom de la société ferroviaire: St. Maurice Valley Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 4 Ed. VII c. 123.

Tracé prévu: Trois-Rivières-Shawinigan-Grand-Mère-Grandes-Piles et un point sur le Transcontinental.

Tracé construit: De Trois-Rivières à Shawinigan en 1906, de Shawinigan à Grand-Mère en 1909.

Nom des promoteurs: Vivian Burrill, président; Beaudry Leman.

Capitalisation et subventions: 75 000 \$ accordé par le Conseil municipal de Trois-Rivières en 1905.

Commentaires: Cédé au Canadien Pacifique (arrêté du Conseil privé du 1^{er} janvier 1911) pour 999 ans. Le projet et sa réalisation suscitent un intérêt considérable dans l'opinion publique.

Sources: Dorman, p. 547; *Le Trifluvien*, 11 août 1905, p. 5 et 8, 15 août 1905, p. 1, 18 août 1905, p. 5, 22 août 1905, p. 1, 25 août 1905, p. 1, 29 août 1905, p. 1 (texte du règlement municipal) 14 novembre 1905, p. 8, 5 juillet 1907; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 13 mai 1909, p. 1.

Année: 1905 42

Nom de la société ferroviaire: Cie du chemin de fer électrique des Trois-Rivières, Saint-Maurice, Maskinongé et Champlain.

Loi constitutive: Canada, 4-5 Ed. VII c. 167.

Tracé prévu: De Trois-Rivières vers l'ouest jusqu'à Maskinongé et vers l'est jusqu'à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Philippe-Élisée Panneton, Jacques Bureau et Louis-Philippe Normand.

Commentaires: Chemin de fer électrique. Le projet concurrençait le précédent.

Sources: Dorman, p. 172; *Le Trifluvien*, 10 février 1905, 1 août 1905, p. 4.

Année: 1906 43

Nom de la société ferroviaire: St. Leon Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 6-7 Ed. VII c. 128.

Tracé prévu: De Louiseville à Saint-Alexis par Saint-Léon avec des lignes secondaires vers Trois-Rivières et vers le lac Maskinongé.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: M. MacDonald.

Commentaires: Cf. la lettre du promoteur au Conseil de ville reproduite dans *Le Trifluvien*.

Sources: Dorman, p. 543; *Le Trifluvien*, 16 novembre 1906, p. 1.

Année: 1907 44

Nom de la société ferroviaire: Eastern Township Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 6-7 Ed. VII c. 84.

Tracé prévu: De Saint-Léonard d'Aston au Quebec Central Ry. par Victoriaville et Chesterville.

Tracé construit: Jamais construit.

Sources: Dorman, p. 194.

Année: 1907 45

Nom de la société ferroviaire: Brown Corporation, papetière de La Tuque.

Tracé prévu: De La Tuque à un point sur le Quebec & Lake St. John à Linton Jct.

Tracé construit: Ouverture le 23 novembre 1907.

Nom des promoteurs: William Mackenzie et Donald Mann pour le compte de la Brown Corporation.

Commentaires: Cédé au Canadian Northern en 1911 et abandonné peu après, à la suite de l'arrivée à La Tuque du Transcontinental.

Sources: Stevens, p. 338; Boucher, p. 106; *Le Trifluvien*, 27 juin 1905, p. 1 et 4, 14 novembre 1905, p. 8, 9 janvier 1906, p. 3.

Année: 1909 46

Nom de la société ferroviaire: St. Maurice & Eastern Ry. Co.

Loi constitutive: Canada, 8-9 Ed. VII c. 137.

Tracé prévu: D'un point sur le Transcontinental à Saint-Stanislas ou Saint-Prosper vers l'ouest jusqu'à Shawinigan par Saint-Narcisse et Mont-Carmel.

Tracé construit: Jamais construit.

Commentaires: Aucune autre information.

Sources: Dorman, p. 546; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 13 mai 1909, p. 1.

Année: 1911 47

Nom de la société ferroviaire: Roberval & Saguenay Ry. Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 1 Geo. V c. 84.

Tracé prévu: De Roberval à Chicoutimi.

Tracé construit: Jamais construit.

Commentaires: Il est rumeur en décembre 1915 que le Roberval & Saguenay étende son réseau jusqu'au Saint-Maurice.

Sources: Dorman, p. 526; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 10 décembre 1915, p. 4.

Année: 1912 48

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers Tramway Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 2 Geo. V c. 97.

Tracé prévu: Trois-Rivières-Pointe-du-Lac-Yamachiche-Saint-Sévère-Saint-Barnabé-Saint-Boniface-Saint-Étienne et Louiseville.

Tracé construit: Jamais construit.

Nom des promoteurs: Robert Ryan, Napoléon Lamy, F.-A. Verrette, Joseph F. Bellefeuille, Onésime Beaulac, Charles Bourgeois, tous de Trois-Rivières.

Capitalisation et subventions: Capital-actions de 500 000 \$.

Commentaires: Après plusieurs déboires et tergiversations, le projet avorte à l'automne 1913.

Sources: Dorman, p. 586; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 23 juin 1911, p. 1, 30 juin 1911, p. 1, 7 juillet 1911, p. 5; *Le Bien Public*, 28 décembre 1911, p. 6, 1^{er} février 1912, p. 7, 14 mars 1912, p. 8; *Le Courrier*, 7 février 1913, p. 2, 28 mars 1913, p. 1, 6 juin 1913, p. 1, 12 juillet 1913, p. 3, 30 octobre 1913, p. 1; *Le Bien Public*, 30 octobre 1913, p. 8.

Année: 1914 49

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers Traction Co.

Loi constitutive: Province de Québec, 4 Geo. V c. 102.

Tracé prévu: Trois-Rivières-Pointe-du-Lac-Yamachiche-Louiseville (tramway).

Tracé construit: À Trois-Rivières seulement en 1915 (4 milles de voies dans les rues de la ville) prolongé à Cap-de-la-Madeleine en novembre 1916.

Nom des promoteurs: Thomas McDougall, président; Julian C. Smith, vice-président; W.B. Baptist, gérant. Sur la demande de charte, outre McDougall et Smith, il y a les noms de J.E. Aldred, Howard Murry, W.S. Hart de Montréal et Denis Murphy d'Ottawa. Jacques Bureau est le procureur de la compagnie.

Commentaires: C'est la ligne urbaine de tramways qui a fonctionné jusqu'au 12 septembre 1933. Elle était contrôlée par la Shawinigan Water & Power. (Cf. Bellavance, 1993, p. 216) de façon majoritaire puis absolue à partir de 1924 jusqu'à la dissolution de la société en 1939. Elle a exploité des lignes d'autobus qui ont été reprises par la St. Maurice Transport Co. contrôlée par la Shawinigan Water & Power elle aussi.

Sources: Dorman, p. 586; *Le Bien Public*, 30 octobre 1913, p. 8, 6 novembre 1913, p. 7; *Le Nouveau Trois-Rivières*, 22 janvier 1915, p. 1, 17 décembre 1915, p. 1; *Le Bien Public*, 23 novembre 1916, p. 8, 1^{er} juin 1922, p. 1.

Année: 1926 50

Nom de la société ferroviaire: Three Rivers & Central Ry. Co.

Loi constitutive: Jamais adoptée.

Tracé prévu: Trois-Rivières-Charette par Pointe-du-Lac.

Tracé construit: Jamais construit.

Commentaires: Un capital de 500 000 \$ était prévu. Le projet fut accepté par le Comité des chemins de fer de l'Assemblée législative mais refusé par la législature.

Sources: *Le Nouvelliste*, 8, 11, 16 et 17 mars 1926, p. 1; *L'Écho du Saint-Maurice*, 18 mars 1926, p. 1.

Année: 1927 51

Nom de la société ferroviaire: Canadien National.

Loi constitutive: Pour ce tronçon : Canada, 17 Geo. V c. 13 (modifiée par 19-20 Geo. V c. 23).

Tracé prévu: Entre Grand-Mère et East Burrill's (à Shawinigan).

Tracé construit: En 1927-1928 et ouvert en novembre 1928.

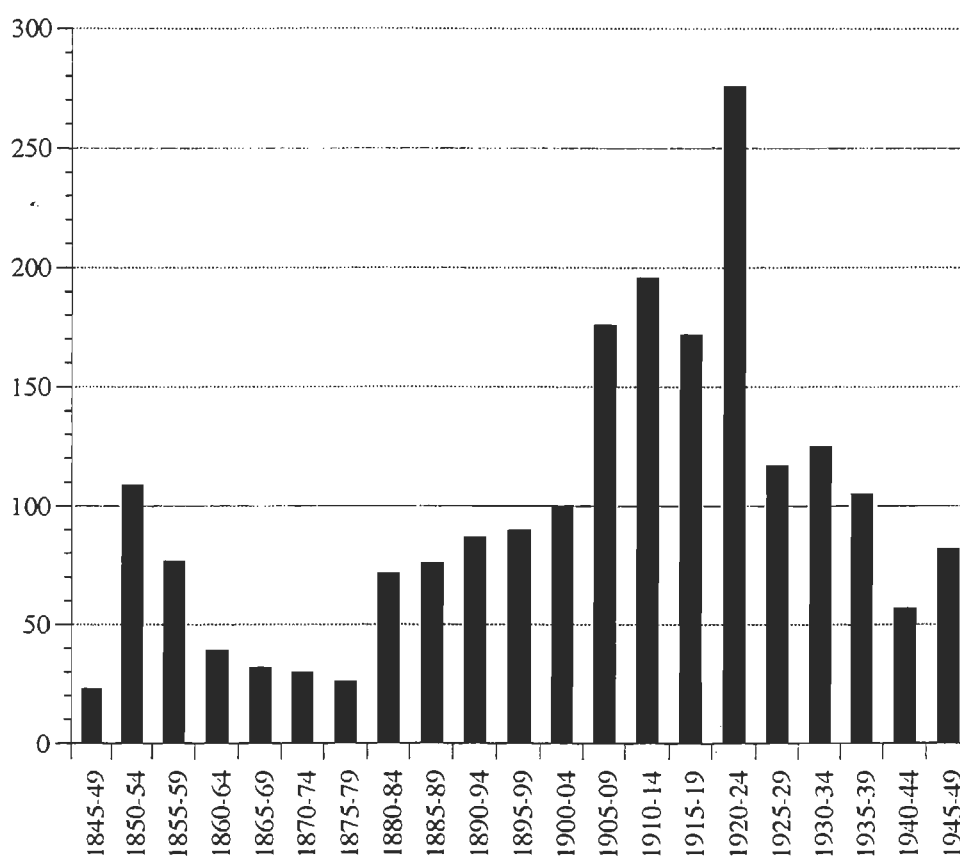
Commentaires: Nouvelle voie du Canadien National entre Grand-Mère et Shawinigan près du Saint-Maurice afin de rejoindre plus directement les usines. L'ancienne voie fut abandonnée peu après de même que les deux stations qui s'y trouvaient : Aldred et Glenada.

Sources: Dorman, p. 98; Boucher, p. 108.

ANNEXE III

LA FRÉQUENCE DES ÉLÉMENTS DU CORPUS TIRÉS DES JOURNAUX ET DES PÉRIODIQUES (1845-1950) PAR PÉRIODES DE CINQ ANS

ANNEXE III
LA FRÉQUENCE DES ÉLÉMENTS DU CORPUS
TIRÉS DES JOURNAUX ET DES PÉRIODIQUES
(1845-1950) PAR PÉRIODES DE CINQ ANS



Centre interuniversitaire d'études québécoises

ANNEXE IV -

LA TYPOLOGIE DES DISCOURS DE DÉVELOPPEMENT

Note : la catégorisation repose sur les six éléments suivants²:

1. Thématique principale.
2. Époque approximative.
3. Statut professionnel des auteurs et des diffuseurs du discours, des promoteurs et des entrepreneurs de projets. Nomenclature des associations ayant pris part à l'énonciation du discours ou à la réalisation de projets.
4. Référents spatiaux, temporels et relatifs à l'altérité présents dans la stratégie d'argumentation.
5. Typologie générale du discours.
6. Projets appuyés, promus ou réalisés.

*
* *

Discours n° 1

1. Secouer l'apathie traditionnelle, développer le commerce local, promouvoir l'éducation.
2. 1850-1875
3. Journalistes de la presse locale, députés de la région, maires de Trois-Rivières : J.-É. Turcotte, A.-L. Désaulniers, Antoine Polette, Sévère Dumoulin, Napoléon Bureau, J.-G. et G.-I. Barthe, P.-N. et G. Pacaud.
4. Trois-Rivières noyau régional entre Montréal et Québec, Trois-Rivières ville injustement traitée par le gouvernement et les journaux montréalais, Trois-Rivières ville ancienne qui doit avoir la priorité.
5. Progressiste économique, traditionaliste sur le plan social (aucune remise en question) et religieux (M^{gr} Laflèche).
6. Aménagement du Saint-Maurice au moyen de glissoires et d'estacades, aménagement du fleuve au moyen de piliers, construction de quais, ouverture de chemins de colonisation, construction de chemins de fer vers Les Piles, Arthabaska, Québec et Montréal.

² Les dates sont indicatives. L'année 1875 correspond au tournant de la crise économique et de la structuration d'une élite locale. De son côté, l'année 1905 correspond au début de la grande industrialisation et d'une intégration culturelle et économique plus poussée au monde nord-américain; enfin, 1930 est l'année où la crise économique se fait sentir. Le contenu des discours et la nature des pratiques sont regroupées en douze entités naturelles. Il n'existe pas nécessairement de solution de continuité entre tous les discours mais le changement progressif incite à opérer une distinction.

Discours n° 2

1. Développer le secteur primaire — agriculture, exploitation forestière et minière — et le réseau de transport.
2. 1850-1890
3. Fonctionnaires de la province du Canada, dont Stanislas Drapeau, et de la province de Québec dans les domaines de la colonisation, l'agriculture et le commerce du bois, notables locaux, curés de paroisses agricoles, Calixte Marquis, Arthur Buies, Edward Barnard.
4. Trois-Rivières ou Québec débouché de l'exploitation forestière, la fertilité du sol, la richesse « inépuisable » de la forêt et du sous-sol, la proximité des marchés, la lutte contre l'émigration et l'exode vers la ville.
5. Traditionaliste : vision économique d'une société fondée sur les ressources primaires, le maintien de la culture rurale avec la promotion vigoureuse des techniques modernes et de la création de manufactures dérivées de ces secteurs.
6. Aménagement de glissoires et d'estacades sur le Saint-Maurice, ouverture de chemins forestiers et de colonisation, arpentage des concessions forestières et agricoles, promotion d'une législation favorisant l'exploitation forestière, la colonisation des townships.

Discours n° 3

1. Favoriser la colonisation et l'agriculture contre l'exode vers les villes et l'émigration, maintenir les traditions ancestrales et les valeurs religieuses.
2. 1850-1890
3. L'épiscopat, des curés et des missionnaires, quelques journalistes laïcs, des agronomes : M^{gr} Cooke, M^{gr} Laflèche, Napoléon Caron, Elzéar Gérin.
4. Héroïsation de la Nouvelle-France, de la vocation de défricheur et d'agriculteur; référence aux textes catholiques : les encycliques, les documents épiscopaux français et canadiens-français; la mission providentielle en Amérique du Nord contre le matérialisme et le protestantisme.
5. Traditionaliste, ultramontain, idéal d'une société agricole; progressiste technologique en agriculture: développement des pratiques culturelles.
6. Ouverture de paroisses de colonisation, de chemins de colonisation, création d'écoles d'agriculture, de sociétés de colonisation et d'agriculture, rédaction d'articles dans les journaux.

Discours n° 4

1. Développer le commerce trifluvien avec les États-Unis, la ville de Montréal, l'Ouest canadien et l'Angleterre par l'expansion du port et la construction ferroviaire.

2. Surtout 1850-1860, jusqu'en 1875 dans une moindre mesure.
3. Notables et journalistes anglophones trifluviens : J. McDougall, G. Baptist, G. B. Houliston, E. M. Hart, les rédacteurs de *l'Inquirer*.
4. La Nouvelle-Angleterre plus accessible en capitaux et en marchés que l'Europe, développer des liens avec les Cantons de l'Est et Montréal, exploiter l'arrière-pays (forêt, mines), Trois-Rivières centre bancaire, instruire les ouvriers et les jeunes professionnels.
5. Progressiste économique : vision continentale, articulation avec les grands centres, sources de capitaux et de marchés.
6. Projets de chemins de fer vers Sherbrooke ou Drummondville, aménagement du port trifluvien, envoi de délégations vers la Nouvelle-Angleterre et New York pour de nouveaux marchés, projets de fondation de banques à Trois-Rivières.

Discours n° 5

1. Attirer des manufactures, créer des liens ferroviaires intra et extrarégionaux, développer le port, creuser le chenal du fleuve, améliorer l'aménagement du Saint-Maurice.
2. 1875-1905
3. Classe d'affaires trifluvienne : T.-E. Normand, L.-P. Normand, Napoléon Bureau, Jacques Bureau, E. M. Hart, H. Hart, P.-É. Panneton, G. Balcer et autres maires; journalistes : Pierre McLeod, E.-F. Panneton, Gustave Vekeman, J.-B. Meilleur-Barthe; Chambre de commerce, Commission du havre, Conseil municipal; députés : A. Turcotte, H.-L. Langevin.
4. Référent spatial très dominant : Trois-Rivières pôle régional contre Montréal et Québec, Trois-Rivières plaque tournante entre l'Ouest et l'Europe pour le commerce du bétail et du blé.
5. Progressiste de type américain mais traditionaliste sur le plan social, politique et religieux.
6. Construction de voies ferrées, agrandissements du port, quelques manufactures (cuir, tuyaux), création de la Chambre de commerce et de la Commission du havre.

Discours n° 6

1. Adaptation aux changements sociaux en accord avec les directives de l'Église et du clergé.
2. 1890-1930
3. Membres du clergé et laïcs engagés dans les domaines agricole, syndical ou coopératif: abbé Napoléon Caron, Edouard Barnard, Léon Gérin, Thomas

Bournival, Laurent Létourneau, M^{gr} F.-X. Cloutier, abbé Émile Cloutier, abbé Irénée Trudel, abbé Jules Massicotte.

4. Apologie du coopératisme, du syndicalisme et du mouvement coopératif catholiques, amélioration des techniques agricoles, promotion des écoles d'agriculture, des écoles techniques et des bibliothèques publiques, appui à des projets industriels en rapport avec l'agriculture.
5. Traditionnel dans les idées mais progressiste du point de vue technologique (agriculture), économique (caisses populaires, coopératives) ou des moyens de propagande (écrits, photos, cinéma, radio).
6. Mise sur pied des syndicats catholiques, des coopératives agricoles, des caisses populaires, création de beurreries, de fromageries, projet de raffineries de betterave à sucre.

Discours n° 7

1. Intégration industrielle autour de la production électrique et forestière, conquête du marché québécois (électricité), percée sur les marchés nord-américains et internationaux, promotion d'un réseau routier, de la modernisation du port de Trois-Rivières.
2. 1900-1930
3. Dirigeants des grandes firmes des secteurs de l'hydroélectricité, de l'électro-industriel, des pâtes et papiers, de la sidérurgie et du textile pour la plupart anglophones ou vivant à l'extérieur de la région. J. C. Smith, J. Aldred, C. R. Whitehead, H. Biermans, G. Chahoon, F. Ritchie, famille Brown, W. Sabbaton, K. Fraser, W. G. E. Aird, etc.
4. Référents spatiaux surtout « Vallée du Saint-Maurice », aussi canadiens, impériaux et américains; recours à l'image de l'Amérindien stéréotypé (référent historique).
5. Progressiste de type nord-américain empreint d'un conservatisme politique, utilisation des techniques d'avant-garde, gestion de type paternaliste, maintien des liens avec l'Empire britannique.
6. Construction de centrales hydroélectriques, de barrages et du réseau de transport électrique, aménagement des complexes industriels de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque et des infrastructures urbaines, écoles techniques, hôpitaux, centres sportifs et organisations sportives (tennis, golf, curling), mouvement associatif culturel.

Discours n° 8

1. Développement urbain, industriel, social et religieux, bonne entente avec les anglophones, encadrement du mouvement ouvrier, promotion de sports d'origine américaine ou anglaise, comme le hockey, le baseball, le golf, le tennis.

2. 1900-1950

3. Petite bourgeoisie des nouvelles villes industrielles, surtout les maires (N. Désaulniers et V. Burrill) et quelques curés (curé Corbeil, chanoine Laflèche, Mgr Trudel, chanoine Jacob), journalistes anglophones et francophones.
4. Localisme fervent, références au Canada, aux États-Unis et à l'Angleterre.
5. Progressisme économique, traditionalisme social.
6. Aménagement urbain, sous-traitance des grandes usines ou de l'exploitation forestière, secteur des services, mouvements associatifs et coopératifs.

Discours n° 9

1. Développement économique et social de Trois-Rivières; promotion de la région, aménagement d'infrastructures (quais, ponts, routes, chemins de fer) : attirer des usines, développer la sous-traitance et le secteur des services, promouvoir l'éducation technique, la bonne entente entre les deux « races », entre les patrons et les ouvriers, moderniser l'administration municipale.
2. 1905-1930
3. Milieu d'affaires trifluvien, maires, échevins, députés, dirigeants du mouvement associatif et coopératif, journalistes et entrepreneurs, anglophones et francophones, L.-P. Normand, Jacques Bureau, J.-A. Tessier, A. Bettez, G.-H. Robichon, C. Bourgeois, R. Ryan, J.-B. Meilleur-Barthe, A. Cambray, E. Jean, H. Héroux, R. Clark, F. Ritchie, L.-D. Durand, etc.; Chambre de commerce, Commission du havre, Association des citoyens, Syndicat d'initiative et clubs de service.
4. Référent spatial : Trois-Rivières pôle entre Québec et Montréal, 3^e ville industrielle de la province. Comparaison avec le progrès des autres villes du Canada et des États-Unis, Trois-Rivières, capitale mondiale du papier, référent historique : perpétuer le courage des pionniers.
5. Progressisme de type nord-américain, conservatisme social mais moins de traditionalisme (ruralisme).
6. Contribution à la venue d'usines dans le secteur papetier et de la construction navale, abolition du péage sur les ponts, agrandissement du port, infrastructures urbaines, réforme municipale.

Discours n° 10

1. Développement spirituel, intellectuel, culturel, moral, développement d'une fierté régionale.
2. 1905-1945
3. Milieu intellectuel trifluvien : clergé de l'évêché et du séminaire, journalistes laïcs,

historiens et littéraires, M^{gr} Richard, abbés J. Gélinas, T. Giroux et A. Tessier; J. Barnard, R. Douville, C. Marchand, D. Dubé, L.-D. Durand. Société d'histoire régionale, Société le Flambeau, Comité des fêtes du tricentenaire.

4. Culte de la petite patrie, héroïsation des pionniers du XVII^e siècle, idéalisation de la nature et de la vie rurale, admiration envers la France de droite catholique et régionaliste, mépris du matérialisme et de l'« américanisme », exaltation du rôle de l'Église dans la survie nationale.
5. Intégralement traditionaliste sauf dans les moyens d'expression : photo, cinéma, graphisme des revues, utilisation de la radio.
6. Rédaction, publication et diffusion de textes historiques, littéraires, géographiques. Fêtes du tricentenaire (pageants, musique chorale, reconstitutions historiques), sports d'endurance : canotage, raquette; artisanat, tourisme, danse folklorique.

Discours n° 11

1. Maintien des valeurs morales et sociales traditionnelles, ruralisme, réaction contre l'urbanisation et l'industrialisation « à outrance », contre le matérialisme et l'américanisme.
2. 1910-1950
3. Membres du clergé, surtout en milieu rural, journalistes, écrivains, Chanoine A. Camirand, Nérée Beauchemin, rédacteurs des journaux de Nicolet et de Louiseville.
4. Apologie du retour à la terre, de la colonisation, de la mentalité paysanne, référents historiques des fondateurs de la Nouvelle-France, de l'Église canadienne, promotion du roman terroiriste.
5. Traditionalisme de repli.
6. Écrits, discours, inauguration de la statue de Jean Rivard, pèlerinages historiques.

Discours n° 12

1. Intégration économique de la région, appui de projets aménagistes régionaux.
2. 1940-1950
3. Milieu d'affaires mauricien, maires des villes, J.-A. Mongrain.
4. Référents spatiaux très dominants : faire de Trois-Rivières un pôle économique, nœud ferroviaire et routier, port international, intégration continentale. Mention de l'histoire comme source de l'esprit d'initiative.
5. Progressiste économique, vision continentale, traditionnaliste socialement.
6. Aménagement routier : route transcanadienne par Trois-Rivières, route Saguenay-La Tuque-Trois-Rivières-États-Unis; attraction de grandes entreprises en Mauricie, agrandissement du port, construction d'un pont sur le fleuve.

ANNEXE V

-

DOCUMENTS

1. *Le Courrier*, 15 décembre 1916, p. 1.
2. *Le Nouvelliste*, 22 août 1925, p. 1.
3. *Le Nouvelliste*, 20 août 1927, p. 1.
4. *Le Nouvelliste*, 18 août 1928, p. 1.
5. *Le Nouvelliste*, 17 août 1929, p. 1.
6. *Three Rivers Year Book*, 1933, page couverture.

1- *Le Courrier*, 15 décembre 1916, p. 1

LE COURRIER

EDITION DE NOEL

111, RUE BONAVENTURE

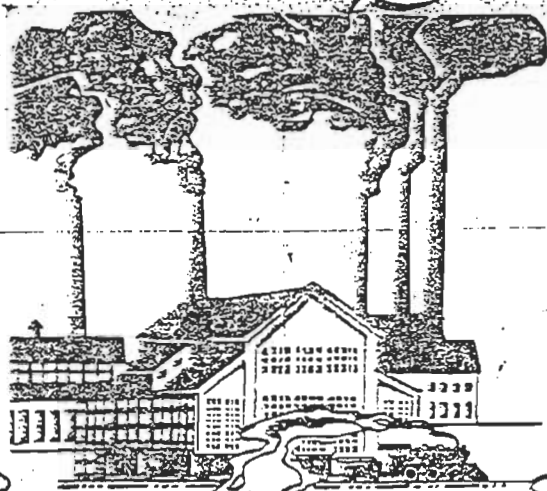
La Source des Richesses Naturelles du Canada



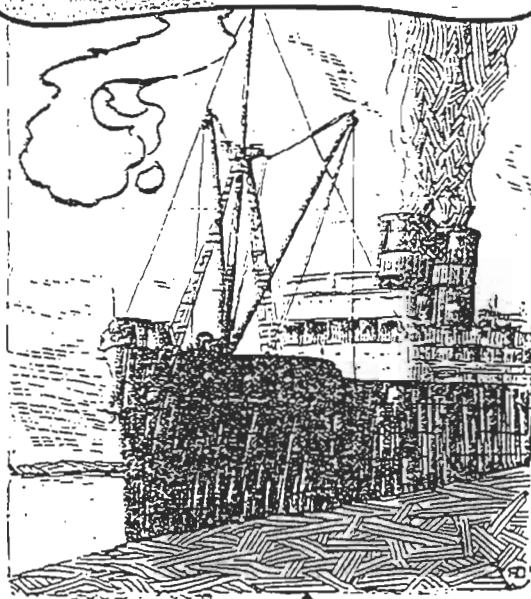
La VILLE des TROIS-RIVIERES après la

2-Le Nouvelliste, 22 août 1925, p. 1

Supplément au Nouvelliste



LA VALLÉE DU ST MAURICE
ET SES RESSOURCES
INDUSTRIELLES



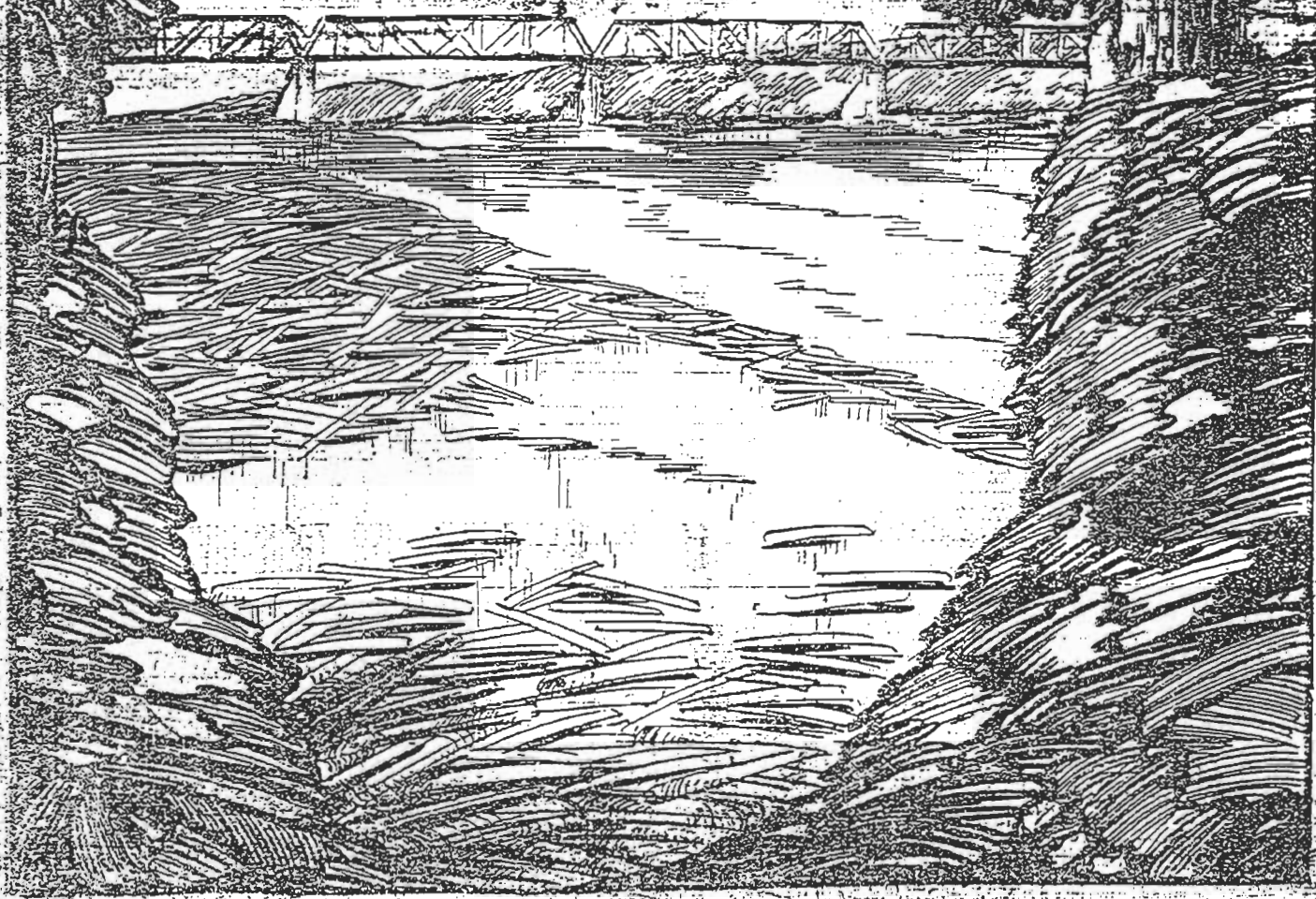
LE NOUVELLISTE

SUPPLÉMENT INDUSTRIEL



Le Nouvelliste

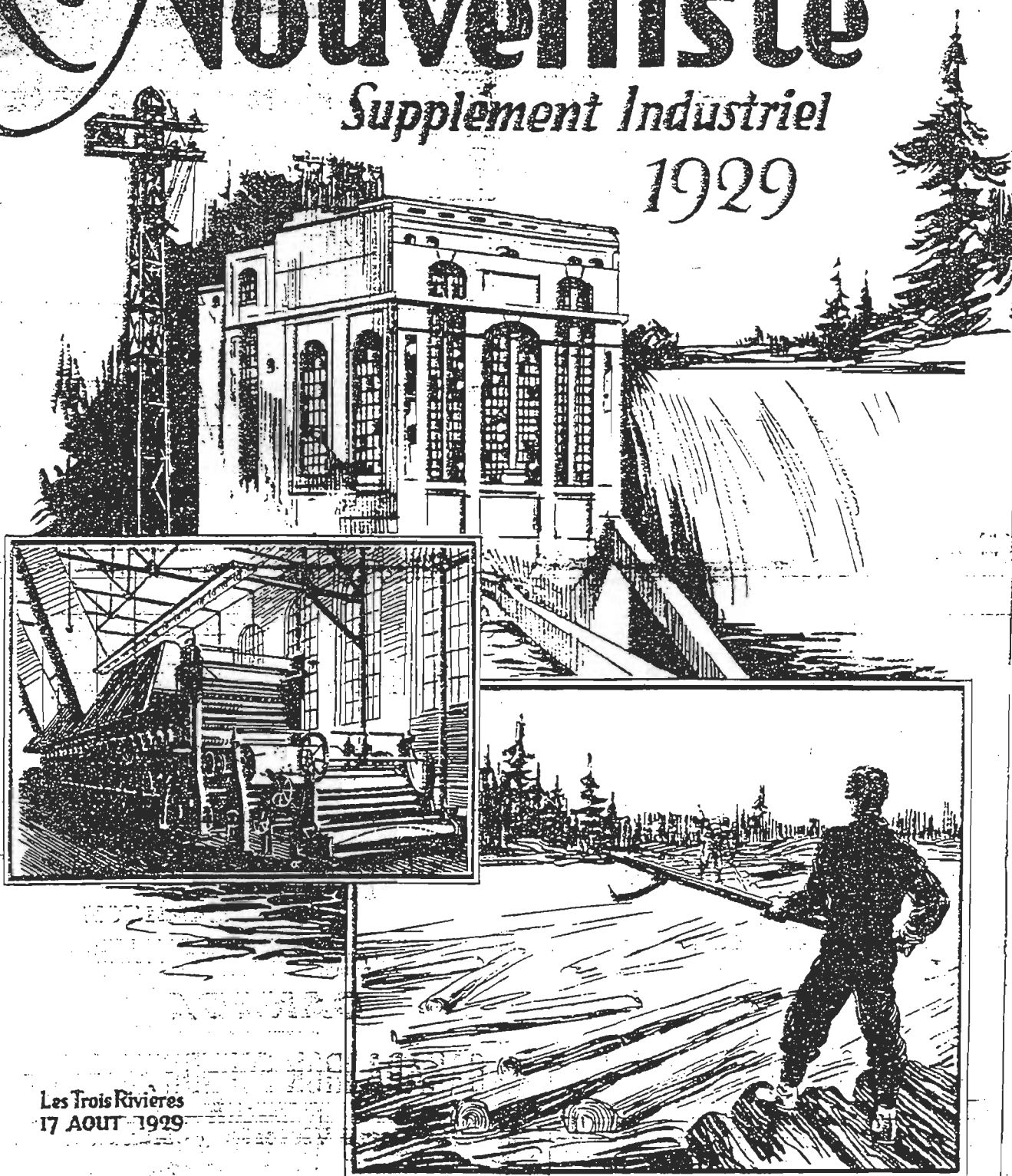
*Supplément
industriel*
1928



Le Nouvelliste

Supplément Industriel

1929



Les Trois Rivières
17 AOÛT 1929

6- *Three Rivers Year Book*, 1933, page couverture

